SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités et des Engagements Internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations.

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

Publication of Treaties and International Engagements Registered with the Secretariat of the League of Nations.

SOCIÉTÉ DES NATIONS

Recueil des Traités

et des Engagements Internationaux enregistrés par le Secrétariat de la Société des Nations.

VOLUME XII **1922** **NUMÉROS 1, 2, 3 et 4**

TABLE DES MATIÈRES

Pages

No. 301. — Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et Danemark :

Convention renouvelant pour une période de cinq ans, à partir du 4 mai 1921, la Convention d'arbitrage signée à Londres le 25 octobre 1905 et renouvelée par les Conventions du 3 mars 1911 et du 3 mai 1916, signée à Londres le 1er mai 1922 11

No. 302. — Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et Islande :

Convention renouvelant pour une période de cinq ans, à partir du 4 mai 1921, la Convention d'arbitrage signée à Londres le 25 octobre 1905 et renouvelée par les Conventions du 3 mars 1911 et du 3 mai 1916, signée à Londres le 1er mai 1922 15

No. 303. — Allemagne et Suisse :

Echange de notes relatif à la prolongation du Traité de Douane et de Commerce du 10 décembre 1891 (texte du 12 novembre 1904). Berlin, le 15 mars 1920 19

No. 304. — Allemagne et Suisse :

Arrangement relatif aux charbons, signé à Berne le 9 juillet 1920 25

No. 305. — Allemagne et Belgique :

Convention relative à la transmission des affaires judiciaires des cercles d'Eupen et de Malmédy, signée le 23 avril 1920 29

No. 306. — Allemagne et Principales Puissances Alliées :

Echange de notes pour délimiter certains points de la frontière du Bassin de la Sarre. Paris, les 16 et 17 décembre 1920 39

No. 307. — Allemagne et Belgique :

Convention relative à l'exécution de l'article 312 du Traité de Versailles, signée le 9 juillet 1920 45

LEAGUE OF NATIONS

Treaty Series

Publication of Treaties and International Engagements Registered with the Secretariat of the League of Nations.

VOLUME XII **1922** **NUMBERS 1, 2, 3 and 4**

TABLE OF CONTENTS

Pages

No. 301. — United Kingdom of Great Britain and Ireland and Denmark :

Convention renewing for a period of five years, dating from May 4, 1921, the Arbitration Convention, signed at London on October 25, 1905, and renewed by the Conventions of March 3, 1911, and May 3, 1916, signed at London, May 1, 1922 11

No. 302. — United Kingdom of Great Britain and Ireland and Iceland :

Convention renewing for a period of five years, dating from May 4, 1921, the Arbitration Convention signed at London on October 25, 1905, and renewed by the Conventions of March 3, 1911, and May 3, 1916, signed at London, May 1, 1922 15

No. 303. — Germany and Switzerland :

Exchange of Notes with regards the prolongation of the Customs and Commerce Treaty of December 10, 1891 (Text of November 12, 1904). Berlin, March 15, 1920 19

No. 304. — Germany and Switzerland :

Coal Agreement, signed at Berne, July 9, 1920 25

No. 305. — Germany and Belgium :

Convention regarding the transfer of judicial proceedings in the Districts of Eupen and Malmédy, signed April 23, 1920 29

No. 306. — Germany and Principal Allied Powers :

Exchange of Notes with regard to the delimitation of certain points of the Saar Basin frontier. Paris, December 16 and 17, 1920 39

No. 307. — Germany and Belgium :

Convention concerning the execution of Article 312 of the Treaty of Versailles, signed July 9, 1920 45

Pages

No. 308. — Allemagne et Pologne et Ville libre de Dantzig :

Convention concernant la liberté du transit entre la Prusse Orientale et le reste de l'Allemagne, signée à Paris le 21 avril 1921 61

No. 309. — Allemagne et Gouvernement des Soviets de Russie :

Accord complémentaire à l'accord conclu le 19 avril 1920, au sujet du rapatriement des prisonniers de guerre et des internés civils des deux parties, signé à Berlin le 6 mai 1921 177

No. 310. — Allemagne et Etats-Unis d'Amérique :

Traité concernant le rétablissement de la paix entre ces deux Etats, signé à Berlin le 25 août 1921 191

No. 311. — Etats-Unis d'Amérique et Japon :

Traité concernant l'Ile de Yap et les autres îles placées sous mandat, situées dans l'Océan Pacifique au nord de l'Equateur, et échange de notes y relatif. Washington, le 11 février 1922 201

No. 312. — France et Pays-Bas :

Echange de notes portant renouvellement de la Convention internationale sur le transport de marchandises par chemin de fer, signée à Berne le 14 octobre 1890, ainsi que des Actes qui la complètent. La Haye, les 26 juillet et 16 septembre 1920 213

No. 313. — Pays-Bas et Roumanie :

Echange de notes portant renouvellement de la Convention internationale sur le transport de marchandises par chemin de fer, signée à Berne le 14 octobre 1890, ainsi que des Actes qui la complètent. La Haye, les 4 janvier et 20 février 1922 219

No. 314. — Bulgarie et Danemark :

Echange de notes concernant l'application réciproque du traitement de la nation la plus favorisée aux marchandises et à la navigation bulgares et danoises. Paris, les 5 août et 26 octobre 1921, 21 janvier et 11 juillet 1922 225

No. 315. — Belgique et Pays-Bas :

Convention postale, signée à La Haye le 15 octobre 1921 233

No. 316. — Japon et Pays-Bas :

Echange de notes concernant la reconnaissance réciproque des règlements relatifs aux lignes de flottaison des navires en vigueur dans les deux pays. Tokio, le 12 novembre 1921 239

No. 317. — Belgique et France :

Convention ayant pour objet de garantir aux nationaux des deux pays, travaillant dans les mines belges ou françaises, le bénéfice du régime spécial de retraite des ouvriers mineurs en vigueur dans chacun des deux pays, signée à Paris le 14 février 1921 ... 245

No. 318. — Belgique et Luxembourg :

Arrangement télégraphique, signé à Luxembourg le 27 décembre 1921 253

Pages

No. 308. — Germany, Poland and Free City of Danzig :

Convention concerning Freedom of Transit between East-Prussia and the rest of Germany, signed at Paris, April 21, 1921 61

No. 309. — Germany and Soviet Government of Russia :

Supplementary Agreement to the Agreement concluded on April 19, 1920, concerning the repatriation of prisoners of War and interned civilians of both parties, signed at Berlin, May 6, 1921 177

No. 310. — Germany and United States of Amerika :

Treaty concerning the re-establishment of Peace between these two States, signed at Berlin, August 25, 1921 191

No. 311. — United States of America and Japan :

Treaty concerning the Yap Island and the other islands under mandate, situated in the Pacific North of the Equator and exchange of Notes relating thereto. Washington, February 11, 1922 201

No. 312. — France and the Netherlands :

Exchange of Notes renewing the International Convention for the transport of goods by rail, signed at Berne October 14, 1890, together with all the relevant Acts. The Hague, July 26, and September 16, 1920 213

No. 313. — The Netherlands and Roumania :

Exchange of Notes renewing the International Convention for the transport of goods by rail, signed at Berne October 14, 1890, together with all the relevant Acts. The Hague, January 4 and February 20, 1922 219

No. 314. — Bulgaria and Denmark :

Exchange of Notes concerning the reciprocal application of the most-favoured nation treatment to Bulgarian and Danish merchandise and navigation. Paris, August 5 and October 26, 1921, Jnauary 21 and July 11, 1922 225

No. 315. — Belgium and the Netherlands :

Postal Convention, signed at The Hague, October 15, 1921 233

No. 316. — Japan and the Netherlands :

Exchange of Notes with regard to the recognition by both parties of the regulations relative to the waterlines of vessels, in force in both countries. Tokio, November 12, 1921 239

No. 317. — Belgium and France :

Convention to guarantee to nationals of both countries, working in Belgian or French mines, the benefits of the special system of pension for miners in force in each of these countries, signed at Paris, February 14, 1921 245

No. 318. — Belgium and Luxemburg :

Telegraphic Agreement, signed at Luxemburg, December 27, 1921 253

Pages

No. 319. — Etats-Unis d'Amérique et Belgique :

Arrangement additionnel à la Convention du 19 novembre 1904 pour l'échange des colis postaux, signé à Bruxelles le 27 décembre 1921, à Washington le 30 mars 1922 ... 259

No. 320. — Allemagne et Suisse :

Traité d'arbitrage et de conciliation, signé à Berne le 3 décembre 1921 271

No. 321. — Belgique et Susise :

Convention provisoire réglant la circulation aérienne entre les deux pays, signée à Bruxelles le 13 juin 1922 295

No. 322. — Pologne et Suisse :

Convention commerciale, signée à Varsovie le 26 juin 1922 305

No. 323. — Danemark, Norvège et Suède :

Modifications à la Convention du 15 décembre 1919 sur les communications postales entre les trois pays, adoptées le 18 janvier 1920 321

No. 324. — Danemark et Islande :

Convention additionnelle à la Convention des 28 octobre, 28 novembre 1919 relative aux communications postales entre les deux pays, signée à Copenhague le 19 juin à Reykjavik le 26 juin 1920 339

No. 325. — Danemark et Islande:

Convention complémentaire de la Convention des 28 octobre, 28 novembre 1919, relative aux communications postales entre les deux pays, signée à Copenhague le 8 août à Reykjavik le 27 août 1921 345

No. 326. — Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et Islande:

Echange de Notes comportant l'abrogation de la Convention supplémentaire des 14/31 décembre 1883 à la Convention anglo-danoise de 1871 concernant le service des mandats-poste. Londres, le 28 septembre 1921, Copenhague, le 12 décembre 1921 ... 351

No. 327. — Allemagne, Belgique, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande, France, etc.:

(Commission centrale pour la navigation sur le Rhin.)

Application au Rhin, au Wahal et au Lek du Supplément au Règlement de police du 14 septembre 1912, sur la navigation rhénane, adopté à Strasbourg par la Commission centrale pour la navigation sur le Rhin, le 25 février 1921 355

No. 328. — Finlande et Norvège:

Arrangement sur le service officiel de presse par le télégraphe sans fil entre les deux pays, signé à Christiania, le 7 septembre 1922 357

No. 329. — France et Suisse:

Déclaration réciproque pour déterminer les rapports entre la Suisse et la zone française de l'Empire chérifien et échange de notes y relatif. Berne, le 11 juin 1914 361

Pages

No. 319. — United States of America and Belgium :

Additional Agreement to the Convention of November 19, 1904, with regard to the exchange of postal parcels, signed at Brussels, December 27, 1921, at Washington, March 30, 1922 259

No. 320. — Germany and Switzerland :

Treaty of Arbitration and Conciliation, signed at Berne, December 3, 1921 271

No. 321. — Belgium and Switzerland :

Provisional Convention regulating Air Traffic between the two countries, signed at Brussels, June 13, 1922 295

No. 322. — Poland and Switzerland :

Commercial Convention, signed at Warsaw, June 26, 1922 305

No. 323. — Denmark, Norway and Sweden:

Modifications in the Convention of December 15, 1919, regarding the postal communications between Denmark, Norway and Sweden, adopted January 18, 1920 321

No. 324. — Denmark and Iceland:

Supplementary Convention to the Convention of October 28, November 28, 1919, regarding Postal Communication between the two countries, signed at Copenhagen, June 19, at Reykjavik, June 26, 1920 339

No. 325. — Denmark and Iceland:

Supplementary Convention to the Convention of October 28, November 29, regarding Postal Communication between the two countries, signed at Copenhagen, August 8, at Reykjavik, August 27, 1921 345

No. 326. — United Kingdom of Great-Britain and Ireland and Iceland :

Exchange of Notes relating to the abrogation of the supplementary Convention of December 14/31, 1883, to the Anglo-Danish Agreement of 1871 concerning the Money Order Service. London, September 28, 1921, Copenhagen, December 12, 1921 ... 351

No. 327. — Germany, Belgium, United Kingdom of Great-Britain and Ireland, France, etc.:

(Central Commission for the Navigation on the Rhine.)

Application to the Rhine, the Wahal and the Lek, of the Supplementary provision to the Police Regulations of September 14, 1912, regarding navigation on the Rhine, adopted at Strasburg by the Central Commission for the Navigation on the Rhine, February 25, 1921 355

No. 328. — Finland and Norway:

Agreement regarding the official wireless press service between the two countries, signed at Christiania, September 7, 1922 357

No. 329. — France and Switzerland:

Reciprocal Declaration to define the relations between Switzerland and the French Zone of the Sherifian Empire and exchange of notes relating thereto. Berne, June 11, 1914 361

Pages

No. 330. — Italie et Suisse :

Accord relatif au chemin de fer du Saint-Gothard, signé à Berne, le 24 septembre 1921 367

No. 331. — France et Suisse:

Arrangement concernant les taxes téléphoniques, signé à Paris, le 18 janvier 1922, à Berne le 24 janvier 1922 371

No. 332. — France et Suisse:

Convention touchant le contrôle du mouvement des boissons entre les deux pays, signée à Berne le 20 mars 1922 377

No. 333. — Empire Britannique, France, Italie et Japon :

Déclaration au sujet de l'Albanie, signée à Paris le 9 novembre 1921 381

No. 334. — Autriche, Grande-Bretagne, France, Italie, Tchécoslovaquie, etc.:

Reconstruction de l'Autriche. Protocole N° 1 (Déclaration), signé à Genève, le 4 octobre 1922) 385

No. 335. — Autriche, Grande-Bretagne, France, Italie, Tchécoslovaquie, etc.:

Reconstruction de l'Autriche. Protocole N° II avec Annexes et Note interprétative, signés à Genève, le 4 octobre 1922 391

No. 336. — Autriche:

Reconstruction de l'Autriche. Protocole N° III (Déclaration), signé à Genève le 4 octobre 1922 405

No. 337. — Autriche et Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande:

Accord au sujet du règlement des dettes ennemies mentionnées à la Section 3 et à son annexe de la Partie X du Traité de Paix de Saint-Germain. Vienne, les 27 août et 2 octobre 1920 413

No. 338. — Belgique, France, Grande-Bretagne, Italie et Japon:

Protocole modifiant l'Annexe II de la Partie VIII du Traité de Versailles du 28 juin 1919, signé à Londres le 5 mai 1921 419

No. 339. — Etats-Unis d'Amérique et Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande :

Convention prèvoyant l'adhésion du Canada à la Convention concernant le traitement réciproque des successions des ressortissants des deux pays, du 2 mars 1899, signé à Washington le 21 octobre 1921 425

No. 340. — Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande et Irak:

Accord au sujet de l'échange des mandats postaux, signé à Bagdad le 28 novembre 1921 et à Londres le 16 janvier 1922 431

No. 341. — Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande et France :

Echange de Notes relatif à l'amendement de l'article 12 de l'accord provisoire concernant la navigation aérienne du 20 octobre 1920. Londres 7 décembre 1921 et 30 janvier 1922 449

Pages

No. 330. — Italy and Switzerland:

Agreement concerning the Saint-Gotthard Railway, signed at Berne, September 24, 1921 367

No. 331. — France and Switzerland:

Agreement concerning telephone charges, signed at Paris, January 18, 1922, at Berne, January 24, 1922 371

No. 332. — France and Switzerland:

Convention concerning the control of the movement of intoxicating Liquor between the two countries, signed at Berne, March 20, 1922 377

No. 333. — British Empire, France, Italy and Japan:

Declaration in regard to Albania, signed at Paris, November 9, 1921 381

No. 334. — Austria, Great Britain, France, Italy, Czechoslovakia, etc.:

The Restoration of Austria. Protocol N° I (Declaration) signed at Geneva, October 4, 1922 385

No. 335. — Austria, Great Britain, France, Italy, Czechoslovakia, etc.:

The Restoration of Austria. Protocol N° II with Annexes and Explanatory Note, signed at Geneva, October 4, 1922 391

No. 336. — Austria:

The Restoration of Austria. Protocol N° III (Declaration), signed at Geneva, October 4, 1922 405

No. 337. — Austria and United Kingdom of Great Britain and Ireland:

Agreement concerning the settlement of enemy debts referred to in Section 3 and the Annex thereto of Part X of the Peace Treaty of Saint-Germain, Vienna, August 27, and October 2, 1920 413

No. 338. — Belgium, France, Great Britain, Italy and Japan:

Protocol modifying Annex II to Part VIII of the Treaty of Versailles of June 28, 1919, signed at London, May 5, 1921 419

No. 339. — United States of America and United Kingdom of Great Britain and Ireland:

Convention providing for the Accession of Canada to the Real and Personal Property Convention of March 2, 1899, signed at Washington, October 21, 1921 425

No. 340. — United Kingdom of Great Britain and Ireland and 'Iraq:

Agreement for the exchange of Money Orders, signed at Baghdgad, November 28, 1921, and at London, January 16, 1922 431

No. 341. — United Kingdom of Great Britain and Ireland and France:

Exchange of Notes respecting amendment of Article 12 of the provisional Agreement in the respect to Air Navigation, of October 20, 1920. London, December 7, 1921, and January 30, 1922 449

N° 301.

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DANEMARK

Convention renouvelant pour une période de cinq ans, à partir du 4 mai 1921, la Convention d'arbitrage signée à Londres le 25 octobre 1905 et renouvelée par les Conventions du 3 mars 1911 et du 3 mai 1916, signée à Londres le 1er mai 1922.

UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND DENMARK

Convention renewing for a period of five years, dating from May 4, 1921, the Arbitration Convention, signed at London on October 25, 1905, and renewed by the Conventions of March 3, 1911, and May 3, 1916, signed at London, May 1, 1922.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

No. 301. — KONVENTION[1] MELLEM STOR BRITANNIEN OG DANMARK FORNYENDE FOR EN PERIODE AF 5 AAR, AT REGNE FRA 4 MAJ 1921, VOLDGIFTS KONVENTIONEN[2], UNDERSKREVET I LONDON DEN 25 OKTOBER 1905 OG FORNYET VED KONVENTIONERNE AF 3 MARTS 1911 ; OG 3 MAJ 1916, UNDERSKREVET I LONDON 1 MAJ 1922.

Textes officiels anglais et danois communiqués par le Ministre de Danemark à Berne. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 10 août 1922.

HANS MAJESTÆT KONGEN AF DANMARK OG ISLAND, OG HANS MAJESTÆT KONGEN AF DET FORENEDE KONGERIGE STORBRITANNIEN OG IRLAND OG AF DE BRITISKE OVERSØISKE BESIDDELSER, KEJSER AF INDIEN, der har undertegnet Konventionen[3] angaaende fredelig Bilæggelse af internationale Stridigheder, afsluttet i Haag den 29. Juli 1899 ;

Har, i Betragtning af, at de høje kontraherende Parter ved Artikel 19 i nævnte Konvention har forbeholdt sig at slutte Overenskomster med Hensyn til at henvise til Voldgift alle Spørgsmaal, som de maatte anse det for muligt at underkaste saadan Behandling,

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Londres le 28 juillet 1922.

[2] De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, deuxième série, tome XXXV, page 406.

[3] De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, deuxième série, tome XXVI, page 998.

No. 301. — CONVENTION[1] BETWEEN GREAT BRITAIN AND DENMARK, RENEWING FOR A PERIOD OF 5 YEARS, DATING FROM MAY 4, 1921, THE ARBITRATION CONVENTION[2], SIGNED AT LONDON ON OCTOBER 25, 1905, AND RENEWED BY THE CONVENTIONS OF MARCH 3, 1911[3] AND MAY 3, 1916, SIGNED AT LONDON, MAY 1, 1922.

English and Danish official texts communicated by the Danish Minister at Berne. The registration of this Convention took place on August 10, 1922.

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA AND HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND, signatories of the Convention[4] for the pacific settlement of international disputes concluded at The Hague on the 29th July, 1899 ;

Taking into consideration that by Article 19 of that Convention the High Contracting Parties have reserved to themselves the right of concluding Agreements, with a view to referring to arbitration all questions which they shall consider possible to submit to such treatment,

[1] The exchange of ratifications took place at London, July 28, 1922.

[2] British and Foreign State papers, vol. 98, page 44.

[3] British and Foreign State papers, vol. 104, page 148.

[4] British and Foreign State papers, vol. 91, page 970.

Udnævnt til deres befuldmægtigede :

HANS MAJESTÆT KONGEN AF DANMARK OG ISLAND : Greve Preben AHLEFELDT-LAURVIG, Hans Majestæts overordentlige Gesandt og befuldmægtigede Minister ved Hans Britiske Majestæts Hof ; og

HANS MAJESTÆT KONGEN AF DET FORENEDE KONGERIGE STORBRITANNIEN OG IRLAND OG AF DE BRITISKE OVERSØISKKE BESIDDELSER, KEJSER AF INDIEN: the Right Honourable Marquess CURZON OF KEDLESTON, K.G., Hans Majestæts Første Statssekretær for udenlandske Anliggender ;

Hvilke, efter at have meddelt hinanden deres respektive Fuldmagter, der befandtes i god og rigtig Form, er komne overens om følgende :

Artikel 1.

De høje kontraherende Parter fornyer herved, for en yderligere Periode paa 5 Aar fra den 4. Maj 1921 at regne, den i London den 25. Oktober 1905 undertegnede Konvention angaaende Afgørelse ved Voldgift af visse Klasser af Spørgsmaal, som maatte opstaa mellem de to Regeringer.

Artikel 2.

Nærværende Konvention skal ratificeres, og Ratificationerne udveksles i London saa snart som muligt.

Udfærdiget i dobbelt Eksemplar i London, den 1 Maj 1922.

(L. S.) P. F. AHLEFELDT-LAURVIG.
(L. S.) CURZON OF KEDLESTON.

Have named as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OT INDIA; the Right Honourable Marquess CURZON OF KEDLESTON, K.G., His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs ; and

HIS MAJESTY THE KING OF DENMARK AND ICELAND ; Count Preben AHLEFELDT-LAURVIG. His Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at the Court of His Britannic Majesty ;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

The High Contracting Parties renew, for a further period of 5 years, dating from the 4th May, 1921, the Convention signed at London on the 25th October, 1905, for the settlement by arbitration of certain classes of questions which may arise between the two Governments.

Article 2.

The present Convention shall be ratified, and the ratifications exchanged at London as soon as possible.

Done in duplicate at London, the 1st day of May, 1922.

(L.S.) CURZON OF KEDLESTON.
(L.S.) P.F. AHLEFELDT-LAURVIG.

Certifié pour copie conforme :

Georg COHN,
Chef du Service danois de la Société des Nations.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 301. — CONVENTION ENTRE LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET LE DANEMARK, RENOUVELANT POUR UNE PÉRIODE DE CINQ ANS, A PARTIR DU 4 MAI 1921, LA CONVENTION D'ARBITRAGE SIGNÉE A LONDRES LE 25 OCTOBRE 1905, ET RENOUVELÉE PAR LES CONVENTIONS DU 3 MARS 1911 ET DU 3 MAI 1916, SIGNÉE A LONDRES LE 1er MAI 1922.

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE et d'IRLANDE et des TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES, et SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK ET D'ISLANDE, signataires de la Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux conclue à La Haye le 29 juillet 1899,

Considérant que, aux termes de l'article 19 de cette Convention, les Hautes Parties contractantes se sont réservé le droit de conclure des accords en vue de soumettre à l'arbitrage toutes les questions qu'elles jugeront susceptibles d'une telle procédure,

Ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE et d'IRLANDE et des TERRITOIRES BRITANNIQUES AU DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

Le Très Honorable Marquis CURZON DE KEDLESTON, K. G., Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères ; et

SA MAJESTÉ LE ROI DE DANEMARK et d'ISLANDE :

Le Comte Preben AHLEFELDT-LAURVIG, Son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire auprès de la Cour de Sa Majesté Britannique ;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

Les Hautes Parties contractantes renouvellent, par le présent acte, pour une période de cinq ans, à dater du 4 mai 1921, la Convention signée à Londres le 25 octobre 1905, pour le règlement par l'arbitrage de certaines catégories de différends qui pourraient s'élever entre les deux Gouvernements.

Article 2.

La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications seront échangées à Londres aussitôt que possible.

Fait en double à Londres le premier mai 1922.

(L. S.) P. F. AHLEFELDT-LAURVIG.
(L. S.) CURZON DE KEDLESTON.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

N° 302.

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET ISLANDE

Convention renouvelant pour une période de cinq ans, à partir du 4 mai 1921, la Convention d'arbitrage signée à Londres le 25 octobre 1905 et renouvelée par les Conventions du 3 mars 1911 et du 3 mai 1916, signée à Londres le 1er mai 1922.

UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND ICELAND

Convention renewing for a period of five years, dating from May 4, 1921, the Arbitration Convention signed at London on October 25, 1905, and renewed by the Conventions of March 3, 1911, and May 3, 1916, signed at London, May 1, 1922.

No. 302. — CONVENTION[1] BETWEEN GREAT BRITAIN AND ICELAND, RENEWING FOR A PERIOD OF FIVE YEARS, DATING FROM MAY 4, 1921, THE ARBITRATION CONVENTION[2] SIGNED AT LONDON ON OCTOBER 25, 1905, AND RENEWED BY THE CONVENTIONS OF MARCH 3, 1911 AND MAY 3, 1916, SIGNED AT LONDON, MAY 1, 1922.

Textes officiels anglais et islandais communiqués par le Ministre de Danemark à Berne. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 10 août 1922.

English and Icelandic official texts communicated by the Danish Minister at Berne. The registration of this Convention took place on August 10, 1922.

TEXTE ISLANDAIS. — ICELANDIC TEXT.

HANS HÁTIGN KONUNGUR ÍSLANDS OG DANMERKUR OG HANS HÁTIGN KONUNGUR HINS SAMEINAÐA KONUNGSRÍKIS BRETLANDS HINS MIKLA OG ÍRLANDS OG HINNA BRESKU LANDA HANDAN HAFANNA, KEISARI INDLANDS, sem hafa undirritað sáttmálann um að ráða friðsamlega fram úr þraetum þjóða á milli, sem gerður var í Haag 29. júlí 1899[3];

Hafa með hliðsjón af því, að hinir háu samningsaðiljar hafa í 19. gr. greinds sáttmála áskilið sjer að gera samninga um að skjóta til gerðar öllum þeim málum, sem þeir álíti kleyft að láta fara með á slíkan hátt,

Skipað sem umboðsmenn sína:

HANS HÁTIGN KONUNGUR ISLANDS OG DANMERKUR: herra PREBEN AHLEFELDT-LAURVIG greifa, sjerlegan sendiherra Hans Hátignar og ráðherra með umboði við hirð Hans Bresku Hátignar; og

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, AND HIS MAJESTY THE KING OF ICELAND AND DENMARK, signatories of the Convention[3] for the pacific settlement of international disputes, concluded at The Hague on the 29th July, 1899;

Taking into consideration that by Article 19 of that Convention the High Contracting Parties have reserved to themselves the right of concluding Agreements, with a view to referring to arbitration all questions which they shall consider possible to submit to such treatment,

Have named as their Plenipotentiaries:

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA: the Right Honourable Marquess CURZON OF KEDLESTON, K. G., His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs; and

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Londres le 28 juillet 1922.

[2] De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, deuxième série, tome XXXV, page 406.

[3] De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, deuxième série, tome XXVI, page 998.

[1] The exchange of ratifications took place at London, July 28, 1922.

[2] British and Foreign State Papers, vol. 98, page 44.

[3] British and Foreign State Papers, vol. 91, page 970.

HANS HÁTIGN KONUNGUR HINS SAMEINAÐA KONUNGSRÍKIS BRETLANDS HINS MIKLA OG ÍRLANDS OG HINNA BRESKU LANDA HANDAN HAFANNA, KEISARI INDLANDS: the Right Honourable Marquess CURZON OF KEDLESTON, K. G., fyrsta ríkisritara Hans Hátignar fyrir utanríkismálin;

En þeir hafa, eftir að hafa tjáð hvor öðrum umboð sín, sem reyndust vera í góðu og rjettu formi, komið sjer saman um það, sem hjer fer á eftir:

1. *Grein.*

Hinir háu samningsaðiljar endurnýja hjermeð að því er Island snertir fyrir 5 ára tímabil í viðbót frá 4. mai 1921 að telja, sáttmála þann, sem undirritaður var í London 25. október 1905 um að láta gerðardóm skera úr vissum flokkum mála, sem upp kunna að koma milli stjórna beggja ríkjanna.

2. *Grein.*

Sáttmála þenna skal staðfesta og skal skiftast á staðfestingarskjölunum í London svo fljótt, sem auðið er.

Utgefið i tveim eintökum í London, hinn 1 mai 1922.

For Iceland:

(L. S.) P. F. AHLEFELDT-LAURVIG.

(L. S.) CURZON OF KEDLESTON.

Certifié pour copie conforme:

Georg COHN,
Chef du Service danois de la Société des Nations.

HIS MAJESTY THE KING OF ICELAND AND DENMARK: Count PREBEN AHLEFELDT-LAURVIG, His Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary at the Court of His Britannic Majesty;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found in good and due form, have agreed as follows:—

Article 1.

The High Contracting Parties renew as far as Iceland is concerned, for a further period of 5 years, dating from the 4th May, 1921, the Convention signed at London on the 25th October, 1905, for the settlement by arbitration of certain classes of questions which may arise between the two Governments.

Article 2.

The present Convention shall be ratified, and the ratifications exchanged at London as soon as possible.

Done in duplicate at London, the 1st of May, 1922.

(L. S.) CURZON OF KEDLESTON.

For Iceland:

(L. S.) P. F. AHLEFELDT-LAURVIG.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 302. — CONVENTION ENTRE LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET L'ISLANDE RENOUVELANT, POUR UNE PÉRIODE DE CINQ ANS, A PARTIR DU 4 MAI 1921, LA CONVENTION D'ARBITRAGE SIGNÉE A LONDRES LE 25 OCTOBRE 1905, ET RENOUVELÉE PAR LES CONVENTIONS DU 3 MARS 1911 ET DU 3 MAI 1916, SIGNÉE A LONDRES LE 1er MAI 1922.

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU-DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES, et SA MAJESTÉ LE ROI D'ISLANDE ET DE DANEMARK, signataires de la Convention pour le règlement pacifique des conflits internationaux conclue à La Haye le 29 juillet 1899 ;

Considérant que, aux termes de l'article 19 de cette Convention, les Hautes Parties contractantes se sont réservé le droit de conclure des accords en vue de soumettre à l'arbitrage toutes les questions qu'elles jugeront susceptibles d'une telle procédure :

Ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES TERRITOIRES BRITANNIQUES AU-DELA DES MERS, EMPEREUR DES INDES :

le Très Honorable Marquis CURZON DE KEDLESTON, K.G., Principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté pour les Affaires étrangères ; et

SA MAJESTÉ LE ROI D'ISLANDE ET DE DANEMARK :

le Comte Preben AHLEFELDT-LAURVIG, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire auprès de la Cour de Sa Majesté Britannique ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

Les Hautes Parties contractantes renouvellent, par le présent Acte, pour une période de cinq ans, à dater du 4 mai 1921, la Convention signée à Londres le 25 octobre 1905, pour le règlement par l'arbitrage de certaines catégories de différends qui pourraient s'élever entre les deux Gouvernements.

Article 2.

La présente Convention sera ratifiée, et les ratifications seront échangées à Londres aussitôt que possible.

Fait en double à Londres le 1er mai mai 1922.

Pour l'Islande :

(L.S.) P.F. AHLEFELDT-LAURVIG.

(L.S.) CURZON DE KEDLESTON.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

N° 303.

ALLEMAGNE ET SUISSE

Echange de notes relatif à la prolongation du Traité de Douane et de Commerce du 10 décembre 1891 (texte du 12 novembre 1904). Berlin, le 15 mars 1920.

GERMANY AND SWITZERLAND

Exchange of Notes with regard to the prolongation of the Customs and Commerce Treaty of December 10, 1891 (Text of November 12, 1904). Berlin, March 15, 1920.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 303. — NOTENWECHSEL ZWISCHEN DER DEUTSCHEN REGIERUNG UND DER SCHWEIZERISCHEN REGIERUNG ZUR BILDUNG EINES ABKOMMENS BETREFFEND DIE VERLÄNGERUNG DES ZOLL- UND HANDELSVERTRAGES[1] VOM 10. DEZEMBER 1891 (FASSUNG VOM 12. NOVEMBER 1904). BERLIN, DEN 15. MÄRZ 1920.

Texte officiel allemand communiqué par le Consul d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de cet échange de Notes a eu lieu le 12 août 1922.

German official text communicated by the German Consul at Geneva. The registration of this exchange of Notes took place on August 12, 1922.

SCHWEIZERISCHE GESANDTSCHAFT
IN BERLIN.

BERLIN, *den* 15. *März* 1920.

Erhaltenem Auftrage entsprechend beehrt sich der unterzeichnete Schweizerische Gesandte und Bevollmächtigte Minister dem Auswärtigen Amte der Deutschen Reichsregierung ganz ergebenst mitzuteilen, dass die Schweizerische Regierung bereit ist, das Ausserkrafttreten des schweizerischerseits zum 17. März d. J. gekündigten schweizerisch-deutschen Handelsvertrags vom 10. Dezember 1891 (in der Fassung vom 12. November 1904[2]) durch Vereinbarung mit der Deutschen Regierung hinauszuschieben mit der Massgabe, dass seine Ausserkraftsetzung von nun an jederzeit erfolgen kann, nachdem sie von einem der beiden hohen vertragschliessenden Teile 3 Monate vorher angekündigt worden sein wird.

Wenn die Deutsche Regierung hiermit einverstanden ist, wird die Schweizerische Regierung diese Verlängerung des Handelsvertrages als durch den zwischen dem Auswärtigen Amte und dem Unterzeichneten stattgehabten Notenwechsel vereinbart ansehen.

Der Unterzeichnete benützt auch diesen Anlass, um dem Auswärtigen Amte die Versicherung seiner ausgezeichneten Hochachtung und Ergebenheit zu erneuern.

(Gez.) A. v. PLANTA.

An das Auswärtige Amt des Deutschen
Reichsministeriums des Äussern.

[1] De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, deuxième série, tome XVIII, page 257.

[2] De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, deuxième série, tome XXXIV, page 585.

[1] British and Foreign State Papers, vol. 83, page 257.

[2] British and Foreign State Papers, vol. 97, page 1139.

AUSWÄRTIGES AMT.
II. W. 3648.

BERLIN, *den* 15. *März* 1920.

HERR MINISTER,

Der Unterzeichnete beehrt sich dem Gesandten der Schweizerischen Republik Herrn Dr. von Planta in Beantwortung seiner Note vom heutigen Tage ergebenst mitzuteilen, dass die Deutsche Regierung auch ihrerseits damit einverstanden ist, dass das Ausserkrafttreten des deutsch schweizerischen Handelsvertrages vom 10. Dezember 1891 (in der Fassung vom 12. November 1904) herausgeschoben wird mit der Massgabe, dass seine Ausserkraftsetzung jederzeit erfolgen kann, nachdem sie von einem der beiden hohen vertragschliessenden Teile mit einer Frist von 3 Monaten angekündigt worden ist.

Der Unterzeichnete stimmt mit dem Herrn Gesandten darin überein, dass diese Verlängerung des Handelsvertrages durch den heutigen Notenwechsel zustande gekommen ist.

Der Unterzeichnete benützt zugleich diesen Anlass, um dem Gesandten der Schweizerischen Republik, Herrn Dr. von Planta, seine ausgezeichnetste Hochachtung ganz ergebenst zu erneuern.

(Gez.) HANIEL.

An den Gesandten
der Schweizerischen Republik
Herrn Minister Dr. von PLANTA.

No. 303

[1] TRADUCTION.

No. 303. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET SUISSE RELATIF A LA PROLONGATION DU TRAITÉ DE DOUANE ET DE COMMERCE DU 10 DÉCEMBRE 1891 (TEXTE DU 12 NOVEMBRE 1904). BERLIN, LE 15 MARS 1920

LÉGATION DE SUISSE
A BERLIN.

BERLIN, *le* 15 *mars* 1920.

Conformément aux instructions qu'il a reçues, le soussigné, Envoyé et Ministre plénipotentiaire suisse, a l'honneur d'informer l'Office extérieur du Gouvernement du Reich allemand que le Gouvernement suisse est prêt, par un accord avec le Gouvernement du Reich allemand, à suspendre les effets de la dénonciation du Traité de commerce germano-suisse du 10 décembre 1891 (texte du 12 novembre 1909), signifiée par la Suisse le 17 mars de la présente année, sous réserve que cette dénonciation reprendra en tout temps ses effets après préavis de trois mois donné par l'une des deux Hautes Parties contractantes.

Si le Gouvernement du Reich allemand est d'accord, le Gouvernement suisse considérera cette prorogation du Traité de commerce comme acquise, du fait de l'échange de notes entre l'Office extérieur et le soussigné.

Le soussigné saisit cette occasion pour renouveler au Ministère des Affaires étrangères, l'assurance de sa haute considération.

(Signé) A. VON PLANTA.

Office extérieur
du Ministère des Affaires étrangères
du Reich allemand.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION

No. 303. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GERMAN AND SWISS GOVERNMENTS WITH REGARD TO THE PROLONGATION OF THE CUSTOMS AND COMMERCE TREATY OF DECEMBER 10, 1891 (TEXT OF NOVEMBER 12, 1904). BERLIN, MARCH 15, 1920.

SWISS LEGATION
BERLIN.

BERLIN, *March* 15, 1920.

In accordance with his instructions, the Swiss Minister Plenipotentiary has the honour to inform the German Foreign Office that the Swis Government is prepared, in agreement with the German Government, to postpone the termination of the German-Swiss Commercial Treaty of December 10, 1891 (Text of November 12, 1904), which was denounced by the Swiss Government on March 17, 1920, with the proviso that the Treaty may be denounced at any time from to-day onwards upon three months' notice being given by either of the High Contracting Parties.

If the German Government agrees to this proposal, the Swiss Governement will regard the exchange of notes which has taken place upon this subject between the Foreign Office and the undersigned as effecting the extension of the Treaty of Commerce.

The undersigned has the honour, etc.

(Signed) A. VON PLANTA.

Foreign Office of the
Ministry for Foreign Affairs,
of the German Reich.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

OFFICE EXTÉRIEUR.
II. W. 3648.

BERLIN, *le* 15 *mars* 1920.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Le soussigné a l'honneur d'informer le Dr von Planta, Ministre de la République suisse, en réponse à sa note en date de ce jour, que le Gouvernement allemand est également disposé, de son côté, à accepter que les effets de la dénonciation du Traité de commerce germano-suisse du 10 décembre 1891 (texte du 12 novembre 1904) soient suspendus sous réserve que cette dénonciation reprendra en tout temps ses effets après préavis de trois mois donné par l'une des deux Hautes Parties contractantes.

Le soussigné convient avec M. le Ministre que cette prorogation du Traité de Commerce sera considérée comme acquise du fait du présent échange de notes.

Le soussigné saisit cette occasion etc.

(Signé) HANIEL.

A Monsieur le Ministre
de la République suisse,
Son Excellence le Dr VON PLANTA.

MINISTRY FOR FOREIGN AFFAIRS,
II. W. 3648.

BERLIN, *March* 15th, 1920.

SIR,

The undersigned has the honour to inform the Minister of the Swiss Republic, Dr. von Planta, in answer to his Note of this date, that the German Government agrees to the postponement of the termination of the German-Swiss Commercial Treaty of December 10, 1891 (Text of November 12, 1904), with the proviso that the Treaty may be denounced at any time upon three months' notice being given by either of the two High Contracting Parties.

The undersigned agrees with the Minister that the extension of the Commercial Treaty is effected by the present exchange of notes.

The undersigned has the honour, etc.

(Signed) HANIEL.

The Minister
of the Swiss Republic,
His Excellency Dr. VON PLANTA.

N° 304.

ALLEMAGNE ET SUISSE

Arrangement relatif aux charbons, signé à Berne le 9 juillet 1920.

GERMANY AND SWITZERLAND

Coal Agreement, signed at Berne, July 9, 1920.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

No. 304. — KOHLEN-ABKOMMEN[1] ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICHE UND DER SCHWEIZERISCHEN EIDGENOSSENSCHAFT VOM 9. JULI 1920.

Texte officiel allemand communiqué par le Consul d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 12 août 1922.

German official text communicated by the German Consul at Geneva. The registration of this Agreement took place August 12, 1922.

A. Deutschland erteilt Ausfuhrbewilligung für :

1. KOHLEN UND KOKS. (Ruhrprodukte) 15.000 bis 20.000 Tonnen monatlich gemäss einem zwischen der Rheinischen Kohlenhandel- und Rhederei-Gesellschaft in Mühlheim a. d. Ruhr und der Schweizerischen Kohlengenossenschaft in Basel abzuschliessenden Vertrage.
2. LINKSRHEINISCHE BRAUNKOHLENBRIKETTS 15.000 Tonnen monatlich unter der Voraussetzung, dass die alliierten und assoziierten Regierungen die Beförderung ermöglichen.

Deutschland wird, soweit es die Verhältnisse, insbesondere die Benutzung des Rheins und der rechtsrheinischen Bahnen gestatten, alles irgend Mögliche tun, um über die oben angegebene Menge hinaus Ausfuhrbewilligungen für Kohle zu erteilen.

Es wird in dem ernsten Bestreben, die Schweiz mit Kohle zu versorgen, das Mögliche tun, um die Lieferer zur Lieferung anzuhalten und den Transport zu fördern.

B. Die Schweiz erteilt Ausfuhrbewilligungen für :

FRISCHMILCH-Belieferung nach Möglichkeit in bisherigem Umfang.

C. Die beiden vertragschliessenden Teile sichern sich möglichst rasche und reibungsfreie Erledigung bei Erteilung der Ausfuhrbewilligung zu. Sollte durch Verzögerung eine Stockung in der Ausfuhr eintreten, so ist der dadurch betroffene Vertragsteil berechtigt, seinerseits mit seinen Lieferungen nach vorgängiger Anzeige entsprechend zurückzuhalten.

D. Dieses Abkommen läuft vom 15. Juli 1920 bis zum 15. Januar 1921, doch haben beide Teile das Recht, mit zweimonatlicher Frist jederzeit zu kündigen.

Dieses Abkommen wird in zwei Exemplaren ausgefertigt und je von dem Vertreter des Deutschen Reiches und des Schweizerischen Bundesrates unterzeichnet. Es unterliegt der Ratifikation durch die beiderseitigen Regierungen.

BERN, *den* 9. *Juli* 1920.

Für die Schweiz :
(Gez.) STUCKI.

Für Deutschland :
(Gez.) VON STOCKHAMMERN.

[1] Ratifié par la Confédération Suisse le 2 août 1920. Une ratification par l'Allemagne n'a pas eu lieu.

[1] Ratified by the Swiss Confederation August 2, 1920. A ratification by Germany has not taken place.

[1] TRADUCTION.

No. 304. — ARRANGEMENT RELATIF AUX CHARBONS, CONCLU ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LA CONFÉDÉRATION SUISSE, SIGNÉE A BERNE, LE 9 JUILLET 1920.

A. L'Allemagne accorde l'autorisation d'exportation pour :

1. CHARBONS ET COKES (produits de la Ruhr) : 15.000 à 20.000 tonnes par mois, conformément aux dispositions d'un contrat à conclure entre la «Rheinischen Kohlenhandel- und Rhederei-Gesellschaft» de Mühlheim-sur-la-Ruhr et la Coopérative suisse des charbons, de Bâle.
2. BRIQUETTES DE LIGNITE DE LA RIVE GAUCHE DU RHIN : 15.000 tonnes par mois, sous réserve que les Puissances alliées et associées rendront possibles les envois.

L'Allemagne, dans la mesure où les circonstances le permettront et en particulier dans la mesure où elle aura l'usage du Rhin et des chemins de fer de la rive droite du Rhin, fera tout son possible pour accorder les autorisations d'exportations de charbons, en excédent des quantités mentionnées ci-dessus.

Tous les efforts possibles seront faits, en ce qui concerne l'approvisionnement de la Suisse er charbon, pour pousser les fournisseurs à effectuer les livraisons et pour accélérer les transports.

B. La Suisse accorde des autorisations d'exportation pour : des livraisons de LAIT FRAIS, d'après les disponibilités actuelles.

C. Les deux Parties contractantes s'engagent à accorder aussi rapidement que possible et

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION

No. 304. — COAL AGREEMENT CONCLUDED BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE SWISS CONFEDERATION, SIGNED AT BERNE, JULY 9, 1920.

A. Germany shall grant export licences for the following :

(1) COAL AND COKE (products of the Ruhr) 15-20.000 tons per month. In accordance with the provisions of an agreement to be concluded between the Rhine Coal and Shipping Companv, Mulheim on Ruhr and the Swiss Coal Cooperative Society, Bâle.
(2) LIGNITE BRIQUETTES (from the left bank of the Rhine) 15.000 tons par month, providing that the Allied and Associated Powers allow consignment.

As far as circumstances permit — particularly as regards the use of the Rhine and the railways on the right bank of the Rhine — Germany will do all in her power to grant export licences for coal in excess of these quantities.

In her efforts to provide Switzerland with coal, Germany will do everything possible to induce contractors to deliver supplies, and will endeavour to further transport.

B. Switzerland shall grant export licences for the supply of FRESH MILK, as far as possible in the quantities exported hitherto.

C. Both Contracting Parties undertake to grant export licences as rapidly and smoothly

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

sans contestations les autorisations d'exportation. Si des retards se produisent qui entraînent un arrêt dans l'exportation, la Partie contractante lésée a le droit, en retour, de suspendre de son côté les livraisons, après avis préalable.

D. La présente Convention est valable du 15 juillet 1920 au 15 janvier 1921 ; toutefois, les deux Parties ont le droit de la dénoncer en tout temps, sous réserve d'un préavis de deux mois.

La présente Convention est établie en double expédition, chacune d'elles portant les signatures du représentant du Reich allemand et du représentant du Conseil fédéral suisse. Elle est sujette à ratification par les deux Gouvernements.

BERNE, *le* 9 *juillet* 1920.

Pour la Suisse:
(Signé) STUCKI.

Pour l'Allemagne:
(Signé) VON STOCKHAMMERN.

as possible. If a stoppage of export is caused through delay, the Contracting Party affected thereby shall be entitled to withhold delivery, after giving notice.

D. This agreement shall remain in force from July 15, 1920, to January 15, 1921. Both parties, however, shall have the right to denounce it, at any time, on giving two months' notice.

This Convention done in duplicate and signed by the representative of the German Reich and of the Swiss Federal Council is subject to ratification by the Governments of both Parties.

BERNE, *July* 9, 1920.

For Switzerland,
(Signed) STUCKI.

For Germany,
(Signed) VON STOCKHAMMERN.

N° 305.

ALLEMAGNE ET BELGIQUE

Convention relative à la transmission des affaires judiciaires des cercles d'Eupen et de Malmédy, signée le 23 avril 1920.

GERMANY AND BELGIUM

Convention regarding the transfer of judicial proceedings in the Districts of Eupen and Malmédy, signed April 23, 1920.

No. 305. — CONVENTION[1] GERMANO-BELGE RELATIVE A LA TRANSMISSION DES AFFAIRES JUDICIAIRES DES CERCLES D'EUPEN ET DE MALMÉDY, SIGNÉE LE 23 AVRIL 1920.

Texte officiel français communiqué par le Consul d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de cette convention a eu lieu le 12 août 1922.

Article 1.

AFFAIRES CIVILES.

§ 1.

Les contestations civiles qui étaient pendantes devant les tribunaux allemands au moment de la mise en vigueur du Traité de Paix seront vidées entièrement par les juridictions allemandes, même dans le cas où le lieu qui a déterminé la compétence de ces dernières se trouverait dans le territoire cédé. Les juridictions belges connaîtront des recours contre les décisions des tribunaux de bailliage d'Eupen, de Malmédy et de Saint-Vith, à moins que le recours ne fût déjà formé devant les juridictions allemandes au moment de la mise en vigueur du Traité de Paix.

§ 2.

Par contestations civiles au sens du § 1, on entend toutes les affaires auxquelles le code de procédure civil allemand et la loi sur les faillites s'appliquent.

§ 3.

Les titres pouvant servir de base à une exécution en matière contentieuse ou gracieuse qui ont été établis en Allemagne ou dans les territoires cédés, antérieurement à la mise en vigueur du Traité de Paix, seront traités de la même manière en Allemagne et dans les territoires cédés, comme titres exécutoires. Il en est de même des décisions qui ont été rendues avant la mise en vigueur du Traité de Paix, par des tribunaux de l'Empire allemand ou des territoires cédés, et qui, à défaut d'exercer un recours ou par suite du retrait du recours, ont acquis ou acquerront force de chose jugée après l'entrée en vigueur du Traité de Paix.

Les titres exécutoires qui, postérieurement à l'entrée en vigueur du Traité de Paix, ont été ou seront émis par des tribunaux allemands compétents en vertu des §§ 1 et 2, dans des contestations provenant des territoires cédés, seront également traités comme titres exécutoires, dans les territoires cédés.

La formule exécutoire prescrite dans les territoires cédés sera délivrée sans examen du fond

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Aix-la-Chapelle, le 12 novembre 1921.

[1] TRADUCTION — TRANSLATION.

No. 305. — CONVENTION[2] BETWEEN GERMANY AND BELGIUM REGARDING THE TRANSFER OF JUDICIAL PROCEEDINGS IN THE DISTRICTS OF EUPEN AND MALMÉDY, SIGNED APRIL 23, 1920.

French official text communicated by the German Consul at Geneva. The registration of this Convention took place August 12. 1922.

Article 1.

CIVIL ACTIONS.

Paragraph 1.

Civil suits which were pending in the German courts at the time of the entry into force of the Treaty of Peace shall be decided entirely by the German Courts, even if the place which determined the competence of the latter is within the ceded territory. The Belgian courts shall take cognisance of appeals against the decisions of the local courts (tribunaux de bailliage) of Eupen, Malmédy and St. Vith unless the appeal was already lodged with the German courts at the time of the entry into force of the Treaty of Peace.

Paragraph 2.

For the purposes of paragraph 1 the expression " civil suits " shall be understood to mean all actions to which the German code of civil procedure and the bankruptcy law apply.

Paragraph 3.

Documents which may serve as a basis for an execution in matters relating to contention or voluntary jurisdiction and which were drawn up in Germany or in the ceded territories before the entry into force of the Treaty of Peace, shall be treated as executory documents in Germany and the ceded territories. The same rule shall apply to decisions which were given before the entry into force of the Treaty of Peace by courts in the German Empire or the ceded territories, and which, in the absence of any appeal or in consequence of the withdrawal of an appeal, have acquired or may acquire the force of final judgments after the entry into force of the Treaty of Peace.

Executory documents which have been, or may be, issued after the entry into force of the Treaty of Peace, by competent German courts in virtue of paragraphs 1 and 2 in suits originating in the ceded territories, shall also be treated as executory documents in the ceded territories.

The exequatur in the form prescribed in the ceded territories shall be given without examination of the substance of the matter.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] The exchange of ratifications took place at Aix-la-Chapelle, Novembre 12. 1921.

Article 2.

AFFAIRES PÉNALES.

§ 1.

Les affaires pénales suivies contre des personnes qui, au moment de la transmission des affaires judiciaires, ont leur domicile ou, à défaut de leur domicile, leur résidence habituelle dans le territoire cédé, seront transmises à l'autorité belge compétente, si l'infraction a été commise dans le territoire cédé.

§ 2.

Dans le cas où dans une procédure qui doit être transmise selon le § 1, une décision rendue avant la transmission des affaires judiciaires serait, après cette date, l'objet d'un recours quelconque, le recours peut être adressé également au tribunal allemand.

Celui-ci transmettra l'affaire au tribunal belge compétent.

§ 3.

L'exécution 1) des décisions qui sont passées en force de chose jugée avant la transmssion des affaires judiciaires et 2) des décisions qui sont passées en force de chose jugée après cette transmission, soit par l'effet de l'expiration du délai de recours, soit par la déchéance ou le retrait du recours, continue à être confiée à l'autorité restée jusqu'alors compétente.

§ 4.

Dans le cas où des peines particulières prononcées par des tribunaux des territoires cédés et par des tribunaux restant situés en Allemagne sont cumulées en une peine unique, l'exécution de cette dernière peine appartiendra à celui des deux Etats qui, d'après le total des peines particulières prononcées par ses tribunaux, est le plus intéressé à l'exécution de l'ensemble. Lorsque le montant total des peines particulières est égal des deux côtés, l'exécution appartiendra à celui qui commencerait le premier à procéder à l'exécution, ou qui l'aurait déjà commencée.

§ 5.

Dans le cas où un jugement visé par la présente convention ne pourrait être exécuté dans le pays compétent, pour la raison que le condamné séjourne dans l'autre pays, le dernier pays où le condamné séjourne se chargera de l'exécution de la peine, sur la demande du pays compétent, si l'infraction pour laquelle la condamnation a été prononcée est punissable selon ses lois.

L'autorité à laquelle incombera l'exécution sera, si cela est nécessaire, désignée par l'administration centrale de la justice.

§ 6.

Dans tous les cas, le droit de gracier appartiendra à l'Etat auquel passe l'exécution de la peine.

Les frais d'exécution ne seront en aucun cas remboursés.

§ 7.

Le casier judiciaire concernant les personnes nées dans le pays cédé restera provisoirement au Parquet d'Aix-la-Chapelle. Les renseignements sur le contenu du casier devront, dans chaque cas particulier, être délivrés gratuitement aux autorités belges sur leur demande.

Article 2.

CRIMINAL CASES.

Paragraph 1.

Criminal prosecutions brought against persons who at the time of the transfer of judicial proceedings are domiciled or failing such domicile, are habitually resident in the ceded territory, shall be transferred to the competent Belgian authority if the offence was committed in the ceded territory.

Paragraph 2.

If, in a case to be transferred under paragraph 1, a decision given before the transfer of judicial proceedings should be the subject of an appeal after that date, the appeal may also be made to the German Court, which shall transfer the case to the competent Belgian Court.

Paragraph 3.

The execution (1) of decisions which have acquired the force of final judgments before the transfer of judicial proceedings, and (2) of decisions which have acquired the force of final judgments after such transfer, either as a result of the expiration of the period in which appeal may be made or by the dismissal or withdrawal of the appeal, shall rest with the authority which has hitherto remained competent.

Paragraph 4.

In cases in which separate sentences passed by courts in the ceded territories and by courts still situated in Germany are combined in a single sentence, the execution of this sentence shall be the duty of that State which, in the aggregate of the separate sentences passed by its courts, is the more closely concerned in the execution of the whole. When the total of the separate sentences is the same on both sides, the execution shall fall to the State which shall first commence, or has already commenced to carry out the sentence.

Paragraph 5.

If a judgment coming under the present Convention cannot be executed in the competent country because the person convicted is resident in the other country, the last country in wich such person resides shall undertake the execution of the sentence at the request of the competent country, if the offence for which he was condemned is punishable under that country's laws.

The authority by which the execution is to be carried out shall be named, if necessary, by the central judicial administration.

Paragraph 6.

In all cases the right of pardon shall belong to the State to which the execution of the sentence belongs.

The costs of executing a sentence shall in no case be refunded.

Paragraph 7.

The legal records relating to persons born in the ceded territory shall remain provisionally at the Court Public Prosecutors' Office at Aix-la-Chapelle. At the request of the Belgian authorities information relating to the contents of the records shall be delivered to them free of charge in each particular case.

Article 3.

AFFAIRES DE JURIDICTION GRACIEUSE.

§ 1.

Les affaires de juridiction gracieuse pendantes seront vidées par le tribunal qui en est saisi.

Cette disposition s'applique également à la tenue des registres fonciers (Grundbücher) et des registres judiciaires (gerichtliche Register), à la garde des testaments, des conventions d'hérédité et des actes judiciaires.

§ 2.

Les registres fonciers (Grundbücher) seront remis au tribunal compétent de l'autre Etat, pour autant qu'ils ne se rapportent qu'à des biens-fonds situés dans l'autre Etat.

Jusqu'à cette remise, le tribunal désigné au § 1 sera compétent pour connaître de toute demande ou requête.

Les administrations judiciaires prussienne et belge conviendront de la manière dont on devra procéder dans le cas où une partie seulement d'un volume du livre foncier devrait être remis au tribunal de l'autre Etat, ou dans le cas où une page du livre foncier ne concernerait pas exclusivement des biens-fonds situés sur le territoire d'un seul des deux Etats.

§ 3.

Les affaires de tutelle, de curatelle et affaires de conseil (Beistandschaften) seront remises au tribunal compétent de l'autre Etat, si le pupille est sujet de celui-ci et y a son domicile ou, à défaut de domicile, sa résidence habituelle.

§ 4.

Les testaments et les conventions d'hérédité seront, à la requête du testateur, remis pour dépôt au tribunal de l'autre Etat, lorsque le testateur est sujet de celui-ci et y a son domicile ou, à défaut de domicile, sa résidence habituelle.

§ 5.

La remise des documents prévue aux §§ 2, 3 et 4 aura lieu à une date qui sera fixée ultérieurement par la Commission de transfert.

§ 6.

Les expéditions, copies et extraits authentiques d'actes judiciaires ou notariés (y compris les certificats de qualité d'héritier), ainsi que des dispositions de dernière volonté, pourront être demandés, suivant le droit en vigueur jusqu'à présent, à l'autorité ou au notaire qui détiennent l'original de l'acte.

Il en est de même en ce qui concerne la fourniture de certificats de tout genre.

Article 4.

DISPOSITIONS FINALES.

§ 1.

Les dossiers judiciaires seront remis à l'autorité judiciaire à laquelle la continuation de l'affaire incombera en vertu des dispositions précitées.

Article 3.

VOLUNTARY JURISDICTION.

Paragraph 1.

Pending cases in matters of voluntary jurisdiction shall be decided by the Court before which they have been brought.

This provision shall also apply to the keeping of land registers (Grundbücher) and court registers (gerichtliche Register), and to the custody of wills, " conventions d'hérédité ", and judicial records.

Paragraph 2.

The land registers (Grundbücher) shall be delivered to the competent courtofthe other State, so far as they apply to landed property situated in the other State.

Until such delivery, the court specified in paragraph 1 shall take cognisance of all applications.

The Prussian and Belgian judicial administrations shall agree upon the procedure to be adopted in cases in which only part of a volume of the land register is to be handed over to the court of the other State, or in which one page of the land register does not deal exclusively with landed property situated in the territory of only one of the two States.

Paragraph 3.

Matters relating to tutelage, guardianship and advice (Beistandschaften) shall be handed over to the competent court of the other State, if the ward is a subject of that State and is domiciled, or failing such domicile, is habitually resident therein.

Paragraph 4.

Wills and " conventions d'hérédité " shall, at the request of the testator, be handed over to be deposited in the court of the other State, if the testator is a subject of that State and is domiciled or, failing such domicile, is habitually resident therein.

Paragraph 5.

The handing over of documents, as provided for in paragraphs 2, 3 and 4, shall take place at a date to be fixed later by the Transfer Commission.

Paragraph 6.

Application for certified copies and extracts from judicial or notarial documents (including certificates of heirship) and of testamentary dispositions may be made, according to the law hitherto in force, to the authority or notary in possession of the original document.

This provision shall also apply to the issue of certificates of every kind.

Article 4.

FINAL PROVISIONS.

Paragraph 1.

Court records shall be handed over to the judicial authority which has to continue to deal with the matter under the foregoing provisions.

Les dossiers classés resteront provisoirement entre les mains de l'autorité judiciaire où ils se trouvent au moment de la transmission des affaires judiciaires.

Dans le cas où une affaire pour laquelle il a été formé un dossier devrait être reprise et continuée, suivant la présente convention, par l'autorité de l'autre Etat, ou si cette autorité a besoin pour un motif quelconque du dossier, sans qu'il soit besoin de justifier le motif, ce dossier sera remis dans chaque cas particulier.

§ 2.

Les autorités judiciaires belge et allemande exécuteront directement et sans frais, dans la plus large mesure, les commissions rogatoires adressées à l'occasion de toutes les affaires auxquelles se rapporte cette convention.

§ 3.

Dans les affaires judiciaires qui seront transmises, les Allemands seront traités par les tribunaux belges et les Belges par les tribunaux allemands, comme des indigènes, pour ce qui concerne la procédure gratuite, la caution pour les frais du procès et l'obligation d'avancer ces frais.

§ 4.

Dans les affaires pendantes qui, en vertu des stipulations de cette convention, passeront au tribunal de l'autre Etat, l'ensemble des frais de justice sera perçu par celui-ci. Il n'y aura pas lieu de payer à l'Etat qui a transmis l'affaire les frais qui en sont résultés jusqu'au moment de la transmission.

§ 5.

La date de la transmission des affaires judiciaires au sens de cette convention est fixée au uitième jour après l'échange des ratifications.

§ 6.

L'administration judiciaire prussienne, agissant au nom de l'Empire, et l'administration de la justice belge se réservent de convenir d'autres dispositions relativement à la transmission des affaires judiciaires, en vue d'assurer l'exécution de la présente Convention, en particulier en ce qui concerne les affaires de consignation.

(Signé) HALOT. (Signé) REICHARTZ. (Signé) v. DALWIGK

Records on file shall remain provisionally in the custody of the judicial authority which is in possession of them at the time of the transfer of judicial proceedings.

If a case for which records have been kept is to be re-opened and continued by the authority of the other State in accordance with this Convention, or if that authority requires the records for any reason, such records shall be handed over in every case, and it shall not be necessary to state the reasons.

Paragraph 2.

The Belgian and German judicial authorities shall execute directly and free of charge as far as possible rogatory commissions addressed to them in connection with all cases coming under this Convention.

Paragraph 3.

In the judicial proceedings to be transferred, Germans shall be treated by the Belgian courts, and Belgians by the German courts, on the same footing as natives, in respect of exemption from costs of procedure, security for the costs of an action, and the obligation of paying costs in advance.

Paragraph 4.

In pending cases, which, under the provisions of this Convention, will be transferred to the court of the other State, the whole of the legal costs shall be collected by the latter. It shall not be necessary to refund to the State which transferred the case the costs which have accrued up to the time of the transfer.

Paragraph 5.

For the purposes of this Convention, the date of the transfer of judicial proceedings shall be the eighth day after the exchange of ratifications.

Paragraph 6.

The Prussian Judicial Administration, acting on behalf of the Empire, and the Belgian Judicial Administration shall have the right to agree upon other provisions in connection with the transfer of judicial proceedings, in order to ensure the execution of the present Convention, particularly as regards cases dealing with deposits.

(Signed) HALOT. (Signed) REICHARTZ. (Signed) v. DALWIGK.

N° 306.

ALLEMAGNE ET PRINCIPALES PUISSANCES ALLIEES

Echange de notes pour délimiter certains points de la frontière du Bassin de la Sarre. Paris, les 16 et 17 décembre 1920.

GERMANY AND PRINCIPAL ALLIED POWERS

Exchange of Notes with regard to the delimitation of certain points of the Saar Basin frontier. Paris, December 16 and 17, 1920.

No. 306. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LA CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS ET LE GOUVERNEMENT ALLEMAND POUR DÉLIMITER CERTAINS POINTS DE LA FRONTIÈRE DU BASSIN DE LA SARRE. PARIS, LES 16 ET 17 DÉCEMBRE 1920.

Textes officiels allemand et français communiqués par le Consul d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 12 août 1922.

German and French official texts communicated by the German Consul at Geneva. The registration of this exchange of notes took place August 12, 1922.

CONFÉRENCE DES AMBASSADEURS.
LE PRÉSIDENT.

PARIS, *le* 16 *décembre* 1920.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Au nom de la Conférence des Ambassadeurs, représentant les Principales Puissances alliées, j'ai l'honneur de vous confirmer que la Conférence approuve, par la présente note, les propositions établies par la Commission de délimitation, constituée conformément à l'aritcle 48 du Traité de Versailles, pour délimiter le Bassin de la Sarre. Ces propositions, reproduites dans l'Annexe ci-jointe, fixent la ligne-frontière sur les quatre points suivants :

Au Nord :

a) L'enclave de Dreisbach ;

b) La source de Keuchingen ;

c) Le domaine de Geisweilerhof ;

Au Nord-Est :

d) La frontière orientale de la commune de Roschberg.

Dès que vous m'aurez fait connaître l'adhésion du Gouvernement allemand à ces propositions, les délégués alliés de la Commission de délimitation de la Sarre seront invités à procéder, de concert avec le commissaire allemand, à la fixation de la frontière sur les bases arrêtées de commun accord par la dite Commission.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma haute considération.

(Signé) JULES CAMBON.

Monsieur le Président
de la Délégation allemande.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

DEUTSCHE FRIEDENSDELEGATION.
Nr. 472.

PARIS, *den* 17. *Dezember* 1920.

HERR PRÄSIDENT,

Im Namen meiner Regierung beehre ich mich Eurer Exzellenz als dem im Namen der Alliierten Hauptmächte handelnden Vertreter der Botschafterkonferenz durch das vorliegende Schreiben zu bestätigen, dass die Deutsche Regierung mit Eurer Exzellenz in der Billigung der Vorschläge übereinstimmt, die von der gemäss Artikel 48 des Vertrags von Versailles für die Abgrenzung des Saargebiets eingesetzten Grenzkommission aufgestellt worden sind. Diese Vorschläge, die in der Anlage beigefügt sind, legen die Grenzlinie für folgende vier Punkte fest.

Im Norden :

a) Die Enklave von Dreisbach ;
b) Die Quelle von Keuchingen ;
c) Die Domäne Geisweilerhof ;

Im Nordosten :

d) Die Nordostgrenze der Gemeinde Roschberg.

Die Deutsche Regierung wird ihren Delegierten in der Grenzkommission für das Saargebiet anweisen, die Abgrenzungsarbeiten im Einvernehmen mit den anderen Delegierten gemäss den oben erwähnten Vorschlägen vorzunehmen.

Genehmigen Sie, Herr Präsident, den Ausdruck meiner ausgezeichneten Hochachtung.

(Gez.) V. MUTIUS.

Seiner Exzellenz
Herrn Jules CAMBON
Botschafter der Französischen Republik,
Präsident der Botschafterkonferenz.

[1] TRADUCTION.

DÉLÉGATION ALLEMANDE DE LA PAIX.
N° 472.

PARIS, *le* 17 *décembre* 1920.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Au nom de mon Gouvernement, j'ai l'honneur de confirmer, par le présent écrit, à Votre Excellence, en sa qualité de représentant en exercice de la Conférence des Ambassadeurs, agissant au nom des Principales Puissances alliées, que le Gouvernement allemand est d'accord avec Votre Excellence pour approuver les propositions présentées par la Commission de délimitation du Territoire du Bassin de la Sarre, constituée conformément à l'article 48 du Traité de Versailles. Ces

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

propositions, qui figurent en annexe, établissent le tracé de la frontière pour les quatre points suivants :

Au Nord :

a) L'enclave de Dreisbach ;

b) La source de Keuchingen ;

c) Le domaine de Geisweilerhof ;

Au Nord-Est :

d) La frontière orientale de la commune de Roschberg.

Le Gouvernement allemand donnera instruction à ses délégués à la Commission de délimitation du Territoire du Bassin de la Sarre de prendre part aux travaux de délimitation, d'accord avec les autres délégués, conformément aux propositions mentionnées plus haut.

Veuillez agréer, etc....

(Signé) V. MUTIUS.

Son Excellence,
Monsieur Jules CAMBON,
Ambassadeur de France,
Président de la Conférence des Ambassadeurs.

ANNEXE.

DESCRIPTION DE LA FRONTIÈRE AUX POINTS DE DREISBACH, KEUCHINGEN ET GEISWEILERHOF, ET AUX ABORDS DE ROSCHBERG.

a) A partir du coude situé à 500 mètres Ouest du Moulin de Dreisbach, la frontière se dirigera vers l'Ouest en suivant la limite Sud de la parcelle cadastrale N° 4656, puis vers le Nord en suivant les limites Ouest des parcelles cadastrales numérotées 5823, 5822, 4654, 4644, 7489, 7488, 4642, 4641, 6858, 6857, 4639, 4638, 5659, 5658, qui seront sarroises ; puis, les limites Nord de cette dernière parcelle et de la parcelle N° 4645, jusqu'à sa rencontre avec la limite entre les Cercles de Merzig et de Saarburg avec laquelle elle se confondra ensuite.

b) A partir du point où la limite Nord de la Commune de Keuchingen rencontre la laie forestière séparant les parcelles forestières 54 *a* et 55 *b* (forêt de Ludowinus), la frontière suivra les limites Nord-Ouest et Nord-Est des parcelles 54 *a*, 54 *b*, 60 et 59, jusqu'au point où la route de Weiten à Keuchingen coupe la limite Nord de cette dernière commune, de façon à laisser dans la Sarre la source et la canalisation qui alimentent le village de Keuchingen.

c) A partir du point où confinent les trois communes de Oppen, Aussen, Nunkirchen, 200 mètres Est de la côte 281 (carte au 25.000°) la frontière suivra pendant 200 mètres la limite Nord de la commune de Oppen, puis la séparation entre la forêt privée et la forêt domaniale de Luckner, puis la route de Oppen à Nunkirchen, qu'elle laisse en Allemagne jusqu'à la sortie de la forêt ; elle suivra ensuite vers le Sud et sur une longueur de 200 mètres environ la lisière de cette forêt, puis la limite Nord-Est du domaine de Geisweilerhof jusqu'à la limite de la commune de Michelsbach.

d) Commune de Roschberg.

A partir du point commun aux trois communes de Furschweiler, Gruegelborn et Roschberg, la frontière suivra la limite communale Nord-Est de la commune de Roschberg jusqu'au point commun aux trois communes de Roschberg, Gruegelborn et Urweiler.

---

[1] TRANSLATION.

No. 306. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE CONFERENCE OF AMBASSADORS AND THE GERMAN GOVERNMENT WITH REGARD TO THE DELIMITATION OF CERTAIN POINTS OF THE SAAR BASIN FRONTIER. PARIS, DECEMBER 16 AND 17, 1920.

CONFERENCE OF AMBASSADORS.
THE PRESIDENT'S OFFICE.

PARIS, *December* 16, 1920.

SIR,

On behalf of the Conference of Ambassadors, representing the Principal Allied Powers, I have the honour, by the present Note, to confirm the approval by the Conference of the proposals made by the Delimitation Commission constituted in accordance with Article 48 of the Treaty of Versailles for determining the boundaries of the Saar Basin. These proposals, which are given in the accompanying Annex, fix the frontier-line at the following four points :.

To the North :

(a) The enclave of Dreisbach.
(b) The spring of Keuchingen.
(c) The estate of Geisweilerhof.

To the North-East :

(d) The eastern frontier of the Commune of Roschberg.

As soon as you have informed me of the assent of the German Government to these proposals, the Allied Delegates on the Saar Delimitation Commission will be requested to undertake, in conjunction with the German Commissioner, the fixing of the frontier on the lines agreed upon by the Commission.

I am, etc.

(Signed) JULES CAMBON.

The President
of the German Delegation.

GERMAN PEACE DELEGATION.
N° 472.

PARIS, *December* 17, 1920.

YOUR EXCELLENCY,

On behalf of my Government I have the honour to inform Your Excellency in your capacity of representative of the Conference of Ambassadors, acting of behalf of the Principal Allied Powers that the German Government hereby confirms its agreement with Your Excellency, and approves the proposals put forward by the Delimitation Commission constituted in accordance with Article

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

48 of the Treaty of Versailles for determining the boundaries of the Saar Basin. The proposals, which are contained in the accompanying Annex, fix the frontier line at the following four points:

To the North:

(a) The enclave of Dreisbach.
(b) The spring of Keuchingen.
(c) The estate of Geisweilerhof.

To the North-East:

(d) The north-eastern frontier of the Commune of Roschberg.

The German Government will instruct its delegate on the Delimitation Commission to undertake in conjunction with the other delegates, the fixing of the frontier in accordance with the abovementioned proposals.

I am, etc.

(Signed) v. MUTIUS.

His Excellency,
Monsieur Jules CAMBON,
Ambassador of the French Republic,
President of the Conference of Ambassadors.

ANNEX.

DESCRIPTION OF THE FRONTIER AT DREISBACH, KEUCHINGEN AND GEISWEILERHOF, AND IN THE NEIGHBOURHOOD OF ROSCHBERG.

(a) From the angle 500 metres west of the Dreisbach mill, the frontier shall run westwards along the southern boundary of *Cadastral Plot* N° 4656, then northwards along the western boundaries of the *Cadastral Plots* numbered 5823, 5822, 4654, 4644, 7489, 7488, 4642, 4641, 6858, 6857, 4639, 4638, 5659, 5658, which shall belong to the Saar; then along the northern boundaries of the last-mentioned Plot and of Plot N° 4645 until it joins the boundary between the *Kreise* of Merzig and Saarburg with which it will then be identical.

(b) From the point where the northern boundary of the Commune of Keuchingen joins the forest path which separates Forest *Plots* 54 *a* and 55 *b* (Forest of Ludowinus), the frontier shall run along the north-western and north-eastern boundaries of Plots 54 *a*, 54 *b*, 60 and 59, as far as the point where the road from Weiten to Keuchingen crosses the northern boundary of the lest-mentioned commune, so as to leave within the Saar the spring and water-channels which supply the village of Keuchingen.

(c) From the point where the three communes of Oppen, Aussen and Nunkirchen meet, 200 metres east of point 281 (map scale 25,000°) the frontier shall follow the northern boundary of the Commune of Oppen for 200 metres, then the dividing line between the private forest and the State forest of Luckner, then the road from Oppen to Nunkirchen which it leaves in Germany until the end of the forest; it shall then run along the edge of the forest in a southerly direction for about 200 metres and then along the north-eastern boundary of the estate of Geisweilerhof as far as the boundary of the Commune of Michelsbach.

(d) Commune of Roschberg.

From the point common to the three Communes of Furschweiler, Gruegelborn and Roschberg, the frontier shall run along the north-eastern communal boundary of the Commune of Roschberg to the point common to the three Communes of Roschberg, Gruegelborn and Urweiler.

N° 307.

ALLEMAGNE ET BELGIQUE

Convention relative à l'exécution de l'article 312 du Traité de Versailles, signée le 9 juillet 1920.

GERMANY AND BELGIUM

Convention concerning the execution of Article 312 of the Treaty of Versailles, signed July 9, 1920.

No. 307. — CONVENTION[1] CONCLUE ENTRE LES GOUVERNEMENTS ALLEMAND ET BELGE RELATIVE A L'EXÉCUTION DE L'ARTICLE 312 DU TRAITÉ DE VERSAILLES, SIGNÉE LE 9 JUILLET 1920.

Textes officiels allemand et français communiqués par le Consul d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 12 août 1922.

German and French official texts communicated by the German Consul at Geneva. The registration of this Convention took place August 12, 1922.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

[2] AACHEN, *den* 4. *Dezember* 1920.

HERR SENATOR !

Nachdem wir am 9. Juli d. J. den von der Unterkommission zur Ausführung des Artikels 312 des Vertrags von Versailles ausgearbeiteten Entwurf eines Übereinkommens über die Ausführung dieses Artikels unterzeichnet haben, hat auch die Deutsche Regierung dem Übereinkommen zugestimmt. Sie hält indes eine Ratifikation zur Gewährleistung einer ordnungsmässigen Ausführung durch die zuständigen Behörden für zweckmässig. Ich beehre mich Ihnen zu bestätigen, dass wir mit Rücksicht hierauf über folgende Punkte übereingekommen sind :

1. Das Übereinkommen vom 9. Juli d. J. soll der Deutschen und der Belgischen Regierung zur Ratifizierung vorgelegt werden.

2. Der Austausch der Ratifikationsurkunden soll baldmöglichst zwischen den beiderseitigen Bevollmächtigten in Aachen erfolgen.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Aix-la-Chapelle, le 12 novembre 1921.

[2] Le contenu de cette note étant identique à celui de la note de M. Halot de la même date, une traduction en français ne semble pas nécessaire.

BRUXELLES, *le* 4 *décembre* 1920.

MONSIEUR LE BARON,

Le 9 juillet de cette année, nous avons adopté et signé le projet — au sujet de l'exécution de l'article 312 du Traité de Versailles — préparé par la Sous-Commission qui s'était occupée de cette question.

Le Gouvernement belge a accepté cet Accord ; en conséquence, mon Gouvernement considère qu'il est utile, pour garantir l'exécution de cet Accord par les autorités compétentes, qu'il fasse l'objet d'une ratification.

En conséquence de ce qui précède, j'ai l'honneur de vous confirmer que nous nous sommes mis d'accord sur les points suivants :

1. la Convention du 9 juillet sera soumise à la ratification des Gouvernements belge et allemand ;

2. l'échange des instruments de ratification aura lieu le plus tôt possible, entre les deux plénipotentiaires, à Aix ;

[1] The exchange of ratifications took place at Aix-la-Chapelle, November 12, 1921.

[2] The contents of this note being uniform with that of M. Halot's note of the same date, a translation into French does not seem necessary.

3. Das Übereinkommen soll mit dem Tage des Austausches der Ratifikationsurkunden in Kraft treten. Eine Abschrift des Abkommens liegt bei.

Genehmigen Sie, Herr Senator, den Ausdruck meiner vorzüglichsten Hochachtung.

VON DALWIGK.

An den Bevollmächtigten
der Belgischen Regierung
Herrn Senator Dr. HALOT.

3. l'Accord de la Convention entrera en vigueur le jour même de la ratification.

Une double copie de cette Convention se trouve annexée à la présente.

Je vous prie, Monsieur le Baron, d'agréer les assurances de ma haute considération.

HALOT.

A Son Excellence
le Baron VON DALWIGK ZU LICHTENFELS,
Regierungspräsident, Aix-la-Chapelle.

A. ASSURANCE CONTRE LA MALADIE.

Article 1.

La cession des cercles d'Eupen et de Malmédy ne porte aucune atteinte aux obligations légales, statutaires ou contractuelles que les caisses d'assurance contre la maladie situées dans les cercles ont vis-à-vis de personnes ou d'institutions établies en Allemagne (membres des caisses ; médecins, dentistes, pharmaciens, caisses de maladie, autres institutions d'assurance, etc.).

Il en est de même en ce qui concerne les caisses allemandes d'assurance contre la maladie vis-à-vis de personnes ou d'institutions établies dans les cercles d'Eupen et de Malmédy.

Les mesures prises par une caisse d'assurance contre la maladie, qui contreviennent aux statuts ou à l'objet de l'assurance, sont nulles et de nul effet.

Article 2.

Les agents du réseau prusso-hessois, qui sont employés sur les lignes situées dans les cercles d'Eupen et de Malmédy, cessent de faire partie de la Caisse des chemins de fer d'assurance contre la maladie pour la Direction de Cologne, à partir de la date qui sera fixée par un arrangement particulier, sur la base des négociations engagées entre les deux administrations des chemins de fer. Cette date sera au plus tard celle du passage définitif des cercles d'Eupen et de Malmédy sous la souveraineté de la Belgique (article 34 du Traité de Paix). Jusqu'à ce jour, les agents continuent à être assurés conformément aux arrangements transitoires déjà arrêtés ou qui le seront encore entre les deux Etats, chaque fois d'après les statuts en vigueur de la Caisse d'entreprise de Cologne. A partir de la date précitée, ils n'auront plus de droits vis-à-vis de la Caisse des chemins de fer d'assurance contre la maladie à Cologne.

Article 3.

La Caisse fédérative d'assurance contre la maladie (Verbandskrankenkasse), qui existe pour tout le réseau des chemins de fer prusso-hessois, ne tombe pas sous l'application de l'article 312 du Traité de Paix, à raison de son caractère de caisse complémentaire libre.

Article 4.

Les agents de l'Administration des Postes, employés dans les bureaux de poste situés dans les cercles d'Eupen et de Malmédy, qui sont membres de la Caisse postale d'assurance contre la maladie pour le district de l'Administration supérieure des Postes d'Aix-la-Chapelle, cessent de faire partie de cette caisse à partir de la cession des bureaux de poste dont il s'agit à l'Etat belge, et n'ont plus aucun droit, vis-à-vis d'elle, à partir de cette date.

B. ASSURANCE CONTRE LES ACCIDENTS.

Article 5.

Le Gouvernement belge assume l'obligation d'indemniser les accidents survenus à partir du 1er janvier 1920 dans les entreprises et parties d'entreprises situées dans les cercles d'Eupen et de Malmédy, qui ont été assurées jusqu'alors auprès d'une corporation allemande. Les corporations allemandes n'ont plus droit à des cotisations à la charge de ces entreprises ou parties d'entreprises à partir du 1er janvier 1920.

Le Gouvernement belge assume également l'obligation d'indemniser les accidents survenus antérieurement au 1er janvier 1920, dans les entreprises et parties d'entreprises dont il s'agit, et reçoit à cet effet des corporations industrielles en cause le quadruple du montant annuel et de la corporation agricole de la province du Rhin le montant annuel des rentes en cours au 1er janvier 1920. Les suppléments de rentes n'entrent pas en compte.

Article 6.

Les cotisations dues par les chefs des entreprises et parties d'entreprises spécifiées à l'article 5, pour l'exercice 1919, seront recouvrées sur les employeurs sur la base des pièces à fournir par les corporations allemandes et pour le compte de celles-ci, par l'autorité qui sera désignée par le Gouvernement belge, dès que le présent Arrangement sera entré en vigueur, et portées au crédit des corporations allemandes.

Article 7.

Seront déduites des obligations des corporations allemandes fixées à l'article 5, alinéa 2 :

1. Les cotisations des chefs des entreprises situées dans les cercles d'Eupen et de Malmédy, pour l'exercice 1919 ;

2. Les indemnités payées pour la période postérieure au 1er janvier 1920 par une corporation allemande qui n'en était plus tenue en vertu de l'article 5.

Article 8.

Les allocations de l'assurance contre les accidents seront également accordées :

a) Du côté allemand, aux personnes qui ont des droits à faire valoir vis-à-vis d'institutions d'assurances allemandes, à raison d'un accident survenu dans une entreprise allemande, lorsque ces personnes résident dans les cercles d'Eupen et de Malmédy ;

b) Du côté belge, aux personnes qui ont des droits à faire valoir vis-à-vis de la Belgique à raison d'un accident survenu dans une entreprise située dans les cercles d'Eupen et de Malmédy, lorsque ces personnes résident en Allemagne.

A cet égard, il n'est pas tenu compte de la nationalité de l'impétrant. Toutefois, au lieu d'une rente et si l'impétrant y consent, il peut lui être versé le triple du montant de la rente annuelle.

Article 9.

En vue du règlement des comptes à effectuer entre les institutions d'assurance contre les accidents, conformément au présent Arrangement, il sera institué un office de liquidation par chacune des Parties contractantes. Les offices de liquidation auront à vérifier les cas qui leur seront transmis et à fixer les rentes transférées et les valeurs à céder.

Article 10.

En ce qui concerne l'assurance contre les accidents pour le réseau des chemins de fer prusso-hessois, les dispositions suivantes sont applicables :

L'Etat belge reprend avec les lignes du réseau prusso-hessois situées dans les cercles d'Eupen et de Malmédy, à partir du 1er janvier 1920, l'obligation de payer, à ses frais et sans compensation, toutes les indemnités afférentes à des accidents d'exploitation survenus ou qui surviendraient sur ces lignes.

Il sera remis à l'Etat belge un relevé des bénéficiaires de rentes au 1er janvier 1920 qui, antérieurement à cette date, ont été victimes d'un accident dans l'exploitation des lignes de chemins de fer spécifiées à l'alinéa 1er ; les dossiers relatifs aux accidents lui seront également transmis.

Pareillement et moyennant application correspondante des arrangements dont il a été convenu ci-dessus, l'Etat belge assume, à partir du 1er janvier 1920, l'obligation de payer les réparations dues à raison d'accidents d'exploitation survenus ou qui surviendraient désormais aux agents des postes, dans le territoire cédé.

C. ASSURANCE DES INVALIDES ET DES SURVIVANTS.

Article 11.

En ce qui concerne les personnes qui avaient droit à une rente au 1er janvier 1920 et qui habitaient à cette date dans les cercles d'Eupen et de Malmédy, la Belgique assume, à partir de la même date, la charge des rentes attribuées par un établissement allemand d'assurance ou par un établissement particulier d'assurance (Sonderanstalt).

Article 12.

Si le bénéficiaire d'une rente en cours au 1er janvier 1920 transporte, entre cette date et l'expiration de la troisième année suivant le transfert définitif de la souveraineté à l'Etat belge (articles 34 et 37 du Traité de Paix), son domicile de l'un des pays dans l'autre, l'établissement d'assurance désigné par le Gouvernement du pays où se trouvera le nouveau domicile sera tenu, à partir du début du mois qui suit le changement de domicile, de continuer à payer la dite rente. A l'expiration de ce délai, le pays du nouveau domicile ne sera plus tenu de la continuation de la rente en cas de transport du domicile de l'un dans l'autre pays.

Article 13.

Si la rente a été payée par une institution de l'assurance qui n'en était plus tenue conformément aux articles 11 et 12, les arrérages dus seront remboursés, sans intérêts, par l'institution d'assurance à laquelle incombait le paiement.

Article 14.

L'assuré ou, s'il est décédé, l'ayant droit, ne peut, à raison des cotisations payées jusqu'au 31 décembre 1919, ni sur la base des circonstances assimilées aux cotisations, faire valoir ses droits à des prestations de l'assurance que vis-à-vis du pays où il a eu son domicile au 1er janvier 1920. Au sens de la présente disposition, les cercles d'Eupen et de Malmédy sont considérés comme territoires belges à partir du 1er janvier 1920.

Chacun des Etats contractants prendra les mesures nécessaires pour que soient portés en compte, au bénéfice des impétrants, les cotisations et les éléments équivalents sur la base desquels ils n'ont plus de droits à faire valoir en vertu des dispositions précédentes.

Article 15.

La distribution du patrimoine sera effectuée sur la base de l'avoir de l'établissement d'assurance de la province du Rhin, à la clôture de l'exercice 1919.

Est considéré comme régulier, le calcul, qui ne sera vraisemblablement terminé qu'au mois de juillet 1920, des rentes et allocations uniques à prendre en considération à cet effet. La répartition sera effectuée sur la base du rapport qui a existé pendant les dix dernières années de paix entre les cotisations perçues dans les cercles d'Eupen et de Malmédy et celles de tout le ressort de l'établissement d'assurance de la province du Rhin.

Article 16.

En vue de compenser les charges qui ont grevé le pays où le domicile a été transféré postérieurement au 1er janvier 1920 ou qu'il sera encore à supporter en conformité de l'article 12, dans le délai indiqué dans cet article, il sera bonifié une somme de 40 marks pour chaque personne qui s'y sera installée (sans distinguer si elle est ou n'est pas assujettie à l'assurance et sans tenir compte de l'âge ni du sexe), à la condition que cette somme n'excède pas celle qui sera obtenue en divisant le patrimoine à céder par le nombre des habitants des cercles.

Article 17.

Les arrangements dont il est convenu dans les articles 11 à 16 sont applicables *mutatis mutandis*, sans préjudice des dispositions de l'article 28, à la section A de la Caisse des pensions des ouvriers des chemins de fer prusso-hessois, dont l'assurance légale contre l'invalidité et au profit des survivants est réalisée par cette Caisse aux dispositions du Code des assurances. Sont réservées, les modifications ci-après :

En ce qui concerne les personnes assurées auprès de la section A de la dite Caisse, la partie du patrimoine à céder à l'Etat belge (article 15) sera établie en rapprochant des cotisations versées par les agents des chemins de fer des cercles d'Eupen et de Malmédy assurés auprès de la Section A les recettes provenant des cotisations de tout le ressort de cette section calculées pour les dix dernières années de paix.

La compensation des charges prévues à l'article 16 sera effectuée de la manière suivante : on calculera la moyenne de ce qui, dans la partie du patrimoine de la section A de la Caisse des pensions ouvrières cédée à l'Etat belge, revient à chacun des agents des chemins de fer prussiens et à chacun des bénéficiaires de rentes établis dans les cercles d'Eupen et de Malmédy au 1er janvier 1920, en tant qu'ils sont assurés auprès de la section A ou reçoivent d'elle une rente. La somme moyenne ainsi obtenue sera payée en cas de changement de domicile effectué dans la période comprise entre le 1er janvier 1920 et l'expiration de la troisième année suivant le transfert définitif de la souveraineté à l'Etat belge (article 34 du Traité de Paix) par le pays de l'ancien domicile à celui du nouveau domicile pour chaque assuré et pour chaque bénéficiaire de rente.

La date du 31 décembre 1919 et celle du 1er janvier 1920, dans les articles 11, 12 et 14, est remplacée par la date fixée à l'article 2.

Article 18.

La section B de la Caisse de pensions pour les ouvriers du réseau prusso-hessois ne tombe pas sous l'application de l'article 312 du Traité de Paix, à raison de son caractère de caisse complémentaire libre.

D. ASSURANCE DES EMPLOYÉS.

Article 19.

Les employeurs des cercles d'Eupen et de Malmédy dresseront les relevés relatifs aux personnes assujetties à l'assurance qui sont employées par eux, en se servant du formulaire approuvé à cet effet par le Conseil fédéral, conformément au § 181 de la loi sur l'assurance des employés, et les transmettront, avec les cartes d'assurance des employés, à l'établissement d'Empire pour l'assurance des employés (Reichsversicherungsanstalt für Angestellte).

Article 20.

Sur la base des relevés transmis à l'établissement d'assurance en conformité de l'article 19, cet établissement établira pour chaque année civile la somme des cotisations qui lui ont été payées par les employés recensés. Les cotisations de chaque année civile produiront un intérêt de 3 ½ % à partir de l'année dont il s'agit jusqu'au 1er janvier 1920. Le même compte sera effectué en ce qui concerne le total général des recettes, d'après les rapports financiers de l'établissement d'assurance. Les ressources accumulées de l'établissement d'assurance, conformément au bilan du 31 décembre 1919, seront réparties en proportion des deux comptes de cotisations ainsi établis et versées par l'établissement d'assurance moyennant cession de parties constitutives du patrimoine, suivant le mode prévu aux articles 26 et 27, à l'autorité désignée par le Gouvernement belge, en tenant compte des cotisations qui seraient encore payées au dit établissement d'assurance pour la période postérieure au 1er janvier 1920.

Article 21.

Le Gouvernement belge s'engage à veiller à ce que les relevés prévus à l'article 19 soient dressés par les employeurs et transmis à l'établissement d'assurance avec les cartes d'assurance des employés. Par contre, il lui est permis de vérifier, par le moyen des cartes d'assurances, les comptes de cotisations et les calculs établis par l'établissement d'assurance.

Seront payées à l'aide de la partie du patrimoine revenant à la Belgique, les indemnités de retraite et les rentes liquidées antérieurement au 1er janvier 1920, en faveur de personnes qui habitaient dans le territoire cédé au jour fixé et qui acquerront la nationalité belge en vertu de l'article 36 du Traité de Paix.

Article 22.

En ce qui concerne les personnes qui, à partir du 1er janvier 1920 jusqu'à l'expiration de la troisième année suivant le transfert définitif de la souveraineté à l'Etat belge (articles 34 et 37 du Traité de Paix), transporteront leur domicile des cercles d'Eupen et de Malmédy en Allemagne ou d'Allemagne dans les cercles, il sera versé à l'établissement d'Empire pour l'assurance des employés ou à l'autorité désignée par le Gouvernement belge, suivant le cas, la somme totale des cotisations nettes de l'assurance payées pour elles en vue de l'assurance des employés jusqu'au jour du changement de domicile et qui constituent 87,55 % des cotisations légales, y compris

3 ½ % d'intérêt et déduction faite des sommes déjà versées à titre d'indemnités de retraite ou de rentes en cours.

Relativement aux cotisations afférentes à la période antérieure au 1er janvier 1920, le Gouvernement belge ne les remboursera que jusqu'à concurrence de ce qui aura été effectivement versé sur la base du décompte effectué en conformité de l'article 20.

E. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

Article 23.

Si, lors de l'entrée en vigueur du présent Arrangement, le droit à une indemnité de l'assurance sociale n'est pas encore définitivement fixé, et qu'il s'agisse d'un cas où, conformément au présent Arrangement, la Belgique est tenue d'assumer l'obligation de la réparation à partir du 1er janvier 1920, l'obligation de payer l'indemnité incombant à la Belgique s'étend aussi à la partie de l'indemnité à payer pour la période antérieure au 1er janvier 1920. Cette obligation n'existe pas, si l'action est limitée à la période antérieure au 1er janvier 1920.

Article 24.

Les décisions passées en force de chose jugée des institutions ou des autorités d'assurance au moment de l'entrée en vigueur du présent Arrangement sont reconnues valables, de part et d'autre, sans plus ample examen.

Les droits réglés dans le présent Arrangement qui, au jour où il entre en vigueur, n'ont pas encore fait l'objet d'une décision passée en force de chose jugée, seront liquidés conformément aux lois et par les autorités compétentes du pays qui assume l'obligation de payer l'indemnité en vertu du présent Arrangement.

Article 25.

Lorsque la chose est nécessaire pour l'exécution du présent Arrangement, les pièces relatives aux rentes en cours feront l'objet d'une remise réciproque. Seront pareillement échangées, les cartes-quittances des assurés qui ont transféré leur domicile d'un pays dans l'autre ou qui effectueront ce transfert dans le délai prévu à l'article 12. En outre, en vue de la réalisation de l'assurance, notamment pour la détermination des prestations de l'assurance et l'application des mesures relatives au traitement médical, l'assistance juridique sera prêtée de part et d'autre.

Article 26.

Les obligations à remplir vis-à-vis de la Belgique, en vertu du présent Arrangement, ne seront exécutées qu'après que la Belgique aura acquis la souveraineté définitive sur les cercles d'Eupen et de Malmédy. Elles peuvent l'être plus tôt. Les sommes à payer produiront un intérêt de 3 ½ % à partir du 1er janvier 1920.

Les dispositions de l'alinéa 1er ne sont pas applicables aux versements prévus par l'article 13.

Article 27.

Toutes prestations en espèces ou tous comptes dérivant du présent Arrangement seront établis et réglés en marks (valeur allemande — papier-monnaie). Les institutions d'assurance allemandes sont autorisées à effectuer les paiements à leur charge par la cession de parties constitutives de leurs patrimoines et notamment, en tant que la chose soit possible, à l'aide de celles qui se rapportent

aux cercles d'Eupen et de Malmédy. Les titres donnés en paiement seront remboursables par voie de tirage au sort et estimés au prix d'achat.

Article 28.

En ce qui concerne les agents des chemins de fer de l'Etat assurés dans les cercles d'Eupen et de Malmédy, seront en vigueur jusqu'à la date fixée à l'article 2, les dispositions transitoires particulières déjà arrêtées ou qui le seraient encore entre le Gouvernement allemand et le Gouvernement belge, notamment en ce qui concerne la perception des cotisations, le payement des allocations de l'assurance, la détermination des droits et le mode de liquidation. L'Etat belge supportera également, pendant cette période, les charges incombant respectivement à l'employeur ou au chef d'entreprise.

En ce qui concerne les obligations pécuniaires à remplir vis-à-vis de la Belgique, conformément au présent Arrangement, les dispositions de l'article 26 sont applicables avec cette réserve que le paiement des intérêts ne commencera qu'à l'expiration de la situation transitoire.

Article 29.

Les différends qui surgiraient à raison de l'arrangement entre les Etats contractants seront tranchés par un tribunal d'arbitrage, où chacun des deux Gouvernements déléguera un nombre égal de représentants. Le président de la Confédération helvétique sera prié de désigner le président de ce tribunal.

---

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 307. — CONVENTION CONCLUDED BETWEEN THE GERMAN AND BELGIAN GOVERNMENTS CONCERNING THE EXECUTION OF ARTICLE 312 OF THE TREATY OF VERSAILLES, SIGNED JULY 9, 1920.

[2] BRUSSELS, *December* 4, 1920.

YOUR EXCELLENCY,

On July 9 of this year, we adopted and signed the draft proposal regarding the execution of Article 312 of the Treaty of Versailles which had been drawn up by the Sub-Committee dealing with that question.

The Belgian Government has approved this agreement ; my Government therefore considers it desirable that it should be ratified in order to ensure its execution by the competent authorities.

In consequence of what I have already mentioned, I have the honour to confirm the fact that we have arrived at an agreement with regard to the following points :

(1) That the Convention of July 9 will be submitted for ratification to the Belgian and German Governments ;

(2) That the exchange of the instruments of ratification by the two Plenipotentiaries will take place as soon as possible at Aix ;

(3) That the agreement contained in the Convention will come into force on the day of ratification.

Two copies of this Convention are attached to the present letter.

I have the honour to be, etc.

(Signed) HALOT.

His Excellency
Baron VON DALWIGK ZU LICHTENFELS,
President of the Governing Commission,
Aix-la-Chapelle.

A. HEALTH INSURANCE.

Article 1.

The cession of the Kreise of Eupen and Malmédy shall not in any way affect the legal, statutory or contractual obligations by which the various health insurance organisations situated within the Kreise are bound in respect of persons or of institutions established in Germany (members of insurance organisations, doctors, dentists, chemists, sick-funds, other insurance institutions, etc.).

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[2] Le contenu de cette note étant identique à celui de la note du Baron von Dalwigk zu Lichtenfels de la même date, une traduction en anglais de celle-ci ne semble pas nécessaire.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] The contents of this note being uniform with that of Baronvon Dalwigk zu Lichtenfels' note of the same date, a translation of the latter into English does not seem necessary.

The same shall hold good in the case of German health insurance organisations in respect of persons or institutions established in the Kreise of Eupen and Malmédy.

Measures taken by a health insurance organisation in contravention of the statutes or objects of the insurance shall be null and void.

Article 2.

Officials of the Prussian-Hessian railway system, employed on lines situated within the Kreise of Eupen and Malmédy, shall cease to be members of the railway health insurance organisation for the Cologne zone, from a date to be fixed by special agreement, on the basis of the negotiations entered into between the two railway administrations concerned. This date shall be at the latest the date of the final transfer of the Kreise of Eupen and Malmédy to the sovereignty of Belgium (Article 34 of the Treaty of Peace). Until such time, these officials shall continue to be insured in accordance with the provisional arrangements already drawn up, or to be drawn up, between the two countries concerned, and in either case in conformity with the existing regulations of the office of the organisation at Cologne. After the above-mentioned date, they shall no longer have any claims upon the railway health insurance organisation at Cologne.

Article 3.

The federated health insurance organisation (Verbandskrankenkasse) which covers the whole Prussian-Hessian railway system, shall not be considered as coming within the scope of Article 312 of the Treaty of Peace, as it is a private supplementary fund.

Article 4.

Post office officials employed in offices situated within the Kreise of Eupen and Malmédy, who belong to the postal health insurance organisation for the Aix-la-Chapelle administrative postal district, shall cease to be regarded as members of this organisation as from the date of the cession of the post-offices in question to Belgium, and shall from this date have no claim against it.

B. INSURANCE AGAINST ACCIDENT.

Article 5.

The Belgian Government shall take over the obligation to pay compensation in respect of accidents occurring from January 1, 1920, onwards, in respect of all undertakings or sections of undertakings in the Kreise of Eupen and Malmédy which have hitherto been insured with a German organisation. German insurance organisations shall no longer be entitled to receive premiums payable by these undertakings as from January 1, 1920.

The Belgian Government shall also take over the obligation to pay compensation in respect of accidents which occurred before January 1, 1920, in respect of the above-mentioned undertakings or sections of undertakings, and for this purpose shall receive from the industrial organisations in question four times the annual total — in the case of the Rhine province agricultural organisation, the annual total only — of the annuities payable as on January 1, 1920. No account shall be taken of payments supplementary to annuities.

Article 6.

The payments due from the directors of undertakings or sections of undertakings specified in Article 5 for the financial year 1919 shall be recoverable from the employers on the basis of

information to be furnished by the German insurance organisations, and for their account, by an authority to be appointed by the Belgian Government, as soon as the present arrangement shall come into force, and shall be placed to the credit of the German organisations.

Article 7.

The following items shall be deducted from the obligations of the German organisations as fixed by Article 5, paragraph 2 :

(1) The premiums payable by directors of undertakings situated in the Kreise of Eupen and Malmédy for the financial year 1919 ;

(2) Sums paid as compensation during the period subsequent to January 1, 1920, by German organisations which, in virtue of Article 5, were no longer bound to make such payments.

Article 8.

Payments in respect of accident insurance shall be granted, both :

(a) By the German organisations, to any persons entitled to enforce claims against German insurance organisations, by reason of any accident occurring in a German undertaking, when such persons are resident within the Kreise of Eupen and Malmédy.

(b) By the Belgian organisations, to any persons entitled to enforce claims against Belgium by reason of any accident occurring in an undertaking situated within the Kreise of Eupen and Malmédy, when these persons are resident in Germany.

For this purpose the nationality of the beneficiary shall not be taken into account. Instead of an annuity, a lump sum equal to three times the amount of such annuity may, however, be paid if the beneficiary consents thereto.

Article 9.

With a view to the settlement, in conformity with the present arrangement of accounts between the various accident insurance organisations, a liquidation office shall be set up by each of the contracting Parties. It shall be the duty of these liquidation offices to investigate all cases referred to them, and to fix the annuities transferred and the amounts to be paid over.

Article 10.

As regards accident insurance on the Prussian-Hessian railway system, the following provisions shall be applied :

As from January 1, 1920, Belgium shall take over, together with those lines of the Prussian-Hessian system which are in the Kreise of Eupen and Malmédy, the obligation to pay, at her own expense and without indemnification, all compensation in respect of accidents which have occurred or may occur in the operation of these lines.

A list shall be supplied to Belgium of persons in receipt of annuities on January 1, 1920, who before this date have been the victims of accidents occurring in the operation of the lines of railway specified in the first paragraph of this article ; all documents relating to these accidents shall also be handed over to her.

Similarly, and by an appropriate application of the arrangements laid down above, Belgium shall take over, as from January 1, 1920, the obligation to pay compensation to employees of the postal service for accidents which have occurred or may occur in the operation of the service in the ceded territory.

C. INSURANCE AGAINST DISABLEMENT AND FOR THE BENEFIT OF SURVIVING RELATIVES.

Article 11.

As regards persons entitled to an annuity on January 1, 1920, who were at that date resident within the Kreise of Eupen and Malmédy, Belgium shall take over, as from the said date, the responsibility for the payment of annuities granted by German insurance institutions or by any private insurance institution (" Sonderanstalt ").

Article 12.

If any person in receipt of an annuity current on January 1, 1920, shall, between this date and the expiration of the third year following upon the final transfer of sovereignty to Belgium (articles 34 and 37 of the Treaty of Peace), transfer his domicile from one to the other of the two countries, the insurance institution appointed by the Government of the country in which his new domicile is situated shall be bound to continue the payemnt of the said annuity as from the commencement of the month following this change of domicile. After this period, the country in which the new domicile is situated shall not be bound to continue paying the annuity in the case of a transfer of domicile from one country to the other.

Article 13.

If the annuity has been paid by an insurance organisation which under the terms of Articles 11 and 12 was no longer bound to do so, any arrears due shall be refunded, without interest, by the insurance organisation which was under obligation to make the payment.

Article 14.

The insured person, or, if the insured person is deceased, the person claiming under him, shall not be entitled on account of premiums paid up to December 31, 1919, nor on the plea of circumstances equivalent to the payment of premiums, to lay claim to any payments arising out of the insurance except from the country where he was domiciled on January 1, 1920. For the purposes of the present regulation, the Kreise of Eupen and Malmédy shall be considered as Belgian territory as from January 1, 1920.

Each of the contracting States shall take all necessary steps to ensure that credit shall be duly given to all beneficiaries for those premiums and equivalents upon which the above-mentioned provisions prevent them from relying.

Article 15.

The distribution of assets shall be effected upon the basis of the assets possessed by the Rhine Province insurance institution, at the end of the financial year 1919.

The calculations — which probably will not have been completed before January 1920 — of the annuities and lump sums to be considered in this connection, shall be taken as being in order. The allocation shall be carried out on the basis of the proportion prevailing for the last ten years of peace between the premiums received within the Kreise of Eupen and Malmédy and those of the whole district covered by the Rhine Province insurance institution.

Article 16.

With a view to compensating for the charges that have fallen upon the country to which the domicile has been transferred subsequently to January 1, 1920, or which under the terms of Article 12, it may yet have to bear in the time stipulated in that article, a sum of 40 marks shall be credited for every person who has taken up his residence there (irrespective of whether he comes within the scheme of insurance or not, and without distinction as to age or sex), on condition that this sum does not exceed that obtained by dividing the assets to be handed over by the number of the inhabitants of the " Kreise ".

Article 17.

The arrangements agreed to by Articles 11 to 16 shall apply, *mutatis mutandis*, but without prejudice to the provisions or Article 28, to section A of the pensions organisation of the workmen of the Prussian-Hessian railways whose legal insurance against invalidity and death is effected by that fund under the provisions of the insurance code. The following modifications are to be made :

As regards persons insured with section A of the above organisation, the share of the assets to be handed over to the Belgian State (Article 15) shall be fixed by comparing the premiums paid by the railway servants of the Kreise Eupen and Malmédy, insured with section A, with the premium receipts for the whole area of this section during the last 10 years before the war.

Compensation for the charges referred to in Article 16 shall be effected in the following manner : There shall be calculated the average amount of that part of the assets of section A of the employees pensions organisation which is ceded to the Belgian State, which is attributable to each Prussian railway official and each recipient of an annuity resident in Eupen and Malmédy on January 1, 1920 and insured with section A or receiving an annuity from it. The average sum thus obtained shall in case of a transfer of domicile during the period falling between January 1 1920 and the expiry of the third year after the definitive transfer of sovereignty to the Belgian State (Article 34 of the Treaty of Peace) be paid by the country of the former domicile to that of the new domicile in respect of each insured person or recipient of an annuity who thus changes his domicile.

For the dates December 31 1919 and January 1 1920 which appear in Articles 11, 12 and 14, there shall be substituted the date fixed by article 2.

Article 18.

Section B of the Prussian-Hessian railway employees pensions organisation shall not be considered as coming within the scope of Article 312 of the Treaty of Peace as it is in the nature of a private supplementary fund.

D. INSURANCE OF EMPLOYEES.

Article 19.

Employers in the Kreise Eupen and Malmédy shall draw up lists of those persons employed by them who come within the scheme of insurance using the form approved for this purpose by the Federal Council in accordance with paragraph 181 of the Employees' Insurance Act. They shall forward such lists together with the employees' insurance cards to the Imperial Employees' Insurance Institution (Reichsversicherungsanstalt für Angestellte).

Article 20.

On the basis of the lists sent to the insurance institution as required by Article 19 this institution shall draw up for each civil year a statement of the amount paid to it as premiums by the

employees shown in the lists. The premiums for each civil year shall carry interest at 3 ½ % from the year in question until January 1 1920. A similar account shall be made for the grand total of receipts, based upon the financial reports of the insurance institution. The accumulated resources of the insurance institution, as shown in the balance sheet of December 31, 1919, shall be divided in proportion to the two premium accounts thus compiled, and shall be paid by the insurance institution by cession of part of the assets, on the lines laid down by Articles 26 and 27, to the authority appointed by the Belgian Government, account being taken of premiums which may hereafter be paid to the said institution for the period subsequent to January 1, 1920.

Article 21.

The Belgian Government undertakes that the lists required under the terms of Article 19 shall be duly drawn up by employers and sent to the insurance institution, together with the employees' insurance cards. The Belgian Government shall have the right to examine the insurance cards in order to check the premium accounts and the calculations made by the insurance institution.

Retiring pensions and annuities liquidated previous to January 1, 1920, in favour of persons who were resident in the ceded territory on the appointed date, and who become Belgian nationals in virtue of Article 36 of the Treaty of Peace, shall be paid out of that part of the assets allocated to Belgium.

Article 22.

In the case of persons who between January 1, 1920, and the expiry of the third year after the final transfer of sovereignty to the Belgian State (Articles 34 and 37 of the Treaty of Peace), transfer their domicile from the Kreise of Eupen and Malmédy to Germany or from Germany to the Kreise, the total amount of the net insurance premiums paid for them on account of employment insurance up to the date of the change of domicile, *i. e.*, 87.55 per cent of the legal premiums together with interest at 3 ½ %, and after deducting amounts already paid out on account of current retiring indemnities or annuities, shall be paid to the Imperial Insurance Institution for Employees or to an authority designated by the Belgian Government, as the case may be.

With respect to premiums for the period prior to January 1, 1920, the Belgian Government shall only refund what has actually been paid to it on the basis of the abatement effected in accordance with Article 20.

E. GENERAL ARRANGEMENTS.

Article 23.

If the right to a social insurance indemnity has been definitely vested when the present Arrangement comes into force, and if, in accordance with the present Arrangement, Belgium has to assume the obligation in respect of reparation as from January 1, 1920, Belgium's liability to pay the indemnity also extends to the part of the indemnity payable for the period previous to January 1, 1920. This liability does not exist where the action is limited to the period previous to January 1, 1920.

Article 24.

Final rulings which have been given by insurance institutions or authorities at the time of the coming into force of the present Arrangement shall be recognised as binding on both Parties without further examination.

Those rights dealt with by the present Arrangement on which, on the day when it comes into force a final ruling has not been given, shall be settled in accordance with the laws and by the proper authorities of the country assuming the obligation to pay claim in virtue of the present Arrangement.

Article 25.

When necessary for the carrying out of the present Arrangement, documents relating to current annuities shall be mutually exchanged. This shall also be done in the case of receipt cards of insured persons who have changed their domicile from one country to another, or who make this change within the period laid down in Article 12. Furthermore, legal assistance shall be afforded by both parties with a view to carrying out the scheme of insurance, particularly as regards determining insurance payments and the steps to be taken regarding medical treatment.

Article 26.

The obligations to be fulfilled as regards Belgium in virtue of the present Arrangement shall not be carried out until Belgium has finally acquired sovereignty over the Kreise of Eupen and Malmédy. They may be carried out sooner. All amounts due shall bear interest at 3 ½ % as from January 1, 1920.

The provisions of the first paragraph shall not apply to payments provided for by Article 13.

Article 27.

All cash payments and all accounts arising out of the present Arrangement shall be made out and settled in marks (German paper currency). Insurance institutions shall be authorised to make payments due by them by ceding parts of their assets and in particular, wherever possible, parts connected with the Kreise of Eupen and Malmédy. The bonds given in payment shall be deemable by lot and shall be valued at the purchase price.

Article 28.

As regards insured employees of the State railways in the Kreise of Eupen and Malmédy, the special temporary arrangements already made or to be made between the German and Belgian Governments shall remain in force until the date fixed by Article 2, in particular as regards the collecting of premiums, the payment of insurance grants, the settement of rights and the method of liquidation. The Belgian State shall during this period bear all charges falling on the employer or the head of the concern in question.

As regards the pecuniary obligations to be discharged in respect of Belgium in accordance with the present Arrangement, the terms of Article 26 shall apply, except that payment of interest shall not commence until the termination of the temporary situation.

Article 29.

Any disputes which may arise in connection with the present arrangement between the contracting States shall be settled by an Arbitration Tribunal to which each of the two Governments shall delegate an equal number of representatives. The President of the Swiss Confederation shall be asked to appoint the president of this tribunal.

N° 308.

ALLEMAGNE ET POLOGNE ET VILLE LIBRE DE DANTZIG

Convention concernant la liberté du transit entre la Prusse Orientale et le reste de l'Allemagne, signée à Paris le 21 avril 1921.

GERMANY, AND POLAND AND FREE CITY OF DANZIG

Convention concerning Freedom of Transit between East-Prussia and the rest of Germany, signed at Paris, April 21, 1921.

No. 308. — CONVENTION[1] ENTRE L'ALLEMAGNE ET LA POLOGNE ET LA VILLE LIBRE DE DANTZIG CONCERNANT LA LIBERTÉ DU TRANSIT ENTRE LA PRUSSE ORIENTALE ET LE RESTE DE L'ALLEMAGNE, SIGNÉE A PARIS LE 21 AVRIL 1921.

Texte officiel français communiqué par le Consul d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 12 août 1922.

L'ALLEMAGNE, d'une part, et la POLOGNE et la VILLE LIBRE DE DANTZIG, d'autre part, étant animées du désir de régler la liberté du transit prévue à l'article 89 du Traité signé à Versailles le 28 juin 1919, ainsi que l'article 33 de la Convention polono-dantzicoise[2] signée à Paris le 9 novembre 1920, et de conclure la Convention prévue à l'article 98 du Traité de Versailles,

Les plénipotentiaires suivants :

M. Gerhard VON MUTIUS, ministre plénipotentiaire, agissant au nom du REICH ALLEMAND, et

M. Casimir OLSZOWSKI, directeur de département au Ministère des Affaires étrangères, agissant au nom de la RÉPUBLIQUE POLONAISE, qui représente aussi la VILLE LIBRE DE DANTZIG,

en vertu des articles 2 et 6 de la dite Convention du 9 novembre 1920, ont convenu, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, des dispositions suivantes :

CHAPITRE I.

CLAUSES GÉNÉRALES.

Article 1.

La Pologne accorde à l'Allemagne la liberté de transit aux personnes, marchandises, navires, bateaux, voitures, wagons, services postaux, télégraphiques et téléphoniques, en transit entre la Prusse orientale et le reste de l'Allemagne, à travers le territoire (y compris les eaux territoriales) cédé par l'Allemagne à la Pologne en vertu du Traité de Versailles. Sauf les exceptions et les restrictions prévues par la présente Convention, la liberté de transit s'étend à toutes les voies de communication et à tous les moyens et modes de transport par terre et par eau. Elle comprend, entre autres, les services postaux, télégraphiques et téléphoniques.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Paris le 27 avril 1922.

[2] Vol. VI, page 190 de ce Recueil.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 308. — CONVENTION[2] BETWEEN GERMANY AND POLAND AND THE FREE CITY OF DANZIG, CONCERNING FREEDOM OF TRANSIT BETWEEN EAST PRUSSIA AND THE REST OF GERMANY, SIGNED AT PARIS, APRIL 21, 1921.

French official text communicated by the German Consul at Geneva. The registration of this Convention took place August 12, 1922.

GERMANY of the one part, and POLAND and the Free City of DANTZIG, of the other part, being desirous of regulating freedom of transit as provided for in Article 89 of the Treaty signed at Versailles on June 28, 1919, and also in Article 33 of the Polish-Danzig Treaty[3], signed at Paris on November 9, 1920, and being further desirous of concluding the convention referred to in Article 98 of the Treaty of Versailles,

The following Plenipotentiaries :

M. Gerhard VON MUTIUS, Minister Plenipotentiary on behalf of the GERMAN REICH, and

M. Casimir OLSZOWSKI, Director of Department at the Ministry for Foreign Affairs, on behalf of the POLISH REPUBLIC which also represents the FREE CITY OF DANZIG,

in virtue of Articles 2 and 6 of the aforementioned Treaty, signed on November 9, 1920, having communicated their full powers, found in good and due form, have agreed as follows :

CHAPTER I.

GENERAL CLAUSES.

Article 1.

Poland shall accord to Germany freedom of transit in respect of persons, goods, vessels, carriages, railway wagons, mails and telegraph and telephone services, in transit between East Prussia and the rest of Germany, over the territory (including territorial waters) ceded by Germany to Poland in virtue of the Treaty of Versailles.

Apart from the exceptions and restrictions referred to in the present Convention, freedom of transit shall extend to all ways of communication and all means and methods of transport by land or by water. Among other matters it shall extend to the postal, telegraph and telephone services.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] The exchange of ratifications took place at Paris, April 27, 1922.

[3] Vol. VI, page 190 of this Series.

Dans le cas d'événements imprévus qui entraveraient les communications à travers le territoire cédé par l'Allemagne à la Pologne, un trafic par chemins de fer sera provisoirement assuré par le Gouvernement polonais à travers le territoire de l'ancien Royaume de Pologne créé par le Congrès de Vienne.

La Ville libre de Dantzig accorde à l'Allemagne, à travers le territoire dantzicois, y compris les eaux territoriales dantzicoises, la liberté de transit prévue à l'alinéa premier du présent article.

L'Allemagne accorde à la Pologne et à la Ville libre de Dantzig la même liberté de transit aux communications entre ces dernières, à travers le territoire allemand situé sur la rive droite de la Vistule, tel qu'il est spécifié à l'article 96 du Traité de Versailles.

Pour autant que la présente Convention n'accorde pas à l'Allemagne des droits plus étendus, la Pologne et la Ville libre de Dantzig seront tenues de traiter les personnes, marchandises, navires, bateaux, voitures, wagons, services postaux, télégraphiques et téléphoniques transitant sur leurs territoires en vertu de la présente Convention, en ce qui concerne les facilités, restrictions et toutes autres matières, au moins aussi favorablement que les personnes, marchandises, navires, bateaux, voitures, wagons, services postaux, télégraphiques, téléphoniques de nationalité, origine, importation, propriété ou point de départ soit polonais, soit dantzicois, soit jouissant d'un traitement plus favorable que le traitement national polonais ou dantzicois. L'Allemagne sera tenue à la même obligation en ce qui concerne le transit d'origine polonaise ou dantzicoise.

Article 2.

Les marchandises en transit seront exemptes de tous droits de douane ou autres droits analogues.

Article 3.

Sous réserve des dispositions spéciales de la présente Convention, il ne sera tenu compte dans le transit ni de la nationalité des personnes, ni de l'origine des marchandises, ni de la nationalité de l'expéditeur, ni de celle du destinataire.

Article 4.

Le trafic en transit sera effectué soit sous la forme du transit privilégié, soit sous la forme du transit ordinaire.

Le transport des voyageurs en transit privilégié sera effectué par les trains ou par les parties de trains qui y seront spécialement affectés. Les voyageurs de ces trains, ainsi que leurs bagages, seront exempts de toute formalité de passeport et de douane, sauf — pour ce qui concerne les passeports — les stipulations spéciales prévues au chapitre VIII.

Les voyageurs empruntant ces trains n'auront le droit ni de livrer, ni de recevoir des objets quelconques dans le pays de transit, ni de descendre, sauf — pour ce qui concerne la descente — les stipulations spéciales prévues au chapitre VII.

Le transport des marchandises en transit privilégié sera effectué par des trains entiers.

Le transit ordinaire sera effectué par tous les moyens autres que les trains privilégiés.

En ce qui concerne le trafic en chemin de fer, les lignes ouvertes au trafic de voisinage seront affectées au trafic ordinaire.

En ce qui concerne les formalités de passeport et de douane, le trafic en transit ordinaire ne sera soumis qu'aux dispositions stipulées aux chapitres VII et VIII.

Article 5.

Le trafic en transit sera soumis aux lois du pays de transit relatives au maintien de l'ordre et de la sécurité publique, ainsi qu'aux lois et règlements sanitaires.

Should any unexpected occurence impede communication over the territory ceded by Germany to Poland, the Polish Government shall provide for a temporary railway service over the territory of the old Kingdom of Poland established by the Congress of Vienna.

The Free City of Danzig shall grant to Germany, across Danzig territory, including the territorial waters of Danzig, freedom of transit as provided for in the first paragraph of the present article.

Germany shall grant Poland and the Free City of Danzig the same freedom of transit for communications between these latter, over German territory situated on the right bank of the Vistula, as is specified in Article 96 of the Treaty of Versailles.

In so far as the present Convention does not grant Germany any more extensive rights, Poland and the Free City of Danzig shall be bound, in virtue of the present Convention, to accord to all persons, goods, vessels, carriages, railway wagons, mail, telegraph and telephone services in transit across their territory, at least as favourable treatment as regards facilities, restrictions, and all other matters, as persons, goods, vessels, carriages, railway wagons, mail, telegraph and telephone services of Polish or Danzig nationality, origin, importation, ownership or point of departure and as those which enjoy more favourable treatment than the treatment accorded to Polish or Danzig nationals. Germany shall be bound to do the same in respect of transit of Polish or Danzig origin.

Article 2.

Goods in transit shall be exempt from all customs or other similar dues.

Article 3.

Subject to the special provisions of this Convention, no discrimination in the course of transit shall be exercised either in respect of the nationality of individuals, the origin of the goods, the nationality of the sender, or that of the recipient.

Article 4.

Traffic in transit shall be carried out either in the form of privileged transit or in the form of " ordinary transit ".

Passengers in " privileged transit " shall be conveyed in trains or portions of trains reserved for this purpose. Passengers by these trains, as well as their luggage, shall be exempt from all passport and customs formalities, subject as regards passports to the special provisions contained in Chapter VIII.

Passengers making use of these trains shall not be entitled to deliver or receive any object whatsoever in the country through which they are passing, nor to alight from the train, subject, in the last-named case, to the special provisions contained in Chapter VII.

Goods in " privileged transit " shall be conveyed in complete trains.

Traffic in " ordinary transit " shall be conveyed in trains other than " privileged trains ".

As regards railway traffic, lines open to local traffic shall be set apart for ordinary traffic.

As regards passport and customs formalities, the ordinary transit traffic shall be subject only to the provisions contained in Chapters VII and VIII.

Article 5.

Traffic in transit shall be subject to the laws for the maintenance of order and public security, and to the Public Health Laws and regulations in force in the country of transit.

Cependant, l'application de ces lois ne pourra jamais supprimer, contrairement aux dispositions de la présente Convention, le trafic en transit. Une interruption ou un retard du trafic en transit ne pourra se faire qu'en cas de nécessité et d'urgence extrême.

Si l'une des Hautes Parties contractantes estime que des mesures prises dans un pays de transit la privent injustement des avantages accordés au transit par le Traité de Versailles ou par la présente Convention, elle aura le droit de soumettre le cas à la décision du Tribunal arbitral prévu à l'article 11 de la présente Convention.

Article 6.

Les personnes en transit privilégié seront spécialement protégées par les autorités du pays de transit. Ces personnes, ainsi que leurs bagages, pourront transiter librement, sauf dans le cas de délit ou crime commis par les dites personnes sur le territoire du pays de transit lors de leur séjour dans ce pays.

Chacun des gouvernements fera le nécessaire pour assurer aux personnes empruntant les trains privilégiés ou les parties privilégiées de trains toute aide et protection pour que leurs droits personnels et matériels ne soient soumis à aucune restriction illégitime, en veillant surtout à ce que l'activité en matière de politique et de publicité ne soit la cause d'aucune mesure qui puisse leur être préjudiciable.

Des ordonnances des plus rigoureuses seront édictées par chaque gouvernement, qui recommandera aux organes de police et aux autorités locales de veiller à ce que les mesures prévues à l'alinéa précédent soient exécutées de la façon la plus stricte et avec le plus grand tact. Chaque infraction à ces ordonnances devra être réprimée sur-le-champ, afin de donner la certitude qu'elle ne se répétera plus à l'avenir.

Article 7.

Les interdictions d'importation et d'exportation des marchandises dans le pays de transit ne seront pas applicables au trafic de transit prévu dans la présente Convention.

Toutes les marchandises qui sont admises au transport à l'intérieur dans le pays bénéficiaire du transit et dans le pays transitaire seront transportées en transit.

En cas de différence entre les lois des deux pays, un accord spécial interviendra entre les gouvernements intéressés.

Il ne sera exigé ni certificat d'exportation, ni certificat d'importation, ni certificat de transit des marchandises.

Les marchandises transportées conformément aux dispositions de la présente Convention ne peuvent pas faire l'objet d'une saisie administrative.

Article 8

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à maintenir les voies de communication affectées au trafic en transit dans un état normal d'entretien.

Cet engagement ne confère à aucune des Parties le droit d'intervention dans l'administration intérieure de l'autre Partie.

Article 9.

En cas de guerre, les dispositions de la présente Convention ne seront pas invalidées *ipso facto*.

Si, par le fait d'une guerre en Europe, un des pays transitaires estimait nécessaire de restreindre le trafic en transit, il devrait en aviser l'autre Partie par voie diplomatique et ne pourrait appliquer les restrictions que quarante-huit heures après cette notification.

None of the provisions of these laws, however, shall be used in contravention of the provisions of this Convention to stop the circulation of transit traffic. Traffic in transit may be subjected to interruption or delay only in case of need and of extreme urgency.

If one of the High Contracting Parties shall consider that any measures taken in a country of transit deprive it unjustly of advantages accorded to transit traffic by the Treaty of Versailles or by this Convention, it shall be entitled to submit the case to the decision of the Tribunal of Arbitration provided for in Article 11 of this Convention.

Article 6.

The authorities of the country of transit shall accord special protection to persons travelling in privileged transit. These persons and their luggage shall be allowed to pass through the country freely, except when such persons have committed a misdemeanour or a crime within the territory of the country of transit during their sojourn in such country.

Each Government shall take all steps necessary to assure that persons making use of privileged trains or portions of such trains, shall receive all assistance and protection in order that their personal and material rights shall not be subjected to any unlawful restriction, and in particular, that their activities in the field of politics or publicity shall not be made a pretext for any measures which may be harmful to such persons.

The most stringent regulations shall be issued by each Government, instructing its police and local authorities to take particular care to insure that the measures referred to in the preceding paragraph are carried out with the greatest precision and tact.

Any contravention of these regulations shall be immediately dealt with in order to ensure that there shall be no recurrence of such contravention in the future.

Article 7.

No decrease prohibiting import or export shall be applicable to the traffic in transit referred to in this Convention.

All goods for transport into the interior of the country enjoying the right of transit and in the country of transit, shall be treated as being in transit.

In the case of differences between the laws of the two countries, a special agreement shall be concluded between the Governments concerned.

Export, import, or transit certificates shall not be required in the case of these goods.

Goods transported in conformity with the provisions of this Convention cannot be subjected to official sequestration.

Article 8.

The High Contracting Parties shall undertake to maintain in a normal state of repair the ways of communication set apart for traffic in transit.

Such undertaking shall not give to either of the Parties the right to intervene in the internal administration of the other party.

Article 9.

In the event of war, the provisions of the present Convention shall not *ipso facto* be rendered invalid.

If by reason of a European war, one of the countries of transit considers it necessary to restrict traffic in transit, it shall be bound to inform the other Party through diplomatic channels and shall not be entitled to apply restrictions until 48 hours after such notification. Any party

La Partie qui se sentirait lésée par les restrictions prévues ci-dessus aura le droit de s'adresser au Tribunal arbitral prévu à l'article 11 de la présente Convention, qui se mettra à l'examen de l'affaire sans le moindre retard et qui décidera si, et, le cas échéant, dans quelle mesure, les restrictions dans le transit sont justifiées.

Au cas où le Tribunal arbitral ne serait pas en état d'émettre un jugement définitif avant l'expiration du délai de quarante-huit heures mentionné ci-dessus, il aura à ordonner, dans les vingt-quatre heures après qu'il aura été saisi de l'affaire, des mesures provisoires qui ne préjugeront pas de son jugement définitif. (Voir l'article 16.)

Article 10.

En ce qui concerne les genres de transit qui résultent des articles 89 et 98 du Traité de Versailles, mais qui ne sont pas réglementés par la présente Convention, comme, par exemple, le transit des piétons, des cyclistes, etc., les Hautes Parties se réservent le droit d'en fixer les conditions par des conventions ultérieures.

Article 11.

Chaque Haute Partie contractante aura le droit de remettre les différends pouvant survenir soit dans l'interprétation, soit dans l'application de la présente Convention, à la décision d'un Tribunal arbitral permanent, siégeant à Dantzig et qui sera constitué dans un délai de trois mois qui suivra la mise en vigueur de la présente Convention.

Le Tribunal statuera sur les litiges en se basant sur les stipulations de la présente Convention, sur les principes généraux du droit, ainsi que sur l'équité.

Il aura compétence pour se prononcer, s'il y a lieu, sur les réparations à donner à la Partie lésée par la Partie qui aura été reconnue responsable d'une infraction aux dispositions de la présente Convention.

Article 12.

Le Tribunal arbitral comprendra trois juges nommés l'un par l'Allemagne, l'autre par la Pologne, le troisième par la Ville libre de Dantzig, et un président qui sera désigné d'un commun accord par les Gouvernements.

Le président devra être ressortissant d'une Puissance demeurée neutre pendant la guerre de 1914-1919.

Si le Gouvernement allemand et le Gouvernement polonais, celui-ci agissant tant en son nom qu'en celui de la Ville libre de Dantzig, ne tombent pas d'accord sur la désignation du président, ils prieront Sa Majesté le Roi de Norvège de procéder à cette désignation. Au cas où l'un des deux Gouvernements n'aurait pas donné suite, dans un délai de deux semaines, à une demande tendant à provoquer cette démarche commune et notifiée par l'autre Gouvernement, ce dernier pourrait, de sa seule initiative, s'adresser à Sa Majesté le Roi de Norvège, aux fins de désignation d'un président.

Chaque Gouvernement nommera un ou plusieurs suppléants du juge qu'il aura désigné.

Un suppléant du président sera désigné de la même manière que le président lui-même.

Article 13.

Les juges et leurs suppléants pourront être révoqués par les autorités qui les ont désignés.

considering itself injured by the above-mentioned restrictions shall be entitled to refer the matter to the Tribunal of Arbitration provided for in Article 11 of this Convention, which shall immediately institute an enquiry into the matter, and shall decide whether the restrictions on transit traffic are justified, and if so, to what extent.

If the Tribunal of Arbitration is unable to give a final decision before the expiration of the period of 48 hours mentioned above, it shall authorise, within 24 hours after receiving notice of the case, the adoption of provisional measures, without prejudice to its final decision (See Article 16).

Article 10.

As regards the various kinds of transit which arise out of Articles 89 and 98 of the Treaty of Versailles, but which are not regulated by the present Convention, as for instance the transit of pedestrians, cyclists, etc., the High Contracting Parties reserve the right to decide, by means of further conventions, the conditions which shall be laid down for these cases.

Article 11.

Each High Contracting Party shall be entitled to refer any disputes which may arise either as to the interpretation or the application of the present Convention, to the decision of a Permanent Tribunal of Arbitration, sitting in Danzig, which shall be set up within three months from the coming into force of this Convention.

The Tribunal shall decide all disputes on the basis of the provisions of this Convention, of the general principles of law, and of equity.

It shall be competent to decide the amount, if any, of compensation to be made to the injured party by the party found guilty of any infraction of the provisions of this Convention.

Article 12.

The Tribunal of Arbitration shall be composed of three judges, of whom the first shall be apointed by Germany, the second by Poland, and the third by the Free City of Danzig ; and of a President to be appointed by the Governments in agreement.

The President shall be a national of a Power which remained neutral during the War of 1914-1919.

If the German and Polish Governments, the latter acting on its own behalf and also on behalf of the Free City of Danzig, are unable to agree as to the appointment of the President, they shall request His Majesty the King of Norway to make this appointment. If within a period of two weeks one of the two Governments shall have failed to comply with a request for the taking of this common action, of which notice has been given by the other Government, the latter may upon its own initiative address a request to His Majesty the King of Norway to appoint a President.

Each Government shall appoint one or more deputies for the judge it has nominated.

A deputy President shall be appointed by the same method as the President himself.

Article 13.

The appointment of the judges and their substitutes may be cancelled by the authorities who appointed them.

Article 14.

Dans chaque affaire, le Tribunal sera composé du président et des deux juges désignés par les Gouvernements intéressés à cette affaire.

Dans les affaires où il y aurait doute sur la question de savoir si c'est le Gouvernement polonais ou le Gouvernement dantzicois qui, avec le Gouvernement allemand, est intéressé, ainsi que dans les affaires où les trois Gouvernements seraient intéressés, le président décidera lequel des deux juges, polonais ou dantzicois, sera appelé à siéger avec le juge allemand.

Article 15.

Chaque Gouvernement pourra se faire représenter auprès du Tribunal par un agent. Dans ce cas, toutes les communications du Tribunal destinées à ce Gouvernement devront être adressées à son agent.

Article 16.

En cas d'urgence et si l'une des Parties le demande, le Tribunal pourra, après avoir dûment cité la Partie adverse, ordonner des mesures provisoires, qui ne préjugeront pas de son jugement définitif.

Si, dans le cas prévu à l'alinéa précédent, un des juges ne se rend pas à la convocation du Tribunal faite par le président, celui-ci sera autorisé à ordonner seul les mesures provisoires nécessaires.

Article 17.

Si le règlement d'une affaire pendante devant le Tribunal se trouve retardé par le fait que l'un des juges ne participe pas aux travaux du Tribunal et ne se fait pas remplacer par son suppléant, le président devra, à la demande de l'autre juge convoqué, désigner un remplaçant du juge défaillant. Celui-ci devra, autant que possible, appartenir à une nationalité différente de celle de l'autre juge.

Ce remplaçant aura les mêmes droits et les mêmes devoirs que le juge régulier. Il participera aux travaux du Tribunal jusqu'à ce que le juge régulier ou son suppléant se déclare prêt à le faire.

Article 18.

Chaque Gouvernement payera les traitements du juge qu'il aura nommé, de son suppléant et de tout agent qu'il aura pu désigner pour le représenter devant le Tribunal.

Les traitements du président et de son suppléant seront fixés par accord spécial entre les Gouvernements, et ces traitements, ainsi que les dépenses communes du Tribunal, seront payés à raison de quarante-cinq pour cent par l'Allemagne, de quarante-cinq pour cent par la Pologne et de dix pour cent par la Ville libre de Dantzig.

Article 19.

Les membres du Tribunal arbitral circuleront librement et jouiront du transport gratuit par chemin de fer dans les territoires traversés par le trafic en transit.

Article 20.

En tant que la procédure du Tribunal arbitral n'est pas réglée par la présente Convention, elle sera établie par le Tribunal lui-même.

Article 14.

In the hearing of every case, the Tribunal shall be composed of the President and the two judges appointed by the Governments concerned in the case.

In the hearing of cases in which doubt arises as to whether it is the Polish Government or the Government of Danzig that is concerned, vis-à-vis the German Government, and also in the hearing of cases in which all three Governments shall be concerned, the President shall decide which of the two Judges, Polish or Danzig, shall be called upon to sit with the German Judge.

Article 15.

Each Government may be represented at the Tribunal by an Agent. In this case all communications from the Tribunal to this Government must be addressed to the latter's Agent.

Article 16.

In case of urgent necessity and if one of the Parties so request, the Tribunal may, after having duly served notice on the opposing Party, order provisional measures to be taken, without prejudice to its final judgment.

If, in the case referred to in the preceding paragraph, one of the Judges does not enter appearance upon the convening of the Tribunal by the President, the latter shall be authorised to issue orders on his sole authority for the taking of the necessary provisional measures.

Article 17.

If the settlement of a case pending before the Tribunal be delayed owing to the fact that one of the Judges is not present on the Tribunal and is not replaced by his deputy, the President shall, at the request of the other Judge convened, appoint a substitute for the defaulting Judge. The latter must, when possible, be of a nationality different from that of the other Judge.

This substitute shall have the same rights and the same duties as the regular Judge. He shall take part in the work of the Tribunal until the regular Judge or his deputy shall announce that he is ready to take his seat.

Article 18.

Each Government shall pay the salary of the Judge appointed by it, of his deputy and of every agent whom it may appoint to represent it at the Tribunal.

The salaries of the President and of his deputy shall be fixed by special agreement between the Governments, and the cost of these salaries and the general expenses of the Tribunal shall be borne as follows : 45 % by Germany, 45 % by Poland and 10 % by the Free City of Danzig.

Article 19.

The members of the Tribunal of Arbitration shall be entitled to circulate freely and shall enjoy free passes over the territories traversed by the traffic in transit.

Article 20.

In so far as the procedure of the Tribunal of Arbitration is not regulated by this Convention, it shall be decided by the Tribunal itself.

Article 21.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à exécuter loyalement les décisions et les jugements du Tribunal arbitral.

CHAPITRE II.

Chemins de fer.

Article 22.

La Pologne reconnaît l'obligation de faire passer avec ses propres moyens, à travers le territoire cédé par l'Allemagne à la Pologne, tout le trafic en transit par chemins de fer entre la Prusse orientale et le reste de l'Allemagne amené au réseau polonais.

Le transit doit être effectué sur la ligne représentant la communication la plus courte entre la gare expéditrice et la gare de destination allemande.

Des exceptions ne seraient admissibles qu'avec l'assentiment des administrations ferroviaires intéressées.

Les voyageurs peuvent choisir librement leur route pour eux-mêmes et pour leurs bagages. En outre, la poste, les colis-messagerie express (Expressgut), les marchandises en grande vitesse (Eilgut), les marchandises s'abîmant facilement et le bétail seront expédiés en profitant de l'occasion de transport la plus favorable.

La Ville libre de Dantzig se charge de la même obligation vis-à-vis de l'Allemagne à l'égard du territoire dantzicois.

L'Allemagne se charge de la même obligation au sujet du trafic ferroviaire entre la Pologne et la Ville libre de Dantzig sur le territoire mentionné à l'article 96 du Traité de Versailles.

Article 23.

Le trafic privilégié (voir l'article 4) sera effectué sur les lignes suivantes :

a) Lauenburg-Dantzig-Tczew-Marienburg ;
b) Chojnice-Tczew-Marienburg ;
c) Schneidemühl-Bydgoszcz-Toruń-Dt. Eylau ;

d) (Schwiebus) Zbaszyń-Poznań-Toruń-Dt. Eylau ;

e) (Zuellichau) Zbaszyn-Poznań-Toruń-Dt. Eylau ;

f) Rawicz-Leszno-Poznań-Toruń-Dt. Eylau ;

g) Fraustadt-Leszno-Poznań-Toruń-Dt. Eylau ;

h) (Oels) Krotoszyn-Gniezno-Toruń-Dt. Eylau ;

j) Garnsee-Marienburg-Dantzig ;
k) Dt. Eylau-Marienburg-Dantzig.

Les Hautes Parties contractantes se réservent la facilité de soumettre à une revision tous les trois ans la liste des lignes affectées au transit privilégié et de la modifier, le cas échéant, d'un commun accord.

Le transit ordinaire sera effectué sur toutes les lignes ferroviaires ouvertes au trafic de voisinage et se trouvant sur le territoire cédé par l'Allemagne à la Pologne, sur le territoire dantzicois, ainsi que sur le territoire allemand mentionné à l'article 96 du Traité de Versailles.

Article 21.

The High Contracting Parties shall undertake to carry out faithfully the decisions and rulings of the Tribunal of Arbitration.

CHAPTER II.

RAILWAYS.

Article 22.

Poland recognises the obligation to forward by her own means, across the territory ceded by Germany to Poland, all traffic in transit by rail between East Prussia and the rest of Germany, passing over the Polish system.

The transit shall be effected over the line which constitutes the most direct communication between the dispatching station and the German station of destination.

Exceptions shall only be permitted with the consent of the railway administrations concerned.

Travellers are free to choose their route for themselves and their luggage. In addition, mails, express postal packets, express goods, perishable goods and cattle shall be despatched under the most favourable conditions of transport.

The Free City of Danzig accepts the same obligation towards Germany with regard to Danzig territory.

Germany accepts the same obligation with regard to railway traffic between Poland and the Free City of Danzig in the territory mentioned in Article 96 of the Treaty of Versailles.

Article 23.

Privileged traffic (See Article 4) shall be carried on the following lines :

(a) Lauenburg-Danzig-Tczew-Marienburg ;
(b) Chojnice-Tczew-Marienburg ;
(c) Schneidemühl-Bromberg-Thorn-Dt. Eylau ;
(d) (Schwiebus) Zbaszyn-Posen-Thorn-Dt. Eylau ;
(e) (Züllichau) Zbaszyn-Posen-Thorn-Dt. Eylau ;
(f) Rawicz-Leszno-Posen-Thorn-Dt. Eylau ;
(g) Fraustadt-Leszno-Posen-Thorn-Dt. Eylau ;
(h) (Oels) -Krotoszyn-Gniesen-Thorn-Dt. Eylau ;
(j) Garnsee-Marienburg-Danzig ;
(k) Dt. Eylau-Marienburg-Danzig.

The High Contracting Parties reserve the right to submit the list of lines set apart for privileged transit to a revision every three years and to change it by mutual agreement if there be occasion.

Ordinary transit shall take place on all the railway lines open for local traffic and situated in the territory ceded by Germany to Poland, in Danzig territory, and in the German territory mentioned in Article 95 of the Treaty of Versailles.

Article 24.

Le trafic en transit privilégié sera introduit sur les lignes mentionnées à l'article 23 sur la demande du pays expéditeur.

Ce trafic sera organisé conformément aux stipulations du présent chapitre, lors des délibérations sur les horaires à réitérer régulièrement.

Article 25.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à maintenir les lignes ferroviaires affectées au transit privilégié dans un état normal d'entretien et correspondant au développement du trafic sur ces lignes.

Article 26.

Chaque Partie aura le droit de modifier, même pendant la période de trois ans mentionnée à l'article 23, une ou plusieurs des lignes affectées au transit privilégié.

Les stipulations suivantes seront à observer :

a) Les points d'entrée et de sortie de la ligne modifiée donnant communication au réseau ferroviaire de l'autre Partie contractante resteront les mêmes ;

b) La longueur de la ligne modifiée ne doit pas être considérablement agrandie ;

c) La capacité au transit de la ligne modifiée ne doit pas être réduite.

Les stipulations mentionnées dans le présent article (sous *a*, *b* et *c*) ne pourront être modifiées dans un cas spécial qu'après un commun accord entre les Parties.

Article 27.

La Pologne s'engage à développer dans le plus bref délai possible la capacité de ses chemins de fer jusqu'au point leur permettant de satisfaire aux obligations précitées.

La Ville libre de Dantzig se charge de la même obligation vis-à-vis de l'Allemagne.

L'Allemagne prend le même engagement en ce qui concerne la Pologne et la Ville libre de Dantzig sur la rive droite de la Vistule.

L'Allemagne reconnaît qu'actuellement la capacité des chemins de fer polonais, en ce qui concerne les moyens d'exploitation, ne suffit pas aux besoins du trafic allemand en transit.

L'Allemagne s'engage donc à prêter à la Pologne, pendant une période de cinq ans, un nombre de locomotives qui sera fixé d'un commun accord par les deux administrations ferroviaires respectives pour chaque période d'horaires.

La fixation se fera sur la base suivante : la Pologne fournira ses propres locomotives pour assurer une part de transit allemand au moins égale à la proportion dans laquelle elle peut assurer le trafic polonais sur l'ensemble de son territoire.

La Pologne s'engage à exécuter entièrement avec ce secours allemand le trafic en transit en question. Après l'expiration de la période de cinq ans, la question sera examinée si, et, le cas échéant, dans quelle mesure, le concours de l'Allemagne sera encore nécessaire.

Article 28.

Les trains de voyageurs, express, omnibus et de marchandises en petite et grande vitesse, ainsi que les parties de trains de voyageurs amenés au pays de transit, seront acheminés par les autorités ferroviaires de ce pays en leur conservant le même caractère. Les arrêts seront limités dans la mesure du possible. Notamment, les arrêts aux gares frontières de transmission et aux

Article 24.

Traffic in privileged transit shall be carried on the lines mentioned in Article 23 at the request of the country of despatch.

This traffic shall be organised according to the stipulations of the present chapter when the regular discussions of timetables take place.

Article 25.

The High Contracting Parties agree to maintain the railway lines employed for privileged transit in a normal state of repair and in accordance with the development of the traffic on these lines.

Article 26.

Each party shall have the right to alter, even during the period of three years mentioned in Article 23, one or more of the lines employed for privileged transit.

The following conditions shall be observed :

(a) The points of entry and exit of the line altered communicating with the railway system of the other Contracting Party shall remain the same ;

(b) The length of the line altered shall not be greatly increased ;

(c) The transit traffic capacity of the line altered shall not be reduced.

The conditions mentioned in the present article (under *a*, *b* and *c)* shall not be changed in any special case except by mutual agreement between the parties.

Article 27.

Poland undertakes to develop the capacity of her railways as soon as possible, so as to enable them to comply with the above obligations.

The Free City of Danzig accepts the same obligation with regard to Germany.

Germany undertakes the same obligation as regards Poland and the Free City of Danzig on the right bank of the Vistula.

Germany recognises that the present capacity of the Polish Railways as regards working stock is not sufficient for the needs of the German traffic in transit.

Germany therefore agrees to lend Poland for a period of five years, a number of locomotives which shall be fixed by mutual agreement between the two respective Railway Administrations for each period of validity of the time tables.

The arrangements shall be made on the following basis :

Poland shall furnish its own engines in order to guarantee a proportion of German transit at least equal to that which it is able to guarantee to Polish traffic throughout Polish territory.

Poland undertakes to carry out the whole of the traffic in transit under consideration with this assistance from Germany. After the period of five years has expired the question shall be considered whether Germany's assistance is still necessary, and if so, to what extent.

Article 28.

Passenger express and slow trains and express and slow goods trains, as well as portions of passenger trains brought into the country of transit, shall be forwarded by the railway Administrations of that country who shall ensure that their composition remains unchanged. Stops shall be limited as far as possible. Stops at frontier forwarding stations and at stations where the train

gares d'échange du personnel, lesquelles gares seront déterminées par des accords ou conventions d'exploitation, ne devront pas dépasser la durée nécessitée par le service. La réception des trains et des groupements de voitures, ainsi que leur remise, devront être effectuées de la façon la plus rapide.

Article 29.

Le nombre de trains à expédier et les horaires pour ces derniers seront fixés lors des délibérations qui auront lieu régulièrement en vue de l'établissement des horaires.

Article 30.

Chaque fois qu'on aura besoin d'effectuer des transports exceptionnels en transit, comme : trains de voyageurs doublés, trains de saison de toutes sorte, trains de permissionnaires, trains de vacances, trains de saisons de bains, trains de pommes de terre, trains d'engrais et, en général, trains facultatifs non prévus, les administrations des chemins de fer intéressées s'entendront sur les mesures à prendre.

Article 31.

Les trains, les groupements de wagons et les wagons en transit doivent être remis aux gares d'échange du personnel, conformément aux instructions d'exploitation et de chargement en vigueur dans le pays de transit.

Article 32.

Les wagons-restaurants et les wagons-lits seront transportés avec les trains ou parties de trains affectés au transit privilégié.

Article 33.

Les administrations ferroviaires conviendront du procédé à suivre au sujet de la remise et de la réception des wagons aux gares d'échange du personnel, au point de vue technique et au point de vue du trafic. Elles feront de même en ce qui concerne les wagons devenus défectueux (échauffement, etc.) sur les lignes du pays de transit. Les administrations ferroviaires régleront également le service de trains sur les parcours entre la frontière et la gare d'échange du personnel.

Article 34.

Le trafic en transit sera acheminé par des voies de détour, si des interruptions ou des difficultés de service le demandent.

Article 35.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à s'aider mutuellement en cas d'accident survenu sur les lignes voisines de la frontière, au cas où la locomotive deviendrait défectueuse, etc.

staffs are inter-exchanged — such stations being determined by traffic working agreements or conventions, — shall not exceed the period required by the train service. The receiving of the trains and coaches, as well as their handing over, must be effected as quickly as possible.

Article 29.

There shall be discussions at regular intervals to decide upon the number of trains to be despatched and their time tables.

Article 30.

Whenever the necessity arises for providing special transport in transit, such as : duplicated passenger trains, season trains of all kinds, leave trains, holiday trains and those running to the seaside, potato trains, trains carrying manure and generally optional unscheduled trains, the railway administrations concerned shall agree as to the measures to be taken.

Article 31.

The trains, train sets and wagons in transit shall be handed over at the stations where the train staffs are changed in accordance with the working and loading instructions which are in force in the country of transit.

Article 32.

Restaurant cars and sleeping cars shall be attached to the trains, or portions of trains, set apart for privileged transit.

Article 33.

The railway administrations shall agree on the method to be followed regarding the handing over and the receiving of carriages at the stations where the staffs are changed, having regard to both technical and traffic considerations. They shall do the same in regard to carriages which have become defective (overheating, etc.) on the lines of the country of transit. The railway administrations shall also regulate the train service on the sections between the frontier and the station where the staffs are exchanged.

Article 34.

The traffic in transit shall be forwarded by loop lines if interruptions or difficulties of service shall so require.

Article 35.

The High Contracting Parties undertake to assist each other in the case of accidents occurring on the lines near the frontier, or in cases when the locomotive breaks down, etc.

Article 36.

§ 1.

La responsabilité pour les accidents de chemin de fer sera réglée par les lois, ordonnances et règlements qui sont en vigueur, par rapport aux chemins de fer, dans l'endroit où l'accident est survenu, sous réserve des dispositions prévues à l'article 38 au sujet des bagages, colis-messagerie express et des marchandises.

§ 2.

Chacune des Hautes Parties contractantes assumera la responsabilité pour ses employés et pour les autres personnes dont elle se servira dans le trafic en transit.

§ 3.

Si un accident survenu à la gare d'échange du personnel ou sur le parcours entre cette gare et la frontière a causé la mort ou la blessure de personnes, ou une avarie du matériel roulant, ou bien l'avarie ou la perte des objets transportés, et si cet accident a été provoqué par l'inobservation des règlements d'exploitation ou des règlements de signaux en vigueur dans ce lieu, la responsabilité incombera à l'administration ferroviaire dont les employés n'ont pas observé les dits règlements.

Dans le cas où les employés des deux administrations ferroviaires sont fautifs de l'inobservation de ces règlements, le dommage occasionné et l'indemnité à payer incomberont en parties égales aux deux administrations. Il en sera de même dans le cas où l'on n'aura pas pu constater quel employé est fautif.

§ 4.

Dans le cas où l'accident est survenu à cause du mauvais état de l'établissement de la gare, de la ligne ou de la locomotive, la responsabilité incombera à l'administration qui était obligée de maintenir en bon état l'établissement de la gare, la ligne ou la locomotive. Les locomotives prêtées par l'Allemagne à la Pologne pour l'emploi continuel circuleront sous la responsabilité de la Pologne à partir du moment de leur réception par ce pays jusqu'à leur remise.

§ 5.

Dans le cas où l'accident est survenu à cause du mauvais état d'un wagon, la responsabilité incombera à l'administration qui a reçu la dernière le wagon après l'avoir examiné au point de vue technique.

§ 6.

Dans les cas où les constatations provisoires, de la part de l'administration effectuant l'exploitation, donnent lieu de penser que la responsabilité de l'autre administration pourrait également être engagée, l'enquête sera poursuivie en commun par les commissaires des deux administrations dans le but de constater définitivement la cause de l'accident.

§ 7.

Si l'accident est survenu sur une ligne de transit, ou dans les gares se trouvant sur cette ligne, et si les constatations provisoires de la part de l'administration effectuant l'exploitation donnent lieu de penser que la responsabilité de l'autre administration pourrait également être engagée, la station qui est, selon les règlements, obligée de donner les avertissements sera tenue d'avertir de l'accident survenu les deux administrations ferroviaires.

Article 36.

Paragraph 1.

The responsibility for railway accidents shall be determined by the laws, orders and regulations which are in force on the railways in the locality where the accident occurs, subject to the provisions laid down in Article 38 with regard to luggage, express parcels and goods.

Paragraph 2.

Each of the High Contracting Parties shall assume responsibility for its own employees, and for other persons which they may severally employ in the traffic in transit.

Paragraph 3.

If an accident occurring at the station where the staffs are changed, or on a section between such station and the frontier, causes the death or wounding of passengers or damage or loss of rolling material or of the goods carried, and if this accident has been caused through disregard of the working regulations or the signalling rules which are in force for the locality in question, the railway administration of which the employees have not observed such regulations shall be held responsible.

In cases where the employees of both railway administrations are guilty of disregard of the regulations, both administrations shall be held equally responsible, for the damage caused and the indemnity payable. This rule shall also apply to cases where it has not been possible to decide which employee is guilty.

Paragraph 4.

In cases where the accident is due to the bad condition of the station, line or engine, the railway administrations whose duty it is to maintain the station, line or engine in good condition, shall be held responsible. Poland shall be held responsible for the engines lent by Germany to Poland for continuous use, from the moment of their receipt by Poland until their return.

Paragraph 5.

Where the accident is due to a defect in a carriage, the administration which last received the carriage after having examined it technically shall be held responsible.

Paragraph 6.

In cases where the preliminary statements made by the administration responsible for the working of the railway appear to show that the other administration should be held equally responsible, the enquiry shall be prosecuted jointly by the Commissioners of both administrations for the purpose of definitely ascertaining the cause of the accident.

Paragraph 7.

If the accident occurs on a through line or at a station situated on that line, and if the preliminary statemens made by the administration responsible for the working of the railway, appear to show that the other administration might be held equally responsible, the station responsible under the Regulations for giving information shall inform both railway administrations of the accident.

§ 8.

Sous réserve des droits de recours, l'administration ferroviaire qui exploite la ligne sera responsable vis-à-vis des personnes qui ont subi un dommage quelconque, à cause d'un accident de chemin de fer. La réserve faite au § 1 au sujet des bagages, des colis-messagerie express et des marchandises reste en vigueur.

§ 9.

Dans le cas d'un désaccord entre les chemins de fer au sujet de la responsabilité pour un accident, le Tribunal arbitral prévu à l'article 11 statuera.

De même, les contestations qui pourraient survenir entre l'administration des chemins de fer de l'Etat et l'administration des chemins de fer qui ne sont pas propriété de l'Etat pourront être soumises, sur la demande de chaque partie, à la décision du Tribunal arbitral. Toutefois, l'administration des chemins de fer, n'étant pas propriété de l'Etat, ne pourra agir dans ce cas que par l'intermédiaire du Gouvernement de son pays.

§ 10.

La responsabilité des dommages causés aux envois postaux est réglée par les stipulations du chapitre IV de la présente Convention.

Article 37.

Chaque partie s'engage à mettre à la disposition de l'autre partie, pour son usage exclusif, des fils spéciaux affectés au service télégraphique et téléphonique des chemins de fer, et cela contre le paiement des frais d'entretien de ces fils. L'usage des fils en question sera aussi réservé aux offices des postes, de douane, de police, ainsi qu'aux offices ferroviaires militaires, pour leurs communications relatives au service des chemins de fer.

Les télégrammes et les conversations téléphoniques de service seront libres de toute taxe.

Article 38.

Les voyageurs, bagages, colis-messagerie express et marchandises de grande et petite vitesse seront acheminés directement.

Seront applicables au service des voyageurs, bagages et colis-messagerie express, les dispositions touchant les tarifs désignés à l'article 39.

Les tarifs pour les transports postaux sont fixés au chapitre IV.

Le service des marchandises sera soumis aux stipulations de la Convention internationale de Berne[1] du 14 octobre 1890 sur le transport des marchandises par chemin de fer, avec les modifications et suppléments apportés par la Déclaration additionnelle[2] du 20 septembre 1893, par l'Arrangement additionnel[3] du 16 juillet 1895, et par les Conventions additionnelles du 16 juin 1898[4] et du 19 septembre 1906[5], pour autant que ces stipulations ne sont pas modifiées ou complétées par la présente Convention et par le Règlement d'application ci-joint. Le service des marchandises sera soumis, en outre, aux dispositions touchant les tarifs indiquées à l'article 39.

[1] De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, deuxième série, tome XIX, page 289.
[2] De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, deuxième série, tome XXIV, page 517.
[3] De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, deuxième série, tome XXIV, page 562.
[4] De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, deuxième série, tome XXV, page 184.
[5] De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, troisième série, tome III, 920.

Paragraph 8.

Subject to the right of bringing an action, the railway administration working the line shall be responsible to persons who have suffered injury through a railway accident. The exception set forth in Paragraph 1 regarding luggage, express parcels, and goods remains in force.

Paragraph 9.

Cases in which the railways disagree as to the responsibility for an accident shall be decided by the Arbitration Court, provided for in Article 11.

In the same way, disputes which may arise between the State railway administrations and those of railways not owned by the State, may be submitted on the request of either party for decision to the Tribunal of Arbitration. Administrations of railways not owned by the State can, however, only act in such case through the Government of their own country.

Paragraph 10.

Responsibility for damages to mails and postal parcels is regulated by the provisions of Chapter IV of the present Convention.

Article 37.

Each party undertakes to place at the disposal of the other party, for its exclusive use, special wires set apart for the telegraphic and telephonic service of the railways, in return for repayment of the expenditure incurred in the upkeep of such wires. The use of such wires shall also be reserved for the postal, customs and police offices, as well as for military railway offices for communications relating to the railway service.

Telegrams and telephone conversations connected with the service shall be exempt from all taxation.

Article 38.

Passengers, luggage, express parcels and goods sent by post or slow train, shall be forwarded directly.

The provisions regarding the tariffs laid down in Article 39 shall be applicable to the transport of passengers, luggage and express parcels.

The tariffs for postal packages are fixed in Chapter IV.

The transport of goods shall be subject to the provisions of the Berne International Convention [1] of October 14, 1890, with regard to the transport of goods by rail, with the modifications and additions contained in the Supplementary Declaration of September 20, 1893, by the Supplementary Agreement [2] of July 16, 1895, and by the Supplementary agreements of June 16, 1898 [3], and of September 19, 1906, in so far as these provisions are not modified or supplemented by the present Convention and by the Rules for Application herewith attached. The transport of goods shall also moreover be subject to the provisions concerning the tariffs set forth in Article 39.

[1] British and Foreign State Papers, vol. 82, page 771.

[2] British and Foreign State Papers, vol. 87, page 806.

[3] British and Foreign State Papers, vol. 92, page 433.

Article 39.

Seront établis pour le trafic entre la Prusse Orientale et le reste de l'Allemagne, à travers le territoire cédé par l'Allemagne à la Pologne, ainsi qu'à travers le territoire de la Ville libre de Dantzig, des tarifs directs portant le titre :

« Tarif direct pour le trafic entre la Prusse orientale et le reste de l'Allemagne à travers le territoire cédé par l'Allemagne à la Pologne, ainsi qu'à travers le territoire de la Ville libre de Dantzig. »

En vue de l'établissement de ce tarif, les administrations des chemins de fer du pays de transit mettront à la disposition des administrations de chemins de fer allemandes, pour les lignes ferrées situées sur le territoire polonais et dantzicois, des taxes qui ne seront pas plus élevées que celles des tarifs locaux en vigueur, y compris les tarifs généraux qui pourraient être éventuellement établis pour le transport du charbon des lieux de sa production. Il en sera de même pour ce qui concerne les frais accessoires. Les frais d'expédition (frais de gare) ne seront pas comptés.

Les tarifs exceptionnels et les réductions spéciales des frais de transport qui pourraient être accordés, sur une certaine ligne de transit, à une certaine catégorie de voyageurs, bagages, colis-messagerie express ou marchandises, seront également mis à la disposition de l'Allemagne pour la même catégorie de voyageurs, bagages, colis-messagerie, express ou marchandises sur la même ligne et dans la même direction.

Ne seront pas mis à la disposition de l'Allemagne, les tarifs exceptionnels accordés en vue d'atténuer ou d'écarter les calamités publiques locales.

De même, ne seront pas mises à la disposition de l'Allemagne, les réductions des frais de transport des machines, des articles d'installation et des matériaux de construction nécessaires soit à la création de nouvelles entreprises industrielles, soit au développement des établissement industriels existants, lesquelles réductions pourraient être accordées en vertu des lois visant le développement de l'industrie.

Les administrations des chemins de fer allemandes fixeront de leur propre décision, en monnaie allemande, le prix des billets, le montant des frais de transport et des frais accessoires pour tout le parcours du trafic en question.

Pour le trafic entre la Pologne et la Ville libre de Dantzig, à travers le territoire allemand situé sur la rive droite de la Vistule et spécifié à l'article 96 du Traité de Versailles, seront établis des tarifs directs portant le titre :

« Tarif direct pour le trafic polono-dantzicois à travers le territoire allemand situé sur la rive droite de la Vistule et spécifié à l'article 96 du Traité de Versailles. »

En vue de l'établissement de ce tarif, les administrations ferroviaires allemandes mettront à la disposition des administrations de chemins de fer polonaises des taxes et frais accessoires d'après les principes fixés ci-dessus pour le trafic direct entre la Prusse orientale et le reste de l'Allemagne à travers le territoire cédé par l'Allemagne à la Pologne, ainsi qu'à travers le territoire de la Ville libre de Dantzig.

Les administrations de chemins de fer polonaises fixeront, en assurant d'une manière équitable les intérêts de la Ville libre de Dantzig, de leur propre décision et, s'il y a lieu, en accord avec le Conseil du port et des voies d'eau de Dantzig, les prix des billets et le montant des frais de transport et des frais accessoires pour tout le parcours du trafic en question.

Article 40.

Les frais de transport des locomotives non chauffées, des voitures de voyageurs vides, ainsi que des nouveaux wagons venant des ateliers, seront perçus d'après le tarif applicable au matériel roulant circulant sur ses propres roues.

Article 41.

L'aide allemande en locomotives prévue dans l'article 27 sera donnée, d'une part, en locomotives destinées à l'emploi continuel dans les trains rapides et omnibus, les trains de marchandises réguliers

Article 39.

Through tariffs shall be fixed for the traffic between East Prussia and the rest of Germany across the territory ceded by Germany to Poland and across the territory of the Free City of Danzig. These tariffs shall be called :

" Through tariffs for traffic between East Prussia and the rest of Germany across the territory ceded by Germany to Poland and across the territory of the Free City of Danzig."

In view of the introduction of this tariff, the railway administrations of the country of transit shall grant the German railway administrations rates for the railways situated on Polish and Danzig territory which shall not be higher than those of the local tariffs in force, including any general tariffs which may be fixed for the transport of coal from centres of production. The same shall be the case as regards the supplementary charges. The costs of despatch (station charges) shall not be reckoned.

Exceptional tariffs and special reductions in the cost of transport, which might be granted on a certain line of transit to a certain class of passengers, luggage, express parcels, or goods, shall also be granted to Germany for the same class of passengers, luggage, express parcels, or goods, on the same line and in the same direction.

Germany shall not be granted the exceptional tariffs accorded for the purpose of diminishing or obviating local public calamities.

In the same way, Germany shall not be granted reductions in the cost of transport of machinery, plant and building materials, either for the establishment of new industrial enterprises, or for the development of existing industrial enterprises, which reductions might be granted by virtue of the laws for the developement of industry.

The administrations of the German railways shall themselves fix in German currency the prices of tickets, the amount of costs of transport and supplementary charges for the whole journey of the traffic in question.

For the traffic between Poland and the Free City of Danzig, across German territory situated on the right bank of the Vistula, and specified in Article 96 of the Treaty of Versailles, through-tariffs shall be fixed. These tariffs shall be called :

" Through-tariffs for the Polish-Danzig traffic across German territory situated on the right bank of the Vistula, and specified by Article 96 of the Treaty of Versailles."

In view of the introduction of this tariff, the German railway administrations shall grant the Polish railway administrations rates and supplementary charges in accordance with the principles laid down above for the through traffic between East Prussia and the rest of Germany, across the territory ceded by Germany to Poland, and across the territory of the Free City of Danzig.

The Polish railway administrations, whilst safeguarding the interests of the Free City of Danzig in an equitable manner, shall fix, either on their own initiative, or, if necessary in agreement with the Danzig Harbour and Waterways Board, the prices of tickets and the amount of transport charges, and supplementary costs for the whole journey of the traffic in question.

Article 40.

The cost of transport of dead locomotives of empty passenger stock, and new stock coming from the workshops, shall be fixed according to the tariff applicable to rolling stock running on its own wheels.

Article 41.

The contribution of German locomotives provided for in Article 27 shall consist partly of locomotives intended for continual service with express and slow trains, regular goods trains, and

et les trains de marchandises facultatifs circulant pendant toute l'année ou au moins pendant une période d'horaires ; et, d'autre part, en locomotives fournies pour l'emploi passager et destinées au dédoublement exceptionnel des trains rapides et omnibus réguliers et pour des trains de saison de toute espèce (trains pour permissionnaires, trains de vacances, trains de saison des bains, trains de pommes de terre, trains d'engrais, etc.).

Article 42.

Les dispositions suivantes seront appliquées aux locomotives d'aide allemande fournies pour l'emploi continuel :

§ 1.

Le total des locomotives nécessaires sera calculé sur la base des moyennes quotidiennes du rendement des locomotives en l'augmentant des deux tiers pour les besoins des réparations. Des locomotives de rechange pour des locomotives de louage ayant besoin de réparations ne seront pas fournies par l'Allemagne, tant que le nombre des locomotives de louage en réparation, qui se trouvent dans des ateliers allemands et qui leur ont été offertes aux fins de réparations, n'excédera pas les 40 %.

Le rendement moyen quotidien d'une locomotive est fixé comme suit :

Trains rapides et omnibus, 150 kilomètres ;
Trains de marchandises, 90 kilomètres.

Pour les trains facultatifs, le nombre de locomotives nécessaires sera fixé à raison de 50 % des nombres calculés d'après les indications ci-dessus.

Les types des locomotives à fournir à l'administration des chemins de fer polonaise pour l'aide en locomotives seront les suivants :

Pour les trains rapides et omnibus, type P 8 ;
Pour les trains de marchandises, type G 10 et G 8 ;
Le cas échéant, un nombre restreint du type G 7.

§ 2.

Le taux de location journalière à payer par l'administration des chemins de fer polonaise pour les locomotives fournies sera calculé d'après la formule suivante :

$$\frac{\frac{A}{L} + \frac{Ap}{100}}{365}$$

Explication de la formule :

A = prix d'achat d'une locomotive neuve ;
L = durée de service d'une locomotive fixée à une période de 30 ans ;
p = intérêt à 6 %.

Sur demande d'une des Hautes Parties contractantes, le prix d'achat des locomotives neuves sera soumis à revision. Le taux de location sera fixé à nouveau conformément au résultat de cette revision.

§ 3.

Les dispositions concernant les modalités de remise et de prise de possession des locomotives sont établies dans le Règlement d'application. Il en est de même pour l'outillage et les accessoires des locomotives.

optional goods trains, running the whole year, or at least during a period of the time-table; and partly of locomotives supplied for temporary service and intended for use in exceptional duplication of express trains and regular slow trains, and for season trains of all kinds (leave trains, holiday trains, seaside trains, potato trains tr ains carrying manure, etc.).

Article 42.

The following provisions shall be applied to the German auxiliary locomotives supplied for continuous service :

Paragraph 1.

The total number of locomotives needed shall be calculated on the basis of the average daily capacity of the locomotives and increased by two-thirds, to allow for repairs. Locomotives in exchange for the hired locomotives needing repairs shall not be supplied by Germany so long as the number of hired locomotives under repair in the German workshops, and sent to them for repairs does not exceed 40 per cent.

The average daily capacity of the locomotives is fixed as follows :

Express and slow trains	150 kilometres.
Goods trains	90 »

For special trains the number of locomotives needed shall be fixed at 50 per cent. of the number calculated according to the specifications given above. The type of locomotives to be supplied to the Polish railway administrations for contribution in locomotives shall be as follows :

For express and slow trains type P. 8 ;
For goods trains type G. 10 and G. 8 ;
In case of need a limited number of type G. 7.

Paragraph 2.

The daily cost of hire to be paid by the administration of the Polish railways for the locomotives supplied shall be calculated according to the following formula :

$$\frac{\frac{A}{L} + \frac{Ap}{100}}{365}$$

Explanation of the formula :

A = cost of purchase of a new locomotive ;
L = length of service of a locomotive fixed at a period of 30 years ;
p = interest at 6 %.

At the request of one of the High Contracting Parties the cost of purchase of the new locomotives shall be submitted for revision. The cost of hire shall be fixed afresh in accordance with the result of this revision.

Paragraph 3.

The provisions concerning the method of handing over and receiving the locomotives are laid down in the regulations dealing with executive measures. The same shall apply to the tools and locomotive accessories.

§ 4.

Lors de la remise des locomotives, l'Administration des chemins de fer allemande fournira simultanément, pour chaque série de vingt locomotives d'un même type, une réserve en pièces de rechange, dont l'espèce et la quantité sont prévues par le Règlement d'application.

Les pièces de rechange qui deviendraient nécessaires, en outre (trains de roues, cylindres, boîtes d'essieu, etc.), seront fournies par l'Administration des chemins de fer allemande sur la demande de l'Administration des chemins de fer polonaise, dans chaque cas où ces pièces deviendraient nécessaires pour des réparations, en tant que ces dernières n'auront pas été effectuées dans les ateliers allemands.

Toutes les pièces de rechange seront fournies aux prix facturés à des tiers par l'Administration des chemins de fer allemande.

§ 5.

Les réparations courantes de peu d'importance seront effectuées dans les ateliers polonais. Par contre, les revisions annuelles conformes aux règlements polonais, ainsi que toutes les autres réparations plus considérables, seront effectuées en principe dans les ateliers allemands.

Les ateliers de chemins de fer allemands procéderont à la réparation des locomotives louées à l'Administration polonaise aussi rapidement que faire se pourra.

Toutes les réparations des locomotives louées à l'Administration des chemins de fer polonaise seront à la charge de cette dernière. Les frais occasionnés par les réparations dans les ateliers allemands seront calculés aux mêmes prix qu'envers des tiers.

§ 6.

Si le Gouvernement polonais, après expiration du délai de cinq ans, renonce à un secours ultérieur en locomotives allemandes ou si une diminution du nombre des locomotives est convenue dans le courant de ce délai, l'Administration des chemins de fer polonaise aura le droit de régler la restitution des locomotives, de manière à ce que toute locomotive soit rendue dans le même stade de revision périodique dans lequel elle se trouvait lors de la remise, même si, de ce fait, la restitution devait subir un certain retard.

La présentation, la revision et la prise de possession des locomotives à restituer se feront de la même manière que celle adoptée à la remise. En cas de constatation de détériorations provoquées par une usure anormale, on remédiera à ces détériorations dans des ateliers allemands aux frais de l'Administration des chemins de fer polonaise, à moins que cette dernière n'aime mieux faire faire ces réparations dans ses ateliers propres.

§ 7.

Le calcul des redevances de location pour les locomotives, des frais pour les réparations et pour les pièces de rechange, etc., se fera en monnaie allemande.

Article 43.

Les dispositions suivantes seront appliquées aux locomotives d'aide allemande fournies pour emploi passager :

§ 1.

Le total des locomotives nécessaires pour les trains susmentionnés, qui ne circulent que périodiquement, de même que le nombre et les types des locomotives d'aide à fournir par l'Allemagne, seront fixés, pour chaque cas spécial, d'un commun accord par les administrations de chemins de fer intéressées.

Paragraph 4.

When locomotives are handed over, the German railway administration shall furnish simultaneously spare parts for each series of 20 locomotives of one type, of which the kind and number are laid down in the regulations dealing with executive measures.

The necessary spare parts (sets of wheels, cylinders, axle boxes, etc.) shall be supplied by the German railway administration at the request of the Polish railway administration whenever these parts are required for repairs, so long as the latter have not been carried out in the German workshops. All spare parts shall be supplied at the prices charged to a third party by the German railway administration.

Paragraph 5.

Running repairs of minor importance, shall be carried out in the Polish workshops. On the other hand, the annual over-haul in accordance with the Polish regulations, as well as all more important repairs, shall as a rule be carried out in the German workshops.

The German railway workshops shall carry out the repairs of the locomotives hired by the Polish administration as rapidly as possible.

All repairs to locomotives hired by the Polish railway administration shall be at the cost of the latter. The cost of the repairs done in German workshops shall be calcutated at the same prices as those charged to a third party.

Paragraph 6.

If the Polish Government, after the expiration of the period of five years does not require further help in form of German locomotives, or if a reduction in the number of locomotives is agreed upon during this period, the Polish railway administration shall have the right to arrange for the restitution of the locomotives ; but every locomotive shall be delivered in the same condition of periodical repair as it was at the time of handing over, even if this stipulation cause a delay in restitution.

The delivery, inspection and taking possession of the locomotives to be restored shall be carried out in the same way as that employed in the handing over. In case of deterioration, caused by excessive use, such deterioration shall be made good in German workshops at the cost of the Polish railway administration, unless the latter prefers to carry out these repairs in its own workshops.

Paragraph 7.

Charges for the hire of engines and the cost of repairs of spare parts, etc., shall be made in German currency.

Article 43.

The following provisions shall be applied to German auxiliary engines supplied for occasional use :

Paragraph 1.

The total number of engines necessary for the above-mentioned trains, which only run periodically, and the number and types of auxiliary engines to be supplied by Germany, shall be fixed for each special case by mutual agreement between the railway administrations concerned.

§ 2.

Les taux de location journalière à calculer d'après la formule sous article 42, § 2, ne seront appliqués à ces locomotives que dans le cas où elles seraient restituées dans les dix premiers jours. Si elles sont retenues plus longtemps, les taux de location par jour seront augmentés de 200 marks pour chaque locomotive de trains de voyageurs, et de 180 marks pour chaque locomotive de trains de marchandises ; cette augmentation sera à appliquer dès le jour de la prise de possession des locomotives en question.

§ 3.

La remise de ces locomotives se fera de dépôt de locomotives à dépôt de locomotives sans les formalités prévues à l'article 42, § 3, mais contre accusé de réception à signer par les chefs allemands et polonais des dépôts de locomotives en question. La restitution des locomotives se fera de la même façon. Les administrations de chemins de fer intéressées conviendront des règles particulières.

§ 4.

L'Allemagne ne fournira point de pièces de rechange avec ces locomotives ; elle les fournira, le cas échéant, plus tard sur demande.

§ 5.

Les réparations courantes de peu d'importance seront effectuées dans les ateliers polonais aux frais de l'Administration de chemins de fer polonaise. Dans le cas où des réparations plus considérables seraient à effectuer à ces locomotives, elles seraient à restituer à l'Administration des chemins de fer allemande ; cette dernière fournira d'autres locomotives en état de service. Les frais occasionnés par la réparation de ces locomotives en ateliers allemands seront à la charge de l'Administration des chemins de fer allemande, à l'exception toutefois de frais qui seraient à payer pour la réparation des détériorations provoquées par une usure anormale, en tant que les détériorations sont survenues dans le service polonais.

§ 6.

Les redevances de location et les frais de réparation éventuellement à restituer seraient à calculer en monnaie allemande.

CHAPITRE III.

TRANSIT MILITAIRE.

Article 44.

Le transit des militaires allemands et des biens militaires allemands aura lieu conformément aux règles suivantes :

§ 1.

Sont considérées comme militaires dans le sens de la présente Convention, toutes les personnes en service actif appartenant à la force armée, sans distinguer si elles voyagent en tenue militaire ou en civil.

§ 2.

Les personnes isolées en tenue militaire allemande se serviront des trains ou parties de trains mentionnés à l'article 4 et destinés au transit privilégié, ou des trains destinés spécialement pour le transit militaire et mentionnés ci-dessous.

Il est interdit à ces personnes de se servir d'autres trains.

Paragraph 2.

The rates for daily hire, which shall be reckoned according to the rules contained in Article 42, paragraph 2, shall only apply to these engines if they are returned within the first ten days. If they are kept for a longer period, the charges for daily hire shall be increased by 200 marks for each passenger engine and 180 marks for each goods engine ; this increase shall be applicable from the day when possession of the engines is obtained.

Paragraph 3.

The handing over of these engines shall take place from one engine depot to the other, without the formalities provided for in Article 42, paragraph 3, but an acknowledgement of receipt shall be given to be signed by the German and Polish heads of the engine depots in question. The restitution of the engines shall take place in the same fashion. The railway administrations concerned shall agree as to special rules.

Parapraph 4.

Germany shall not supply any spare parts with these engines ; but, if necessary, she shall supply them on demand at a later date.

Paragraph 5.

Current repairs of minor importance shall be executed in the Polish workshops at the cost of the Polish railway administration. If more important repairs are required for these engines, they shall be restored to the German railway administration, which shall supply other engines in working order. The cost of the repairs to these engines in German workshops shall be charged to the German railway administration, with the exception, however, of the cost of repairs due to deterioration caused by excessive use, when the deterioration has occurred in Polish service.

Paragraph 6.

The charges for hire and cost of repairs if any, shall be calculated in German currency.

CHAPTER III.

MILITARY TRANSIT.

Article 44.

The transit of German soldiers and of German military property shall be subject to the following regulations :

Paragraph 1.

For the purposes of the present Convention, all persons on active service belonging to the armed forces shall be considered as soldiers, whether they travel in uniform or in mufti.

Paragraph 2.

Persons travelling alone in German uniform shall use the trains or parts of the trains referred to in Article 4 and detailed for privileged transit or trains especially detailed for military transit and referred to below.

Such persons are forbidden to use any other trains.

§ 3.

Les militaires isolés, profitant des trains ou parties de trains destinés au transit privilégié, ne pourront, en fait d'armes, emporter que leurs armes blanches (sabre, baïonnette) ; ils seront cependant tenus de déposer ces armes au fourgon de bagages pour le temps du transit en dehors du territoire allemand.

§ 4.

Pour assurer le transit des permissionnaires, des militaires isolés voyageant pour raison de service, des troupes et des biens militaires, un train militaire hebdomadaire pourra circuler dans les deux directions. Les militaires en civil pourront se servir de ces trains.

En général, les armes et les munitions ne peuvent pas être transportées par ce train. Néanmoins, les militaires se servant de ce train auront le droit d'emporter dans le train leurs armes blanches, leur fusil, pistolet ou revolver avec la quantité réglementaire de munitions portatives.

Les autorités allemandes seront tenues d'annoncer aux autorités polonaises le départ de ce train au moins 24 heures avant sa mise en route.

§ 5.

Les armes blanches, fusils, pistolets, revolvers, ainsi que leurs munitions, transportés par les trains prévus au § 4 devront être déposés, pour le temps du transit en dehors du territoire allemand, dans des wagons spécialement désignés à cet effet. Ces wagons seront groupés spécialement dans le train et seront escortés par un personnel appartenant au pays de transit, dont le nombre ne dépassera pas deux hommes par wagon.

Les wagons destinés aux voyageurs militaires seront réunis en un groupe et convoyés par des agents douaniers, conformément à l'article 82.

§ 6.

Pour le transit des biens militaires en général, y compris les armes et les munitions dont le § 4 exclut le transport, un train de marchandises militaire hebdomadaire pourra circuler dans les deux directions. La mise en marche de ces trains devra être annoncée conformément au § 4, alinéa 3.

§ 7.

Les biens militaires, exigeant une surveillance ou un service spécial, pourront être accompagnés dans ces trains par des soldats allemands au nombre de deux convoyeurs tout au plus par wagon de chevaux et d'un homme par wagon de matériel.

Les autorités douanières du pays de transit auront, dans ce cas, le droit d'exercer leur contrôle sur ces wagons par leurs agents, dont le nombre ne pourra pas dépasser deux par dix wagons.

Les convoyeurs allemands pourront emporter dans le train leurs armes blanches, qu'ils devront néanmoins déposer dans le wagon de service pour le temps du transit en dehors du territoire allemand.

§ 8.

Pour assurer le transit des permissionnaires en tenue militaire ou en civil à l'occasion des fêtes de Noël et de Pâques, des trains spéciaux, exclusivement pour permissionnaires, pourront circuler conformément à un arrangement à faire préalablement entre les autorités ferroviaires allemandes et polonaises. Les dispositions du § 3 concernant le transit des militaires isolés seront appliquées également à ces trains.

§ 9.

Pour le maintien de l'ordre intérieur dans les trains en question, une escorte allemande composée d'un officier et de dix soldats tout au plus pourra accompagner les trains prévus aux §§ 4

Paragraph 3.

Soldiers travelling alone in trains or parts of trains detailed for privileged transit shall only carry their sidearms (swords and bayonets) ; they shall, however, leave these arms in the luggage-van while travelling outside German territory.

Paragraph 4.

In order to provide for the transit of men on leave, soldiers travelling alone on duty and troops and military property, one military train per week shall run in each direction. Soldiers in mufti shall be entitled to use these trains.

As a general rule, arms and ammunition may not be transported in these trains. Soldiers using these trains shall, however, be entitled to take with them in the train their side-arms and their rifles, pistols or revolvers with the regulation amount of portable ammunition.

The German authorities shall notify the Polish authorities of the departure of this train at least twenty-four hours before it starts.

Paragraph 5.

The side-arms, rifles, pistols and revolvers and their ammunition, when carried in the trains provided for in Section 4, shall, for the period of transit outside German territory be left in wagons specially detailed for this purpose. These wagons shall be given a special place in the train and shall be guarded by personnel belonging to the country of transit, not exceeding two men per wagon.

Carriages detailed for soldiers shall be grouped together and shall be accompanied by customs officials in conformity with Article 82.

Paragraph 6.

For the transit of military property in general, including arms and ammunition, the transport of which is prohibited under paragraph 4, one military goods train per week shall run in each direction. The departure of these trains shall be notified in conformity with paragraph 4, sub-paragraph 3.

Paragraph 7.

Military property which requires special supervision or attention may be accompanied in these trains by German soldiers to the number of not more than two per horse-box, and one per goods-wagon.

The customs authorities of the country of transit shall, in this case, be entitled to have these wagons examined by their officials, whose number shall not exceed two per ten wagons.

The German escort may take their side-arms with them in the train but shall leave them in the service wagon during the period of transit outside German territory.

Paragraph 8.

In order to provide for the transit of soldiers on leave in uniform or in mufti at Christmas and Easter, special trains for the exclusive use of soldiers on leave may run, in conformity with an arrangement to be previously made between the German and Polish railway authorities. The regulations of paragraph 3 concerning the transit of soldiers travelling alone shall also apply to these trains.

Paragraph 9.

For the maintenance of order in these trains, a German escort consisting at the most of one officer and ten soldiers shall accompany the trains provided for in paragraphs 4 and 8. This escort

et 8. Cette escorte ne pourra garder que ses armes blanches et ses pistolets avec charge complète et chargeur de rechange contenu dans la gaine.

§ 10.

Les transports militaires prévus aux §§ 4, 6 et 8 s'effectueront en wagons fournis par l'Allemagne, avec des locomotives et un personnel polonais. Les locomotives seront livrées à cet effet conformément aux règles prévues par la présente Convention pour le transit civil.

§ 11.

Les trains militaires prévus par les §§ 4, 6 et 8 seront dirigés par la ligne Chojnice-Tczew-Marienburg.

En cas d'interruption de mouvement ou de difficultés qui pourraient se produire sur cette ligne, les transports s'effectueront sur une ligne à convenir entre les autorités ferroviaires intéressées.

§ 12.

Chaque train militaire de marchandises prévu par le § 6 devra être composé d'au moins 25 wagons chargés.

Dans le cas où le nombre des voyageurs, dans les trains militaires prévus par les §§ 4 et 8, serait inférieur à 400, le prix d'un nombre de billets de 3e classe, égal à la différence entre 400 et le chiffre des voyageurs, devra être remboursé par l'Allemagne.

Dans les trains mixtes prévus par le § 4 (pour militaires et biens militaires), la charge d'un wagon de marchandises sera considérée comme équivalente à seize voyageurs pour l'application de l'alinéa ci-dessus.

Néanmoins, pour faciliter à l'Allemagne la mise en route des trains prévus par le § 4, dans le cas où le nombre des militaires et la charge des biens militaires à transporter par ces trains seraient inférieurs au nombre indiqué ci-dessus, l'Allemagne pourra exceptionnellement y ajouter un certain nombre de wagons chargés de marchandises civiles en transit, jusqu'au nombre nécessaire pour exploiter la force de traction de la locomotive. Pour l'application du minimum de 400 voyageurs stipulé ci-dessus, la charge de chaque wagon, de marchandises civiles sera également considérée comme équivalente à seize voyageurs.

Article 45.

Les mesures pour assurer la liaison entre les autorités intéressées, ainsi que les règles spéciales pour le transit des trains militaires, sont stipulées dans le Règlement d'application.

Article 46.

En cas d'une interruption des communications ferroviaires, télégraphiques et téléphoniques, l'Allemagne pourra se servir, dans le but de maintenir la liaison entre la Prusse orientale et le reste de l'Allemagne, d'automobiles isolées transportant chacune deux personnes en tenue militaire, munies seulement de leurs armes blanches, le mécanicien et son aide non compris. Ces automobiles ne seront soumises à aucune obligation de douane et de passeport, mais chacune devra être accompagnée d'un agent du pays de transit.

Les militaires allemands auront à se soumettre aux injonctions de ces agents ayant pour but d'assurer le service douanier ainsi que l'ordre public.

Les dites automobiles suivront les routes prévues par la présente Convention pour la circulation des automobiles en transit.

shall only retain its side-arms and its pistols, with one complete charge, and one refill in the pouches.

Paragraph 10.

The military transport provided for in paragraphs 4, 6 and 8 shall be effected by wagons provided by Germany with Polish personnel and engines. The engines shall be delivered for this purpose in conformity with the rules laid down for civilian transit by the present Convention.

Paragraph 11.

The military trains provided for in paragraphs 4, 6 and 8 shall travel via Chojnice-Tczew-Marienburg.

In the event of interruption of traffic or other difficulties occurring on this line, the transport shall be effected by a route to be agreed upon by the railway authorities concerned.

Paragraph 12.

Each of the military goods trains provided for in paragraph 6 shall consist of at least 25 loaded wagons.

Should the number of travellers in the military trains provided for in paragraphs 4 and 8, be less than 400, Germany shall repay the cost of a number of third-class tickets equal to the difference between 400 and the number of travellers.

In applying the above sub-paragraph to the mixed trains referred to in paragraph 4 (for soldiers and military property), the load of a goods wagon shall be considered as equivalent to sixteen passengers.

In order to render it easier for Germany to run the trains provided for in paragraph 4, should the number of soldiers or the load of military property to be transported in these trains be lower than the figure indicated above, Germany may, in exceptional cases, add a certain number of wagons loaded with civilian goods in transit up to the number necessary to make full use of the traction power of the engine. In applying the minimum of 400 travellers provided for above, the load of each wagon of civilian goods shall also be considered as equivalent to sixteen passengers.

Article 45.

The measures for ensuring co-operation between the authorities concerned, and the special regulations for the transit of military trains are laid down in the Rules for Application.

Article 46.

In the event of railway, telegraphic and telephonic communications being interrupted, Germany may employ, with a view to maintaining connection between East Prussia and the remainder of Germany, individual motor-cars, each containing, in addition to the driver and his assistant, two persons in uniform carrying only their side-arms. These motor-cars will not be subject to any customs or passport formalities, but each shall be accompanied by an officical of the country of transit.

German soldiers shall obey the instructions of these officials with a view to safeguarding the customs service and public order.

These cars shall use the roads specified in the present Convention for the circulation of motor-cars in transit.

Article 47.

Le transport des militaires et des biens militaires polonais à travers le territoire allemand situé sur la rive droite de la Vistule est assuré à la Pologne strictement et dans les mêmes conditions que celles qui sont accordées à l'Allemagne par la présente Convention.

Les clauses stipulées ci-dessus et relatives aux transports militaires allemands seront appliquées par analogie aux transports militaires polonais.

La ligne Deutsch Eylau-Marienburg est désignée comme ligne de transit.

Article 48.

Les frais de l'escorte et des convoyeurs incomberont à la partie expéditrice, conformément aux stipulations concernant le trafic en transit privilégié prévu par la présente Convention.

Article 49.

En tant que les dispositions du présent chapitre et du Règlement d'application n'en disposent pas autrement, les règles générales de la présente Convention concernant le transit civil sont applicables au transit militaire.

Les biens militaires transportés par voie d'eau seront soumis aux règles prévues pour le transport en transit des marchandises civiles aux chapitres V et VII de la présente Convention.

CHAPITRE IV.

Postes, Télégraphes et Téléphones.

Article 50.

L'Allemagne aura le droit; conformément aux besoins de son trafic postal, d'expédier sur les parcours de chemins de fer destinés au transit privilégié entre la Prusse orientale et le reste de l'Allemagne, à travers le territoire cédé, des envois postaux de toute sorte dans ses propres wagons (wagons-poste et fourgons). Ce droit sera étendu au territoire de la Ville libre de Dantzig.

L'Administration des postes allemande aura le droit de placer dans chaque train rapide et omnibus un wagon-poste allemand convoyé par des employés allemands. Les wagons-poste et fourgons clos seront transportés dans les trains de marchandises de grande vitesse et — à défaut d'un tel train — dans les trains de marchandises ordinaires.

Article 51.

L'Administration des postes polonaise aura le droit d'utiliser en même temps, sur les parcours polonais, pour le transport de ses envois postaux, les wagons-poste directs convoyés par des employés de poste allemands, en tenant compte de l'espace disponible. L'Administration des postes de la Ville libre de Dantzig aura le même droit sur les parcours de la Ville libre.

Toutefois, l'Administration des postes allemande ne sera pas tenue d'accrocher aux trains des wagons-poste, si les intérêts du trafic allemand ne l'exigent.

Article 52.

Dans chaque wagon-poste convoyé par des employés de poste allemands pourra voyager en même temps un fonctionnaire des postes polonais qui, le cas échéant, manipule simultanément le

Article 47.

The transport of Polish soldiers and military property through the German territory situated on the right bank of the Vistula shall be guaranteed strictly to Poland on the same conditions as those granted to Germany by the present Convention.

The clauses laid down above regarding German military transport shall similarly apply to Polish military transport,.

The Deutsch Eylau-Marienburg line shall be used for transit.

Article 48.

The expenses of the escort and of the convoying officials shall be borne by the senders in conformity with the regulations concerning the privileged transit traffic provided for in the present Convention.

Article 49.

In so far as the regulations contained in this Chapter and in the Executive Regulations do not provide to the contrary, the general rules laid down by the present Convention regarding civilian transit shall be applicable to military transit..

Military property transported by water shall be subject to the rules laid down in Chapters V and VII of the present Convention for the transport of civilian goods in transit.

CHAPTER IV.

Posts Telegraphs and Telephones.

Article 50.

Germany shall have the right, in accordance with the requirement of her postal traffic, to send mails and postal parcels of every kind in her own wagons (mail and parcel vans) on the railway lines appointed for privileged transit between East Prussia and the rest of Germany through the ceded territory. This right shall also extend to the territory of the Free City of Danzig.

The German postal administration shall be entitled to attach one German mail van escorted by German officials to each express or slow train. The mail vans and closed vans shall be conveyed by express goods trains and, failing such trains, by ordinary goods trains.

Article 51.

The Polish Postal Administration shall be entitled to use the through mail vans escorted by German postal officials on the Polish lines for the transport of its mails and postal parcels in so far as there is space available. The Postal Administration of the Free City of Danzig shall have the same right on the railway lines of the Free City.

The German Postal Administration however, shall not be bound to add mail vans to the trains, unless the interests of German traffic demand it.

Article 52.

A Polish postal official shall be entitled to travel in each mail van escorted by German postal officials, and, if necessary, shall deal with the Polish mails. This Polish official shall not be en-

courrier polonais. Ce fonctionnaire polonais n'est pas autorisé à s'immiscer dans les affaires intérieures du service allemand. Il n'est pas permis au dit employé des postes polonais d'examiner le chargement postal allemand. Toutefois, il pourra, sans déranger les opérations de service allemandes, veiller à ce que, dans les wagons-poste allemands, ne soient pas transportés des objets n'entrant pas dans le cadre des envois postaux. Il ne sera permis aux employés allemands de transporter avec eux que des objets et des vivres nécessaires à leur usage personnel pendant le parcours à travers le territoire de transit.

Le fonctionnaire des postes polonais voyageant dans le wagon-poste allemand veillera à ce que les stipulations de l'article 54 soient observées. De plus, il représente le personnel des postes allemand devant les autorités polonaises et dantzicoises. Il sera tenu de faire constater par écrit, par les employés allemands, les irrégularités relevées par lui et d'en faire seulement un rapport à ses chefs en s'abstenant de tout empiétement dans les affaires du personnel allemand.

La Ville libre de Dantzig aura également le droit de faire convoyer par ses propres agents postaux les wagons-poste allemands à travers le territoire dantzicois. Les dispositions stipulées au présent article, concernant les convoyeurs polonais, seront également à appliquer aux convoyeurs dantzicois.

Article 53.

L'Administration des chemins de fer polonaise ou dantzicoise est tenue de transporter, d'après ses instructions générales des chemins de fer, les wagons-poste et fourgons clos reçus de l'Administration des chemins de fer allemande et plombés par les bureaux postaux et douaniers allemands.

Article 54.

Les boîtes aux lettres des wagons-poste allemands devront rester fermées sur le territoire polonais et dantzicois. Les fonctionnaires des postes allemands ne devront pas non plus se mettre en communication, sur le territoire de transit, avec le public. Il leur est défendu de quitter les wagons-poste et de recevoir ou de livrer aucun objet pendant le séjour en territoire polonais ou dantzicois. Un échange quelconque de courrier ou de colis postaux sur le territoire de transit ne pourra avoir lieu qu'après un accord entre les administrations locales intéressées, et uniquement par l'intermédiaire du fonctionnaire des postes polonais ou dantzicois voyageant dans les wagons-poste allemands.

Article 55.

Le transport du personnel (voir article 50) convoyant les wagons-poste allemands est gratuit.

Article 56.

Les ambulants allemands devront être pourvus d'une attestation du bureau des postes ambulant allemand, libellée en langues allemande et polonaise et indiquant le nombre des fonctionnaires autorisés à voyager pour le service dans chaque wagon-poste allemand.

Article 57.

Seront transportés dans les wagons-poste allemands transitant à travers le territoire polonais et dantzicois, les envois postaux suivants de toutes sortes :

a) Les envois postaux en provenance de la Prusse orientale et à destination du reste de l'Allemagne et vice versa ;

b) Les envois postaux en provenance de l'étranger et à destination de l'Allemagne (y compris la Prusse orientale) et vice versa.

titled to interfere in the internal affairs of the German postal service. The Polish postal official shall not be allowed to examine the German postal matter. He shall, however, be entitled, without interfering with the German postal service, to see that articles not included in the category of mails and postal parcels shall not be transported in the German mail vans. The German staff shall be allowed to take with them only the articles and food necessary for their private use during the journey across the territory of transit.

The Polish postal official travelling in the German mail van shall see that the provisions of Article 54 are observed. In addition he shall represent the personnel of the German postal service before the Polish and Danzig authorities. He shall obtain a statement in writing from the German staff in regard to any irregularities observed by him, and shall confine himself to making a report to his superiors, refraining from any interference in the affairs of the German personnel.

The Free City of Danzig shall also be entitled to have the German mail vans escorted across the territory of Danzig by its own agents. The regulations laid down in the present Article in regard to the Polish escort shall apply also to the Danzig escort.

Article 53.

The Polish and Danzig railway administrations shall transport, in accordance with their general railway regulations, the mail vans and closed vans handed over by the German railway administration, and sealed by the German postal and Customs authorities.

Article 54.

The letter boxes of the German mail vans shall not be opened in Polish or Danish territory. Further, the German postal officials shall not communicate with the public in the territory of transit. They shall be forbidden to leave the mail vans or to receive or deliver any article during their stay in Polish or Danzig territory. The transfer of mails or postal parcels in the territory of transit shall be contingent upon an agreement between the local administrations concerned, and shall be made solely through the Polish or Danzig postal official travelling in the German mail vans.

Article 55.

The transport of personnel (See Article 50) escorting German mail vans shall be free of charge.

Article 56.

The German travelling officials shall be provided with a certificate from the German travelling postal department drawn up in German and Polish and stating the number of officials authorised to travel on duty in each German mail van.

Article 57.

(a) Mails and parcels of every description coming from East Prussia and proceeding to a destination in the remaining part of Germany and vice versa ;

(b) and mails and parcels coming from abroad proceeding to Germany (including East Prussia) and vice versa, shall be carried in the German post-office vans in transit through Polish and Danzig territory.

Le transport dans les wagons-poste des « dépêches » de transit de toutes sortes en provenance de l'étranger et à destination de l'étranger fera l'objet d'un accord préalable entre les administrations des postes allemande et polonaise.

Article 58.

Dans le cas où un wagon-poste allemand ne serait pas accroché à un train privilégié, le personnel polonais ou dantzicois du chemin de fer pourra, après accord entre les administrations locales, être chargé du transport, à travers le territoire polonais et dantzicois, des sacs de lettres accompagnés d'une lettre de voiture.

Article 59.

Pour le transport à travers le territoire polonais des wagons allemands en transit (wagons-poste et fourgons), y compris les envois postaux (voir article 57 *a* et *b*), ainsi que des objets d'équipement des wagons-poste et des convoyeurs allemands, les redevances devront être versées à l'Administration des postes polonaise d'après un taux fixé dans le règlement d'application par essieu-kilomètre des wagons-poste ou fourgons. Le dit taux devra comprendre les frais du convoiement des wagons-poste ambulants allemands, ainsi que la prime pour les risques de la responsabilité prévue à l'article 60.

En tant que l'Administration des chemins de fer de la Ville libre de Dantzig participera au transit postal allemand, cette administration recevra également des taxes par essieu-kilomètre, telles qu'elles sont stipulées dans le Règlement d'application.

Article 60.

L'Administration des postes allemande est responsable des envois postaux transportés dans les wagons allemands convoyés par des employés allemands des postes, à moins qu'une faute puisse être imputée à l'administration des chemins de fer exploitante.

En cas d'accident de chemin de fer, l'administration exploitante sera responsable en ce qui concerne les agents des postes, ainsi que les envois postaux et les wagons-poste, dans la même mesure que pour les voyageurs, pour les marchandises et pour les wagons de chemin de fer.

L'Administration des chemins de fer polonaise ou dantzicoise sera responsable vis-à-vis de l'Administration des postes allemande des envois postaux transportés dans les wagons allemands clos, au même degré qu'elle est responsable, d'après ses règlements, vis-à-vis des Administrations des postes polonaise ou dantzicoise.

Si les colis postaux recommandés ou à valeur déclarée sont transportés dans les wagons-poste ou fourgons clos, la responsabilité des Administrations des chemins de fer polonaise ou dantzicoise ne pourra dépasser celle qui lui incombe pour des colis ordinaires expédiés par chemin de fer.

La Pologne et la Ville libre de Dantzig ne seront pas tenues de payer une indemnité pour la perte ou la spoliation des sacs de lettres transportés par l'intermédiaire des agents de chemins de fer polonais ou dantzicois.

En cas de transbordement d'envois postaux allemands effectué par suite de dételage d'un wagon-poste allemand convoyé, la responsabilité pour les envois postaux allemands passera à l'Administration des postes polonaise ou dantzicoise si, après remise faite, le personnel des postes polonais ou dantzicois continue à transporter les envois allemands. L'Administration des postes polonaise ou dantzicoise sera, dans ce cas, tenue à payer une indemnité à fixer dans les mêmes limites et d'après les mêmes prescriptions selon lesquelles l'Administration postale allemande est responsable vis-à-vis des expéditeurs.

Article 61.

Si, pendant la route de transit, un wagon-poste allemand devient inutilisable, soit à la suite d'un échauffement, soit pour d'autres raisons, l'Administration polonaise ou dantzicoise (admi-

The transport in mail vans of mails (depêches) in transit of every kind coming from abroad and with foreign destinations, shall be regulated by previous agreement between the German and Polish postal administrations.

Article 58.

In the event of a German mail van not being attached to a privileged train, the Polish or Danzig railway personnel may, subject to previous agreement between the locol administrations, be entrusted with the transport, across Polish and Danzig territory, of the mail bags accompanied by a way-bill.

Article 59.

For the transport across Polish territory of German wagons in transit (mail vans and vans) including the mails and postal parcels (see Article 57 *(a)* and *(b)*,) the equipment of the mail vans and the equipment of the German escort, payment shall be made to the Polish Postal Amdinistration in accordance with the rate per kilometre of the distance run by the mail vans or vans, as fixed in the executive regulations. This rate shall include the cost of escorting the German travelling mail vans and the insurance premium for the risks attaching to liabilities specified in Article 60.

In so far as the transport of German mail vans in transit is effected by the Railway Administration of the Free City of Danzig, the latter shall also receive payment per kilometre travelled, as provided for in the executive regulations.

Article 60.

The German Postal Administration shall be responsible for the mails and postal parcels carried in the German vans escorted by German postal employees, unless negligence can be proved against the Administration operating the railway concerned.

In case of a railway accident, the administration operating the line in question shall be responsible as regards the postal officials and the mail vans in the same measure as it is responsible for the passengers, goods and railway wagons.

The Polish or Danzig Railway Administrations shall be responsible to the German Postal Administration for the mails and postal parcels carried in the closed German vans in the same measures as they are responsible, according to their own regulations, to the Polish or Danzig Post Administrations.

If registered postal parcels or parcels of declared value are carried in mail vans or closed vans, the liability of the Polish or Danzig Railway Administrations in respect of these parcels shall not exceed their liability in respect of ordinary parcels sent by rail.

Poland and the Free City of Danzig shall not be obliged to pay compensation for the loss or theft of mail bags transported by the officials of the Polish or Danzig railways.

In case of transfer of German mails, necessitated by the uncoupling of an escorted German mail van, the Polish or Danzig Postal Administration shall be responsible for the German mails and postal parcels, if after the transfer, the staff of the Polish or Danzig postal service continues to effect the transport of the German mails. The Polish or Danzig Postal Administration shall in this case be obliged to assume responsibility for compensation in the same measure and in accordance with the same regulations as would be incumbent upon the German Postal Administration with regard to the senders.

Article 61.

If, in the course of transit, a German mail van becomes unfit for use, either as the result of overheating or for other reasons, the Polish or Danzig Administration (Postal or Railway

nistration des postes ou des chemins de fer) aura aussitôt à pourvoir au remplacement dudit wagon au mieux des intérêts du service postal.

Article 62.

Le trafic télégraphique et téléphonique de transit entre la Prusse orientale et le reste de l'Allemagne sera effectué à l'aide des lignes directes appropriées.

Les numéros des fils destinés à ce service sont fixés par le Règlement d'application ; les administrations des postes et télégraphes intéressées pourront convenir de l'échange de certains fils contre d'autres.

Dès que l'Allemagne sera en mesure de pourvoir à ses besoins par d'autres voies, elle renoncera à utiliser une partie correspondante des lignes polonaises et dantzicoises mises à sa disposition.

Article 63.

Le trafic téléphonique et télégraphique de transit comprend

a) Les télégrammes et les conversations téléphoniques en provenance de la Prusse orientale et à destination du reste de l'Allemagne, et vice versa ;

b) Les télégrammes en provenance de l'étranger à destination de l'Allemagne (y compris la Prusse orientale), et vice versa.

Article 64.

Pour l'usage de chaque fil télégraphique, y compris son entretien, l'Allemagne payera à la Pologne une indemnité forfaitaire calculée sur la base de 5,000 mots par jour et se montant pour chaque mot au cinquième du tarif télégraphique en vigueur en Allemagne pour un mot. Quant au circuit téléphonique (deux fils unis), la même rétribution que pour un fil télégraphique lui sera appliquée. Le paiement se fera par trimestre en monnaie allemande.

Cette indemnité forfaitaire comprendra l'indemnité pour l'usage et pour l'entretien des fils se trouvant sur le territoire polonais, ainsi que, le cas échéant, des fils se trouvant sur le territoire danzicois, appartenant à la Pologne ou administrés par elle.

Quant aux fils se trouvant sur le territoire de la Ville libre de Dantzig et appartenent à l'administration des télégraphes danzicoise, l'Allemagne remboursera à la Ville libre de Dantzig les frais d'entretien effectifs.

Les remboursements à verser en monnaie dantzicoise à la Ville libre de Dantzig comprendront tant l'usage des fils que leur entretien.

Article 65.

Les dispositions de l'article 64 concernant l'indemnité forfaitaire pour l'usage, y compris l'entretien, des fils télégraphiques et téléphoniques employés en transit entre la Prusse orientale et le reste de l'Allemagne seront soumises chaque année à une revision, sur la demande de l'Allemagne ou de la Pologne.

Les taux ainsi modifiés seront applicables dès le commencement de chaque année budgétaire (1er avril) ; la demande de revision doit être présentée au plus tard un trimestre avant le 1er avril.

Article 66.

Les dispositions du présent chapitre (IV) seront applicables d'une manière analogue au trafic postal, télégraphique et téléphonique de la Pologne avec la Ville libre de Dantzig, à travers le territoire allemand, sur la rive droite de la Vistule, tel qu'il est spécifié à l'article 96 du Traité de Versailles.

Administration) shall forthwith take measures to replace this van in the best interest of the postal service.

Article 62.

Telegraphic and telephonic communication in transit between East Prussia and the rest of Germany shall be effected by means of the appropriate direct lines.

The numbers of the lines detailed for this service are specified in the Rules for Application ; the Postal and Telegraphic Administrations concerned may agree upon the exchange of certain lines for others.

As soon as Germany shall be in a position to provide for her needs by other lines, she shall give up the use of a corresponding number of the Polish and Danzig lines which have been placed at their disposal.

Article 63.

Telephonic and Telegraphic Communications in Transit include :

(a) Telegrams and telephonic communication between East Prussia and the remainder of Germany ;

(b) Telegrams coming from abroad and destined for Germany (includind East Prussia) and vice versa.

Article 64.

For the use of each telegraph line including the cost of its upkeep, Germany shall make a fixed payment to Poland calculated on the basis of 5,000 words per day, each word being calculated at one-fifth of the telegraph rate per word in force in Germany. As regards the telephone circuit (double wires) Germany shall make a similar payment as for a telegraph line. Payment shall be made quarterly in German currency.

This fixed payment shall include compensation for the use and upkeep of the wires in Polish territory, and, should the case arise, for the wires belonging to Poland or administered by her in Danzig territory.

As regards wires situated in the territory of the Free City of Danzig and belonging to the Danzig telegraph administration, Germany shall refund to the Free City of Danzig the actual cost of upkeep.

The payment to be made to the Free City of Danzig in Danzig currency shall cover both the use of the lines and their upkeep.

Article 65.

The provisions of Article 64 concerning the fixed payment for the use and upkeep of the telegraphic and telephonic lines used for transit between East Prussia and the rest of Germany shall be revised yearly at the request of Germany or of Poland.

The rates thus amended shall apply from the beginning of each financial year (April 1) ; the request for revision shall be submitted not later than three months before April 1.

Article 66.

The regulations of the present Chapter (IV) shall apply in the same way as in the case of the postal, telegraphic and telephonic communications between Poland and the Free City of Danzig across the German territory on the right bank of the Vistula, as specified in Article 96 of the Treaty of Versailles.

CHAPITRE V

NAVIGATION

Article 67.

Le libre transit entre la Prusse orientale et le reste de l'Allemagne par eau s'étend à toutes les voies navigables et flottables se trouvant sur le territoire cédé par l'Allemagne à la Pologne, sur le territoire dantzicois, ainsi que sur les eaux territoriales polonaises et dantzicoises. Il comprend toutes espèces de navires, à savoir: les chalands, radeaux, remorqueurs, convois, vapeurs et bateaux de toutes catégories ainsi que leur chargement, à l'exclusion des bâtiments de guerre.

Au transit par les voies d'eau ne seront admis que les chalands, remorqueurs, vapeurs, bateaux de toutes catégories, domiciliés soit dans un des ports allemands, soit dans un des ports polonais ou dans un des ports dantzicois. Toutefois, la Pologne et la Ville libre de Dantzig pourront admettre au transit, sur la demande de l'Allemagne, des navires domiciliés dans d'autres ports.

Quant aux radeaux, seront admis au transit, tous les radeaux se rendant de la Prusse orientale dans le reste de l'Allemagne et vice versa.

Article 68.

Sur le parcours, il ne pourra être perçu des taxes d'aucune autre espèce que les taxes ayant un caractère de rétribution et destinées exclusivement à couvrir d'une manière équitable les frais d'entretien de la navigabilité ou d'amélioration des voies d'eau et de leur accès, ou destinées à subvenir à des dépenses faites dans l'intérêt de la navigation. Le tarif en sera calculé d'après ces frais et dépenses et sera affiché dans les ports. Le Gouvernement allemand sera avisé, dans le plus bref délai possible, par voie diplomatique, de chaque modification apportée au tarif avant la mise en vigueur de cette modification.

Article 69.

Les certificats des mécaniciens, des chauffeurs et des bateliers, ainsi que les certificats des chaudières, délivrés par les pays bénéficiaires du droit de transit seront reconnus valables par les autorités du pays transitaire.

Quant aux bateliers, au personnel d'équipe et aux membres des familles de ces personnes, occupés au transport en transit et séjournant passagèrement dans le pays transitaire, leurs droits et obligations personnels de caractère public (spécialement en ce qui concerne des impôts directs et la prévoyance sociale) seront réglés durant ce séjour d'après les lois du pays bénéficiaire du droit de transit.

Dans le cas où ces personnes exerceraient pendant ce séjour encore une autre profession dans le pays de transit, elles seraient soumises, pour leur autre profession, aux lois du pays de transit.

Article 70.

Les navires mentionnés à l'article 67 ne pourront aborder qu'aux endroits où un service de douane ou un bureau de police aura été établi ; la liste de ces endroits sera communiquée au Gouvernement allemand dans les deux mois après la mise en vigueur de la présente Convention. Les modifications à apporter dans cette liste à l'avenir seront communiquées au Gouvernement allemand dans le plus bref délai possible. Pour des raisons importantes, les bateaux pourront aborder dans d'autres endroits ; un règlement spécial de douane et de passeports fixera la façon de procéder dans ce cas.

CHAPTER V.

NAVIGATION.

Article 67.

There shall be free transit between East Prussia and the rest of Germany by water on all waterways suitable for navigation or rafting in the territory ceded by Germany to Poland, in Danzig territory and in the territorial waters of Poland and Danzig. This applies to every kind of vessel, namely, to barges, rafts, tugs, convoys, steamers and vessels of every class and their cargo, but excludes warships.

Transit on the waterways shall only be open to barges, tugs, steamers and vessels of every class registered at a German, Polish or Danizg port. Poland and the Free City of Danzig may, however, at the request of Germany, allow the transit of vessels registered at other ports.

Transit shall be open to all rafts proceeding from East Prussia to the rest of Germany and vice versa.

Article 68.

No dues shall be collected on the voyage other than dues of a compensatory nature imposed solely with a view to meeting in an equitable manner the cost of maintaining the waterways and the access thereto in a navigable condition, or to improving them, or with a view to meeting expenditure incurred in the interests of navigation. The tariff shall be calculated on the basis of these costs and expenses, and shall be posted in the ports. The German Government shall be notified as soon as possible through diplomatic channels of every change made in this tariff before the change comes into force.

Article 69.

The certificates of the engineers, firemen and masters and the boiler certificates granted by the country enjoying the right of transit shall be recognised as valid by the authorities of the country of transit.

The public rights and personal obligations (particularly as regards direct dues and social insurance) of masters, crews and families of persons occupied in transit traffic, staying temporarily in the country of transit, shall be regulated during thier stay in accordance with the laws of the country enjoying the right of transit

If these persons should enter other employment during their stay in the country of transit, they shall be subject to the laws of the country of transit in regard to their other occupation.

Article 70

The vessels mentioned in Article 67 shall only touch places where a customs office or police station is established ; a list of these places shall be communicated to the German Government within two months from the putting into force of the present Convention. Changes made in this list at a later date shall be communicated to the German Government as soon as possible. In urgent cases vessels may touch at other places ; special customs and passport regulations will fix the procedure in such cases.

Pour l'application des règlements de la police de navigation, ainsi que pour toutes autres raisons importantes, l'équipage des radeaux pourra procéder à leur composition ou décomposition.

Le halage sur les rives y appropriées pourra se faire sans avertissement spécial à la police. Les prescriptions policières concernant le halage devront être observées.

Article 71.

Le transbordement en cours de route des marchandises en transit ne pourra être effectué que dans les endroits qui seront fixés par les administrations polonaises ou dantzicoises. La liste de ces endroits sera communiquée par le Gouvernement polonais au Gouvernement allemand, au plus tard deux mois après la mise en vigueur de la présente Convention. Les modifications à apporter dans cette liste à l'avenir seront communiquées au Gouvernement allemand dans le plus bref délai possible. Le transbordement mentionné ci-dessus sera soumis au contrôle de la douane, dont les frais incomberont au batelier.

Article 72.

La procédure à suivre dans le cas d'urgence, où les personnes mentionnées à l'article 69 seraient obligées de retourner à leur domicile, est fixée dans le Règlement d'application.

Article 73.

Tant qu'en Pologne, en Allemagne et sur le territoire de la Ville libre de Dantzig, le rationnement des vivres indispensables subsistera, les bateliers allemands transitant en Pologne ou sur le territoire de la Ville libre de Dantzig et les bateliers polonais et dantzicois transitant en Allemagne seront traités, en ce qui concerne le mode d'allocation des vivres, ainsi que le prix, la quantité et la qualité des vivres alloués, de la même façon que les bateliers du pays de transit.

Article 74.

La question de l'administration de la rivière Netz-Notec, sur son parcours limitrophe, fera l'objet d'un arrangement ultérieur, qui sera conclu dans le plus bref délai possible.

CHAPITRE VI

Automobiles et Motocyclettes.

Article 75.

Le transit en automobiles et en motocyclettes se fera sur les routes que les pays de transit destineront à la traversée. Le choix de ces routes correspondra aux besoins du trafic.

Les Hautes Parties contractantes s'engagent à se communiquer mutuellement la liste des routes destinées à la traversée, au plus tard deux mois après la ratification de la présente Convention.

Les modifications apportées à cette liste à l'avenir seront communiquées aux Parties contractantes dans le plus bref délai possible.

Article 76.

Le bureau douanier d'entrée fournira pour les automobiles et motocyclettes, au moment où elles franchiront la frontière, des marques spéciales à porter par celles-ci pendant la traversée.

In order to comply with the regulations of the river police or for other important reasons, crews shall be allowed to construct or break up their rafts.

Towage on the banks suitable for this purpose may be carried out without giving special notice to the police. The police regulations concerning towage shall be observed.

Article 71.

The transhipment during the journey of goods in transit shall only be carried out in places appointed by the Polish or Danzig authorities. A list of these places shall be communicated to the German Government by the Polish Government not later than two months after the coming into force of the present Convention. Changes made in this list at a later date shall be communicated to the German Government as soon as possible. The transhipment mentioned above shall be subject to supervision by the customs, the cost of which shall be defrayed by the masters.

Article 72.

The procedure to be followed in urgent cases when the persons mentioned in Article 69 are forced to return to their domicile, is contained in the Rules for Application.

Article 73.

As long as the rationing of indispensable foodstuffs continues in force in Poland, Germany and the territory of the Free City of Danzig, German masters of vessels in transit through Poland, or the territory of the Free City of Danzig, and Polish and Danzig masters in transit through Germany, shall be treated in the same way as the masters of the country of transit as regards the method of allocation of food, the prices charged, and the quantity and quality of the food.

Article 74.

The question of the administration of the frontier section of the Netz-Notec River shall be decided by a subsequent arrangement to be concluded as soon as possible.

CHAPTER VI.

Motor Cars and Motor Cycles.

Article 75.

Motor cars and motor cycles in transit shall use such roads as may be appointed by the countries through which they pass. These roads will be chosen in accordance with traffic requirements.

The High Contracting Parties undertake to exchange, not later than two months after the ratification of the transit Convention, lists of roads appointed for such transit.

Any alterations which may in future be made in this list will be communicated to the other Contracting Parties as soon as possible.

Article 76.

The Custom-house of entry shall provide motor cars and motor cycles, when crossing the frontier, with special marks to be carried by them during transit. The chauffeur shall also receive

En outre, le chauffeur recevra un certificat de passage, dans lequel la route à suivre sera indiquée. Les marques et les certificats devront être remis au bureau douanier de sortie.

Article 77.

Les automobiles et motocyclettes seront soumises aux taxes de péage dans la mesure où ces taxes frappent également la circulation à l'intérieur du pays de transit.

CHAPITRE VII.

DOUANE.

Trafic ferroviaire.

Article 78.

Les administrations douanières et ferroviaires des Hautes Parties contractantes se seconderont réciproquement dans toutes les questions ayant rapport au transit, en se fournissant des renseignements et en procédant à des recherches sur demande de l'autre Partie. La correspondance qui en résultera s'effectuera sans aucun intermédiaire entre les administrations compétentes.

Article 79.

Le trafic de transit sera soumis à la surveillance douanière du pays de transit. Il sera procédé à l'expédition douanière immédiatement après l'arrivée de tout train prévu par l'horaire des chemins de fer. Les scellés douaniers des Hautes Parties contractantes seront reconnus mutuellement.

Article 80.

Le trafic en transit est soumis aux règlements douaniers généraux en vigueur dans chaque pays pour autant qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions de la présente Convention.

Article 81.

Les personnes en transit et leurs bagages sont exempts de tous droits de douane ou autres droits analogues, à l'exception des sommes déboursées par les administrations ferroviaires. Les trains rapides et omnibus servant au transit privilégié et les parties de trains affectées à ce même service doivent être composés exclusivement de voitures à couloir.

Article 82.

Les trains ou parties de trains mentionnés à l'article 81 seront convoyés par des fonctionnaires de la douane du pays de transit. Les frais de convoiement incombent au pays expéditeur conformément aux dispositions du règlement d'application de cet article.

En principe, le convoiement est assuré, sur le territoire polonais, par les agents de la douane polonaise et, sur le territoire dantzicois, par les fonctionnaires de la douane dantzicoise.

a transit certificate stating the road to be followed. Marks and certificates shall be given up at the Custom-house of egress.

Article 77.

Motor cars and motor cycles shall be subject to the same tolls as are levied on traffic in the interior of the country of transit.

CHAPTER VII.

CUSTOMS.

Railway Traffic.

Article 78.

The Customs and Railway Administrations of the High Contracting Parties undertake to aid one another in all questions relating to transit by supplying information and by making investigations upon the request of the other Party. The correspondence dealing with such matters shall be conducted direct between the competent administrations.

Article 79.

Traffic in transit shall be subject to customs examination by the country of transit. Customs examination shall take place immediately upon the arrival of all trains scheduled in the railway time-tables. The High Contracting Parties undertake to recognise each other's customs seals.

Article 80.

Traffic in transit shall be subject to the general customs regulations in force in each country, provided that such regulations are consistent with the provisions of the present Convention.

Article 81.

Passengers in transit and their luggage shall be exempt from all customs duties or other similar duties, with the exception of sums expended by the railway administrations. Expresses and slow trains on the privileged transit service, and parts of trains used for this service, must be exclusively composed of corridor coaches.

Articles 82.

Customs offcials of the country of transit shall escort the trains or parts of trains mentioned in Article 81. The escort expenses of these officials shall be paid by the country forwarding the train, in accordance with the provisions of the executive regulations contained in this article.

In general, officials of the Polish customs shall escort trains when passing through Polish territory, and officials of the Danzig customs shall escort trains when passing through Danzig territory.

Artilce 83.

Les marchandises contenues dans les wagons en transit, y compris les wagons-poste, traverseront le territoire étranger libres de tous droits de douane ou autres droits analogues, à l'exception des sommes déboursées par les administrations ferroviaires.

Article 84.

Dans la mesure du possible, les wagons ou les marchandises seront mis sous scellés douaniers. Aucune autre formalité de douane ne doit être remplie.

Article 85.

Il est interdit de procéder à des chargements ou à des déchargements ou de compléter des chargements dans le pays de transit. Toutefois, les administrations ferroviaires seront autorisées à effectuer tous les transbordements éventuellement nécessaires.

Trafic par eau.

Article 86.

Les marchandises et tous les navires mentionnés à l'article 67 qui traverseront en transit les voies navigables et flottables, ainsi que les eaux territoriales appartenant à la Pologne ou à la Ville libre de Dantzig, seront exempts de tous droits de douane ou autres droits analogues.

L'embarquement ou le débarquement de passagers, le chargement ou le déchargement de marchandises seront interdits en cours de route.

Les navires qui, dans le pays de sortie, ont été soumis aux formalités douanières applicables au transit sans transbordement, ne pourront effectuer des transbordements, des allègements ou des transbordements à d'autres moyens de transport que dans les cas de nécessité, ou pour des raisons qui rendent le trajet impossible (condition des cours d'eau, glace, barrages des écluses).

Les navires dont la cargaison doit subir un transbordement à d'autres vaisseaux ou à d'autres moyens de transport pendant le trajet sur les cours d'eau indiqués, ne tombent pas sous le coup des dispositions du présent chapitre, mais ils restent soumis aux prescriptions douanières générales.

Article 87.

La cargaison des navires naviguant en transit sans transbordement sera, au choix du batelier, ou mise sous scellé douanier ou convoyée par les agents de douane.

Lorsque, dans certains cas donnés, la mise sous scellé douanier n'est pas possible et si le batelier ne désire pas le convoiement douanier, il doit faire garantir le paiement du montant des droits de douane et de monopole.

Article 88.

Les marchandises soumises à des droits de douane dans le pays de transit seront toujours traitées conformément aux dispositions de l'article précédent.

Il en est de même des marchandises qui sont libres de droits de douane, mais qui sont soumises de la part du pays de transit à une défense d'importation ou d'exportation. Si, dans ces cas, le régime de la garantie est adopté, la fixation de la garantie à verser sera laissée à l'estimation du

Article 83.

Goods in wagons in transit, including post office wagons, shall pass through foreign territory free from all customs duties or other similar duties, with the exception of sums expended by the railway administrations.

Article 84.

As far as possible, wagons conveying goods shall be placed under customs seal. No other customs formalities need be complied with.

Article 85.

Loading or unloading of wagons, and the completion of loads in the country of transit are forbidden. The railway administrations, however, will be authorised to effect any transhipments they may judge necessary.

Water Traffic.

Article 86.

Goods and all vessels mentioned in Article 67 in transit on waterways which are navigable by vessels or rafts, and on the territorial waters belonging to Poland or to the Free City of Danzig shall be exempted from all customs duties or other similar duties.

Passengers will be forbidden to embark or disembark and goods may not be loaded during the voyage.

Vessels which have been examined in the country of egress in accordance with customs formalities applicable to transit without transhipment, must not tranship or lighten their cargoes or tranship them to other means of transport, except in cases of necessity or for reasons making the continuance of the journey impossible (state of the waterways, ice, opening of dams). Vessels which are obliged to tranship cargoes to other vessels or to other means of transport during the voyage on the above-mentioned waterways, shall not be subject to the provisions of the present Chapter, but shall remain subject to the general customs regulations.

Article 87.

The cargo of vessels which is not transhipped in transit may either be placed under customs seals or escorted by customs officials, as the master may desire.

If particular cases arise in which it is impossible to put customs seals upon the cargo, and if the master does not wish to accept a customs escort, he must guarantee payment of the total customs and monopoly duties.

Article 88.

Goods subject to customs duties in the country of transit shall always be dealt with in accordance with the provisions of the preceding article.

The same provisions apply to goods which, though free from customs duties, are forbidden by the country of transit to be imported or exported. If, in such cases, the guarantee system be selected, the frontier customs office shall fix the sum to be paid as a guarantee, subject to the

bureau-frontière de douane ; toutefois, le montant de la garantie à fournir ne pourra pas excéder 30 % de la valeur commerciale des marchandises.

Les marchandises qui sont soumises dans le pays de transit à certains droits de monopole d'Etat ne seront transportées que mises sous scellé douanier et après versement d'une garantie.

Pour les articles de monopole soumis à des droits de douane, la garantie se composera du montant des droits de douane et des droits de monopole. Pour les articles de monopole libres de droits de douane, la garantie comprendra uniquement le montant des droits de monopole.

Article 89.

Les frais de convoiement incomberont au batelier.

Article 90.

En ce qui concerne le batelier, sa famille, les membres de l'équipage et les passagers qui font la traversée sur le navire, ainsi que les bagages de ces personnes, deux régimes seront applicables, au choix du batelier, à l'entrée du navire dans le pays de transit : ou bien ces personnes et les objets qu'elles emportent avec elles subiront le contrôle financier, ou bien le navire sera accompagné d'un convoi douanier.

Article 91.

Tant à l'entrée dans le pays de transit qu'à la sortie de ce pays, les formalités de douane et de passeport s'accompliront, quant au lieu et au temps, de telle façon que la perte de temps soit aussi restreinte que possible.

Article 92.

Pour la partie de la Netze-Notec formant frontière entre la Pologne et l'Allemagne, les prescriptions suivantes seront appliquées :

Les marchandises et les navires mentionnés à l'article 67, les passagers voyageant en transit et leurs bagages, seront exempts de toute formalité douanière, pour autant que le navire effectuera la traversée sans perdre aucun contact soit avec l'une, soit avec l'autre des deux rives.

A l'exception des cas de force majeure, toute communication entre le navire et la terre, telle que débarquement ou embarquement de passagers, chargement ou déchargement de marchandises, ne pourront avoir lieu que sur la rive de l'Etat sur le territoire duquel le bateau a été chargé et le voyage entrepris.

Les administrations douanières locales des deux Etats se réservent de réglementer les communications des hommes de l'équipage avec la rive opposée.

Toute communication entre un navire en transit et un autre navire sera interdite.

Trafic en automobiles et en motocyclettes

Article 93.

Les automobiles et motocyclettes en transit, ainsi que les marchandises y contenues, traverseront le pays de transit libres de tous droits de douane ou d'autres droits analogues.

reservation that the total of such guarantee shall not exceed 30 per cent. of the commercial value of the goods.

Goods subject to certain State monopoly rights in the country of transit will only be carried if placed under customs seals and after payment of a guarantee.

The guarantee on articles which constitute a monopoly and are subject to customs duties shall consist of the total sum of customs duties and monopoly duties added together. The guarantee of articles which constitute a monopoly, but which are free from customs duties shall be equivalent to the total of monopoly duties alone.

Article 89.

The cost of the customs escort shall be borne by the master.

Article 90.

One of two systems, at the discretion of the master, shall be applicable, on the entry of a vessel into the country of transit, to the master, his family, the crew and the passengers who are making a through voyage on the vessel, and to the luggage of these persons : either these persons and the articles which they carry with them shall be examined by the customs control, or the vessel shall be accompanied by a customs escort.

Articles 91.

Both upon entry into, and departure from, the country of transit, customs and passport formalities shall be carried out, both as regards place and time, in a manner which shall ensure the loss of time entailed being as limited as possible.

Article 92.

The following provisions shall apply to that portion of the Netze-Notec forming the boundary line between Poland and Germany :

The goods and vessels mentioned in Article 67, passengers travelling in transit and their luggage, shall be exempt from all customs formalities, provided that the vessel makes the passage without touching at either of the two banks.

Except in cases of *vis major*, passengers shall only disembark or embark, and goods shall only be loaded or unloaded, on the bank belonging to the State in the territory of which the vessel was loaded and the voyage begun.

The local customs administrations of both States reserve to themselves the right to regulate the communications of the crew with the opposite bank.

Vessels in transit shall be forbidden to hold any communication with other vessels.

Motor-Car and Motor-Cycle Traffic.

Article 93.

Motor-cars and motor-cycles in transit, and the goods conveyed by them, shall pass through the country of transit free of all customs duties, or other similar duties.

Article 94.

Les automobiles et motocyclettes, ainsi que leur cargaison, seront soumises, dans le pays de transit, aux formalités de douane et au versement d'une garantie.

Article 95.

La garantie se compose du montant des droits de douane et éventuellement des impôts indirects et des droits de monopole.

Pour les articles de monopole libres des droits de douane, la garantie comprendra uniquement le montant des droits de monopole. En ce qui concerne les marchandises qui sont libres de droits de douane, mais soumises de la part du pays de transit à une défense d'importation ou d'exportation, la fixation du montant de garantie à verser est laissée à l'estimation du bureau-frontière de douane. Toutefois, le montant de la garantie à fournir ne pourra pas excéder 30 % de la valeur commerciale des marchandises.

Article 96.

Au moment où les unions automobilistes se chargeront, par des arrangements vis-à-vis des gouvernements, de payer une caution pour les droits de douane, les Hautes Parties contractantes ne demanderont pas une caution pour les automobiles elles-mêmes et elles se contenteront à cet égard d'une déclaration de garantie de la part de l'union automobiliste en question.

CHAPITRE VIII.

PASSEPORTS.

Article 97.

Les voyageurs empruntant les trains ou les parties de trains affectés au transit privilégié ne seront tenus de se munir ni de passeport ni de pièce d'identité quelconque.

Article 98.

En cas de guerre en Europe, ou en cas de proclamation dans le pays de transit, conformément à sa Constitution, de l'état de siège ou en général de l'état exceptionnel sur le territoire qui est traversé par le trafic en transit, le pays de transit aura le droit, à titre de mesure provisoire :

a) De demander que les ressortissants de l'Etat bénéficiaire du droit de transit, empruntant les trains ou les parties de trains affectés au transit privilégié, soient munis d'une pièce d'identité libellée conformément aux dispositions de l'article 99 sans visa du pays de transit ;

b) De soumettre les voyageurs ressortissants d'autres Etats, empruntant les trains ou les parties de trains affectés au transit privilégié, aux règles générales concernant les passeports en vigueur dans le pays de transit.

Avant d'appliquer les mesures mentionnées ci-dessus, le gouvernement du pays de transit sera tenu d'en avertir les autres Parties contractantes par voie diplomatique. L'application de ces mesures ne pourra, toutefois, avoir lieu que dix jours après cette notification. La Partie qui esti-

Article 94.

Motor-cars and motor-cycles and their loads shall be subject to the customs formalities of the country of transit, and to the payments of a guarantee.

Article 95.

The guarantee shall be composed of the total of customs duties, of indirect taxes, and of monopoly duties, if any such be imposed.

The guarantee on articles forming a monopoly but exempt from customs duties shall be equivalent to the total of monopoly duties alone. The frontier customs office shall fix the total guarantee to be paid on goods which are exempt from customs duties, but which are forbidden, by the country of transit to be imported or exported, subject to the reservation that the total guarantee shall not exceed 30 per cent. of the commercial value of the goods.

Article 96.

If the automobile associations undertake, by arrangement with the governments, to pay a security in respect of customs duties, the High Contracting Parties shall not require a security to be paid in respect of motor-cars themselves, but shall be satisfied with a guarantee given by the automobile association in question.

CHAPTER VIII.

PASSPORTS.

Article 97.

Passengers using trains or parts of trains on the privileged transit service shall not require either passports or identification papers of any kind.

Article 98.

In case of war in Europe, or if a state of siege be proclaimed in the country of transit in accordance with the law of that country, or, generally, if any exceptional circumstances arise in the territory of the country of transit, the latter shall have the right to take the following provisional measures :

(a) To require that nationals of the State enjoying the right of transit, who use trains or parts of trains on the privileged transit service, carry identification papers drawn up in accordance with the provisions of Article 99 but not visaed by the country of transit :

(b) to require passengers who are nationals of other States and who use trains or parts of trains on the privileged transit service to comply with the general regulations for passports in force in the country of transit.

The Government of the country of transit shall give notice to the other Contracting Parties through the usual diplomatic channels, before putting into effect the above-mentioned measures. These measures shall not, however, be put into effect until ten days after such notice. Should either

merait que l'application des mesures en question n'est pas justifiée, aura le droit de soumettre le différend au Tribunal arbitral prévu à l'article 11 de la présente Convention.

Au cas où le Tribunal ne serait pas en état d'émettre un jugement définitif avant l'expiration du délai de dix jours mentionné ci-dessus, il aura à ordonner, dans les quarante-huit heures après qu'il aura été saisi de l'affaire, des mesures provisoires qui ne préjugeront pas de son jugement définitif (voir l'article 16).

Dans le cas où l'on procéderait à la revision des pièces mentionnées ci-dessus sous *a* et *b*, cette revision ne serait effectuée qu'en cours de route.

Aussitôt que l'état de guerre cessera ou que l'état de siège ou l'état exceptionnel sera levé, les mesures prévues à cet article seront supprimées et la stipulation de l'article 97 rentrera en vigueur.

Dans aucun cas, même en cas de guerre, les voyageurs empruntant les trains ou les parties de trains affectés au transit privilégié ne seront soumis, en fait de passeport, à d'autres formalités que celles qui sont prévues à cet article.

Article 99.

Les voyageurs en transit ordinaire devront être munis d'une pièce d'identité indiquant les noms, prénoms, domicile et la nationalité du porteur. En outre, la pièce d'identité devra porter :

a) La signature du porteur ; si ce dernier est illettré, la pièce d'identité devra porter son signe certifié véritable par l'office ayant délivré la pièce ;

b) La photographie du porteur, sur laquelle le même office mettra son cachet de façon que la moitié environ du cachet se trouve sur la photographie ;

c) La signature et le cachet de l'office.

Article 100.

Les papiers d'identité prévus à l'article 99 seront soumis à un visa de transit des consulats (bureaux de passeports) compétents du pays transitaire.

Le visa est valable :

a) Soit pour une traversée seule ;

b) Soit pour un voyage aller et retour effectué dans le cours d'un mois ou dans un délai plus long admis expressément par le pays transitaire ;

c) Soit pour plusieurs voyages aller et retour pendant un délai d'un mois ;

d) Soit pour plusieurs voyages aller et retour pendant un délai de trois mois.

Les visas seront délivrés sur demande verbale ou écrite des voyageurs, en règle générale, dans les premiers cinq jours après la présentation de la demande.

Les taxes n'excéderont pas :

5 marks allemands ou le montant équivalent par visa mentionné sous *a)* ;
8 marks allemands ou le montant équivalent par visa mentionné sous *b)* ;
15 marks allemands ou le montant équivalent par visa mentionné sous *c)* ;
25 marks allemands ou le montant équivalent par visa mentionné sous *d)*.

Article 101.

Un an après la mise en vigueur de la présente Convention, les Hautes Parties contractantes entreront en négociations dans le but d'accorder des facilités plus étendues aux voyageurs en transit ordinaire.

party consider that no justification for the application of the measures in question exists, it shall have the right to submit the matter in dispute to the Tribunal of Arbitration provided for by Article 11 of the present Convention.

If the Tribunal of Arbitration be unable to make a final award within the above-mentioned period of ten days, it shall be entitled, not later than 48 hours after notification of the dispute has been received, to lay down provisional regulations without prejudice to the terms of the final award (see Article 16).

Examination of the papers mentioned above in paragraphs *(a)* and *(b)* will be effected on the journey.

The measures provided for by this Article will be cancelled and the provisions of Article 97 shall again come into force, as soon as the state of war has ceased, or the state of siege or exceptional circumstances have come to an end.

In no case, not even in case of war, shall passengers using trains or parts of trains on the privileged transit service be subject to any other passport formalities than those provided for by this article.

Article 99.

Passengers in ordinary transit shall be required to have identification papers showing their Christian and surnames, their domicile and nationality. Identification papers shall also show :

(a) the holder's signature ; or, if the latter be illiterate, the identification papers shall show his mark certified correct by the Office of Issue ;

(b) the holder's photograph, which shall be stamped by this office, so that about half of the stamp is visible on the photograph ;

(c) the signature and stamp of the Office of Issue.

Article 100.

The identification papers provided for by Article 99 must bear a transit visa issued by the competent Consulates (Passport Offices) of the country of transit.

A visa will be available :

(a) either for one journey only ;

(b) or for one journey and one return journey to be effected within one month or any longer period, as may be specified by the country of transit ;

or *(c)* for any number of journeys and return journeys within one month ;

or *(d)* for any number of journeys and return journeys within three months.

Visas will be delivered either on the personal or on the written request of passengers, as a general rule not later than five days after the request is submitted.

Fees shall not exceed :

5 German marks, or the equivalent for a visa mentioned in paragraph *(a)* ;
8 German marks, or the equivalent for a visa mentioned in paragraph *(b)* ;
15 German marks, or the equivalent for a visa mentioned in paragraph *(c)* ;
25 German marks, or the equivalent for a visa mentioned in paragraph *(d)*.

Article 101.

The High Contracting Parties shall, within one year after the coming into force of the present Convention, enter into negotiations with a view to giving wider facilities to passengers in ordinary transit.

Article 102.

Quant aux fonctionnaires des chemins de fer, de la douane et de la poste voyageant en service officiel, les pièces prévues dans le chapitre X (chemins de fer, postes, télégraphes et téléphones, douanes), seront considérées comme remplaçant les passeports et les pièces d'identité.

Quant aux militaires traversant le pays de transit, la question des documents personnels dont ils devraient être munis est réglée au chapitre X (Règlement d'application de l'article 44).

Les personnes occupées aux wagons-restaurants devront être munies des pièces d'identité prévues à l'article 99 ; toutefois, le visa du pays de transit ne sera pas exigé. Il en sera de même pour les convoyeurs non officiels des transports de marchandises (bétail, véhicules, etc.). Ces personnes seront obligées de se présenter aux bureaux-frontières d'entrée et de sortie en produisant leurs pièces d'identité, afin que l'insertion d'une mention y puisse être faite attestant qu'elles ont franchi la frontière.

Article 103.

Les bateliers et les personnes constituant l'équipage des navires mentionnés à l'article 67 doivent être munis de leurs passeports nationaux portant un visa délivré par le pays de transit. Il en sera de même pour les personnes appartenant aux familles des bateliers et de l'équipage et qui habitent d'une manière permanente les navires en question.

Le visa de transit sera délivré, sur demande verbale ou écrite des personnes mentionnées dans le présent article, par les consulats ou bureaux de passeports compétents. La durée de validité du visa s'étendra à toute la période de navigation de l'année où il a été délivré.

Article 104.

On percevra en 1921 pour le visa de transit par voie d'eau 5 marks allemands ou une somme équivalente en monnaie polonaise pour chaque visa.

Pour les années suivantes, la taxe sera fixée par les Parties contractantes d'un commun accord, au plus tard le 30 septembre de chaque année. Faute d'une telle fixation, la taxe fixée pour l'année précédente restera en vigueur pour l'année suivante.

Article 105.

Les personnes traversant le pays de transit en automobile ou en motocyclette devront être munies de leurs passeports nationaux portant un visa à délivrer par les consulats ou les bureaux de passeports du pays de transit.

Le transit militaire en automobile se réglera exclusivement d'après les dispositions prévues à l'article 46.

Article 106.

Dans les cas où, d'après les dispositions du présent chapitre, un visa de la Ville libre de Dantzig serait nécessaire, ce visa sera délivré *uno actu* avec le visa polonais par les consulats polonais, sans que, de ce fait, la taxe visée pour le visa polonais soit augmentée.

Article 107.

Les visas et les mentions délivrés d'après les stipulations du présent chapitre par le pays de transit ne devront comprendre que des indications strictement nécessaires.

Article 102.

The papers mentioned in Chapter X (Railways, Posts, Telegraphs and Telephones, Customs) shall be regarded as replacing passports and identification papers in the case of railway, customs and postal officials travelling on duty.

The rules for personal papers to be carried by soldiers passing through the country of transit are laid down in Chapter X (Rules for Application contained in Article 44).

Dining-car employees must be provided with the identification papers mentioned in Article 99, but will not require a visa from the country of transit. The same provision shall apply to attendants, not officials, of goods (cattle, vehicles, etc.). Such persons shall personnally produce their identification papers at the frontier offices on entering and leaving, in order that a note to the effect that the frontier has been crossed may be made therein.

Article 103.

The masters and crews of ships mentioned in Article 67 must be provided with passports issued by their own country bearing the visa of the country of transit. The same provision shall apply to the families of masters and of crews whose permanent habitation is on board the ships in question.

The transit visa shall be delivered by the competent Consulates or passport offices at the personal or written request of the persons mentioned in the present article. The visa shall be available during the entire navigation season of the year in which it is delivered.

Article 104.

In 1921 a fee of 5 German marks, or an equivalent sum in Polish money, shall be charged for each visa for transit by waterway.

In the years following, the fee shall be fixed by agreement between the Contracting Parties not later than September 30, in each year. If the fee be not fixed as above, the fee fixed for the preceding year shall remain in force for the following year.

Article 105.

Persons passing through the country of transit in motor-cars or motor-cycles must be provided with the passports of their countries, bearing a visa which will be given by the Consulates or passport offices of the country of transit.

The provisions specified in Article 46 shall be the only provisions regulating military transit in motor cars.

Article 106.

If the provisions of the present chapter should necessitate a visa from the Free City of Danzig, the visa shall be delivered *uno actu* with the Polish visa by the Polish Consulates, but the fee fixed for a Polish visa shall not be increased thereby.

Article 107.

The visas given and the notes made by the country of transit in accordance with the provisions of the present chapter shall contain only such remarks as are strictly necessary.

CHAPITRE IX.

CLAUSES SUPPLÉMENTAIRES.

Article 108.

Dans le délai d'un mois après que la ligne frontière prévue dans le § 6 de l'annexe à l'article 88 du Traité de Versailles aura été fixée, le Gouvernement allemand et le Gouvernement polonais s'engagent, le cas échéant, à conclure une convention de transit supplémentaire, basée sur les dispositions de la présente Convention et fixant, s'il y a lieu, de nouvelles lignes de transit privilégié.

Article 109.

Les transports militaires sont réglés dans le chapitre III. En ce qui concerne des transports militaires plus importants que ceux qui y sont fixés, le Gouvernement allemand et le Gouvernement polonais se déclarent prêts à revenir à cette question dans le plus bref délai.

En ce qui concerne les droits de la Commission interalliée militaire de contrôle, ils ne seront pas touchés par les stipulations de la présente Convention.

Article 110.

Les stipulations de la présente Convention ne préjugent en rien des décisions qui pourraient être prises par la Commission de délimitation au sujet des lignes frontières entre la Pologne et l'Allemagne.

Si la Commission de délimitation apporte certaines modifications à l'état actuel, les stipulations de la présente Convention seront appliquées en conséquence.

Article 111.

En cas de grande pénurie de charbon, l'Allemagne et la Pologne s'entendront en vue d'apporter une aide à la Pologne pour assurer le trafic en transit.

Article 112.

Les stipulations de la présente Convention ne préjugent en rien de la répartition des biens ayant appartenu à l'ancien Empire allemand, y compris les chemins de fer situés sur le territoire de la Ville libre de Dantzig, laquelle répartition doit être effectuée conformément à l'article 107 du Traité de Versailles, ainsi qu'aux articles 20, 21, 25 et 29 de la Convention polono-dantzicoise du 9 novembre 1920.

Néanmoins, le Gouvernement polonais et la Ville libre de Dantzig resteront responsables de toutes les obligations prises à l'égard de l'Allemagne en vertu de la présente Convention et bénéficieront de tous les droits qui en émanent, en ce qui concerne les chemins de fer et autres biens qui leur seront attribués.

CHAPTER IX.

SUPPLEMENTARY CLAUSES.

Article 108.

The German and Polish Governments undertake, if occasion arise, to conclude a supplementary transit Convention based on the provisions of the present Convention and laying down new routes to be used in privileged transit within a period of one month after the delimitation of the frontier line provided for in paragraph 6 of the annex to Article 88 of the Treaty of Versailles.

Article 109.

Regulations for military transport are laid down in Chapter III. If it should become necessary to transport troops in larger numbers than those provided for in Chapter III, the German Government and the Polish Government undertake to reconsider the question as soon as possible.

The rights of the Inter-Allied Military Commission of Control shall not be affected by the provisions of the present Convention.

Article 110.

The provisions of the present Convention in no way prejudice any decisions which may be taken by the Delimitation Commission with regard to the German and Polish frontier lines.

If the Delimitation Commission should modify the present boundary line, the provisions of the present Convention shall become applicable.

Article 111.

In case of a serious coal shortage, Germany and Poland shall come to an agreement for the purpose of aiding Poland to maintain traffic in transit.

Article 112.

The provisions of the present Convention shall in no way prejudice the transfer of property previously belonging to the old German Empire, including railways situated in the territory of the Free City of Danzig, to be effected in accordance with Article 107 of the Treaty of Versailles and with Articles 20, 21, 25 and 29 of the Polish-Danzig Convention of November 9, 1920.

Nevertheless, the Polish Government and the Free City of Danzig shall remain responsible for executing all obligations entered into in respect of Germany under the present Convention, and shall enjoy all the rights derived therefrom with regard to the railways and other property assigned to them.

CHAPITRE X.

RÈGLEMENTS D'APPLICATION.

Chemins de fer.

A l'article 23.

En cas de besoin, les trains de marchandises pourront être acheminés par la voie Bydgoszcz-Unislaw-Kowalewo, les trains de voyageurs par la voie Inowroclaw-Tczew-Marienburg.

Un service de nuit sera organisé, s'il est nécessaire, pour faire passer en transit les trains privilégiés, conformément à la demande du pays expéditeur.

A l'article 28.

Les trains de transit traverseront le pays de transit en conservant la composition qu'ils avaient dans le pays expéditeur, sauf dans le cas où, pour des raisons d'exploitation, tel ou tel autre wagon devrait être retiré de la circulation.

En vue de réduire les arrêts des trains aux gares d'échange du personnel, les gardes-bagages, les conducteurs de wagons-lits, les servantes, les domestiques de wagons-restaurants du chemin de fer expéditeur effectuant leurs fonctions dans les trains et parties de trains de voyageurs destinés au transit privilégié, pourront rester dans le train pendant la traversée du pays de transit.

Chacun de ces employés devra être pourvu d'un certificat de son bureau portant une estampille et attestant sa fonction officielle au trafic en transit.

Ces certificats serviront de pièces d'identité et seront rédigés en langues allemande et polonaise. Les domestiques de wagon-restaurant devront être munis des pièces d'identité prévues à l'article 99 sans visa (l'article 102).

Un garde des locomotives du pays expéditeur pourra accompagner la locomotive non chauffée sur le territoire de transit. Ce garde des locomotives devra également être pourvu d'un certificat d'identité délivré par son bureau.

Le frein de la locomotive non chauffée sera desservi dans le pays de transit par un employé du chemin de fer de transit.

Les personnes des services mentionnés ci-dessus seront placées sous la surveillance douanière du pays de transit. A ces personnes seront applicables les prescriptions de l'article 4 sur la conduite à observer par les voyageurs empruntant les trains privilégiés pendant la traversée du pays de transit. Les employés des douanes, les gardes-bagages et les serre-freins du pays de transit accompagnant les trains veilleront à ce que les prescriptions en question soient observées par le personnel des services susmentionnés.

A l'article 29.

Le train privilégié ou la partie du train privilégié pourra être supprimé pour la période d'horaire prochaine, si dans la période d'horaire courante les places assises dans les voitures de transit privilégié sont utilisées, dans le pays de transit seulement, dans une proportion inférieure en moyenne à 60 % des places contenues dans les voitures.

Les voitures ne pourront être occupées par les voyageurs que jusqu'au point n'empêchant pas la surveillance douanière.

Le nombre des trains fixés lors des délibérations sur l'horaire pourra être augmenté, sur la demande du pays expéditeur, même pendant la période d'horaire courante, et cela d'un commun accord entre les administrations intéressées.

CHAPTER X.

RULES FOR THE APPLICATION OF THE CONVENTION AS REGARDS THE ARTICLES REFERRED TO BELOW.

Railways.

To Article 23.

In case of need, goods-trains may be despatched via Bydgoszcz-Unislaw-Kowalewo, and passenger trains via Inowroclaw-Tczew-Marienburg.

A night shift shall be arranged, if necessary, to expedite priority as regards through-trains, if requested by the despatching country.

To Article 28.

Through-trains shall retain their original composition during their passage through the country of transit except when any of the stock may have to be withdrawn from circulation in accordance with the general working of the railway.

With a view to reducing the stops at stations where staff is changed, guards, sleeping-car conductors, female attendants and dining-car attendants of the despatching railway, carrying on their duties in passenger trains or parts of passenger trains destined for privileged transit may remain in the train during its passage across the country of transit.

Each of these employees shall be provided by his office with a stamped certificate stating his official post in the transit traffic.

These certificates shall serve the purpose of identity papers and shall be drawn up in German and Polish. The dining-car attendants shall be provided with the identity papers provided for in Article 99 without visa (Article 102).

An engine attendant from the despatching country may travel with a dead engine in the country of transit, and must have a certificate of identity issued by his office.

The brake of the dead engine shall be worked in the country of transit by a raliway employee of that country.

The staff of these services shall be under the Customs supervision of the country of transit. They shall be subject to the provisions of Article 4 as to the behaviour required from passengers while crossing the country of transit in privileged trains. The Customs employees, luggage-guards and brakesmen of the country of transit who are on the trains shall see that the provisions in question are observed by the staff of these services.

To Article 29.

The privileged train or part of it may be cancelled for the next time-table period if in the current one less than 60% of the seating accommodation in the cars for privileged transit shall have been occupied in the country of transit only.

The cars shall only be occupied by passengers to an extent which will not interfere with Customs supervision.

The number of trains fixed during discussions regarding the time-table may be increased, if desired, by the despatching country, even during the current time-table period, by mutual agreement between the administrations concerned.

Si les trains de marchandises facultatifs se suivent par intervalles extraordinairement courts, les administrations ferroviaires intéressées auront à examiner s'il convient de remplacer ces trains par des trains réguliers, et cela même pendant la période d'horaire courante.

Au cas où, sur une ligne non ouverte au transit privilégié, le nombre de wagons en transit quotidien serait assez important pour nécessiter fréquemment la formation de trains complets, les administrations intéressées s'entendraient pour réglementer cette circulation.

L'aide en locomotives allemandes sera alors fixée suivant qu'on décidera la création des trains de marchandises réguliers ou facultatifs, ou qu'on expédiera les wagons en trains spéciaux formés selon le besoin. (Voir articles 30 et 41.)

A l'article 30.

L'aide en locomotives pour le trafic exceptionnel se fera d'après l'article 43.

A l'article 31.

Les administrations intéressées conviendront pour chaque période d'horaire du nombre de wagons que les trains et les groupements de wagons contiendront.

On a fixé le nombre d'essieux, savoir :

Pour les trains rapides à 28-40 ;
Pour les trains omnibus à 36-52 ;
Pour les trains de marchandises en grande vitesse à 60 ;
Pour les autres trains de marchandises à 100.

Ces nombres pourront être augmentés par la décision commune des administrations intéressées.

A l'article 32.

L'accès aux wagons-restaurants et aux wagons-lits, ainsi que leur utilisation, ne sera permis qu'aux voyageurs empruntant les trains ou parties de trains privilégiés.

A l'article 34.

Au cas où il serait nécessaire de diriger les trains par une ligne de détour, les administrations ferroviaires intéressées s'entendront au plus vite sur les mesures à prendre, après avoir fixé auparavant la façon la plus simple de procéder dans ce cas.

Aussitôt qu'il sera possible, on réglera les détours des trains d'avance pour chaque période d'horaire.

A l'article 35.

On réglera par des arrangements d'exploitation la manière dont le secours mutuel devra être effectué.

Le train de secours sera accompagné par un commissaire du chemin de fer du pays où l'accident a eu lieu.

Ce commissaire sera responsable de la stricte observation des prescriptions d'exploitation des chemins de fer de son pays sur le parcours entre la frontière et le lieu de l'accident.

L'équipe du train de secours sera par conséquent tenue d'obéir aux ordres touchant l'exploitation qu'elle recevra de ce commissaire.

Les dispositions générales seront données sur le lieu de l'accident par le commissaire ; quant au service même de secours, son exécution incombera au chef du train de secours.

If the number of unscheduled goods-trains follow one another at extremely short intervals, the railway administrations concerned shall consider whether such trains should not be replaced by regular ones, even during the current time-table period.

Should the number of daily through carriages on a line not open to the privileged transit be sufficient to require the frequent making-up of complete trains, the administration corncerned should agree to regulate the circulation thereof.

The employemnt of German engines shall be fixed according as regular or unscheduled goods trains shall be decided upon, or the trucks are forwarded in special trains as and when required See Articles 30 and 41).

To Article 30.

The employment of engines for exceptional traffic shall be made in accordance with Article 43.

To Article 31.

The administrations concerned shall agree upon the number of trucks to be included in set trains, and wagon-sets for each time-table period.

The number of axles has been fixed as follows :

For fast trains at 28-40
For slow trains at 36-52
For fast goods trains at 60
For other goods trains at 100

These numbers may be increased by agreement between the administrations concerned.

To Article 32.

Only passengers using privileged trains or parts of trains, shall be entitled to enter and use the dining-cars and sleeping-cars.

To Article 34.

Should it be necessary to despatch trains by a loop-line, the railway administrations concerned shall agree as quickly as possible to the steps to be taken, after having previously settled upon the simplest procedure for meeting the case.

As soon as possible the times of loop-line trains shall be arranged beforehand for each period of validity of the time-table.

To Article 35.

The method of sending mutual aid shall be settled by arrangements made by the operating section.

The break-down train shall be accompanied by a railway inspector of the country where the accident occurred.

This inspector shall be responsible for the strict observance of the railway operating regulations of his country between the frontier and the place of the accident.

The train break-down gang shall, therefore, obey the orders given by this inspector as regards operating.

General instructions shall be given by the inspector at the place of the accident ; the foreman of the break-down train shall be responsible for carrying out the actual first-aid work.

A l'article 36.

En ce qui concerne le personnel des chemins de fer, des wagons-restaurants et des wagons-lits en fonction dans le train qui a subi l'accident, les administrations ferroviaires assumeront la même responsabilité que vis-à-vis des voyageurs.

A l'article 37.

1. La Pologne, ou la Ville libre de Dantzig, mettra à la disposition de l'Allemagne :

Entre Marienburg et Schneidemühl via Tczew-Chojnice :

les fils télégraphiques N°s 108, 143, 712 et le circuit téléphonique N° 640 qui sera combiné avec un autre circuit ;

Entre Dt. Eylau et Schneidemühl via Torun-Bydgozcz :

les fils télégraphiques N°s 141 et 713 et un circuit téléphonique dont les sections seront combinées les unes avec les autres ;

Entre Marienburg et Lauenburg via Dantzig :

les fils télégraphiques N°s 2/229 qui, à Dantzig, seront reliés entre eux ; du fil N° 229, la section reliant Dantzig et Königsberg ; les circuits téléphoniques N°s 612/619 qui seront également reliés entre eux à Dantzig ;

Entre Dt. Eylau et Berlin via Torun-Poznan-Zbaszyn :

le fil télégraphique N° 707.

2. L'Allemagne mettra à la disposition de la Pologne ou de la Ville libre de Dantzig :

Entre Garnsee et Tczew via Marienburg :

le fil télégraphique N° 227 ;

Entre Dt. Eylau et Tczew via Marienburg :

le fil télégraphique N° 3 et le circuit téléphonique N° 618.

En outre, sera mis à la disposition de la Pologne ou de la Ville libre de Dantzig sur chacune des lignes mentionnées sous 2, aux poteaux y existant, un espace libre suffisant pour l'installation d'un fil télégraphique et d'un circuit téléphonique à double fil.

3. Les combinaisons des communications mentionnées ci-dessus seront modifiées en cas de besoin par les administrations intéressées.

Au cas où la communication téléphonique normale ne pourrait pas s'effectuer, sur la ligne Marienburg-Schneidemühl via Tczew-Chojnice, en coupant les fils existant et en les combinant d'une autre façon, la Pologne construira, aux frais de l'Allemagne, d'après un arrangement préalable avec celle-ci, une nouvelle ligne à double fil entre Tczew et Marienburg.

En cas de besoin, chaque Partie contractante mettra à la disposition de l'autre, sur les poteaux des lignes ferroviaires existant sur son territoire, l'espace nécessaire pour l'installation de nouveaux fils et circuits, et cela dans la mesure de l'espace disponible. Cet espace sera concédé à titre gratuit.

Chaque partie exécutera l'installation des fils et circuits sur son territoire aux frais de la Partie au profit de laquelle les fils devront être installés.

Les appareils télégraphiques et téléphoniques qui sont en ce moment reliés dans le pays de transit aux fils et circuits mentionnés sous 1 et 2 devront être détachés de ces fils et circuits.

Les administrations ferroviaires intéressées s'entendront sur l'installation des postes destinés au contrôle du fonctionnement régulier des téléphones et télégraphes.

4. Chaque Partie contractante sera chargée d'entretenir sur son territoire les fils télégraphiques et téléphoniques.

To Article 36.

The railway administrations shall assume the same liability in regard to the railway, dining-car and sleeping-car staff on duty in the train meeting with the accident, as they have in regard to passengers.

To Article 37.

(1) Poland or the Free City of Danzig shall place at the disposal of Germany :

between Marienburg and Schneidemühl via Tczew-Chojnice :

telegraph wires Nos. 108, 143, 712 and telephone circuit No. 640, which shall be connected with another circuit ;

between Dt. Eylau and Schneidemühl via Torun-Bydgozcz :

telegraph wires Nos. 141 and 713 and a telephone circuit with its sections interconnected ;

between Marienburg and Lauenburg via Danzig :

telegraph wires No. 2/229 to be connected at Danzig ; that section of wire No. 229 connecting Danzig with Königsberg ; telephone circuits Nos. 612/619 also to be interconnected at Danzig ;

between Dt. Eylau and Berlin via Torun-Posen-Zbaszyn :

telegraph wire No. 707.

(2) Germany shall place at the disposal of Poland or of the Free City of Danzig :

between Garnsee and Tczew via Marienburg :

telegraph wire No. 227 ;

between Dt. Eylau and Tczew via Marienburg :

telegraph wire No. 3 and telephone circuit No. 618.

In addition, on each of the lines mentioned under (2) a free space shall be left at the disposal of Poland or the Free City of Danzig, on the existing poles sufficient for the installation of a telegraph wire and a double-wire telephone circuit.

(3) The system of the above-mentioned communications may, if necessary, be modified by the administrations concerned.

Should it be impossible to obtain normal telephonic communication on the Marienburg-Schneidemühl line via Tczew-Chojnice, Poland shall, at Germany's expense and in accordance with a preliminary arrangement to be made with her, lay a new double-wire line between Tczew and Marienburg by cutting the existing wires and arranging them differently.

If necessary, the Contracting Parties shall place at each other's disposal the space necessary for installing fresh wires and circuits, in so far as space may be available, on the poles of the railway systems existing on their territory. No charge shall be made for this space.

Each Party shall lay the wires and circuits in its territory at the expense of the Party benefitting by the installation.

Telegraphic and telephonic apparatus at present connected with the wires and circuits mentioned under 1 and 2 in the country of transit must be disconnected from such wires and circuits.

The railway administrations concerned shall agree on the erection of stations, destined to supervise the regular working of the telegraphs and telephones.

(4) Each Contracting Party shall be responsible for the maintenance of the telegraph and telephone wires in its territory.

L'Allemagne payera à la Pologne les frais d'entretien des fils et des circuits se trouvant sur le territoire polonais ou sur le territoire dantzicois et qui ont été mis à la disposition de l'Allemagne. La Pologne payera à l'Allemagne les frais d'entretien des fils et des circuits qui ont été mis à la disposition de la Pologne ou de la Ville libre de Dantzig. Les frais d'entretien par kilomètre de fil sont fixés à 1600 marks polonais par an. Dans cette somme sont compris tous les frais d'entretien et de reconstruction ou du renouvellement des lignes en question, ainsi que les intérêts du capital engagé dans ces lignes.

Le taux des frais d'entretien mentionnés ci-dessus pourra être modifié sur la demande de l'une ou de l'autre des Parties contractantes.

Pour autant que la Ville libre de Dantzig serait créditeur ou débiteur en ce qui concerne les frais d'entretien en question, la liquidation des créances ou des dettes de la Ville libre de Dantzig serait effectuée par la Pologne. Un arrangement spécial interviendra, en cas de besoin, entre la Pologne et la Ville libre de Dantzig, dans le but d'effectuer le décompte.

5. Dans le cas où le dérangement d'un fil télégraphique ou d'un circuit téléphonique ne serait pas réparé dans un délai de sept jours après la notification, on déduira de la somme due pour l'entretien, pour chaque jour de dérangement à partir du huitième jour, $^1/_{365}$e du taux fixé sous 4.

A la'rticle 38.

1. Le règlement des réclamations concernant le remboursement du prix des billets et des frais de transport des bagages et des colis-messagerie express incombera au chemin de fer qui a fait la recette.

Le règlement d'indemnité pour perte totale ou partielle, avarie ou retard dans la livraison des bagages ou des colis-messagerie express incombera au chemin de fer expéditeur ou destinataire, suivant que l'un ou l'autre aura reçu la demande.

2. La remise des bagages et des colis-messagerie express au chemin de fer du pays de transit et la remise des bagages et des colis-messagerie express par le chemin de fer du pays de transit au chemin de fer correspondant se réglera d'après les dispositions sous les chiffres 6 et 8.

3. En ce qui concerne la responsabilité vis-à-vis de l'ayant droit pour perte totale ou partielle, avarie ou retard dans la livraison des bagages ou des colis-messagerie express, seront à observer, les dispositions intérieures du chemin de fer expéditeur.

Le recours des chemins de fer entre eux au sujet de la responsabilité se fera d'après les règles suivantes :

Le chemin de fer par la faute duquel le dommage a été causé en assumera la responsabilité.

Au cas où il serait impossible de constater par la faute de quel chemin de fer le dommage a été causé, l'indemnité payée à l'ayant droit sera répartie entre les chemins de fer qui ont participé au transport ou qui auraient dû y participer, en tenant compte, d'une façon proportionnelle, des longueurs de parcours des chemins de fer qui ont participé ou qui auraient dû participer au transport.

4. En ce qui concerne le trafic des marchandises, les modifications suivantes seront apportées aux dispositions de la Convention internationale de Berne du 14 octobre 1890 sur le transport des marchandises par chemin de fer, modifiée et complétée par la Déclaration additionnelle du 20 septembre 1893, par l'Arrangement additionnel du 16 juillet 1895, par les Conventions additionnelles du 16 juin 1898 et du 19 septembre 1906 (cette Convention avec ses arrangements et suppléments sera désignée dans le présent Règlement d'application par les lettres C. I.).

A l'article 3 de la C. I. — Les articles sujets à l'inflammation spontanée ou à l'explosion, les liquides combustibles, ainsi que les matières empoisonnantes, caustiques et putréfiantes, seront admis au transport en transit, même s'ils ne sont pas mentionnés dans l'annexe 1 des Dispositions réglementaires pour l'exécution de la Convention internationale de Berne, ou s'ils ne sont admis au transport d'après les dispositions de cette dernière Convention.

Le transport en transit des articles susnommés sera soumis aux conditions suivantes :

a) Ne seront expédiés que les objets admis au transport par les chemins de fer du pays de transit ;

Germany shall pay to Poland the cost of maintenance of the wires and circuits in Polish or Danzig territory which have been placed at Germany's disposal. Poland shall pay to Germany the cost of maintenance of the wires and circuits placed at the disposal of Poland or of the Free City of Danzig. The cost of maintenance per kilometre of wire is fixed at 1,600 Polish marks per annum. This sum includes all the expenses of maintenance, relaying or renewal of the lines in question as well as interest on capital invested in these lines.

The rate of the cost of maintenance mentioned above may be modified at the request of either of the Contracting Parties.

If the Free City of Danzig has any sums to its credit or debit in respect of the cost of maintenance in question, the collection or payment of such sums shall be effected by Poland. If necessary a special arrangement shall be made between Poland and the Free City of Danzig for settling these accounts.

(5) In case the interruption of a telegraph wire or telephone circuit be not repaired within seven days after it has been notified, a deduction shall be made from the sum due for maintenance, of 1/365th of the cost fixed in No. 4, for each day of interruption after the eighth day.

To Article 38.

(1) The settlement of claims concerning the refunding of the price of tickets and of the cost of forwarding luggage and express parcels shall be undertaken by the railway which has received payment.

The settlement of indemnities for total or partial loss, damage or delay in delivery of luggage or of express parcels shall be undertaken by the despatching railway or the railway of destination, whichever of the two shall have received the claim.

(2) The transfer of luggage and of express parcels to the railway of the country of transit and the transfer of luggage and of express parcels by such railway to the connecting line shall be settled in accordance with the provisions of Nos. 6-8.

(3) As regards the responsibility to the claimant for total or partial loss, damage or delay in the delivery of luggage or of express parcels, the by-laws of the despatching railway shall hold good.

Action by the railways between themselves, in regard to the responsibility, shall be taken in accordance with the following rules :

The railway which has been the cause of the damage shall assume responsibility for it.

In case it cannot be ascertained which railway has been the cause of the damage, the indemnity paid to the claimant shall be divided between the railways which have shared in the transport or which should have done so, taking into account the proportion of distance travelled, on the railways which have shared in the transport or which should have done so.

(4) With regard to goods traffic, the following modifications shall be made to the provisions of the International Convention of Berne of October 14, 1890, for the transport of goods by railway, modified and completed by the additional Declaration of September 20, 1893, by the additional Agreement of July 16, 1895, by the supplementary agreements of June 16, 1898, and September 19, 1906. (This Convention, with its Agreements and Supplements shall be designated in these Rules for Application by the letter C. I.)

Article 3 of the C. I. Articles liable to spontaneous combustion or to explosion, inflammable liquids, as well as poisonous, caustic and putrifying materials, shall be admitted for transport in transit, even if not mentioned in Annex I of the Regulations for the application of the International Convention of Berne, nor admitted for transport under the provisions of the latter Convention.

The transport in transit of these articles shall be subject to the following conditions :

(a) Those articles only which the railways of the country of transit are allowed to carry shall be despatched.

b) Les prescriptions en vigueur dans le pays de transit y seront appliquées ;
c) On n'admettra que des objets destinés aux besoins civils des territoires des Parties contractantes ;
d) Les envois devront être accompagnés d'une déclaration de l'autorité compétente de l'Etat destinataire, confirmant la détermination mentionnée sous la lettre *c)*. Cette déclaration sera remise à la gare de sortie du chemin de fer du pays de transit ;

e) L'expédition d'objets susnommés ne répondant pas aux conditions indiquées sous *a)* et *b)* est réservée à un arrangement spécial ;
f) Le transport de munitions et d'explosifs militaires par les trains militaires se fera d'après le Règlement d'application à l'article 44.

A l'article 6 de la C. I. — *a)* Au lieu de la lettre de voiture internationale, sera employée, la lettre de voiture du chemin de fer expéditeur. Pour le trafic de Dantzig à destination de la Pologne, on emploiera la lettre de voiture rédigée en langues allemande et polonaise.

Sous les mots « lettre de voiture », il sera fait mention de la présente Convention.

b) L'expéditeur n'aura pas le droit de prescrire la voie à suivre pour le transport à travers le pays de transit ; il n'aura pas non plus le droit d'indiquer la gare frontière où les formalités de douane devraient être effectuées.

Toute prescription contraire à la présente disposition sera considérée comme nulle.

A l'article 7, § 3 du Règlement d'application de la C. I. — La taxe supplémentaire sera calculée d'après les prescriptions du chemin de fer expéditeur.

A l'article 8, alinéa 5 de la C. I. — Les duplicata des lettres de voiture seront rédigés et délivrés conformément aux prescriptions du chemin de fer expéditeur.

A l'article 12, § 5, alinéa 2 du Règlement d'application de la C. I. — Au lieu de ces dispositions, seront applicables les prescriptions, du chemin de fer expéditeur.

A l'article 14, § 6, du Règlement d'application de la C. I. — *à l'alinéa* 1 Les délais de livraison seront calculés de la façon suivante :

a) Les délais d'expédition et de transport des chemins de fer expéditeur et destinataire seront fixés d'après les prescriptions du chemin de fer expéditeur ;
b) Les délais de transport des chemins de fer du pays de transit seront calculés d'après les stipulations de la C. I.

Par conséquent, l'ensemble des délais de transport sera constitué comme suit :

En premier lieu, on aura à constater d'après les prescriptions du chemin de fer expéditeur le délai de transport pour la distance tarifaire entre la gare expéditrice et la gare destinataire.

D'après ce délai, on calculera proportionnellement aux distances kilométriques la partie qui appartient aux parcours des chemins de fer expéditeur et destinataire. Cette partie sera comptée comme délai de transport sur les parcours des chemins de fer expéditeur et destinataire.

Ensuite, on calculera d'après les stipulations de la C. I. le délai de transport pour la distance tarifaire entre la gare expéditrice et la gare destinataire. D'après ce délai, on calculera proportionnellement aux distances kilométriques la partie qui appartient au parcours des chemins de fer du pays de transit.

Cette partie sera comptée comme délai de transport sur le parcours des chemins de fer du pays de transit.

Les délais de transport établis de cette façon pour les chemins de fer expéditeur, destinataire et transitaire seront additionnés.

Le résultat de cette addition sera le délai de transport entier.

En ce qui concerne les transports en provenance du territoire de la Ville libre de Dantzig à destination de la Pologne, les délais de transport et d'expédition du chemin de fer expéditeur seront ceux qui seront établis par les administrations des chemins de fer polonaises, de leur propre décision ou, s'il y a lieu, en accord avec le Conseil du port et des voies d'eau de Dantzig, laquelle décision assurera d'une manière équitable les intérêts de la Ville libre de Dantzig.

(b) The regulations in force in the country of transit shall be applied to them.

(c) Articles intended only for the civilian requirements of the territory of the Contracting Parties, shall be admitted.

(d) Consignments must be accompanied by a declaration by the competent authority of the consignee State, confirming the designation mentioned under letter *(c)*. This declaration shall be handed in at the despatching station of the railway of the country of transit.

(e) The despatch of the above-named articles, which do not conform to the conditions *(a)* and *(b)* shall be the subject of a special arrangement.

(f) The transport of munitions and military explosives by military trains shall take place in accordance with Article 44 of the rules for application.

Article 6 of the C. I. *(a)* Instead of an international way-bill, that of the despatching railway shall be used. For the traffic from Danzig to Poland, a way-bill drawn up in German and Polish shall be used.

Beneath the word " way-bill ", the existing Convention must be mentioned.

(b) The consignor shall not be entitled to stipulate the route to be followed for transport through the country of transit, nor shall he be entitled to name the frontier station where the customs formalities shall be carried out.

Any stipulation contrary to this provision shall be considered null and void.

Article 7. Paragraph 3 of the Rules for Application of the C. I. — The supplementary charge shall be calculated according to the regulations of the despatching railway.

Article 8. Paragraph 5 of the C. I. — Duplicates of way-bills shall be drawn up and delivered in accordance with the regulations of the despatching railway.

Article 12. Paragraph 5. Paragraph 2 of the Rules for Application of the C. I. — Instead of these provisions the regulations of the despatching railway shall apply.

Article 14. Paragraph 6 of the Rules for Application of the C. I. Paragraph 1. — The time allowed for delivery shall be calculated as follows :

(a) The time allowed for delivery and transport by the despatching and receiving railways shall be fixed in accordance with the regulations of the despatching railway.

(b) The time allowed for transport by the railways of the country of transit shall be calculated according to the stipulations of the C. I.

The whole length of time allowed for transport therefore shall be calculated as follows :

In the first place, the time allowed for transport for the tariff distance between the despatching station and the station of destination shall be ascertained from the regulations of the despatching railway.

On this basis, the time allotted to the forwarding and receiving railway systems, shall be calculated in proportion to the distances in kilometres. This interval of time shall be reckoned as the time allotted for transport on the systems of the despatching and receiving lines.

In accordance with the stipulations of the C. I., the time allotted for transport for the tariff distance between the despatching station and the station of destination shall then be calculated. On the basis of this length of time, that allotted to the railway systems of the country of transit shall be calculated in proportion to the distances in kilometres.

This length of time shall be reckoned as that allowed for transport on the railway system of the country of transit.

The times allowed for transit arrived at in this way for the despatching railway, the railway of destination and the railway of transit, shall be added together.

The result of this calculation shall be the total time allowed for transport.

As regards transport from the territory of the Free City of Danzig to Poland, the time allowed for transport and despatch by the despatching railway, shall be that fixed by the Polish railway administrations on their own decision, or, in case of need, in agreement with the Council of the Danzig Harbour and Waterways Board, which decision shall secure equitable consideration of the interests of the Free City of Danzig.

A l'article 9, chiffre 2. — Les délais supplémentaires à établir sur les lignes de transit ne doivent pas dépasser les délais supplémentaires appliqués dans les mêmes conditions sur les mêmes lignes dans toutes les communications internationales auxquelles participent ces lignes de transit.

Les délais supplémentaires accordés en Pologne pour le transit international, en raison du manque de locomotives, ne seront pas applicables au transit entre la Prusse orientale et le reste de l'Allemagne, à travers le territoire dantzicois et le territoire cédé par l'Allemagne à la Pologne, aussi longtemps que l'Allemagne fournira une aide en locomotives à la Pologne.

Les contestations auxquelles pourront donner lieu la fixation et l'application des délais supplémentaires seront soumises au Tribunal arbitral prévu par l'article 11 de la présente Convention.

Dans le cas de l'application des délais supplémentaires spéciaux pour le passage par les gares frontières, la gare d'entrée et la gare de sortie de la ligne de transit seront comptées comme une seule gare.

Chaque changement des délais supplémentaires sera notifié à l'autre Partie contractante quinze jours auparavant.

Jusqu'à nouvel avis, les délais supplémentaires suivants seront fixés pour les lignes de transit des deux Parties contractantes :

a) Pour la grande vitesse :

quand la longueur de la ligne de transit ne dépasse pas :
200 kilomètres, 1 jour ;

quand elle dépasse :
200 kilomètres, 2 jours.

b) Pour la petite vitesse :

quand la longueur de la ligne de transit ne dépasse pas :
200 kilomètres, 2 jours ;

quand elle dépasse :
200 kilomètres, 3 jours.

A l'article 15 de la C. I. — Les chemins de fer du pays de transit ne seront pas tenus d'exécuter les dispositions ultérieures qui pourraient être données par l'expéditeur de la marchandise après l'expédition de cette dernière.

Le duplicata de la lettre de voiture sera produit d'après les prescriptions du chemin de fer expéditeur.

A l'article 18 de la C. I. — La dernière phrase sous (3) est remplacée par la disposition suivante :

« Dans les cas où la marchandise serait acheminée à destination par une autre voie, les frais supplémentaires ne seraient perçus que si ces frais étaient à percevoir dans les cas analogues dans le trafic intérieur du chemin de fer expéditeur. »

A l'article 38, § 9 du Règlement d'application de la C. I. — Le calcul des taxes spécifiées aux alinéas 2 et 3 se fera d'après les prescriptions du chemin de fer expéditeur.

5. Le trafic des voyageurs, des bagages, des colis-messagerie express, des marchandises et de la poste à travers le territoire de transit, sera effectué sans perception de n'importe quelle taxe ferroviaire, pour les opérations exécutées en douane par les chemins de fer, ou d'autres frais semblables, à l'exception des dépenses qui pourraient être faites par les chemins de fer.

6. Au moment de la remise des marchandises au chemin de fer du pays de transit, le chemin de fer expéditeur devra lui délivrer un document de comptabilité dont la teneur sera établie par les administrations des chemins de fer intéressées (feuille de route).

La remise des marchandises par le chemin de fer expéditeur au chemin de fer du pays de transit, ainsi que la remise des marchandises par le chemin de fer du pays de transit au chemin de fer correspondant, sera faite au moyen d'une feuille de transmission.

Paragraph 3. No. 2. The supplementary times to be fixed for the transit lines, must not exceed the supplementary times allowed in the same circumstances on the same lines for all international communications in which these lines of transit participate.

Owing to the shortage of engines, the supplementary times allowed in Poland for international transit shall not be applied to transit between Eastern Prussia and the remainder of Germany across the territory of Danzig and the territory ceded by Germany to Poland, as long as Germany furnishes engines to Poland.

Any disputes that may arise in fixing and applying the supplementary times shall be submitted to the Tribunal of Arbitration provided for in Article 11 of the present Convention.

In applying the special supplementary times for passing through frontier stations, the ingoing and outgoing stations of the transit line shall be reckoned as one station.

Any change in the supplementary times shall be notified to the other Contracting Party fifteen days beforehand.

Until further notice, the following supplementary times shall be fixed for the transit lines of the two Contracting Parties :

(a) For passenger trains :

When the length of the transit line does not exceed :
200 kilometres 1 day.

When it exceeds :
200 kilometres 2 days.

(b) For goods trains :

When the length of the transit line does not exceed :
200 kilometres 2 days.

When it exceeds :
200 kilometres 3 days.

Article 15 of the C. I. — The railways of the country of transit shall not be called upon to carry out any instructions which may be given by the consignor of goods after the latter have been dispatched.

The duplicate of the waybill shall be produced according to the regulations of the dispatching railway.

Article 18 of the C. I., the last sentence under (3) shall be replaced by the following :

" Whenever goods are forwarded to destination by a different route, no additional charges shall be levied unless these charges could be imposed in similar cases in internal traffic, by the dispatching railway. "

Article 38. — Paragraph 9 of the Rules for Application of the C. I. — The rates specified in paragraphs 2 and 3 shall be calculated in accordance with the by-laws of the dispatching railways.

(5) Passenger luggage, express parcels, goods and postal traffic shall be allowed to cross the country of transit without any railway charge whatever for operating railways within the customs precincts or any similar charges, with the exception of expenses incurred by the railways.

(6) On the transfer of goods to the railway of the country of transit, the dispatching railway must deliver an account, the contents of which shall be drawn up by the railway administration concerned (waybill, feuille de route).

Delivery of goods by the dispatching railway to the railway of the country of transit, and delivery of goods by the railway of the country of transit to the connecting railway, shall be made by means of a delivery order.

Le fait que la transmission a eu lieu sera constaté par l'apposition d'un timbre à date de la gare frontière sur les documents de route.

Cette formalité ne concerne pas le bulletin des bagages.

7. Au service des voyageurs seront employés des billets en carton ou des billets spéciaux en blanc ; au service des bagages, des cahiers spéciaux de bulletins de bagages.

Les billets, bulletins des colis-messagerie express, ainsi que les lettres de voiture, seront libellés et remplis uniquement dans la langue du pays expéditeur.

Pour les feuilles de route, bulletins de bagages, feuilles de transmission et autres documents qui pourraient être dressés par les gares de transmission, il sera créé des formulaires en langues allemande et polonaise. Les inscriptions à la main seront faites dans la langue du pays du chemin de fer expéditeur. Les gares des chemins de fer du pays de transit seront désignées d'après leurs noms officiels dans le pays de transit. Les administrations des chemins de fer intéressées fixeront d'un commun accord les modèles des formulaires, ainsi que le nombre de copies qui devraient être remises pendant la transmission.

8. La remise de wagons plombés se fera « symboliquement » sans constatation du chargement. Les plombs posés par le chemin de fer expéditeur seront reconnus valables par le chemin de fer du pays de transit qui, généralement, ne posera pas de plombs supplémentaires.

Tous les autres envois, sauf les wagons plombés, seront remis effectivement, c'est-à-dire par voie de vérification des chargements.

On procèdera de la même façon au cas où l'on pourrait voir que le contenu des wagons plombés a subi une perte partielle ou un endommagement.

Dans tous les cas où la remise des marchandises du chemin de fer du pays de transit au chemin de fer correspondant sera faite d'une façon symbolique et où les plombs du chemin de fer expéditeur ne seront pas endommagés, on présumera, faute de preuves contraires, que sur le parcours à travers le territoire de transit n'a eu lieu ni perte totale ni perte partielle. Dans tous les cas où les plombs du chemin de fer expéditeur seront endommagés, on présumera, faute de preuves contraires, que la perte totale ou partielle a eu lieu sur le parcours à travers le territoire de transit.

Au cas où, pour un motif quelconque, le chemin de fer du pays de transit estimerait nécessaire de procéder à la vérification des envois ou à l'ouverture d'un wagon, il exécutera ces opérations autant que possible à la gare frontière en présence des employés des deux administrations intéressées.

Un procès-verbal signé par les deux parties établira les irrégularités constatées.

9. Les wagons chargés de colis devront être utilisés au moins jusqu'à concurrence de 25 % de leur tonnage.

Cette règle ne sera pas applicable aux wagons chargés de marchandises encombrantes qui occupent entièrement l'espace du wagon.

10. L'admission des convoyeurs des marchandises et leur nombre devront être restreints au minimum nécessaire. Les convoyeurs admis par le chemin de fer expéditeur ne pourront pas être refusés par le chemin de fer du pays de transit.

Chaque convoyeur devra être pourvu d'une carte d'identité et d'un billet de troisième classe. Les cartes d'identité devront être libellées, conformément à l'article 99, sans visa (article 102).

11. Les conducteurs des wagons-lits, les domestiques des wagons-restaurants, les gardes-bagages ainsi que les servantes, tant qu'ils seront dans l'exercice de leurs fonctions, jouiront du passage gratuit.

12. Les envois de service seront expédiés en vertu d'un bulletin d'expédition du service ou d'une lettre de voiture de service.

Les frais de transport de ces envois ne doivent pas dépasser, sur le parcours de transit, les taxes fixées par le tarif du chemin de fer du pays de transit. Les frais d'expédition (de gare) ne seront pas comptés.

La gare frontière de transmission remettra à l'administration du chemin de fer du pays de transit une copie du bulletin d'expédition ou de la lettre de voiture de service.

Les chemins de fer du pays de transit seront responsables pour les envois de service d'après les règles fixées dans la présente Convention pour le trafic des marchandises.

The fact that the transit has taken place, shall be proved by affixing a date stamp to the forwarding documents at the frontier station.

This formality does not apply to luggage tickets.

(7) For the passenger services cardboard tickets or special blank tickets shall be used ; for the luggage service, special books of luggage tickets.

Tickets, express parcels tickets and waybills shall be drawn up, and filled in, in the language of the dispatching country only.

Forms shall be prepared in German and Polish for the waybills, luggage tickets, delivery orders and other documents which may be drawn up at transmission stations. Entries made by hand shall be in the language of the country of the dispatching railway. The official names in the country of transit shall be used for the railway stations in that country. The railway administrations concerned shall fix by mutual agreement the forms and the number of copies which are to be delivered during the transit.

(8) Delivery of sealed trucks shall be made " symbolically " without verifying the contents. Seals affixed by the dispatching railway shall be recognised as valid by the railway of the country of transit which, as a general rule, shall not affix additional seals.

All other consignments, except sealed trucks, shall be delivered in the ordinary way, *i.e.*, their contents shall be verified.

The same procedure shall be used where the contents of sealed trucks have been seen to be partially lost or damaged.

In all cases where goods have been delivered " symbolically " by the railway of the country of transit to the connecting railway, and where the seals of the dispatching railway have not been damaged, it shall be assumed, in default of proof to the contrary, that neither total nor partial loss has taken place while crossing the territory of transit. In all cases where the seals of the dispatching railway have been damaged, it shall be assumed, in default of proof to the contrary, that the total or partial loss has taken place while crossing the territory of transit.

If, for any reason whatsoever, it should be deemed necessary to verify consignments, or to open a truck on the railway of the country of transit, these operations shall be carried out as far as possible at the frontier station in the presence of employees of the two administrations concerned.

An official report detailing any irregularities found shall be signed by both parties.

(9) Trucks loaded with parcels must be utilised up to 25 % of their tonnage at least.

This rule shall not apply to trucks loaded with bulky goods filling the entire space of the truck.

(10) The admission of convoyers of goods and their number shall be restricted as far as possible. Convoyers admitted by the dispatching railway cannot be refused by the railway of the country of transit.

Each convoyer shall be furnished with an identity card and a third-class ticket. The identity cards must be made out as prescribed by Article 99, without visa (Article 102).

(11) Sleeping-car conductors, dining-car servants, luggage guards and female attendants shall travel free of charge whilst on duty.

(12) Service consignments shall be despatched on a service despatch note or service waybill.

The cost of transport of these consignments on the transit journey must not exceed the rates fixed by the tariff of the railway of the country of transit. Forwarding charges (at Station) shall not be made.

The frontier transmitting station shall deliver to the railway administration of the country of transit the copy of the service dispatch note or waybill.

The railway of the country of transit shall be responsible for service consignments in accordance with the regulations for goods traffic laid down in the present Convention.

13. La correspondance de service, ainsi que les colis de service (imprimés, billets, etc.), seront expédiés par les trains de voyageurs aux risques du pays expéditeur, sans frais quelconques.

14. Les administrations de chemin de fer intéressées établiront des prescriptions d'acheminement des marchandises.

Ces prescriptions auront à stipuler pour les marchandises en grande vitesse, pour le bétail et pour les marchandises s'abîmant facilement, les possibilités de transport les plus favorables en assurant, en outre, la plus grande rapidité.

Quant aux marchandises en petite vitesse, ces prescriptions assureront la voie la plus courte en tenant compte du parcours total.

Les administrations de chemins de fer intéressées pourront convenir aussi des exceptions à admettre.

Si le transport par voie normale est empêché, il sera effectué par une voie auxiliaire.

A l'article 39.

1. Les taxes fixées pour les chemins de fer du pays de transit constituent leurs quote-parts.

L'avoir des chemins de fer du pays de transit sera établi d'après les quotes-parts attribuées aux voies ayant droit au transport, conformément à l'article 22.

Les exceptions suivantes seront admises :

A. Trafic des Voyageurs, des Bagages et des Colis-messagerie express.

Si la voie choisie par le voyageur (dont les bagages ont été enregistrés ou ne l'ont pas été) est devenue impraticable soit totalement, soit partiellement, et s'il continue son voyage (avec ou sans bagage) pour arriver à la station de destination par une autre voie qui lui serait indiquée par le chemin de fer, on aura à distinguer les cas suivants :

a) Si le voyage a été empêché sur les chemins de fer du pays de transit, ceux-ci ne recevront que les quotes-parts revenant à la voie pour laquelle le billet ou le bulletin de bagage a été délivré.

Si, toutefois, la voie empruntée par le voyageur est plus courte que la voie prévue par le billet, les quotes-parts des chemins de fer du pays de transit seront établies d'après la longueur de la voie dont le voyageur s'est effectivement servi.

b) Si le voyage a été empêché sur le chemin de fer expéditeur ou destinataire, les quotes-parts des chemins de fer du pays de transit seront établies d'après la longueur des voies dont le voyageur s'est effectivement servi.

Au cas où la marche des trains de voyageurs serait empêchée, les colis-messagerie express seraient acheminés sur la gare de destination par une voie auxiliaire.

Les quotes-parts seront établies, dans ce cas, d'après les principes ci-dessus.

B. Trafic des Marchandises.

a) Si, par un cas fortuit ou par un cas de force majeure, l'utilisation d'une voie est supprimée soit totalement, soit partiellement, et si les marchandises sont acheminées sur leur gare de destination par une voie auxiliaire, on aura à discerner les cas suivants :

aa) Dans le cas où le mouvement serait supprimé sur une ligne de transit et si le chemin de fer expéditeur n'en avait été averti qu'après l'acceptation des marchandises pour le transport, les chemins de fer du pays de transit n'auraient droit qu'aux quotes-parts dues pour la ligne de transit effectivement utilisée, si cette ligne était plus courte que la ligne désignée pour le transit ;

bb) Dans le cas où le mouvement serait supprimé sur la ligne de transit et si ce fait a été notifié au chemin de fer expéditeur à temps, c'est-à-dire avant l'acceptation des marchandises au transport, les chemins de fer du pays de transit auront droit aux

(13) Service correspondence and service packages (printed matter, tickets, etc.), shall be conveyed free of charge by passenger train, at the risk of the country making the consignment.

(14) The railway administrations concerned shall draw up regulations for the dispatch of goods.

These regulations shall provide for the most rapid and favourable transport facilities in the case of express goods, cattle and perishable goods.

With regard to goods conveyed by slow trains, these regulations shall ensure transport by the shortest route, having regard to the total length of the journey.

The railway administrations concerned may also agree as to the exceptions to be recognised.

If transport by the normal route is interrupted it shall be carried out by an auxiliary route.

Article 39.

(1) The rates fixed for the railways of the country of transit shall constitute the shares of the receipts due to those railways.

The credit balances of the railways of the country of transit shall be made up according to the shares of receipts assigned to lines which are entitled to transport under Article 22.

The following exceptions shall be allowed :

A. PASSENGER, LUGGAGE AND EXPRESS PARCELS TRAFFIC.

If the route selected by the passenger (whether his luggage is registered or not) ceases, totally or in part, to be available, and if he continues his journey (with or without luggage) to the station of destination by another route indicated by the railway, the following different regulations apply :

(a) If the journey was interrupted on the railways of the country of transit, they shall only receive the shares of receipts due for the route for which the ticket or luggage receipt was issued.

If, however, the route taken by the passenger is shorter than the route for which the ticket was made out, the shares of the railways of the country of transit shall be calculated on the length of the route actually used.

(b) If the journey was interrupted on the dispatching railway, or railway of destination, the shares of the railways of the country of transit shall be calculated on the length of the route actually used by the passenger.

If the passenger train service is interrupted, express parcels shall be conveyed to the station of destination by an auxiliary route.

In this case the shares shall be calculated on the principles above stated.

B. GOODS TRAFFIC.

(a) If, owing to accident or vis major, the use of a line is totally or partially prevented, and if goods are conveyed to the station of destination by an auxiliary route, the following different regulations apply :

(aa) If traffic is interrupted on a transit line, and if the dispatching railway is not notified until after it has accepted goods for transport, the railways of the country of transit shall only be entitled to the shares due for the transit line actually used, if that line is shorter than the line set apart for transit.

(bb) If traffic is suspended on the transit line, and if the dispatching railway is notified of this fact in time, *i.e.*, before it has accepted goods for transport, the railways of the country of transit shall be entitled to the shares due on the length of the

quotes-parts qui leur seraient dues d'après la longueur de la voie effectivement utilisée. Les administrations ferroviaires s'entendront pour savoir dans quel cas la notification de la suppression du mouvement doit être reconnue comme ayant été faite à temps ;

cc) Dans le cas où les chemins de fer du pays de transit seraient obligés de se servir d'une voie auxiliaire par suite de l'interruption du service survenue sur le chemin de fer expéditeur ou destinataire, les chemins de fer du pays de transit auraient droit aux quotes-parts leur revenant d'après la longueur de la voie effectivement utilisée.

b) Si, pour un motif non prévu ci-dessus, les marchandises devaient être acheminées par une voie de transit auxiliaire, on aurait à discerner les cas suivants :

aa) Si le mouvement a été empêché sur la ligne de transit, les chemins de fer du pays de transit recevront les quotes-parts attribuées à la voie ayant droit au transport. Si, cependant, la marchandise a été transportée par une ligne de transit plus courte que la ligne ayant droit au transport, les chemins de fer du pays de transit recevront les quotes-parts d'après la longueur de la voie effectivement utilisée ;

bb) Si le mouvement a été empêché sur le chemin de fer expéditeur ou destinataire, les chemins de fer du pays de transit recevront ces quotes-parts d'après la longueur de la ligne effectivement utilisée; cependant, ces quotes-parts ne pourront pas être, dans ce cas, inférieures à celles qui leur reviendraient d'après la longueur de la ligne ayant droit au transport.

2. Les créances des chemins de fer du pays de transit devront être payées dans la monnaie qui a servi de base pour l'établissement des tarifs.

3. Pour le transport de voyageurs, bagages et colis-messagerie express, les chemins de fer du pays de transit seront crédités d'après les taxes correspondant à la longueur du parcours, même dans le cas où ce transport aurait été effectué en train rapide; toutefois, il ne sera pas tenu compte du minimum des prix de transport prévus dans les tarifs locaux.

4. Dans le cas où, d'après les prescriptions du chemin de fer expéditeur, il serait perçu un minimum du prix de transport dépassant la taxe kilométrique normale, le chemin de fer du pays de transit participerait à cet excédent, et cela proportionnellement à la longueur du parcours.

5. Les comptes seront à dresser mensuellement, et cela pour chaque mois séparément.

Toutes les expéditions effectuées pendant un mois seront comprises dans le compte qui se rapportera au même mois.

L'Administration des chemins de fer allemande fera le décompte pour le trafic effectué entre la Prusse orientale et le reste de l'Allemagne à travers le territoire cédé à la Pologne, ainsi qu'à travers le territoire de la Ville libre de Dantzig. L'Administration des chemins de fer polonaise fera le décompte pour le trafic effectué entre la Pologne et la Ville libre de Dantzig à travers le territoire allemand situé sur la rive droite de la Vistule.

Le doit et l'avoir seront communiqués au plus tard dans les deux mois qui suivront le mois auquel se réfère le décompte.

La liquidation des soldes sera faite au plus tard le 15 du troisième mois qui suivra le mois auquel le décompte se réfère.

Pour le trafic des voyageurs, des bagages et des colis-messagerie express, les administrations ferroviaires intéressées pourront dresser des décomptes trimestriels.

Il sera payé alors au chemin de fer du pays de transit des acomptes approximatifs pour chacun des deux premiers mois du trimestre ; ces avances seront à régler au plus tard dans les délais fixés ci-dessus pour la liquidation des soldes mensuels.

Les soldes seront liquidés d'après le cours du change moyen du mois auquel le décompte se réfère. Quant au trafic des voyageurs, bagages et colis-messagerie express, la liquidation des soldes sera faite, au cas où le décompte sera fait trimestriellement, d'après le cours du change moyen du rimestre auquel le décompte se réfère.

Afin d'établir le cours moyen du change, les administrations ferroviaires intéressées choisiront, d'un commun accord, une bourse quelconque.

route actually used. The railway administrations shall agree upon the definition of the phrase " in time " as applied to the notification of the suspension of trafic.

(cc) If the railways of the country of transit are compelled to use an auxiliary route owing to the interruption of the service on the despatching railway or railway of destiantion, the railvays of the country of transit will be entitled to the amounts due to them for the length of the route actually used.

(b) If, for any reason not provided for above, goods are to be despatched by an auxiliary route, the following cases are to be distinguished :

(aa) If traffic is suspended on the transit line, the railways of the country of transit shall receive the share due on the line entitled to effect the transport. If, however the goods are carried by a shorter line than the line entitled to effect the transport, the railways of the country of transit shall receive the amounts due for the length, of the route actually used.

(bb) If traffic is suspended on the despatching railway or railway of destination, the railways of the country of transit shall receive the amounts due for the length of the route actually used, provided that such amounts shall not, in that case, be less than those which would be due on the length of the line entitled to effect the transport.

(2) The debts of the railways of the country of transit shall be paid in the currency in which the tariffs were drawn up.

(3) For the transport of passengers, luggage and express parcels, the railways of the country of transit shall be credited according to the rates calculated on the length of the route, even if such transport is carried out by express train ; nevertheless no account shall be taken of the minimum transport charges laid down in the local tariffs.

(4) If, under the regulations of the despatching railway a minimum transport charge in excess of the normal rate per kilometre is imposed, the railway of the country of transit shall receive a share of such excess proportionate to the length of the route.

(5) Accounts shall be drawn up monthly, and for each month separately.

All consignments despatched during any particular month shall be included in the accounts for that month.

The deduction for the traffic between East Prussia and the rest of Germany, through the territory ceded to Poland and through the territory of the Free City of Danzig, shall be made by the German railway administration. The deduction for traffic between Poland and the Free City of Danzig, through the German territory on the right bank of the Vistula, shall be made by the Polish railway administration.

The credit and debit balances shall be communicated not later than two months after the month in respect of which the deduction is made.

The balances shall be liquidated not later than the 15th day of the third month after the month in respect of which the deduction is made.

The railway administrations concerned may make arrangements for quarterly deductions in respect of passenger, luggage and express parcels traffic.

Approximate instalments shall be paid to the railway of the country of transit for each of the first two months of the quarter, such advances to be subject to adjustment at latest within the periods fixed above for the liquidation of the monthly balances.

The balances shall be liquidated at the average rate of exchange for the month in respect of which the deduction was made. With regard to passenger, luggage and express parcels traffic, the balances shall, if the deduction is made quarterly, be liquidated at the average rate of exchange for the quarter in respect of which the deduction is made.

In order to calculate the average rate of exchange, the railway administrations concerned shall agree upon the selection of any one Exchange.

Les décomptes comprendront toutes les redevances pour les transports mentionnés ci-dessus, ainsi que pour tous les autres transports qui seraient effectués avec la participation des chemins de fer situés sur les territoires allemand, polonais et dantzicois. Ces décomptes pourront comprendre également toutes les redevances provenant de l'exécution des transports, par exemple, les redevances pour la location des wagons, pour le parcours ou le séjour des wagons, pour les frais de retard, les redevances pour les locomotives louées, pour les pièces de rechange fournies, pour les réparations du matériel de transport effectuées, pour l'entretien des fils télégraphiques et téléphoniques appartenant aux chemins de fer, etc.

La compensation ne pourra être appliquée qu'aux créances émanant de l'exécutoin des transports par chemins de fer situés sur le territoire allemand, polonais et dantzicois, toutes autres créances étant absolument exclues de toute compensation.

Chaque avoir portera un intérêt de 5 % par an à partir du vingtième jour du mois qui suivra le mois auquel le décompte se réfère.

Indépendamment de cet intérêt, un intérêt de retard de 5 % par an sera payé pour le doit non liquidé dans le terme stipulé ; cet intérêt de retard sera compté à partir du premier jour du quatrième mois qui suivra le mois auquel le décompte se réfère, jusqu'au jour de la liquidation du solde.

A l'article 40.

Les frais de transport des wagons de marchandises non chargés dont le nombre dépassera celui des wagons de marchandises chargés ayant fait le même parcours dans la direction inverse seront perçus d'après le tarif applicable au matériel roulant circulant sur ses propres roues.

Les administrations ferroviaires seront autorisées à conclure un accord en vertu duquel le nombre des wagons non chargés qui ont parcouru une certaine ligne pourrait être compensé avec le nombre de wagons chargés qui ont parcouru une autre ligne. Cet accord ne concernera que les lignes destinées au transit ordinaire.

Le transport des wagons de marchandises non chargés dont le nombre ne dépassera pas celui des wagons de marchandises chargés ayant fait le même parcours dans la direcrion inverse s'effectuera à titre gratuit.

Les moyens de chargement, ainsi que les bâches appartenant aux chemins de fer, seront transportés sur le parcours de retour à titre gratuit.

Les chemins de fer du pays de transit paieront une indemnité pour les voitures et les fourgons, ainsi que pour les wagons de marchandises utilisés en transit. L'espèce et le montant de l'indemnité seront fixés par une Convention spéciale.

Les Hautes Parties contractantes se réservent de convenir une compensation *in natura*.

La manière dont les chemins de fer du pays de transit devront être dédommagés, pour le parcours des wagons-restaurants et des wagons-lits amenés par l'autre Partie contractante, sera fixée par une convention spéciale.

Les administrations ferroviaires intéressées s'entendront au sujet des règles à adopter :

a) Pour établir le nombre des wagons chargés et non chargés qui ont circulé sur les lignes de transit pendant un certain laps de temps ;

b) Pour fixer les périodes pour lesquelles les décomptes à cet effet seraient à faire ;

c) Pour fixer les termes dans lesquels les soldes seraient à liquider.

A l'article 42.

Les dispositions suivantes seront appliquées aux locomotives d'aide allemande fournies pour emploi continuel :

Au § 1,

La remise des locomotives effectuée conformément à l'article 371 du Traité de Versailles ne devra pas directement influer sur l'obligation de l'Allemagne de fournir une aide en locomotives.

The deductions shall include all payments due on the traffic mentioned above, and on all other traffic in which railways in German, Polish and Danzig territory may be concerned. These deductions may also include all payments arising out of traffic operations, e. g. dues for the hire of stock, for the distance run by trucks, or their stationing, demurrage, payments due for the hire of engines, for spare parts supplied, for repairs to rolling stock, for the maintenance of telegraph and telephone wires belonging to the railways, etc.

Compensation shall only be given in respect of claims arising out of traffic operations carried out on railways in German, Polish or Danzig territory. No other claims whatever to compensation shall be admitted.

Every credit balance shall bear interest at 5 % per annum from the twentieth day of the month after the month in respect of which the deduction is made.

Apart from this interest, a debtor balance which is not liquidated within the period laid down shall bear arrears of interest at 5 % per annum ; such arrears of interest shall be reckoned from the first day of the fourth month after the month in respect of which the deduction is made up to the date on which the balance is liquidated.

To Article 40.

The transport charges on empty goods trucks exceeding in number the loaded goods trucks which have covered the same route in the opposite direction shall be levied according to the tariff applicable to rolling stock running on its own wheels.

The railway administrations shall be empowered to conclude an agreement setting off the number of empty trucks which have used one line against the number of loaded trucks that have used another line. Such agreement shall only apply to lines set apart for " ordinary transit ".

No transport charges shall be imposed in respect of empty goods trucks not exceeding in number the loaded goods trucks which have covered the same route in the opposite direction.

Loading appliances and covers belonging to the railways shall make the return journey free of charge.

The railways of the country of transit shall pay compensation for carriages, vans and goods trucks used in transit. The form and amount of such compensation shall be fixed by a special Convention.

The High Contracting Parties reserve the right to agree upon compensation in kind.

The method of payment of compensation to the railways of the country of transit for the distance covered by restaurant cars and sleeping cars belonging to the other Contracting Party shall be fixed by a special Convention.

The railway authorities concerned shall agree upon the regulations to be adopted :

(a) to determine the number of loaded and empty trucks which have used the transit lines during a given period ;
(b) to fix the periods in respect of which deductions of this nature shall be made ;
(c) to fix the periods within which the balances shall be liquidated.

To Article 42.

The following provisions shall be applied to auxiliary engines supplied by Germany for continuous use :

To Paragraph 1.

The delivery of engines under Article 371 of the Treaty of Versailles shall not directly affect Germany's obligation to provide engines.

Au § 2.

Pour chaque locomotive de louage dont la Pologne prendra possession, le terme du bail commencera à courir avec la date à laquelle elle aura été effectivement mise à la disposition de la Commission polonaise aux fins de l'examen de remise. Pour chaque locomotive de louage qui sera reprise par l'Allemagne, le terme de bail finira à la date à laquelle elle aura été mise à la disposition de l'Administration des chemins de fer allemande pour être restituée.

Dans le cas où, lors de la restitution, il sera constaté des détériorations provoquées par une usure anormale auxquelles on devra remédier dans les ateliers allemands (article 42, § 6), le terme de bail se prolongera par le nombre des jours dont les délégués des deux Parties auront convenu comme étant indispensables pour l'exécution de ces travaux complémentaires.

L'administration de chemins de fer remettante notifiera par fil à l'administration réceptionnaire la date de la mise à disposition au moins cinq jours à l'avance.

Le prix moyen d'achat pour des locomotives neuves (A) est établi pour le moment à 1.900.000 marks pour une locomotive de trains de voyageurs, et à 1.600.000 marks pour une locomotive de trains de marchandises ; ces sommes s'entendent en monnaie allemande.

Les redevances de location seront établies à la fin de chaque mois.

Au § 3.

L'Administration des chemins de fer polonaise prendra possession des locomotives de location dans des dépôts-frontières ou bien se trouvant le plus près possible de la frontière, mais toujours dans des dépôts allemands. De même, la restitution se fera dans des dépôts allemands.

Les locomotives seront présentées à froid, en sorte qu'il soit possible d'examiner les boîtes à feu et foyers, les cylindres, les tiroirs de vapeur et autres organes de distribution ; ensuite, elles seront présentées à nouveau sous vapeur.

Les locomotives devront se trouver dans un état absolument normal. Notamment, il ne sera pas admis de remettre des locomotives qui ont à subir obligatoirement un examen intérieur de la chaudière, et cela dans un délai d'un an à dater de la remise de la locomotive. Le délai écoulé depuis le dernier examen obligatoire de l'intérieur de la chaudière jusqu'au moment de la remise ne pourra être supérieur à deux ans et demi en moyenne pour toutes les locomotives.

Les locomotives seront pourvues de l'outillage et des accessoires nécessaires à leur mise en exploitation et à leur utilisation immédiate. Les dispositions détaillées seront prises à ce sujet par les administrations de chemins de fer respectives.

Un procès-verbal de remise et de prise de possession sera dressé en quatre expéditions, contenant une description précise de l'état de la locomotive. Ce procès-verbal devra être signé par les mandataires des deux Parties. Dès ce fait, la prise de possession deviendra définitive. Chaque administration recevra deux expéditions du procès-verbal.

Au § 4.

L'Administration des chemins de fer allemande fournira, lors de la remise des locomotives, pour chaque série de vingt locomotives de même type, la réserve en pièces de rechange suivantes :

1 paire de roues pour tender ;
1 série de ressorts de suspension des différentes espèces pour locomotive et tender ;
2 cylindres de fonte pour la fabrication des segments de pistons ;
50 segments pour tiroirs cylindriques ;
1 injecteur pour le côté droit des locomotives ;
300 tubes de chauffe ;
12 corps de surchauffeurs.

Ces pièces de rechange seront envoyées dans des dépôts de locomotives à indiquer par l'Administration de chemins de fer polonaise. Les frais de transport ne seront prélevés ni sur le parcours allemand, ni sur le parcours polonais.

To Paragraph 2.

The period of lease for every hired engine received by Poland shall date from the day on which the engine is handed over to the Polish Commission for inspection on delivery. The period of lease for every hired engine returned to Germany shall end on the date on which the engine is placed at the disposal of the German railway administration for the purpose of being restored.

If, at the time of such restoration, there is discovered any deterioration due to abnormal wear and tear, which must be made good in the German workshops (Article 42 paragraph 6), the period of lease shall be extended by the number of days agreed upon by the delegates of both parties as necessary for the execution of this additional work.

The railway administration delivering the engine shall notify the receiving administration, by telegraph, of the date of handing over, at least five days in advance.

The average sale price of a new engine (A) shall be provisionally fixed at 1,900,000 German marks for a passenger engine, and 1,600,000 German marks for a goods engine.

The charges for hire shall be determined at the end of each month.

To Paragraph 3.

The Polish railway administration shall take possession of hired engines at frontier depôts, or at depôts as near the frontier as possible, but in any case on the German side. The restoration of engines shall also take place at German depôts.

The engines shall be delivered dead, in order that the fire-boxes and furnaces, cylinders, steam-valves, and other heating apparatus may be examined ; they shall then be delivered again in steam.

Engines must be in an absolutely normal condition. In particular, no engines shall be delivered whose boilers will require overhauling within one year of the date of delivery. The period which has elapsed at the time of delivery, since the last regular overhauling of the boiler shall not exceed an average of two and a half years for all engines.

The engines shall be furnished with all tools and accessories required for their immediate working and utilisation. Detailed arrangements shall be made in this matter by the respective railway administrations.

An official certificate of delivery and receipt, containing a precise description of the condition of the engine, shall be drawn up in quadruplicate. This certificate shall be signed by the representatives of both parties, and the taking over shall then be regarded as complete. Each administration shall retain two copies of the inventory.

To Paragraph 4.

At the time of the delivery of the engines, the German railway administration shall furnish the following reserve spare parts for every twenty engines of the same type :

1 pair of tender wheels ;
1 set of axle springs (all kinds) for engine and tender ;
2 cylinder castings for the manufacture of piston parts ;
50 parts for cylindrical valves ;
1 right-hand injector ;
300 fire-tubes ;
12 superheaters.

These parts shall be sent to engine depôts to be indicated by the Polish railway administration. The cost of carriage shall not be collected in advance, either on the German or on the Polish portion of the route.

A l'article 43.

Les dispositions suivantes seront appliquées aux locomotives d'aide allemande fournies pour emploi passager :

Au § 1.

La fixation de l'aide en locomotives allemande se fera en tenant compte de l'état des locomotives en Pologne.

Au cas où les trains de marchandises facultatifs convenus seraient mis en marche avec une fréquence exceptionnelle, l'Allemagne donnerait une aide supplémentaire en locomotives, en fournissant des locomotives à l'emploi passager, aussi longtemps que ces trains facultatifs ne seraient pas remplacés par des trains réguliers et que l'aide en locomotives serait réglée en conséquence.

Les locomotives louées fournies à l'emploi passager devront être restituées aussitôt que les trains pour lesquels elles étaient prévues auront cessé de circuler.

Au § 2.

Le bail prendra cours le jour de la prise de possession définitive de chaque locomotive par le chef du dépôt de locomotives polonaises et il finira le jour de la reprise définitive de chaque locomotive par le chef du dépôt de locomotives allemandes ; toutefois, le jour de la remise et le jour de la restitution seront comptés ensemble pour un seul jour.

Dans le cas où, lors de la restitution des locomotives, des détériorations anormales seraient constatées, le terme de bail se prolongerait du nombre de jours dont les délégués des deux Parties auraient convenu comme étant indispensables pour la réparation des détériorations constatées.

Les redevances de location seront établies à la fin de l'emploi de ces locomotives.

TRANSIT MILITAIRE.

A l'article 44 *(voir aussi article* 47*).*

Au § 2.

Les militaires allemands sont tenus de présenter sur demande, dans les trains affectés spécialement au transit militaire, une carte d'identité (Truppenausweis).

Les militaires allemands empruntant les trains ou parties de trains affectés au transit privilégié seront tenus de présenter leur carte d'identité seulement dans le cas où, selon l'article 98 de la présente Convention, cette obligation subsiste pour les voyageurs civils.

Les dispositions précédentes seront appliquées d'une manière analogue aux militaires polonais se servant du transit sur la rive droite de la Vistule.

Au § 3 (voir aussi §§ 5, 6, 8).

Les armes doivent être déposées avant la sortie du pays expéditeur dans des wagons spécialement destinés à cet effet. Les armes à feu (voir § 5) doivent être déchargées d'avance. Les munitions doivent être emballées.

Au § 4 (voir aussi §§ 6 et 8).

La mise en route des trains est annoncée par l'intermédiaire du bureau de liaison à Dantzig (voir article 45). Il sera fixé dans l'horaire que les trains militaires prévus par les §§ 4 et 8 traverseront de jour le pays de transit ; quant aux trains militaires de marchandises, prévus par le § 6, on fixera leur marche de jour si c'est possible.

To Article 43.

The following provisions shall be applied to engines supplied by Germany for temporary use :

To Paragraph 1.

In deciding the number of engines to be contributed by Germany, the condition of the engines in Poland shall be taken into account.

If special goods trains arranged by agreement are run with unusual frequency, Germany shall provide additional engines for temporary use, until such special trains are replaced by regular trains, with a consequent adjustment in the number of engines provided.

The hired engines supplied for temporary use shall be restored as soon as the trains for which they were provided have ceased to run.

To Paragraph 2.

The period of lease shall date from the day of the final taking over of each engine by the director of the Polish engine works, and shall end on the date of the final resumption of each engine by the director of the German engine works, the day of delivery and the day of restoration counting together as one day.

If, at the time of the restoration of the engines, any abnormal deterioration is discovered, the period of lease shall be extended by the number of days agreed upon by the delegates of both parties as necessary for the repair of the damage in question.

The charges for hire shall be fixed when the use of these engines ceases.

MILITARY TRANSIT.

To Article 44 *(see also Article* 47*).*

To Paragraph 2.

German troops in trains specially set apart for military transit traffic shall be required on demand to show an identity card (Truppenausweis).

German troops using trains or portions of trains set apart for privileged transit shall only be required to show their identity cards when civilian passengers are also required to do so under Article 98 of this Convention.

The preceding provisions shall apply similarly to Polish troops using trains on the right bank of the Vistula.

To Paragraph 3 (see also paragraphs 5, 6 and 8).

Before leaving the country of origin, all troops must deposit their arms in trucks set apart for that purpose. Firearms (see paragraph 5) must be previously unloaded. Ammunition must be carefully packed.

To Paragraph 4. (See also paragraphs 6 and 8.)

The departure of trains shall be announced through the Liaison Office at Danzig (see Article 45). Arrangements shall be made in the time-tables for the troop trains mentioned in paragraphs 4 and 8 to pass through the country of transit by day, and also, if possible, for the passage of the military goods trains mentioned in paragraph 6 to take place by day.

Au § 5 (voir aussi §§ 7 et 9).

En ce qui conecrne les transports, le personnel de convoi du pays de transit a le devoir de contrôler l'application exacte de toutes les dispositions prises pour assurer l'ordre public et le service de douane, spécialement pendant l'arrêt des trains. Il doit aussi empêcher l'accès du public aux wagons destinés au transport des armes et des munitions.

Le personnel de convoi a droit à des places réservées dans le train.

Un chef du personnel de convoi du pays de transit doit être désigné pour chaque transport. Celui-ci doit se mettre, immédiatement après être monté dans le train, en rapport avec le chef militaire du transport et maintenir avec lui une liaison constante (voir § 9). Il est responsable de la conduite régulière du personnel de convoi, qui doit s'abstenir autant que possible de toute immixtion directe envers les voyageurs et doit toujours s'adresser, sauf en cas de péril imminent, seulement à son chef, qui prend toutes les dispositions, d'accord avec le chef du transport.

Dans les trains prévus par les §§ 4 et 8, les wagons destinés au transport des armes et des munitions doivent être plombés en présence du chef du transport et du chef du personnel de convoi. Ce plombage doit avoir lieu dans les stations où le personnel de convoi du pays de transit monte dans le train.

Les armes blanches, dans les trains militaires de marchandises prévus par le § 6, qui doivent être déposées par le personnel de convoi dans le fourgon de service, seront remises et reprises contre quittance.

Au § 6.

Le transit de toutes munitions et des explosifs en usage dans les armées de l'Etat expéditeur sera admis. Le transport sera effectué par les trains militaires de marchandises, suivant les règlements du pays expéditeur, tant que le pays expéditeur et le pays de transit n'auront pas coordonné leur règlements à ce sujet.

Au § 9.

Pour chaque train militaire prévu aux §§ 4 et 8, l'officier désigné par le § 9 est considéré comme chef militaire du transport et exerce son pouvoir envers les militaires de son pays qui voyagent dans le même train. Dans les trains de marchandises prévus au § 6, une personne militaire spécialement désignée à cet effet aura les mêmes attributions dans le cas où ces trains seraient accompagnés par des personnes militaires du pays expéditeur.

Après que le personnel du convoi étranger est monté dans le train, le chef du transport se met immédiatement en rapport avec le chef des convoyeurs. Ce dernier lui servira d'intermédiaire pour toutes les demandes, réclamations et plaintes adressées aux autorités civiles ou militaires du pays de transit. Toutes les injonctions du chef des convoyeurs concernant le service de surveillance doivent être exécutées.

De même toutes les demandes, réclamations et plaintes des autorités du pays de transit doivent être adressées exclusivement au chef du transport, et uniquement par l'intermédiaire du chef de convoi. En cas d'infractions aux dispositions concernant le transit commises par les voyageurs militaires, le chef du transport procèdera aux constatations nécessaires et fera punir par les autorités du pays expéditeur les personnes qui ont commis les dites infractions.

Les autorités du pays de transit ne jouissent, dans ce cas, d'aucun droit disciplinaire.

La communication téléphonique et télégraphique avec le bureau de liaison de Dantzig, dans toutes les questions concernant l'exécution du transport, doit être facilitée au chef du transport par l'intermédiaire du chef du personnel de convoi (voir article 45). Ces communications de service télégraphique et téléphonique sont exemptes de toute taxe.

Le chef du transport est responsable de la discipline des militaires qui voyagent avec lui et de l'exécution de toutes les dispositions prises pour le transport.

Pour assurer l'ordre et la tranquillité, le chef du transport aura à sa disposition la garde prévue au § 9.

To Paragraph 5. (See also paragraphs 7 and 9.)

With regard to transport, the escort of the country of transit shall have the duty of superintending the exact execution of all arrangements made as regards public order and the Custom-service, particularly when trains are at a standstill. It shall also prevent the public from approaching trucks intended for the transport of arms and ammunition.

The escort shall be entitled to reserved seats in the train.

A head of the escort of the country of transit shall be appointed for each journey. Immediately on joining the train he shall communicate with the officer in charge of the train, and shall maintain constant touch with him (see paragraph 9). He shall be responsible for the conduct of the escort, which must, as far as possible, avoid all direct contact with the passengers, and must always apply, except in case of imminent danger, solely to the head of the escort, who shall make all arrangements in concert with the officer in charge.

In the trains mentioned in paragraphs 4 and 8, trucks intended for the transport of arms and ammunition shall be sealed in the presence of the officer in charge of the train and the head of the escort. The sealing up shall take place at the places at which the escort of the country of transit joins the train.

In the military goods trains mentioned in paragraph 6, side-arms, which must be deposited by the escort in the service van, shall be biven up and restored in return for a voucher.

To paragraph 6.

The transit shall be permitted of all ammunition and explosives in use in the armies of the State of origin. They shall be carried in military goods trains in accordance with the regulations of the country of origin, until the country of origin and the country of transit have co-ordinated their regulations on this question.

To paragraph 9.

In every troop train mentioned in paragraphs 4 and 8, the officer indicated in paragraph 9 shall be regarded as the officer in charge of the train, and shall have authority over all troops of his country travelling on that train. In the goods trains mentioned in Section 6, a member of the army specially appointed for the purpose shall have similar powers if such trains contain members of the army of the country of origin.

As soon as the foreign escort has joined the train, the officer in charge shall communicate with the head of the escort, through whom all requests, claims and complaints shall be addressed to the civil or military authorities of the country of transit. All orders given by the head of the escort with reference to surveillance shall be carried out.

Similarly all requests, claims and complaints by the authorities of the country of transit shall be addressed exclusively to the officer in charge of the train through the sole agency of the head of the escort. In case of any infringement of the transit regulations by military passengers, the officer in charge shall make the necessary enquiries and shall see that the delinquents are punished by the authorities of the country of origin.

In such cases the authorities of the country of transit shall have no disciplinary power.

Facilities shall be granted to the officer in charge, through the head of the escort, for telephonic and telegraphic communication with the Liaison Office at Danzig on all questions relating to the escort (see Article 45). Such official telegraphic and telephonic communication shall be free of charge.

The officer in charge shall be responsible for the discipline of the troops under his command, and for the execution of all arrangements made for the journey.

To ensure order and good behaviour, the guard mentioned in Section 9 shall be at the disposal of the officer in charge.

C'est uniquement envers les personnes de son propre pays voyageant dans le même train que cette garde aura les droits et les devoirs d'une garde. Par contre, elle ne jouira d'aucune prérogative d'une garde militaire envers les autres personnes et autorités.

L'emploi des armes par la garde est admis seulement contre les personnes militaires de son propre pays voyageant dans le même train, et uniquement en cas de danger imminent.

Au § 12.

La constatation du chiffre des voyageurs dans les trains militaires, prévue aux §§ 4 et 8, aura lieu une seule fois pendant la durée du trajet. D'autres constatations en cours de route, qui pourraient occasionner une augmentation du nombre des arrêts, peuvent avoir lieu uniquement dans des cas extraordinaires et exceptionnels.

La relève du personnel de convoi polonais par le personnel dantzicois et vice versa aura lieu sans de pareilles constatations.

La composition maxima des trains militaires prévus aux §§ 4 et 8 doit être fixé, dans les horaires, à cent essieux. Les autorités ferroviaires intéressées peuvent toutefois augmenter le nombre d'essieux, après accord préalable.

A l'article 45.

1. Pour assurer la liaison entre les autorités intéressées allemandes, dantzicoises et polonaises, un bureau de liaison sera établi auprès des autorités ferroviaires polonaises à Dantzig ; il sera composé d'un personnel d'experts mis à sa disposition par les pays intéressés. Ses fonctions seront les suivantes :

a) Tenir constamment les autorités militaires et civiles allemandes et polonaises, ainsi que les offices dantzicois au courant du trafic militaire ;

b) Annoncer à temps les trains militaires et la suppression éventuelle d'un train ;

c) Recevoir et transmettre toutes les demandes, propositions et réclamations allemandes, dantzicoises et polonaises concernant le trafic militaire.

Dans les questions urgentes de transit militaire, le bureau de liaison à Dantzig est autorisé à solliciter, par l'intermédiaire du représentant du pays intéressé, les informations nécessaires directement des offices autres que ceux qui se trouvent à Dantzig.

2. Pour réaliser l'accord entre les dispositions allemandes et polonaises concernant le transit militaire, les règles et les ordres qui seraient émis spécialement à cet effet par l'Allemagne, la Pologne et Dantzig devront être échangés aussitôt que possible par l'intermédiaire du bureau de liaison à Dantzig.

Les Hautes Parties contractantes devront ainsi se tenir réciproquement au courant, par l'intermédiaire du bureau de liaison à Dantzig, de toutes les dispositions qui seront prises dans l'avenir.

Toutes les autorités ferroviaires sur les voies destinées au transit militaire devront être en possession des ordres et des instructions de toutes les parties concernant les transports militaires.

3. Tous les militaires devront être munis de l'approvisionnement nécessaire pour le voyage. L'entière nourriture des chevaux devra être emportée pour la durée du trajet par le pays de transit.

Un accord avec le chef du transport devra lui donner la possibilité de compléter l'approvisionnement en cas d'arrêt prolongé non prévu ; en cas de nécessité, l'emploi de l'eau nécessaire à la boisson, à la toilette, ainsi que pour les chevaux, et l'usage des latrines devra être facilité.

4. Pour la conduite des militaires voyageant, les règles suivantes devront être appliquées et portées avant le départ à la connaissance de tous les voyageurs :

a) Dans les wagons et dans les gares, la tenue doit être irréprochable et la discipline doit être strictement observée ;

This guard shall have the privileges and duties of a guard only in its dealings with subjects o its own country travelling on the train. It shall have none of the privileges of a military guard in its dealings with other persons or authorities.

The use of arms by the guard is only permitted against troops of its own country travelling on the train, and only in case of imminent danger.

To paragraph 12.

The number of passengers in troop trains (see Sections 4 and 8), shall only be counted once during the journey. Other counts during the journey, which might lead to an increase in the number of stoppages, shall only take place in extraordinary and exceptional circumstances.

The relief of the Polish escort by the Danzig escort, and vice versa, shall take place without any such count.

The maximum composition of the troop trains mentioned in Sections 4 and 8 shall be fixed in the time-tables at 100 axles. The railway authorities concerned may, however, increase the number of axles, subject to previous agreement.

To Article 45.

(1) In order to ensure communication between the German, Danzig and Polish authorities concerned, a Liaison Office shall be established at the offices of the Polish railway authorities at Danzig. It shall consist of experts furnished by the countries concerned. Its duties shall be :

(a) To keep the German and Polish military and civil authorities and the Danzig authorities constantly informed of military traffic ;

(b) To give due warning of the running of troop trains, and of the cancellation of any train ;

(c) To receive and forward all German, Danzig and Polish requests, proposals and claims relating to military traffic.

In urgent matters of military transit, the Liaison Office at Danzig shall be empowered to ask authorities not established at Danzig, directly, through the representative of the country concerned, for the necessary information.

(2) In order to ensure uniformity between the Polish and German arrangements for military transit, orders and regulations specially issued for this purpose by Germany, Poland and Danzig shall be mutually communicated as soon as possible through the Liaison Office at Danzig.

The High Contracting Parties must thus inform each other, through the Liaison Office at Danzig, of all arrangements which may be made in future.

All railway authorities on the lines intended to be used for military transit must be provided with orders and instructions from all the Parties concerning military transport.

(3) All troops must be furnished with the necessary provisions for the journey. The supply of forage for the horses must be sufficient for the whole period of the journey through the country of transit.

An arrangement must be made with the Director of Transport to supplement the provisioning, in the case of a prolonged and unforeseen stoppage ; where necessary, water must be provided for drinking and washing purposes, and for the horses, and also the use of latrines.

(4) The following regulations regarding the conduct of troops when travelling must be carried out, and must be brought to the notice of all passenger troops before departure :

(a) The conduct of troops in the carriages and in the stations must be exemplary, and discipline must be strictly observed ;

b) Tous chants, inscriptions dans les wagons et manifestations de toutes sortes qui pourraient occasionner des incidents entre les voyageurs et la population du pays de transit sont sévèrement défendus ;

c) Pendant la durée du trajet, tous les voyageurs doivent se tenir à l'intérieur des wagons ; même pendant les arrêts, il est défendu de quitter les wagons ;

d) Au cas où, exceptionnellement, les voyageurs devraient descendre du train, ceci peut avoir lieu uniquement sur l'ordre du chef du transport, et seulement du côté spécialement désigné à cet effet. Le chef du transport doit s'assurer préalablement du consentement du chef du personnel de convoi qui, de sa part, doit s'assurer du consentement des autorités locales ;

e) Toute communication immédiate entre les voyageurs et la population du pays de transit est défendue.

5. Au cas où, exceptionnellement, les voyageurs devraient descendre des trains militaires prévus à l'article 44, §§ 4 et 8, pendant la durée des arrêts prévus et non prévus, le chef du transport devra, après s'être mis en rapport par l'intermédiaire du chef du convoi avec les autorités locales, désigner les sentinelles spéciales prises parmi la garde. Celles-ci devront veiller à ce qu'aucun militaire du transport ne s'éloigne des lieux destinés aux repas et à la toilette et n'entre dans aucun rapport, quel qu'il soit, avec la population indigène.

D'autre part, les autorités du pays de transit auront le devoir de prendre les mesures nécessaires pour qu'une attitude correcte soit observée envers les militaires en transit et devront protéger ces derniers contre les incidents éventuels. Elles devront aussi prendre les mesures nécessaires pour éviter toute communication entre les militaires en transit et la population civile, ainsi que tous les employés et militaires du pays de transit, sauf au cas où la présence de ces derniers serait indispensable pour des raisons de service.

6. Les soldats tombés malades en route devront être, s'ils ne peuvent être soignés par leurs médecins, soignés par des médecins du pays de transit.

Si le malade ne peut pas continuer le voyage, il devra être reçu, par l'intermédiaire du chef de la gare, dans un hôpital local ; le bureau de liaison à Dantzig en devra être aussitôt avisé.

Les frais occasionnés par les soins donnés aux malades devront être remboursés au pays de transit par l'intermédiaire du bureau de liaison à Dantzig.

Les autorités du pays de transit seront également tenues d'assurer l'approvisionnement et l'entretien des soldats laissés en route pour le convoi des wagons détériorés et rechargés (voir chiffre 5 à l'article 49). Les frais qui en résulteront seront à la charge du pays expéditeur et seront remboursés par l'intermédiaire du bureau de liaison à Dantzig.

La possibilité devra être donnée à ces soldats de se mettre en rapports télégraphiques ou téléphoniques avec le bureau de liaison à Dantzig.

Tous les militaires laissés en route pour une autre raison quelconque devront continuer le trajet avec le train suivant, ce dont le bureau de liaison à Dantzig sera avisé.

A l'article 49

1. Le transit militaire s'effectue conformément aux dispositions du trafic de transit privilégié. Il est libre de toutes formalités de passeports et de douane.

2. Les frais du transport des personnes militaires et des biens militaires pour le trajet à travers le pays de transit seront calculés d'après la taxe du tarif civil en vigueur dans le pays de transit.

3. Tous les militaires doivent se conformer strictement aux règlements du service des voies ferrées du pays de transit. Toute immixtion dans l'exercice de ces fonctions est défendue.

4. Dans le cas où un train militaire de voyageurs ou un train militaire de marchandises ne pourrait quitter la station après l'arrêt réglementaire prévu par l'horaire, ou en cas d'un arrêt non

(b) Singing, writing in the carriages, and any kind of action which might cause friction between the troops and the population of the country of transit, is strictly prohibited.

(c) During the journey all the passengers must remain in the carriages ; even during stoppages they are forbidden to alight from the carriages.

(d) In exceptional cases where troops have to alight from the train, they may only do so by order of the Director of Transport, and only from the side specially reserved for this purpose. The Director of Transport must previously obtain the consent of the Chief of Staff of the convoy, who must himself obtain the consent of the local authorities.

(e) All direct communication between the troops and the population of the country of transit is forbidden.

(5) In exceptional cases where the troops have to leave the military trains provided for in Article 44, paragraphs 4 and 8, during periods of stoppage whether scheduled or accidental, the Director of Transport, after communicating with the local authorities through the Officer in charge of the escort, must appoint special sentinels chosen from the guard. These sentinels must see that no soldier from the transport train leaves the places appointed for meals and washing purposes, or enters into relations of any kind with the population of the country.

Further, it will be the duty of the authorities of the country of transit to take the necessary measures to ensure that a correct attitude is maintained towards the troops which are being conveyed in transit through the country and to protect the latter against possible incidents. They must also take the necessary measures to prevent all communication between the troops under escort and the civil population, as well as officials and troops belonging to the country of transit, except in cases where the presence of the latter is necessary for official purpose.

(6) Soldiers who fall sick on the way must be attended by doctors from the country of transit if they cannot be attended by their own doctors.

If the sick person is unable to continue his journey the station-master must obtain his admission to a local hospital, and the Liaison Office at Danzig must be immediately informed.

Expenses incurred for medical attendance must be refunded to the country of transit through the Liaison Office at Danzig.

The authorities of the country of transit will also be responsible for the provisioning and maintenance of soldiers left behind on the journey to act as escort for stock which is damaged or which requires reloading (see Clause 5 of Article 40). The expenses incurred will be defrayed by the country from which the train is despatched and will be refunded through the Liaison Office at Danzig.

Facilities must be provided for telegraphic and telephonic communication between these soldiers and the Liaison Office at Danzig.

All soldiers left behind on the journey for any other reason must continue the journey by the next train, and the Liaison Office at Danzig must be informed.

To Article 49.

(1) Military transit shall be effected in conformity with the provisions governing traffic in privileged transit. It shall be free from all passport and customs formalities.

(2) The expenses of conveying troops and military effects through the country of transit shall be calculated in accordance with the civil tariff in force in the country of transit.

(3) All the troops must conform strictly to the regulations governing the railway service of the country of transit. All interference with the railway staffs in the exercise of their duties is forbidden.

(4) Should a military train, conveying either troops or goods, be unable to leave a station after a scheduled stop, or should an unscheduled stoppage occur, the Director of Transport (in the

prévu par l'horaire, le chef du transport (dans les trains militaires de marchandises, s'il y en a un) devra être averti, au cas où l'arrêt durerait plus de vingt minutes, du moment où le train pourra probablement continuer sa marche.

Il devra être avisé également au cas où l'arrêt du train serait abrégé.

S'il y a lieu de diriger le train par une autre voie (voir article 44, § 11), le chef du transport devra en être immédiatement avisé et informé également du nom des stations et de la durée des arrêts sur ce nouveau parcours.

Au cas où une pareille nécessité surviendrait, et même au cas où elle deviendrait seulement probable, le bureau de liaison à Dantzig en devrait être sans retard également avisé.

5. Au cas où des wagons détériorés devraient être arrêtés ou déchargés, le chef du transport devrait, en cas de nécessité, mettre dans la mesure du possible le personnel nécessaire à la disposition des autorités ferroviaires pour le rechargement et le convoi de ces wagons.

Ces wagons devront être envoyés par le prochain train du trafic civil.

POSTES, TÉLÉGRAPHES ET TÉLÉPHONES.

A l'article 50.

Il sera permis, à la suite d'une entente préalable entre les postes allemandes et les administrations compétentes de chemins de fer, de transporter ou d'ajouter au wagon-poste convoyé un wagon-poste ou fourgon allemand clos dans un train omnibus.

A l'article 51.

Les administrations des postes locales intéressées conviendront pour chaque train de la mesure et du genre de l'utilisation commune des wagons-poste, en tenant compte de l'espace disponible.

A l'article 52.

Un employé des postes polonais devra monter dans les wagons-poste allemands et les quitter aux gares où le changement du personnel allemand et polonais des chemins de fer aura lieu. En entrant dans les wagons-poste, il sera tenu de présenter aux employés allemands un certificat portant le sceau de son bureau d'attache et rédigé en langues allemande et polonaise. Au cas où il ne portera pas d'uniforme, il sera au moins obligé de porter un signe distinctif le désignant comme fonctionnaire (brassard, casquette de service, etc.).

Les administrations des postes polonaises et dantzicoises consentent à ce que :

a) Les ambulants allemands des trains de transit sur la ligne ferroviaire Chojnice-Tczew-Marienburg soient toujours accompagnés d'un seul employé postal polonais ;

b) Les ambulants allemands des trains de transit sur la ligne ferroviaire Lauenburg-Dantzig-Marienburg soient accompagnés d'un employé des postes polonais entre la station où le changement du personnel polonais et allemand aura lieu et Marienburg. Toutefois, si la Ville libre de Dantzig en fait la demande, l'employé polonais alternera dans son service avec un employé de Dantzig, le changement se faisant mensuellement. La Ville libre de Dantzig ne pourra faire cette demande qu'au moment du changement de l'horaire ;

c) Les ambulants polonais des trains transitant sur la rive droite de la Vistule entre la Pologne et la Ville libre de Dantzig, sur la ligne ferroviaire Marienburg-Dantzig, soient toujours convoyés par des employés des postes polonais. Cependant, l'administration des postes de la Ville libre de Dantzig aura le droit de faire convoyer

case of military goods trains, where there is such an official), must be informed of the time at which the train will probably be able to continue its journey, when the stoppage exceeds 20 minutes.

He must also be informed should the period of stoppage be curtailed.

If it is necessary for the train to travel by another route (see Article 44, paragraph 11), the Director of Transport must immediately be informed of the fact, as also of the names of the stations and the duration of stops on the new route.

Whenever necessary, or even where the necessity is only anticipated, the Liaison Office at Danzig must be informed without delay.

(5) Should damaged stock have to be left behind or unloaded, the Director of Transport must, if necessary, place at the disposal of the railway authorities, as far as possible, the staff necessary for carriyng out the reloading and convoying of the stock.

Such stock must be sent on by the next non-military train.

POSTS, TELEGRAPHS AND TELEPHONES.

To Article 50.

By arrangement between the German postal authorities and the competent railway administrations, it shall be permissible to transport or to add a German closed mail van or coach to the mail van under escort by a slow train (train omnibus).

To Article 51.

The local postal authorities concerned shall come to an agreement in the case of each train regarding the extent and nature of the joint use which is made of the mail vans, taking into account the available space.

To Article 52.

A Polish post office official must travel with the German mail vans and leave them at the stations where a change of German and Polish staffs takes place. On entering the mail vans he must present to the German employees a certificate bearing the seal of the office to which he is attached, printed in German and Polish. If he does not wear a uniform, he must at least wear a distinguishing mark enabling him to be recognised as an official (armlet, service cap, etc.).

The Polish and Danzig postal authorities shall agree to the following provisions:

(a) German sorters on through-trains in transit on the line Chojnice-Tczew-Marienburg shall in all cases be accompanied by one Polish post office official;

(b) German sorters on trains in transit on the line Lauenburg-Danzig-Marienburg, shall be accompanied by a Polish post office official between the station where the change of Polish and German staffs takes place and Marienburg. Nevertheless, if the Free City of Danzig so requests, the Polish official shall take this duty alternately with a Danzig official, the change being effected once a month. The Free City of Danzig may only make such a request when the time-table is undergoing alteration;

(c) Polish sorters on trains in transit on the right bank of the Vistula between Poland and the Free City of Danzig, on the line Marienburg-Danzig, shall in all cases be accompanied by Polish post office officials. The postal authorities of the Free City of Danzig shall, however, have the right to send with these Polish sorters,

ces ambulants polonais entre Marienburg et Dantzig par un employé des postes dantzicois qui s'occupera en route de la poste dantzicoise.

Les administrations des postes polonaises et dantzicoises concluront un accord réglant les droits et les devoirs qui résultent des dispositions stipulées sous les points *a*, *b*, *c*, en tenant compte des droits de souveraineté de chaque partie contractante.

A l'article 53.

Tous les wagons-poste transitant à travers le territoire polonais ou à travers le territoire polonais et dantzicois seront remis, à la frontière, au personnel des chemins de fer polonais avec un bulletin d'accompagnement en deux expéditions rédigé en langues allemande et polonaise et indiquant le genre, le numéro, le nombre d'essieux, les lieux d'origine et de destination des wagons-poste, ainsi que le parcours à effectuer. Un exemplaire de ce bulletin d'accompagnement sera conservé par l'administration des chemins de fer polonaise ou dantzicoise dans le but de faire, avec l'administration des postes polonaise ou dantzicoise, le décompte des sommes à percevoir pour les essieux-kilomètres parcourus par le wagon-poste allemand. L'administration des chemins de fer polonaise ou dantzicoise reconnaîtra valables les scellés apposés par les offices postaux et douaniers allemands.

A l'article 54.

Le personnel des postes allemand, désigné pour convoyer les wagons-poste allemands en transit, sera restreint autant que les opérations postales le permettront. Chaque employé des postes allemand devra porter au moins un insigne de service (brassard, casquette de service, etc.). En outre, les employés en question devront être munis d'un certificat portant le sceau de leur bureau d'attache et rédigé en langues allemande et polonaise.

A l'article 55.

Les contrôleurs allemands pourront convoyer les wagons-poste allemands dans le but de surveiller et contrôler le service postal allemand. Ces contrôleurs devront prendre, pour le parcours à effectuer, un billet de deuxième classe qu'ils devront porter sur eux avec leur carte d'identité officielle (ordre d'inspection du service postal).

Un contrôleur polonais ou dantzicois pourra, sous les mêmes conditions que le contrôleur allemand, convoyer les wagons-poste allemands sur le territoire polonais ou dantzicois, et cela dans le but de contrôler les employés des postes polonais ou dantzicois.

A l'article 58.

L'Administration des postes allemande sera obligée de restituer en monnaie polonaise ou dantzicoise à l'Administration des postes polonaise ou dantzicoise les taxes que l'une de ces dernières aura à payer à l'Administration des chemins de fer polonaise ou dantzicoise pour expédition des sacs de lettres de la poste allemande transportés par l'intermédiaire des employés de chemins de fer polonais ou dantzicois. Ces taxes seront calculées d'après les taux en vigueur et applicables au transport des sacs de lettres de la poste polonaise ou dantzicoise par les administrations de chemins de fer de ces deux pays. Le montant de ces frais sera communiqué par l'Administration des postes polonaise ou dantzicoise à l'Administration des postes allemande.

A l'article 59.

A partir du jour de la mise en vigueur de la présente Convention, l'Administration postale allemande paiera à l'Administration des postes polonaises pour chaque essieu-kilomètre des lignes

when travelling between Marienburg and Danzig, a Danzig post office official who shall deal with the Danzig mail en route.

The Polish and Danzig postal authorities shall conclude an agreement regulating the rights and duties arising out of the provisions laid down under *(a)*, *(b)*, and *(c)*, taking into account the rights of sovereignty possessed by each of the High Contracting Parties.

To Article 53.

All mail vans travelling in transit across Polish territory or across Polish and Danzig territory shall be handed over at the frontier to the staff of the Polish railways, with a consignment note in duplicate, written in German and Polish, indicating the kind, number, number of axles, place of origin and destination of the mail vans and the route which is to be traversed. One copy of this consignment note shall be retained by the Polish or Danzig railway authorities for the purpose of fixing, with the Polish or Danzig postal authorities, the deduction of the sums payable for the axle-kilometres covered by the German mail van. The Polish or Danzig railway authorities shall recognise as valid the seals affixed by the German postal and customs offices.

To Article 54.

The staff of the German postal service appointed to travel with German mail vans in transit through Danzig shall be limited in number as far as the requirements of the postal services permit. Each German postal official shall wear at least one mark of service (armlet, service cap., etc.). In addition, such officials must be provided with a certificate bearing the seal of the office to which they are attached, written in German and Polish.

To Article 55.

German inspectors shall be permitted to travel with German mail vans for the purpose of supervising and inspecting the German postal service. These inspectors must take a second-class ticket for the distance travelled, which they must carry about them with their official identity card (inspection of postal services).

A Polish or Danzig inspector shall, on the same conditions, be permitted to travel with German mail vans on Polish or Danzig territory for the purpose of supervising the Polish or German postal employees.

To Article 58.

The German postal authorities shall be obliged to indemnify the Polish or Danzig postal authorities in Polish or Danzig currency for such charges as either of them may have to pay to the Polish or Danzig railway administrations for the purpose of German mail bags conveyed by officials of the Polish or Danzig railways. These charges shall be calculated in accordance with the existing scales applicable to the transport of Polish or Danzig mail bags by the railway administrations of these two countries. The amount of such expenses shall be communicated by the Polish or Danzig postal authorities to the German postal authorities.

To Article 59.

From the date on which the present Agreement comes into operation, the German postal authorities shall pay to the Polish postal authorities for every axle-kilometre of the Polish railways

de chemins de fer polonaises emprunté par les wagons-poste allemands, 83,2 pfg. allemands en monnaie allemande. Cette somme comprend 80 pfg. pour le transport, 1 pfg. comme prime contre les risques et 2,2 pfg. comme indemnité du personnel des postes polonais ou dantzicois employé au convoiement des wagons-poste.

Toutes les taxes mentionnées ci-dessus seront payées à l'Administration des postes polonaise pour la circulation des wagons-poste allemands sur les lignes de chemins de fer de Dantzig exploitées par l'Administration des chemins de fer polonaise, à partir du jour de la remise de l'Administration des chemins de fer de Dantzig à la Pologne. Les chemins de fer polonais assumeront alors la même responsabilité que celle qui est stipulée à l'article 60. Jusqu'au jour de la remise des chemins de fer à la Pologne, il sera payée par l'Administration des postes allemande à l'Administration des postes polonaise uniquement pour le convoiement, par le personnel polonais, sur le territoire de Dantzig, 2,2 pfg. allemands par essieu-kilomètre.

Aussi longtemps que les lignes ferroviaires de transit sur le territoire dantzicois seront soumises à l'Administration ferroviaire dantzicoise, l'administration des postes allemande paiera à la Ville libre de Dantzig également 80 pfg. allemands pour le transport et 1 pfg. allemand comme prime contre les risques, pour chaque essieu-kilomètre des lignes de chemins de fer dantzicoises parcourues.

Le décompte se fera de la manière prescrite ci-dessous pour la Pologne.

Les taxes à payer pour les essieux-kilomètres des wagons-poste allemands expédiés en transit seront soumises chaque année à une revision sur la demande de l'une des administrations intéressées. La demande de revision doit être présentée au plus tard un trimestre avant le 1er avril.

Les taux ainsi modifiés seront applicables dès le commencement de l'année budgétaire (dès le 1er avril).

Les taxes citées ci-dessus pour l'indemnité du personnel des postes convoyeur seront payées seulement à l'Administration des postes polonaises pour les essieux-kilomètres des lignes de chemins de fer polonaises ou dantzicoises parcourues par les ambulants allemands. L'Administration des postes polonaise fera, le cas échéant, son décompte de ces taxes avec l'Administration des postes dantzicoises.

Il n'y aura pas lieu, dans le calcul des indemnités pour les essieux-kilomètres, de tenir compte des fractions de kilomètre de moins d'une demie ; les fractions de demi-kilomètre et les fractions dépassant la demie seront comptées comme des kilomètres entiers.

Dans la première moitié du premier mois de chaque trimestre, chaque administration transmettra à l'autre un compte général des taxes à payer par celle-ci pour le trimestre écoulé. Ces comptes devront être renvoyés, approuvés ou rectifiés dans la seconde moitié du dit mois. L'Administration des postes allemande établira, d'après les comptes approuvés, un compte global établissant la balance entre le doit et l'avoir. La dette de l'Administration allemande sera payée en monnaie allemande au plus tard dans la première moitié du second mois du trimestre à l'endroit désigné par l'Administration des postes polonaises. La dette qui ne sera pas payée en temps prescrit sera augmentée des intérêts calculés à raison de 10 % à partir du 16 du deuxième mois du trimestre.

Les Administrations des postes polonaise et dantzicoise transmettront leur compte au «Kursbüro des Reichspostministeriums in Berlin» ; l'Administration des postes allemande transmettra le sien respectivement au Ministère des Postes et Télégraphes à Varsovie et à l'Administration des postes dantzicoise. Les comptes concernant la restitution des frais de la transmission des « dépêches » par les employés des chemins de fer polonais ou dantzicois seront échangés de la même manière. Le paiement aura lieu en même temps que le paiement des indemnités de transports, mais en monnaie polonaise ou dantzicoise.

Le décompte des redevances, en tant que celles-ci reviendront à l'Administration des postes de la Ville libre de Dantzig, sera réglé par l'accord prévu au Règlement d'application à l'article 52.

A l'article 60.

L'administration des chemins de fer allemande sera responsable des colis postaux transportés dans les wagons-poste ou les fourgons clos, d'après les mêmes prescriptions et dans la même mesure

used for German mail vans 83.2 pfennig (German) in German currency ; this sum shall include 80 pfennig for the cost of transport, one pfennig as premium against risks and 2.2 pfennig as allowance in respect of the Polish or Danzig post office staff accompanying the mail vans.

All the charges mentioned above shall be paid to the Polish postal authorities for the circulation of German mail vans on the Danzig railways which are operated by the Polish administration as from the date of the transfer of the Danzig railways to Poland. The Polish railways shall then assume the same responsibility as that laid down in Article 60. Until the date on which the railways are transferred to Poland, the German postal authorities shall pay the Polish postal authorities for the sole purpose of convoy by Polish staff on Danzig territory, 2.2 pfennig (German) per axle-kilometre.

As long as the railway lines passing through Danzig territory are administered by the Danzig railway administration, the German postal authorities shall pay to the Free City of Danzig 80 pfennig (German) for transport and one pfennig (German) as premium against risks for each axle-kilometre of Danzig railway lines traversed.

The deduction shall be made in the same way as that prescribed below for Poland.

The charges to be paid for the axle-kilometres of German mail vans sent via Danzig shall be subject to revision every year at the request of one of the administrations concerned. The request for revision must be made not later than three months before April 1st.

The rates thus modified shall be applied as from the beginning of the finacial year (April 1st).

The charges mentioned above as allowance in respect of the travelling postal staffs shall be paid solely to the Polish postal authorities for the axle-kilometres of the Polish or Danzig railways traversed by the German mail vans. The Polish postal authorities shall where necessary, arrange with the Danzig postal authorities for the deduction of these charges.

In calculating allowances for axle-kilometres, fractions of less than half a kilometre shall be disregarded ; half-kilometres and fractions exceeding half kilometres shall be counted as whole kilometres.

In the first half of the first month of each quarter, each administration shall transmit to the other a general account of the charges to be paid by the latter for the quarter which has elapsed. These accounts must be returned, approved or rectified, during the second half of the same month. The German postal authorities will obtain from the approved accounts a statement of account showing the balance between the debit and credit entries. The sum owed by the German authorities shall be paid in German currency not later than the first half of the second month of the quarter at the place indicated by the Polish postal authorities. Any outstanding amount which has not been paid within the period specified shall be charged arrears of interest at the rate of 10 per cent. as from the 16th of the second month of the quarter.

The Polish and Danzig postal authorities shall transmit their account to the " Kursbüro des Reichspostministeriums in Berlin " : the German postal authorities shall transmit their account respectively to the Ministry of Posts and Telegraphs at Warsaw, and to the Danzig postal authorities. Accounts concerning indemnification for expenses incurred in transmitting mails (dépêches) by officials of the Polish or Danzig railways shall be exchanged in the same way. Payment will take place at the same time as the payment of the transport indemnities, but in Polish or Danzig currency.

The deduction of the sums due, where these fall within the competency of the postal authorities of the Free City of Danzig, shall be settled by the agreement stipulated in the administrative regulations to Article 52.

To Article 60.

The German Railway Administration shall be responsible for postal parcels transported in mail vans or closed vans according to the same regulations and to the same extent as the Polish

que l'Administration des chemins de fer polonaise ou dantzicoise. Quant aux colis postaux transportés à travers le territoire polonais et dantzicois dans les wagons-poste ou fourgons clos, la remise au personnel des chemins de fer allemand des wagons avec des scellés allemands intacts justifiera la supposition que le contenu des wagons n'est pas endommagé, à moins qu'il n'apparaisse d'une autre façon qu'une spoliation du wagon est survenue. Si les scellés sont endommagés ou enlevés, la supposition que le contenu du wagon a été spolié ou endommagé est fondée. Dans le cas où, d'après l'état des emballages des colis postaux, il est évident qu'il y a eu spoliation ou si, dans le cas de manque de colis, il est démontré que sans aucun doute les colis manquants ont été effectivement expédiés dans les wagons-poste ou dans les fourgons, il y a lieu de payer une indemnité.

A l'article 61.

Si les wagons-poste deviennent, au cours de leur route, inutilisables, la poste sera transbordée et réexpédiée aussi rapidement que possible.

Dans tous les cas, on fera alors son possible pour que le transport du courrier, des envois en valeur déclarée et des convoyeurs allemands puisse être effectué par le même train ; le fourgon à bagages pourra être employé à cet effet. Cependant, si le transport par le même train n'est pas possible, les dits courriers, envois en valeur déclarée et convoyeurs allemands seront envoyés par le train suivant. Les wagons-poste dételés devront être réparés et remis à l'Administration des postes allemande le plus vite possible.

Les autorités allemandes seront tenues de rembourser aux services polonais, en monnaie polonaise, et aux services dantzicois, en monnaie dantzicoise, tous les frais occasionnés par l'aide apportée par ceux-ci lors du transbordement de la poste allemande et pendant la continuation du dit transport, ainsi que pour la réparation des wagons-poste endommagés.

A l'article 62.

1. Seront mis à la disposition de l'Allemagne pour les échanges directs :

Les fils télégraphiques Nos 4, 25, 37, 96, 122, 159, 1093, 1098, 2028, 2276, 5094, 5095, 5096 ;
Les circuits téléphoniques Nos F. 500, F. 986, F. 7250, F. 10.602.

Les points extrêmes de ces fils et les têtes de lignes de ces circuits doivent se trouver, d'un côté, en Prusse orientale et, de l'autre côté, dans l'autre partie de l'Allemagne. Les administrations sont libres de changer les numéros des fils. Lorsqu'un changement est opéré par une administration, celle-ci doit en informer l'autre. Si, à l'avenir, l'un ou l'autre de ces fils ou circuits devenait nécessaire pour le trafic international, l'Administration polonaise procurerait d'autres voies pour autant que son propre trafic le lui permettrait.

2. La Pologne et la Ville libre de Dantzig s'engagent :

a) A maintenir les fils et les circuits en bon état d'exploitation ;

b) A faire effectuer, sur la demande de l'Allemagne, dans des délais suffisants, des expériences en vue d'éprouver l'état électrique des fils et des circuits et de délimiter leur fonctionnement défectueux ;

c) A mettre à la disposition de l'Allemagne, sur leurs deux frontières, des postes de vérification et à maintenir en bon état ces derniers, ainsi que les autres postes de vérification ;

d) A prendre les mesures nécessaires pour faire disparaître le plus vite possible chaque irrégularité dans le fonctionnement ;

e) A obliger leurs bureaux télégraphiques à communiquer aux bureaux allemands intéressés les résultats de leurs recherches, ainsi que tous les renseignements utiles, et cela en vue de déterminer la nature et l'endroit du dérangement, ainsi qu'en vue de rétablir au plus vite les communications.

3. En cas de dérangement des communications sur le territoire dantzicois ou polonais, la Pologne et la Ville libre de Dantzig seront prêtes à remplacer, s'il est possible, les fils ou les circuits

or Danzig railway administrations. With regard to postal parcels conveyed across the Polish or Danzig frontiers in mail vans or closed vans, the handing over to the staff of the German railway of the vans with the German seals intact shall be taken as an assumption that the contents of the vans are not damaged unless it appears, from other indications, that the van has been robbed. If the seals are damaged or removed, the assumption that the contents of the van have been robbed or damaged shall be considered well founded. Should it be obvious from the condition of the postal parcels that robbery has taken place, or should parcels be missing and should it be incontestably proved that the missing parcels were despatched in the mail vans or closed vans, compensation will have to be paid.

To Article 61.

If the mail vans break down in the course of their journey, the mail shall be transferred and sent on as quickly as possible.

In any case, the utmost shall be done to send the mails, articles of declared value, and the German escorts by the same train. Luggage vans may be used for this purpose. Should transport by the same train not be possible, the aforesaid mails, articles of declared value, and German escort shall be sent on by the next train. Mail vans thus shipped shall be repaired and returned to the German postal authorities as soon as possible.

The German authorities shall be bound to refund to the Polish services in Polish currency, or to the Danzig services in Danzig currency, all expenses incurred in respect of help afforded by either service as regards the transference of the German mail, and during the continuation of the aforesaid transport, and also for the repair of damaged mail vans.

To Article 62.

(1) The following shall be placed at the disposal of Germany for direct exchanges :

telegraph wires Nos. 4, 25, 37, 96, 122, 159, 1,093, 1,098, 2,028, 2,276, 5,094, 5,095, 5,096; telephonic circuits Nos. F. 500, F. 986, F. 7,250, F. 10,602.

The extreme ends of these wires and the heads of the lines of these circuits shall be placed on the one side in East Prussia and on the other in the other part of Germany. The administrations shall be free to change the numbers of the wires. When a change has been effected by one administration it must inform the other. If, in the future, one or other of these wires or circuits should become necessary for international traffic, the Polish Administration would procure other means of communication as far as its own traffic allowed.

(2) Poland and the Free City of Danzig undertake :

(a) To keep the wires and circuits in good working order.

(b) To carry out, at the request of Germany, within a reasonable period, experiments with a view to testing the state of the electric wires and of the circuits, and to locate any defective working of the same.

(c) To place at the disposal of Germany, on their two frontiers, verification posts, and to keep the latter, as well as the other verification posts in good condition.

(d) To take the necessary steps to remedy as quickly as possible all irregularities in working.

(e) To oblige their telegraph offices to communicate to the German offices concerned, the results of their enquiries, together with all useful information with a view to ascertaining the nature and whereabouts of the defect and re-establishing communications as quickly as possible.

(3) In the event of interruption in communication on Danzig or Polish territory, Poland and the Free City of Danzig shall be ready to replace, if possible, the wires or circuits which have

devenus inexploitables. Pour les jours où le fil ou le circuit dérangé n'aura pu être remplacé et où, à cause du dérangement d'un fil télégraphique ou téléphonique sur le territoire polonais ou dantzicois, la communication sur la ligne en question sera interrompue au moins pendant huit heures de la journée (8 heures du matin à 8 heures du soir), l'Allemagne sera autorisée à déduire une somme correspondante de la rétribution fixée à l'article 64 pour l'utilisation des fils télégraphiques et téléphoniques.

4. L'Administration allemande est prête à fournir, sur demande et contre remboursement des frais, les matériaux nécessaires à l'entretien des fils et des circuits précités.

5. L'Administration allemande déterminera les bureaux qui seront autorisés à utiliser ces fils et ces circuits, de même qu'elle déterminera les systèmes d'appareils à l'aide desquels l'exploitation devra se faire. C'est également à cette administration qu'il appartiendra de prendre toutes les dispositions pour augmenter le rendement d'un fil ou d'un circuit ; elle décidera notamment si un circuit téléphonique devra être employé pour la transmission des télégrammes.

Les Administrations polonaise et dantzicoise sont prêtes à exécuter, sur demande et contre remboursement des frais, les croisements et les changements nécessaires, pour autant que cela ne porte pas préjudice à leur propre exploitation.

Les appareils et les matériaux nécessaires à cet effet seront fournis, sur demande, par l'Administration allemande. L'intercalation des postes de translation n'entre pas en ligne de compte.

A l'article 64.

1. Chaque mois sera compté comme comprenant 30 jours, pour le calcul de la somme mensuelle à payer à forfait. Dans le cas où l'Administration allemande renoncerait à l'utilisation d'un fil ou d'un circuit, le paiement d'une part correspondante de la rétribution cesserait du jour où le fil serait rendu.

2. Les rétributions devront être payées par trimestre en monnaie allemande, dans la première moitié du second mois du trimestre suivant, et cela à l'endroit désigné par l'Administration polonaise. Dans le cas où le paiement n'aura pas été effectué en temps utile, la dette devra porter un intérêt à raison de 10 % à partir du 16 du second mois du trimestre en question.

A l'article 66.

1. La somme que la Pologne aura à payer à l'Allemagne pour le transport des envois postaux effectués par l'Allemagne sera calculée conformément à la prescription du Règlement d'application à l'article 59 et sera versée en monnaie allemande.

2. Seront mis à la disposition de l'Administration polonaise, les fils télégraphiques N°s 1043 et 267 et le circuit téléphonique N° D 5269 sur la rive droite de la Vistule.

La rétribution due pour ces fils et pour le circuit devra être calculée de la même façon que la rétribution à payer par l'Administration allemande, c'est-à-dire sur la base de la taxe par mot et d'après le tarif télégraphique allemand. Cette somme sera portée au profit de l'Allemagne sur le compte concernant les fils télégraphiques et téléphoniques.

3. A l'exception des dispositions sous 4 à l'article 62 et sous 2 à l'article 64, et sous réserve des dispositions mentionnées ci-dessus sous 1 et 2, les stipulations du présent Règlement d'application seront appliquées d'une manière analogue au trafic polonais sur la rive droite de la Vistule.

become useless. When the defective wire or circuit has not yet been replaced, or when, on account of a breakdown of a telegraph or telephone wire on Polish or Danzig territory, communications on the line in question are interrupted for at least eight hours of the day (from 8 o'clock in the morning until 8 o'clock in the evening), Germany shall be authorised to deduct a corresponding sum-fixed according to the number of days during which the interruption lasts, from the remuneration fixed by Article 4 for the use of telephone and telegraph wires.

(4) If requested to do so, the German Administration shall be prepared to furnish, in return for refunding of costs, the material necessary for the maintenance of these wires and circuits.

(5) The German Administration shall settle which offices shall be authorised to use these wires and circuits and shall also decide the systems to be used in operating them. This Administration shall also be responsible for adopting the necessary measures to increase the yield of a wire or of a circuit ; in particular, it shall decide whether the telephonic circuit shall be used for the transmission of telegrams.

If requested to do so, the Polish and Danzig Administrations shall be prepared to carry out, in return for refunding of costs, the necessary crossing of wires and alterations, in so far as their own operation is not thereby injured.

The plant and material necessary for this purpose shall, if desired, be furnished by the German Administration. This does not include the erection of intermediate transmission posts.

To Article 64.

(1) Each month shall be considered as consisting of 30 days for the purpose of calculating the monthly sum to be paid by contract. Should the German Administration give up using a wire or a circuit, the payment of a corresponding share of the remuneration would cease from the day on which the wire was handed over.

(2) Payments shall be made quarterly, in German currency, in the first half of the second month of the following quarter, at a place to be appointed by the Polish Administration. Should the payment not have been made within the appointed time, the debt shall bear arrears of interest at the rate of 10 % as from the 16th of the second month of the quarter in question.

To Article 66.

(1) The sum which Poland shall pay to Germany in respect of postal consignments conveyed by Germany, shall be calculated in accordance with the Regulations for the application of Article 59, and shall be paid in German currency.

(2) Telegraph wires Nos. 1,043 and 267, and telephonic circuit No. D. 5,269 on the right bank of the Vistula, shall be placed at the disposal of the Polish Administration.

The payment due for these wires and for the circuit shall be calculated in the same manner as the payment to be made by the German Administration, that is to say, according to the rate per word in the German telegraph tariff. This sum shall be placed to the credit of Germany in the telegraph and telephone account.

(3) With the exception of the regulations under (4) to Article 62 and under (2) to Article 64, and subject to the regulations mentioned above under (1) and (2), the provisions laid down in the present Rules for Application shall be applied in the same way to the Polish traffic on the right bank of the Vistula.

NAVIGATION.

A l'article 70.

Les personnes mentionnées à l'article 69 pourront descendre à terre :

1. Aux points d'abordage à communiquer suivant l'article 70 pour y séjourner passagèrement, c'est-à-dire jusqu'à une durée de trois heures sans sortie du district communal ;

2 En d'autres points, seulement si des raisons importantes de nature personnelle ou techniques le demandent.

Dans les cas mentionnés sous 1, la police locale aura le droit d'accorder la permission d'un séjour dépassant trois heures, ainsi que la permission de sortir du district communal, et fera à cet effet une mention sur le passeport.

Dans les cas mentionnés sous 2, un rapport sur l'incident sera présenté sans délai par la personne descendue au bureau de police ou de douane le plus proche. Il ne sera pas permis aux personnes descendues de s'occuper d'autres affaires que celles qui ont causé le stationnement.

A l'article 72.

Si, dans un cas urgent, les personnes mentionnées à l'article 69 sont obligées de retourner à leur domicile, elles s'adresseront au bureau de police le plus proche, lequel, après avoir examiné le cas, certifiera la nécessité du départ et le droit au retour.

Munies de cette autorisation, les personnes intéressées s'adresseront à l'autorité administrative indiquée par la police, laquelle autorité délivrera gratuitement le permis de sortie, ainsi que le permis de retour par terre jusqu'au navire ; le permis de retour ne sera valable que pendant la validité du visa du transit. Une mention du permis de sortie et de retour, indiquant la route à suivre dans les deux directions, sera faite sur le passeport.

DOUANE

TRAFIC FERROVIAIRE.

Trafic des voyageurs.

Aux articles 78-82.

Transit privilégié.

1. Les bagages enregistrés seront gardés sous scellé pendant le transit.

A l'arrivée du train à la station-frontière, le convoyeur douanier du pays de transit mettra le scellé sur le fourgon douanier des bagages sans aucune formalité de remise en détail.

A la sortie de la station-frontière, le même agent devra s'assurer de l'intégrité du scellé.

2. Le cas échéant, le pays de transit fera accompagner les trains dès la dernière gare de départ du pays expéditeur. L'escorte pourra également accompagner les trains jusqu'à la première station du pays expéditeur.

Sur la ligne Lauenburg-Dantzig-Marienburg, le convoiement douanier sera assuré comme suit :

Entre la frontière allemande-polonaise et Zoppot, par les agents de la douane polonaise ; entre Zoppot et Marienburg, par ceux de la douane de Dantzig.

NAVIGATION.

To Article 70.

Persons mentioned under Article 69 shall be allowed to land :

(1) At landing-places to be made known in accordance with Article 70, for a short stay, that is to say, for a period of three hours, without leaving the local district.

(2) At other points, only if important reasons of a personal or technical nature so require.

In cases mentioned under (1), the local police shall have the right to grant permission for a stay of more than three hours, as well as permission to go outside the communal district, and shall notify the same upon the passport.

In cases mentioned under (2), a report of the occurrence shall be made without delay by the person who has landed, at the nearest police station or Customs office. Persons who have landed shall not be allowed to deal with business other than that which occasioned the stoppage.

to Article 72.

If, in case of urgency, the persons mentioned under Article 69 are obliged to return to their homes, they shall apply to the nearest police station, which, after having investigated the case, shall certify the necessity for departure and the right to return.

On receipt of this authorisation, the Parties shall apply to the administrative authority to which they are directed by the police, and that authority shall issue a permit of departure, free of charge, together with a permit for returning by land to the ship. The permit for return shall only be valid for the same period as the transit visa. Mention of the permit of departure and of return, indicating the route to be followed in both directions, shall be made on the passport.

CUSTOMS.

Railway Traffic.

Passenger Traffic.

To Articles 78-82.

Privileged Transit.

(1) Registered luggage shall be kept under seal during transit.

On the arrival of the train at the frontier station, the Customs escort of the country of transit shall place the Customs luggage van under seal, without any formalities with regard to individual parcels.

On leaving the frontier station the same official shall ascertain that the seals are intact.

(2) If need be, the country of transit shall send an escort with the train from the last departure station of the despatching country. The escort can also accompany trains to the first station of the despatching country.

On the Lauenburg-Danzig-Marienburg line, the Customs escort shall be carried out as follows :

Between the German-Polish frontier and Zoppot, by officials of the Polish Customs ; between Zoppot and Marienburg by those of the Danzig Customs.

Sur la ligne Chojnice-Tczew-Marienburg, la Pologne convoira les trains circulant entre Chojnice et Tczew, et la Ville libre de Dantzig fournira le convoiement entre Tczew et Marienburg.

Une modification à cet égard pourra intervenir par un accord entre la Pologne et la Ville libre de Dantzig.

Les fonctionnaires convoyeurs auront uniquement pour mission, en ce qui concerne le transit, de veiller à l'exécution des dispositions contenues dans la présente Convention.

Les organes de douane convoyant les trains de transit sont obligés de porter une marque les désignant comme fonctionnaires de convoiement. En outre, ils devront être pourvus, pour justifier leur caractère officiel, d'un certificat portant le sceau de leur bureau d'attache. Ce certificat doit être rédigé en langues allemande et polonaise.

Il sera interdit aux voyageurs d'ouvrir les portières des wagons. Les fenêtres ne peuvent être ouvertes qu'en cours de route exclusivement du côté du couloir. Si, pour les motifs basés sur les nécessités du service ferroviaire, ou par suite d'accident, les voyageurs sont obligés de descendre temporairement du train, ils resteront, avec leurs bagages, placés sous la surveillance des agents douaniers jusqu'au moment de la continuation du voyage.

3° Chaque train privilégié sera convoyé par deux convoyeurs. Chaque Partie aura cependant le droit, si elle le juge nécessaire, d'en augmenter le nombre en ajoutant un convoyeur additionnel pour chaque série de quatre wagons.

Le pays bénéficiaire du trafic en transit sera obligé de rembourser au pays de transit la moitié des frais du convoiement.

Ces frais seront calculés d'après les règlements au sujet des appointements, des indemnités de déplacement, etc., qui sont appliqués dans le pays de transit aux agents et aux employés des deux classes les plus basses.

Pour faciliter les comptes, on devra fixer la somme forfaitaire à payer aux agents et aux employés d'après la moyenne pour chaque classe entre le taux maximum et minimum de l'échelle des appointements, en y ajoutant les indemnités pour le parcours.

Les frais seront remboursés pour chaque trimestre écoulé, d'après une liste qui sera envoyée par le pays de transit au pays expéditeur.

Le décompte sera fait : de la part de l'Allemagne par « Die Abteilung für Zölle und Verbrauchssteuern des Landesfinanzamts Königsberg » et, de la part de la Pologne, par l'Administration des douanes à Poznan.

Le pays bénéficiaire du transit sera tenu de payer la somme due au pays de transit quarante jours après que le compte lui sera parvenu.

Ce terme écoulé, la somme due sera productive d'intérêts à raison de 5 % par an.

Le paiement se fera dans la monnaie du pays créditeur.

Les bureaux de décompte se communiqueront mutuellement quelles caisses seront chargées d'effectuer et de recevoir le paiement.

Au cas où la Ville de Dantzig sera créditrice ou débitrice des frais de convoiement, la liquidation de l'avoir et du doit dantzicois se fera par l'intermédiaire de la Pologne, qui règlera ce compte avec la Ville libre de Dantzig par voie d'un arrangement spécial.

Transit ordinaire.

1° Les bagages enregistrés des voyageurs traversant le territoire étranger en transit ordinaire seront séparés, au fourgon, des autres bagages et mis en tas spéciaux de bagages de transit.

Le garde-bagages inscrira ces bagages sur des listes d'après le formulaire prescrit, imprimées en allemand et en polonais. Il y aura à dresser une liste spéciale pour chaque bureau douanier de sortie. Le garde-bagages remettra deux expéditions de chaque liste au bureau de douane de la gare-frontière du pays expéditeur.

Ce bureau vérifiera par visite générale les indications de la liste, certifiera l'exactitude de cette dernière en y apposant son cachet officiel et déterminera le délai dans lequel les bagages énumérés dans la liste devront être remis au bureau de rentrée du pays expéditeur.

On the Chojnice-Tczew-Marienburg line, Poland shall supply escort for trains passing between Chojnice and Tczew and the Free City of Danzig shall supply escort between Tczew and Marienburg. Poland and the Free City of Danzig may agree to modify this regulation.

The sole duty of the escort officials, as regards transit, shall be to supervise the carrying out of the regulations contained in the present Convention. Customs officials escorting trains in transit shall be obliged to wear some badge identifying them as escort officers. Further, in order to prove their official character, they must be supplied with a certificate bearing the seal of the office to which they are attached. This certificate must be written in both the German and Polish languages.

Passengers shall be forbidden to open the doors of the carriages. Windows shall only be opened during the journey and exclusively on the corridor side. If, for reasons occasioned by the operation of the railway services, or as the result of an accident, passengers are obliged, temporarily, to alight from the train, they shall remain with their luggage, under the supervision of Customs officials, until they continue their journey.

(3) Each privileged train shall be escorted by two officials. Each party, however, shall have the right, if it sees fit, to increase this number by one extra official to each series of four carriages.

The country benefiting by the traffic in transit shall be obliged to refund to the country of transit half the expenses of escort.

These expenses shall be calculated according to the regulations in force in the country of transit for the salaries, travelling expenses, etc., of officials and employees of the two lowest grades.

In order to simplify accounts, the total sum payable to officials and employees shall be fixed for each class according to the mean between the highest and lowest rate of salary, plus travelling allowances.

Expenses shall be refunded for each completed quarter according to a list which will be forwarded to the consigner by the country of transit.

The account shall be drawn up : on behalf of Germany by " Die Abteilung für Zölle und Verbrauchssteuern des Landesfinanzamts Königsberg ", and on behalf of Poland by the Customs Administration at Posen.

The country benefiting by the transit shall be bound to pay the sum due to the country of transit 40 days after the account is received.

When this period has elapsed the amount due shall bear arrears of interest at the rate of 5 % per annum.

Payment shall be made in the currency of the creditor country.

The respective clearing-houses shall inform each other as to which services are responsible for making and receiving payments.

When the Free City of Danzig is creditor or debtor for escort expenses, the Danzig debit and credit accounts shall be liquidated through Poland, who will settle the account with the Free City of Danzig by special arrangement.

Ordinary Transit.

(1) Registered passenger luggage crossing foreign territory in ordinary transit shall be sorted in the van and placed apart from other luggage as transit luggage.

The luggage-guard shall make a list of this luggage, according to the prescribed form, printed in German and Polish. A special list must be made out for each Customs office on the exit frontier. The guard shall forward two copies of each list to the Customs Office of the frontier station of the despatching country.

This office shall verify, by a general examination, the facts given on the list, and shall certify the correctness of the list by applying its official seal ; it shall also fix the period within which the luggage entered on the list must be handed over at the customs office of re-entry of the despatching country.

Chaque colis-bagage sera pourvu, par le bureau douanier de sortie du pays expéditeur, d'une marque douanière dont le modèle sera établi par les autorités intéressées et portant l'inscription : « Bagage de transit ayant passé la douane, de.... pour.... ».

2° Une expédition de la liste vérifiée et certifiée accompagnera les bagages de transit pendant la traversée du territoire de transit.

A cet effet, le bureau douanier de sortie du pays expéditeur remettra la liste au garde-bagages du train sortant, qui devra la remettre au bureau douanier d'entrée du pays de transit.

Ce dernier bureau vérifiera, à l'appui de la liste, s'il ne manque aucune des pièces de bagages de transit, certifiera l'exactitude de la liste et la remettra au garde-bagages du train en question. Le garde-bagages transmettra la liste au bureau douanier de sortie du pays de transit.

Ce dernier bureau procédera de la même façon et remettra la liste au garde-bagages du train sortant, afin qu'il la remette au bureau douanier d'entrée du pays expéditeur.

Le garde-bagages remettra la liste à ce dernier bureau et présentera les bagages de transit à la visite douanière générale, qui devra se faire autant que possible dans le fourgon. Dans le cas où il serait constaté par cette visite que les pièces de bagages arrivées inviolées correspondent quant au nombre aux inscriptions de la liste, les pièces pourront continuer la route.

Dans le cas où l'un ou l'autre des bureaux douaniers intéressés constaterait, lors de l'examen de la liste, qu'il n'y a pas conformité entre les inscriptions de celle-ci et le nombre de pièces de bagages, ou que ces dernières ont été ouvertes ou spoliées, le fait devra être établi par les autorités ferroviaires et douanières de l'endroit de la découverte, soit sur la liste même, soit sur une fiche à part à annexer à la liste en question.

3° Autant que la course de la voiture le permet, les bagages enregistrés des voyageurs traversant le territoire en transit ordinaire seront mis, pour la traversée, dans un espace cadenassé ou plombé du fourgon. Dans ce cas, ils seront traités, au point de vue douanier, comme les bagages enregistrés transportés en trains privilégiés.

4° Les bagages à main des voyageurs en transit ordinaire ne devront contenir que des provisions de voyage. Des marchandises de valeur commerciale ne pourront pas être transitées en petits bagages. Elles devront être déposées comme bagages enregistrés. Les petits bagages seront soumis à la visite douanière ordinaire.

Trafic des marchandises.

Aux articles 83-85.

1° La garde des marchandises s'effectuera :

Pour les wagons couverts, par l'apposition d'un scellé douanier au wagon ;

Pour les wagons ouverts et pour ceux des wagons couverts auxquels il n'est pas possible d'appliquer le scellé douanier à cause du convoiement des marchandises (par exemple, wagons de bêtes, etc.), d'après la décision des offices douaniers.

2° Pour chaque train, l'administration ferroviaire dressera une liste de train concernant les wagons de transit. Cette liste sera rédigée d'après un formulaire adopté d'un commun accord par l'autorité ferroviaire et par l'autorité douanière, en allemand et en polonais. Deux exemplaires de cette liste sont destinés aux autorités douanières allemandes et trois aux autorités douanières polonaises.

Avec la liste de train devant être remise aux offices douaniers des frontières, seront à remettre aux mêmes offices les lettres de voiture. En outre, pour les charges collectives de colis, une liste de chargement de chaque wagon, en deux exemplaires, sera remise à chacun des deux offices douaniers de la frontière.

Les changements apportés à la composition du train ou au contenu des wagons, ainsi qu'aux scellés, devront être mentionnés dans la liste de train. Plusieurs wagons vides qui se suivent pourront être indiqués en bloc.

To each package shall be applied, by the outgoing Customs office of the despatching country, a customs mark (the details of which shall be settled by the authorities concerned), bearing the inscription : " Transit luggage which has passed the Customs, from ..... to ....."

(2) A copy of the verified and certified list shall acompany the transit luggage across the country of transit. For this purpose the outgoing customs office of the despatching country shall hand the list to the luggage-guard of the outgoing train, and the latter shall hand it to the Customs office on entering the country of transit.

The latter office shall ascertain by means of the list, whether any article of luggage in transit is missing, shall certify the correctness of the list and shall return it to the luggage guard of the train. The luggage guard shall hand over the list to the outgoing Customs office of the country of transit.

This latter office shall proceed in the same fashion and shall hand over the list to the luggage guard of the outgoing train who will hand it to the Customs office of the despatching country.

The luggage guard shall hand over the list at this office and shall submit the transit luggage for general Customs examination, which shall take place, as far as possible, in the van. If it is ascertained in the course of this examination, that the articles of luggage which have arrived intact correspond in number with those inscribed on the list, they may continue the journey.

Should one or other of the Customs offices concerned discover, when the list is examined, that there is a discrepancy between the articles described therein and the number of articles of luggage, or that the latter have been opened and rifled, this fact shall be noted by the railway and Customs authorities at the place where the discovery is made, either on the list itself or on a separate notice to be attached to the list.

(3) As far as is compatible with the route followed by the carriage, passengers' registered luggage crossing the territory in ordinary transit shall be placed during the journey in a padlocked or sealed part of the luggage van. In this case it shall be treated as regrads the Customs as registered luggage conveyed by privileged trains.

(4) Passengers' hand luggage in ordinary transit should only contain provisions for the journey. Goods of commercial value may be carried as hand luggage. They should be forwarded as registered luggage. Hand luggage will be subject to the ordinary Customs examination.

Goods Traffic.

To Articles 83–85.

(1) Goods shall be protected :

In the case of covered trucks by the affixing of a Customs seal to the trucks :

In the case of open trucks, and in the case of covered trucks to which it is not possible to affix the Customs seal by reason of the nature of the goods (e. g. cattle-trucks etc.) at the discretion of the Customs authorities.

(2) The railway administration shall compile a train list for each train with regard to transit trucks. This list shall be drawn up in accordance with a form agreed upon by the railway authorities and by the Customs authorities and drawn up in German and in Polish. Two copies of this list shall be supplied to the German Customs officials and three to the Polish Customs officials.

(2) The train-list to be handed to the Customs authorities at the frontiers shall be accompanied by the waybills. Further, in the case of loads of packages forming a single consignment a freight list in duplicate for each truck shall be handed to both the Customs authorities at the frontier.

Alterations in the composition of trains or the contents of trucks, or in sealed trucks, should be mentioned in the train list. A number of empty trucks, if not separated by loaded trucks, may be entered in the list *en bloc*.

L'autorité douanière du pays expéditeur inscrira sur la liste de train un terme pour la remise des wagons de transit au bureau de douane de rentrée du pays expéditeur. Ce terme sera fixé par un accord à intervenir entre les autorités ferroviaires et les autorités douanières de la station de sortie du pays expéditeur.

Lors du passage dans le pays de transit, l'office douanier de sortie du pays expéditeur et l'office douanier d'entrée du pays de transit certifieront sur la liste de train que les wagons de transit ont été mis sous scellé douanier.

3° Les documents qui concernent les envois du trafic soumis au contrôle des douanes ou des contributions devront être joints à la liste de train.

4° Si des wagons de marchandises sont accrochés à des trains omnibus, ces wagons seront soumis au même traitement douanier que les trains de marchandises.

5° La levée temporaire du scellé douanier par le pays de transit ne pourra s'effectuer que dans les cas prévus par les dispositions de la présente Convention et pour des nécessités impérieuses du service des chemins de fer. Le transbordement ne sera autorisé qu'en cas d'accident. Dans ces cas, le traitement douanier à suivre devra être conforme aux règlements en vigueur dans le pays de transit. Le transbordement des marchandises, la levée de scellé, leurs causes, ainsi que le renouvellement du scellé, devront être certifiés sur la liste de train et éventuellement sur les documents concernant les douanes ou les contributions.

Si, en cours de route, un scellé est brisé, soit intentionnellement, soit accidentellement, si un wagon est dévalisé ou si des marchandises sont dérobées, il sera procédé de la même manière que dans le cas de levée temporaire de scellé ou de transbordement de marchandises ; toutefois, ce fait devra, si possible, être ensuite constaté en présence de fonctionnaires de la douane. Les mesures prises et leurs motifs devront être certifiés sur la liste de train et sur les documents concernant les douanes et les contributions, auxquels devront être annexés les procès-verbaux.

L'expédition des wagons qui ont subi de ce chef un retard aura lieu par le train suivant.

6° Les wagons de transit sortant du pays de transit seront remis à l'autorité ferroviaire de la station d'échange et à l'autorité douanière de la station-frontière douanière du pays expéditeur. Leur acceptation sera certifiée sur la liste de train. Les réclamations qui pourraient être faites à cette occasion seront mentionnées et traitées à part.

Trafic par eau.

A l'article 87.

1° Les colis qui sont soumis à des droits de douane d'après les lois du pays de transit ne pourront être transportés que mis sous scellés.

Les marchandises soumises à des droits de douane et qu'il n'est pas possible de mettre sous scellé et les grosses marchandises soumises à des droits de douane qui se trouvent dans les bateaux ouverts seront transportées sous convoi douanier.

2° Au lieu du convoi douanier, le payement des droits de douane d'entrée sera garanti, sur la demande du batelier, de l'une des deux manières suivantes : Ou bien par le dépôt d'un cautionnement, ou bien par l'intervention d'un garant sûr, qui se portera personnellement responsable du paiement et qui renoncera aux droits reconnus aux garants.

Quant aux bateaux ouverts à cargaison uniforme, l'office de douane d'entrée du pays de transit pourra dispenser le batelier, soit totalement, soit partiellement, de fournir une garantie, s'il le juge digne de confiance.

Quant aux bateaux non convoyés, si leur structure et la nature de leur cargaison portent à faire soupçonner l'intention de frauder la douane ou de se livrer à la contrebande, ou si le capitaine a été condamné pour ces motifs en pays de transit, l'office de douane d'entrée de ce pays pourra exiger la garantie du paiement des droits de douane.

The Customs authorities of the despatching country shall indicate in the train-list a time-limit for the return of the transit trucks to the Customs office re-entry of the despatching country. This time-limit shall be fixed by an agreement to be concluded between the railway authorities and the Customs authorities of the outgoing station of the despatching country

On entry into the transit country the outgoing Customs office of the despatching country and the Customs office of the transit country shall certify on the train list that the transit trucks have been placed under Customs seal.

(3) The documents relating to consignments of goods liable to Customs examinaton or subject to duty should be attached to the train list.

(4) If goods trucks are attached to slow trains, they shall be subject to the same Customs treatment as goods trains.

(5) The Customs seal may be removed temporarily by the transit country only in the cases mentioned in the provisions of the present Convention or when the exigencies of the railway service render it indispensable. Transfer will only be authorised in cases of accident. In such cases, the Customs measures to be adopted shall be in conformity with the regulations in force in the transit country. The transfer of goods, the removal of the seal, the reasons for these operations and the fact of the renewal of the seal should be certified on the train-list and on the documents, if any, regarding Customs or duties.

If in the course of the journey a seal is broken, either by design or by accident, if a truck is rifled or if goods are stolen, the same action shall be taken as in the case of the temporary removal of the seal or the transfer of goods ; the fact should, however, if possible be certified in the presence of Customs officials. The measures taken, together with the reasons therefor, should be certified on the train-list and on the documents regarding Customs and duties, to which the official report should be attached.

Trucks which have been delayed on such grounds shall be attached to the next train.

(6) Transit trucks on leaving the transit country. shall be handed over to the railway authorities of the station where the exchange takes place and to the Customs authorities of the Customs frontier station of the despatching country. The receipt of these trucks shall be certified on the train-list. Any claims which may be made in this connection shall be specified and dealt with separately.

Traffic by water.

To Article 87.

(1) Parcels which are subject to duty according to the laws of the transit country may only be transported under seal.

Goods subject to duty which cannot be placed under seal and goods of large bulk subject to duty which are carried in open boats, shall be transported under Customs escort.

(2) Instead of a Customs escort, the payment of the Customs entry duties may be guaranteed, if the master so requests, either by the deposit of caution money, or through the intervention of a trustworthy guarantor, who will make himself personally responsible for payment, and will renounce the recognised rigths of guarantors.

In the case of open boats entering a transit country with a uniform cargo, the Customs office of the transit country may exempt the master, either altogether or in part, from providing security if it considers him to be trustworthy.

In the case of ships without escort, if their structure and the nature of their cargo give rise to suspicion of an intention to defraud the Customs or to carry on contraband trade, or if the master has been found guilty of these offences in the transit country, the Customs office of entry of that country may demand the guarantee of the payment of duty.

Aux articles 88-92:

1° Les marchandises libres de droits de douane seront transportées en transit sans aucune des garanties mentionnées ci-dessus, à condition qu'un contrôle suffisant de la cargaison puisse être exercé à l'entrée dans le pays de transit et à la sortie de ce même pays.

2° Les bateaux destinés au transport des marchandises en transit sans transbordement devront être construits et aménagés de telle sorte qu'on puisse mettre sous scellé soit le bateau entier, soit ses compartiments séparés, en tenant compte de la sécurité des droits de douane d'après les règlements douaniers du pays de transit.

Les bateaux ne correspondant pas à cette disposition ne seront admis à la circulation que pendant les cinq premières années à partir du jour de la mise en vigueur de la présente Convention. Ces bateaux pourront être employés pendant la période précitée même au transport en transit des marchandises soumises aux droits de douane, moyennant dépôt d'une garantie pour le paiement des droits de douane, à l'exclusion du convoiement douanier.

3° Le batelier sera tenu de remettre aux offices douaniers intéressés une déclaration concernant le bateau, ainsi que sa cargaison (manifeste).

Ce manifeste devra mentionner le nom du bateau, le nom du capitaine, la nationalité, le tonnage et le lieu de résidence du bateau, les noms et adresses des destinataires des marchandises, la quantité et l'espèce des marchandises, ainsi que le mode de leur emballage.

Quant aux colis, le manifeste doit mentionner leur nombre, ainsi que les marques et les numéros qu'ils portent. On devra annexer au manifeste, à l'usage des employés de la douane du pays de transit, une déclaration spéciale indiquant la disposition des cabines et des cachettes éventuelles (déclaration des cachettes), et une déclaration des provisions de bouche ou autres se trouvant à bord et destinées à l'usage de l'équipage et des convoyeurs, des matières nécessaires à l'entretien du bateau, des effets de l'équipage, ainsi que des objets qui figurent sur l'inventaire du bateau. Les poids des provisions qui se trouvent à bord pourront n'être indiqués qu'approximativement.

Les déclarations devront être rédigées sur les formulaires officiels imprimés en allemand et en polonais. Le manifeste devra être libellé en six exemplaires, dont trois à remettre à l'office de douane de sortie du pays expéditeur, et trois à l'office de douane d'entrée du pays de transit. Ces déclarations seront certifiées exactes et signées par le capitaine.

L'office de douane de sortie du pays expéditeur vérifiera, d'après les feuilles de route, l'exactitude des déclarations et établira par un contrôle général s'il y a concordance entre les déclarations et la cargaison.

L'office de douane de sortie prendra les mesures nécessaires pour contrôler et recontrôler l'identité des marchandises sortantes et des marchandises rentrantes, en mentionnant sur le manifeste le résultat du contrôle, ainsi que les mesures prises en vue de garantir cette identité ; il remettra au capitaine une copie du manifeste avec ces mentions sous enveloppe cachetée, laquelle enveloppe sera remise par le capitaine à l'office de douane de rentrée du pays expéditeur dans un délai fixé par l'office de douane de sortie.

4° Les scellés douaniers seront reconnus par les parties intéressées et seront en général enlevés par l'office de douane de rentrée du pays expéditeur après complet accomplissement du transit.

5° L'office de douane d'entrée du pays de transit fixera le mode de garantie à appliquer à la cargaison pour le transit, et expédiera les passagers, l'équipage, leurs bagages, l'approvisionnement du bateau, etc.

6° Les provisions de bouche et autres qui se trouvent sur le bateau et sont destinées à l'usage de l'équipage pendant la traversée, les effets des hommes de l'équipage et les objets qui figurent sur l'inventaire du bateau seront exempts de droits de douane. La quantité de provisions nécessaire sera à évaluer dans chaque cas particulier d'après l'importance de l'équipage, le nombre des passagers et la durée de la navigation dans le pays de transit. Toutes les quantités excédant les provisions nécessaires pour le voyage devront être soumises au régime douanier ou mises et transportées sous scellé douanier.

Les articles soumis aux droits de monopole ne pourront être introduits que dans les quantités qu'il est permis aux voyageurs d'emporter avec eux.

To Articles 88–92.

(1) Goods exempt from duty shall be transported in transit without any of the above-mentioned guarantees, provided that a sufficient control of the cargo can be exercised on entering the transit country and on leaving that country.

(2) Vessels intended to transport goods in transit without transhipment should be built and equipped in such manner that it may be possible to put under seal either the whole vessel or separate sections thereof, guarantees being obtained for the payment of duty according to the Customs regulations of the transit country.

Vessels which do not fulfil these requirements shall not be allowed to sail except during the first five years after the date upon which the present Convention comes into force. These vessels may be utilised during the period mentioned even for the transport in transit of goods subject to duty, provided that a guarantee for the payment of duty is given irrespective of the Customs escort.

(3) The master shall be required to furnish the Customs authorities concerned with a declaration regarding the vessel and its cargo (manifest).

This manifest shall contain the name of the vessel, the name of the master, the nationality, tonnage and port of registry of the vessel, the names and addresses of the consignees of the goods, the quantity and character of the goods and the manner in which they are packed.

As regards parcels, the manifest must state how many there are and what marks and numbers they bear. A special declaration must be attached to the manifest for the use of the Customs officials of the country of transit showing the arrangement of the cabins and of any places of concealment, (declaration of places of concealment), and a declaration of the supplies of food, etc., on board for the use of the crew and escort, the necessary materials for the upkeep of the vessel, the effects of the crew, and all the objects which appear in the inventory of the vessel. The weight of the provisions on board need only be stated approximately.

The declarations must be drawn up on official forms printed in German and in Polish. Six copies of the manisfet must be provided, three of which should be furnished to the Customs officials of the despatching country and three to the Customs office of entry of the transit country. These declarations shall be certified as exact and signed by the master.

The Customs Office of exit and despatching country shall verify the accuracy of the declarations according to the bills of lading and shall determine by a general inspection whether the declarations and the cargo correspond.

The Customs Office of the despatching country shall take the necessary steps to check and recheck the identity of goods going out and goods returning, mentioning on the manifest the result of the inspection, and the measures adopted to guarantee such identity; it will supply the master with a copy of the manifest with these particulars in a sealed envelope, which the latter will hand to the Customs Office of re-entry of the despatching country within a limited time fixed by the Customs Office of exit.

(4) The Customs seals shall be recognised by the Parties concerned and shall as a rule be removed by the Customs Office of re-entry of the despatching country after completion of transit.

(5) The Customs Office of entry of the transit country shall determine the guarantee to be applied to the cargo during transit, and shall despatch the passengers, the crew, their luggage, the ship's stores, etc.

(6) The provisions, etc., with which the vessel is supplied, and which are required for the use of the crew during the voyage, the effects of the crew, and the objects mentioned in the inventory of the vessel shall be exempt from duty. The quantity of provisions required shall be calculated in each case according to the number of the crew, the number of passengers and the duration of the voyage in the transit country. All provisions in excess of the quantity necessary for the voyage shall be subject to the usual Customs regulations, unless placed and transported under Customs seal.

Articles which are the subject of monopoly rights may only be introduced in such quantities as travellers are allowed to carry with them.

7. Le capitaine sera tenu de poursuivre immédiatement sa route, de ne faire aucun arrêt, à moins qu'il n'y soit forcé par suite d'intempéries ou d'un obstacle insurmontable, et de ne pas dépasser le terme fixé dans le manifeste.

Les bateaux devront porter, pendant la traversée, des signaux de douane, à savoir : le jour, un drapeau ; la nuit, une lanterne. Le pays de transit se réserve de réglementer la signalisation douanière.

8. Les fonctionnaires convoyeurs ont uniquement pour mission, en ce qui concerne le transit, de veiller à l'exécution des dispositions contenues dans la présente Convention.

Ils recevront du capitaine le logement gratuit dans le bateau ; ils auront libre participation à la table du batelier même et droit au feu et à la lumière nécessaires ; mais ils ne pourront ni réclamer ni accepter aucune indemnité.

Les frais du convoiement, dans lesquels les frais du voyage de retour du convoyeur doivent être compris, seront à la charge du capitaine et seront calculés d'après le règlement prévu et dûment publié ; ces frais seront payables à l'office de douane de sortie du pays de transit.

L'office de douane d'entrée du pays de transit pourra exiger du capitaine, avant son entrée dans les eaux de transit, sur les frais du convoiement une avance équitable ; cette avance sera défalquée sur les frais à payer à l'office de douane de sortie.

9. Le capitaine sera tenu de transporter la cargaison, sans y apporter aucun changement, jusqu'à l'office de douane de sortie et de maintenir intacts les scellés douaniers qui y ont été apposés.

Si, en cours de route, par suite d'intempéries s'impose d'apporter un changement à la cargaison et de lever à cette fin le scellé, le capitaine sera tenu de s'adresser au préalable au poste de douane le plus rapproché et d'attendre l'arrivée des agents de ce poste. Si, à cause d'un danger imminent, le capitaine ne dispose pas du temps ou d'autres circonstances inévitables, la nécessité nécessaire à cet effet, il sera obligé d'aviser l'autorité civile la plus rapprochée, de manière à ce que celle-ci procède à la levée du scellé et certifie l'incident survenu.

Si le batelier a agi, dans un pareil cas, sans réclamer ou sans attendre l'intervention des fonctionnaires de la douane ou des autorités locales, il devra justifier que les mesures qu'il a prises ont été indispensables, vu le danger imminent, pour le salut du bateau ou de la cargaison. En pareil cas, il sera tenu, immédiatement après l'application des mesures nécessaires pour sauver le bateau et la cargaison, d'en prévenir par des signaux le poste de douane le plus rapproché ou, si c'est impossible, les autorités locales les plus rapprochées, et de faire constater l'incident survenu.

10. A la sortie du pays de transit, le batelier devra faire arrêt au dernier poste douanier pour permettre l'exécution du contrôle de la cargaison et du bateau et pour laisser débarquer les agents convoyeurs.

Pour assurer la facilité de la libre entrée du bateau avec sa cargaison dans le pays expéditeur, les scellés douaniers existants doivent rester intacts.

L'office de rentrée du pays expéditeur constatera, en se basant sur le manifeste, l'identité de la cargaison de sortie et de la cargaison de rentrée, par un contrôle douanier général, après avoir levé les scellés douaniers.

11. Les radeaux seront traités d'après les prescriptions mentionnées ci-dessus ; toutefois, la garantie du paiement des droits de douane d'entrée devra être fournie.

Si la décomposition d'un radeau est nécessaire, les parties du radeau devront poursuivre leur route ensemble, afin de quitter le pays de transit en même temps et de rentrer ainsi dans le pays expéditeur en se conformant au manifeste.

12. En tant que le passage de transit sur la Netze-Notec formant frontière entre les Etats contractants n'est pas réglé par la Convention, la réglementation en reste réservée aux accords entre les autorités locales.

13. En cas d'infraction, pendant la traversée, aux règlements de douane généraux, ou aux prescriptions de la présente Convention, ou de son Règlement d'application, les lois du pays dans

(7) The master be shall required to continue the voyage immediately and to call at no intermediate port unless he is compelled to do so by inclement weather or by unavoidable circumstances; he may not exceed the time limit fixed in the manifest.

Vessels should display Customs signals during the voyage, *i. e.*, by day a flag, and by night a light. The transit country has the right to make regulations as to Customs signals.

(8) The sole purpose of the escorting officials as regards transit is to supervise the execution of the provisions contained in the present Convention.

Free quarters on the vessel shall be assigned to them by the master ; they shall have the right to take meals without charge at the master's table and to be supplied with the necessary firing and lighting, but they may not either demand or accept any remuneration.

The expenses of escort, in which the expenses of the return journey of the escort should be included, shall be borne by the master and shall be calculated according to the established and duly published regulations ; these charges shall be payable at the Customs office of exit of the transit country.

The Customs Office of entry of the transit country may require from the master before his entry into the transit waters a reasonable instalment of the expenses of escort ; this instalment shall be deducted from the charges payable at the Customs Office of exit.

(9) The master shall be required to transport the cargo, without making any change in it, to the Customs Office of exit, and to keep intact the Customs seals which have been affixed thereto. If in the course of the voyage, as the result of inclement weather, it should be necessary to make any alteration in the cargo and to remove the seal for that purpose, the master shall be required first of all to apply to the nearest Customs station and to await the arrival of the officials from that station. If, on account of imminent danger or by reason of other inevitable circumstances, the master should not have sufficient time for that purpose, he shall be required to inform the nearest civil authority, so that that authority may remove the seal and certify the incident which has occurred.

If the master has acted in such a case without demanding or awaiting the intervention of Customs officials, or of the local authorities, he must prove that the measures which he adopted were rendered indispensable by reason of imminent danger to the vessel or to the cargo. In such a case he shall be required, immediately after the adoption of the necessary measures for the saving of the vessel and cargo, to inform by signal the nearest Customs station, or if that should be impossible, the nearest local authority, and to obtain the certification of the incident which has occurred.

(10) On leaving the transit country the master shall call at the last Customs station in order that the cargo of the vessel may be inspected and that the escorting officials may be disembarked.

In order to ensure the free entry of the vessel with its cargo into the despatching country, the Customs seals which have been affixed must remain intact.

The office of re-entry of the despatching country shall verify, according to the manifest, the identity of the cargo on departure and on return by a general Customs inspection, after the removal of the Customs seals.

(11) Rafts shall be treated in accordance with the above-mentioned provisions ; the guarantee for the payment of the Customs entry dues must, however, be furnished.

If the partition of a raft should be necessary, the parts of the raft must proceed on their course together, in order to leave the transit country at the same time and thus to return to the despatching country in accordance with the manifest.

(12) In so far as the passage in transit on the Netze-Notec, which forms the frontier between the Contracting States, has not been regulated by the Convention, it shall be the duty of the local authorities to draw up regulations by mutual agreement.

(13) In the event of a contravention of the general Customs regulations during the voyage, or of the provisions of the present Convention or of its Rules of Application, the laws in force in

lequel l'infraction a été commise, en vigueur en ce qui concerne la peine à prononcer, seront applicables.

En matière de peines rendues exécutoires, le propriétaire du bateau sera responsable personnellement et par son bateau.

CHAPITRE XI.

DISPOSITIONS FINALES.

Article 113.

Les Règlements d'application, chapitre X, pourront être modifiés d'un commun accord par les Administrations allemande et polonaise compétentes.

Le Gouvernement allemand, ainsi que le Gouvernement polonais — soit en son nom, soit au nom de la Ville libre de Dantzig — auront le droit de demander à tout moment la revision des Règlements d'application.

La partie qui fera une pareille demande sera tenue de présenter à l'autre partie son projet à ce sujet. L'autre partie donnera son opinion ou présentera son contre-projet au plus tard dans un délai de deux mois, après quoi, s'il est nécessaire, les négociations entre les administrations compétentes seront entamées.

Article 114.

La présente Convention sera ratifiée le plus tôt possible, et les instruments de ratification seront échangés à Paris. Elle entrera en vigueur le jour de l'échange des instruments de ratification.

Toutefois, les dispositions des chapitres II à VIII exigeant certains travaux préalables assurant leur exécution, les délégués des Hautes Parties contractantes se mettront en rapport dès le jour de l'échange des instruments de ratification, pour arrêter les mesures de réalisation progressive et aussi rapide que possible de la présente Convention.

Les travaux des délégués seront conduits de façon à ce que :

a) Les stipulations du chapitre III (Transit militaire), y compris les stipulations respectives du chapitre X, soient mises en application au plus tard dans le délai d'un mois à partir du jour de l'échange des instruments de ratification ;

b) Les stipulations du chapitre V (Navigation), y compris les stipulations respectives du chapitre X et du chapitre VI (Transit en automobiles et motocyclettes), soient mises en application dans le délai de trois mois à partir du jour de l'échange des instruments de ratification.

Quant aux stipulations du chapitre II (Chemins de fer) et du chapitre IV (Postes, Télégraphes et Téléphones), y compris les stipulations du chapitre X relatives aux deux chapitres précités, elles seront mises en application au plus tard lors de la première fixation de l'horaire général des chemins de fer, en automne ou au printemps qui suivra l'expiration du délai de six mois après l'échange des instruments de ratification.

Les stipulations du chapitre VII, y compris les stipulations respectives du chapitre X et les stipulations du chapitre VIII seront appliquées à mesure que les dispositions des chapitres II à VI, y compris leurs Règlements d'application, seront mises en exécution.

Fait à Paris, le vingt et un avril mil neuf cent vingt et un, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française et dont les expéditions authentiques seront remises à l'Allemagne et à la Pologne.

(L. S.) GERHARD VON MUTIUS.

(L. S.) CASIMIR OLSZOWSKI.

the country in which the contravention has been committed shall be applicable as regards the penalty to be inflicted.

As regards penalties which have been made executory, the owner of the vessel will be liable in person and his vessel may be seized.

CHAPTER XI.

FINAL PROVISIONS.

Article 113.

The Rules for the Application of the Convention (Chapter X) may be modified by common agreement between the proper German and Polish Authorities.

The German Government and the Polish Government — either on its own behalf or on behalf of the Free City of Danzig — shall have the right at any time to ask for a revision of the Rules for the Application of the Convention.

Either Party in putting forward such a claim, shall submit its proposal on this subject to the other Party. The other Party shall give its opinion or shall submit a counter-proposal within a period of not more than two months, after which negotiations shall, if necessary, be entered upon between the proper Authorities.

Article 114.

The present Convention shall be ratified as soon as possible and the instruments of ratification shall be exchanged at Paris. It shall come into force on the date of the exchange of the instruments of ratification.

As, however, certain preliminary work is necessary in order to carry out the provisions of Chapters II to VIII, the delegates of the High Contracting Parties shall get into touch with each other as from the date of the exchange of the instruments of ratification, in order to determine the requisite measures for the progressive carrying out of the present Convention as rapidly as possible.

The work of the delegates shall be carried on in such a way that :

(a) The provisions laid down in Chapter III (Military transit) including the relevant provisions of Chapter X shall be applied within a period of not more than one month from the date of the exchange of the instruments of ratification.

(b) The provisions laid down in Chapter V (Navigation) including the relevant provisions of Chapter X and Chapter VI (transit by motor-car and motor-cycle) shall be applied within a period of not more than three months from the date of the exchange of the instruments of ratification.

The provisions of Chapter II (Railways) and Chapter IX (Posts, Telegraphs and Telephones), including the provisions of Chapter X relating to these Chapters, shall be applied not later than the date of the first fixing of the general railway time-table in the autumn or spring following the expiration of the period of six months after the exchange of the instruments of ratification.

The provisions laid down in Chapter VII, including the relevant provisions of Chapter X and the provisions of Chapter VIII, shall be applied progressively as the provisions of Chapters II to VI, including the Rules for their Application, are put into force.

Done at Paris on the twenty-first day of April, one thousand nine hundred and twenty-one in a single copy, which shall be placed in the archives of the Government of the French Republic, and certified copies of which shall be transmitted to Germany and Poland.

(L. S.) GERHARD VON MUTIUS.

(L. S.) CASIMIR OLSZOWSKI.

PROTOCOLE

Au moment de conclure la Convention prévue à l'article 98 du Traité de Versailles, les Hautes Parties contractantes font les déclarations suivantes :

1° L'Allemagne prétend que le droit de communication par air lui est assuré en vertu des articles 89 et 98 du Traité de Versailles, vu que toutes les questions du trafic en transit sont réglées par ces deux articles. L'Allemagne est d'avis que la Convention en date du 13 octobre 1919 conclue en vertu de l'article 319 du Traité de Versailles ne touche pas à la question d'un trafic entre deux pays à travers un tiers, mais d'un trafic entre deux parties d'un même pays. L'Allemagne réclame, spécialement en se basant sur l'article 89 du Traité de Versailles, le trafic postal en transit sans restriction. Ce trafic postal impliquait déjà avant la guerre le trafic postal par air ; il doit donc comprendre le trafic postal par air également pour l'avenir.

L'Allemagne se réserve ces droits en ce qui concerne la communication par air.

La Pologne estime :

a) Que l'article 89 du Traité de Versailles ne vise que les communications par terre et par eau ;

b) Que cet article est conforme à l'article 314 qui confère aux Puissances alliées et associées, sans réciprocité, le droit de survoler le territoire allemand et les eaux territoriales allemandes ;

c) Qu'aux termes de l'article V de la Convention aérienne [1] du 13 octobre 1919, visée à l'article 319 du Traité de Versailles, la Pologne n'a pas le droit d'admettre, si ce n'est par une autorisation spéciale et temporaire, la circulation au-dessus de son territoire d'aéronefs ne possédant pas la nationalité de l'un des Etats contractants. L'Allemagne n'étant pas, au regard de cette Convention, l'un des Etats contractants, la Pologne n'est nullement tenue de lui accorder le droit de survol du territoire polonais.

2° Les dispositions de la présente Convention signée aujourd'hui ne règlent en rien les rapports entre la Pologne et la Ville libre de Dantzig ; ces rapports, dans le domaine des chemins de fer, ainsi que dans d'autres domaines, seront réglés par des accords spéciaux à conclure entre la Pologne et la Ville libre de Dantzig, conformément à la Convention polono-dantzicoise ; ces accords ne pourront d'ailleurs porter aucune atteinte aux droits de l'Allemagne émanant de la Convention mentionnée ci-dessus.

Fait à Paris, le vingt et un avril mil neuf cent vingt et un, en un seul exemplaire qui restera déposé dans les archives du Gouvernement de la République française et dont les expéditions authentiques seront remises à l'Allemagne et à la Pologne.

(L. S.) GERHARD VON MUTIUS.
(L. S.) CASIMIR OLSZOWSKI.

[1] Vol. XI« page 173 de ce Recueil.

PROTOCOL.

At the time of concluding the Convention referred to in Article 98 of the Treaty of Versailles, the High Contracting Parties make the following declarations :

(1) Germany claims that the right of communication by air is assured to her under Articles 89 and 98 of the Treaty of Versailles since all questions of traffic in transit are regulated by these two articles. Germany is of opinion that the Convention dated October 13, 1919, concluded in virtue of Article 319 of the Treaty of Versailles, does not refer to the question of traffic between two countries across a third country, but to traffic between two parts of one and the same country. Germany claims, in virtue particularly of Article 89 of the Treaty of Versailles, that she is entitled to carry on postal traffic in transit without restriction. Even before the war this postal traffic included postal traffic by air ; it should, therefore, for the future also, include postal traffic by air.

Germany reserve these rights for herself as regards communication by air.

Poland considers :

(a) that Article 89 of the Treaty of Versailles refers only to communications by land and water ;

(b) that this Article is in conformity with Article 314, which confers upon the Allied and Associated Powers, without reciprocity, the right to fly over German territory and German territorial waters ;

(c) that under the terms of Article V of the Air Convention [1], dated October 13, 1919, referred to in Article 319 of the Treaty of Versailles, Poland has not the right, except by special and temporary authorisation, to admit over her territory the traffic of aircraft not possessing the nationality of one of the Contracting States. Since, for the purpose of this Convention, Germany is not one of the Contracting Parties, Poland is in no way bound to grant her the right of flying over Polish territory.

(2) The provisions of the present Convention, signed this day, in no way govern the relations between Poland and the Free City of Danzig. These relations, as regards railways and also in other respects, shall be governed by special agreements to be concluded between Poland and the Free City of Danzig in accordance with the Polish-Danzig Treaty ; furthermore these agreements may not in any way infringe Germany's rights emanating from the above-mentioned Treaty.

Done at Paris on the twenty-first day of April, one thousand nine hundred and twenty-one in a single copy which shall be placed in the archives of the Government of the French Republic, and certified copies of which shall be transmitted to Germany and Poland.

(L. S.) GERHARD VON MUTIUS.
(L. S.) CASIMIR OLSZOWSKI.

[1] Vol. XI, page 173 of this Series.

N° 309.

ALLEMAGNE ET GOUVERNEMENT DES SOVIETS DE RUSSIE

Accord complémentaire à l'accord conclu le 19 avril 1920, au sujet du rapatriement des prisonniers de guerre et des internés civils des deux parties, signé à Berlin le 6 mai 1921.

GERMANY AND SOVIET GOVERNMENT OF RUSSIA

Supplementary Agreement to the Agreement concluded on April 19, 1920, concerning the repatriation of prisoners of war and interned civilians of both parties, signed at Berlin, May 6, 1921.

TEXTE ALLEMAND — GERMAN TEXT.

No. 309. — ERGÄNZUNGSABKOMMEN [1] ZU DEM ZWISCHEN DEM DEUTSCHEN REICHE UND DER RUSSISCHEN SOZIALISTISCHEN FÖDERATIVEN SOWIET-REPUBLIK AM 19. APRIL 1920 GESCHLOSSENEN ABKOMMEN [2] ÜBER DIE HEIMSCHAFFUNG DER BEIDERSEITIGEN KRIEGSGEFANGENEN UND ZIVILINTERNIERTEN. GEZEICHNET IN BERLIN DEN 6. MAI 1921.

Texte officiel allemand communiqué par le Consul d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de cet accord a eu lieu le 12 août 1922.

German official text communicated by the German Consul at Geneva. The registration of this Agreement took place August 12, 1922.

Die DEUTSCHE REGIERUNG vertreten durch :

1. den Ministerialdirektor im Auswärtigen Amte, Herrn Gustav BEHRENDT,
2. den Wirklichen Legationsrat im Auswärtigen Amte, Freiherrn AGO VON MALTZAN,

und die RUSSISCHE SOZIALISTISCHE FÖDERATIVE SOWJET REPUBLIK, vertreten durch :

Herrn Aron SCHEINMANN,

sind über nachstehende Bestimmungen übereingekommen :

Heimtransport der ehemaligen Kriegsgefangenen und Zivilinternierten.

Artikel 1.

Beide Regierungen übernehmen die ausdrückliche Verpflichtung, die Heimbeförderung der noch nicht heimgeschafften Kriegsgefangenen und Zivilinternierten mit grösster Beschleunigung durchzuführen.

Artikel 2.

Eine Zurückhaltung von Kriegsgefangenen auf Grund von Untersuchungen oder Verurteilungen wegen Verstössen gegen die Disziplin und wegen strafbarer Handlungen jeglicher Art, die vor dem Tage der Unterzeichnung dieses Ergänzungsabkommens begangen sind, findet nicht statt.

Zu welchem Zeitpunkt die Heimbeförderung, die möglichst unverzüglich zu beginnen hat, erfolgen soll, bleibt besonderen Vereinbarungen der ausführenden Stellen vorbehalten.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin le 30 août 1921.

[2] Vol. II, page 63 de ce Recueil.

[1] The exchange of ratifications took place at Berlin, August 30, 1921.

[2] Vol. II, page 63 of this Series.

Artikel 3.

Die beiderseitigen Fürsorgestellen sind befugt, Nachforschungen nach Vermissten und Verstorbenen annzustellen sowie Todesurkunden und Mitteilungen über Grabstätten zu beschaffen und, soweit möglich, für Instandhaltung letzterer zu sorgen.

Zu diesem Zwecke haben sie sich mit den in Betracht kommenden Zentralbehörden des anderen Teiles ins Benehmen zu setzen. Diese sind verpflichtet, alle erforderlichen Auskünfte zu erteilen und zu beschaffen, die notwendig sind, Aufschluss über den Verbleib von Vermissten zu geben.

Beide Regierungen verpflichten sich, die in ihren Händen befindlichen Nachlässe der verstorbenen Kriegsteilnehmer nebst einer Nachweisung in dreifacher Ausfertigung, von denen die eine mit Empfangsbestätigung zurückzugeben ist, mit möglichster Beschleunigung auszutauschen.

Artikel 4.

Wenn und soweit es eine der beiden Regierungen verlangt, sind als Zivilinternierte im Sinne des Abkommens vom 19. April 1920 sowie dieses Ergänzungsabkommens diejenigen beiderseitigen Staatsangehörigen zu betrachten, die bei Ausbruch des Krieges in dem jetzigen Gebiete des anderen Teiles ansässig gewesen sind oder sich dauernd oder vorübergehend bis zum Abschluss des Friedens von Brest-Litowsk (3/7. März 1918) aufgehalten haben.

EIGENTUMSRECHTE DER EHEMALIGEN KRIEGSGEFANGENEN UND ZIVILINTERNIERTEN.

Artikel 5.

Vorbehaltlich einer grundsätzlichen Regelung der Eigentumsrechte der beiderseitigen Staatsangehörigen wird in Ausführung des Artikels 10 des Abkommens vom 19. April 1920 Nachstehendes über das persönliche, dem eigenen Bedarfe dienende, auch den Hausrat umfassende Privateigentum (weiter nur Eigentum genannt) vorläufig vereinbart :

Um die Rechtsansprüche der ehemaligen Kriegsgefangenen und Zivilinternierten hinsichtlich des Eigentums sicherzustellen und die Regelung dieser Ansprüche herbeizuführen ; wird eine deutsch-russische Kommission mit dem Sitze in Moskau errichtet, die spätestens vier Wochen nach dem Inkrafttreten dieses Ergänzungsabkommens ihre Tätigkeit aufzunehmen hat. Beide Regierungen melden bei dieser Kommission die urkundlich belegten Ansprüche ihrer Staatsangehörigen an. Der Aufgabenkreis der Kommission und der Geschäftsgang werden durch eine Geschäftsordnung näher bestimmt. Es herrscht darüber Einverständnis, dass für diese Regelung der Ansprüche der deutschen Staatsangehörigen durch die Kommission lediglich das Dekret des Rates der Volkskommissare vom 16. April 1920 über Requisitionen und Konfiskationen, veröffentlicht in der Gesetzsammlung 1920 NR. 29 (Anhang I) und das Ergänzungsdekret vom 23 Juli 1920 ; veröffentlicht in den « Iswestija » vom 25 Juli 1920 (Anhang II) für die Regelung der Ansprüche der russischen Staatsangehörigen die deutschen Gesetze massgebend sind.

ANMERKUNG.

Für die Behandlung der Rechtsansprüche deutscher Staatsangehöriger sollen die einschlägigen Bestimmungen des Dekrets des Rates der Volkskommissare über herrenloses Gut, veröffentlicht in den « Iswestija » Nr. 257 vom 16. November 1920 (Anhang III) herangezogen werden.

Artikel 6.

Das Eigentum darf, insofern es das Gewicht von 8 Pud (131 Kilogramm) nicht übersteigt, unter Beobachtung der Ausfuhrbestimmungen sofort zoll- und abgabefrei ausgeführt werden.

ANMERKUNG :

Das in Petersburg und Moskau befindliche etwa 1500 Kolli betragende, bewegliche Gut ist als Privateigentum bereits Heimgekehrter zu betrachten und nach Massgabe dieses Artikels zu behandeln. Nach erfolgter Prüfung darf es sofort abtransportiert werden, wobei die Russische Regierung die erforderlichen Transportmittel zur Beförderung nach einem dem Austausche der Kriegsgefangenen dienenden Hafen zur Verfügung stellt.

Artikel 7.

Das von der Kommission als deutsches Eigentum anerkannte, 8 Pud übersteigende und das zur Ausfuhr nicht zugelassene Gut der ehemaligen Kriegsgefangenen und Zivilinternierten ist bis zur endgiltigen Entscheidung über den Abtransport von der Russischen Regierung auf Antrag der Deutschen Fürsorgestelle dieser zur Aufbewahrung zu übergeben. Die Russische Regierung stellt zu diesem Zwecke die erforderlichen Lagerräume und Eisenbahntransportmittel zur Verfügung.

Artikel 8.

Soweit ein der Kommission vorgelegter Antrag sich auf greifbares Eigentum bezieht, sind die beiderseitigen Zentralbehörden für auswärtige Angelegenheiten auf Antrag der Fürsorgestellen verpflichtet, bis zur Beschaffung der der Kommission vorzulegenden urkundlichen Unterlagen der provisorischen Schutz über das Eigentum auszuüben. Die urkundlichen Unterlagen müssen innerhalb einer Frist von drei Monaten nach Ablauf des Tages, an dem die Fürsorgestellen den Antrag gestellt haben, beigebracht werden.

INTERNIERTE HEERESANGEHÖRIGE.

Artikel 9.

Als russische internierte Heeresangehörige in Deutschland sind alle Personen anzusehen, die als Angehörige der russischen Sowjet Armee die deutsche Grenze überschritten haben.

Für die Behandlung der Internierten sind die Grundsätze des Abkommens vom 19. April 1920 sowie der in Ergänzung dazu getroffenen Vereinbarungen und der Artikel 2 dieses Abkommens massgebend.

Artikel 10.

Die Russische Regierung verpflichtet sich vorbehaltlich anderweitiger Regelung, die von der Deutschen Regierung bis zum 1. Januar 1921 verauslagten und festgestellten Kosten, die dem Deutschen Reiche im Zusammenhange mit der Internierung aller russischen Heeresteile entstanden sind, spätestens am 1. Juli 1921 zurückzuerstatten.

Die nach dem 1. Januar 1921 entstandenen Kosten dieser Art werden von der Russischen Regierung spätestens drei Monate nach erfolgter Anforderung erstattet werden.

Artikel 11.

Die Russische Regierung erklärt sich damit einverstanden, dass zur Deckung der im Artikel 10 erwähnten Kosten das von den russischen Heeresteilen mitgeführte Heeresgut herangezogen wird unter der Voraussetzung, dass die Verwertung dieses Gutes nach den Grundsätzen erfolgt, die für die Verwertung überzähligen deutschen Heeresgutes massgebend sind, und dass hierbei ein Vertreter der Russischen Fürsorgestelle anwesend ist, dem Protokoll und Einspruchsrecht zusteht, ohne dass die Verwertung selbst dadurch aufgehalten werden soll.

Artikel 12.

Dieses Abkommen tritt mit der Unterzeichnung in Kraft, die Artikel 2, 4 und 9, soweit sie die Gewährung von Straffreiheit in sich schliessen, jedoch erst mit Austausch besonderer Ratifikationsurkunden.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten das gegenwärtige Abkommen unterzeichnet und ihre Siegel beigedrückt.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in Berlin am 6. Mai 1921.

(Gez.) GUSTAV BEHRENDT.
(Gez.) FREIHERR AGO von MALTZAN.
(Gez.) SCHEINMANN.

---

[1] TRADUCTION.

No. 309. — ACCORD COMPLÉMENTAIRE A L'ACCORD ENTRE LE REICH ALLEMAND ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE FÉDÉRATIVE DES SOVIETS DE RUSSIE, CONCLU LE 19 AVRIL 1920, AU SUJET DU RAPATRIEMENT DES PRISONNIERS DE GUERRE ET DES INTERNÉS CIVILS DES DEUX PARTIES, SIGNÉ A BERLIN LE 6 MAI 1921.

Le GOUVERNEMENT ALLEMAND représenté par :

1. le directeur au Ministère des Affaires étrangères, M. Gustave BEHRENDT,
2. le conseiller de Légation en exercice au Ministère des Affaires étrangères, baron AGO VON MALTZAN ; et

LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE FÉDÉRATIVE DES SOVIETS DE RUSSIE, représentée par :

M. Aron SCHEINMANN,

sont convenus des clauses suivantes :

RAPATRIEMENT DES ANCIENS PRISONNIERS DE GUERRE ET INTERNÉS CIVILS.

Article 1.

Les deux gouvernements s'engagent expressément à procéder le plus rapidement possible au rapatriement des prisonniers de guerre et des internés civils non encore rapatriés.

Article 2.

Aucun prisonnier de guerre ne sera retenu sous prétexte d'enquêtes ou de condamnation dont il serait l'objet pour infraction à la discipline ou actes punissables, quels qu'ils soient, qui auraient eu lieu avant le jour de la signature du présent Accord complémentaire.

La date à laquelle commencera le rapatriement qui doit être la plus rapprochée possible, sera fixée ultérieurement par un arrangement spécial entre les Parties.

Article 3.

Les commissaires de chacune des deux Parties sont autorisés à faire des enquêtes au sujet des disparus et des morts, à établir des actes de décès, à faire connaître les lieux de sépulture et à les faire mettre en état dans la mesure du possible.

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

No. 309. — SUPPLEMENTARY AGREEMENT TO THE AGREEMENT CONCLUDED ON APRIL 19, 1920, BETWEEN THE GERMAN REICH AND THE RUSSIAN SOCIALIST FEDERATIVE SOVIET REPUBLIC, CONCERNING THE REPATRIATION OF PRISONERS OF WAR AND INTERNED CIVILIANS OF BOTH PARTIES, SIGNED AT BERLIN, MAY 6, 1921.

The GERMAN GOVERNMENT, represented by :

(1) M. Gustave BEHRENDT, Director in the Ministry for Foreign Affairs,

(2) M. Ago VON MALTZAN, Councillor of Legation in the Ministry for Foreign Affairs. and

The RUSSIAN SOCIALIST FEDERATIVE SOVIET REPUBLIC, represented by :

M. Aron SCHEINMANN.

have agreed upon the following provisions :

TRANSPORT TO THEIR OWN COUNTRY OF ALL FORMER PRISONERS OF WAR AND INTERNED CIVILIANS.

Article 1.

Both Governments expressly undertake to carry out with all possible speed the repatriation of prisoners of war and interned civilians who have not yet been sent home.

Article 2.

No prisoner of war shall be detained on the ground of enquiries into, or a sentence on account of, breaches of discipline, or on account of punishable acts of any kind committed before the date of the signing of this Supplementary Convention.

The date of repatriation which shall take place with the least possible delay, shall be determined by special agreements between the authorities carrying out the provisions of the Convention.

Article 3.

The Welfare Centres of both parties shall be authorized to institute enquiries regarding persons missing or deceased, and also to furnish death certificates and information regarding graves, and, further, as far as possible to superintend the upkeep of the latter.

---

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

A cette fin, ils s'entendront avec les autorités centrales compétentes de l'autre Partie. Celles-ci sont obligées à fournir sur demande tous renseignements nécessaires concernant l'endroit où se trouvent les disparus.

Les deux gouvernements s'obligent à échanger avec la plus grande célérité possible tous objets laissés par les belligérants décédés qui pourraient se trouver entre leurs mains, en même temps qu'un inventaire de ces objets en triple expédition ; une de ces expéditions sera retournée le plus rapidement possible avec le récépissé de réception.

Article 4.

Si l'un des deux gouvernements le demande, seront considérés comme internés civils au sens de la Convention du 19 avril 1920 et du présent Accord complémentaire, les ressortissants de l'un et l'autre Etat qui, au moment de la déclaration de guerre, étaient établis sur le territoire actuel de l'autre Partie ou qui y ont séjourné d'une façon permanente ou temporaire jusqu'à la conclusion de la paix de Brest-Litowsk (3/7 mars 1918).

DROITS DE PROPRIÉTÉ DES ANCIENS PRISONNIERS DE GUERRE ET INTERNÉS CIVILS.

Article 5.

Sous réserve d'un règlement en principe des droits de propriété des ressortissants des deux Etats et en exécution de l'article 10 de la Convention du 19 avril 1920, il a été convenu provisoirement ce qui suit relativement à la propriété personnelle et privée à l'usage des individus, y compris leur mobilier, — propriété privée qui, ultérieurement, sera dénommée simplement propriété.

Afin de sauvegarder les revendications des anciens prisonniers de guerre et internés civils relativement à la propriété et afin d'arriver au règlement de ces revendications, il sera établi une Commission germano-russe siégeant à Moscou. Cette commission commencera ses travaux au plus tard quatre semaines après l'entrée en vigueur de la présente Convention complémentaire. Les deux Gouvernements porteront à la connaissance de la Commisssion les revendications, rédigées par actes authentiques, de leurs ressortissants respectifs. Un règlement ultérieur déterminera la tâche de la Commission et l'ordre de ses travaux. Il est convenu et entendu que sont uniquement applicables par la Commission : pour le règlement des revendications des sujets allemands, le décret du Conseil des Commissaires du Peuple en date du 16 avril 1920 au sujet des réquisitions et confiscations, publié dans le recueil des lois de 1920 N° 29 (1er supplément) et le décret complémentaire du 22 juillet 1920, publié dans les « Isvestia » du 25 juillet 1920 (2e supplément) ; pour le règlement des revendications des sujets russes, les lois allemandes.

REMARQUE :

Pour régler les revendications des sujets allemands, on s'appuiera sur les stipulations pertinentes du décret du Conseil des Commissaires du Peuple relatif aux biens, publié dans les « Isvestia » N° 257 du 16 novembre 1920 (3e supplément).

Article 6.

La propriété des intéressés, à condition qu'elle n'excède pas le poids de 8 pouds (131 Kgs.) sera expédiée sans délai, franco de droits de douane et d'autres charges en conformité avec les règlements relatifs à l'exportation.

For this purpose they shall enter into communication with the competent central authorities of the other party. The latter shall be bound to collect and supply all information necessary in order to discover the whereabouts of missing persons.

Both Governments undertake to exchange as soon as possible any articles in their possession, left by deceased persons who took part in the war, together with an inventory drawn up in tripliate, one copy of which shall be returned, together with an acknowledgment of receipt.

Article 4.

If, and in so far as, eiher of the two Governments so desire, those nationsals of the two States who at the time of the outbreak of war were resident in territory now belonging to the other party, or who remain there permanently or temporarily until the conclusion of the Peace of Brest-Litovsk (March 3/7 1918), shall be regarded as interned civilians within the meaning of the Convention of April 19, 1920, and also of this Convention.

RIGHTS OF PROPERTY OF FORMER PRISONERS OF WAR AND INTERNED CIVILIANS.

Article 5.

Subject to a fundamental settlement of the rights of property of nationals of both States, the following shall be provisionally agreed upon in execution of Article 10 of the Convention, dated April 19 1920, with regard to personal and private property for personal use, including household furniture (hereinafter described simply as " property ") :

In order to safeguard the claims of former prisoners of war and interned civilians with regard to property, and in order to carry out this settlement of such claims, a German-Russian Commission, sitting at Moscow, shall be formed, and shall enter upon its duties not later than four weeks after the coming into force of this Supplementary Convention. Both Governments shall bring to the notice of this Commission the claims of their respective nationals, supported by documentary evidence.

The Commission's terms of reference and rules of procedure shall be laid down in detail in subsequent regulations. It is agreed that for this settlement of the claims of German nationals by the Commission, the Decree of the Council of the People's Commissaries, dated April 16, 1920, with regard to requisitions and confiscations, published in the legal gazette, 1920, No. 29 (Annex I), and the Supplementary Decree dated July 23, 1920, published in the " Isvestia " of July 25, 1920 (Annex II) shall alone be authoritative : the claims of Russian nationals shall be settled in accordance with the German laws.

NOTE :

In dealing with the claims of German nationals, the relevant provisions of the Decree of the Council of the Peoples' Commissaries regarding unclaimed property, published in the " Isvestia " No. 257 of November 16, 1920 (Annex III) shall apply.

Article 6.

The property of such repatriated persons, may insofar as it does not exceed 8 poods (131 kilogrammes in weight) be forwarded at once, tax and duty free, subject to export regulations.

REMARQUE :

Les biens mobiliers qui se trouvent à Pétrograd et à Moscou et qui forment environ 1.500 colis, seront considérés comme propriété privée de personnes déjà rapatriées et traités comme articles de cette catégorie. Après examen subséquent, ils seront immédiatement expédiés ; à cette fin, le Gouvernement russe fournira les moyens de transport nécessaires pour leur expédition à un port d'échange de prisonniers de guerre.

Article 7.

Les objets appartenant aux anciens prisonniers de guerre et internés civils qui seront reconnus par la Commission comme propriété allemande et qui excéderont le poids de 8 pouds, ou ceux dont l'exportation est interdite, en attendant une décision définitive sur leur transport, seront remis par le Gouvernement russe au commissaire allemand, sur sa demande, aux fins d'en assurer la conservation. Le Gouvernement russe fournira à cet effet les locaux et les moyens de transport nécessaires.

Article 8.

Autant qu'une requête soumise à la Commission concerne des objets préhensibles, les autorités centrales des deux Parties en matière d'affaires étrangères, après requête du Commissaire, seront obligées, jusqu'à ce que la Commission ait obtenu les documents authentiques requis, d'assurer provisoirement la garde de ces objets. Les documents authentiques doivent être produits dans un délai de trois mois à partir du jour où les commissaires ont déposé leur requête.

MILITAIRES INTERNÉS.

Article 9.

Seront considérés en Allemagne comme militaires russes internés toutes les personnes qui ont franchi la frontière allemande en qualité de membres de l'armée soviétique russe.

Les stipulations fondamentales de la Convention du 19 avril 1920, celles des Accords complémentaires et l'article 2 du présent Accord s'appliquent au traitement des internés.

Article 10.

Le Gouvernement russe s'engage, sous réserve d'un règlement ultérieur, à rembourser, au plus tard le 1er juillet 1921, les dépenses dûment engagées par le Gouvernement allemand jusqu'au 1er janvier 1921, par suite de l'internement en Allemagne des différents contingents russes.

Les dépenses de cette nature engagées après le 1er janvier 1921 seront remboursées par le Gouvernement russe au plus tard trois mois après que demande en aura été faite.

Article 11.

Le Gouvernement russe déclare consentir à ce que, pour couvrir les dépenses mentionnées à l'article 10, les objets militaires qui accompagnent les détachements russes soient retenus, sous cette réserve que l'utilisation de ces objets aura lieu d'après les principes admis pour l'utilisation

NOTE :

Movable property at Petrograd and Moscow amounting to about 1500 kolli, shall be considered as the private property of persons who have already been repatriated and shall be dealt with in accordance with the provisions of this Article. After having been examined, such property may immediately be forwarded. For this purpose, the Russian Government shall provide the necessary means of transport to one of the ports used for the exchange of prisoners of war.

Article 7.

Property belonging to former prisoners of war and interned civilians recognised by the Commission as German property, and exceeding 8 poods in weight, and property of this description the export of which is prohibited, shall pending a final decision regarding transport, be entrusted by the Russian Government to the custody of the German Welfare Centre, upon the latter's request. For this purpose, the Russian Government shall provide the necessary storage premises and means of transport by rail.

Article 8.

In so far as an application laid before the Commission refers to movable property, the central authorities for foreign affairs of both States shall be bound, at the request of the welfare centres, provisionally to take charge of such property until the documentary evidence to be laid before the Commission has been furnished. Such documentary evidence must be produced within a period of three months from the date on which the welfare centres have submitted their application.

INTERNED SOLDIERS :

Article 9.

All persons who, as members of the Russian Soviet Army, have crossed the German frontier shall be regarded as interned Russian soldiers in Germany.

The principles of the Convention of April 19, 1920, and also of the Convention supplementary thereto, and Article 2 of this agreement, shall apply to the treatment of interned persons.

Article 10.

Unless otherwise provided for the Russian Government undertakes to reimburse the German Government not later than July 1, 1921, for expenditure incurred by the latter before January 1, 1921, in connection with the internement of all Russian military contingents.

Such expenditure incurred after January 1, 1921, shall be reimbursed by the Russian Government not later than 3 months after a claim thereof has been put in.

Article 11.

The Russian Government agrees that in order to cover the expenses referred to in Article 10, the Army property brought by the Russian military contingents, shall be utilized, on condition that such property shall be used in accordance with the principles laid down for the use of super-

des objets militaires allemands en surnombre, et qu'à cette fin un délégué du commissaire russe sera présent, avec droit de procès-verbal et de protestation, sans que de ce fait l'utilisation elle-même puisse être empêchée.

Article 12.

Le présent Accord entrera en vigueur à la date de la signature, à l'exception des articles 2, 4 et 9 en tant qu'ils comportent remise complète des peines ; ils ne seront applicables qu'après échange des instruments spéciaux de ratification.

Pour authentiquer le présent Accord, les plénipotentiaires des deux Parties l'ont signé et y ont apposé leur sceau.

Fait à Berlin en double expédition, le 6 mai 1921.

(Signé) GUSTAV BEHRENDT.
(Signé) FREIHERR AGO von MALTZAN.
(Signé) SCHEINMANN.

---

fluous German army property, and that for this purpose a representative of the Russian Welfare Centre shall be present and shall have the right of taking notes of the proceedings and of entering objections, without, however, delaying the utilisation of the said property.

Article 12.

This Agreement shall come into force immediately upon being signed, except Articles 2, 4, and 9, which, in so far as they involve exemption from punishment, shall not come into force until special acts of ratification have been exchanged.

In witness whereof, the plenipotentiaries of both parties have signed the present Agreement and have fixed thereto their seals.

Done in duplicate at Berlin on May 6, 1921.

(Signed) GUSTAV BEHRENDT.
(Signed) FREIHERR AGO VON MALTZAN.
(Signed) SCHEINMANN.

N° 310.

ALLEMAGNE ET ETATS-UNIS D'AMERIQUE

Traité concernant le rétablissement de la paix entre ces deux Etats signé à Berlin le 25 août 1921.

GERMANY AND UNITED STATES OF AMERICA

Treaty concerning the re-establishment of Peace between these two States, signed at Berlin, August 25, 1921.

TEXTE ALLEMAND — GERMAN TEXT.

No. 310. — VERTRAG [1] BETREFFEND DIE WIEDERHERSTELLUNG DES FRIEDENS ZWISCHEN DEUTSCHLAND UND DEN VEREINIGTEN STAATEN VON AMERIKA, GEZEICHNET IN BERLIN DEN 25. AUGUST 1921.

Textes officiels allemand et anglais communiqués par le Consul d'Allemagne à Genève. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 12 août 1922.

DEUTSCHLAND und die VEREINIGTEN STAATEN VON AMERIKA :

In der Erwägung, dass die Vereinigten Staaten gemeinschaftlich mit ihren Mitkrigführenden am 11. November 1918 einen Waffenstillstand mit Deutschland vereinbart haben, damit ein Friedensvertrag abgeschlossen werden könne ;

In der Erwägung, dass der Vertrag von Versailles am 28. Juni 1919 unterzeichnet wurde und gemäss den Bestimmungen des Artikels 440 in Kraft getreten, aber von den Vereinigten Staaten nicht ratifiziert worden ist ;

In der Erwägung, dass der Kongress der Vereinigten Staaten einen gemeinsamen Beschluss gefasst hat, der von dem Präsidenten am 2. Juli 1921 genehmigt worden ist und im Auszug wie folgt lautet :

« Beschlossen vom Senat und dem Repräsentantenhaus der Vereinigten Staaten von Amerika, die zum Kongress versammelt sind, dass der durch den am 6. April 1917 genehmigten gemeinsamen Beschluss des Kongresses erklärte Kriegszustand zwischen der Kaiserlich Deutschen Regierung und den Vereinigten Staaten von Amerika hiermit für beendet erklärt wird.

» Sektion 2. Dass durch Abgabe diser Erklärung und als ein Teil davon den Vereinigten Staaten von Amerika und ihren Staatsangehörigen jedwede und alle Rechte, Privilegien, Entschädigungen, Reparationen oder Vorteile einschliesslich des Rechts, sie zwangsweise durchzuführen, ausdrücklich vorbehalten werden, auf welche die Vereinigten Staaten von Amerika oder ihre Staatsangehörigen nach den am 11. November 1918 unterzeichneten Waffenstillstandsbedingungen sowie irgend welchen Erweiterungen oder Abänderungen derselben einen Anspruch erworben haben ; oder die von den Vereinigten Staaten von Amerika infolge ihrer Beteiligung am Kriege erworben worden sind oder sich in ihrem Besitz befinden ; oder auf die ihre Staatsangehörigen dadurch rechtmässig einen Anspruch erworben haben ; oder die in dem Vertrage von Versailles zu ihren oder ihrer Staatsangehörigen Gunsten festgesetzt worden sind ; oder auf die sie als eine der alliierten und assoziierten Hauptmächte oder kraft irgendeines vom Kongress beschlossenen Gesetzes oder sonstwie einen Anspruch haben.

. . . . . .

» Sektion 5. Alles Eigentum der Kaiserlich Deutschen Regierung oder ihres Nachfolgers oder ihrer Nachfolger und das Eigentum aller deutschen Staatsangehörigen, das

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Berlin le 11 novembre 1921.

No. 310. — TREATY[1] CONCERNING THE RE-ESTABLISHMENT OF PEACE BETWEEN GERMANY AND THE UNITED STATES OF AMERICA, SIGNED AT BERLIN, AUGUST 25, 1921.

German and English official texts communicated by the German Consul at Geneva. The registration of this treaty took place on August 12, 1922.

GERMANY and the UNITED STATES OF AMERICA :

Considering that the United States, acting in conjunction with its co-belligerents, entered into an Armistice with Germany on November 11, 1918, in order that a Treaty of Peace might be concluded ;

Considering that the Treaty of Versailles was signed on June 28, 1919, and came into force according to the terms of its Article 440, but has not been ratified by the United States ;

Considering that the Congress of the United States passed a Joint Resolution, approved by the President July 2, 1921, which reads in part as follows :

> " Resolved by the Senate and House of Representatives of the United States of America in Congress Assembled :
>
> " That the state of war declared to exist between the Imperial German Government and the United States of America by the joint resolution of Congress approved April 6, 1917, is hereby declared at an end.
>
> " Section 2. That in making this declaration, and as a part of it, there are expressly reserved to the United States of America and its nationals any and all rights, privileges, indemnities, reparations or advantages, together with the right to enforce the same, to which it or they have become entitled under the terms of the Armistice signed November 11, 1918, or any extensions or modifications thereof ; or which were acquired by or are in the possession of the United States of America by reason of its participation in the war or to which its nationals have thereby become rightfully entitled ; or which, under the Treaty of Versailles, have been stipulated for its or their benefit ; or to which it is entitled as one of the Principal Allied and Associated powers ; or to which it is entitled by virtue of any Act or Acts of Congress ; or otherwise.
>
> . . . . . .
>
> " Section 5. All property of the Imperial German Government, or its successor or successors and of all German nationals, which was, on April 6, 1917, in or has since

[1] The exchange of ratifications took place at Berlin, November 11, 1921.

sich am 6. April 1917 im Besitz oder in der Gewalt der Vereinigten Staaten von Amerika oder eines ihrer Beamten, Vertreter oder Angestellten befand oder seit diesem Tage in deren Besitz oder Gewalt gelangt oder Gegenstand einer Forderung seitens derselben gewesen ist, gleichviel aus welchem Ursprung oder aus welcher Tätigkeit, und alles Eigentum der K. und K. Oesterreichisch-Ungarischen Regierung oder ihres Nachfolgers oder ihrer Nachfolger und aller oesterreichisch-ungarischen Staatsangehörigen, das sich am 7. Dezember 1917 im Besitz oder in der Gewalt der Vereinigten Staaten von Amerika oder eines ihrer Beamten, Vertreter oder Angestellten befand oder seit diesem Tage in deren Besitz oder Gewalt gelangt oder Gegenstand einer Forderung seitens derselben gewesen ist, gleichviel aus welchem Ursprung oder aus welcher Tätigkeit, soll von den Vereinigten Staaten von Amerika zurückbehalten und darüber keine Verfügung getroffen werden, soweit nicht gesetzlich darüber bereits verfügt ist oder im einzelnen künftig darüber verfügt wird. Dies gilt bis zu dem Zeitpunkt, wo die Kaiserlich Deutsche Regierung beziehungsweise die K. und K. Oesterreichisch-Ungarische Regierung oder ihr Nachfolger oder ihre Nachfolger angemessene Vorkehrungen zur Befriedigung aller Forderungen gegen eine der genannten Regierungen seitens aller Personen ohne Rücksicht auf ihren Wohnsitz getroffen haben, die zu den Vereinigten Staaten von Amerika in einem dauernden Treuverhältnis stehen, und die durch Handlungen der Kaiserlich Deutschen Regierung oder ihrer Vertreter oder der K. und K. Oesterreichisch-Ungarischen Regierung oder deren Vertreter seit dem 31. Juli 1914 Verlust, Nachteil oder Schaden an ihrer Person oder ihrem Eigentum unmittelbar oder mittelbar, sei es durch den Besitz von Anteilen deutscher, oesterreichisch-ungarischer, amerikanischer oder anderer Körperschaften oder infolge von Feindseligkeiten oder irgendwelchen Kriegshandlungen oder auf andere Weise erlitten haben, ferner solchen Personen, die zu den Vereinigten Staaten von Amerika in einem dauernden Treuverhältnis stehen, das Meistbegünstigungsrecht in allen Angelegenheiten, betreffend Niederlassung, Geschäftsbetrieb, Berufsausübung, Verkehr, Schiffahrt, Handel und gewerbliche Schutzrechte, zugestanden haben, einerlei, ob dieses Recht auf die Nationalität abgestellt oder sonstwie bestimmt ist ; endlich bis die Kaiserlich Deutsche Regierung beziehungsweise die K. und K. Oesterreichisch-Ungarische Regierung oder ihr Nachfolger oder ihre Nachfolger den Vereinigten Staaten von Amerika gegenüber alle von diesen während des Krieges auferlegten oder verfügten Strafgelder, Verwirkungen, Bussen und Beschlagnahmen bestätigt haben, gleichviel ob diese Eigentum der Kaiserlich Deutschen Regierung oder deutscher Staatsangehöriger oder der K. und K. Oesterreichisch-Ungarischen Regierung oder oesterreichisch-ungarischer Staatsangehöriger betreffen, und bis sie auf allen und jeden Geldanspruch gegen die Vereinigten Staaten von Amerika verzichtet haben. »

In dem Wunsche, die freundschaftlichen Beziehungen, die vor Ausbruch des Krieges zwischen den beiden Nationen bestanden haben, wiederherzustellen,

Haben zu diesem Zwecke zu ihren Bevollmächtigten bestellt :

Der PRAESIDENT DES DEUTSCHEN REICHS den Reichsminister des Auswärtigen, Herrn Dr. Friedrich ROSEN und

Der PRAESIDENT DER VEREINIGTEN STAATEN VON AMERIKA den Commissioner der Vereinigten Staaten von Amerika in Deutschland, Herrn Ellis Loring DRESEL.

Diese haben nach Austausch ihrer für gut und richtig befundenen Vollmachten folgendes vereinbart :

Artikel 1.

Deutschland verpflichtet sich, den Vereinigten Staaten zu gewähren und die Vereinigten Staaten sollen besitzen und geniessen alle Rechte, Privilegien, Entschädigungen, Reparationen oder Vorteile, die in dem vorgenannten gemeinschaftlichen Beschlusse des Kongresses der Ver-

that date come into the possession or under control of, or has been the subject of a demand by the United States of America or of any of its officers, agents, or employees, from any source or by any agency whatsoever, and all property of the Imperial and Royal Austro-Hungarian Government, or its successor, or successors, and of all Austro-Hungarian nationals which was on December 7, 1917, in or has since that date come into the possession or under control of, or has been the subject of a demand by the United States of America or any of its officers, agents, or employees, from any source or by any agency whatsoever, shall be retained by the United States of America and no disposition thereof made, except as shall have been heretofore or specifically hereafter shall be provided by law, until such time as the Imperial German Government and the Imperial and Royal Austro-Hungarian Government, or their successor or successors, shall have respectively made suitable provision for the satisfaction of all claims against said Governments respectively, of all persons, wheresoever domiciled, who owe permanent allegiance to the United States of America and who have suffered, through the acts of the Imperial German Government, or its agents, or the Imperial and Royal Austro-Hungarian Government, or its agents, since July 31, 1914, loss, damage, or injury to their persons or property, directly or indirectly, whether through the ownership of shares of stock in German, Austro-Hungarian, American or other corporations or in consequence of hostilities or of any operations of war, or otherwise, and also shall have granted to persons owing permanent allegiance to the United States of America most-favoured-nation treatment, whether the same be national or otherwise, in all matters affecting residence, business, profession, trade, navigation, commerce and industrial property rights, and until the Imperial German Government and the Imperial and Royal Austro-Hungarian Government, or their successor or successors, shall have respectively confirmed to the United States of America all fines, forfeitures, penalties, and seizures imposed or made by the United States of America during the war, whether in respect to the property of the Imperial German Government or German nationals or the Imperial and Royal Austro-Hungarian Government or Austro-Hungarian nationals, and shall have waived any and all pecuniary claims against the United States of America."

Being desirous of restoring the friendly relations existing between the two Nations prior to the outbreak of war :

Have for that purpose appointed their plenipotentiaries :

THE PRESIDENT OF THE GERMAN EMPIRE

Dr. Friedrich ROSEN, Minister for Foreign Affairs, and

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA

Ellis Loring DRESEL, Commissioner of the United States of America to Germany,

Who, having communicated their full powers, found to be in good and due form, have agreed as follows :

Article 1.

Germany undertakes to accord to the United States, and the United States shall have and enjoy, all the rights, privileges, indemnities, reparations or advantages specified in the aforesaid Joint Resolution of the Congress of the United States of July 2, 1921, including all the rights and

einigten Staaten vom 2. Juli 1921 näher bezeichnet sind, mit Einschluss aller Rechte und Vorteile, die zugunsten der Vereinigten Staaten in dem Vertrag von Versailles festgesetzt sind und die die Vereinigten Staaten in vollem Umfange geniessen sollen, ungeachtet der Tatsache, dass dieser Vertrag von den Vereinigten Staaten nicht ratifiziert worden ist.

Artikel 2.

In der Absicht, die Verpflichtungen Deutschlands gemäss dem vorhergehenden Artikel mit Beziehung auf gewisse Bestimmungen des Vertrags von Versailles näher zu bestimmen, besteht Einverständnis und Einigung zwischen den Hohen Vertragschliessenden Teilen darüber :

1. dass die Rechte und Vorteile, die in jenem Vertrage zugunsten der Vereinigten Staaten festgesetzt sind und die die Vereinigten Staaten besitzen und geniessen sollen, diejenigen sind, die in Abschnitt 1 des Teiles IV und in den Teilen V, VI, VIII, IX, X, XI, XII, XIV und XV aufgeführt sind.

Wenn die Vereinigten Staaten die in den Bestimmungen jenes Vertrages festgesetzten und in diesem Paragraphen erwähnten Rechte und Vorteile für sich in Anspruch nehmen, werden sie dies in einer Weise tun, die mit den Deutschland nach diesen Bestimmungen zustehenden Rechten im Einklang steht ;

2. dass die Vereinigten Staaten nicht an die Bestimmungen des Teiles I jenes Vertrags noch an irgendwelche Bestimmungen jenes Vertrags, mit Einschluss der in Nr. 1 dieses Artikels erwähnten, gebunden sein sollen, die sich auf die Völkerbundssatzung beziehen, dass auch die Vereinigten Staaten durch keine Massnahme des Vörkerbundes, des Völkerbundsrates oder der Völkerbundsversammlung gebunden sein sollen, es sei denn, dass die Vereinigten Staaten ausdrücklich ihre Zustimmung zu einer solchen Massnahme geben ;

3. dass die Vereinigten Staaten keine Verpflichtungen aus den Bestimmungen des Teiles II, Teiles III, der Abschnitte 2 bis einschliesslich 8 des Teiles IV und des Teiles XIII des bezeichneten Vertrags oder mit Beziehung auf diese Bestimmungen übernehmen ;

4. dass, während die Vereinigten Staaten berechtigt sind, an der Reparationskommission gemäss den Bestimmungen des Teiles VIII jenes Vertrags und an irgendeiner anderen auf Grund des Vertrags oder eines ergänzenden Uebereinkommens eingesetzten Kommission teilzunehmen, die Vereinigten Staaten nicht verpflichtet sind, sich an irgendeiner solchen Kommission zu beteiligen, es sei denn, dass sie dies wollen ;

5. dass die im Artikel 440 des Vertrags von Versailles erwähnten Fristen, soweit sie sich auf eine Massnahme oder Entschliessung der Vereinigten Staaten beziehen, mit dem Inkrafttreten des gegenwärtiges Vertrags zu laufen beginnen sollen.

Artikel 3.

Der gegenwärtige Vertrag soll gemäss den verfassungsrechtlichen Formen der Hohen Vertragschliessenden Teile ratifiziert werden nnd soll sofort mit Austausch der Ratifikationsurkunden, der sobald als möglich in Berlin stattfinden wird, in Kraft treten.

Zu Urkund dessen haben die beiderseitigen Bevollmächtigten diesen Vertrag unterzeichnet und ihre Siegel beigefügt.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in Berlin am 25. August 1921.

ROSEN

ELLIS LORING DRESEL.

advantages stipulated for the benefit of the United States in the Treaty of Versailles which the United States shall fully enjoy notwithstanding the fact that such Treaty has not been ratified by the United States.

Article 2.

With a view to defining more particularly the obligations of Germany under the foregoing Article with respect to certain provisions in the Treaty of Versailles, it is understood and agreed between the High Contracting Parties :

(1) That the rights and advantages stipulated in that Treaty for the benefit of the United States, which it is intended the United States shall have and enjoy, are those defined in Section 1 of Part IV, and Parts V, VI, VIII, IX, X, XI, XII, XIV, and XV.

The United States, in availing itself of the rights and advantages stipulated in the provisions of that Treaty mentioned in this paragraph, will do so in a manner consistent with the rights accorded to Germany under such provisions.

(2) That the United States shall not be bound by the provisions of Part I of that Treaty, nor by any provisions of that Treaty. including those mentioned in Paragraph (1) of this Article, which relate to the Covenant of the League of Nations, nor shall the United States be bound by any action taken by the League of Nations, or by the Council or by the Assembly thereof, unless the United States shall expressly give its assent to such action.

(3) That the United States assumes no obligations under or with respect to the provisions of Part II, Part III, Sections 2 to 8 inclusive of Part IV, and Part XIII of that Treaty.

(4) That, while the United States is privileged to participate in the Reparation Commission, according to the terms of Part VIII of that Treaty, and in any other Commission established under the Treaty or under any agreement supplemental thereto, the United States is not bound to participate in any such commission unless it shall elect to do so.

(5) That the periods of time to which reference is made in Article 440 of the Treaty of Versailles shall run, with respect to any act or election on the part of the United States, from the date of the coming into force of the present Treaty.

Article 3.

The present Treaty shall be ratified in accordance with the constitutional forms of the High Contracting Parties and shall take effect immediately on the exchange of ratifications, which shall take place as soon as possible at Berlin.

In witness whereof, the respective plenipotentiaries have signed this Treaty and have hereunto affixed their seals.

Done in duplicate in Berlin this twenty-fifth day of August 1921.

ROSEN.
ELLIS LORING DRESEL.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 310. — TRAITÉ CONCERNANT LE RÉTABLISSEMENT DE LA PAIX ENTRE L'ALLEMAGNE ET LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, SIGNÉ A BERLIN LE 25 AOUT 1921.

L'ALLEMAGNE ET LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE,

Attendu que les Etats-Unis, agissant de concert avec leurs co-belligérants, ont signé un armistice avec l'Allemagne, le 11 novembre 1918, en vue de permettre la conclusion d'un Traité de paix ;

Attendu que le Traité de Versailles a été signé le 28 juin 1919 et est entré en vigueur, conformément aux termes de son article 440, mais n'a pas été ratifié par les Etats-Unis ;

Et attendu que le Congrès des Etats-Unis a voté une résolution prise en commun, approuvée par le Président, le 2 juillet 1921, et dont une partie est ainsi conçue :

« Le Sénat et la Chambre des Représentants des Etats-Unis d'Amérique, siégeant en congrès, adoptent la résolution suivante :

L'état de guerre entre le Gouvernement Impérial allemand et les Etats-Unis d'Amérique, déclaré par la résolution prise en commun par le Congrès et approuvée le 6 avril 1917, est déclaré par les présentes avoir pris fin.

« *Sec.* 2. Par la présente déclaration et comme partie intégrante de celle-ci, sont expressément réservés aux Etats-Unis d'Amérique et à ses nationaux, tous droits, privilèges, indemnités, réparations ou avantages, y compris le droit de leur donner force exécutoire, qui lui ou leur appartiennent aux termes de l'armistice signé le 11 novembre 1918, ainsi que toute extension ou modification en dérivant ; ou qui ont été acquis par les Etats-Unis d'Amérique ou qui se trouvent en sa possession, par suite de sa participation à la guerre, ou dont ses nationaux peuvent légitimement se prévaloir de ce fait ; ou qui, aux termes du Traité de Versailles, ont été stipulés au profit des Etats-Unis d'Amérique ou de ses nationaux ; ou auxquels les Etats-Unis ont droit, en tant que l'une des principales Puissances alliées et associées ; ou auxquels les Etats-Unis ont droit, en vertu d'un ou de plusieurs actes du Congrès ; ou de toute autre façon.

. . . . . .

« *Sec.* 5. Tous les biens du Gouvernement Impérial allemand, ou de son ou ses successeurs, et ceux de tous les ressortissants allemands, qui, à la date du 6 avril 1917, se trouvaient ou sont tombés depuis cette date en la possession ou sous l'administration des Etats-Unis, ou ont fait l'objet d'une demande de son Gouvernement ou de l'un quelconque de ses fonctionnaires, agents ou employés, quels qu'en soient la source ou le mode de provenance ; — et tous les biens du Gouvernement Impérial et Royal austro-hongrois, ou de son ou ses successeurs, et ceux de tous les ressortissants austro-hongrois qui, à la date du 7 décembre 1917, se trouvaient, ou sont tombés depuis cette date en la possession ou sous l'administration des Etats-Unis, ou ont fait l'objet d'une demande de son Gouvernement ou de l'un quelconque de ses fonctionnaires, agents ou employés, quels qu'en soient la source ou le mode de provenance — seront retenus par les Etats-Unis

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

d'Amérique et il ne pourra en être disposé, à l'exception de ceux qui auraient fait ou qui feraient ultérieurement l'objet de dispositions légales expresses, jusqu'au moment où le Gouvernement Impérial allemand et le Gouvernement Impérial et Royal austro-hongrois, ou leur successeur ou successeurs, auront, chacun en ce qui les concerne, pris des dispositions permettant de donner satisfaction à toutes les revendications présentées contre les dits Gouvernements par toutes les personnes, en quelque lieu qu'elles soient domiciliées, qui doivent allégeance permanente aux Etats-Unis d'Amérique et ont subi, du fait du Gouvernement Impérial allemand ou de ses agents, ou du fait du Gouvernement Impérial et Royal austro-hongrois ou de ses agents, depuis le 31 juillet 1914, des pertes, dommages ou préjudices, soit dans leurs personnes, soit dans leurs biens, directement ou indirectement, soit comme propriétaires d'actions de compagnies allemandes, austro-hongroises, américaines ou autres, soit du fait des hostilités ou d'opérations de guerre, soit autrement, — jusqu'à ce qu'ils aient également accordé aux personnes devant allégeance permanente aux Etats-Unis d'Amérique que ces derniers soient citoyens américains ou non, traitement de la nation la plus favorisée, dans toutes les questions relatives au domicile, aux affaires, à la profession, au métier, á la navigation, au commerce et aux droits de propriété industrielle, — et jusqu'à ce que le Gouvernement Impérial allemand et le Gouvernement Impérial et Royal austro-hongrois et leur successeur ou successeurs, chacun en ce qui les concerne, aient ratifié vis-á-vis des Etats-Unis d'Amérique, toutes les amendes, déchéances, sanctions et saisies prononcées ou mises à exécution par les Etats-Unis d'Amérique pendant la guerre, soit à l'égard des biens du Gouvernement Impérial allemand, ou des sujets allemands, soit á l'égard du Gouvernement Impérial et Royal austro-hongrois ou des sujets austro-hongrois, et jusqu'à ce qu'ils aient renoncé à toutes revendications pécuniaires, de quelque nature qu'elles soient, à l'égard des Etats-Unis d'Amérique. »

L'Allemagne et les Etats-Unis, animés du désir de rétablir les relations amicales qui existaient, entre les deux nations avant la déclaration de guerre,

ont, à cet effet, désigné comme plénipotentiaires,

LE PRÉSIDENT DE L'EMPIRE ALLEMAND,

M. le Dr Friedrich ROSEN, Ministre des Affaires Étrangères,

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE,

M. Ellis Loring DRESEL, Commissaire des Etats-Unis d'Amérique en Allemagne,

qui, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs et les avoir reconnus en bonne et due forme ont convenu de ce qui suit :

Article 1.

L'Allemagne s'engage à accorder aux Etats-Unis, en toute possession et jouissance, tous les droits, privilèges, indemnités, réparations ou avantages énumérés dans la résolution ci-dessus du Congrès des Etats-Unis, en date du 2 juillet 1921, y compris tous les droits et avantages stipulés au bénéfice des Etats-Unis dans le Traité de Versailles, dont la jouissance pleine et entière sera accordée aux Etats-Unis, nonobstant le fait que ce Traité n'a pas été ratifié par eux.

Article 2.

En vue de définir, d'une façon plus précise, les obligations incombant à l'Allemagne aux termes de l'article précédent, du fait de certaines dispositions du Traité de Versailles, les Hautes Parties contractantes déclarent et conviennent entre-elles que :

1. Les droits et avantages stipulés dans le dit Traité au bénéfice des Etats-Unis en possession et en jouissance desquels les Etats-Unis doivent entrer en vertu des présente

dispositions, sont ceux qui sont stipulés dans la Section I de la Partie IV, et dans les Parties V, VI, VIII, IX, X, XI, XII, XIV et XV.

Les Etats-Unis, en faisant usage des droits et avantages stipulés dans les dispositions du Traité et mentionnés au présent paragraphe, s'engagent à respecter les droits que ces dispositions accordent à l'Allemagne.

2. Les Etats-Unis ne seront pas liés par les dispositions de la Partie I dudit Traité, non plus que par aucune disposition dudit Traité, y compris celles qui sont mentionnées au § 1 du présent article et qui ont trait au Pacte de la Société des Nations ; de même les Etats-Unis ne seront liés par aucune mesure prise par la Société des Nations, ou par le Conseil ou l'Assemblée de la Société des Nations, à moins que les Etats-Unis n'aient donné leur assentiment exprès à la mesure en question.

3. Les Etats-Unis n'assument aucune obligation aux termes ou à l'égard des dispositions de la Partie II, de la Partie III, des Sections 2 à 8 inclusivement de la Partie IV, et de la Partie XIII dudit Traité.

4. Bien que les Etats-Unis aient droit à siéger à la Commission des Réparations, aux termes de la Partie VIII dudit Traité, ou à toute autre Commission instituée aux termes du Traité ou aux termes de tout autre accord complémentaire, les Etats-Unis ne sont pas tenus de participer à l'une de ces Commissions si elle ne le préfère.

5. Les délais dont il est fait mention à l'article 440 du Traité de Versailles commenceront à courir pour tout acte ou décision de la part des Etats-Unis, à dater de la mise en vigueur du présent Traité.

Article 3.

Le présent Traité sera ratifié dans les formes constitutionnelles des Hautes Parties contractantes, et entrera en vigueur immédiatement après l'échange des ratifications qui aura lieu aussitôt que possible, à Berlin.

En foi de quoi, les plénipotentiaires ont signé ce Traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait en double exemplaire à Berlin, le 25 août 1921.

F. ROSEN.
E. LORING DRESEL.

N° 311.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET JAPON

Traité concernant l'Ile de Yap et les autres îles placées sous mandat, situées dans l'Océan Pacifique au nord de l'Equateur, et échange de notes y relatif. Washington, le 11 février 1922.

UNITED STATES OF AMERICA AND JAPAN

Treaty concerning the Yap Island and the other islands under mandate, situated in the Pacific North of the Equator and exchange of Notes relating thereto. Washington, February, 11, 1922.

No. 311. — TREATY[1] BETWEEN THE UNITED STATES OF AMERICA AND JAPAN CONCERNING THE YAP ISLAND AND THE OTHER ISLANDS UNDER MANDATE SITUATED IN THE PACIFIC NORTH OF THE EQUATOR, AND EXCHANGE OF NOTES RELATING THERETO. WASHINGTON, FEBRUARY 11, 1922.

Texte officiel anglais communiqué par l'Ambassadeur du Japon à Paris. L'enregistrement de ce traité a eu lieu le 14 août 1922.

JAPAN AND THE UNITED STATES OF AMERICA.

Considering that, by Article 119 of the Treaty of Versailles, signed on June 28, 1919, Germany renounced in favor of the Powers described in that Treaty as the Principal Allied and Associated Powers, to wit, the United States of America, the British Empire, France, Italy and Japan, all her rights and titles over her oversea possessions ;

Considering that the benefits accruing to the United States under the aforesaid Article 119 of the Treaty of Versailles were confirmed by the Treaty between the United States and Germany[2], signed on August 25, 1921, to restore friendly relations between the two nations ;

Considering that the said four Powers, to wit, the British Empire, France, Italy and Japan, have agreed to confer upon His Majesty the Emperor of Japan a mandate, pursuant to the Treaty of Versailles, to administer the groups of the former German Islands in the Pacific Ocean lying north of the Equator, in accordance with the following provisions :

"*Article* 1. The islands over which a mandate is conferred upon His Majesty the Emperor of Japan (hereinafter called the Mandatory) comprise all the former German islands situated in the Pacific Ocean and lying north of the Equator.

"*Article* 2. The Mandatory shall have full power of administration and legislation over the territory subject to the present Mandate as an integral portion of the Empire of Japan, and may apply the laws of the Empire of Japan to the territory, subject to such local modifications as circumstances may require.

"The Mandatory shall promote to the utmost the material and moral well-being and the social progress of the inhabitants of the territory subject to the present Mandate.

" *Article* 3. The Mandatory shall see that the slave trade is prohibited and that no forced labour is permitted, except for essential public works and services, and then only for adequate remuneration.

"The Mandatory shall also see that the traffic in arms and ammunition is controlled in accordance with principles analogous to those laid down in the Convention relating

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Washington le 13 juillet 1922.

[2] Voir traité précédent.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 311. — TRAITÉ[2] ENTRE LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET LE JAPON CONCERNANT L'ILE DE YAP ET LES AUTRES ILES PLACÉES SOUS MANDAT, SITUÉES DANS L'OCÉAN PACIFIQUE AU NORD DE L'ÉQUATEUR, ET ÉCHANGE DE NOTES Y RELATIF. WASHINGTON, LE 11 FÉVRIER 1922.

English official text communicated by the Ambassador of Japan at Paris. The registration of this Treaty took place on August 14, 1922.

Le JAPON et les ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE,

Considérant que, par l'article 119 du Traité de Versailles, signé le 28 juin 1919, l'Allemagne a renoncé en faveur des Puissances désignées dans ce Traité sous le nom de Principales Puissances alliées et associées, à savoir les Etats-Unis d'Amérique, l'Empire britannique, la France, l'Italie et le Japon, à tous ses droits et titres sur ses possessions d'outre-mer ;

Considérant que les bénéfices acquis aux Etats-Unis d'après ledit article 119 du Traité de Versailles ont été confirmés par le Traité entre les Etats-Unis et l'Allemagne[3] signé le 25 août 1921 en vue de rétablir les relations amicales entre les deux nations ;

Considérant que lesdites quatre Puissances, à savoir l'Empire britannique, la France, l'Italie et le Japon, ont convenu de conférer à Sa Majesté l'Empereur du Japon un mandat lui remettant, en exécution du Traité de Versailles, l'administration du groupe des îles ex-allemandes de l'Océan Pacifique au nord de l'Equateur, conformément aux dispositions suivantes :

Article 1. — Les îles sur lesquelles un mandat est conféré à Sa Majesté l'Empereur du Japon (appelé plus loin le mandataire), comprennent toutes les îles précédemment allemandes situées dans l'Océan Pacifique au Nord de l'Equateur.

Article 2. — Le mandataire aura pleins pouvoirs pour administrer et légiférer dans le territoire soumis au présent mandat comme s'il était partie intégrante de l'Empire du Japon et pourra appliquer à ce territoire les lois de l'Empire du Japon sous réserve des modifications locales que les circonstances pourraient exiger.

Le mandataire développera autant que possible le bien-être matériel et moral ainsi que le progrès social des habitants du territoire soumis au présent mandat.

Article 3. — Le mandataire veillera à ce que la traite des esclaves soit interdite et à ce qu'il ne soit toléré aucun travail par contrainte, sauf pour des *travaux* et des services publics de première nécessité et, dans ce cas, contre une juste rémunération.

Le mandataire veillera également à ce que le trafic des armes et munitions soit surveillé conformément à des principes analogues à ceux établis dans la Convention sur le

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] The exchange of ratifications took place at Washington on July 13, 1922.

[3] See previous treaty.

to the control of the arms traffic[1], signed on September 10th, 1919, or in any convention amending same.

"The supply of intoxicating spirits and beverages to the natives shall be prohibited.

"*Article* 4. The military training of the natives, otherwise than for purposes of internal police and the local defence of the territory, shall be prohibited. Furthermore, no military or naval bases shall be established or fortifications erected in the territory.

"*Article* 5. Subject to the provisions of any local law for the maintenance of public order and public morals, the Mandatory shall ensure in the territory freedom of conscience and the free exercise of all forms of worship, and shall allow all missionaries nationals of any State Member of the League of Nations to enter into, travel and reside in the territory for the purpose of prosecuting their calling.

"*Article* 6. The Mandatory shall make to the Council of the League of Nations an annual report to the satisfaction of the Council, containing full information with regard to the territory, and indicating the measures taken to carry out the obligations assumed under Articles 2, 3, 4 and 5.

"*Article* 7. The consent of the Council of the League of Nations is required for any modification of the terms of the present mandate.

"The Mandatory agrees that, if any dispute whatever should arise between the Mandatory and another Member of the League of Nations relating to the interpretation or the application of the provisions of the Mandate, such dispute, if it cannot be settled by negotiation, shall be submitted to the Permanent Court of International Justice provided for by Article 14 of the Covenant of the League of Nations";

Considering that the United States did not ratify the Treaty of Versailles and did not participate in the agreement respecting the aforesaid Mandate;

Desiring to reach a definite understanding with regard to the rights of the two Governments and their respective nationals in the aforesaid islands, and in particular the Island of Yap, have resolved to conclude a Convention for that purpose and to that end have named as their Plenipotentiaries:

HIS MAJESTY THE EMPEROR OF JAPAN:

Baron Kijuro SHIDEHARA, His Majesty's Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary at Washington; and

THE PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA:

Charles Evans HUGHES, Secretary of State of the United States;

Who, after having communicated to each other their respective full powers, found to be in good and due form, have agreed as follows:

Article 1.

Subject to the provisions of the present Convention, the United States consents to the administration by Japan, pursuant to the aforesaid Mandate, of all the former German Islands in the Pacific Ocean lying north of the Equator.

Article 2.

The United States and its nationals shall receive all the benefits of the engagements of Japan, defined in Articles 3, 4 and 5 of the aforesaid Mandate, notwithstanding the fact that the United States is not a Member of the League of Nations.

[1] Vol. VII, page 332 de ce Recueil.

contrôle du trafic des armes[1], signée le 10 septembre 1919, ou dans toute Convention venant à la modifier.

Il sera interdit de fournir aux indigènes des boissons ou des spiritueux toxiques.

Article 4. — L'instruction militaire des indigènes est interdite, sauf pour les besoins de la police intérieure et la défense locale du territoire. En outre, aucune base militaire ou navale ne sera établie et aucune fortification ne sera construite sur les territoires.

Article 5. — Sous réserve des dispositions de la législation locale concernant le maintien de l'ordre public et des bonnes mœurs, le mandataire assurera dans toute l'étendue du territoire la liberté de conscience et le libre exercice de tous les cultes et permettra à tous les missionnaires citoyens d'un Etat Membre de la Société des Nations de pénétrer, de circuler et de résider sur le territoire aux fins d'exercer leur ministère.

Article 6. — Le mandataire présentera chaque année au Conseil de la Société des Nations un rapport en vue de satisfaire le Conseil. Ce rapport devra contenir tous renseignements relatifs au territoire et indiquer les mesures prises en vue de remplir les obligations contractées conformément aux articles 2, 3, 4 et 5.

Article 7. — Toute modification apportée aux conditions du présent mandat devra être approuvée au préalable par le Conseil de la Société des Nations.

Le Mandataire convient que, dans le cas où une contestation quelconque viendrait à s'élever entre lui et un autre Membre de la Société des Nations sur l'interprétation ou l'application des dispositions du mandat, cette contestation, si elle ne peut pas être réglée par voie de négociations, sera soumise à la Cour permanente de Justice internationale prévue par l'article 14 du Pacte de la Société des Nations.

Considérant que les Etats-Unis n'ont pas ratifié le Traité de Versailles et n'ont pas participé à l'Accord relatif au mandat précité ;

Animés du désir d'arriver à une entente définitive au sujet des droits des deux Gouvernements et de leurs nationaux respectifs dans les îles précitées, et en particulier dans l'île de Yap, ont décidé de conclure une Convention à cet effet et ont, dans ce but, désigné comme leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ L'EMPEREUR DU JAPON :

Le baron Kijuro SHIDEHARA, Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de Sa Majesté, à Washington ;

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

Charles Evans HUGHES, Secrétaire d'Etat des Etats-Unis ;

Lesquels, après s'être réciproquement communiqué leurs pleins pouvoirs et les avoir trouvés en bonne et due forme, ont convenu ce qui suit :

Article 1.

Sous réserve des dispositions de la présente Convention, les Etats-Unis consentent à l'administration par le Japon, conformément au mandat précité, de toutes les îles précédemment allemandes situées dans l'Océan Pacifique au nord de l'Equateur.

Article 2.

Les Etats-Unis et leurs nationaux bénéficieront de tous les engagements du Japon définis dans les articles 3, 4 et 5 du mandat précité nonobstant le fait que les Etats-Unis ne sont pas un Membre de la Société des Nations.

[1] Vol. VII, page 332 of this Series.

It is further agreed between the High Contracting Parties as follows :

(1) Japan shall insure in the islands complete freedom of conscience and the free exercise of all forms of worship which are consonant with public order and morality; American missionaries of all such religions shall be free to enter the islands and to travel and reside therein, to acquire and possess property, to erect religious buildings and to open schools throughout the islands ; it being understood, however, that Japan shall have the right to exercise such control as may be necessary for the maintenance of public order and good government and to take all measures required for such control.

(2) Vested American property rights in the mandated islands shall be respected and in no way impaired ;

(3) Existing treaties between the United States and Japan shall be applicable to the mandated islands ;

(4) Japan will address to the United States a duplicate of the annual report on the administration of the Mandate to be made by Japan to the Council of the League of Nations ;

(5) Nothing contained in the present Convention shall be affected by any modification which may be made in the terms of the Mandate as recited in the Convention, unless such modification shall have been expressly assented to by the United States.

Article 3.

The United States and its nationals shall have free access to the Island of Yap on a footing of entire equality with Japan or any other nation and their respective nationals in all that relates to the landing and operation of the existing Yap-Guam cable or of any cable which may hereafter be laid or operated by the United States or by its nationals connecting with the Island of Yap.

The rights and privileges embraced by the preceding paragraph shall also be accorded to the Government of the United States and its nationals with respect to radio-telegraphic communication ; provided, however, that so long as the Government of Japan shall maintain on the Island of Yap an adequate radio-telegraphic station, co-operating effectively with the cables and with other radio stations on ships or on shore, without discriminatory exactions or preferences, the exercise of the right to establish radio-telegraphic stations on the Island by the United States or its nationals shall be suspended.

Article 4.

In connection with the rights embraced by Article 3, specific rights, privileges and exemptions, in so far as they relate to electrical communications, shall be enjoyed in the Island of Yap by the United States and its nationals in terms as follows :

(1) Nationals of the United States shall have the unrestricted right to reside in the Island, and the United States and its nationals shall have the right to acquire and hold on a footing of entire equality with Japan or any other nation or their respective nationals all kinds of property and interests, both personal and real, including lands, buildings, residences, offices, works and appurtenances.

(2) Nationals of the United States shall not be obliged to obtain any permit or licence in order to be entitled to land and operate cables on the Island, or to establish radio-telegraphic service, subject to the provisions of Article 3, or to enjoy any of the rights and privileges embraced by this Article and by Article 3.

En outre, les Hautes Parties contractantes conviennent de ce qui suit :

1. Le Japon assurera dans les îles l'entière liberté de conscience et le libre exercice de toutes les formes de culte compatibles avec l'ordre public et les bonnes mœurs ; les missionnaires américains de tous les cultes répondant à ces conditions auront la liberté de pénétrer, de circuler et de résider dans tout le territoire des îles, d'y acquérir et d'y posséder des biens, d'y construire des édifices religieux et d'y ouvrir des écoles ; il reste entendu toutefois que le Japon aura le droit d'exercer tout contrôle qui lui paraîtrait nécessaire pour le maintien de l'ordre public et la bonne administration du pays. Il aura le droit également de prendre toute mesure nécessitée par ce contrôle.
2. Les droits de propriété américains dans les îles mandatées seront respectés et ne seront en aucune façon lésés.
3. Les traités existant entre les Etats-Unis et le Japon seront applicables aux îles mandatées.
4. Le Japon adressera aux Etats-Unis un duplicata du rapport annuel sur l'administration du mandat qui doit être présenté par le Japon au Conseil de la Société des Nations.
5. Aucune des dispositions de la présente Convention ne sera touchée par quelque modification qui pourrait être apportée aux conditions du mandat telles qu'elles sont répétées dans la Convention, à moins que cette modification n'ait obtenu l'assentiment exprès des Etats-Unis.

Article 3.

Les Etats-Unis et leurs nationaux auront le droit d'accéder à l'île de Yap sur un pied d'entière égalité avec le Japon ou avec toutes autres nations et leurs nationaux respectifs, pour tout ce qui concerne la pose et l'exploitation du câble existant Yap-Guam ou de tout câble qui serait ultérieurement posé ou exploité par les Etats-Unis ou par leurs nationaux et relié avec l'île de Yap.

Les droits et privilèges compris dans le précédent paragraphe seront également accordés au Gouvernement des Etats-Unis et à leurs nationaux pour les communications radio-télégraphiques ; sous réserve, toutefois, que, aussi longtemps que le Gouvernement du Japon entretiendra dans l'île de Yap une station radio-télégraphique appropriée, travaillant effectivement en liaison avec les câbles et avec les autres stations radio-télégraphiques situées à terre ou sur les bateaux, et cela sans taxation différentielle et sans préférence, l'exercice du droit des Etats-Unis ou de leurs nationaux, d'établir des stations radio-télégraphiques dans l'île sera suspendu.

Article 4.

En même temps que les droits mentionnés à l'article 3, des droits, privilèges et exemptions spécifiques ayant pour objet des communications électriques seront accordés dans l'île de Yap aux Etats-Unis et à leurs nationaux dans les conditions suivantes :

1. Les nationaux des Etats-Unis auront sans restriction le droit de résider dans l'île et les Etats-Unis et leurs nationaux auront le droit d'y acquérir et d'y posséder, sur le pied d'entière égalité avec le Japon ou toutes autres nations ou leurs nationaux respectifs, des biens et intérêts de toutes natures, tant personnels que réels, y compris les terres, les immeubles, les résidences, les bureaux, les chantiers et dépendances.
2. Les nationaux des Etats-Unis ne seront pas dans l'obligation d'obtenir un permis ou une licence pour avoir le droit de poser et d'exploiter des câbles dans l'île ou pour établir un service radio-télégraphique, sous réserve des dispositions de l'article 3, ou pour avoir la jouissance de l'un quelconque des droits et privilèges mentionnés au présent article et à l'article 3.

(3) No censorship or supervision shall be exercised over cable or radio messages or operations.

(4) Nationals of the United States shall have complete freedom of entry and exit in the Island for their persons and property.

(5) No taxes, port, harbour, or landing charges or exactions of any nature whatsoever shall be levied either with respect to the operation of cables or radio stations, or with respect to property, persons or vessels.

(6) No discriminatory police regulations shall be enforced.

(7) The Government of Japan will exercise its power of expropriation in the Island to secure to the United States or its nationals needed property and facilities for the purpose of electrical communications if such property or facilities cannot otherwise be obtained.

It is understood that the location and the area of land so to be expropriated shall be arranged between the two Governments according to the requirements of each case.

Property of the United States or of its nationals and facilities for the purpose of electrical communication in the Island shall not be subject to expropriation.

Article 5.

The present Convention shall be ratified by the High Contracting Parties in accordance with their respective Constitutions. The ratifications of this Convention shall be exchanged in Washington as soon as practicable, and it shall take effect on the date of the exchange of the ratifications.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed this Convention and have hereunto affixed their seals.

Done in duplicate, at the City of Washington, this eleventh day of February, one thousand nine hundred and twenty-two.

(L. S.) K. SHIDEHARA
(L. S.) CHARLES EVANS HUGHES

JAPANESE EMBASSY.

WASHINGTON, *February* 11, 1922.

SIR,

In proceeding this day to the signature of the Convention between Japan and the United States with respect to the islands, under Japan's Mandate, situated in the Pacific Ocean and lying north of the Equator, I have the honour to assure you, under authorisation of my Government, that the usual comity will be extended to nationals and vessels of the United States in visiting the harbours and waters of those islands.

Accept, Sir, the renewed assurances of my highest consideration.

(Signed) K. SHIDEHARA.

The Honourable Charles E. HUGHES,
Secretary of State.

3. Il ne sera exercé ni censure ni surveillance sur les câblogrammes, radiogrammes ou sur l'exploitation.
4. Les nationaux des Etats-Unis jouiront, pour leurs personnes et pour leurs biens, d'une entière liberté d'entrer dans l'île et d'en sortir.
5. Aucune taxe ou frais de port ou de débarquement, ou aucune perception de quelque nature que ce soit ne sera prélevé, soit au sujet de l'exploitation des stations de câbles ou de T. S. F., soit à l'égard des biens, personnes ou navires.
6. Il ne sera mis en vigueur aucun système préférentiel de règlement de police.
7. Le Gouvernement du Japon exercera ses droits d'expropriation dans l'île pour assurer aux Etats-Unis ou à leurs nationaux les biens et facilités nécessaires à l'exploitation des communications électriques, si ces biens ou facilités ne peuvent être obtenus autrement.

Il reste entendu que l'emplacement et la superficie du terrain à exproprier dans ces conditions feront l'objet d'un arrangement entre les deux Gouvernements d'après les exigences de chaque cas particulier.

Les biens du Gouvernement des Etats-Unis ou de ses nationaux et les moyens nécessaires à l'exploitation des communications électriques dans l'île ne seront pas soumis á l'expropriation.

Article 5.

La présente Convention sera ratifiée par les Hautes Parties contractantes, conformément à leurs constitutions respectives. Les instruments de ratification de cette Convention seront échangés à Washington aussitôt que possible, et la Convention entrera en vigueur à la date de l'échange des ratifications.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé cette Convention et ont ci-dessous apposé leurs sceaux.

Fait en double expédition à Washington, le onze février mil neuf cent vingt-deux.

(L.S.) K. SHIDEHARA.
(L.S.) CHARLES EVANS HUGUES.

AMBASSADE DU JAPON.

WASHINGTON, 11 *février* 1922.

MONSIEUR,

En procédant aujourd'hui à la signature de la Convention conclue entre le Japon et les Etats-Unis à l'égard des îles placées sous le mandat du Japon et situées dans l'Océan Pacifique au nord de l'Equateur, j'ai l'honneur de vous transmettre l'assurance, après autorisation de mon Gouvernement, que les nationaux et navires des Etats-Unis pénétrant dans les ports et les eaux de ces îles y seront reçus avec la courtoisie habituelle.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) K. SHIDEHARA.

Monsieur Charles E. HUGHES,
Secrétaire d'Etat.

DEPARTMENT OF STATE.

WASHINGTON, *February* 11, 1922.

EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge the receipt of Your Excellency's Note under date of February 11th, 1922, stating that the Japanese Government are quite willing to extend to American nationals and vessels the usual comity in visiting the harbours and waters of the Japanese mandated islands.

Accept, Excellency, the renewed assurance of my highest consideration.

(Signed) CHARLES E. HUGHES.

His Excellency Baron Kijuro SHIDEHARA,
Ambassador of Japan.

DEPARTMENT OF STATE.

WASHINGTON, *February* 11, 1922.

EXCELLENCY,

In proceeding this day to the signature of the Convention between the United States and Japan with respect to former German possessions under a Mandate to Japan, I have the honour to state that, if in the future the Government of the United States should have occasion to make any commercial treaties applicable to Australia and New Zealand, it will seek to obtain an extension of such treaties to the mandated islands south of the Equator, now under the administration of those Dominions. I should add that the Government of the United States has not yet entered into a convention for the giving of its consent to the Mandate with respect to these islands.

I have the honour further to state that it is the intention of the Government of the United States, in making conventions relating to former German territories under Mandate, to request that the Governments holding Mandates should address to the United States, as one of the Principal Allied and Associated Powers, duplicates of the annual reports of the administration of their Mandates.

Accept, Excellency, the renewed assurance of my highest consideration.

(Signed) CHARLES E. HUGHES.

His Excellency Baron Kijuro SHIDEHARA,
Ambassador of Japan.

JAPANESE EMBASSY.

WASHINGTON, *February* 11, 1922.

SIR,

I have the honour to acknowledge the receipt of your note of this date, stating that, if in the future the Government of the United States should have occasion to make any commercial treaties applicable to Australia and New Zealand, it will seek to obtain an extension of such treaties to the islands south of the Equator under the mandate of Australia and New Zealand, and further that it is the intention of the Government of the United States, in making hereafter conventions relating to former German territories under Mandate, to request that the Mandatories should address to the United States, as one of the Principal Allied and Associated Powers, duplicates of the annual reports on the administration of such mandated territories.

In taking note of your communication under acknowledgment, I beg you, Sir, to accept the renewed assurances of my highest consideration.

(Signed) K. SHIDEHARA.

Honourable Charles E. HUGHES,
Secretary of State.

DÉPARTEMENT D'ETAT.

WASHINGTON, 11 *février* 1922.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre Note en date du 11 février 1922 par laquelle vous déclarez que le Gouvernement japonais est entièrement disposé à témoigner sa courtoisie habituelle aux nationaux et navires américains pénétrant dans les ports et eaux des îles sous mandat japonais.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) CHARLES E. HUGHES.

A Son Excellence le Baron Kijuno SHIDEHARA,
Ambassadeur du Japon.

DÉPARTEMENT D'ETAT.

WASHINGTON, 11 *février* 1922.

EXCELLENCE,

En procédant aujourd'hui à la signature de la Convention conclue entre les Etats-Unis et le Japon, au sujet des possessions précédemment allemandes placées sous le mandat du Japon, j'ai l'honneur de vous déclarer que si dans l'avenir le Gouvernement des Etats-Unis a l'occasion de conclure des traités commerciaux applicables à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande, il s'efforcera d'obtenir l'extension de traités de cette nature aux îles sous mandat situées au sud de l'Equateur et qui se trouvent maintenant sous l'administration de ces dominions. Je dois ajouter que le Gouvernement des Etats-Unis n'a pas encore adhéré à une Convention donnant son assentiment au mandat relatif à ces îles.

J'ai en outre l'honneur de vous déclarer que le Gouvernement des Etats-Unis a l'intention en concluant des conventions relatives aux territoires précédemment allemands placés sous mandats, d'inviter les Gouvernements mandataires à adresser aux Etats-Unis, comme l'une des Principales Puissances alliées et associées, les duplicata de leurs rapports annuels sur l'administration de leur mandat.

Veuillez agréer, etc.

(Signé) HUGHES.

A son Excellence le Baron SHIDEHARA,
Ambassadeur du Japon.

AMBASSADE DU JAPON.

WASHINGTON, 11 *février* 1922.

MONSIEUR,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre note de ce jour par laquelle vous déclarez que si, ultérieurement, le Gouvernement des Etats-Unis a l'occasion de conclure des traités commerciaux applicables à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande, il s'efforcera d'obtenir l'extension de ces traités aux îles situées au sud de l'Equateur et placées sous les mandats de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande ; et, en outre, le Gouvernement des Etats-Unis a l'intention en concluant des conventions relatives aux territoires précédemment allemands, placés sous mandats, d'inviter les Puissances mandataires à adresser aux Etats-Unis en tant qu'une des Principales Puissances alliées et associées, les duplicata de leurs rapports annuels sur l'administration desdits territoires mandatés.

En prenant bonne note de votre communication, je vous prie d'agréer, etc.

(Signé) SHIDEHARA.

Monsieur Charles E. HUGHES,
Secrétaire d'Etat.

No. 311

N° 312.

FRANCE ET PAYS-BAS

Echange de notes portant renouvellement de la Convention internationale sur le transport de marchandises par chemin de fer signée à Berne le 14 octobre 1890, ainsi que des Actes qui la complètent. La Haye, les 26 juillet et 16 septembre 1920.

FRANCE AND THE NETHERLANDS

Exchange of Notes renewing the International Convention for the transport of goods by rail, signed at Berne, October 14, 1890, together with all the relevant Acts. The Hague, July 26, and September 16, 1920,

N° 312. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS FRANÇAIS ET NÉERLANDAIS, PORTANT RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION INTERNATIONALE [1] SUR LE TRANSPORT DE MARCHANDISES PAR CHEMIN DE FER, SIGNÉE A BERNE LE 14 OCTOBRE 1890, AINSI QUE DES ACTES QUI LA COMPLÈTENT. LA HAYE, LES 26 JUILLET ET 16 SEPTEMBRE 1920.

Texte officiel français communiqué par le Ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 15 *août* 1922.

LÉGATION DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
AUX PAYS-BAS.
N° 107.

LA HAYE, *le* 26 *juillet* 1920.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Le Gouvernement français avait proposé aux divers gouvernements intéressés d'introduire dans la réglementation internationale des transports de marchandises par chemin de fer les modifications figurant dans un projet d'accord provisoire qui avait été rédigé à Paris le 6 septembre 1919. Cette proposition a soulevé des objections de la part d'un certain nombre de Puissances; il ne peut donc plus être question aujourd'hui que du renouvellement pur et simple de la Convention de Berne du 14 octobre 1890 et des actes qui la complètent.

Le Gouvernement de la République étant disposé à les considérer comme renouvelés, un délai de dénonciation de trois mois étant prévu, cette dénonciation devant être faite, au plus tard, le 30 septembre pour avoir son effet le 1er janvier suivant, je serais reconnaissant à Votre Excellence de vouloir bien me faire savoir si le Gouvernement de la Reine est dans les mêmes dispositions. La présente lettre, dans ce cas, et la lettre que Votre Excellence voudrait bien m'adresser en réponse, feraient foi de l'accord intervenu dans ce sens entre les deux Gouvernements.

Je saisis, etc.

(Signé) CHARLES BENOIST.

Son Excellence,
Monsieur le Jonkheer van KARNEBEEK,
Ministre des Affaires étrangères, etc., etc., etc.
La Haye.

[1] De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, deuxième série, tome XIX, page 289; tome XXII, page 517; tome XXIV, page 562; tome XXX, page 184; troisième série, tome III, page 920.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 312. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE FRENCH AND THE DUTCH GOVERNMENTS RENEWING THE INTERNATIONAL CONVENTION [2] FOR THE TRANSPORT OF GOODS BY RAIL, SIGNED AT BERNE OCTOBER 14, 1890, TOGETHER WITH ALL THE RELEVANT ACTS. THE HAGUE, JULY 26 AND SEPTEMBER 16, 1920.

French official text communicated by the Minister for the Netherlands at Berne. The registration of this exchange of Notes took place August 15, 1922.

LEGATION OF THE FRENCH REPUBLIC
TO THE NETHERLANDS.
No. 107.

THE HAGUE, *July* 26, 1920.

YOUR EXCELLENCY,

With regard to the international regulation of goods traffic by rail, the French Government proposed to the various Governments concerned that the modifications contained in a provisional draft agreement drawn up at Paris on September 6, 1919, should be introduced.

This proposal gave rise to objections on the part of some of the Powers. For the present, therefore, only the mere renewal of the Berne Convention of October 14, 1890, and of its instruments of ratification can be considered.

As the Government of the Republic is prepared to regard the above as renewed upon condition of three months' notice of denunciation being given, this denunciation to be made before September 30, at the latest in order to take effect on the following 1st of January, I should be obliged if Your Excellency would let me know whether Her Majesty's Government is prepared to agree to this proposal. In that case the present letter and Your Excellency's reply will be considered as confirming the agreement made in this sense between the two Governments.

I have the honour, etc.,

(Signed) CHARLES BENOIST.

His Excellency
Jonkheer VAN KARNEBEEK,
Minister for Foreign Affairs, etc., etc., etc.
The Hague.

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] British and Foreign State Papers, vol. 82, page 771; vol. 87, page 806; vol. 92, page 433.

MINISTÈRE
DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DIRECTION DES
AFFAIRES ÉCONOMIQUES
N° 16901

LA HAYE, *le* 16 *septembre* 1920.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par son office du 26 juillet dernier N° 107, Votre Excellence a bien voulu me faire savoir que le Gouvernement de la République était disposé à considérer comme renouvelés la Convention de Berne du 14 octobre 1890 et les actes qui la complètent, un délai de dénonciation de trois mois étant prévu.

En réponse, je m'empresse de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de la Reine est dans les mêmes dispositions.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, etc.

(Signé) VAN KARNEBEEK.

Son Excellence,
Monsieur Charles BENOIST,
Envoyé extraordinaire, etc.,
de la République française.

MINISTRY OF FOREIGN AFFAIRS,

ECONOMIC BUREAU.

No. 16901.

THE HAGUE, *September* 16, 1920.

SIR,

In your letter No. 107 of July 26, Your Excellency was good enough to inform me that the Government of the Republic was prepared to regard as renewed the Berne Convention of October 14, 1890 and its Instruments of ratification, upon condition of three months' notice of denunciation being given .

In reply, I have the honour to inform Your Excellency that Her Majesty's Government is prepared to agree to this proposal.

I have the honour, etc...

(Signed) VAN KARNEBEEK.

His Excellency
Monsieur Charles BENOIST,
Envoy Extraordinary, etc.
of the French Republic.

N° 313.

PAYS-BAS ET ROUMANIE

Echange de notes portant renouvellement de la Convention internationale sur le transport de marchandises par chemin de fer, signée à Berne le 14 octobre 1890, ainsi que des Actes qui la complètent. La Haye, les 4 janvier et 20 février 1922.

THE NETHERLANDS AND ROUMANIA

Exchange of Notes renewing the International Convention for the transport of goods by rail, signed at Berne, October 14, 1890, together with all the relevant Acts. The Hague, January 4 and February 20, 1922.

No. 313. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS NÉERLANDAIS ET ROUMAIN, PORTANT RENOUVELLEMENT DE LA CONVENTION INTERNATIONALE[1] SUR LE TRANSPORT DE MARCHANDISES PAR CHEMIN DE FER, SIGNÉE A BERNE LE 14 OCTOBRE 1890, AINSI QUE DES ACTES QUI LA COMPLÈTENT. LA HAYE, LES 4 JANVIER ET 20 FÉVRIER 1922.

Texte officiel français communiqué par le Ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 15 *août* 1922.

DIRECTION ECONOMIQUE
N° 25554

LA HAYE, *le* 4 *janvier* 1922.

MONSIEUR LE MINISTRE,

Votre Excellence a bien voulu exprimer le désir de voir le Gouvernement de la Reine renouveler avec la Roumanie, par un simple échange de notes, la Convention internationale sur le transport des marchandises par chemin de fer et les actes qui la complètent, signée à Berne le 14 octobre 1890 et qui a été dénoncée par la Roumanie au mois de février 1919.

En réponse, j'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence que le Gouvernement de la Reine déclare par la présente lettre renouveler avec la Roumanie la Convention internationale et les actes dont il s'agit sous condition que l'accord en question pourra être dénoncé d'année en année moyennant un préavis de trois mois.

Aussitôt qu'une communication me sera parvenue de Votre Excellence que le Gouvernement de Roumanie consent à ce qui précède, l'accord dont il s'agit pourra être considéré comme étant entré en vigueur.

Je me permets d'ajouter que le Gouvernement de la Reine suppose que le Gouvernement roumain a fait ou fera des arrangements analogues avec les autres pays intéressés au transport de marchandises entre les Pays-Bas et la Roumanie, ceci étant essentiel pour rendre cet accord efficace.

Je saisis cette occasion, etc.

(Signé) RUYS DE BEERENBROUCK.

Son Excellence,
Monsieur MITILINEU,
Envoyé Extraordinaire et Ministre
Plénipotentiaire de Sa Majesté
le Roi de Roumanie.

[1] De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, deuxième série, tome XIX, page 289, tome XXII, page 517, ; tome XXIV, page 562 ; tome XXX, page 184 ; troisième série; tome III, page 920.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 313. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE DUTCH AND ROUMANIAN GOVERNMENTS RENEWING THE INTERNATIONAL CONVENTION FOR THE TRANSPORT OF GOODS BY RAIL, SIGNED AT BERNE, OCTOBER 14, 1890, TOGETHER WITH ALL THE RELEVANT ACTS. THE HAGUE, JANUARY 4 AND FEBRUARY 20, 1922.

French official text communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this exchange of Notes took place August 15, 1922.

ECONOMIC BUREAU.
No. 25554.

THE HAGUE, *January* 4, 1922.

YOUR EXCELLENCY,

Your Excellency has expressed the wish that Her Majesty's Government should renew by a simple exchange of Notes the International Convention concluded with Roumania concerning railway goods traffic, signed at Berne on October 14, 1890, together with the instruments of ratification, and denounced by Roumania in February, 1919.

In reply thereto, I have the honour to inform Your Excellency that Her Majesty's Government confirms by the present letter the renewal of the International Convention with Roumania and of its instuments of ratification, on condition that the agreement in question may be denounced from year to year at three months' notice.

As soon as I have received notice from Your Excellency that the Roumanian Government agrees to the foregoing, the Convention referred to may be considered as having come into force.

I would add that Her Majesty's Government assumes that the Roumanian Government has made, or will make, similar arrangements with the other countries concerned in the transport of goods between the Netherlands and Roumania, this being an indispensable condition if this agreement is to come into effect.

I am, etc.,

(Signed) RUYS DE BEERENBROUCK.

His Excellency
Monsieur MITILINEU,
Envoy Extraordinary and
Minister Plenipotentiary
to His Majesty the King of Roumania.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[1] British and Foreign State Papers, vol. 82, page 771 ; vol. 87, page 806 ; vol. 92, page 433.

LA HAYE, *le* 20 *février* 1922.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En réponse à la lettre que Son Excellence le Jonkheer Ruys de Beerenbrouck a bien voulu m'adresser à la date du 4 janvier dernier, sous le N° 25554, j'ai l'honneur, pour constater l'accord entre nos deux Gouvernements, de déclarer officiellement par la présente que le Gouvernement Royal est d'accord avec celui de Sa Majesté la Reine pour renouveler purement et simplement la Convention de Berne du 14 octobre 1890 et les actes qui la complètent.

Cet accord pourra être dénoncé d'année en année moyennant un préavis de trois mois. Cette dénonciation devra être faite au plus tard le 30 septembre pour avoir son effet le 1er janvier suivant.

Par ce qui précède, l'accord dont il s'agit peut donc être considéré comme étant entré en vigueur à dater de ce jour, 20 février 1922.

Veuillez agréer, etc.

Ministre de Roumanie :
(Signé) C. M. MITILINEU.

Son Excellence,
le Jonkheer van KARNEBEEK,
Ministre des Affaires étrangères,
etc., etc., etc...

THE HAGUE, *February* 20, 1922.

YOUR EXCELLENCY,

In reply to the letter, No. 25554, which His Excellency Jonkheer Ruys de Beerenbrouck sent to me on January 4 last, I have the honour to confirm the agreement between our two Governments and officially to declare by the present letter that the Royal Government agrees with Her Majesty's Government with regard to the mere renewal, of the Berne Convention of October 14, 1890, and its instruments of ratification.

The above-mentioned agreement may be denounced from year to year at three months' notice. This denunciation must be made on September 30, at the latest, in order to take effect on the following 1st of January.

In accordance with the foregoing, the agreement in question may be considered as having come into force from this day, February 20, 1922.

I am, etc.

(Signed) C. M. MITILINEU,
Roumanian Minister.

His Excellency
Jonkheer van KARNEBEEK,
Minister of Foreign Affairs,
etc., etc., etc...

No. 313

N° 314.

BULGARIE ET DANEMARK

Echange de notes concernant l'application réciproque du traitement de la nation la plus favorisée aux marchandises et à la navigation bulgares et danoises. Paris, les 5 août et 26 octobre 1921, 21 janvier et 11 juillet 1922.

BULGARIA AND DENMARK

Exchange of Notes concerning the reciprocal application of the most-favoured nation treatment to Bulgarian and Danish merchandise and navigation. Paris, August 5 and October 26, 1921, January 21 and July 11, 1922.

No. 314. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS BULGARE ET DANOIS CONCERNANT L'APPLICATION RÉCIPROQUE DU TRAITEMENT DE LA NATION LA PLUS FAVORISÉE AUX MARCHANDISES ET A LA NAVIGATION BULGARES ET DANOISES. PARIS, LES 5 AOUT ET 26 OCTOBRE 1921, 21 JANVIER ET 11 JUILLET 1922.

Texte officiel français, communiqué par le Ministre de Danemark à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 22 août 1922.

LÉGATION DE BULGARIE
38, Avenue Kléber.
N° 1521.

PARIS, *le* 5 *août* 1921.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, en réponse à la note du 27 juillet dernier, que le Gouvernement bulgare continuera d'appliquer, après le 9 août 1921, le traitement de la nation la plus favorisée aux marchandises et à la navigation danoises, à condition de réciprocité, mais relativement aux différentes taxes et à leur taux de change, le Gouvernement Royal appliquera son tarif autonome, qui est uniforme pour tous les Etats.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) Général SAVOFF,
Ministre de Bulgarie.

Son Excellence
Monsieur A. BERNHOFT,
Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire
du Royaume de Danemark,
195, rue de l'Université, Paris.

Certifié pour copie conforme :
Georg COHN,
Chef du Service danois
de la Société des Nations.

LÉGATION DE DANEMARK.

PARIS, *le* 26 *octobre* 1921.

MONSIEUR LE MINISTRE,

En accusant réception de votre note du 5 août dernier, j'ai l'honneur de déclarer, au nom du Gouvernement Royal de Danemark, que le Gouvernement danois continuera d'appliquer,

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 314. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE BULGARIAN AND DANISH GOVERNMENTS CONCERNING THE RECIPROCAL APPLICATION OF THE MOST FAVOURED NATION TREATMENT TO BULGARIAN AND DANISH MERCHANDISE AND NAVIGATION. PARIS, AUGUST 5 AND OCTOBER 26, 1921, JANUARY 21 AND JULY 11, 1922.

French official text communicated by the Minister for Denmark at Berne. The registration of this exchange of notes took place August 22, 1922.

BULGARIAN LEGATION.
38, Avenue Kleber.
No. 1521.

PARIS, *August* 5, 1921.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform Your Excellency, in reply to Your Excellency's note of July 27, last, that the Bulgarian Government will continue to apply, after August 9, 1921, the most favoured nation treatment to Danish goods and vessels, on reciprocal conditions, but that as regards the various taxes and their rates of exchange, H. M. Government will apply its autonomous tariff, which is uniform for all States.

I have the honour to be, etc.

(Signed) General SAVOFF,
Bulgarian Minister.

To His Excellency
Monsieur A. BERNHOFT,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of the Kingdom of Denmark,
195, rue de l'Université, Paris.

DANISH LEGATION.

PARIS, *October* 26, 1921.

YOUR EXCELLENCY,

In reply to Your Excellency's note of August 5 last, I have the honour to state, on behalf of H. M. Danish Government that it will continue to apply after August 9, 1921, the most favored

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

après le 9 août 1921, le traitement de la nation la plus favorisée aux marchandises et à la navigation bulgares, à condition que le même traitement soit appliqué dans le Royaume de Bulgarie aux marchandises et à la navigation danoises.

Le traitement indiqué est entré en vigueur le 9 août et ne cessera ses effets que trois mois après la dénonciation qui en sera faite de part ou d'autre.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) C. ENGELSTED,
Chargé d'affaires p. i.

Son Excellence
Monsieur le Général SAVOFF,
Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire
de Bulgarie en France.

Certifié pour copie conforme :
Georg COHN.
Chef du Servic danois
de la Société des Nations.

LÉGATION DE DANEMARK.

PARIS, *le* 21 *janvier* 1922,

MONSIEUR LE MINISTRE,

Par une lettre en date du 26 octobre dernier, la Légation a eu l'honneur d'accuser réception de la note de Votre Excellence en date du 5 août, relative à la Convention commerciale entre le Danemark et la Bulgarie, en ajoutant que le « traitement indiqué est entré en vigueur le 9 août et ne cessera ses effets que trois mois après la dénonciation qui en sera faite de part ou d'autre. » Cette clause n'était pas contenue dans la note de Votre Excellence, mais en s'adressant à Votre Excellence on a appris que probablement Votre Gouvernement ne voyait pas d'inconvénient à son insertion.

Je serais reconnaissant à Votre Excellence de vouloir bien m'informer que tel est le cas.

Ensuite le Gouvernement danois désirerait beaucoup ajouter à la Convention bulgaro-danoise une clause comme suit :

> « Il est entendu que les dispositions du présent Arrangement ne sont point applicables aux concessions accordées ou qui pourront être accordées par le Danemark à la Norvège ou à la Suède ou à ces deux pays, tant qu'elles ne seront étendues à aucun autre Etat. »

Ceci suivant une entente entre les trois gouvernements scandinaves.

Dans l'espoir que le Gouvernement bulgare ne verra pas d'inconvénient à insérer cette clause, je serais très reconnaissant à Votre Excellence de vouloir bien me confirmer l'accord à ce sujet.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) H. A. BERNHOFT.
Ministre de Danemark.

Son Excellence
Monsieur le Général SAVOFF,
Envoyé Extraordinaire et Ministre Plénipotentiaire
de Bulgarie en France.

Certifié pour copie conforme :
Georg COHN,
Chef du Service danois
de la Société des Nations.

nation treatment to Bulgarian goods and vessels on condition that the same treatment is applied within the Kingdom of Bulgaria to Danish goods and vessels.

The treatment in question came into force on August 9, and will remain in force until three months after it shall have been denounced on either side.

I have the honour to be, etc.

(Signed) C. ENGELSTED,
Chargé d'Affaires, a. i.

To His Excellency
General SAVOFF,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary
of Bulgaria to France.

DANISH LEGATION.

PARIS, *January* 21, 1922.

YOUR EXCELLENCY,

In a letter dated October 26, last, the Legation had the honour to acknowledge receipt of your Excellency's Note of August 5, relating to the Commercial Convention between Denmark and Bulgaria, and added a clause to the effect that the " treatment in question came into force on August 9, and will remain in force until three months after it shall have been denounced on either side. " This clause was not contained in Your Excellency's Note, but it was ascertained from information received from Your Excellency that the Bulgarian Government would probably not object to its insertion.

I should be obliged if Your Excellency would be good enough to inform me whether this is the case.

Further, the Danish Government is greatly desirous of adding to the Bulgarian-Danish Convention the following clause :

> " It must be understood that the provisions of this agreement do not apply to any concessions which have been or may be granted by Denmark to Norway or to Sweden or to both these countries, as long as these concessions shall not be extended to any other State. "

This is in accordance with an understanding arrived at between the three Scandinavian Governments.

It is hoped that the Bulgarian Government will not see any objection to the insertion of this clause, and I shall be greatly obliged if Your Excellency will be good enough to send me confirmation of its agreement on this matter.

I have the honour to be etc.

(Signed) H. A. BERNHOFT,
Danish Minister.

His Excellency General SAVOFF,
Envoy Extraordinary and Minister
Plenipotentiary of Bulgaria
in France.

No. 314

LÉGATION DE BULGARIE.
38 Avenue Kléber.
N° 1424.
64 D 12.

PARIS, *le* 11 *juillet* 1922.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur de porter à la connaissance de Votre Excellence, en réponse à la lettre de la Légation de Danemark du 18 mai 1922 sub le numéro ci-dessus, que le Gouvernement bulgare continuera d'appliquer aux marchandises et à la navigation danoises le traitement de la nation la plus favorisée, à condition que le même traitement soit appliqué dans le Royaume du Danemark aux marchandises et à la navigation bulgares, comme j'ai eu l'honneur d'informer déjà Votre Excellence par ma lettre du 5 août 1921.

Le Gouvernement bulgare a accepté (ma lettre N° 615 du 11 mars 1922) la clause proposée par le Gouvernement Royal de Danemark comme il suit :

> « Il est entendu que les dispositions du présent Arrangement ne sont point applicables aux concessions accordées ou qui pourront être accordées par le Danemark à la Norvège ou à la Suède ou à ces deux pays, tant qu'elles ne seront étendues à aucun autre Etat. »

Je suis chargé par le Gouvernement Royal de porter à la connaissance de Votre Gouvernement par l'intermédiaire obligeant de Votre Excellence, que le Gouvernement bulgare accepte la clause que le traitement susmentionné, entré en vigueur le 9 août 1921, ne cessera ses effets que trois mois après la dénonciation qui en sera faite de part ou d'autre,.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

(Signé) SAVOFF.

Son Excellence
Monsieur H. A. BERNHOFT,
Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire
de Danemark à Paris.

Certifié pour copie conforme :
Georg COHN,
Chef du Service danois
de la Société des Nations.

BULGARIAN LEGATION.
38, Avenue Kleber.

No. 1424.
64. D. 12.

PARIS, *July* 11, 1922.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to inform you Excellency in reply to the letter from the Danish Legation dated May 18, 1922, under the above reference number, that, as I have already had the honour of informing Your Excellency in my letter of August 5, 1921, the Bulgarian Government will continue to apply to Danish goods and vessels the most favoured nation treatment, on condition that the same treatment is applied within the Kingdom of Denmark to Bulgarian goods and vessels.

The Bulgarian Government has accepted (see my letter No. 615 of March 11, 1922), the clause proposed by H. M. Danish Government which runs as follows :

> " It must be understood that the provisions of this agreement do not apply to the concessions which have been or may be granted by Denmark to Norway or to Sweden or to both these countries as long as these concessions shall not be extended to any other State. "

I am instructed by the Royal Government to request Your Excellency to be good enough to inform H. M. Danish Government that the Bulgarian Government accepts the stipulation that the above-mentioned treatment, which came into force on August 9, 1921, shall remain in force until three months after it shall have been denounced on either side.

I have the honour to be, etc.

(Signed) SAVOFF.

His Excellency Monsieur H. A. BERNHOFT,
Envoy Extraordinary
and Minister Plenipotentiary
for Denmark at Paris.

No. 314

N° 315.

BELGIQUE ET PAYS-BAS

Convention postale, signée à La Haye le 15 octobre 1921.

BELGIUM AND THE NETHERLANDS

Postal Convention, signed at The Hague, October 15, 1921.

No. 315. — CONVENTION POSTALE[1] ENTRE LA BELGIQUE ET LES PAYS-BAS, SIGNÉE A LA HAYE LE 15 OCTOBRE 1921.

Texte officiel français communiqué par le Ministre des Affaires étrangères de Belgique et par le Ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 29 août 1922.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS, voulant assurer à leurs nationaux respectifs des avantages plus étendus que ceux qui sont consacrés par les Actes du Congrès postal, ont résolu de conclure une Convention spéciale en exécution de l'article 22 de la Convention signée à Madrid[2], le 30 novembre 1920, et de l'article 13 de l'Arrangement concernant les valeurs déclarées[3], signé à Madrid à la même date, et ont nommé pour leurs plénipotentiaires à cet effet :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

Prince Albert de LIGNE, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire près Sa Majesté la Reine des Pays-Bas ;

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS :

Monsieur le Jonkheer H. A. van KARNEBEEK, son Ministre des Affaires étrangères ;

esquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

A. CORRESPONDANCES ORDINAIRES.

Article 1.

Par dérogation aux dispositions de l'article 6 de la Convention postale universelle de Madrid, du 30 novembre 1920, la taxe des lettres expédiées de la Belgique pour les Pays-Bas, ou des Pays-Bas pour la Belgique, est fixée comme suit :

Jusqu'au premier poids de 20 grammes, 40 centimes ou 15 cents en cas d'affranchissement, et le double dans le cas contraire.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à La Haye le 16 décembre 1921.

[2] Vol. III, page 267 ; vol. VII, page 362 ; vol. XI, page 364 de ce Recueil.

[3] Vol. III, page 269 ; vol. VII, page 374 ; vol. XI, page 378 de ce Recuil.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 315. — POSTAL CONVENTION[2] BETWEEN BELGIUM AND THE NETHERLANDS, SIGNED AT THE HAGUE, OCTOBER 15, 1921.

French official text communicated by Belgian the Minister for Foreign Affairs and by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this Convention took place August 29, 1922.

HER MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS and HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, desiring to secure for their respective subjects more extensive facilities than those which were granted to them by the Acts of the Postal Congress, have resolved to conclude a special Convention in accordance with Article 22 of the Convention[3] signed at Madrid on November 30, 1920, and Article 13 of the Agreement concerning declared values[4], signed at Madrid on the same date, and have appointed as their Plenipotentiaries for that purpose :

Her MAJESTY THE QUEEN OF THE NETHERLANDS :

The Jonkheer H. A. van KARNEBEEK, Her Majesty's Minister for Foreign Affairs ;

His MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

Prince Albert de LIGNE, His Majesty's Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary to Her Majesty the Queen of the Netherlands ;

Who, after communicating their full powers found in good and due form, have agreed upon the following articles :

A. ORDINARY CORRESPONDENCE.

Article 1.

Notwithstanding the provisions of Article 6 of the Madrid Universal Postal Convention of November 30, 1920, the rate for letters from the Netherlands to Belgium or from Belgium to the Netherlands shall be fixed as follows : for the first 20 grammes, 40 centimes or 15 cents if prepaid, and double if not prepaid.

---

[1] Traduit par le Secretariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] The exchange of ratifications took place at the Hague, December 16, 1921.

[3] Vol. III, page 267 ; vol. VII, page 362 ; vol. XI, page 365 of this Series.

Vol. III, page 269; vol. VII, 375; vol. XI, page 379 of this Series.

Article 2.

Les lettres officielles, circulant en franchise de port, qui sont renfermées, soit dans les dépêches échangées entre les bureaux belges par la voie des Pays-Bas, soit dans les dépêches échangées entre les bureaux néerlandais, par la voie de la Belgique, jouissent de la gratuité du transport sur le territoire de l'office intermédiaire.

Il n'est pas tenu compte du poids de ces lettres dans les relevés statistiques du transit.

B. VALEURS DÉCLARÉES.

Article 3.

Tout décompte du chef du droit d'assurance des lettres et des boîtes avec valeur déclarée est supprimé dans les relations entre les deux pays.

C. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 4.

Les Administrations de Belgique et des Pays-Bas sont autorisées à arrêter de commun accord toutes les mesures d'ordre et de détail que comporte l'exécution de la présente Convention.

Article 5.

La présente Convention formera avec la Convention et les Arrangements conclus à Madrid par le Congrès postal, le 30 novembre 1920, un ensemble de dispositions qui remplacent et annulent la Convention postale du 19 septembre 1907 et l'Acte additionnel du 22 avril 1919.

Article 6.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées aussitôt que faire se pourra.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leurs cachets.

Fait à La Haye, en double exemplaire, le 15 octobre 1921.

(L. S.) Prince ALBERT DE LIGNE.
VAN KARNEBEEK.

Article 2.

Franked official letters which are contained either in post-bags sent, through Belgian territory from one Dutch office to another, or in post-bags sent, through Dutch territory, from one Belgian office to another, shall be carried free of charge through the territory of the intermediate authority.

The weight of such letters shall not be reckoned in the statistical transit returns.

B. DECLARED VALUES.

Article 3.

All deductions under the heading of insurance dues on letters or parcels of declared value shall be abolished as between the two countries.

C. GENERAL PROVISIONS.

Article 4.

The Governments of the Netherlands and of Belgium shall be empowered to decide together as to all measures of regulation and detail entailed by the execution of this Convention.

Article 5.

The present Convention, together with the Convention and Agreements concluded by the Postal Congress at Madrid on November 30, 1920, shall form a series of provisions which shall annul or take the place of the Postal Convention of September 19, 1907 [1] and the Additional Act of April 22, 1919.

Article 6.

The present Convention shall be ratified and the ratifications shall be exchanged as soon as possible.

In faith whereof the respective Plenipotentiaries have signed the present Convention and have sealed it with their seals.

Done in duplicate at The Hague, on October 15, 1921.

(Signed) VAN KARNEBEEK.
(Signed) Prince ALBERT DE LIGNE.

[1] British and Foreign State Papers, vol. 100, page 616.

N° 316.

JAPON ET PAYS-BAS

Echange de notes concernant la reconnaissance réciproque des règlements relatifs aux lignes de flottaison des navires en vigueur dans les deux pays. Tokio, le 12 novembre 1921.

JAPAN AND THE NETHERLANDS

Exchange of Notes with regard to the recognition by both parties of the regulations relative to the water-lines of vessels, in force in both countries. Tokio, November 12, 1921.

No. 316. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS JAPONAIS ET NÉERLANDAIS CONCERNANT LA RECONNAISSANCE RÉCIPROQUE DES RÈGLEMENTS RELATIFS AUX LIGNES DE FLOTTAISON DES NAVIRES, EN VIGUEUR DANS LES DEUX PAYS. TOKIO, LE 12 NOVEMBRE 1921.

Texte officiel français communiqué par le Ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 29 août 1922.

LÉGATION DES PAYS-BAS.
N° 1455.

TOKIO, *le 12 novembre* 1921.

MONSIEUR LE COMTE,

Il a été constaté que les règlements actuellement en vigueur au Japon concernant la ligne de flottaison des navires et le minimum de franc-bord sont en substance analogues aux lois et règlements en vigueur aux Pays-Bas.

En conséquence, je me trouve chargé d'informer Votre Excellence que mon Gouvernement s'engage à ne pas mettre l'embargo sur les navires japonais et à ne pas infliger les sanctions prévues par les lois et règlements néerlandais, s'ils sont munis d'un certificat de franc-bord délivré régulièrement par les autorités compétentes du Japon ou par une association maritime reconnue officiellement par le Gouvernement japonais, et s'ils portent une marque indiquant la ligne de flottaison conformément audit certificat, pourvu qu'aux Pays-Bas ces navires se conforment aux lois et règlements japonais concernant la ligne de flottaison, à condition que le Gouvernement du Japon s'engage à ne pas mettre l'embargo sur les navires néerlandais et à ne pas leur infliger les sanctions prévues par les lois et règlements japonais, s'ils sont munis d'un certificat de franc-bord délivré régulièrement par les autorités compétentes des Pays-Bas ou par une association maritime reconnue officiellement par le Gouvernement néerlandais et s'ils portent une marque indiquant la ligne de flottaison conformément audit certificat, pourvu qu'au Japon ces navires se conforment aux lois et règlements néerlandais concernant la ligne de flottaison.

Je saisis cette occasion, Monsieur le Comte, pour offrir à Votre Excellence les assurances réitérées de ma plus haute considération.

(Signé) DE GRAEFF.

A Son Excellence
Monsieur le Comte YASUYA UCHIDA,
Ministre des Affaires Etrangères, etc., etc., etc.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 316. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE GOVERNMENTS OF JAPAN AND THE NETHERLANDS, WITH REGARD TO THE RECOGNITION BY BOTH PARTIES OF THE REGULATIONS RELATIVE TO THE WATER LINES OF VESSELS IN FORCE IN BOTH COUNTRIES. TOKIO, NOVEMBER 12, 1921.

French Official text communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this exchange of notes took place August 29, 1922.

NETHERLANDS LEGATION.

No. 1455.

TOKIO, *November* 12, 1921.

YOUR EXCELLENCY,

It has been ascertained that the regulations at present in force in Japan with regard to the water line of vessels and the minimum freeboard are substantially equivalent to the laws and regulations in force in the Netherlands.

I am therefore instructed to inform Your Excellency that my Government undertakes to refrain from placing any embargo on Japanese vessels, and from inflicting the penalties provided in the laws and regulations of the Netherlands, if such vessels are furnished with a freeboard certificate delivered in due form by the competent Japanese authorities, or by a shipping association officially recognised by the Japanese Government, and if they bear a mark indicating the water-line in conformity with such certificate, provided that such vessels conform, while in the Netherlands, to the Japanese laws and regulations relating to the water-line : on condition that the Japanese Government undertakes to refrain from placing any embargo upon Dutch vessels, and from inflicting on them the penalties provided in the Japanese laws and regulations, if they are furnished with a freeboard certificate delivered in due form by the competent authorities of the Netherlands, or by a shipping association officially recognised by the Government of the Netherlands, and if they bear a mark indicating the water-line in conformity with such certificate, provided that such vessels conform, while in Japan, to the laws and regulations of the Netherlands relating to the water line.

I have the honour to be, Your Excellency, etc.

(Signed) DE GRAEFF.

To His Excellency
Count YASUYA UCHIDA,
Minister for Foreign Affairs, etc., etc., etc.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

MINISTÈRE DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES.

TOKIO, *le* 12 *novembre* 1921.

MONSIEUR LE MINISTRE,

J'ai l'honneur d'accuser réception à Votre Excellence de sa lettre N° 1455 du 12 novembre contenant sa déclaration relative à la reconnaissance réciproque des certificats de franc-bord et une marque indiquant la ligne de flottaison, conformément audit certificat, des navires entre les Gouvernements du Japon et des Pays-Bas.

Le Gouvernement du Japon ayant constaté que les lois et règlements actuellement en vigueur aux Pays-Bas concernant la ligne de flottaison des navires et le minimum de franc-bord sont en substance analogues aux lois et règlements en vigueur au Japon, s'engage à ne pas mettre l'embargo sur les navires néerlandais et à ne pas leur infliger les sanctions prévues par les lois et règlements japonais, s'ils sont munis d'un certificat de franc-bord délivré régulièrement par les autorités compétentes des Pays-Bas ou par une association maritime reconnue officiellement par le Gouvernement néerlandais et s'ils portent une marque indiquant la ligne de flottaison conformément audit certificat, pourvu qu'au Japon ces navires se conforment aux lois et règlements néerlandais concernant la ligne de flottaison, à condition que le Gouvernement des Pays-Bas s'engage à ne pas mettre l'embargo sur les navires japonais et à ne pas leur infliger les sanctions prévues par les lois et règlements néerlandais, s'ils sont munis d'un certificat de franc-bord délivré régulièrement par les autorités compétentes du Japon ou par une association maritime officiellement reconnue par le Gouvernement japonais et s'ils portent une marque indiquant la ligne de flottaison, conformément audit certificat, pourvu qu'aux Pays-Bas ces navires se conforment aux lois et règlements japonais concernant la ligne de flottaison.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances réitérées de ma haute considération.

(Signé) Comte YASUYA UCHIDA,
Ministre des Affaires étrangères.

A Son Excellence
le JONKHEER de GRAEFF,
Ministre des Pays-Bas à Tokio.

MINISTRY
FOR
FOREIGN AFFAIRS.

TOKIO, *November* 12, 1921.

YOUR EXCELLENCY,

I have the honour to acknowledge receipt of Your Excellency's letter No. 1455, dated November 12, containing a declaration with reference to the reciprocal recognition, by the Governments of Japan and the Netherlands, of freeboard certificates and of a mark indicating the water-line in conformity with such certificates for vessels.

The Japanese Government, having ascertained that the laws and regulations at present in force in the Netherlands with regard to the water-line of vessels and the minimum freeboard are substantially equivalent to the lands and regulation in force in Japan, undertakes to refrain from placing any embargo on Dutch vessels, and from inflicting the penalties provided in the Japanese laws and regulations, if such vessels are furnished with a freeboard certificate delivered in due form by the competent Netherlands authorities, or by a shipping association officially recognised by the Government of the Netherlands, and if they bear a mark indicating the water-line in conformity with such certificate, provided that such vessels conform, while in Japan, to the laws and regulations of the Netherlands relating to the water-line : on condition that the Government of the Netherlands undertakes to refrain from placing any embargo upon Japanese vessels, and from inflicting on them the penalties provided in the laws and regulations of the Netherlands, if they are furnished with a freeboard certificate delivered in due form by the competent Japanese authorities, or by a shipping association officially recognised by the Japanese Government, and if they bear a mark indicating the water-line in conformity with such certificate, provided that such vessels conform, while in the Netherlands, to the Japanese laws and regulations relating to the water-line.

I have the honour to be, Your Excellency, etc.

(Signed) Count YASUYA UCHIDA,
Minister for Foreign Affairs.

His Excellency
the Jonkheer de GRAEFF,
Minister of the Netherlands at Tokio.

No. 316

N° 317.

BELGIQUE ET FRANCE

Convention ayant pour objet de garantir aux nationaux des deux pays, travaillant dans les mines belges ou françaises, le bénéfice du régime spécial de retraite des ouvriers mineurs en vigueur dans chacun des deux pays, signée à Paris le 14 février 1921.

BELGIUM AND FRANCE

Convention to guarantee to nationals of both countries, working in Belgian or French mines, the benefits of the special system of pension for miners in force in each of these countries, signed at Paris, February 14, 1921.

No. 317. — CONVENTION[1] ENTRE LA BELGIQUE ET LA FRANCE AYANT POUR OBJET DE GARANTIR A LEURS NATIONAUX TRAVAILLANT DANS LES MINES BELGES OU FRANÇAISES LE BÉNÉFICE DU RÉGIME SPÉCIAL DE RETRAITE DES OUVRIERS MINEURS EN VIGUEUR DANS CHACUN DES DEUX PAYS. SIGNÉE A PARIS LE 14 FÉVRIER 1921.

Texte officiel français, communiqué par le Ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 29 août 1922.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et le PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, également désireux d'établir, dans la plus large mesure, l'égalité de traitement entre les ressortissants des deux Etats, en ce qui concerne l'application du régime spécial de retraite des ouvriers mineurs, ont résolu de conclure une Convention à cet effet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. Jean LEBACQZ, Directeur général des Mines du Royaume de Belgique ;

M. Albert VAN RAEMDONCK, Directeur à l'Administration centrale des mines du Royaume de Belgique, Directeur général du « Fonds national de retraite des ouvriers mineurs » ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

M. Maurice HERBETTE, Ministre plénipotentiaire, Directeur des Affaires administratives et techniques au Ministère des Affaires étrangères ;

M. Arthur FONTAINE, Inspecteur général des mines, Conseiller d'Etat en service extraordinaire ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, ont arrêté les dispositions suivantes :

Article 1.

Les ouvriers belges travaillant en France, qui justifieront, à l'âge de 55 ans, soit de trente années de service dans les mines françaises représentant 7920 journées effectives de travail, soit de trente ans de service salarié en France, dont quinze au moins dans les mines, bénéficieront, dans les mêmes conditions que les ouvriers français, des allocations et majorations à la charge tant de l'Etat français que de la Caisse autonome de retraites des ouvriers mineurs. Il est toutefois

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Paris le 15 juin 1922.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 317. — CONVENTION[2] BETWEEN BELGIUM AND FRANCE TO GUARANTEE TO THEIR NATIONALS WORKING IN BELGIAN OR FRENCH MINES THE BENEFITS OF THE SPECIAL SYSTEM OF PENSION FOR MINERS IN FORCE IN EACH OF THESE COUNTRIES, SIGNED AT PARIS, FEBRUARY 14, 1921.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign. The registration of this Convention took place August 29, 1922.

His MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS and the PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC, being equally desirous of establishing, to the utmost possible degree, equality of treatment between the nationals of both States in respect of the application of the special system of miners' pensions, have decided to conclude a Convention to this effect and have appointed as their plenipotentiaries :

HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS :

M. Jean LEBACQZ, Director-General of Mines in the Kingdom of Belgium ;

M. Albert VAN RAEMDONCK, Director in the Central Administration of Mines in the Kingdom of Belgium, Director-General of the " Miners' National Pension Fund ".

THE PRESIDENT OF THE FRENCH REPUBLIC :

M. Maurice HERBETTE, Minister Plenipotentiary, Director of Administrative and Technical Affairs at the Ministry of Foreign Affairs ;

M. Arthur FONTAINE, Inspector-General of Mines, Councillor of State on special mission,

Who, after having exchanged their full powers, found in good and due form, have laid down the following regulations :

Article 1.

Belgian miners working in France, who, at the age of 55, can prove that they have served for 30 years in French mines, representing 7,920 actual working days, or have done thirty years' paid work in France, fifteen of which at least must have been in the mines, shall benefit, under the same conditions as the French workers, by the grants and increments chargeable to the French State and to the independent funds for miners' pensions. In the case, however, of those of them, who,

---

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] The exchange of ratifications took place at Paris, June 15, 1922.

spécifié que pour ceux d'entre eux qui, demeurant en Belgique, n'ont pu, de ce fait, se constituer une pension à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, les majorations de la Caisse autonome sont décomptées en faisant état d'une pension égale à la pension dont ils seraient bénéficiaires si les versements prévus par la loi du 29 juin 1894 avaient été effectués.

Les ouvriers français travaillant dans les mines belges bénéficieront, sans aucune condition de résidence, des primes d'encouragement prévues par la législation belge relative aux pensions de vieillesse. S'ils justifient de trente années de travail dans les mines belges et s'ils remplissent par ailleurs les autres conditions d'âge et de continuité de services requises par la législation spéciale de retraite des ouvriers mineurs belges, ils auront droit, en outre, aux allocations, tant de l'Etat que des Caisses de prévoyance.

Article 2.

Les ressortissants des deux Etats qui n'auront pas effectué soit dans les mines belges, soit dans les mines françaises, trente années de service représentant au minimum 7920 journées de travail effectif, mais dont les services cumulés dans les exploitations minières des deux pays atteindront cette durée, auront droit à une retraite dont le montant — y compris les allocations à charge des deux Etats — sera au moins égale au montant de la retraite minimum fixée par la législation la moins favorable.

Les charges respectives de l'Etat et des Caisses de prévoyance belges, d'une part, de l'Etat et de la Caisse autonome de retraites des ouvriers mineurs français, d'autre part, seront déterminées en tenant compte des années de travail effectuées dans les mines de chacun des deux pays et en prenant pour base la pension majorée comme il est dit ci-dessus.

Toutefois, la majoration à servir par la Caisse autonome aux ouvriers qui justifieront d'au moins quinze ans de service dans les mines françaises ne sera, en aucun cas, inférieure à l'allocation prévue par l'article 4 de la loi du 9 mars 1920.

Il est entendu, d'autre part, que les services miniers effectués dans l'un ou l'autre pays n'entreront en compte pour la détermination du droit à l'allocation ou majoration que s'ils ont une durée minimum de cinq ans, représentant 1520 journées de travail.

Les demandes de liquidation de rente, d'allocations, de majoration et de bonification seront adressées par les intéressés aux administrations ou organismes chargés de leur examen dans les pays où les intéressés ont travaillé en dernier lieu.

Article 3.

Le régime de retraite des veuves des ouvriers visés à l'article 1er de la présente Convention sera déterminé par la législation du pays qui a liquidé la retraite de leur mari.

Quant aux veuves des ouvriers visés à l'article 2, elles ont droit à une majoration destinée à porter, le cas échéant, leur retraite au taux minimum prévu par la législation la moins favorable. La part à la charge de l'Etat et des Caisses de prévoyance belges, d'une part, de la Caisse autonome de retraites des ouvriers mineurs français, d'autre part, sera déterminée en tenant compte des années de travail effectuées dans chacun des deux pays. La part à la charge de l'Etat ou des organismes, de l'un ou l'autre pays, ne sera toutefois exigible que si les intéressés remplissent les conditions d'âge ou de durée de mariage prévues par les législations respectives des deux Etats.

Il est toutefois entendu, d'une part, que les pensions dont les veuves visées au deuxième alinéa ci-dessus sont titulaires soit à la Caisse nationale des retraites pour la vieillesse, soit à une caisse patronale ou de liquidation, viendront en déduction de la majoration de la Caisse autonome ; d'autre part, que la majoration à la charge de cette dernière institution ne sera, en aucun cas, inférieure à l'allocation à laquelle les intéressés auraient pu prétendre par la seule application de la loi française.

Article 4.

Les avantages prévus à la présente Convention seront acquis aux ouvriers qui rempliront, après la date de sa mise en vigueur, les conditions d'âge et de durée de services pour pouvoir prétendre à une allocation ou majoration.

living in Belgium, cannot, in consequence, claim a pension from the national funds for old age pensions, the increments paid from the independent fund shall be deducted to form a pension equal to that which they would have received if the payments provided for by the law of June 29, 1894, had been made.

French miners working in Belgian mines shall, without any condition regarding residence, receive the encouragement premiums provided for by Belgian law regarding old age pensions. If they can prove that they have worked for thirty years in Belgian mines, and if in other respects they fulfil the conditions of age and continuity of service required by the special law regarding the pensions of Belgian miners, they shall further be entitled to grants both from the State and from the provident funds.

Article 2.

Nationals of both countries who have not accomplished, either in Belgian or French mines, thirty years' service representing a minimum of 7,920 actual working days, but whose total service in the exploitation of mines in the two countries reaches that duration, shall be entitled to a pension the amount of which — including the grants chargeable to both States — shall be at least equal to the amount of the minimum pension fixed by the less favourable legislation.

The respective payments chargeable to the State and the Belgian provident funds on the one hand, and to the State and the Independent funds of French miners on the other, shall be determined by taking into account the number of years of actual work in the mines of each of the two countries, taking as a basis the increased pensions as stated above.

The increments to be paid by the independent funds to miners who can prove at least fifteen years service in French mines, shall in no case, however, be less than those provided for by Article 4 of the law of March 9, 1920.

Further, it is understood, that service in the mines in either country shall only be taken into account when determining the right to a grant or increment, if such service is of a minimum duration of five years, representing 1,520 days' work.

Requests for the payment of pensions, grants, increments and bonuses shall be addressed to the administrations or organisations appointed to investigate them in the country in which the beneficiaries last worked.

Article 3.

The pensions system for miners' widows, provided for in Article 1 of the present Convention shall be determined by the laws of the country which paid the husband's pension.

Miners' widows provided for in Article 2, are entitled to an increment raising their pension, if need be, to the minimum rate provided for by the less favourable legislation. The share chargeable to the Belgian State and provident funds on the one hand, and to the State and the independent funds for French miners' pensions on the other, shall be determined by taking into account the number of years' work done in each of the two countries. The share chargeable to the State or to the organisations in either country may, however, only be claimed if the recipients fulfil the conditions of age and period of married life provided for by the respective laws of both States.

It is, however, understood, that the pensions to which widows, provided for under paragraph 2, are entitled, either from the national funds for old age pensions or from the employers' or liquidation funds, shall be deducted from the increment paid from the independent fund ; and, further, that the increment chargeable to the latter institution shall in no case be less than the grant which the recipients might have claimed had French law alone applied.

Article 4.

The benefits provided for under the terms of the present Convention shall be applicable to miners who, after the date of its coming into force, fulfil the conditions of age and length of service which entitle them to an allowance or increment.

Ils seront également acquis aux veuves dont les droits naîtront après cette date.

A titre transitoire et exceptionnel, les ouvriers des deux pays ayant, lors de la mise en vigueur de la présente Convention, leur résidence dans le pays où ils auront cessé le travail à la mine, pourront, s'ils justifient des conditions d'âge et de durée de services prévues à l'article 1er, bénéficier des avantages visés au dit article.

Cette disposition transitoire s'applique, au regard du premier paragraphe de l'article 3, aux veuves des ouvriers qui, au moment de leur décès, avaient leur résidence dans le pays où ils ont cessé le travail à la mine.

Article 5.

Les améliorations qui seraient ultérieurement apportées dans l'un ou l'autre pays au régime de retraites de vieillesse actuellement en vigueur seront étendues de plein droit aux nationaux de l'autre pays.

Article 6.

Les administrations compétentes des deux pays arrêteront les mesures de détail et d'ordre nécessaires pour l'exécution des dispositions de la présente Convention, notamment en ce qui concerne l'examen des demandes présentées par les intéressés et le mode de paiement des rentes, allocations, majorations et bonifications.

Article 7.

Toutes les difficultés relatives à l'application de la présente Convention qui n'auraient pu être réglées d'un commun accord entre les administrations compétentes des deux pays seront, même sur la demande d'une seule des parties, soumises au jugement d'un ou plusieurs arbitres qui auront pour mission de les résoudre selon les principes fondamentaux et l'esprit de la présente Convention.

Article 8.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Paris aussitôt que possible.

Elle entrera en vigueur dès que les ratifications auront été échangées.

Elle aura une durée d'un an et sera renouvelée tacitement d'année en année, sauf dénonciation.

La dénonciation devra être notifiée trois mois avant l'expiration de chaque terme.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Convention.

Fait à Paris, en double exemplaire, le 14 février 1921.

(Signé) MAURICE HERBETTE.
(Signé) ARTHUR FONTAINE.
(Signé) JEAN LEBACQZ.
(Signé) ALB. VAN RAEMDONCK.

Certifié par le Secrétaire Général
du Ministère des Affaires étrangéres,
H. COSTERMANS.

These benefits shall also be applicable to widows whose claims to them arise after that date.

As a temporary and exceptional measure, miners of both countries who, at the time of the coming into force of the present Convention, have ceased working in a mine, but who still have their domicile in the country in which it is situated, may, provided they fulfil the conditions of age and length of service stipulated in Article 1, enjoy the benefits laid down in that article.

This temporary measure applies, as regards the first paragraph of Article 3, to the widows of miners who, at the time of their death, had their domicile in the country in which their work in the mine came to an end.

Article 5.

Any improvements which may subsequently be introduced by either country in the existing regulations relating to old-age pensions shall *ipso facto* be extended to nationals of the other country.

Article 6.

The competent authorities of both countries shall determine the measures of detail and of organisation necessary for the application of the provisions of the present Convention, in particular, those relating to the consideration of claims put forward by the parties concerned, and the method of payment of the pensions, allowances, increments and bonuses.

Article 7.

All disputes arising out of the application of the present Convention which could not be settled by friendly agreement between the competent authorities of the two countries, shall, even at the request of one of the parties, be submitted for judgment to one or more arbitrators, whose duty it will be to solve them in accordance with the fundamental principles and she spirit of the present Convention.

Article 8.

The present Convention shall be ratified and the ratifications thereof exchanged at Paris as soon as possible.

It shall come into force as soon as the ratifications shall have been exchanged.

It shall be valid for a period of one year and shall be renewed by tacit agreement from year to year, subject to denunciation.

Notice of denunciation shall be given 3 months previous to the expiration of each period of validity.

In faith whereof, the undersigned, duly authorised for that purpose, have signed the present Convention.

Done in duplicate, at Paris, February 14, 1921.

(Signed) MAURICE HERBETTE.
(Signed) ARTHUR FONTAINE.
(Signed) JEAN LEBACQZ.
(Signed) ALB. VAN RAEMDONCK.

N° 318.

BELGIQUE ET LUXEMBOURG

Arrangement télégraphique, signé à Luxembourg le 27 décembre 1921.

BELGIUM AND LUXEMBURG

Telegraphic Agreement, signed at Luxemburg, December 27, 1921.

No. 318. — ARRANGEMENT TÉLÉGRAPHIQUE[1] ENTRE LA BELGIQUE ET LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG, SIGNÉ A LUXEMBOURG LE 27 DÉCEMBRE 1921.

Texte officiel français communiqué par le Ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cet arrangement a eu lieu le 29 août 1922.

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES et SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG, désirant régler les relations télégraphiques entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg, et usant de la faculté que leur accorde l'article 17 de la Convention télégraphique internationale[2], signée le 22 juillet 1875, à Saint-Pétersbourg, ont résolu de conclure un nouvel arrangement à ce sujet et ont nommé pour leurs plénipotentiaires, savoir :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES :

M. LE JEUNE DE MUNSBACH, Officier de l'ordre de Léopold, son Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire à Luxembourg ;

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG :

M. Emile REUTER, son Ministre d'Etat, Président du Gouvernement,

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

Le tarif par mot des télégrammes ordinaires échangés directement entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg est établi sur la base des taxes élémentaires fixées par l'article 23 du règlement de service international annexé à la Convention télégraphique internationale de Saint-Pétersbourg (revision de Lisbonne[3] 1908).

A partir du cinquante et unième mot, le tarif par mot est réduit de moitié.

Les télégrammes de presse bénéficient de la réduction de 50 % des taxes envisagées aux deux alinéas précédents.

Article 2.

Chaque administration perçoit la taxe dans la forme qui lui convient.

[1] Cet arrangement est entré en vigueur le 1er février 1922.

[2] De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, deuxième série, tome III, page 614.

[3] De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, troisième série, tome V, page 208.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 318. — TELEGRAPHIC AGREEMENT [2] BETWEEN BELGIUM AND THE GRAND DUCHY OF LUXEMBURG, SIGNED AT LUXEMBURG, DECEMBER 27, 1921.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this agreement took place August 29, 1922.

HIS MAJESTY, THE KING OF THE BELGIANS and HER ROYAL HIGHNESS, THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG, being desirous of regulating telegraphic communication between Belgium and the Grand Duchy of Luxemburg, and availing themselves of the right accorded to them under Article 17 of the International Telegraphic Convention[3], signed on July 22, 1875, at St. Petersburg, have decided to conclude a new agreement on this subject and have appointed as their Plenipotentiaries :

HIS MAJESTY, THE KING OF THE BELGIANS,

M. LE JEUNE DE MUNSBACH, Officer of the Order of Leopold, His Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary in Luxembourg ;

HER ROYAL HIGHNESS, THE GRAND DUCHESS OF LUXEMBURG,

M. Emile REUTER, Her Secretary of State ; President of the Government,

Who, having exchanged their full powers duly found in good and due form, have agreed upon the following provisions :

Article 1.

The scale of charges per word for ordinary telegrams sent direct between Belgium and the Grand Duchy of Luxemburg shall be fixed on the scale of the basic charges laid down in Article 23 of the regulations governing the international service annexed to the International Telegraphic Convention of St. Petersburg (as revised at Lisbon [4] in 1908).

As from the fifty-first word the tariff charge per word shall be reduced by one half.

Press telegrams shall be subject to a reduction of 50% on the charges mentioned in the two preceding paragraphs.

Article 2.

Each administration shall collect its charges in the way which may prove most convenient.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] This agreement came into force on February 1, 1922.

[3] British and Foreign State Papers, vol. 66, page 19.

[4] British and Foreign State Papers, vol. 102, page 214.

Article 3.

Les télégrammes échangés entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg qui, par suite d'interruption des lignes directes, emprunteraient le réseau d'une administration étrangère, de même que les télégrammes qui seraient détournés de la voie directe sur la demande de l'expéditeur, sont soumis aux taxes et aux dispositions de la Convention télégraphique internationale et du règlement de service qui la complète.

Article 4.

Les télégrammes intérieurs de chacun des deux pays qui, par suite d'interruption momentanée de ses propres lignes, auraient à emprunter, pour arriver à destination, les lignes télégraphiques de l'autre pays, donnent lieu à une bonification de deux centimes par mot, au profit de ce dernier.

Article 5.

Les télégrammes arrivant à un bureau de l'un des deux Etats, voisin de la frontière, peuvent être transportés par express sur le territoire de l'autre Etat, dans un rayon à déterminer de commun accord par les deux administrations.

Article 6.

Les dispositions de la Convention télégraphique internationale de Saint-Pétersbourg, ainsi que celles du règlement de service international, sont applicables aux relations directes entre la Belgique et le Grand-Duché de Luxembourg dans tout ce qui n'est pas réglé par les présentes dispositions, lesquelles remplacent et abrogent les arrangements signés à Luxembourg le 11 mars 1901.

Article 7.

Les administrations télégraphiques des deux pays pourront, à toute époque, modifier de commun accord et sauf approbation de leurs gouvernements respectifs, les tarifs et conditions déterminés par le présent Arrangement.

Article 8.

Le présent Arrangement entrera en vigueur à une date à fixer ultérieurement par les administrations télégraphiques des deux pays, et sera maintenu jusqu'à la mise en vigueur de la revision du règlement de service international arrêté à Lisbonne.

En foi de quoi, les plénipotentiaires respectifs ont signé le présent Arrangement, qu'ils ont revêtu de leurs cachets.

Fait en double exemplaire à Luxembourg, le 27 décembre 1921.

(L. S.) JULES LE JEUNE DE MUNSBACH. (L. S.) E. REUTER.

Certifié par le Secrétaire Général
du Ministère des Affaires étrangères,
H. COSTERMANS

Article 3.

Telegrams exchanged between Belgium and Luxemburg which, on account of interruption on the direct lines, may have to pass over a foreign system, as also telegrams which may be diverted from the direct route at the request of the sender, shall be subject to the charges to the provisions of the International Telegraphic Convention and the Regulations governing the service which completes it.

Article 4.

Internal telegrams of either country, which, on account of a temporary interruption on the lines of one country, may have to be transmitted over the telegraph lines of the other country in order to reach the addressee, will be liable to an extra charge of 2 centimes per word, for the benefit of the latter country.

Article 5.

Telegrams arriving at a telegraph office of one of the two countries, which is situated near the frontier, may be sent by express messenger, over the territory of the other country, within a radius to be fixed by mutual agreement between the two administrations.

Article 6.

The provisions of the International Telegraphic Convention of St. Petersburg, as well as those of the Regulations governing the international service shall be applicable to the through service between Belgium and the Grand Duchy of Luxemburg in all matters not provided for in the present provisions, which replace and abrogate the agreements [1] signed at Luxemburg on March 11, 1901.

Article 7.

The telegraphic administrations of the two countries may at any time, by mutual agreement, and subject to the approval of their respective Governments, mofidy the scale of charges and the conditions provided for by the present Agreement.

Article 8.

The present agreement shall enter into force on a date to be fixed later by the telegraphic administrations of the two countries, and shall hold good until the revised Regulations drawn up at Lisbon governing the international service shall have come into force.

In faith Whereof, the respective Plenipotentiaries have signed and sealed the present Agreement.

Done in duplicate at Luxemburg on December 27, 1921.

(L.S.) JULES LE JEUNE DE MUNSBACH. (L.S.) E. REUTER.

[1] British and Foreign State Papers, Vol. 95, page 938.

N° 319.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET BELGIQUE

Arrangement additionnel à la Convention du 19 novembre 1904 pour l'échange des colis postaux, signé à Bruxelles le 27 décembre 1921, à Washington le 30 mars 1922.

UNITED STATES OF AMERICA AND BELGIUM

Additional Agreement to the Convention of November 19, 1904, with regard to the exchange of postal parcels, signed at Brussels, December 27, 1921, at Washington, March 30, 1922.

No. 319. — ARRANGEMENT ADDITIONNEL A LA CONVENTION DU 19 NOVEMBRE 1904, CONCLUE ENTRE LA BELGIQUE ET LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE POUR L'ÉCHANGE DES COLIS POSTAUX, SIGNÉ A BRUXELLES LE 27 DÉCEMBRE 1921 A WASHINGTON LE 30 MARS 1922.

Texte officiel français communiqué par le Ministre des Affaires étrangères de Belgique. L'enregistrement de cet Arrangement a eu lieu le 29 août 1922.

Les soussignés, NEUJEAN, Xavier, Ministre des postes, chemins de fer, marine et télégraphes, à Bruxelles, et Hubert WORK, Postmaster General des ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, ont résolu, en vertu des pouvoirs qui leur sont conférés, d'apporter les modifications suivantes à la Convention concernant l'échange réciproque des colis postaux entre la BELGIQUE et les ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, conclue à Washington le 19 novembre 1904 :

Article 1.

Le maximum de poids des colis postaux échangés entre la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique est porté à 10 kilogrammes ou 22 livres.

Article 2.

1. Les taxes à percevoir pour l'affranchissement, par l'expéditeur, des colis postaux échangés entre la Belgique et les Etats-Unis d'Amérique, sont fixées comme suit :

Au départ de la Belgique :

	Francs-or.
Pour tout colis n'excédant pas 1 kilogramme	1,20
Pour tout colis de plus de 1 kilogramme jusqu'à 5 kilogrammes	2,—
Pour tout colis de plus de 5 jusqu'à 10 kilogrammes	3,60

Au départ des Etats-Unis d'Amérique :

Pour tout colis n'excédant pas 1 livre (450 grammes)	12 cents.
Pour tout colis ou fraction de livre additionnelle	12 cents.

2. Le maximum de la taxe facultative à percevoir sur le destinataire pour service intérieur et distribution, conformément à l'article 4, § 4, de la Convention du 19 novembre 1904, est porté à 50 centimes-or pour la Belgique et à 5 cents pour les Etats-Unis.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 319. ADDITIONAL AGREEMENT TO THE CONVENTION DATED NOVEMBER 19, 1904 CONCLUDED BETWEEN BELGIUM AND THE UNITED STATES OF AMERICA FOR THE EXCHANGE OF POSTAL PARCELS, SIGNED AT BRUSSELS DECEMBER 27, 1921, AND AT WASHINGTON MARCH 30, 1922.

French official text communicated by the Belgian Minister for Foreign Affairs. The registration of this Agreement took place on August 29th, 1922.

The undersigned NEUJEAN Xavier, Minister for Postal Services, Railways, Marine and Telegraphs at Brussels, and Hubert WORK, Postmaster General of the UNITED STATES OF AMERICA, have resolved, in virtue of the Powers conferred upon them, to introduce the following modifications in the Convention concluded at Washington on November 19, 1904, regarding the exchange of Postal Parcels between BELGIUM and the UNITED STATES OF AMERICA :

Article 1.

The maximum weight of postal parcels exchanged between Belgium and the United States of America, is altered to 10 kilograms or 22 pounds.

Article 2.

(1) The charges to be paid by the senders of postal parcels as between Belgium and the U. S. A. are fixed as follows :

From Belgium.

	Gold francs.
For any parcel not exceeding 1 kilogram	1.20
For any parcel between 1 and 5 kilograms	2.—
For any parcel between 5 and 10 kilograms	3.60

From the United States of America.

For any parcel not exceeding 1 lb (450 grams)	12 cents
For each additional lb. or fraction of lb	12 cents

(2) The maximum charge that may be collected from the consignee for internal service and distribution, in accordance with Article 4, paragraph 4 of the Convention of November 19, 1904, is altered to 50 centimes gold for Belgium and to 5 cents for the United States.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 3.

1. L'office postal du pays d'origine paiera à l'office postal du pays de destination un droit territorial calculé comme suit :

	Francs-or.
Pour tout colis n'excédant pas 1 kilogramme (2 livres)	0,30
Pour tout colis de plus de 1 jusqu'à 5 kilogrammes (11 livres)	0,50
Pour tout colis de plus de 5 jusqu'à 10 kilogrammes (22 livres)	0,90

2. Dans le cas de colis expédiés notamment dans les possessions américaines par l'un des deux pays contractants en transit par l'autre pays, l'administration expéditrice créditera l'autre office agissant en qualité d'intermédiaire des sommes dues pour le transport de ces colis, conformément aux tableaux qui seront communiqués de part et d'autre.

Article 4.

Les colis, quel que soit leur poids, ne peuvent dépasser 1 m. 25 (4 pieds) dans un sens quelconque, ni avoir un volume supérieur à 55 décimètres cubes.

Article 5.

La contexture des feuilles de route prévues à l'article 8 de la Convention du 19 novembre 1904 est complétée conformément à la formule N° 1 ci-jointe, qui remplace l'annexe 3 à la Convention du 19 novembre 1904.

Toutes les différences qui pourraient être relevées dans les bonifications et mises en compte doivent être signalées par bulletin de vérification au bureau d'échange expéditeur. Les bulletins de vérification régularisés doivent être annexés aux feuilles de route auxquelles ils se rapportent. Les corrections non appuyées de pièces justificatives ne sont pas admises.

Article 6.

1. Chaque administration fera établir mensuellement, par chacun de ses bureaux d'échange et pour tous les envois reçus des bureaux d'échange de l'autre administration, un état conforme au modèle K annexé au présent Arrangement (formule N° 2), des sommes inscrites sur chaque feuille de route, soit à son crédit, soit à son débit.

2. Les états K seront ensuite récapitulés par les soins de la même administration dans un compte conforme au modèle L (formule N° 3), également annexé au présent Arrangement.

3. Ce compte, accompagné des états mensuels, des feuilles de route et, le cas échéant, des bulletins de vérification y afférents, sera soumis à l'examen de l'administration correspondante dans le courant du mois qui suivra celui auquel il se rapporte.

4. Les comptes mensuels, après avoir été vérifiés et acceptés de part et d'autre, seront résumés dans un compte général trimestriel par les soins de l'administration créditrice.

5. Le solde résultant de la balance des comptes réciproques entre les deux administrations sera payé par l'administration débitrice à l'administration créditrice en francs-or et au moyen de traites payables à vue sur la capitale ou sur une place commerciale du pays créancier, les frais de paiement restant à la charge de l'administration débitrice.

6. L'établissement, l'envoi et le paiement des comptes devront être effectués dans le plus bref délai possible et, au plus tard, avant l'expiration du trimestre suivant. Passé ce délai, les sommes dues par une administration à l'autre seront productives d'intérêts à raison de 7 % l'an, à dater du jour de l'expiration dudit délai.

Article 3.

(1) The post-office of the country of origin shall pay to the post-office of the country of destination the following territorial fee :

	Gold francs.
For any parcel not exceeding 1 kilogram (2 lbs)	0.30
For any parcel between 1 and 5 kilograms (11 lbs)	0.50
For any parcel between 5 and 10 kilograms (22 lbs)	0.90

(2) In the case of parcels, particulary for American (island) possessions, sent by one of the two contracting countries in transit through the other country, the forwarding administration shall credit the other office, in its capacity of intermediarly with the amounts due for the transport of these parcels, in accordance with scales to be notified mutually.

Article 4.

Parcels of whatsoever weight must not exceed metres 1.25 (4 feet) in any dimension and their volume must not exceed 55 cubic decimetres.

Article 5.

The wording of the waybills laid down by Article 8 of the Convention of November 19, 1904, shall be completed in conformity with Form No. 1 attached hereto, which replaces Annex No. 3 to the Convention of November 19, 1904.

Any differences that may be ascertained in the credit and debit accounts, should be notified by voucher to the despatching office. Certified vouchers must be attached to the waybills to which they refer. Any corrections not supported by vouchers will not be recognised.

Article 6.

(1) All exchange offices under both administrations shall draw up monthly for all the parcels received from the exchange office under the other administration, a return in the form of Model K attached to the present agreement (Form No. 2) of the amounts to its credit and debit, entered on each waybill.

(2) The returns (K) shall then be embodied by the same administration in an account in the form of Model L (form No. 3), also attached to the present agreement.

(3) This account, together with the monthly returns waybills and, wherever necessary, vouchers referring thereto, shall be submitted for examination by the corresponding administration in the course of the month following that to which it refers.

(4) The monthly accounts, after having been checked and agreed to by both parties, shall be embodied in a general quarterly account drawn up by the creditor administration.

(5) The balance of the mutual account between the two administrations shall be paid by the debtor administration to the creditor administration in gold francs or in sight drafts on the Capital or any commercial centre of the creditor country, the charges incurred being for the account of the debtor administration.

(6) The accounts shall be drawn up and despatched, and the payment made in the shortest possible time, at latest before the expiry of the following quarter. At the end of this time, any sum due by one administration to the other shall carry interest at the rate of 7 % per annum from the date of expiry of the above period.

Article 7.

1. Les dispositions de la Convention du 19 novembre 1904 et du présent Arrangement additionnel s'appliquent aux colis postaux en provenance ou à destination des Etats-Unis, ou de leurs possessions insulaires, d'une part, et de la Belgique, d'autre part.

2. L'administration des postes, chemins de fer, marine et télégraphes de l'Etat belge et l'Administration des postes des Etats-Unis pourront, par la suite, si leurs règlements respectifs le permettent, organiser d'un commun accord un échange de colis postaux avec valeur déclarée ou contre remboursement

Article 8

Le présent Arrangement aura la même durée que la Convention du 19 novembre 1904; il entrera en vigueur à partir du jour dont conviendront les deux administrations contractantes.

Fait en double et signé à Washington, le 30 mars 1922, et à Bruxelles, le 27 décembre 1921.

(Signé) HUBERT WORK.
(Signé) XAVIER NEUJEAN.

Article 7.

(1) The terms of the Convention of November 19, 1904, and of the present additional Agreement, apply to postal parcels sent from or to the United States or their island possessions on the one part, and from or to Belgium on the other part.

(2) The administration of postal services, railways, marine and telegraphs of the Belgian State, and the postal administration of the United States may subsequently, if their respective regulations permit, mutually arrange for an exchange of postal parcels with value declared or with payment on delivery.

Article 8.

The present measure shall be of the same duration as the Convention of November 19, 1904. It shall come into force on a date agreed upon by the two contracting administrations.

Drawn up in duplicate and signed at Washington, March 30, 1922, and at Brussels, December 27, 1921.

(Signed) HUBERT WORK.
(Signed) XAVIER NEUJEAN.

Administration des Postes
d.....

Numéro de la feuille de route
Nom du paquebot
.....

Echange avec l'Office
d.....

F

FEUILLE DE ROUTE

des colis postaux expédiés par le bureau d'échange d.....
au bureau d'échange d.....

Timbre à date.

Départ (envoi du..... 192..., à ..... h. m. d.....
Arrivée du..... 192..., à ..... h. m. d.....

Numéros		Nombre de colis postaux	Bureau		Poids de chaque colis, avec valeur déclarée	Valeur déclarée	Bonification de taxes et droits				Montant des remboursements		Observations
d'ordre	de l'enregistrement		d'origine	de destination *			par l'Office expéditeur à l'Office correspondant		par l'Office correspondant à l'Office expéditeur				
1	2	3	4	5	6	7	8		9		10		11
						fr.	fr. or	ct.	fr. or	ct.	fr.	ct.	
Totaux			.....										

L'employé du bureau expéditeur,

.....

L'employé du bureau destinataire,

.....

* Ne pas remplir dans les cas où les colis sont adressés au même bureau que les feuilles de route.

Post Office Administration
of.....

Number of Despath Note
Per S. S.
.....

In Correspondence with the Office
at.....

F

DESPATCH NOTE

for Parcels despatched from the Exchange Post Office at.....
to the Exchange Post Office at.....

Date Stamp

Despatched on ..... 192 , at $\frac{\text{a.m}}{\text{p.m}}$

Received on ..... 192 , at $\frac{\text{a.m}}{\text{p.m}}$

Number		Number of parcels	Office		Weight of each parcel of declared value	Declared value	Fees and Charges				Total of Trade charges		Remarks
Order	Registration		of Origin	of Destination *			Due from Despatching Office to Corresponding Office		Due from Corresponding Office to Despatching Office				
1	2	3	4	5	6	7	8		9		10		11
						fr.	gold fr.	ct.	gold fr.	ct.	fr.	ct.	
Total			.....										

Signature of Postal Official
at Despatching Office

.....

Signature of Postal Official
of Receiving Office

.....

* Not to be filled in if parcels are addressed to same office as Despatch notes.

No. 319

Administration des Postes
d.....

Correspondance avec l'Office
d.....

K

ÉTAT MENSUEL

des sommes que se doivent réciproquement l'Administration des Postes de ..... et l'Administration des Postes de ....., à titre de frais pour les colis postaux livrés par les bureaux d'échange dépendant de la première Administration au bureau d'échange d.....

Mois de..... 192...

Dates des feuilles de route.	I. Avoir de l'office destinataire (Colonne 8 de la formule F).												II. Avoir de l'office expéditeur Taxes et droits (Colonne 9 de la formule F).												Observations
	Envoi du bureau d.....		Envoi du bureau d.....		Envoi du bureau d.....		Envoi du bureau d.....		Envoi du bureau d.....		Envoi du bureau d.....		Envoi du bureau d.....		Envoi du bureau d.....		Envoi du bureau d.....		Envoi du bureau d.....		Envoi du bureau d.....		Envoi du bureau d.....		
	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.	
1																									
2																									
3																									
4																									
5																									
6																									
7																									
8																									
9																									
10																									
11																									
12																									
13																									
14																									
15																									
16																									
17																									
18																									
19																									
20																									
21																									
22																									
23																									
24																									
25																									
26																									
27																									
28																									
29																									
30																									
31																									
Totaux par bureaux d'échange correspondants.																									
Total général de chaque avoir.																									

Timbre du bureau d'échange destinataire.

Le chef du bureau d'échange destinataire.

Post Office Administration
of.....

In Correspondence with Office
at.....

K

MONTHLY RETURN

of sums due from the Post Office Administration of ..... to the Post Office Administration of ..... and vice versa, for costs in respect of parcels forwarded by post from the Exchange Post Offices subordinate to the former Administration to the Exchange Post Office at .....

Month ..... 192...

Dates of Despatch Notes	I. Credited to receiving Office (Column 8 of Form F).												II. Credited to Despatching Office Fees and Charges (Column 9 of Form F).												Remarks
	Parcel Despatched from Office at.....		Parcel Despatched from Office at.....		Parcel Despatched from Office at.....		Parcel Despatched from Office at.....		Parcel Despatched from Office at.....		Parcel Despatched from Office at.....		Parcel Despatched from Office at.....		Parcel Despatched from Office at.....		Parcel Despatched from Office at.....		Parcel Despatched from Office at.....		Parcel Despatched from Office at.....		Parcel Despatched from Office at.....		
	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.	fr.	c.	
1																									
2																									
3																									
4																									
5																									
6																									
7																									
8																									
9																									
10																									
11																									
12																									
13																									
14																									
15																									
16																									
17																									
18																									
19																									
20																									
21																									
22																									
23																									
24																									
25																									
26																									
27																									
28																									
29																									
30																									
31																									
Total due from each corresponding Exchange Post Office.																									
Grand Total of each Credit.																									

Stamp of Receiving Exchange Post Office. Sign. of Postmaster at Receiving Exchange Post Office.

No. 319

N° 320.

ALLEMAGNE ET SUISSE

Traité d'arbitrage et de conciliation, signé à Berne le 3 décembre 1921.

GERMANY AND SWITZERLAND

Treaty of Arbitration and Conciliation, signed at Berne, December 3, 1921.

TEXTE ALLEMAND — GERMAN TEXT.

No. 320. — SCHIEDS- UND VERGLEICHSVERTRAG[1] ZWISCHEN DER SCHWEIZERISCHEN EIDGENOSSENSCHAFT UND DEM DEUTSCHEN REICH, GEZEICHNET IN BERN DEN 3. DEZEMBER 1921.

Texte officiel allemand communiqué par le Conseil fédéral suisse. L'enregistrement de ce Traité a eu lieu le 13 septembre 1922.

German official text communicated by the Swiss Federal Council. The registration of this treaty took place September 13, 1922.

DIE SCHWEIZERISCHE EIDGENOSSENSCHAFT und DAS DEUTSCHE REICH gewillt, gegenseitig ihre Unabhängigkeit und die Unversehrtheit ihres Gebietes unverbrüchlich zu achten,

gewillt, die seit Jahrhunderten zwischen dem Schweizervolk und dem deutschen Volke unverletzt erhaltenen friedlichen und freunsdchaftlichen Beziehungen zu festigen und zu fördern,

gewillt, dem Grundsatz richterlicher Entscheidung zwischenstaatlicher Streitigkeiten in dem Verhältnis beider Staaten weiteste Geltung zu verschaffen,

überzeugt, dass in Streitfällen, die ihrem Wesen nach sich zur Entscheidung durch Richterspruch nicht eignen, der Rat unparteiischer Vertrauensmänner in jedem Falle Gewähr für eine friedliche Beilegung der Streitigkeit bietet,

sind übereingekommen, einen allgemeinen Schiedsgerichts- und Vergleichsvertrag abzuschliessen.

Zu diesem Zwecke haben zu Bevollmächtigten ernannt :

DER SCHWEIZERISCHE BUNDESRAT :

Herrn Professor Dr. Max HUBER ;

DER PRÄSIDENT DES DEUTSCHEN REICHES :

den Justitiar im Auswärtigen Amte Herrn Wirklichen Legationsrat Dr. Friedrich GAUS,

die, nachdem sie ihre Vollmachten geprüft und in guter und gehöriger Form befunden haben, über folgende Bestimmungen übereingekommen sind :

Artikel 1.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, alle Streitigkeiten irgendwelcher Art, die zwischen ihnen entstehen und nicht in angemessener Frist auf diplomatischem Wege geschlichtet

[1] L'échange des instruments de ratification a eu lieu à Berne, le 25 avril 1922 ; le Traité est entré en vigueur le 26 mai 1922, conformément à l'article 20.

[1] The exchange of the instruments of ratification took place at Berne April 25, 1922 ; the Treaty entered into force May 26, 1922, in accordance with Article 20,

werden können, nach Massgabe des gegenwärtigen Vertrages entweder einem Schiedsgerichtsverfahren oder einem Vergleichsverfahren zu unterwerfen.

Streitigkeiten, für deren Schlichtung die vertragschliessenden Teile durch andere zwischen ihnen bestehende Abmachungen an ein besonderes Verfahren gebunden sind, werden nach Massgabe der Bestimmungen dieser Abmachungen behandelt.

Artikel 2.

Dem Schiedsgerichtsverfahren werden auf Verlangen einer Partei, unter Vorbehalt der Bestimmungen der Artikel 3 und 4, diejenigen Streitigkeiten unterworfen, die betreffen:

Erstens: Bestand, Auslegung und Anwendung eines zwischen den beiden Parteien geschlossenen Staatsvertrages;

Zweitens: irgend eine Frage des internationalen Rechtes;

Drittens: das Bestehen einer Tatsache, die, wenn sie erwiesen wird, die Verletzung einer zwischenstaatlichen Verpflichtung bedeutet;

Viertens: Umfang und Art der Wiedergutmachung im Falle einer solchen Verletzung.

Bestehen zwischen den Parteien Meinungsverschiedenheiten darüber, ob eine Streitigkeit zu den vorstehend bezeichneten Arten gehört, so wird über diese Vorfrage im Schiedsgerichtsverfahren entschieden.

Artikel 3.

Bei Fragen, die gemäss den Landesgesetzen der Partei, gegen die ein Begehren geltend gemacht wird, von richterlichen Behörden, mit Einschluss der Verwaltungsgerichte, zu entscheiden sind, kann diese Partei verlangen, dass die Streitigkeit dem Schiedsgerichtsverfahren erst unterworfen werde, nachdem in dem Gerichtsverfahren eine endgültige Entscheidung gefällt worden ist, und dass die Anrufung des Schiedsgerichts spätestens sechs Monate nach dieser Entscheidung erfolge. Dies gilt nicht, wenn es sich um einen Fall von Rechtsverweigerung handelt und die gesetzlich vorgesehenen Beschwerdestellen angerufen worden sind.

Entsteht zwischen den Parteien eine Meinungsverschiedenheit über die Anwendung der vorstehenden Bestimmung, so wird darüber im Schiedsgerichtsverfahren entschieden.

Artikel 4.

Erhebt eine Partei bei einer Streitigkeit der im Artikel 2 bezeichneten Arten die Einrede, dass es sich um eine Angelegenheit handle, die ihre Unabhängigkeit, die Unversehrtheit ihres Gebietes oder andere höchste Lebensinteressen betreffe, so kommt für die Streitigkeit, falls die andere Partei diese Behauptung als zutreffend anerkennt, nicht das Schiedsgerichts-, sondern das Vergleichsverfahren zur Anwendung. Wird dagegen die Behauptung von der andern Partei nicht als zutreffend anerkannt, so ist darüber im Schiedsgerichtsverfahren zu entscheiden.

In gleicher Weise wird verfahren, wenn bei einer Streitigkeit der im Artikel 2 bezeichneten Arten eine Partei, ohne sich auf ihre Unabhängigkeit, die Unversehrtheit ihres Gebietes oder andere höchste Lebensinteressen zu berufen, die Einrede erhebt, dass die Angelegenheit von überwiegend politischer Bedeutung sei und sich deshalb für eine Entscheidung nach ausschliesslich rechtlichen Grundsätzen nicht eigne. Jedoch kann diese Einrede, in Abweichung von der Bestimmung des Artikel 9, vom Schiedsgericht nur einstimmig oder gegen eine einzige abweichende Stimme als begründet anerkannt werden.

Anerkennt das Schiedsgericht die bezeichneten Einreden als begründet, so überweist es die Streitigkeit dem Vergleichsverfahren ; sonst entscheidet es selbst darüber.

Eine Partei, die eine der erwähnten Einreden der Gegenpartei nicht als zutreffend anerkennt, kann sich gleichwohl ohne vorherige Herbeiführung einer schiedsgerichtlichen Entscheidung über die Einrede mit der Durchführung des Vergleichsverfahrens einverstanden erklären. Sie kann dabei jedoch den Vorbehalt machen, dass, wenn der Vergleichsvorschlag nicht von beiden Parteien angenommen wird, das Schiedsgericht zur Entscheidung über die Einrede und gegebenenfalls auch über die Streitigkeit selbst angerufen werden kann.

Artikel 5.

Das Schiedsgericht legt seinen Entscheidungen zugrunde:

Erstens : die zwischen den Parteien geltenden Übereinkünfte allgemeiner oder besonderer Art und die sich daraus ergebenden Rechtssätze ;

Zweitens : das internationale Gewohnheitsrecht als Ausdruck einer allgemeinen, als Recht anerkannten Übung ;

Drittens : die allgemeinen von den Kulturstaaten anerkannten Rechtsgrundsätze.

Soweit im einzelnen Falle die vorstehend erwähnten Rechtsgrundlagen Lücken aufweisen, entscheidet das Schiedsgericht nach den Rechtsgrundsätzen, die nach seiner Ansicht die Regel des internationalen Rechtes sein sollten. Es folgt dabei bewährter Lehre und Rechtsprechung.

Mit Zustimmung beider Parteien kann das Schiedsgericht seine Entscheidung, anstatt sie auf Rechtsgrundsätze zu stützen, nach billigem Ermessen treffen.

Artikel 6.

Sofern nicht die Parteien im einzelnen Falle eine entgegenstehende Vereinbarung treffen, wird das Schiedsgericht in folgender Weise bestellt :

Die Richter werden auf der Grundlage des Verzeichnisses der Mitglieder des durch das Haager Abkommen zur friedlichen Erledigung internationaler Streitfälle [1] vom 18. Oktober 1907 geschaffenen Ständigen Schiedshofs im Haag gewählt.

Jede Partei ernennt einen Schiedsrichter nach freier Wahl. Gemeinsam berufen die Parteien drei weitere Richter und aus deren Mitte den Obmann. Sofern einer der gemeinsam berufenen Richter nach seiner Wahl die Staatsangehörigkeit einer der beiden Parteien erwirbt, auf deren Gebiete seinen Wohnsitz nimmt oder in deren Dienste tritt, kann jede Partei verlangen, dass er ersetzt werde. Streitigkeiten darüber, ob diese Voraussetzungen zutreffen, werden von den übrigen vier Richtern entschieden, wobei der ältere der gemeinsam berufenen Richter den Vorsitz führt und bei Stimmengleichheit eine doppelte Stimme hat.

Die Wahl der Richter erfolgt von neuem für jeden einzelnen Streitfall. Die vertragschliessenden Teile behalten sich jedoch vor, im gemeinsamen Einverständnis die Wahlen in der Weise vorzunehmen, dass für gewisse Arten von Streitfällen während eines bestimmten Zeitraumes dieselben Richter dem Schiedsgericht angehören.

Mitglieder des Schiedsgerichts, die aus irgendeinem Grunde ausscheiden, werden in der gleichen Weise ersetzt, wie sie berufen worden sind.

[1] De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, troisième série, tome III, page 360.

[1] British and Foreign State Papers, vol. 100, page 298,

Artikel 7.

Die vertragschliessenden Teile werden in Ausführung des gegenwärtigen Vertrages in jedem Einzelfall eine besondere Schiedsordnung festsetzen. Darin werden der Streitgegenstand, die etwaigen besondern Befugnisse des Gerichtes, dessen Zusammensetzung und Sitz, die Höhe des von jeder Partei als Kostenvorschuss zu hinterlegenden Betrages, die hinsichtlich der Form und der Fristen des Verfahrens zu beobachtenden Regeln, sowie die sonst notwendigen Einzelheiten bestimmt.

Meinungsverschiedenheiten über die Bestimmungen der Schiedsordnung werden, vorbehaltlich des Artikel 8, vom Schiedsgericht entschieden.

Artikel 8.

Kommt zwischen den Parteien nicht binnen sechs Monaten, nachdem die eine der andern das Begehren nach schiedsgerichtlicher Austragung einer Streitigkeit mitgeteilt hat, die Schiedsordnung zu Stande, so kann jede Partei den im Artikel 14 vorgesehenen Ständigen Vergleichsrat zwecks Feststellung der Schiedsordnung anrufen. Dieser hat binnen zwei Monaten nach seiner Anrufung die Schiedsordnung festzusetzen, wobei der Streitgegenstand aus den Anträgen der Parteien ermittelt wird.

Es ist ebenso zu verfahren, wenn eine Partei den von ihr zu ernennenden Richter nicht bezeichnet hat, oder wenn die Parteien in der Bezeichnung der gemeinsam zu berufenden Richter oder des Obmanns nicht einig sind.

Der Ständige Vergleichsrat ist ferner befugt, bis zur Bestellung des Schiedsgerichts über jede andere Streitigkeit zu entscheiden, die sich auf die Schiedsordnung bezieht.

Artikel 9.

Das Schiedsgericht trifft seine Entscheidungen mit Stimmenmehrheit

Artikel 10.

Der Schiedsspruch wird Angaben über die Art seiner Ausführung, insbesondere über die dabei zu beobachtenden Fristen, enthalten.

Wird in einem Schiedsspruche festgestellt, dass eine von einem Gericht oder einer andern Behörde einer Partei getroffene Entscheidung oder Verfügung ganz oder teilweise mit dem Völkerrecht in Widerspruch steht, können aber nach dem Verfassungsrechte dieser Partei die Folgen der Entscheidung oder Verfügung durch Verwaltungsmassnahmen nicht oder nicht voll ständig beseitig werden, so ist der verletzten Partei in dem Schiedsspruch auf andere Weise eine angemessene Genugtuung zuzuerkennen.

Artikel 11.

Unter Vorbehalt anderweitiger Abrede in der Schiedsordnung kann jede Partei bei dem Schiedsgerichte, das den Spruch erlassen hat, die Revision dieses Spruches beantragen. Der Antrag kann nur mit der Ermittlung einer Tatsache begründet werden, die einen entscheidenden Einfluss auf den Spruch auszuüben geeignet gewesen wäre und bei Schluss der Verhandlung dem Schiedsgerichte selbst und der Partei, welche die Revision beantragt hat, ohne ihr Verschulden unbekannt war.

Mitglieder des Schiedsgerichtes, die aus irgend einem Grunde für das Revisionsverfahren ausscheiden, werden in der gleichen Weise ersetzt, wie sie berufen worden sind.

Die Frist, innerhalb deren der im Absatz 1 vorgesehene Antrag gestellt werden kann, ist im Schiedsspruche zu bestimmen, sofern dies nicht in der Schiedsordnung geschehen ist.

Artikel 12.

Alle Streitigkeiten, die zwischen den Parteien über Auslegung und Ausführung des Schiedsspruches entstehen sollten, unterliegen, vorbehaltlich anderweitiger Abrede, der Beurteilung des Schiedsgerichtes, das den Spruch gefällt hat. Dabei findet die Bestimmung des Artikel 11, Abs. 2, entsprechende Anwendung.

Artikel 13.

Alle Streitigkeiten, die nicht nach den vorhergehenden Artikeln dieses Vertrages dem Schiedsgerichtsverfahren unterworfen werden, sind auf Verlangen einer Partei im Vergleichsverfahren zu behandeln.

Behauptet die andere Partei, dass der im Vergleichsverfahren anhängig gemachte Streitfall vom Schiedsgerichte zu entscheiden sei, so entscheidet dieses zunächst über diese Vorfrage.

Die Regierungen der vertragschliessenden Teile können im gemeinsamen Einverständnis eine Streitigkeit, für die nach dem gegenwärtigen Vertrage das Schiedsgericht angerufen werden kann, endgültig oder unter Vorbehalt der späteren Anrufung des Schiedsgerichtes im Vergleichsverfahren behandeln lassen.

Artikel 14.

Für das Vergleichsverfahren wird ein Ständiger Vergleichsrat gebildet.

Der Ständige Vergleichsrat besteht aus fünf Mitgliedern. Die vertragschliessenden Teile ernennen, jeder für sich, nach freier Wahl je ein Mitglied und berufen die drei übrigen Mitglieder im gemeinsamen Einverständnis. Diese drei Mitglieder sollen nicht Angehörige der vertragschliessenden Staaten sein, noch sollen sie auf deren Gebiet ihren Wohnsitz haben oder in deren Dienste stehen. Aus ihrer Mitte wird der Vorsitzende durch die vertragschliessenden Teile gemeinsam bezeichnet.

Jedem vertragschliessenden Teile steht das Recht zu, jederzeit, sofern nicht ein Verfahren im Gange oder von einer Partei beantragt worden ist, das von ihm ernannte Mitglied abzuberufen und dessen Nachfolger zu bestimmen. Unter den gleichen Voraussetzungen steht es jedem der vertragschliessenden Teile auch frei, die Zustimmung zur Berufung jedes der drei gemeinsam berufenen Mitglieder zurückzuziehen. In diesem Falle muss unverzüglich zur gemeinsamen Berufung eines neuen Mitgliedes geschritten werden.

Während der tatsächlichen Dauer des Verfahrens erhalten die Mitglieder eine Entschädigung, deren Höhe von den Parteien zu vereinbaren ist. Die Kosten des Ständigen Vergleichsrates werden von den beiden Parteien zu gleichen Teilen getragen.

Der Ständige Vergleichsrat wird im Laufe von sechs Monaten nach Austausch der Ratifikationsurkunden dieses Vertrages gebildet. Ausscheidende Mitglieder werden gemäss dem für die erstmalige Wahl massgebenden Verfahren so rasch als möglich ersetzt.

Der Ständige Vergleichsrat bestimmt seinen Sitz. Er kann ihn nach freiem Ermessen verlegen.

Der Ständige Vergleichsrat bildet nötigenfalls eine Kanzlei. Soweit er in die Kanzlei Angehörige der Parteien beruft, hat er dabei die Parteien gleichmässig zu berücksichtigen.

Wenn die Berufung der gemeinsam zu berufenden Mitglieder nicht innerhalb von sechs Monaten nach dem Austausche der Ratifikationsurkunden oder, im Falle der Ergänzung des Ständigen Vergleichsrates, nicht innerhalb von drei Monaten nach Ausscheiden eines Mitgliedes stattgefunden hat, so finden die Bestimmungen des Artikel 45, Abs. 4 bis 6 des Haager Abkommens zur friedlichen Erledigung internationaler Streitfälle vom 18. Oktober 1907 auf die Wahl der Mitglieder sinngemäss Anwendung.

Artikel 15.

Dem Ständigen Vergleichsrat liegt ob, einen Bericht zu erstatten, der den Sachverhalt feststellt und Vorschläge für die Beilegung der Streitigkeit enthält.

Der Bericht ist innerhalb von sechs Monaten nach dem Tage zu erstatten, an dem die Streitigkeit dem Ständigen Vergleichsrat unterbreitet wurde, es sei denn, dass die Parteien diese Frist im gemeinsamen Einverständnis verkürzen oder verlängern. Der Bericht soll in drei Ausfertigungen verfasst werden, von denen je eine jeder Partei ausgehändigt, die dritte vom Ständigen Vergleichsrat aufbewahrt wird.

Der Bericht hat weder in Bezug auf die Tatsachen noch in Bezug auf die rechtlichen Ausführungen die Bedeutung einer endgültig bindenden Entscheidung. Jedoch hat sich jede Partei innerhalb einer im Berichte festzusetzenden Frist darüber zu erklären, ob und inwieweit sie die Feststellungen des Berichtes anerkennt und dessen Vorschläge annimmt. Diese Frist darf die Zeit von drei Monaten nicht überschreiten.

Artikel 16.

Der Ständige Vergleichsrat tritt in Wirksamkeit, sobald er von einer Partei angerufen wird. Diese richtet ihr Begehren gleichzeitig an den Vorsitzenden des Ständigen Vergleichsrates und an die andere Partei.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, in allen Fällen und in jeder Hinsicht die Arbeiten des Ständigen Vergleichsrates zu fördern und ihm insbesondere durch die zuständigen Behörden jede Rechtshilfe zu gewähren. Der Ständige Vergleichsrat ist berechtigt, im Gebiete der vertragschliessenden Teile nach Massgabe der dort den Gerichten zustehenden Befugnisse Zeugen und Sachverständige vorzuladen und zu vernehmen und Augenschein einzunehmen. Er kann die Beweise entweder in vollständiger Besetzung oder durch eines oder mehrere der gemeinsam berufenen Mitglieder erheben.

Artikel 17.

Der Ständige Vergleichsrat trifft seine Entschliessungen mit einfacher Stimmenmehrheit. Er ist beschlussfähig, wenn alle Mitglieder ordnungsmässig geladen und mindestens die gemeinsam berufenen Mitglieder anwesend sind.

Artikel 18.

Der im Schiedsgerichtsverfahren gefällte Spruch ist von den Parteien nach Treu und Glauben zu erfüllen.

Die vertragschliessenden Teile verpflichten sich, während der Dauer des Schiedsgerichts- oder Vergleichsverfahrens nach Möglichkeit jede Massnahme zu vermeiden, die auf die Erfüllung des Schiedsspruches oder die Annahme der Vorschläge des Ständigen Vergleichsrates nachteilig zurückwirken könnte. Bei einem Vergleichsverfahren haben sie sich bis zu dem Zeitpunkte, den der Ständige Vergleichsrat für die Annahmeerklärung der Parteien festsetzt, jeder gewaltsamen Selbsthilfe zu enthalten.

Das Schiedsgericht kann auf Verlangen einer Partei vorsorgliche Massnahmen anordnen, soweit diese von den Parteien auf dem Verwaltungswege durchgeführt werden können ; ebenso kann der Ständige Vergleichsrat zum gleichen Zwecke Vorschläge machen.

Artikel 19.

Unter Vorbehalt entgegenstehender Bestimmungen des gegenwärtigen Vertrages oder der Schiedsordnung ist für das Schiedsgerichts- und Vergleichsverfahren das Haager Abkommen zur friedlichen Erledigung internationaler Streitfälle vom 18. Oktober 1907 massgebend.

Soweit der gegenwärtige Vertrag auf die Bestimmungen des Haager Abkommens verweist, finden sie im Verhältnis zwischen den vertragschliessenden Teilen selbst dann Anwendung, wenn diese oder einer von ihnen von dem Abkommen zurückgetreten sein sollten.

Sofern weder der gegenwärtige Vertrag noch die Schiedsordnung noch die sonst zwischen den vertragschliessenden Teilen bestehenden Übereinkünfte die Fristen und andere Einzelheiten des Schiedsgerichts- oder Vergleichsverfahrens festlegen, ist das Schiedsgericht oder der Ständige Vergleichsrat selbst befugt, die erforderlichen Bestimmungen zu treffen.

Artikel 20.

Der gegenwärtige Vertrag soll sobald als möglich ratifiziert werden. Die Ratifikationsurkunden sollen in Bern ausgetauscht werden.

Der Vertrag tritt einen Monat nach dem Austausch der Ratifikationsurkunden in Kraft.

Der Vertrag gilt für die Dauer von zehn Jahren. Wird er nicht sechs Monate vor Ablauf dieses Zeitraums gekündigt, so bleibt er für weitere zwei Jahre in Kraft. Das Gleiche gilt, wenn der Vertrag nicht mit der bezeichneten Frist gekündigt wird, für die spätere Zeit.

Ein Schiedsgerichtsverfahren oder ein Vergleichsverfahren, das bei Ablauf des gegenwärtigen Vertrages schwebt, nimmt seinen Lauf nach den Bestimmungen dieses Vertrages oder eines andern Abkommens, das von den vertragschliessenden Teilen an dessen Stelle vereinbart wird.

Zu Urkund dessen haben die Bevollmächtigten den gegenwärtigen Vertrag unterzeichnet.

Ausgefertigt in doppelter Urschrift in Bern am 3. Dezember 1921 (dritten Dezember eintausendneunhunderteinundzwanzig).

(Sig.) MAX HUBER.
(Sig.) GAUS.

SCHLUSSPROTOKOLL ZU DEM SCHWEIZERISCH-DEUTSCHEN SCHIEDS- UND VERGLEICHSVERTRAG.

1. Die vertragschliessenden Teile gehen von der Ansicht aus, dass die einzelnen Bestimmungen des Vertrages im Zweifel zu Gunsten der Anwendung des Grundsatzes der schiedsgerichtlichen Erledigung von Streitigkeiten auszulegen sind. Insbesondere erklären die vertragschliessenden Teile, dass gewöhnliche Grenzstreitigkeiten nicht als Angelegenheiten anzusehen sind, die im Sinne von Art. 4 des Vertrages die Unversehrtheit des Gebietes betreffen.

2. Die vertragschliessenden Teile erklären, dass der Vertrag auch dann Anwendung findet, wenn eine Streitigkeit in Ereignissen ihren Ursprung hat, die zeitlich vor seinem Abschlusse liegen. Etwaige mit Ereignissen des Weltkrieges in unmittelbarem Zusammenhang stehende Streitigkeiten werden jedoch mit Rücksicht auf ihre allgemeine politische Bedeutung hiervon ausgeschlossen.

3. Die Tatsache, dass an einer Streitigkeit dritte Staaten beteiligt sind, schliesst die Anwendung des Vertrages nicht aus. Die vertragschliessenden Teile werden gegebenenfalls dahin wirken, die

dritten Staaten zum Anschluss an das Schiedsgerichts- oder Vergleichsverfahren zu veranlassen. Für diesen Fall bleibt es den beiderseitigen Regierungen vorbehalten, im gemeinsamen Einverständnis eine besondere Zusammensetzung des Schiedsgerichts oder des Ständigen Vergleichsrates vorzusehen. Kann eine Verständigung mit den dritten Staaten über deren Anschluss nicht binnen angemessener Frist herbeigeführt werden, so nimmt das Verfahren zwischen den vertragschliessenden Teilen den im Vertrage vorgesehenen Verlauf.

4. Die vertragschliessenden Teile erklären, dass Streitigkeiten zwischen Deutschland und einem dritten Staat, an denen die Schweiz in ihrer Eigenschaft als Mitglied des Völkerbundes beteiligt werden könnte, nicht als Streitigkeiten zwischen den vertragschliessenden Teilen im Sinne des Vertrages angesehen werden können.

BERN, *den* 3. *Dezember* 1921.

(Sig.) MAX HUBER.
(Sig.) GAUS.

Für getreue Abschrift :
Bern, den 12. September 1922.
Der Bundeskanzler,
STEIGER.

No. 320

[1] TRADUCTION.

No. 320. — TRAITÉ D'ARBITRAGE ET DE CONCILIATION ENTRE LA CONFÉDÉRATION SUISSE ET LE REICH ALLEMAND, SIGNÉ A BERNE LE 3 DÉCEMBRE 1921.

LA CONFÉDÉRATION SUISSE et LE REICH ALLEMAND décidés à respecter réciproquement et infrangiblement leur indépendance et l'intégrité de leur territoire,

décidés à affermir et développer les relations pacifiques et amicales qui, depuis des siècles, n'ont cessé d'exister entre le peuple suisse et le peuple allemand,

décidés à donner, dans les rapports entre les deux Etats, la plus large application possible au principe du règlement arbitral des litiges internationaux,

convaincus que, dans les différends qui, de par leur nature, ne se prêtent pas à une solution arbitrale, le recours à des hommes de confiance de toute impartialité offre, dans tous les cas, une garantie en faveur d'un règlement pacifique du litige,

ont résolu de conclure un Traité général d'arbitrage et de conciliation et ont désigné dans ce but leurs plénipotentiaires, savoir :

LE CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE :

M. le Professeur Dr Max HUBER ;

LE PRÉSIDENT DU REICH ALLEMAND :

M. le Dr Friedrich GAUS, Conseiller actuel de Légation, jurisconsulte à l'Office des Affaires étrangères ;

lesquels, après s'être fait connaître leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

Les Parties contractantes s'engagent à soumettre à la procédure d'arbitrage ou à la procédure de conciliation les litiges, de quelque nature qu'ils soient, qui s'élèveraient entre elles et n'auraient pu être résolus par la voie diplomatique dans un délai raisonnable.

Les litiges pour la solution desquels une procédure spéciale a été prescrite par d'autres conventions en vigueur entre les Parties contractantes, seront réglés conformément aux dispositions de ces conventions.

Article 2

A la requête d'une des Parties, seront soumis à l'arbitrage, sous réserve des dispositions des articles 3 et 4, les litiges ayant pour objet :

Premièrement : le contenu, l'interprétation et l'exécution d'un traité conclu entre les deux Parties ;

[1] Transmise au Secrétariat de la Société des Nations par le Conseil Fédéral Suisse.

[1] Transmitted to the Secretariat of the Leargue of Nations by the Swiss Federal Council.

[1] TRANSLATION.

No. 320. — TREATY OF ARBITRATION AND CONCILIATION BETWEEN THE SWISS CONFEDERATION AND THE GERMAN REICH, SIGNED AT BERNE, DECEMBER 3, 1921.

The SWISS CONFEDERATION and the GERMAN REICH, resolved to respect mutually and inviolably their independence and the integrity of their territories ;

Resolved to strengthen and develop the peaceful and amicable relations which have existed for centuries between the Swiss nation and the German nation ;

Resolved, in the relations between the two States, to give the widest possible application to the principle of the settlement of international disputes by arbitration ;

And convinced that, in differences which by their nature do not allow of a solution by arbitration, recourse to trustworthv persons of known impartiality offers in all cases a guarantee of a pacific settlement ;

Have decided to conclude a general Treaty of Arbitration and Conciliation and have for this purpose appointed as their plenipotentiaries :

For the SWISS FEDERAL COUNCIL :

Professor Max HUBER ;

For the PRESIDENT OF THE GERMAN REICH :

Dr. Friedrich GAUS, Councillor of Legation, Legal Adviser to the Ministry of Foreign Affairs.

Who, after communication of their full powers, found in good and due form, have agreed to the following provisions :

Article 1.

The Contracting Parties undertake to refer to the procedure of arbitration or conciliation disputes of any nature whatsoever which may arise between them and which it has not been possible to settle, within a reasonable period, by diplomatic means.

Disputes for the solution of which a special procedure has been laid down in other Conventions in force between the Contracting Parties, shall be settled in accordance with the provisions of such Conventions.

Article 2.

At the request of one of the Parties, disputes regarding the following subjects shall, unless otherwise provided for in Articles 3 and 4, be submitted to arbitration :

Firstly, the contents, interpretation and application of any treaty concluded between the two Parties ;

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Deuxièmement : tout point de droit international ;

Troisièmement : la réalité de tout fait qui, s'il était établi, constituerait la violation d'un engagement international ;

Quatrièmement : l'étendue et la nature de la réparation due pour une telle violation.

En cas de contestation sur le point de savoir si le litige rentre dans l'une des catégories susmentionnées, cette question préjudicielle sera soumise à l'arbitrage.

Article 3.

Pour les questions qui, aux termes de la législation nationale de la Partie contre laquelle une demande est formulée, relèvent de la compétence d'autorités judiciaires, tribunaux administratifs y compris, la Partie défenderesse peut exiger, d'une part, que le litige ne soit soumis à la sentence arbitrale qu'après qu'une décision définitive ait été rendue par ces autorités judiciaires et, d'autre part, que le Tribunal soit saisi dans les six mois au plus tard à compter de cette décision. Il en sera autrement s'il s'agit d'un cas de déni de justice et si les instances de recours prévues par la loi ont été saisies.

En cas de contestation sur l'application de la disposition qui précède, le Tribunal arbitral décide.

Article 4.

Si, dans un différend appartenant à l'une des catégories mentionnées à l'article 2, une Partie excipe du fait qu'il s'agit d'une affaire qui affecte son indépendance, l'intégrité de son territoire ou d'autres intérêts vitaux d'une importance extrême, et si la Partie adverse reconnaît le bien-fondé de l'exception, le litige n'est pas soumis à l'arbitrage, mais à la procédure de conciliation. Si, par contre, le bien-fondé de l'exception n'est pas reconnu par la Partie adverse, il sera statué sur ce point par voie d'arbitrage.

Il en sera de même si, dans un différend appartenant à l'une des catégories mentionnées à l'article 2, une Partie, sans invoquer son indépendance, l'intégrité de son territoire ou d'autres intérêts vitaux d'une importance extrême, excipe du fait que la contestation revêt un caractère avant tout politique et ne se prête pas, pour ce motif, à une sentence reposant sur des principes exclusivement juridiques. Cependant, en dérogation à la disposition de l'article 9, le Tribunal ne peut reconnaître cette exception comme fondée qu'à l'unanimité des voix, ou contre une seule voix dissidente

Si le Tribunal reconnaît les dites exceptions comme fondées, il décide le renvoi du différend à la procédure de conciliation. Dans les cas contraires, il statue lui-même sur le fond du litige.

Une Partie qui ne reconnaît pas comme fondée une des exceptions soulevées par la Partie adverse, peut néanmoins, sans recourir préalablement à l'arbitrage, consentir à l'ouverture de la procédure de conciliation. Elle peut cependant formuler la réserve que si la proposition conciliatoire n'est pas acceptée par les deux Parties, le Tribunal sera appelé à statuer lui-même sur l'exception et, le cas échéant, sur le fond du litige.

Article 5.

Le Tribunal applique :

Premièrement : les conventions en vigueur entre les Parties, soit générales, soit spéciales, et les règles de droit qui en découlent ;

Deuxièmement : la coutume internationale comme preuve d'une pratique générale acceptée comme étant le droit ;

Troisièmement : les principes généraux de droit reconnus par les nations civilisées

Secondly, any point of international law ;

Thirdly, the existence of any fact which, if established, would constitute a violation of an international engagement ;

Fourthly, the extent and nature of the reparation due for such violation.

In case of disagreement as to whether the dispute falls under one of the above categories, this preliminary question shall be referred to arbitration.

Article 3.

In regard to questions which, under the national laws of the Party against which an action has been brought, are within the competence of juducial authorities, including administrative tribunals, the defendant Party may require, on the one hand, that the dispute shall not be submitted to arbitral award until a final decision has been pronounced by these judicial authorities and, on the other hand, that the matter shall be brought before the Tribunal not later than six months after the date of such decision. The above provisions shall not apply if justice has been refused and if the matter has been brought before the courts of appeal provided for by law.

In the case of disputes regarding the application of the preceding provision, the Arbitral Tribunal shall decide.

Article 4.

If, in a dispute coming under one of the categories mentioned in Article 2, one of the Parties pleads that the question at issue is one which affects its independence, the integrity of its territory or other vital interests of the highest importance, and if the opposing Party admits that the plea is well founded, the dispute shall not be subject to arbitration, but to the procedure of conciliation. If, however, the plea is not recognised as well founded by the opposing Party, this point shall be settled by means of arbitration.

The above provisions shall apply if, in a dispute coming under one of the categories mentioned in Article 2, one Party, although not pleading its independence, the integrity of its territory, or other vital interests of the highest importance, pleads that the dispute is mainly political and, for this reason, does not allow of a decision based exclusively on legal principles. At the same time, as an exception to the provision laid down in Article 9, the Tribunal can only recognise the validity of this plea if all its members unanimously agree thereto, or if there is only one dissentient.

If the Tribunal recognises the validity of such pleas it shall refer the dispute for settlement to the procedure of conciliation. If the contrary is the case, it shall give an award on the dispute itself.

A Party which does not recognise the validity of one of the pleas of exception put forward by the opposing Party, may, nevertheless, without first having recourse to arbitration, agree to the application of the procedure of conciliation. It may, however, stipulate that if the proposal for settlement by conciliation is not accepted by both parties, the Tribunal shall be required to give a decision regarding the plea of exception, and, if necessary, regarding the dispute itself.

Article 5.

The Tribunal shall apply :

Firstly : the conventions in force between the Parties, whether general or special, and the principles of law arising therefrom ;

Secondly : international custom as evidence of a general practice accepted as law ;

Thirdly : the general principles of law recognised by civilised nations.

Si, dans un cas donné, les bases juridiques énoncées ci-dessus accusent des lacunes, le Tribunal prononce selon les principes juridiques qui, à son avis, devraient faire règle en droit international. Il s'inspire à cet effet des solutions consacrées par la doctrine et la jurisprudence.

Si les Parties y consentent, le Tribunal peut, au lieu d'étayer sa sentence sur des principes juridiques, statuer d'après des considérations tirées de l'équité.

Article 6.

Sauf convention contraire dans chaque cas particulier, le Tribunal est constitué de la manière suivante :

Les juges sont choisis sur la liste des membres de la Cour permanente d'Arbitrage établie par la Convention de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux, du 18 octobre 1907.

Les Parties nomment à leur gré chacune un arbitre. Elles désignent en commun trois autres arbitres et, parmi ces derniers, le surarbitre. Si, après sa nomination, un des juges désignés en commun acquiert la nationalité d'une des Parties, élit domicile sur son territoire ou entre à son service, chacune des Parties peut demander son remplacement. Les contestations qui s'élèveraient sur le point de savoir si l'une ou l'autre de ces conditions se trouvent remplies, seront tranchées par les quatre autres juges ; le plus âgé des juges nommés en commun assume alors la présidence et, en cas de partage égal des voix, sa voix l'emporte.

Il est procédé, pour chaque litige particulier, à une nouvelle élection des juges. Cependant, les Parties contractantes se réservent de procéder de concert à ces élections de telle sorte que, pour une certaine catégorie de litiges surgissant dans un laps de temps déterminé, le Tribunal compte les mêmes juges sur le siège.

En cas de décès ou en cas de retraite pour une raison quelconque de membres du Tribunal, il est pourvu à leur remplacement selon le mode fixé pour leur nomination.

Article 7.

Dans chaque cas particulier, les Parties contractantes établissent, en exécution du présent Traité, un compromis spécial, qui détermine l'objet du litige, les compétences particulières dévolues éventuellement au Tribunal, la composition et le siège de celui-ci, le montant de la somme que chaque Partie sera tenue de déposer à titre d'avance pour les frais, les règles à observer en ce qui concerne la forme et les délais de la procédure, ainsi que tout autre point de détail jugé nécessaire.

Les contestations que soulèveraient les dispositions du compromis seront, sous réserve de l'article 8, soumises à l'arbitrage.

Article 8.

Si le compromis n'est pas établi dans un délai de six mois après qu'une Partie aura notifié à l'autre son intention de soumettre le litige à l'arbitrage, chaque Partie peut demander au Conseil permanent de conciliation prévu par l'article 14 de l'établir. Celui-ci doit, dans les deux mois qui suivront sa convocation, arrêter les termes du compromis en s'en tenant, pour la détermination de l'objet du litige, aux conclusions de chacune des Parties.

La même procédure est appliquée lorsqu'une Partie n'a pas désigné les arbitres dont la nomination lui incombe ou lorsque les Parties ne se mettent pas d'accord sur le choix des juges à nommer en commun ou du surarbitre.

Jusqu'à la constitution du Tribunal, le Conseil permanent de conciliation a, en outre, qualité pour statuer sur toute autre contestation soulevée par le compromis.

If, in a particular case, the legal bases mentioned above are inadequate, the Tribunal shall give an award in accordance with the principles of law which, in its opinion, should govern international law. For this purpose it shall be guided by decisions sanctioned by legal authorities and by jurisprudence.

If the Parties agree, the Tribunal may, instead of basing its decision on legal principles, give an award in accordance with considerations of equity.

Article 6.

Subject to special agreement to the contrary in each particular case, the Tribunal shall be constituted as follows :

The judges shall be chosen from the list of Members of the Permanent Court of Arbitration established by The Hague Convention, dated October 18, 1907, for the pacific settlement of international disputes.

Each Party shall appoint its own arbiter. The Parties shall jointly nominate three other arbiters, one of whom shall be the umpire. If, after having been appointed, one of the judges jointly elected acquires the nationality of one of the Parties, appoints his domicile in its territory or enters its service, either of the Parties may claim that he be replaced. Any disputes which may arise as to whether either of these conditions exists shall be settled by the other four judges ; the eldest of the judges jointly elected shall take the chair in these cases, and if the votes are equally divided, he shall give a casting vote.

For each individual dispute there shall be a fresh election of judges. The Contracting Parties, however, reserve the right to act in concert regarding these elections, so that for a certain class of dispute arising within a fixed period, the same judges shall be seated on the Tribunal.

In case of the death of members of the Tribunal, or of their retirement, for any reason whatever, they shall be replaced according to the manner determined for their appointment.

Article 7.

In each individual case the Contracting Parties shall, in pursuance of the present Treaty, draw up an agreement of reference (" compromis "), to determine the subject of the dispute, any special terms of reference which may be accorded to the Tribunal, its composition, the place where it shall meet, the total amount that each Party concerned shall be obliged to deposit in advance to cover expenses, the rules to be observed with regard to the form and time limits of the proceedings, and any other detail that may be considered necessary.

Any disputes arising out of the terms of the agreement of reference, shall, subject to the terms of Article 8, be referred to arbitration.

Article 8.

If the agreement of reference has not been determined within a period of six months after one Party concerned has notified the other of its intention to refer the dispute to arbitration, either Party may request the Permanent Board of Conciliation provided for under Article 14, to establish the agreement of reference. The Permanent Board of Conciliation shall, within two months after having been convened, settle the terms of the agreement of reference abiding by the conclusions of each Party when determining the subject of the dispute.

The same procedure shall apply when one Party has not nominated the arbitrators for whose appointment it is responsible, or when the Parties concerned cannot agree upon the choice of judges to be jointly appointed, or upon the umpire.

Pending the constitution of the Tribunal, the Permanent Board of Conciliation shall also be competent to give an award upon any other dispute arising out of the agreement of reference.

Article 9.

Le Tribunal rend ses décisions à la majorité des voix.

Article 10.

La sentence arbitrale contiendra l'indication du mode selon lequel son exécution sera assurée, en particulier, l'indication des délais qui devront être observés à cet égard.

Si, dans une sentence arbitrale, il est établi qu'une décision ou mesure d'une instance judiciaire ou d'une autre autorité d'une Partie se trouve entièrement ou partiellement en opposition avec le droit des gens et si le droit constitutionnel de cette Partie ne permet pas ou ne permet qu'imparfaitement d'effacer par des mesures administratives les conséquences de la décision ou mesure dont il s'agit, la sentence arbitrale accordera à la Partie lésée une satisfaction équitable d'un autre ordre.

Article 11.

Sous réserve de clauses compromissoires contraires, chaque Partie peut demander au Tribunal, qui a statué, la revision de la sentence. La demande ne peut être motivée que par la découverte d'un fait qui eût été de nature à exercer une influence décisive sur la sentence et qui, lors de la clôture des débats, était inconnue du Tribunal lui-même et de la Partie qui demande la revision, sans qu'il y ait, de sa part, faute à l'ignorer.

Si, pour une raison quelconque, des membres du Tribunal ne prennent pas part à la procédure de revision, il est pourvu à leur remplacement selon le mode fixé pour leur nomination.

Le délai jusqu'à l'expiration duquel la demande prévue à l'alinéa premier peut être formulée doit être déterminé dans la sentence arbitrale, à moins qu'il ne l'ait été dans le compromis.

Article 12.

Tout différend qui pourrait surgir entre les Parties sur l'interprétation et l'exécution de la sentence, sera, sauf stipulation contraire, soumis au jugement du Tribunal qui l'a rendue. Dans ce dernier cas, la disposition de l'article 11, alinéa 2, est également applicable.

Article 13.

Tout litige qui, aux termes des articles précédents du présent Traité, n'est pas susceptible d'être déféré à l'arbitrage, doit, à la demande d'une des Parties, être soumis à la procédure de conciliation.

Si la Partie adverse prétend qu'un différend, pour lequel la procédure de conciliation a été ouverte, doit être tranché par le Tribunal, celui-ci statue d'abord sur cette question préjudicielle.

Les Gouvernements des Parties contractantes peuvent convenir qu'un litige, qui, aux termes du présent Traité, est susceptible de solution arbitrale, soit définitivement, ou sous réserve d'un recours ultérieur au Tribunal, déféré à la procédure de conciliation.

Article 14.

Il est constitué, pour la procédure de conciliation, un Conseil permanent de conciliation.

Le Conseil permanent de conciliation se compose de cinq membres. Les Parties contractantes nomment, à leur gré, chacune un membre et désignent les trois autres membres d'un commun accord.

Article 9.

The decisions of the Tribunal shall be based upon a majority vote.

Article 10.

The arbitration award shall specify the manner in which it is to be carried out, especially as regards the time-limits to be observed.

If in an arbitration award it is proved that a decision or measure of a court of law or other authority of one of the Parties is wholly or in part contrary to international law, and if the constitutional law of that Party does not permit, or only partially permits, the consequences of the decision or measure in question, to be annulled by administrative measures the arbitration award shall award the injured Party equitable satisfaction of another kind.

Article 11.

Subject to compromissorial clauses to the contrary, either Party may claim a revision of the award by the Tribunal which gave the award. This demand shall only be warranted by the discovery of a fact, which exercises a decisive influence on the award, and which, at the time of the close of the discussion in Court was unknown to the Tribunal itself and to the Party demanding the revision, unless that Party ought to have been aware of it.

If, for any reason, any Members of the Tribunal do not take part in the revision proceedings, substitutes for them shall be appointed in the manner determined for their own appointment.

The limit of time within which the demand provided for in the first paragraph may be presented, shall be fixed in the arbitral award, unless it has already been fixed in the agreement of reference.

Article 12.

Any dispute arising between the Parties concerned as to the interpretation and execution of the award shall, in the absence of an agreement to the contrary, be submitted to the Tribunal which pronounced it. In the latter case the provision contained in Article 11, paragraph 2, shall also apply.

Article 13.

Any dispute which, under the terms of the present Treaty, cannot be referred to arbitration, shall, at the request of one of the Parties concerned, be submitted to the procedure of conciliation.

If the opposing Party claims that a dispute, for which conciliation procedure has been initiated, should be settled by the Tribunal, the latter shall first pronounce judgment upon this preliminary question.

The Governments of the Contracting Parties shall be entitled to agree that a dispute which, under the terms of the present Treaty, can be settled by arbitration, shall be referred to the conciliation procedure, either without appeal or subject to appeal to the Tribunal.

Article 14.

A Permanent Board of Conciliation shall be constituted for the procedure of conciliation.

The Permanent Board of Conciliation shall consist of five members. The Contracting Parties shall appoint one member each of their own choice, and nominate the other three members by

Ces trois membres ne doivent pas être des ressortissants des Parties contractantes, ni avoir leur domicile sur leur territoire ou se trouver à leur service. Les Parties contractantes désignent d'un commun accord le président parmi ces trois membres.

Chacune des Parties contractantes a, en tout temps, le droit, pourvu qu'une procédure ne soit pas pendante ou n'ait pas été proposée par une Partie, de révoquer le membre nommé par elle et de lui désigner un successeur. Il est, dans les mêmes conditions, loisible à chaque Partie contractante de retirer son consentement à la nomination de chacun des trois membres désignés en commun. Dans ce cas, il y a lieu de procéder sans délai à la nomination en commun d'un nouveau membre.

Pendant la durée effective de la procédure, les membres reçoivent une indemnité dont le montant doit être arrêté entre les Parties. Les frais du Conseil permanent de conciliation sont répartis par fractions égales entre les Parties.

Le Conseil permanent de conciliation sera constitué au cours des six mois qui suivront l'échange des ratifications du présent Traité. Les membres sortants seront remplacés aussitôt que possible, suivant le mode fixé pour la première élection.

Le Conseil permanent de conciliation détermine son siège. Il peut en décider librement le transfert.

Le Conseil permanent de conciliation constituera, au besoin, un greffe. S'il appelle à ce greffe des ressortissants des Parties, il le fera de manière à traiter les Parties sur un pied d'égalité.

Si la nomination des membres à désigner en commun n'a pas lieu dans les six mois qui suivent l'échange des ratifications ou, en cas de vacance d'un siège au Conseil permanent de conciliation, dans les trois mois à compter de la retraite ou du décès d'un membre, les dispositions de l'article 45, alinéas 4 à 6 de la Convention de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux, du 18 octobre 1907, sont applicables, par analogie, à la nomination des membres.

Article 15.

Il incombe au Conseil permanent de conciliation de rédiger un rapport, qui détermine l'état des faits et contienne des propositions en vue du règlement de la contestation.

Le rapport doit être présenté dans les six mois à compter du jour où le Conseil permanent de conciliation a été saisi du litige, à moins que les Parties ne conviennent d'abroger ou de prolonger ce délai. Le rapport doit être établi en trois exemplaires, dont un est remis à chacune des Parties et le troisième conservé dans les archives du Conseil permanent de conciliation.

Le rapport n'a, ni en ce qui concerne l'exposé des faits, ni en ce qui concerne les considérations juridiques, le caractère d'une sentence définitive obligatoire. Cependant, chaque Partie doit déclarer, dans un délai à fixer par le rapport, si, et dans quelle mesure, elle reconnaît pour exactes les constatations du rapport et accepte les propositions qu'il renferme. Ce délai ne doit pas excéder la durée de trois mois.

Article 16.

Le Conseil permanent de conciliation entre en activité dès qu'il est saisi par une Partie. Celle-ci communique sa demande au président du Conseil permanent de conciliation, et, en même temps, à la Partie adverse.

Les Parties contractantes s'engagent à faciliter, dans tous les cas et sous tous les rapports, les travaux du Conseil permanent de conciliation, et, en particulier, à accorder à celui-ci toute assistance judiciaire par l'entremise des autorités compétentes. Le Conseil permanent de conciliation pourra, en s'en tenant aux compétences dévolues aux Tribunaux locaux, procéder, sur le territoire des Parties contractantes, à la citation et à l'audition de témoins et d'experts, ainsi qu'à des descentes sur les lieux. Il peut procéder en séance plénière à l'établissement des moyens de preuve ou charger de ce soin un ou plusieurs membres choisis en commun.

mutual agreement. These three members shall not be nationals of the Contracting Parties, nor shall they be domiciled on their territory, nor employed in their service. The Contracting Parties shall by mutual agreement elect the President from among these three Members.

Either of the Contracting Parties shall at any time, if no procedure is pending or if no procedure has been proposed by one of the Parties, have the right to recall the member appointed by it, and to appoint a successor. In the same circumstances either Contracting Party shall be entitled to withdraw its consent to the appointment of any one of the three Members jointly elected. In that case a new member shall be appointed, without delay, by joint nomination.

While the procedure is actually in progress, the Members shall receive remuneration, the amount of which shall be fixed by the Parties concerned. The expenses of the Permanent Board of Conciliation shall be divided equally between the Contracting Parties.

The Permanent Board of Conciliation shall be constituted in the course of the six months following the exchange of ratifications of the present Treaty. Retiring members shall be replaced as soon as possible in the manner laid down for the first election.

The Permanent Board of Conciliation shall determine its own meeting-place, and shall be at liberty to transfer it.

The Permanent Board of Conciliation shall, if need be, establish a registry. If it appoints nationals of the Contracting Parties to positions in this office, it shall treat both Parties alike.

If the nomination of the members to be appointed in common has not taken place within the six months following the exchange of ratifications, or, in the case of a vacancy on the Permanent Board of Conciliation, within the three months dating from the retirement or death of a member, the provisions of Article 45, paragraphs 4 to 6, of the Hague Convention, dated October 18, 1907, for the Pacific Settlement of International Disputes, shall be applicable by analogy as regards the appointment of members.

Article 15.

The Permanent Board of Conciliation shall draw up a report which shall determine the facts of the case and shall contain proposals for settling the dispute.

The report shall be submitted within six months from the day on which the dispute was laid before the Permanent Board of Conciliation, unless the Parties shall agree to cancel or extend this time-limit. The report shall be drawn up in three copies, one of which shall be handed to each of the Parties and the third preserved in the archives of the Permanent Board of Conciliation.

The report shall not, either as regards statement of facts or as regards legal considerations, be in the nature of a final judgment binding upon the Parties. Each Party shall, however, state, within a time-limit to be fixed by the report, whether and within what limits it recognises the accuracy of the facts noted in the report and accepts the proposals which it contains. The duration of this time-limit shall not exceed three months.

Article 16.

The Permanent Board of Conciliation shall begin work as soon the question shall have been submitted to it by one of the Parties. That Party shall communicate its request to the President of the Permanent Board of Conciliation and at the same time to the opposing Party.

The Contracting Parties shall undertake to facilitate in all cases and in all respects, the work of the Permanent Board of Conciliation, and in particular, to grant it all legal assistance through the agency of competent authorities. The Permanent Board of Conciliation shall be entitled, within the limits of the competence of the local Courts, to summon and examine witnesses and experts and search premises in the territory of the Contracting Parties. It may draw up the procedure for the taking of evidence at a plenary meeting, or entrust this task to one or several members chosen by common agreement.

Article 17.

Le Conseil permanent de conciliation rend ses décisions à la majorité simple des voix. Il peut délibérer valablement si tous les membres ont été dûment convoqués et si tous les membres élus en commun sont présents sur le siège.

Article 18.

La sentence rendue en procédure d'arbitrage doit être exécutée de bonne foi par les Parties.

Les Parties contractantes s'engagent à renoncer, autant que possible, durant le cours de la procédure d'arbitrage ou de conciliation, à toute mesure susceptible d'avoir une répercussion préjudiciable sur l'exécution de la sentence ou sur l'acceptation des propositions du Conseil permanent de conciliation. En ce qui concerne la procédure de conciliation, elles s'abstiendront de tout acte de justice propre jusqu'à l'expiration du délai fixé par le Conseil permanent de conciliation pour l'acceptation de ses propositions.

A la demande d'une Partie, le Tribunal peut ordonner des mesures provisionnelles pour autant que les Parties sont à même d'en assurer l'exécution par la voie administrative ; le Conseil permanent de conciliation peut également formuler des propositions dans le même but.

Article 19.

Sous réserve des dispositions contraires du présent Traité ou du compromis, la procédure d'arbitrage et de conciliation est régie par la Convention de La Haye pour le règlement pacifique des conflits internationaux, du 18 octobre 1907.

Pour autant que le présent Traité renvoie aux dispositions de la Convention de La Haye, celles-ci continueront à être applicables dans les rapports entre les Parties contractantes, même si l'une d'entre elles, ou toutes les deux, dénoncent la Convention.

Le Tribunal ou le Conseil permanent de conciliation a compétence d'arrêter lui-même les dispositions nécessaires relatives aux délais ou à d'autres détails de la procédure d'arbitrage ou de conciliation, pour autant que ni le présent Traité, ni le compromis, ni d'autres Conventions en vigueur entre les Parties ne contiennent de règles à cet égard.

Article 20.

Le présent Traité entrera en vigueur aussitôt que possible. Les instruments de ratification seront échangés à Berne.

Le Traité entrera en vigueur un mois après l'échange des ratifications.

Il est conclu pour la durée de dix ans. Cependant, s'il n'est pas dénoncé six mois avant l'expiration de ce terme, il demeure en vigueur pour une nouvelle période de deux ans et ainsi de suite, tant qu'il n'a pas été dénoncé dans le délai prescrit.

Si une procédure d'arbitrage ou de conciliation est pendante lors de l'expiration du présent Traité, elle suit son cours d'après les dispositions du Traité ou de toute autre convention que les Parties contractantes seraient convenues de lui substituer.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ont signé le présent Traité.

Fait en double exemplaire, à Berne, le 3 décembre 1921 (trois décembre mil neuf cent vingt-et un).

(Signé) MAX HUBER.
(Signé) GAUS.

Article 17.

Every decision shall be taken by a majority of the members of the Permanent Board of Conciliation. Its deliberations shall be valid if all the Members have been duly convoked and if all the members elected by common agreement are present at the meeting.

Article 18.

The award pronounced as the result of the procedure of arbitration shall be carried out in good faith by the Parties concerned.

The Contracting Parties shall undertake during the course of the arbitration or conciliation proceedings to refrain as far as possible from any action liable to have a prejudicial effect on the execution of the award or on the acceptance of the proposals of the Permanent Board of Conciliation. They shall refrain from any act of a legal nature in connection with the conciliation proceedings until the expiration of the time limit fixed by the Permanent Board of Conciliation for the acceptance of its proposals.

At the request of one of the Parties, the Tribunal may order provisional measures to be taken in so far as the Parties are in a position to secure their execution, through administrative channels ; the Permanent Board of Conciliation may also formulate proposals to the same effect.

Article 19.

Subject to the contrary provisions laid down in the present Treaty or the agreement of reference, the procedure of arbitration and conciliation is regulated by the Hague Convention for the pacific settlement of international disputes, of October 18, 1907.

In as far as the present Treaty refers to the stipulations of the Hague Convention, the latter shall continue to be applicable to relations between the Contracting Parties, even if one or both of them denounce the Convention.

The Tribunal or the Permanent Board of Conciliation shall be competent to decide as to the necessary provisions with regard to periods of grace or other details connected with the method of arbitration or conciliation, in so far as neither the present Treaty nor the agreement of reference, nor other Conventions in force between the Parties contain stipulations on these points.

Article 20.

The present Treaty shall come into force as soon as possible. The instruments of ratification shall be exchanged at Berne.

The Treaty shall come into force one month after the exchange of ratifications.

It is valid for a period of ten years. If, however, it is not denounced six months before the expiration of this period, it shall remain in force for a further period of two years, and so on, as long as it has not been denounced within the prescribed period.

If a dispute which has been referred to arbitration or conciliation has not been settled when the present Treaty expires, the case shall be proceeded with according to the stipulations of the Treaty or of any other Convention which the contracting Parties may agree to substitute therefor.

In witness whereof, the Plenipotentiaries have signed the present Treaty.

Done in duplicate at Berne on December 3, 1921. (December third, nineteen hundred and twenty-one.)

(Signed) MAX HUBER.
(Signed) GAUS.

PROTOCOLE FINAL DU TRAITÉ D'ARBITRAGE ET DE CONCILIATION CONCLU ENTRE LA SUISSE ET L'ALLEMAGNE.

1. Les Parties contractantes partent de l'idée qu'en cas de doute, les dispositions du présent Traité seront interprétées en faveur d'une application du principe du règlement arbitral des litiges. En particulier, les Parties contractantes déclarent que les contestations de frontière ordinaires ne doivent pas être considérées comme des litiges affectant, au sens de l'article 4 du Traité, l'intégrité de leur territoire.

2. Les Parties contractantes déclarent que le Traité s'applique également aux différends ayant leur origine dans des faits antérieurs à sa conclusion. Cependant, eu égard à leur portée politique générale, exception sera faite pour les litiges qui se trouveraient en rapport direct avec des événements de la guerre mondiale.

3. Le Traité ne cesse pas d'être applicable si des Etats tiers sont intéressés à un litige. Les Parties contractantes s'efforceront, le cas échéant, d'amener les Etats tiers à se joindre à la procédure d'arbitrage ou de conciliation. Demeure réservée, pour cette éventualité, la faculté pour les deux Gouvernements de prévoir d'un commun accord une composition particulière du Tribunal ou du Conseil permanent de conciliation. Si aucune entente avec les Etats tiers n'intervient dans un délai raisonnable, la procédure entre les Parties contractantes suit son cours tel qu'il est prévu par le Traité.

4. Les Parties contractantes déclarent que les contestations entre l'Allemagne et un Etat tiers, auxquelles la Suisse pourrait être intéressée en sa qualité de Membre de la Société des Nations, ne peuvent être considérées comme des litiges entre les Parties contractantes au sens du présent Traité.

BERNE, *le* 3 *décembre* 1921.

(Signé) MAX HUBER.
(Signé) GAUS.

FINAL PROTOCOL OF THE TREATY OF ARBITRATION AND CONCILIATION CONCLUDED BETWEEN SWITZERLAND AND GERMANY.

(1) The Contracting Parties are agreed that in doubtful cases the stipulations of the present Treaty shall be interpreted in favour of the application of the principle of settlement of disputes by arbitration. In particular, the Contracting Parties declare that ordinary frontier disputes shall not be considered as disputes affecting their territorial integrity in the sense provided in Article 4 of the Treaty.

(2) The Contracting Parties declare that the Treaty shall apply equally to disputes arising out of events which occurred prior to its conclusion. In consideration of their general political bearing, an exception shall, however, be made with regard to disputes arising directly out of the world-war.

(3) The Treaty shall not cease to be applicable if a third State is concerned in a dispute. The Contracting Parties shall endeavour, if necessary, to induce the third State to agree to refer the dispute to arbitration or conciliation. In this case the two Governments may, if they so desire, jointly provide that the Tribunal or the Permanent Board of Conciliation shall be composed of members specially chosen for the case. If no agreement is reached with the third State within a reasonable period, the Contracting Parties shall proceed with the case in accordance with the provisions of the Treaty.

(4) The Contracting Parties declare that disputes between Germany and a Third State, in which Switzerland might be interested as a Member of the League of Nations, cannot be considered as disputes between the Contracting Parties in the sense intended by the present Treaty.

BERNE, *December* 3, 1921.

(Signed) MAX HUBER.
(Signed) GAUS.

N° 321.

BELGIQUE ET SUISSE

Convention provisoire réglant la circulation aérienne entre les deux pays, signée à Bruxelles le 13 juin 1922.

BELGIUM AND SWITZERLAND

Provisional Convention regulating Air Traffic between the two countries, signed at Brussels, June 13, 1922.

No. 321. — CONVENTION PROVISOIRE[1] RÉGLANT LA CIRCULATION AÉRIENNE ENTRE LA SUISSE ET LA BELGIQUE, SIGNÉE A BRUXELLES LE 13 JUIN 1922.

Texte officiel français communiqué par le Conseil Fédéral Suisse. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 13 septembre 1922.

Le GOUVERNEMENT DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE et le GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, ayant reconnu l'utilité de conclure une Convention destinée à régler la navigation aérienne entre la Suisse et la Belgique, les soussignés, à ce dûment autorisés, ont arrêté les dispositions suivantes :

Article 1.

Le présent accord s'applique exclusivement aux aéronefs privés dûment enregistrés comme tels par l'autorité compétente de l'une des Parties contractantes.

Article 2.

Seront considérés comme aéronefs privés dans le sens de l'article premier, tous les aéronefs à l'exception :

a) Des aéronefs militaires ;
b) Des aéronefs exclusivement affectés à un service d'Etat, tels que poste, douane, police.

Article 3.

Chacune des Parties contractantes s'engage à accorder en temps de paix aux aéronefs de l'autre Etat, désignés à l'article premier, la liberté de passage inoffensif au-dessus de son territoire et de ses eaux territoriales, pourvu que soient observées les conditions énoncées dans le présent accord.

L'établissement des voies internationales de navigation aérienne est subordonné à l'assentiment de l'Etat survolé.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Bruxelles le 1er août 1922. La Convention est entrée en vigueur à cette date.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 321. — PROVISIONAL CONVENTION[2] REGULATING AIR TRAFFIC BETWEEN SWITZERLAND AND BELGIUM, SIGNED AT BRUSSELS JUNE 13, 1922.

French official text communicated by the Swiss Federal Council. The registration of this Convention took place September 13, 1922.

THE GOVERNMENT OF THE SWISS CONFEDERATION and THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF THE BELGIANS, having seen fit to conclude a convention for the purpose of regulating air navigation between Switzerland and Belgium, the undersigned, duly authorised, have drawn up the following provisions :

Article 1.

The present Agreement shall apply only to private aircraft duly registered as such by the competent authority of one of the Contracting Parties.

Article 2.

All aircraft shall be considered to be private aircraft in the sense of Article 1, except :

(a) military aircraft,
(b) aircraft allotted exclusively to a State service, such as mails, customs, police, etc.

Article 3.

Each of the Contracting Parties shall undertake to grant in time of peace free passage over its territory and its territorial waters to the aircraft of the other State, referred to in Article 1 provided that the conditions enumerated in this agreement be carried out.

The establishment of international aerial navigation routes shall be subject to the consent of the State over whose territory such routes are planned.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] The exchange of ratifications took place at Brussels, August 1, 1922. The Convention came into force on this date.

Article 4.

Le Gouvernement suisse et le Gouvernement belge auront la faculté d'interdire, pour des raisons d'ordre militaire ou de sécurité publique, le survol de certaines zones de leur territoire, sous les peines prévues par leur législation et sous réserve qu'il ne sera fait aucune distinction à cet égard entre les aéronefs privés des deux Etats. Les zones interdites devront être notifiées à l'Etat intéressé.

Article 5.

Tout aréonef s'engageant au-dessus d'une zone interdite devra immédiatement donner le signal de détresse prévu au règlement de navigation aérienne de l'Etat survolé et atterrir au plus tôt sur l'un des aérodromes de cet Etat et en dehors de la zone interdite.

Article 6.

Tout aéronef devra être pourvu d'un livre de bord et d'un permis de navigation délivrés par l'un des Etats ou par une association habilitée par eux, ainsi que de sa pièce d'immatriculation. Il devra porter des marques distinctives apparentes permettant de l'identifier en plein vol.

Article 7.

Les personnes composant l'équipage devront être munies de tous les documents exigés pour la circulation aérienne dans le pays dont l'aéronef possède la nationalité. Les Parties contractantes se communiqueront réciproquement les documents en vigueur sur le territoire de chacune d'elles.

Les personnes composant l'équipage devront, en outre, être porteurs de pièces établissant leur nationalité, leur identité, leur situation militaire et être pourvus, s'il y a lieu, de passeports.

Les passagers devront être munis de toutes les pièces d'identité et passeports exigés par les lois et règlements en vigueur.

Article 8

Aucun appareil de T. S. F. ne pourra être porté par l'aéronef sans une licence spéciale délivrée par l'Etat dont il possède la nationalité. Ces appareils ne pourront être employés que par des membres de l'équipage munis à cet effet d'une licence spéciale.

Article 9.

Les aéronefs engagés dans la navigation internationale entre les deux Etats pourront transporter des personnes et des marchandises d'un pays dans l'autre. Toutefois, le trafic intérieur dans chacun de ces pays ne pourra être effectué qu'après autorisation spéciale du pays survolé.

Ils devront être munis :

Pour les passagers : de la liste nominative de ceux-ci ;

Pour les marchandises : d'un certificat des marchandises et des provisions de bord transportées, ainsi que des déclarations détaillées établies par les expéditeurs.

Tous ces transports devront être effectués conformément aux lois et règlements en vigueur.

Le courrier-postal (lettres et colis) pourra être transporté si une entente existe à ce sujet entre les administrations postales des deux pays.

Article 4.

The Swiss and Belgian Governments shall each have the right to prohibit, for military reasons or reasons of public safety, flying over certain areas of their territory, under penalties laid down by their legislation and provided that no distinction in this respect be made between private aircraft of the two States. Prohibited zones shall be notified to the State concerned.

Article 5.

Any aircraft navigating over a prohibited zone shall immediately show the danger signal laid down by the aerial navigation regulations of the State concerned and shall land as quickly as possible, at an aerodrome of that State, outside the prohibited zone.

Article 6.

All aircraft shall be provided with a log-book, a navigating permit issued by one of the States or by an association qualified by them, and its registration certificate. They must carry visible distinguishing marks enabling them to be identified while in full flight.

Article 7.

The persons composing the crew must be in possession of all the documents required for aerial navigation in the country to which the aircraft belong. The Contracting Parties shall notify each other of the documents in use in their respective territories.

The persons composing the crew must also possess documents showing their nationality, identity and military standing ; if necessary, they must be provided with passports.

Passengers must be in possession of all documents and passports required by the laws and regulations in force.

Article 8.

No wireless telegraphic apparatus may be carried by aircraft without a special licence issued by the State to which it belongs. Such apparatus must only be worked by members of the crew specially licensed for the purpose.

Article 9.

Aircraft engaged in international navigation between the two States may carry passengers and goods from one country to the other. Internal traffic in each country, however may not be carried on without the special authorization of the country flown over.

They must be provided :

as regards passengers : with a list of their names ;

as regards goods : with a certificate of the goods and the crew's supplies carried, as well as detailed declarations made out by the consignees.

All this traffic must be carried on subject to the laws and regulations in force.

The mails (letters and parcels) may be carried if an agreement to this effect exists between the postal administrations of the two countries.

Article 10.

Au départ et à l'atterrissage d'un aéronef, les autorités des deux pays auront, dans tous les cas, le droit de visiter l'aéronef et de vérifier les documents dont il doit être muni.

Article 11.

Les aéronefs des deux Etats auront droit, pour l'atterrissage et en cas de détresse, aux mêmes mesures d'assistance que les aéronefs nationaux.

Article 12.

Tout aérodrome ouvert dans l'un des deux Etats, contre paiement de certains droits, à l'usage public des aéronefs nationaux, sera dans les mêmes conditions, ouvert aux aéronefs de l'autre Etat.

Article 13.

Tout aéronef entrant dans l'un des pays contractants devra franchir la frontière entre les points fixés par l'autorité compétente. Les Parties contractantes se communiqueront les points de passage de la frontière ainsi désignée.

Chacune des Parties contractantes désignera sur son territoire un ou plusieurs aérodromes qui seront obligatoirement utilisés par les aéronefs en partance pour l'autre pays ou en provenance de ce dernier.

Chaque Partie communiquera à l'autre la liste des aérodromes ainsi désignés par elle. Elle pourra en tous temps modifier ou compléter cette liste, à charge de communiquer sa décision à l'autre Partie quinze jours d'avance.

Article 14.

Est interdit tout atterrissage d'un aéronef avant d'avoir touché un des aérodromes douaniers désignés suivant l'article 13.

En cas d'atterrissage forcé hors de ces aérodromes, le pilote devra aviser immédiatement l'autorité du lieu d'atterrissage ainsi qu'un agent de l'Administration des Contributions directes, douanes ou accises et s'opposer, sous sa responsabilité, jusqu'à l'arrivée de ces autorités, au départ de l'équipage et des passagers, ainsi qu'à l'enlèvement de tout ou partie de l'aéronef, de ses accessoires et, en général, de tout ce qu'il transporte.

Article 15.

L'aéronef, l'équipage, les passagers, ainsi que les entreprises de navigation aérienne, sont soumis à toutes les obligations juridiques résultant de la législation en vigueur dans l'Etat où ils se trouvent, autres que celles qui ont trait à l'immatriculation, aux certificats de navigation et brevets d'aptitude, ainsi qu'aux livres de bord, ces objets restant régis par la législation du pays d'origine.

Chacune des Parties contractantes a le droit de ne pas reconnaître valables, pour la circulation, dans les limites et au-dessus de son propre territoire, les brevets d'aptitude et les licences conférés à l'un de ses ressortissants par l'autre Partie contractante.

Article 10.

On the departure and on the landing of any aircraft, the authorities of both countries shall have the right, under all circumstances, to visit the aircraft and to verify the papers with which it must be furnished.

Article 11.

For the purpose of landing and in case of danger, the aircraft of both States shall be entitled to the same measures of assistance as the national aircraft of each country.

Article 12.

All aerodromes in one of the two States, which may be open to public use by aircraft of that country on payment of certain dues, shall be open to the aircraft of the other State on the same conditions.

Article 13.

All aircraft entering one of the contracting countries shall cross the frontier between points fixed by the competent authority. The Contracting Parties shall notify each other as to the points thus fixed for crossing the frontier.

Each of the Contracting Parties shall specify one or more aerodromes in its territory, to be used compulsorily by aircraft bound for or arriving from the other country.

Each party shall inform the other of the list of aerodromes thus specified. This list may be altered or increased at any time, provided that fifteen days' notice of such decision be given to the other party.

Article 14.

Aircraft are absolutely forbidden to land before touching at one of the Customs aerodromes specified under Article 13.

In case of forced landing elsewhere than at these aerodromes, the pilot shall at once inform the authorities of the place of landing as well as an officer of the Direct Taxes, Customs or Excise Service, and shall be responsible until the arrival of these authorities for preventing the departure of passengers and crew and the removal of the aircraft or any part thereof, of its accessories, or of anything which it carries.

Article 15.

Aircraft, crews, passengers and air navigation companies shall be subject to all legal obligations arising out of the laws in force in the country in which they may be, except such obligations as relate to registration navigation licenses, pilots' certificates and log-books, which shall be regulated by the laws of the country of origin.

Each of the Contracting Parties may refuse to recognise the pilots' certificates and licences issued to any of its nationals by the other Contracting Party, as valid for navigation within and above its own territory.

Article 16.

Il est interdit de lancer d'un aéronef en vol d'autre lest que du sable fin ou de l'eau.

Article 17.

Tous déchargements et jets en cours de route autres que ceux de lest, sont interdits. Il ne sera fait exception à cette règle que dans le cas où une autorisation sera spécialement accordée à cet effet.

Quant au courrier postal, demeurent réservés les arrangements spéciaux prévus à l'article 9.

Article 18.

Les Parties contractantes se communiqueront mutuellement les lois et règlements régissant la navigation aérienne sur leur territoire.

Article 19.

Aucun aéronef militaire de l'un des deux Etats ne pourra pénétrer sur le territoire de l'autre sans une autorisation spéciale de ce dernier. Pour autant que cette autorisation n'y dérogera pas, les stipulations du présent accord seront applicables.

Article 20.

Le présent arrangement, conclu à titre provisoire, pourra être dénoncé par l'une ou par l'autre des Parties contractantes, en tout temps, moyennant avis donné trois mois d'avance.

En outre, chacune des Parties contractantes se réserve de dénoncer le présent arrangement avec effet immédiat de cette dénonciation dès qu'aura lieu l'échange des ratifications de la Convention relative à la navigation aérienne internationale[1], signée à Paris le 13 octobre 1919.

Fait à Bruxelles, en double exemplaire, le 13 juin 1922.

L'Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire du Conseil Fédéral Suisse,
(Signé) FRÉDÉRIC BARBEY.

Le Ministre des Affaires étrangères de S. M. le Roi des Belges,
(Signé) HENRI JASPAR.

Copie conforme :
Berne, le 12 septembre 1922.
Le Chancelier de la Confédération,
STEIGER.

[1] Vol. XI, page 173 de ce Recueil.

Article 16.

No ballast except fine sand or water shall be dropped from any aircraft in plight.

Article 17.

No articles other than ballast shall be discharged or dropped from aircraft in motion. No exception shall be made to this rule unless special authorisation be given.

The special arrangements laid down in Article 9 shall however apply to the air mail service.

Article 18.

The Contracting Parties shall notify each other as to the laws and regulations governing aerial navigation over their territory.

Article 19.

No military aircraft of either of the two States shall navigate above the territory of the other without special authorization from the latter. The provisions of the present agreement shall be applicable in so far as they are not cancelled by such authorization.

Article 20.

The present provisional arrangement may be denounced by either of the Contracting Parties at any time, subject to three months notice.

Furthermore, each, of the Contracting Parties reserves the right to denounce the present arrangement, such denunciation to take effect immediately upon the exchange of ratifications of the Convention relating to International air Navigation [1] signed at Paris on October 13, 1919.

Done in duplicate at Brussels, this thirteenth day of June 1922.

(Signed) FRÉDÉRIC BARBEY,
Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Swiss Federal Council.

(Signed) HENRI JASPAR.
Minister for Foreign Affairs to H. M. the King of the Belgians.

[1] Vol. XI, page 173 of this Series.

N° 322.

POLOGNE ET SUISSE

Convention commerciale, signée à Varsovie le 26 juin 1922.

POLAND AND SWITZERLAND

Commercial Convention, signed at Warsaw, June 26, 1922.

No. 322. — CONVENTION COMMERCIALE[1] ENTRE LA POLOGNE ET LA SUISSE, SIGNÉE A VARSOVIE LE 26 JUIN 1922.

Texte officiel français communiqué par le Conseil fédéral suisse. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 13 septembre 1922.

Le CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE, d'une part, le CHEF DE L'ETAT POLONAIS, d'autre part, animés d'un égal désir de favoriser et de développer les relations commerciales entre les deux pays, ont décidé de conclure une Convention commerciale, et ont nommé à cet effet pour leurs plénipotentiaires, savoir :

LE CONSEIL FÉDÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE :

M. Hans PFYFFER D'ALTISHOFEN, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse à Varsovie ;

Le CHEF DE L'ETAT POLONAIS :

M. Etienne OSSOWSKI, Ministre de l'Industrie et du Commerce ;

lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

Article 1.

Les ressortissants de l'une des Parties contractantes, établis dans le territoire de l'autre Partie ou y résidant temporairement, jouiront, en ce qui concerne l'établissement et l'exercice du commerce et de l'industrie dans les territoires de l'autre Partie contractante, des mêmes droits, privilèges, immunités, faveurs et exemptions que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Article 2.

Les ressortissants de chaque Partie contractante recevront sur le territoire de l'autre Partie contractante, par rapport à leur situation juridique, leurs biens mobiliers et immobiliers, leurs droits et intérêts, le même traitement que celui accordé aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Ils seront libres de régler leurs affaires sur le territoire de l'autre Partie contractante, soit personnellement, soit par un intermédiaire de leur propre choix et ils auront, en se conformant aux lois du pays, le droit d'ester en justice et accès libre auprès des autorités. Ils jouiront de tous

[1] Les ratifications ont été échangées à Varsovie le 5 août 1922. Suivant l'article 13 de la Convention, celle-ci est entrée en vigueur le quinzième jour après l'échange des ratifications, soit le 19 août 1922.

TRADUCTION. — TRANSLATION[1].

No. 322. — COMMERCIAL CONVENTION[2] BETWEEN POLAND AND SWITZERLAND, SIGNED AT WARSAW, JUNE 26, 1922.

French official text, communicated by the Swiss Federal Council. The registration of this Convention took place September 13, 1922.

THE FEDERAL COUNCIL OF THE SWISS CONFEDERATION, of the one part, THE HEAD OF THE POLISH STATE of the other part, being equally desirous of encouraging and developing commercial relations between the two countries, have decided to conclude a Commercial Convention, and have appointed as their plenipotentiaries for this purpose :

FOR THE FEDERAL COUNCIL OF THE SWISS CONFEDERATION :

Monsieur Hans PFYFFER D'ALTISHOFEN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Swiss Confederation at Warsaw ;

FOR THE HEAD OF THE POLISH STATE :

Monsieur Etienne OSSOWSKI, Minister for Industry and Commerce,

who, having exchanged their full powers found in due and good form, have agreed to the following articles :

Article 1.

The nationals of one of the Contracting Parties, established in the territory of the other Party, or residing there temporarily, shall enjoy, as regards establishing and carrying on trade and industry in the territory of the other Contracting Party, the same rights, privileges, immunities, facilities and exemptions as the nationals of the most favoured nation.

Article 2.

The nationals of each Contracting Party shall receive, in the territory of the other Contracting Party, as regards their legal status, real estate and other property, rights and interests, the same treatment as that accorded to the nationals of the most favoured nation.

They shall be free to transact their business in the territory of the other Contracting Party, either in person or by such intermediaries, as they themselves may select, and provided they conform to the laws of the country, they shall have the right to appear in Courts of Justice, and to have

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] The Ratifications were exchanged at Warsaw, on August 5, 1922. In accordance with Article 13, the Convention came into force on the fifteenth day after the exchange of ratifications, namely on August 19, 1922.

les droits et immunités des nationaux et comme ceux-ci ils auront la faculté de se servir, pour la sauvegarde de leurs intérêts, d'avocats ou de mandataires choisis par eux-mêmes.

Article 3.

Les sociétés civiles et commerciales qui sont valablement constituées d'après les lois d'une des Parties contractantes et qui ont leur siège social sur son territoire, verront leur existence juridique reconnue dans l'autre Partie, pourvu qu'elles ne poursuivent pas un but illicite ou contraire aux mœurs, et auront, en se conformant aux lois et règlements, libre et facile accès auprès des tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour y défendre.

Les sociétés civiles et commerciales ainsi reconnues de chacune des Parties contractantes pourront, en se soumettant aux lois de l'autre, s'établir sur le territoire de cette dernière, y fonder des filiales et succursales et y exercer leur industrie. Sont toutefois exceptées les branches du commerce et les industries qui, en raison de leur caractère d'utilité générale, seraient soumises à des restrictions spéciales applicables à tous les pays.

Ces sociétés, une fois admises conformément aux lois et prescriptions qui sont ou seront en vigueur sur le territoire du pays respectif, auront libre et facile accès auprès des tribunaux et ne seront pas soumises à des taxes, contributions et généralement à aucunes redevances fiscales autres ou plus élevées que celles imposées aux sociétés du pays.

Article 4.

Il est entendu, toutefois, que les stipulations énoncées dans les articles précédents, en tant qu'elles garantissent le traitement de la nation la plus favorisée, ne dérogent en rien aux lois, ordonnances et règlements spéciaux en matière de commerce, d'industrie, de police, de sûreté générale et d'exercice de certains métiers et professions qui sont ou seront en vigueur dans chacun des deux pays et applicables à tous les étrangers.

Article 5.

Les droits et les taxes intérieurs perçus pour le compte de l'Etat, des cantons, des communes ou des corporations, qui grèvent ou grèveront la production, la préparation des marchandises ou la consommation d'un article dans le territoire de l'une des Parties contractantes, ne pourront pas frapper les produits, marchandises ou articles de l'autre Partie, d'une manière plus forte ou plus gênante que les produits, marchandises ou articles indigènes de même espèce ou ceux de la nation la plus favorisée.

Article 6.

Les ressortissants, ainsi que les sociétés civiles et commerciales de chacune des deux Parties contractantes ne pourront, dans aucun cas, être soumis, pour l'exercice du commerce et de l'industrie dans les territoires de l'autre Partie contractante, à des droits, taxes, impôts ou charges, sous quelque dénomination que ce soit, autres ou plus élevés que ceux qui sont ou seront exigés des nationaux.

Ils seront dispensés du payement des emprunts et des dons nationaux forcés, ainsi que de toute autre contribution, de quelque nature que ce soit, qui serait imposée pour les besoins de guerre ou par suite de circonstances exceptionnelles.

Les ressortissants de chacune des Parties contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre, de tout service militaire et fonction officielle obligatoire judiciaire, administrative ou municipale. Ils ne seront astreints, en temps de paix et en temps de guerre, qu'aux prestations et réquisitions militaires imposées aux nationaux dans la même mesure et d'après les mêmes principes que ces derniers, et toujours contre une juste indemnité.

free access to the authorities. They shall enjoy all the same rights and immunities as nationals and like these latter shall be free to employ counsel or attorneys of their own selection, in order to safeguard their interests.

Article 3.

Civil and commercial companies legally constituted in accordance with the laws of that Contracting Party in the territory of which their headquarters are situated, shall be recognised by the other Party as legally existing, provided their transactions be neither illicit nor contrary to public morals. If they conform to the laws and regulations, they shall have liberty and facility of access to the Courts, either for the purpose of bringing actions or of defending them.

Civil and commercial companies thus recognised by each of the Contracting Parties may, if they agree to be bound by the laws of the other Contracting Party, establish themselves in the territory of the latter, set up branches and affiliated establishments and carry on their industry there. Exceptions shall be made of those branches of trade and industry which, being in the nature of public utility services, would be subjected to special restrictions applicable to all countries.

Once they have been admitted, in accordance with the laws and regulations which are, or may subsequently be in force in the territory of the respective countries, such companies shall enjoy liberty and facility of access to the Courts and shall not be subjectet to any taxes, rates or any kind of fiscal dues other or higher than those claimed from companies belonging to the country.

Article 4.

It is nevertheless understood that the stipulations laid down in the foregoing articles shall not, so far as they guarantee the most favoured nation treatment, affect in any way the validity of the laws, statutes and special regulations with regard to commerce, industry, the police, public security and the exercise of certain trades and professions which are, or may subsequently be, in force in each of the countries and which apply to all foreigners.

Article 5.

Duties and internal taxes collected by the State, Cantons, Communes or Corporations which are imposed, or may subsequently be imposed, on the production, preparation or consumption of any goods in the territory of one of the Contracting Parties, shall not affect the produce, goods or articles of the other Party in a higher or more vexatious degree than the native produce, goods or articles of the same kind, or those of the most favoured nation.

Article 6.

In no case shall the nationals or civil and commercial companies of each of the Contracting Parties in the exercise of their trade or industry in the territory of the other Contracting Party, be subjected to any duties, taxes, dues or charges, under whatever denomination, other or higher than those exacted from its own nationals.

They shall be exempt from payment of loans, forced national levies and any other contribution of any kind whatsoever which may be imposed for war requirements or as a result of exceptional circumstances.

The nationals of each of the Contracting Parties in the territory of the other Party shall be exempt from any military service and compulsory official duties, either judicial, administrative or municipal. They shall only be liable in time of peace and of war to such forced labour or payments and military requisitions as are imposed on the native population, to the same extent and on the same principles as the latter, and shall always receive a proper indemnity in return.

Article 7.

Tous les produits du sol ou de l'industrie, originaires et en provenance de Pologne, qui seront importés en Suisse, et tous les produits du sol ou de l'industrie, originaires et en provenance de Suisse, qui seront importés en Pologne, destinés soit à la consommation, soit à l'entreposage, soit à la réexportation, soit au transit, seront soumis, pendant la durée de la présente Convention, au traitement accordé à la nation la plus favorisée, et notamment ne pourront, en aucun cas, être soumis à des droits ni plus élevés ni autres que ceux qui frappent les produits ou les marchandises de la nation la plus favorisée.

Les exportations à destination d'une des Parties contractantes ne seront pas grevées par l'autre de droits ou taxes autres ou plus élevés qu'à l'exportation des mêmes objets dans le pays le plus favorisé à cet égard.

Chacune des Parties contractantes s'engage donc à faire immédiatement, et sans autres conditions, profiter l'autre de toute faveur, de tout privilège ou de toute réduction de droits ou de taxes qu'elle a déjà accordés ou pourrait par suite accorder, sous les rapports susmentionnés à titre permanent ou temporaire à une tierce nation.

Les Parties contractantes sont convenues que les restrictions ou prohibitions concernant l'importation et l'exportation de certaines marchandises ne seront maintenues que pendant le temps et dans la mesure rendus indispensables par les conditions économiques actuelles.

Article 8.

Les dispositions fixées par l'article 7 ne s'appliquent pas :

1. Aux privilèges accordés ou qui pourraient être accordés ultérieurement par une des Parties contractantes dans le trafic-frontière avec les pays limitrophes ;

2. Aux faveurs spéciales résultant d'une union douanière ;

3. Au régime provisoire douanier entre les parties polonaise et allemande de la Haute Silésie.

Article 9.

Sous obligation de réexportation ou de réimportation dans le délai d'un an et de la preuve d'identité, la franchise de tout droit d'entrée et de sortie est stipulée réciproquement :

1. Pour les échantillons passibles de droits de douane, y compris ceux des voyageurs de commerce ;

2. Pour les objets destinés aux expériences, aux essais, aux expositions et aux concours.

Article 10.

Les deux Parties contractantes s'engagent à s'accorder réciproquement le liberté du transit sur les voies les plus appropriées au transit international, aux personnes, bagages, marchandises et objets de toute sorte, envois postaux, navires, bateaux, voitures et wagons ou autres instruments de transport, en se garantissant sous ce rapport le traitement de la nation la plus favorisée.

Les marchandises de toute nature, traversant l'un des deux pays, seront réciproquement exemptes de tout droit de douane.

Aucune des deux Parties contractantes ne sera pourtant tenue d'assurer le transit des voyageurs dont l'entrée sur son territoire serait interdite. Le transit des marchandises pourra être prohibé :

a) Pour raison de sûreté publique ;

Article 7.

All products of the soil or of industry imported into Switzerland which originate in and come from Poland and products of the soil or of industry imported into Poland, which originate in and come from Switzerland and are intended for consumption, warehousing, re-export, or transit, shall, as long as this Convention remains in force, be subject to the treatment accorded to the most favoured nation and shall not in any case be subjected to other or higher duties than those imposed on the produce or goods of the most favoured nation.

Exports to one of the Contracting Parties shall not be subjected by the other Party to other or higher duties or taxes than the export of the same goods to the country most favoured in this respect.

Each of the Contracting Parties undertakes immediately and without any further conditions to give the other Party the benefit of any facilities, privileges or reductions of duties or taxes which it has accorded or may subsequently accord in such respects, either temporarily or permanently, to a third nation.

The Contracting Parties have agreed that the restrictions or prohibitions of import and export of certain goods shall be maintained only for such time and in such measure as the existing economic conditions render indispensable.

Article 8.

The provisions laid down in Article 7 shall not apply:

(1) to privileges granted or which may subsequently be granted, by each of the Contracting Parties in frontier traffic with neighbouring countries ;

(2) to special facilities resulting from a customs' union ;

(3) to the provisional customs régime between the Polish and German parts of Upper Silesia.

Article 9.

Subject to the goods being re-exported or re-imported within one year and to proof of identity, reciprocal exemption from all kinds of import and export duties is stipulated by both Parties in respect of :

(1) samples liable to customs duties, including those of commercial travellers

(2) articles intended for experiments, trials, exhibitions and competitions.

Article 10.

The two Contracting Parties undertake to grant to each other liberty of transit by the means most appropriate for international transit, for persons, luggage, goods and articles of all kinds, postal consignments, vessels, boats, carriages, waggons, or other means of transport, guaranteeing to each other the most favoured nation treatment in respect of such transit.

Goods of all kinds in transit through either of the two countries shall be exempt from duties of all kinds in both countries.

Neither of the Contracting Parties shall however be obliged to permit the transit of travellers; to whom its territory has previously been prohibited. Transit of goods may be prohibited :

(a) for reasons of public safety ;

b) Pour raison de santé ou comme précaution contre les maladies des animaux et des végétaux ;

c) Pour les contrefaçons et les marchandises qui, dans un des Etats contractants, font l'objet d'un monopole l'Etat.

Article 11.

Les négociants, industriels et autres producteurs de l'un des deux pays, ainsi que leurs commis voyageurs, ressortissants d'un des deux pays, qui prouvent par la présentation d'une carte de légitimation industrielle, conforme au modèle annexé, délivrée par les autorités compétentes de leur pays, qu'ils y sont autorisés à exercer leur commerce ou leur industrie et qu'ils y acquittent les taxes et impôts prévus par les lois, auront le droit, sans payer aucune taxe de patente, de faire dans l'autre pays des achats pour leur commerce ou fabrication et d'y rechercher des commandes auprès des personnes ou maisons opérant la revente de leurs articles, ou faisant usage de ces articles pour leurs besoins professionnels. Ils pourront avoir avec eux des échantillions ou modèles, mais il leur est interdit de colporter des marchandises à moins d'autorisation donnée conformément à la législation du pays où ils voyageront.

Les échantillons ou modèles importés par lesdits industriels et commis voyageurs seront de part et d'autre admis en franchise de droit d'entrée et de sortie. La réexportation des échantillons et modèles dans le délai d'un an devra être garantie soit par le dépôt (en espèces), au bureau de douane d'entrée, du montant des droits applicables, soit par une caution valable.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables aux industriels ambulants, non plus qu'au colportage et à la recherche des commandes chez des personnes n'exerçant ni industrie, ni commerce, chacune des Parties contractantes réservant à cet égard l'entière liberté de sa législation.

Article 12.

Les deux Parties contractantes se garantissent réciproquement sur leurs territoires en tout ce qui concerne les diverses formalités administratives ou autres, rendues nécessaires par l'application des dispositions contenues dans la présente Convention, le traitement de la nation la plus favorisée.

Article 13.

La présente Convention sera ratifiée et les ratifications en seront échangées à Varsovie, aussitôt que faire se pourra.

Elle entrera en vigueur le quinzième jour après l'échange des ratifications.

La Convention est conclue pour la durée d'un an. Cependant, si elle n'est pas dénoncée à l'expiration de ce délai, elle sera prolongée par voie de tacite reconduction pour une période indéterminée et sera dénonçable en tout temps.

En cas de dénonciation, elle demeurera encore en vigueur trois mois à compter du jour où l'une des Parties contractantes aura notifié à l'autre son intention d'en faire cesser les effets.

En foi de quoi les plénipotentiaires ont signé la présente Convention.

Fait en double exemplaire à Varsovie, le vingt-six juin mil neuf cent vingt-deux.

(Signé) H. PFYFFER D'ALTISHOFEN.
(Signé) STEFAN OSSOWSKI.

(b) for reasons of health or as a precaution against animal and vegetable diseases ;

(c) for infringement of patents and in the case of goods which are a State monopoly in one of the States.

Article 11.

Merchants, manufacturers and other producers of either country, as well as commercial travellers who are nationals of either country, shall upon presentation of their industrial identity card in the form annexed, delivered by the competent authorities of their country, certifying that they are authorised to carry on their trade or industry and that they pay the duties and taxes prescribed by the law of the country, be entitled without payment of any trading licence, to make purchases in the other country for the purposes of their trade or manifacture, and to solicit orders from persons or firms carrying on the re-sale of such articles or making use of such articles for their professional requirements. They shall be permitted to take patterns or samples with them, but they shall not be allowed to sell goods without an authorisation given in accordance with the legislation of the country in which they are travelling.

The samples or patterns imported by such manufacturers and commercial travellers shall be admitted by both Parties free of import and export duties. The re-exportation of these samples and patterns within a year shall be guaranteed by a cash deposit, at the Customs Office of entry, of the amount of duty to which they are liable, or by satisfactory security.

The above provisions shall not apply to travelling manufacturers or to peddlars or to the soliciting of orders in the case of persons who are not carrying on an industry or trade ; in this respect both the Contracting Parties reserve to themselves entire liberty of legislation.

Article 12.

The two Contracting Parties guarantee to each other in their respective territory the most favoured nation treatment as regards the various formalities, administrative or otherwise, rendered necessary by the application of the provisions of this Convention.

Article 13.

The present Convention shall be ratified, and the ratifications exchanged at Warsaw as soon as possible.

It shall come into force on the 15th day after ratifications have been exchanged.

The present Convention shall be concluded for the duration of one year. If however, it is not denounced at the expiration of that period, it shall ipso facto continue to remain in force for an indefinite period, with the option of denouncing it at any time.

In the event of the present Convention being denounced, it shall remain in force for a further period of three months from the date on which one of the Contracting Parties shall have notified the other of its intention of discontinuing the application of the Convention.

In witness whereof, the plenipotentiaries have signed the present Convention.

Done in duplicate at Warsaw, June the twenty-sixth, Nineteen hundred and twenty-two.

(Signed) H. PFYFFER D'ALTISHOFEN
(Signed) STEFAN OSSOWSKI.

ANNEXE
(Modèle)

CARTE DE LÉGITIMATION POUR VOYAGEURS DE COMMERCE.

Pour l'année 19..... Armoirie. N° de la carte.....

VALABLE EN SUISSE ET EN POLOGNE.

Porteur :

.....

(Nom et prénom.)

(lieu), le..... 19..... L. S.....

(autorité qui délivre la carte)

SIGNATURE .....

Il est certifié que le porteur de cette carte voyage pour $\frac{\text{la}}{\text{les}}$ maisons .....

1. ..... à .....

2. ..... à .....

3. ..... à .....

et que $\frac{\text{cette}}{\text{ces}}$ maisons acquitte ..... les taxes légales.

Signalement du porteur :

Age .....

Taille .....

Cheveux .....

Signes particuliers .....

Signature du porteur :

.....

N° 322

ANNEX
(Model)

IDENTITY CARD FOR COMMERCIAL TRAVELLERS.

For the year 19..... Coat of arms No. of card.....

VALID IN SWITZERLAND AND POLAND.

Holder :

.....

(Christian name and surname)

(place) ..... 19..... L. S. .....

(authority issuing the card)

SIGNATURE. .....

Certified that the holder of this card travels for the firm(s) .....

1. ..... at .....

2. ..... at .....

3. ..... at .....

and that $\frac{\text{this}}{\text{these}}$ firm(s) pay(s) $\frac{\text{its}}{\text{their}}$ legal taxes.

Description of the holder :

Age .....

Height .....

Hair .....

Distinctive marks .....

Signature of the holder :

.....

No. 322

PROTOCOLE DE CLOTURE.

A Varsovie, le vingt-six juin mil neuf cent vingt-deux, sont présents :

Pour LA SUISSE :

M. Hans PFYFFER D'ALTISHOFEN, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de la Confédération suisse à Varsovie ;

Pour LA POLOGNE :

M. Etienne OSSOWSKI, Ministre de l'Industrie et du Commerce.

Avant de procéder à la signature de la Convention commerciale entre la Suisse et la République polonaise, les soussignés plénipotentiaires sont convenus de ce qui suit :

1. Concernant l'article 3, second alinéa :

Il est entendu que parmi les branches du commerce et les industries qui, en raison de leur caractère d'utilité générale, seraient soumises à des restrictions spéciales, sont comprises les sociétés d'assurance et financières.

2. Les Parties contractantes s'engagent à soumettre à une commission de conciliation les litiges relatifs à l'interprétation et à l'exécution de la présente Convention qui s'élèveraient entre elles et n'auraient pu être résolus par voie diplomatique.

En cas d'échec de la procédure de conciliation, le litige sera soumis, à la demande d'une seule des parties, à la Cour permanente de Justice internationale.

La constitution et la procédure de la Commisssion de conciliation se feront, dans chaque cas particulier, conformément aux dispositions de ce règlement.

RÈGLEMENT.

§ 1.

Lorsqu'un conflit au sens du point 2 précité surgit entre elles, les Parties contractantes nomment à leur gré chacune un membre et désignent trois autres membres d'un commun accord. Ces trois membres ne doivent pas être des ressortissants des Parties contractantes ni avoir leur domicile sur le territoire ou se trouver à leur service. Les Parties désignent d'un commun accord le président parmi ces trois membres.

Ces désignations interviendront dans un délai aussi bref que possible.

Si la nomination des membres à désigner en commun n'a pas lieu dans les deux mois à compter du jour où l'une des Parties a notifié à l'autre le nom du membre qu'elle avait à élire librement, les stipulations de l'article 45, alinéas 4, 5 et 6 de la Convention [1] de La Haye, pour le règlement pacifique des conflits internationaux, seront applicables, par analogie, à la nomination des membres.

Pendant la durée effective de la procédure, les membres reçoivent une indemnité dont le montant doit être arrêté entre les Parties.

Chaque Partie supporte une part égale des frais de la Commission.

La Commission se réunit au lieu désigné par son président.

[1] De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, troisième série, tome III, page 360.

FINAL PROTOCOL

At Warsaw, June the twenty-sixth, nineteen hundred and twenty-two were present :

FOR SWITZERLAND :

M. Hans PFYFFER D'ALTISHOFEN, Envoy Extraordinary and Minister Plenipotentiary of the Swiss Confederation at Warsaw,

FOR POLAND :

M. Etienne OSSOWSKI, Minister for Industry and Commerce.

Before proceeding to the signature of the Commercial Convention between Switzerland and the Polish Republic, the undersigned plenipotentiaries have agreed as follows :

(1) Regarding Article 3, second paragraph :
Insurance and Financial Companies shall be included among those branches of trade and industry which being of public utility, would be subject to special restrictions.

(2) The Contracting Parties undertake to submit to a Conciliation, any disputes which might arise between them, regarding the interpretation and execution of the present Convention, and which they were unable to settle by means of diplomatic negotiations.

In case of failure of the conciliation procedure, the dispute shall be submitted to the Permanent Court of International Justice at the request of either of the Parties. The constitution and procedure of the Conciliation Commission shall be settled in each individual case in accordance with the provisions of these regulations.

SETTLEMENT OF DISPUTES.

Paragraph 1.

In the event of a dispute in the sense of the preceding paragraph 2 arising between the Contracting Parties, the later shall each appoint a member of their own choice and shall appoint by mutual agreement three other members who shall not be nationals of the Contracting Parties, nor be domiciled in their territory nor be employed by them. The Contracting Parties shall appoint by mutual agreement, a President selected from among these three members.

These appointments shall be made with the least possible delay.

If the appointment of the members to be nominated in common has not been made within two months from the date on which one of the Contracting Parties has notified the other of the name of the member to be appointed of its own choice, the stipulations of Article 45, paragraphs 4, 5 and 6 of the Hague Convention [1] for the pacific settlement of international disputes shall by analogy, be applicable as regards the appointment of the members.

For the actual period of duration of the proceedings the members of the Commission shall be paid an allowance, the amount of which shall be fixed by the parties concerned. The cost of the Commission shall be borne equally by the Parties. The Commission shall meet at the place named by its President.

[1] British and Foreign State Papers, vol. 100, page 298.

§ 2.

Il incombe à la Commission de conciliation de rédiger un rapport qui détermine l'état des faits et contienne des propositions en vue du règlement du litige. Le rapport doit être présenté dans les trois mois à compter du jour où la Commission a été saisie du litige, à moins que les Parties ne conviennent d'abréger ou de prolonger ce délai.

Un exemplaire du rapport doit être remis à chacune des Parties.

Le rapport n'a, en ce qui concerne l'exposé des faits, ni en ce qui concerne les considérations juridiques, le caractère d'une sentence définitive obligatoire. Cependant, chaque Partie doit déclarer dans un délai à fixer par le rapport, si, et dans quelles mesures, elle reconnaît pour exactes les constatations du rapport et accepte les propositions qu'il renferme. Ce délai ne doit pas excéder la durée de trois mois.

§ 3.

Les Parties contractantes s'engagent à faciliter, dans tous les cas et sous tous les rapports, les travaux de la Commission et, en particulier, à user de tous les moyens dont elles disposent, d'après leur législation intérieure, pour investir la Commission des mêmes compétences que leurs tribunaux suprêmes en ce qui concerne la citation, l'audition de témoins ou d'experts, ainsi que les descentes sur les lieux.

§ 4.

La Commission rend ses décisions à la majorité simple des voix.

Elle ne peut délibérer valablement que si tous les membres désignés en commun sont présents sur le siège.

(Signé) H. PFYFFER D'ALTISHOFEN.
(Signé) STEFAN OSSOWSKI.

Pour copie conforme :
Berne, le 12 septembre 1922.

Le Chancelier de la Confédération,
STEIGER.

Paragraph 2.

The Conciliation Commission shall draw up a report establishing the facts of the case and containing proposals for the settlement of the dispute. The report shall be presented within three months from the date on which the dispute was referred to the Commission, unless the Parties concerned agree to curtail or extend this period.

A copy of the report shall be sent to each of the interested Parties.

As regards the establishment of the facts and the legal considerations, the report shall not be considered as in the nature of a final compulsory award. Each Party must however state, within a time limit to be fixed by the report, whether, and to what extent, it recognises the accuracy of the statements in the report and accepts the proposals contained therein. This time-limit shall not exceed three months.

Paragraph 3.

The Contracting Parties shall undertake in every case, and in all respects, to facilitate the work of the Commission, and especially to use all means at their disposal in accordance with their national laws to invest the Commission with the same powers as their own supreme courts as regards the summoning and hearing of witnesses or experts, as well as the taking of evidence on the spot.

Paragraph 4.

The decisions of the Commission shall be taken by a simple majority of votes. Its discussions shall only be valid if all the members appointed by common agreement are present at the sitting.

(Signed) H. PFYFFER D'ALTISHOFEN.
(Signed) STEFAN OSSOWSKI.

N° 323.

DANEMARK, NORVÈGE ET SUÈDE

Modifications à la Convention du 15 décembre 1919 sur les communications postales entre les trois pays, adoptées le 18 janvier 1920.

DENMARK, NORWAY AND SWEDEN

Modifications in the Convention of December 15, 1919, regarding the postal communications between Denmark, Norway and Sweden, adopted January 18, 1920.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

No. 323. — ÆNDRINGER I OVERENSKOMSTEN OM POSTFORBINDELSEN MELLEM DANMARK, NORGE OG SVERIGE AF 15. DECEMBER 1919 VEDTAGET DEN 18 JANUAR 1920.

Texte officiel danois communiqué par le Ministre de Danemark à Berne. L'enregistrement de ces Modifications a eu lieu le 14 septembre 1922.

Danish official text communicated by the Minister for Denmark at Berne. The registration of these Amendments took place September 14, 1922.

Under 18. Januar 1920 er der mellem Poststyrelserne i Danmark, Norge og Sverige i Kraft af de dem af de respektive Regeringer meddelte Bemyndigelser truffet Aftale om følgende fra den 1. Februar d. A. gældende Aendringer i fornævnte Overenskomst.[1]

Artikel 2.

Overskriften ændres til :

Porto for Breve, Brevkort samt for visse Korsbaand ; Anbefalingsgebyr.

§ 2. Tallene « 10 » og « 20 » ændres til « 15 » og « 30 ».
§ 3. Tallet « 10 » ændres til « 15 ».

Der tilføjes en ny § 5 af følgende Ordlyd :

5. Anbefalingsbegyret udgør 30 Øre.

Artikel 3.

§ 3. 1. Stykke faar følgende Affattelse :

1. For Breve med angiven Værdi, sendes fra det ene Land til et af de andre Lande, erlægges foruden Brevporto og Anbefalingsgebyr efter Artikel 2, 1 og 5 et Forsikringsgebyr af 8 Øre for hvert Beløb af 250 Kr. eller Del deraf.

Artikel 4.

Portobeløbene ændres til resp. 30, 40, 50, 65, 90, 115 og 140 Øre.

[1] Ces amendements sont entrés en vigueur le 1er février 1920.

[1] These amendments came into force on January 1, 1920.

Artikel 5.

Tallet 10 ændres til 15.

Artikel 6.

§ 1 faar følgende Affattelse :

Tidender og Tidsskrifter, som udgives i det ene Land, skal leveres Abonnenter i de to andre Lande for den samme Betaling, som erlægges af Postabonnenter i Udgivelseslandet under fornøden Hensyntagen til mulig Kursforskel, dog maa Portoen i intet Tilfælde udgøre mindre end 20 Øre pr. Abonnementstermin.

Portoen deles lige mellem Udvgivelseslandet og Bestemmelseslandet.

Artikel 7.

§ 4 faar følgende Affattelse :

For Pakker med angiven Værdi erlægges endvidere et Ekspeditionsgebyr af 30 Øre samt et Forsikringsgebyr som for Breve med angiven Værdi. Ekspeditionsgebyret tilfalder undelt Afgangslandet.

§ 5 a. ændres til

5. a. Porto- og Forsikringsgebyr deles ved stykkevis Befordring saaledes :

1	I Udveksling mellem :										
	Danmark og Sverige 2		Norge og Sverige 3		Danmark og Norge						
					i Enkelttransit over Sverige 4			direkte med dansk Skib 5		direkte med norsk Skib 6	
					a.	b.	c.				
	Danmark Øre	Sverige Øre	Norge Øre	Sverige Øre	Danmark Øre	Sverige Øre	Norge Øre	Danmark Øre	Norge Øre	Danmark Øre	Norge Øre
1. Vægtporto : For Pakker af Vægt indtil 1 kg.....	24	66	45	45	24	21	45	48	32	21	59
over 1 indtil 3 kg.	35	95	65	65	35	30	65	68	52	45	75
— 3 — 5 —	43	127	85	85	4	42	85	87	73	58	102
— 5 kg for hvert kg (eller Del deraf) mere	24	56	40	40	24	16	40	over 5 kg for : de første 6 kg 135	105	67	173
								med Tillæg af henholdsvis 43	37	16	64
2. For voluminøse Pakker med Tillæg af.....	50 %	50 %	50 %	50 %	50 %	50 %	50 %	for hvert kg (eller Del deraf) mere 50 %	50 %	50 %	50 %
	med Beløbenes Afrunding til hele Tal efter Overenskomst mellem Poststyrelserne.										
3. Den særlige Porto for Ilpakker...	43	127	85	85	43	57	70	85	85	85	85
4. Forsikringsgebyr pr. 250 Kr.....	4	4	4	4	2 2/3	2 2/3	2 2/3	5 1/3	2 2/3	2 2/3	5 1/3

Artikel 8.

Portobeløbene ændres til resp. 35, 45, 55, 75, 100, 125 og 150 Øre.

In fidem
HOLLNAGEL JENSEN.

Certifie la signature de M. Hollnagel Jensen,
Secrétaire général de l'Administration postale
de Danemark.

Copenhague, le 29 août 1922.

Georg COHN,
Chef du Service danois de la
Société des Nations.

AENDRINGER I OVERENSKOMSTEN[1] OM POSTFORBINDELSEN MELLEM DANMARK, NORGE OG SVERIGE AF 15. DECEMBER 1919.

I Kraft af de dem af de respektive Regeringer meddelte Bemyndigelser er der mellem Poststyrelserne i Danmark, Norge og Sverige truffet Aftale om følgende Aendringer i fornævnte Overenskomst, hvilke Aendringer er gældende fra 1 ste Juli 1920.

Artikel 2.

§ 1, ændres til :

Portoen for Breve, som sendes fra det ene Land til et af de andre Lande, udgør :

hvis Brevets Vægt ikke overstiger 20 Gram	20 Øre
hvis Brevets Vægt overstiger 20 Gram, men ikke 125 g.	40 Øre
hvis Brevets Vægt overstiger 125 Gram, men ikke 250 g.	60 Øre
hvis Brevets Vægt overstiger 250 Gram, men ikke 500 g.	80 Øre

In fidem
HOLLNAGEL JENSEN.

Certifie la signature de M. Hollnagel Jensen
Secrétaire général de l'Administration postale
de Danemark.

Copenhague, le 29 août 1922.

Georg COHN,
Chef du Service danois de la
Société des Nations.

[1] Cet amendement est entré en vigueur le 1er juillet 1920.

[1] This amendment came into force on July 1, 1920.

AENDRINGER I OVERENSKOMSTEN [1] OM POSTFORBINDELSEN MELLEM DANMARK, NORGE OG SVERIGE AF 15. DECEMBER 1919.

I Kraft af de dem af de respektive Regeringer meddelte Bemyndingelser er der mellem Poststyrelserne i Danmark, Norge og Sverige truffet Aftale om følgende Aendringer i fornævnte Overenskomst, hvilke Aendringer er gældende fra indeværende Aars Begyndelse.

Artikel 9.

2 ændres til :

2. For Breve og Brevkort, der udgaar fra et af de kontraherende Lande, og som er bestemt til et andet af disse Lande og sendes i Transit gennem det tredie Land eller med en af Landenes Søpostlinier, betales Transitgodtgørelsen lig Halvdeles af den internationale.

For Brevpostforsendelser, som udveksles mellem Posthuse i et af Landene, men befordres over et eller begge de to andre Lande *eller med disses Søpostlinier*, beregnes ikke nogen Transitgodtgørelse, hverken af Porto eller Forsikringsgebyr.

Ej heller beregnes nogen Søtransitgodtgørelse for Brevpost, der med Skibene i de danske eller norske Islandsruter sendes mellem Færøerne paa den ene Side og det øvrige Danmark eller Norge paa den anden Side eller til Island fra Danmark og Norge.

Befordres Breve med angiven Værdi :

1. mellem Danmark og Norge eller,

2. fra Danmark til Island i lukket Transit over Sverige eller over Norge og Sverige, beregnes det svenske, henholdsvis det norske Forsikringsgebyr, som udgør 2 2/3 Øre pr. 250 Kr. eller Del deraf., efter Summen af Værdiangivelserne paa de til een Postafslutning hørende Værdibreve. Angaaende Forsikringsgebyret for Breve med angiven, Værdi, som befordres mellem Danmark og Norge i Enkelttransit over Sverige, henvises til Artikel 3, 1.

In fidem

HOLLNAGEL JENSEN.

Certifie la signature de M. Hollnagel Jensen,
Secrétaire général de l'Administration postale
de Danemark.

Copenhague, le 29 août 1922.

Georg COHN,
Chef du Service danois de la Société des Nations.

AENDRINGER I OVERENSKOMSTEN [2] OM POSTFORBINDELSEN MELLEM DANMARK, NORGE OG SVERIGE AF 15 DECEMBER 1919.

1 December 1921 er der mellem Poststyrelserne i Danmark, Norge og Sverige i Kraft af de dem af de respektive Regeringer meddelte Bemyndigelser truffet Aftale om følgende fra den 1. Januar 1922 gældende Aendringer i fornævnte Overenskomst :

[1] Cet amendement est entré en vigueur à partir du 1er janvier 1921.

[2] Ces amendements sont entrés en vigueur le 1er janvier 1922.

[1] This amendment came into force on January 1, 1921.

[2] These amendments came into force on January 1, 1922.

Artikel 2.

§ 1 tredie Stykke affattes saaledes :

Breve, hvis Vægt overstiger 500 Gram, men ikke 2 kg (den internationale Maksimumsvægt) takseres i deres Helhed overensstemmende med Reglerne i Verdenspostkonventionen.

Postsagsforsendelser, som udveksles i den mellemrigske Postforbindelse, er ikke undergivet nogen Begrænsning i Henseende til Vægt.

§ 4 udgaar.
§ 5 ændres til « § 4 ».

Artikel 3.

§ 1. I første Stk. 2. Linie ændres « 5 » til « 4 », og efter Ordet « deraf » tilføjes Ordene : « hvilket Gebyr udelt tilfalder det Land, der har opkrævet det ».
Andet Stykke udgaar.

Artikel 4.

Faar følgende ændrede Affattelse :

I Udvekslingen mellem to af Landene er det højeste Beløb, som kan sendes ved en Postanvisning 1000 Kr. i det af disse Landes Mønt, som er højst noteret.

Portoen beregnes af det i Afsendelseslandet indbetalte Beløb og udgør :

For Beløb af højst 5 Kr.	30 Øre
For Beløb over 5, men ikke over 50 Kr.	40 Øre
For Beløb over 50, men ikke over 100 Kr.	50 Øre
For Beløb over 100, men ikke over 250 Kr.	65 Øre
For Beløb over 250, men ikke over 500 Kr.	90 Øre
For Beløb over 500, men ikke over 750 Kr.	115 Øre
For Beløb over 750, men ikke over 1000 Kr.	140 Øre
For Beløb over 1000	140 Øre

For de første 1000 Kr. med Tillæg af 25 Øre for hvert overskydende Beløb af 250 Kroner eller Del af 250 Kroner.

Postanvisningsportoen deles lige mellem Afsendelses- og Bestemmelseslandet paa den Maade, som Poststyrelserne nærmere aftaler.

Artikel 5.

Faar følgende ændrede Affattelse :

Det højeste Postopkrævningsbeløb, hvormed en anbefalet Brevforsendelse eller et Brev med angiven Værdi kan belastes i den mellemrigske Forbindelse, er lig med det højeste Beløb for Postanvisninger, som udveksles mellem Forsendelsens Afsendelses- og Bestemmelsesland.

Andet Stykke udgaar.

Artikel 6.

§ 1. 1. Stk. Efter Ordet « Udgivelseslandet » indsættes : « med Tillæg i forekommende Tilfælde af svensk Transitafgift og ».

Artikel 7.

§ 5. a. Ordene Porto- og Forsikringsgebyr erstattes med Ordet « Portoen ».
I Tabellen udgaar Punkt 4 « Forsikringsgebyr etc. »

Artikel 8.

Faar følgende ændrede Affattelse :

Det højeste Postopkrævningsbeløb, hvormed en Pakke kan belastes i den mellemrigske Forbindelse, er lig med det højeste Beløb for Postanvisninger, som udveksles mellem Pakkens Afsendelses- og Bestemmelsesland.

Postopkrævningsgebyret udgør :

For Beløb af højst 5 Kr.	35 Øre
For Beløb over 5, men ikke over 50 Kr.	45 Øre
For Beløb over 50, men ikke over 100 Kr.	55 Øre
For Beløb over 100, men ikke over 250 Kr.	75 Øre
For Beløb over 250, men ikke over 500 Kr.	100 Øre
For Beløb over 500, men ikke over 750 Kr.	125 Øre
For Beløb over 750, men ikke over 1000 Kr.	150 Øre
For Beløb over 1000,	150 Øre

For de første 1000 Kr. med Tillæg af 25 Øre for hvert overskydende Beløb af 250 Kroner elle, Del af 250 Kroner. Gebyret deles lige mellem Afgangs- og Bestemmelseslandet paa den Maader som Poststyrelserne nærmere aftaler.

Artikel 9.

§ 2. I Slutningen af andet Stykke udgaar Ordene :
« hverken af Porto eller Forsikringsgebyr ».
I fjerde Stykke udgaar Ordene « 1) mellem Danmark og Norge eller 2) », samt sidste Punktum « Angaaende ..... Artikel 3, 1. »

Artikel 10.

§ 1. Andet Stykke udgaar.

§ 4. Paragrafen gives følgende Affattelse :

« For Pakker, som over Norge udveksles mellem Færøerne og det øvrige Danmark eller direkte mellem Færøerne og Norge, erlægges ingen Søbefordringsgodtgørelse for Befordringen med Skibe i de norske Islandsruter eller med danske Skibe mellem Norge og Færøerne (Island). »

In fidem
HOLLNAGEL JENSEN.

Certifie la signature de M. Hollnagel Jensen,
Secrétaire général de l'Administration postale
de Danemark.

Copenhague, le 29 août 1922.

Georg COHN,
Chef du Service danois de la Société des Nations.

[1] TRADUCTION.

No. 323. — MODIFICATIONS A LA CONVENTION DU 15 DÉCEMBRE 1919, SUR LES COMMUNICATIONS POSTALES ENTRE LE DANEMARK, LA NORVÈGE ET LA SUÈDE, ADOPTÉES LE 18 JANVIER 1920.

Le 18 janvier 1920, en vertu des pouvoirs qui leur ont été conférés par leurs Gouvernements respectifs, les autorités postales du Danemark, de la Norvège et de la Suède ont conclu un accord relativement aux modifications ci-après apportées à la Convention mentionnée plus haut ; ces modifications prendront effet à partir du 1er février 1920.

Article 2.

Le titre est modifié comme suit :

Frais de port pour les lettres, les cartes postales et certains paquets sous enveloppes postales ; frais d'envoi recommandé.

§ 2. Remplacer 10 et 20 par 15 et 30.

§ 3. Remplacer 10 par 15.

Ajouter un nouveau § 5 rédigé comme suit :

5. Les frais d'envois recommandés seront de 30 Øre.

Article 3.

§ 3. Le premier alinéa est rédigé comme suit :

1. Pour les lettres expédiées « valeur déclarée » d'un pays à l'un des deux autres pays, il sera perçu en plus des frais de port et d'envoi recommandé, un droit d'assurance de 8 Øre par 250 couronnes ou fraction de ce montant, conformément à l'article 2 (§ 1 et 5).

Article 4.

Les frais de port seront désormais respectivement de 30, 40, 50, 65, 90, 115 et 140 Øre.

Article 5.

Remplacer 10 par 15.

Article 6.

Le premier paragraphe est rédigé comme suit :

Les journaux quotidiens et périodiques, publiés dans un des trois pays, seront remis aux abonnés des deux autres pays au prix payé pour un abonnement postal dans le pays

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

No. 323. — MODIFICATIONS IN THE CONVENTION OF DECEMBER 15, 1919, REGARDING THE POSTAL COMMUNICATIONS BETWEEN DENMARK, NORWAY AND SWEDEN, ADOPTED ON JANUARY 18, 1920.

On January 18, 1920, the Postal Authorities of DENMARK, NORWAY and SWEDEN, acting in virtue of powers conferred on them by their respective governments, concluded an agreement regarding modifications in the above-mentioned Convention, such modifications to have effect as from February 1, 1920.

Article 2.

The heading of this article shall be altered as follows :

"Postal rates for letters, letter cards and certain packets under crossed bands : as for registered letters."

Paragraph 2. The figures " 10 " and " 20 " shall read : " 15 " and " 30 ".
Paragraph 3. The figure " 10 " shall read " 15 ".
A new paragraph 5 shall be added, worded as follows :

5. The charge for registering shall be 30 Øre.

Article 3.

Paragraph 3. The first paragraph shall be worded as follows :

1) In respect of letters of declared value which are sent from one country to either of the other countries there shall be charged, in addition to the postage and the registration fee under Article 2, (1) and (5), an insurance fee of 8 Øre for every 250 kr. or portion of 250 kr.

Article 4.

The postal rates shall be altered to read : 30, 40, 50, 65, 90, 115 and 140 Øre respectively.

Article 5.

For " 10 " read "15".

Article 6.

Paragraph 1 shall read as follows :

Newspapers and periodicals published in one of the contracting countries shall be delivered to subscribers in the other two countries for the same charge as is made in the

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

de publication, en tenant compte des fluctuations du change ; mais les frais de port ne seront, en aucun cas, inférieurs à 20 Øre par abonnement.

Le produit des frais de port sera réparti également entre le pays de publication et le pays de destination.

Article 7.

Le § 4 est rédigé comme suit :

Pour les paquets expédiés « valeur déclarée », il sera perçu une taxe postale de 30 Øre, ainsi qu'un droit d'assurance, comme pour les lettres envoyées valeur déclarée. Le produit total des frais de port reviendra au pays expéditeur.

Le § 5*a* est rédigé comme suit :

Le produit des taxes et des frais d'assurance perçus lorsqu'il s'agit d'un seul colis seront distribués d'après le tableau suivant :

	Echange entre :										
	Danemark et Suède		Norvège et Suède		Danemark et Norvège						
					En transit simple par la Suède			direct par bateau danois		direct par bateau norvégien	
1	2		3		4			5		6	
	Danemark	Suède	Norvège	Suède	a. Danemark	b. Suède	c. Norvège	Danemark	Norvège	Danemark	Norvège
	Øre	Øre	Øre	Øre	Øre	Øre	Øre	Øre	Øre	Øre	Øre
1. Frais de port : Colis d'un poids n'excédant pas 1 kg.	24	66	45	45	24	21	45	48	32	21	59
Au-dessus de 1 kg. jusqu'à 3 kg. ...	35	95	65	65	35	30	65	68	52	45	75
Au-dessus de 3 kg. jusq. 5 kg.	43	127	85	85	43	42	85	87	73	58	102
Au-dessus de 5 kg. pour chaque kg. (ou partie de kg.) de plus	24	56	40	40	24	16	40	au-dessus de 5 kg. pour les 6 premiers kg. 135	105	67	173
								avec supplément respectif pour les trois pays 43	37	16	64
								pour chaque kg. (ou partie de kg.) de plus			
2. Pour des colis volumineux avec un surplus de	50 %	50 %	50 %	50 %	50 %	50 %	50 %	50 %	50 %	50 %	50 %
	En chiffres ronds conformément à la Convention entre les Directions de Poste.										
3. Frais de port spéciaux p. des colis envoyés pr express	43	127	85	85	43	57	70	85	85	85	85
4. Frais d'assurance pour 250 kr.	4	4	4	4	2 2/3	2 2/3	2 2/3	5 1/3	2 2/3	2 2/3	5 1/3

Article 8.

Les frais de port seront désormais de 35, 45, 55, 75, 100, 125 et 150 Øre respectivement.

case of postal subscribers in the country of publication, due regard being paid to any difference in the rate of exchange, provided however that the postage paid for the period of subscription shall in no case be less than 20 Øre.

The revenue from this postage shall be divided equally between the country of publication and the subscriber's country.

Article 7.

Paragraph 4 shall read as follows :

In respect of packets of declared value there shall be levied a further postal charge of 30 Øre. The whole of this charge shall be assigned to the dispatching country.

Paragraph 5*a* shall read :

In the case of single packages the revenue from postage and from insurance fees shall be divided as follows :

	Correspondence between :										
	Denmark and Sweden		Norway and Sweden		Denmark and Norway						
					in single transit via Sweden			direct by Danish vessels		direct by Norwegian vessels	
1	2		3		4			5		6	
					a.	b.	c.				
	Denmark Øre	Sweden Øre	Norway Øre	Sweden Øre	Denmark Øre	Sweden Øre	Norway Øre	Denmark Øre	Norway Øre	Denmark Øre	Norway Øre
1. Postage: For packets up to 1 kg.	24	66	45	45	24	21	45	48	32	21	59
Exceeding 1 kg. and up to 3 kg....	35	95	65	65	35	30	65	68	52	45	75
Exceeding 3 kg. and up to 5 kg....	43	127	85	85	43	42	85	87	73	58	102
Exceeding 5 for every additional kg. (or portion of a kg.).....	24	56	40	40	24	16	40	Over 5 kg. for the first 6 kg. 135	105	67	173
								with supplementary charges of: 43	37	16	64
								for every additional kg. (or part of a kg.)			
2. For bulky packages a supplementary charge of...	50 %	50 %	50 %	50 %	50 %	50 %	50 %	50 %	50 %	50 %	50 %
	the amount may be brought up to a round sum by agreement between the Postal Administrations.										
3. Special rates for urgent packages	43	127	85	85	43	57	70	85	85	85	85
4. Insurance rates per 250 kr.....	4	4	4	4	2 2/3	2 2/3	2 2/3	5 1/3	2 2/3	2 2/3	5 1/3

Article 8.

The postal rates shall be altered to read 35, 45, 55, 75, 100, 125 and, 150 Øre respectively.

MODIFICATIONS A LA CONVENTION DU 15 DÉCEMBRE 1919 RELATIVE AUX COMMUNICATIONS POSTALES ENTRE LE DANEMARK, LA NORVÈGE ET LA SUÈDE.

En vertu des pouvoirs qui leur ont été conférés par leurs gouvernements respectifs, les autorités postales du Danemark, de la Norvège et de la Suède ont conclu un accord portant sur les modifications suivantes apportées à la Convention ci-dessus mentionnée. Ces modifications prendront effet à partir du 1er juillet 1920.

Article 2.

Le premier paragraphe est modifié comme suit :

Les frais de port pour les lettres envoyées d'un des trois pays à l'un quelconque des deux autres pays seront les suivants :

Lettres dont le poids ne dépasse pas 20 gr.	20 Øre
Lettres dont le poids est supérieur à 20 gr. et inférieur à 125 gr.	40 Øre
Lettres dont le poids est supérieur à 125 gr. et inférieur à 250 gr.	60 Øre
Lettres dont le poids est supérieur à 250 gr. et inférieur à 500 gr.	80 Øre

MODIFICATIONS A LA CONVENTION DU 15 DÉCEMBRE 1919 RELATIVE AUX COMMUNICATIONS POSTALES ENTRE LE DANEMARK, LA NORVÈGE ET LA SUÈDE.

En vertu des pouvoirs qui leur ont été conférés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, les autorités postales danoises, norvégiennes et suédoises ont conclu un accord comportant les modifications suivantes à la Convention ci-dessus mentionnée ; ces modifications entreront en vigueur à dater du début de l'année courante.

Article 9.

Le § 2 sera modifié comme suit :

2. En ce qui concerne les lettres ou les cartes postales expédiées du territoire de l'une des Parties contractantes à destination du territoire d'une autre des Parties contractantes et transitant à travers le territoire du troisième pays, ou par l'intermédiaire d'une ligne de paquebot de ce pays, la bonification de transit sera égale à la moitié de la bonification prévue par le règlement international.

En ce qui concerne les envois postaux en provenance et à destination des bureaux de postes de l'un de ces pays, mais transitant à travers l'un des deux autres pays ou à travers les deux autres pays, ou par l'intermédiaire d'une ligne de paquebots postaux de ces pays, aucune bonification de transit ne sera accordée ni pour l'affranchissement, ni pour les droits d'assurance.

En outre, aucune bonification de transit maritime ne sera accordée sur les lettres transportées par les navires danois ou norvégiens faisant le service de l'Islande, et circulant entre les îles Féroé, d'une part, et le reste du Danemark ou de la Norvège, de l'autre, ou du Danemark ou de Norvège en Islande.

Les lettres avec valeur déclarée circulant :

1. entre le Danemark et la Norvège, ou,

2. du Danemark en Islande,

en sacs fermés et transitant par la Suède ou par la Norvège et la Suède, paieront les droits d'assurance suédois, ou, respectivement, les droits d'assurance norvégiens qui sont de $2\,^2/_3$ Øre par 250 couronnes, ou fraction de cette somme,

MODIFICATIONS IN THE CONVENTION OF DECEMBER 15, 1919, REGARDING POTSAL COMMUNICATIONS BETWEEN DENMARK, NORWAY AND SWEDEN.

The Postal Administrations of Denmark, Norway and Sweden, acting in virtue of the powers conferred on them by their respective governments, have agreed upon the following modifications in the above-mentioned Convention, such modifications to have effect as from July 1, 1920.

Article 2.

The 1st paragraph shall read as follows :

The postage for letters sent from one country to either of the other countries shall be :

for letters	not exceeding	20 gr.	in weight					20 Øre
»	»	weighing more than	20 g.	but	not exceeding	125 g.		40 Øre
»	»	»	125 g.	»	»	250 g.		60 Øre
»	»	»	250 g.	»	»	500 g.		80 Øre

MODIFICATIONS IN THE CONVENTION OF DECEMBER 15, 1919, REGARDING POSTAL COMMUNICATIONS BETWEEN DENMARK, NORWAY AND SWEDEN.

The Postal Administrations of Denmark, Norway and Sweden, acting in virtue of the powers conferred on them by their respective governments, have agreed upon the following modifications to the above Convention, such modifications to have effect as from the commencement of the present year.

Article 9.

Paragraph (2) shall read :

(2) In respect of letters and letter-cards despatched from one of the contracting countries and addressed to another of the said countries and passing in transit through the third of the said countries, or carried in one of the latter's mail steamers, a charge for transit shall be made equal to half the amount chargeable under the international regulations.

As regards postal packets despatched from one post office to another in one of the contracting countries, but transmitted through one or both of the two other countries, or by their mail steamers, no transit charges shall be levied either for carriage or insurance.

Further no charges shall be levied for transit by sea in the case of packets sent by letterpost in vessels of the Danish or Norwegian Iceland lines between the Faroe Islands on the one hand and the remaining territory of Denmark or Norway on the other hand; or in respect of such packets sent to Iceland from Denmark or Norway.

In the case of letters of declared value which are sent :

(1) Between Denmark and Norway, or

(2) From Denmark to Iceland,

under seal in transit via Sweden or via Sweden and Norway, the Swedish or Norwegian insurance rates shall be charged ; these amout to 2 $^{2}/_{3}$ Øre per 250 kr. or portion thereof, reckoned according to the amounts fixed by

d'après les montants déclarés par les autorités postales du pays d'origine. Les droits d'assurance pour les lettres avec valeur déclarée, expédiées entre le Danemark et la Norvège, en transit simple, à travers la Suède, sont fixées à l'article 3, § 1.

MODIFICATIONS A LA CONVENTION DU 15 DÉCEMBRE 1919, RELATIVE AUX COMMUNICATIONS POSTALES ENTRE LE DANEMARK, LA NORVÈGE ET LA SUÈDE.

En décembre 1921 a été conclu entre les autorités postales danoises, norvégiennes et suédoises, en vertu des pouvoirs qui leur ont été conférés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, un accord comportant les modifications suivantes à la Convention mentionnée ci-dessus ; ces modifications entreront en vigueur à dater du 1er janvier 1922.

Article 2.

§ 1. Le troisième alinéa est modifié comme suit :

Le tarif des lettres d'un poids supérieur à 500 grammes et inférieur à 2 kgs., poids maximum international, sera le tarif prévu par la Convention postale universelle.

Les colis postaux expédiés du territoire de l'une des Parties contractantes à destination du territoire de l'une des autres Parties contractantes ne seront soumis à aucune limite de poids.

Le § 4 est supprimé.

Le § 5 devient § 4.

Article 3.

§ 1. Au premier alinéa (2e ligne) « 5 » est remplacé par « 4 » et après les mots « de cette somme » on ajoutera les mots « les taxes seront acquises entièrement au pays qui les a perçues. »

Le second § est supprimé.

Article 4.

Le texte de cet article sera modifié comme suit :

« En ce qui concerne les communications entre deux de ces pays, la somme maximum susceptible d'être envoyée par mandat-poste sera de 1000 couronnes dans la monnaie du pays dans lequel cette somme représente la plus forte valeur.

La taxe de transmission sera calculée sur la valeur de la somme payée dans le pays de l'expéditeur, au taux suivant :

Jusqu'à 5 couronnes	30 Øre
de plus de 5 couronnes jusqu'à 50 couronnes	40 Øre
de plus de 50 couronnes jusqu'à 100 couronnes	50 Øre
de plus de 100 couronnes jusqu'à 250 couronnes	65 Øre
de plus de 250 couronnes jusqu'à 500 couronnes	90 Øre
de plus de 500 couronnes jusqu'à 750 couronnes	115 Øre
de plus de 750 couronnes jusqu'à 1000 couronnes	140 Øre
de plus de 1000 couronnes	140 Øre

Pour les 1000 premières couronnes, avec une taxe supplémentaire de 25 Øre par 250 couronnes ou fraction de cette somme en plus.

Le montant des taxes perçues pour la transmission de mandats-poste sera partagé par parties égales entre le pays expéditeur et le pays destinataire, conformément aux dispositions de détail fixées dans les règlements postaux.

the Postal Authorities of the despatching country for letters of declared value belonging to a single category of postage.
As regards insurance fees for letters of declared value sent between Denmark and Norway in single transit via Sweden, see Article 3, 1.

MODIFICATIONS IN THE CONVENTION OF DECEMBER 15, 1919, REGARDING POSTAL COMMUNICATIONS BETWEEN DENMARK, NORWAY AND SWEDEN.

In December, 1921, the Postal Administrations of Denmark, Norway and Sweden, acting in virtue of powers conferred on them by their respective governments, agreed on the following modifications in the above Convention, such modifications to have effect as from January 1, 1922.

Article 2.

1, 3rd paragraph shall read :

The charge upon letters exceeding 500 g. but not exceeding 2 kg. (the maximum weight allowed under the international regulations), in respect of their whole weight, shall be the amount laid down by the regulations of the Universal Postal Convention.

No limits as regards weight shall be fixed for postal packets sent from one of the contracting countries to another.

Paragraph 4 shall be deleted.
Paragraph 5 shall be re-numbered " paragraph 4 ".

Article 3.

(1) In the second line of the first paragraph, for " 5 " read " 4 "; and after the word " deraf " add : " which charge shall be assigned to the country which has claimed it ".
The second paragraph shall be deleted.

Article 4.

The text of this article shall read :

In postal communications between any two of the countries, the largest amount which can be transmitted by any one money-order shall be 1000 kr., reckoned in the currency of the country which has the higher rate of exchange.

The charge for postage shall vary as follows, according to the amount paid in in the despatching country :

For amounts	up to	5 kr.									30	Øre
»	»	exceeding	5	kr.	but	not	exceeding	50	kr.		40	»
»	»	»	50	»	»	»	»	100	»		50	»
»	»	»	100	»	»	»	»	250	»		65	»
»	»	»	250	»	»	»	»	500	»		90	»
»	»	»	500	»	»	»	»	750	»		115	»
»	»	»	750	»	»	»	»	1000	»		140	»
»	»	»	1000	»							140	»

for the first 1000 kr., with an additional charge of 25 Øre for every additional 250 kr. or portion thereof.

The postage charged on money orders shall be divided equally between the despatching and receiving countries in accordance with regulations to be agreed on by the Postal Administrations.

Article 5.

Le texte de cet article est modifié comme suit :

Le maximum à percevoir pour les lettres recommandées ou les lettres avec valeur déclarée dans les pays contractants est égal au maximum à percevoir pour les mandats-poste expédiés entre le pays expéditeur et le pays destinataire.

Les autres §§ sont supprimés.

Article 6.

§ 1. Alinéa 1. Après les mots « pays expéditeur » on ajoutera les mots « en y ajoutant les cas ci-dessus mentionnés de taxes de transit suédoises ».

Article 7.

§ 5 *(a)* Les mots « frais de port » remplacent les mots « frais de port et d'assurance ».
Dans le tableau I, à l'article 4, les mots « frais d'assurance » sont supprimés.

Article 8.

Le texte est modifié comme suit :

Le montant maximum perçu, dans le cas de colis, dans les Etats contractants, est équivalent au tarif maximum perçu pour les mandats-poste expédiés entre les pays qui envoient ou reçoivent les colis.

Les taxes perçues lors de la distribution sont établies d'après le barème suivant :

Jusqu'à 5 couronnes	35 Øre
de 5 à 50 couronnes	45 Øre
de 50 à 100 couronnes	55 Øre
de 100 à 250 couronnes	75 Øre
de 250 à 500 couronnes	100 Øre
de 500 à 750 couronnes	125 Øre
de 750 à 1000 couronnes	150 Øre
Au-dessus de 1000 couronnes	150 Øre

Pour les 1000 premières couronnes, avec un supplément de 25 Øre par 250 couronnes supplémentaires ou fraction de 250 couronnes. Le montant de ces taxes sera divisé entre le pays expéditeur et le pays destinataire, selon les modalités exposées en détail dans le règlement postal.

Article 9.

§ 2. A la fin du second §, les mots suivants sont supprimés :

« ni de frais de port ou d'assurance »

au 4e §, les mots suivants sont supprimés :

«1) entre le Danemark et la Norvège, ou 2) »

ainsi que les mots suivants : « concernant ..... l'article 3. I. »

Article 10.

§ 1. Le second alinéa est supprimé.

Le § 4 est rédigé comme suit :

Pour les colis transitant par la Norvège entre les îles Féroé et le reste du Danemark ou expédiés directement entre les îles Féroé et la Norvège, aucun frais de transport de marchandises par mer ne sera perçu sur les navires norvégiens faisant le service de l'Islande ou sur les navires danois entre la Norvège et les îles Féroé (Islande).

Article 5.

This article shall read as follows :

The maximum postage chargeable on a registered postal packet or on a letter of declared value in correspondence between the countries shall be the same as the maximum postage chargeable on money orders transmitted between the despatching and receiving countries.

The remaining paragraphs shall be deleted.

Article 6.

(1) In the first paragraph after the words " publishing country " insert : " with the addition, in the cases referred to, of the Swedish transit charge and... "

Article 7.

(5*a*) For the words " postage and insurance fees " read : " postage ".
In the table I, delete heading 4 : " Insurance fees, &c. "

Article 8.

This article shall read as follows :

The maximum postage chargeable on a parcel in correspondence between the countries shall be the same as the maximum postage chargeable on money orders transmitted between the despatching and receiving countries.

The charges for postage shall be :

Up to 5 kr.									35	Øre
Exceeding	5	kr.	but	not	exceeding	50	kr.	. . . .	45	»
»	50	»	»	»	»	100	»	. . . .	55	»
»	100	»	»	»	»	250	»	. . . .	75	»
»	250	»	»	»	»	500	»	. . . .	100	»
»	500	»	»	»	»	750	»	. . . .	125	»
»	750	»	»	»	»	1000	»	. . . .	150	»
»	1000	»	. . . . .						150	»

For the first 1000 kr. with an additional charge of 25 Øre for every additional 250 kr. or part thereof. The amount charged shall be divided equally between the despatching and receiving countries in accordance with regulations to be agreed on between the postal administrations.

Article 9.

(2) At the end of the second paragraph delete the words : " neither of the postage or insurance fees ".

In the fourth paragraph delete the words " (1) between Denmark and Norway or. (2) ",
and also the last heading " regarding..... Article 3, 1. "

Article 10.

(1) Delete the second paragraph.

The paragraph 4 shall read as follows :

" As regards parcels passing between the Faroe Islands and the rest of Denmark, and transmitted via Norway, or passing direct between the Faroe Islands and Norway, no special charge for carriage by sea shall be made by the vessels of the Norwegian Iceland line or by Danish vessels plying between Norway and the Faroe Islands (Iceland). "

N° 324.

DANEMARK ET ISLANDE

Convention additionnelle à la Convention des 28 octobre, 28 novembre 1919 relative aux communications postales entre les deux pays, signée à Copenhague le 19 juin, à Reykjavik le 26 juin 1920.

DENMARK AND ICELAND

Supplementary Convention to the Convention of October 28, November 28, 1919, regarding Postal Communication between the two countries, signed at Copenhagen, June 19, at Reykjavik, June 26, 1920.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

No. 324. — TILLAEGSOVERENSKOMST TIL OVERENSKOMST OM POSTFORBINDELSEN MELLEM DANMARK OG ISLAND AF 28. OKTOBER/28 NOVEMBER 1919, UNDERSKREVET I KØBENHAVN DEN 19. JUNI 1920 OG I REYKJAVIK DEN 26. JUNI 1920.

Textes officiels danois et islandais communiqués par le Ministre de Danemark à Berne. L'enregistrement de cette Convention additionnelle a eu lieu le 14 septembre 1922.

Poststyrelserne i DANMARK og ISLAND har i Kraft af de dem meddelte Bemyndigelser truffet Aftale om følgende Tillægsoverenskomst til Overenskomst af 28. Oktober, 28. November 1919 om Postforbindelsen mellem Danmark og Island.

Artikel 1.

I nævnte Overenskomsts Artikel 2, § 1, 1. Stykke ændres Angivelserne « 15 Øre », « 30 Øre » og « 45 Øre » til henholdsvis : « 20 Øre », « 40 Øre » og « 60 Øre ».

I samme Artikel, samme Paragraf, ændres 3. Stykke til at lyde :

« Skulde i et af de to Lande Porto- eller Vægtsatserne blive forandrede for Breve i den indenrigske Befordring eller en Forandring sker i de internationale Porto- eller Vægtsatser, skal Poststyrelserne kunne vedtage tilsvarende Forandringer i de i denne Artikel fastsatte Porto- eller Vægtsatser. »

TEXTE ISLANDAIS. — ICELANDIC TEXT.

No. 324. — VIÐBÓTARSAMNINGUR VIÐ SAMNING DAGA 28. OKTOBER/28. NOVEMBER 1919 UM PÓSTSAMBANDIÐ MILLI ÍSLANDS OG DANMERKUR, UNDIRSKRIFAÐUR I REYKJAVIK, HINN 26. JÚNI 1920 OG Í KAUPMANNAHÖFN, HINN 19. JÚNI 1920.

Danish and Icelandic official texts communicated by the Danish Minister at Berne. The registration of this supplementary Convention took place September 14, 1922.

Póststjórnirnar á ÍSLANDI og í DANMÖRKU hafa, að fengnu umboði, komið sjer saman um eftirfarandi viðbótarsamning við samning daga 28. Nóvember, 28. Oktober 1919, um póstsambandið milli Íslands og Danmerkur.

1. gr.

Í 1. tölulið, fyrsta lið 2. greinar nefnds samnings breytist « 15 aurar », « 30 aurar » og « 45 aurar » í « 20 aurar », « 40 aurar » og « 60 aurar ».

Í sömu grein, sama tölulið, breytist 3ji liður og orðist svo :

« Verði burðargjaldi eða þyngdarmörkum fyrir brjef innanríkis breytt í öðruhvoru landinu eða ef alþjóða breyting verður gerð á burdargjaldi eða þyngdarmörkum, geta póstsjórnirnar samþykt samsvarandi breytingar á burðargjaldi og þyngdarmörkum þeim, er grein þessi ákveður.

Samme Artikels § 3 ændres til at lyde:

« For ufrigjorte eller utilstrækkelig frigjorte Breve og Brevkort opkræves den manglende Porto med Tillæg af henholdsvis 20 Øre og 10 Øre for hver Forsendelse, dog tilsammen ikke mere end det dobbelte af det manglende Portobeløb. »

I samme Artikels § 5 ændres Angivelsen « 15 Øre » til « 20 Øre ».

Artikel 2.

Denne Tillægsoverenskomst træder i Kraft den 1. Juli 1920.

Udfærdiget i 2 Eksemplarer og underskrevet i København den 19. Juni 1920 og i Reykjavik den 26. Juni 1920.

KIØRBOE.
S. BRIEM.

3ji töluliður sömu greinar breytist og orðist svo:

« Undir óborguð eða vanborguð brjef og spjaldbrjef skal heimta burðargjald það, er ávantar, og auk þess, með rjettri tilvísun, 20 aura og 10 aura aukagjald fyrir hverja sendingu, þó eigi samtals meira en tvöfalt burðargjald það, er ávantaði. »

I 5ta tölulið sömu greinar breytist « 15 aurar » í « 20 aurar ».

2. gr.

Viðbótarsamningur þessi öðlast gildi 1. júlí 1920.

Saminn í tveim eintökum og undirskrifaður í Reykjavík, hinn 26. Júní 1920 og í Kaupmannahöfn, hinn 19. Júní 1920.

S. BRIEM.
KIØRBOE.

[1] TRADUCTION.

No. 324. — CONVENTION ADDITIONNELLE A LA CONVENTION DU 28 OCTOBRE/28 NOVEMBRE 1919, RELATIVE AUX COMMUNICATIONS POSTALES ENTRE LE DANEMARK ET L'ISLANDE, SIGNÉE A COPENHAGUE LE 19 JUIN, A REYKJAVIK LE 26 JUIN 1920.

Les autorités postales du DANEMARK et celles de l'ISLANDE dûment autorisées à cet effet, ont conclu la présente Convention additionnelle à la Convention du 28 octobre-28 novembre 1919, relative aux communications postales entre le Danemark et l'Islande.

Article 1.

A l'article 2, § 1, partie 1 de la Convention ci-dessus, on substituera aux sommes « 15 øre », « 30 øre », et « 45 øre » les sommes respectives de « 20 øre », « 40 øre » et « 60 øre ».

Au même paragraphe du dit article, la partie 3 sera désormais rédigée comme suit :

> Au cas où, dans l'un ou l'autre pays, il sera apporté des modifications soit aux affranchissements ou au poids des lettres pour l'intérieur, soit aux affranchissments ou au poids des lettres pour l'étranger, les autorités postales pourront apporter des modifications correspondantes au tarif des affranchissements ou des poids mentionnés au présent article.

Le § 3 du même article sera désormais rédigé comme suit :

> Dans le cas de lettres ou de cartes postales non affranchies ou insuffisamment affranchies, il y aura lieu de percevoir le montant non versé plus une surtaxe de 20 øre pour chaque lettre et de 10 øre pour chaque carte, à condition que la somme totale perçue ne dépassera pas le double du montant impayé.

Au § 5 du même article, la somme « 15 øre » sera remplacée par « 20 øre ».

Article 2.

La présente Convention additionnelle entrera en vigueur le 1er juillet 1920.

Fait en double exemplaire et signé à Copenhague le 19 juin 1920, et à Reykjavik le 26 juin 1920.

KIØRBOE.
S. BRIEM.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

No. 324. — SUPPLEMENTARY CONVENTION TO THE CONVENTION OF OCTOBER 28, NOVEMBER 28, 1919 REGARDING POSTAL COMMUNICATION BETWEEN DENMARK AND ICELAND, SIGNED AT COPENHAGEN, JUNE 19, AT REYKJAVIK, JUNE 26, 1920.

The Postal Authorities of DENMARK and ICELAND have, in virtue of the powers granted them, reached an agreement as to the following supplementary Convention to the Convention dated October 28/November 28, 1919, regarding postal communication between Denmark and Iceland.

Article 1.

In Article 2, paragraph 1, Part 1 of the above Convention, the amounts " 15 Øre ", " 30 Øre ", and " 45 Øre " shall be changed respectively to " 20 Øre ", " 40 Øre ", and " 60 Øre ".

In the same paragraph of this article, Part 3 shall read as follows :

> ,, Should any alteration take place in either country in the postal charges or weights for inland letter post, or should any alteration take place in the international postal charges or weights, the Postal Authorities may agree to make corresponding changes in the postal charges or weights prescribed in this article. "

Paragraph 3 of the same article shall read as follows :

> " In the case of unstamped or insufficiently stamped letters or postcards, the amount unpaid shall be collected, together with an additional charge of 20 Øre and 10 Øre respectively for each letter or card, but the total amount collected shall not be more than double the amount unpaid. "

In paragraph 5 of the same article, the sum " 15 Øre " shall be changed to " 20 Øre ".

Article 2.

This supplementary Convention shall come into force on July 1, 1920.

Done in duplicate and signed at Copenhagen on June 19, 1920, and at Reykjavik, on June 26, 1920.

KIØRBOE.
S. BRIEM.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

N° 325.

DANEMARK ET ISLANDE

Convention complémentaire de la Convention des 28 octobre, 28 novembre 1919, relative aux communications postales entre les deux pays, signée à Copenhague le 8 août 1921 et à Reykjavik le 27 août 1921.

DENMARK AND ICELAND

Supplementary Convention to the Convention of October 28, November 28, 1919, regarding Postal Communication between the two countries, signed at Copenhagen, August 8, 1921 and at Reykjavik, August 27, 1921.

TEXTE DANOIS. — DANISH TEXT.

No. 325. — TILLAEGSOVERENSKOMST TIL OVERENSKOMST OM POSTFORBINDELSEN MELLEM DANMARK OG ISLAND AF 28. OKTOBER/28 NOVEMBER 1919, UNDERSKREVET I KØBENHAVN DEN 8. AUGUST 1921 OG I REYKJAVIK DEN 27. AUGUST 1921.

Textes officiels danois et islandais communiqués par le Ministre de Danemark à Berne. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 14 septembre 1922.

Poststyrelserne i DANMARK og ISLAND har i Kraft af de dem meddelte Bemyndigelser truffet Aftale om følgende Tillægsoverenskomst til Overenskomst af 28. Oktober 28. November 1919 om Postforbindelsen mellem Danmark og Island med Tillægsoverenskomst af 19. Juni 26. Juni 1920.

Artikel 1.

I nævnte Overenskomst Artikel 2 ændres :

i § 2 Angivelserne « 10 Øre » og « 20 Øre » til henholdsvis « 15 Øre » og « 30 Øre ».

i § 3 Angivelsen « 10 Øre » til « 15 Øre ».

i § 5 Angivelsen « 20 Øre » til « 30 Øre »

Samme Artikels § 6 gives følgende Affattelse :

« Gebyret for et Modtagelsesbevis udgør 20 Øre henholdsvis 40 Øre, alt eftersom Modtagelsesbeviset begæres samtidig med eller efter Forsendelsens Indlevering ».

TEXTE ISLANDAIS. — ICELANDIC TEXT.

No. 325. — VIÐBÓTARSAMNINGUR VIÐ SAMNING UM POSTAMBANDIÐ MILLI ISLANDS OG DANMERKUR, DAGA 28. OKTOBER/28. NOVEMBER 1919, REYKJAVIK, 27. ÁGÚST 1921 OG KAUPMANNAHÖFN, 8. ÁGÚST 1921.

Danish and Icelandic official texts, communicated by the Danish Minister at Berne. The registration of this Convention took place September 14, 1922.

Póststjórnirnar á ISLANDI og í DANMÖRKU hafa, að gefnu umboði, komið sjer saman um eftirfarandi viðbótarsamning við samning dags 28. nóvember-28. október 1919 um póstsambandið milli Íslands og Danmerkur og viðbótarsamninginn dags 26. júní-19. júní 1920.

1. *gr.*

Í 2. gr. nefnds samnings breytist :

ákvæðin í 2. tölulið : « 10 aurar » og « 20 aurar » í « 15 aurar » og « 30 aurar ».

í 3. tölulið breytist « 10 aurar » í « 15 aurar ».

í 5. tölulið breytist « 20 aurar » í « 30 aurar ».

6. töluliður sömu greinar orðist þannig :

« Gjald fyrir viðtökukvittun er 20 aurar eða 40 aurar eftir því, vort viðtökukvittunin óskast, um leið og sending er látin í póst, eða eftir á. »

Artikel 2.

I nævnte Overenskomst Artikel 5, 2. Stk. ændres Angivelsen « 10 Øre » til « 15 Øre ».

Artikel 3.

I nævnte Overenkomsts Artikel 6, 2. Stk. ændres Angivelsen « 10 Øre » til « 15 Øre ».

Artikel 4.

I nævnte Overenskomsts Artikel 8, § 4, 1. Stk. tilføjes :

« samt et Ekspeditionsgebyr af 30 Øre, hvilket sidste Gebyr udelt tilfalder Afgangslandet ».

Denne Tillægsoverenskomst træder i Kraft :

fra dansk Side den 1. Februar 1921 og fra islandsk Side den 1. April 1921.

Udfærdiget i 2 Eksemplarer og underskrevet i København den 8. August 1921 og i Reykjavik den 27. August 1921.

KIØRBOE.
S. BRIEM.

2. *gr.*

I annari málsgrein 5. greinar nefnds samnings breytist « 10 aurar » í « 15 aurar ».

3. *gr.*

I annari málsgrein lið 6. greinar breytist « 10 aurar » í « 15 aurar »

4. *gr.*

Við fjórða tölulið, fyrstu málsgrein 8. greinar nefnds samnings bætist :

« og auk þess 30 aurar í afgreiðslugjald, og fær það land, er annast sendinguna gjald þetta óskift ».

Viðbótarsamningur þessi öðlast gildi :

A Íslandi, 1. apríl 1921 og í Danmörku, 1. febrúar 1921.

Saminn í tveim eintökum og undirskrifaður : I Reykjavík 27. ágúst 1921 og i Kaupmannahöfn 8. August 1921.

S. BRIEM.
KIØRBOE.

[1] TRADUCTION.

No. 325. — CONVENTION COMPLÉMENTAIRE DE LA CONVENTION DES 28 OCTOBRE/28 NOVEMBRE 1919, RELATIVE AUX COMMUNICATIONS POSTALES ENTRE LE DANEMARK ET L'ISLANDE, SIGNÉE A COPENHAGUE LE 8 AOUT A REYKJAVIK LE 27 AOUT 1921.

Les autorités postales du DANEMARK et celles de l'ISLANDE, dûment autorisées à cet effet, ont conclu la présente Convention complémentaire de la Convention du 28 octobre/ 28 novembre 1919, relative aux communications postales entre le Danemark et l'Islande et à la Convention additionnelle du 19-26 juin 1920.

Article 1.

Les modifications suivantes seront apportées à l'article 2 de la Convention ci-dessus :

Lire au § 2, au lieu de « 10 Øre » et « 20 Øre », « 15 Øre » et « 30 Øre ».

Au § 3, au lieu de « 10 Øre », « 15 Øre ».
Au § 5, au lieu de « 20 Øre », « 30 Øre ».

Le § 6 du présent article sera désormais rédigé comme suit :

« Les frais de récépissé seront de « 20 Øre » ou de « 40 Øre », selon que le récépissé doit être fourni simultanément ou ultérieurement à la remise de l'envoi. »

Article 2.

A l'article 5, partie 2 de la Convention ci-dessus, la somme de « 10 Øre » sera remplacée par « 15 Øre ».

Article 3.

A l'article 6, partie 2 de la Convention ci-dessus, la somme de « 10 Øre » sera remplacée par « 15 Øre ».

Article 4.

A l'article 8, § 4, partie I de la Convention ci-dessus, ajouter la phrase suivante :

« ...ainsi qu'une surtaxe de 30 Øre pour remise par exprès, la dite surtaxe incombant entièrement au pays expéditeur ».

La présente Convention complémentaire entrera en vigueur :

Pour ce qui concerne le Danemark, le 1er février 1921, et pour ce qui concerne l'Islande, le 1er avril 1921.

Fait en double expédition et signé à Copenhague, le 8 août 1921, et à Reykjavik, le 27 août 1921.

KIØRBOE.
S. BRIEM.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] TRANSLATION.

No. 325. — SUPPLEMENTARY CONVENTION TO THE CONVENTION OF OCTOBER 28, NOVEMBER 28, 1919, REGARDING POSTAL COMMUNICATION BETWEEN DENMARK AND ICELAND, SIGNED AT COPENHAGEN, AUGUST 8, 1921 AT REYKJAVIK, AUGUST 27, 1921.

The Postal Authorities of DENMARK and of ICELAND have, in virtue of the powers granted them, reached an agreement as to the following supplementary Convention to the Convention dated October 28/November 28, 1919, regarding Postal Communication between Denmark and Iceland, and the additional Convention of June 19-26, 1920.

Article 1.

In Article 2 of the above Convention, the following changes shall be made :

In paragraph 2, the sums " 10 Øre " and " 20 Øre " shall be changed respectively to " 15 Øre " and " 30 Øre ".

In paragraph 3, the sum " 10 Øre " shall be changed to " 15 Øre ".

In paragraph 3, the sum " 20 Øre " shall be changed to " 30 Øre ".

Paragraph 6 of this article shall read as follows :

" The charge for acknowledgements of receipt shall be 20 Øre or 40 Øre respectively, according to whether the receipt is required at the time when or after delivery of the letter postal packet.

Article 2.

In Article 5, Part 2 of the above Convention, the sum " 10 Øre " shall be changed to " 15 Øre ".

Article 3.

In Article 6, Part 2 of the above Convention, the sum " 10 Øre " shall be changed to " 15 Øre ".

Article 4.

In Article 8, paragraph 4, Part 1 of the above Convention, the following shall be added :

" together with a charge of 30 Øre for express postage, such charge to accrue wholly to the despatching country. "

This supplementary Convention shall come into force :

In respect of Denmark, on February 1, 1921, and in respect of Iceland on April 1, 1921.

Done in duplicate and signed at Copenhagen on August 8, 1921, and at Reykjavik on August 27, 1921.

KIØRBOE.
S. BRIEM.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

N° 326.

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET ISLANDE

Echange de notes comportant l'abrogation de la Convention supplémentaire des 14|31 décembre 1883 à la Convention anglo-danoise de 1871 concernant le service des mandats-poste. Londres, le 28 septembre 1921, Copenhague, le 12 décembre 1921.

UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND ICELAND

Exchange of Notes relating to the abrogation of the supplementary Convention of December 14|31, 1883, to the Anglo-Danish Agreement of 1871 concerning the Money-Order Service. London, September 28, 1921, Copenhagen, December 12, 1921.

No. 326. — EXCHANGE OF NOTES RELATING TO THE ABROGATION OF THE SUPPLEMENTARY CONVENTION OF DECEMBER 14/31, 1883, TO THE ANGLO-DANISH AGREEMENT OF 1871[1] CONCERNING THE MONEY ORDER SERVICE. LONDON, SEPTEMBER 28, 1921; COPENHAGEN, DECEMBER 12, 1921.

Textes officiels anglais et français communiqués par le Ministre de Danemark à Berne. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 14 septembre 1922.

Y. ref. III. B. N° 7953.
P. O. ref. 43519/20.

GENERAL POST OFFICE, LONDON, E.C.I.
September 28, 1921.

SIR,

With reference to your letter of the 8th of September 1920, and to the letter from this Office of the 20th of the same month, No. 246419/19, I am directed to inform you that the direct Money Order Agreement between this Office and the Post Office of Iceland [2] will be brought into force on the 1st of next month. The Postmaster-General has accordingly fixed the 1st of next month as the date of abrogation of the Additional Articles dated the 14th/31st of December 1883 to the Anglo-Danish Money Order Agreement; and he directs me again to thank your Administration for its good offices in acting as intermediary for the settlement of Money Order Accounts between this Office and the Post Office of Iceland during the continuance of the negotiations for the new Agreement.

I have the honour etc.,

(Signed) L. SIMON.

The Director-General of Posts,
Copenhagen.

In fiden:
Hollnagel JENSEN.

ROYAUME DE DANEMARK
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS
DIRECTION GÉNÉRALE DES POSTES
III B. N° 6286

COPENHAGUE, le 12 *décembre* 1921.

MONSIEUR,

Me référant à votre lettre du 28 septembre dernier, N° 43519, j'ai l'honneur de vous informer que j'ai pris bonne note de la mise en vigueur, à partir du 1er octobre dernier, de l'Arrangement concernant le service des mandats-poste conclu entre les Administrations de la Grande-Bretagne et de l'Islande.

En vertu de ce fait, il faut considérer comme abrogé, à partir de la même date, l'Arrangement additionnel conclu le 14/31 décembre 1883 et se rapportant à l'Arrangement concernant le service des mandats-poste conclu entre nos deux Administrations.

Agréez, Monsieur, l'assurance de ma haute considération.

Le Directeur général :
(Signé) KIØRBOE.

The Secretary
General Post Office
London E. C. I.

[1] British and Foreign State Papers, Vol. 62, p. 1186.
[2] Vol. VIII, page 337, de ce Recueil.

No. 326. — ÉCHANGE DE NOTES COMPORTANT L'ABROGATION DE LA CONVENTION SUPPLÉMENTAIRE DES 14/31 DÉCEMBRE 1883 A LA CONVENTION ANGLO-DANOISE DE 1871. CONCERNANT LE SERVICE DES MANDATS-POSTE LONDRES, LE 28 SEPTEMBRE 1921, COPENHAGUE, LE 12 DÉCEMBRE 1921.

Official English and French texts communicated by the Danish Minister at Berne. The registration of this exchange of Notes took place on September 14, 1922.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

Y. ref. III. B. N° 7953.
P. O. ref. 43519/20.

ADMINISTRATION GÉNÉRALE DES POSTES
LONDRES E. C. I.
28 *septembre* 1921.

MONSIEUR.

Comme suite à votre lettre du 8 septembre 1920 et à la nôtre du 20 du même mois, N° 246419/19, je suis chargé de vous informer que l'accord [2] relatif à l'échange direct de mandats-postaux entre l'Administration des postes anglaise et l'Administration des postes d'Islande, entrera en vigueur le 1er du mois prochain. En conséquence, le directeur général des postes a fixé le 1er du mois prochain pour l'expiration de la validité des articles additionnels du 14/31 décembre 1883 à l'Accord anglo-danois sur les mandats-postaux.

Il me charge une fois encore de remercier votre administration d'avoir bien voulu servir d'intermédiaire, dans le règlement des comptes de mandats-postaux, entre les Administrations des postes d'Angleterre et d'Islande au cours des négociations relatives à la conclusion du nouvel accord.

Veuillez agréer, Monsieur, l'assurance de ma haute considération.

(Signé) L. SIMON.

Monsieur le Directeur général
des Postes de Copenhague.

KINGDOM OF DENMARK
MINISTRY OF PUBLIC WORKS
GENERAL ADMINISTRATION OF POSTS.
III B. N° 6286.

COPENHAGEN, *December* 12, 1921.

SIR,

With reference to your letter of September 28 last, N° 43519, I have the honour to inform you that I have duly taken note of the coming into force, as from October 1, last, of the Agreement relating to the Money Order Service concluded between the Administrations of Great Britain and Iceland.

By virtue of this fact, the supplementary Agreement concluded on December 14-31, 1883, relating to the Agreement regarding the Money Order Service concluded between our two Administrations, must be considered as cancelled from the same date.

I have the honour to be, Sir, etc.,

(Signed) KIØRBOE.
Director General of Posts.

The Secretary
General Post Office,
London E. C. I.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] Vol. VIII, page 337 of this Series.

N° 327.

ALLEMAGNE, BELGIQUE, ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE, FRANCE, etc.

(Commission centrale pour la navigation sur le Rhin.)

Application au Rhin, au Wahal et au Lek du Supplément au Règlement de police du 14 septembre 1912, sur la navigation rhénane, adopté à Strasbourg par la Commission centrale pour la navigation sur le Rhin, le 25 février 1921.

GERMANY, BELGIUM, UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND, FRANCE, etc.

(Central Commission for the Navigation on the Rhine.)

Application to the Rhine, the Wahal and the Lek, of the Supplementary provision to the Police Regulations of September 14, 1912, regarding navigation on the Rhine, adopted at Strasburg by the Central Commission for the Navigation on the Rhine, February 25, 1921.

No. 327. — APPLICATION AU RHIN, AU WAHAL ET AU LEK DU SUPPLÉMENT AU RÈGLEMENT DE POLICE DU 14 SEPTEMBRE 1912 SUR LA NAVIGATION RHÉNANE, ADOPTÉ A STRASBOURG PAR LA COMMISSION CENTRALE POUR LA NAVIGATION SUR LE RHIN, LE 25 FÉVRIER 1921.

Texte officiel français communiqué par le Ministre des Pays-Bas à Berne. L'enregistrement de cette disposition supplémentaire a eu lieu le 15 septembre 1922.

1. Le § 5, alinéa 11, du Règlement de police pour la navigation du Rhin de 1912 est ainsi complété:

« Un drapeau composé de champs triangulaires respectivement bleus-blancs-rouges en territoire français, etc. »

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

No. 327. — APPLICATION TO THE RHINE, THE WAHAL AND THE LEK, OF THE SUPPLEMENTARY PROVISION TO THE POLICE REGULATIONS OF SEPTEMBER 14, 1912, REGARDING NAVIGATION ON THE RHINE, ADOPTED AT STRASBURG BY THE CENTRAL COMMISSION FOR THE NAVIGATION ON THE RHINE FEBRUARY 25, 1921.

French official text communicated by the Netherlands Minister at Berne. The registration of this supplementary provision took place September 15, 1922.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

(1) Paragraph 5 of Section 11 of the Police Rules for the Navigation of the Rhine in 1912, shall be completed as follows :

" A flag composed of triangular fields, blue, white and red respectively, in French territory, etc. "

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

N° 328.

FINLANDE ET NORVÈGE

Arrangement sur le service officiel de presse par le télégraphe sans fil entre les deux pays, signé à Christiania le 7 septembre 1922.

FINLAND AND NORWAY

Agreement regarding the official wireless press service between the two countries, signed at Christiania, September 7, 1922.

No. 328. — ARRANGEMENT SUR LE SERVCE OFFICIEL DE PRESSE PAR LE TÉLÉGRAPHE SANS FIL ENTRE LA FINLANDE ET LA NORVÈGE, SIGNÉ A CHRISTIANIA LE 7 SEPTEMBRE 1922.

Texte officiel français communiqué par le Ministre des Affaires étrangères de Norvège. L'enregistrement de cet Arrangement a eu lieu le 16 *septembre* 1922.

1. Les Ministères des Affaires étrangères de NORVÈGE et de FINLANDE sont d'accord pour conclure un Arrangement concernant l'échange de dépêches de presse par le télégraphe sans fil à partir du 15 septembre 1922.

2. Le Gouvernement finlandais supportera les frais relatifs à la réception des dépêches norvégiennes et distribuera celles-ci gratuitement à la presse finlandaise. Le Gouvernement norvégien supportera les frais relatifs à la réception des dépêches finlandaises et distribuera celles-ci gratuitement à la presse norvégienne. Le Gouvernement finlandais enverra régulièrement et gratuitement une copie des dépêches norvégiennes à la légation de Norvège à Helsingfors, au fur et à mesure qu'elles arrivent. De même, le Gouvernement norvégien enverra gratuitement une copie des radiotélégrammes finlandais à la légation de Finlande à Christiania.

3. Les dépêches de presse norvégiennes seront expédiées en anglais de la Kristiania Radio à 13 heures (heure de Greenwich), avec une longueur d'onde de 8200 mètres et avec l'indicatif d'appel L. C. H. Les dépêches porteront l'adresse S. P. devant le texte.

4. Les dépêches finlandaises seront expédiées en anglais de Sandham Radio à 8 heures (heure de Greenwich), avec une longueur d'onde de 7000 mètres et avec l'indicatif d'appel C. I. A.

5. Les dépêches de presse ne devront pas d'ordinaire excéder une moyenne de 200 mots par jour.

6. Cet Arrangement restera provisoirement en vigueur trois mois à partir du jour où il aura été mis en vigueur.

Après l'expiration des trois mois, l'arrangement pourra être dénoncé avec un avis préalable de quinze jours.

Fait en deux exemplaires.

CHRISTIANIA, *le 7 septembre* 1922.

(Signé) JOH. LUDW. MOWINCKEL.
(L.S.)

(Signé) ROLF THESLEFF.
(L.S.)

Pour copie conforme :

(Signé) G. VON TANGEN,
Directeur des Affaires politiques et commerciales.
(L.S.)

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 328. — AGREEMENT WITH REGARD TO OFFICIAL PRESS SERVICE BY WIRELESS TELEGRAPHY, BETWEEN FINLAND AND NORWAY, SIGNED AT CHRISTIANIA SEPTEMBER 7, 1922.

French official text communicated by the Minister for Foreign Affairs of Norway. The registration of this Agreement took place September 16, 1922.

(1) The Norwegian and Finnish Ministries for Foreign Affairs have agreed to conlude an agreement with regard to the exchange of press telegrams by wireless as from September 15, 1922.

(2) The Finnish Government shall meet the expenses involved in the reception of Norwegian telegrams and shall distribute them free of charge to the Finnish press. The Norwegian Government shall meet the expenses involved in the reception of Finnish telegrams and shall distribute them free of charge to the Norwegian press. The Finnish Government shall send a copy of Norwegian telegrams regularly and free of charge to the Norwegian Legation at Helsingfors as they come in. In the same way, the Norwegian Government shall send a copy of Finnish wireless telegrams free of charge to the Finnish legation at Christiania.

(3) Norwegian press telegrams shall be forwarded in English from the wireless station at Christiania at 1 p.m. (Greenwich time) with a sound wave of 8,200 metres and the call index L.C.H. The telegrams shall bear the prefix S.P. before the text.

(4) Finnish telegrams shall be forwarded in English, from Sandham wireless station at 8 a.m. (Greenwich time) with a sound wave of 7,000 metres and the call index C.I.A.

(5) Press telegrams shall not as a rule exceed an average of 200 words per day.

(6) This temporary agreement shall remain in force for 3 months from the day of its coming into force.

After the expiration of the three months, the agreement may be denounced at 15 days notice.

Done in duplicate.

CHRISTIANIA, *September* 7, 1922.

(Signed) JOH. LUDW. MOWINCKEL.
(L. S.)

(Signed) ROLF THESLEFF.
(L. S.)

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

N° 329.

FRANCE ET SUISSE

Déclaration réciproque pour déterminer les rapports entre la Suisse et la Zone française de l'Empire chérifien et échange de notes y relatif. Berne, le 11 juin 1914.

FRANCE AND SWITZERLAND

Reciprocal Declaration to define the relations between Switzerland and the French Zone of the Sherifian Empire and exchange of Notes relating thereto Berne, June 11, 1914.

No. 329. — DÉCLARATION[1] RÉCIPROQUE ENTRE LA FRANCE ET LA SUISSE POUR DÉTERMINER LES RAPPORTS ENTRE LA SUISSE ET LA ZONE FRANÇAISE DE L'EMPIRE CHÉRIFIEN, ET ÉCHANGE DE NOTES Y RELATIF. BERNE, LE 11 JUIN 1914.

Texte officiel français communiqué par le Conseil fédéral suisse. L'enregistrement de cette Déclaration a eu lieu le 19 septembre 1922.

En vue de préciser la situation conventionnelle de la SUISSE dans la zone française de l'EMPIRE CHÉRIFIEN, les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leurs gouvernements respectifs, sont convenus de ce qui suit :

1. La Suisse bénéficiera dans la zone française de l'Empire chérifien de la liberté économique, sans inégalité aucune, telle qu'elle résulte de l'Acte général d'Algésiras[2] du 7 avril 1906 et des conventions internationales subséquentes.

En conséquence, tous les avantages qui seraient accordés à une puissance ou à ses ressortissants seront aussitôt et de plein droit étendus à la Suisse et à ses ressortissants sans contre-prestation d'aucune sorte.

2. La Suisse renonce à réclamer pour ses ressortissants et ses établissements dans la zone française de l'Empire chérifien tous droits et privilèges issus du régime des capitulations.

Elle s'abstiendra de réclamer pour ses consuls et ses établissements dans la zone d'autres droits et privilèges que ceux qui lui sont acquis en France.

3. Les traités et conventions de toute nature en vigueur entre la Suisse et la France sont, sauf clause contraire, étendus à la zone française de l'Empire chérifien pour autant que cette extension n'est pas contraire au contenu même desdits accords ou n'est pas incompatible avec l'égalité économique stipulée au § 1 du présent Arrangement.

DISPOSITION TRANSITOIRE.

En attendant la création de consulats de Suisse dans la zone française de l'Empire chérifien, les citoyens suisses immatriculés à un consulat d'un Etat tiers avant la date de la signature du présent Arrangement demeureront justiciables des tribunaux consulaires dudit Etat, si cet Etat n'a pas encore renoncé à son privilège de juridiction ; ils ne pourront cependant, en aucun cas, passer de la protection de ce consulat à celle du consulat d'un autre Etat tiers.

Le présent Arrangement sera ratifié et les ratifications seront échangées dans le plus bref délai possible ; il produira ses effets dans les dix jours de la date de l'échange des ratifications.

Fait en double à Berne, le 11 juin 1914.

Le Président de la Confédération suisse,
Chef du Département politique fédéral :
(Signé) HOFFMANN.

Le Chargé d'affaires
de France :
(Signé) GILBERT.

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Berne le 17 octobre 1921.

[2] De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, deuxième série, tome XXXIV, page 238.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 329. — RECIPROCAL DECLARATION[2] BETWEEN FRANCE AND SWITZERLAND TO DEFINE THE RELATIONS BETWEEN SWITZERLAND AND THE FRENCH ZONE OF THE SHERIFIAN EMPIRE, AND EXCHANGE OF NOTES RELATING THERETO. BERNE JUNE 11, 1914.

French official text communicated by the Swiss Federal Council. The registration of this Declaration took place September 19, 1922.

In order to define the position of Switzerland in the French Zone of the Sherifian Empire, as laid down by Conventions the undersigned duly authorised for this purpose by their respective Governments have agreed as follows :

(1) In the French Zone of the Sherifian Empire Switzerland shall enjoy full economic liberty without any discrimination whatever, as laid down by the General Act of Algeciras [3] of April 7, 1906, and the subsequent International Conventions,

All the advantages, therefore, which shall be accorded to a Power or to its nationals shall ipso facto immediately be extended to Switzerland and its nationals without countercharge of any king.

(2) Switzerland renounces all claims on behalf of her nationals and their settlements in the French Zone of the Sherifian Empire all rigths and privileges arising from the regime established by the capitulations.

Switzerland will refrain from claiming for its consuls and its settlements within the Zone other rights and privileges than those granted to it in France.

(3) Treaties and Conventions of every kind in force between Switzerland and France shall be extended to the French Zone of the Sherifian Empire, subject to any clause to the contrary, in so far as such extension is not contrary to the contents of the said agreements or is not incompatible with the economic equality provided for in paragraph 1 of this Agreement.

TEMPORARY PROVISION.

Pending the establishment of Swiss Consulates in the French Zone of the Sherifian Empire, Swiss nationals registered at the Consulate of a third State before the date of the signature of the present agreement shall remain subject to the jurisdiction of the consular tribunals of the said State, if that State has not yet renounced its privilege of jurisdiction. They shall not, however, in any case, pass from the protection of that consulate to that of the consulate of another third State.

This Agreement shall be ratified and the ratifications shall be exchanged as soon as possible, It shall come into force within ten days from the date of the exchange of ratifications.

Done in duplicate at Berne on June 11, 1914.

The President of the Swiss Confederation,
Head of the Federal Political Department :
(Signed) HOFFMANN.

The French Chargé d'affaires :
(Signed) GILBERT.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] The exchange of ratifications took place at Berne October 17, 1921.

[3] British and Foreign State Papers, Vol. 99, page 141.

NOTES ÉCHANGÉES ENTRE LE PRÉSIDENT DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE ET LE CHARGÉ D'AFFAIRES DE FRANCE A L'OCCASION DE LA DÉCLARATION INTERVENUE AVEC LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS POUR DÉTERMINER LES RAPPORTS ENTRE LA SUISSE ET LA ZONE FRANÇAISE DE L'EMPIRE CHÉRIFIEN.

BERNE, *le* 11 *juin* 1914.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

Au moment de procéder à la signature de l'Accord relatif à la renonciation par la Suisse au régime des capitulations dans la zone française de l'Empire chérifien, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Conseil fédéral suisse, en prenant cette décision, estime qu'il est bien entendu :

1. Que le délai de quinze jours stipulé à l'alinéa final de l'article 4 du Traité d'extradition du 9 juillet 1869 entre la Suisse et la France pour le maintien de l'arrestation provisoire jusqu'à la remise par la voie diplomatique des pièces à l'appui d'une demande d'extradition est, pour la zone française de l'Empire chérifien, porté à deux mois ;

2. Que les déclarations de réciprocité échangées jusqu'à ce jour ou à échanger à l'avenir en vue d'étendre ou de modifier ledit Traité d'extradition seront applicables de plein droit à la zone française de l'Empire chérifien.

Veuillez agréer, Monsieur le Chargé d'affaires, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Le Président de la Confédération :
(Signé) HOFFMANN.

Monsieur GILBERT,
Chargé d'affaires de France,
Berne.

AMBASSADE
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
EN SUISSE.

BERNE, *le* 11 *juin* 1914.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Au moment de procéder à la signature de l'Accord relatif à la renonciation par la Suisse au régime des capitulations dans la zone française de l'Empire chérifien, j'ai l'honneur de confirmer à Votre Excellence qu'il est bien entendu :

1. Que le délai de quinze jours stipulé à l'alinéa final de l'article 4 du Traité d'extradition du 9 juillet 1869 entre la Suisse et la France pour le maintien de l'arrestation provisoire jusqu'à la remise par la voie diplomatique des pièces à l'appui d'une demande d'extradition est, pour la zone française de l'Empire chérifien, porté à deux mois ;

2. Que les déclarations de réciprocité échangées jusqu'à ce jour ou à échanger à l'avenir en vue d'étendre ou de modifier ledit Traité d'extradition seront applicables de plein droit à la zone française de l'Empire chérifien.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

(Signé) A. GILBERT.

Son Excellence Monsieur HOFFMANN,
Président de la Confédération suisse,
Berne.

Pour copie conforme :
Berne, le 15 septembre 1922.
Le Chancelier de la Confédération :
(Signé) STEIGER.

NOTES EXCHANGED BETWEEN THE PRESIDENT OF THE SWISS CONFEDERATION AND THE FRENCH CHARGÉ D'AFFAIRES AT THE MOMENT OF THE DECLARATION DRAWN UP WITH THE FRENCH GOVERNMENT TO DEFINE THE RELATIONS BETWEEN SWITZERLAND AND THE FRENCH ZONE OF THE SHERIFIAN EMPIRE.

BERNE, *June* 11, 1914.

SIR,

Upon the occasion of the signature of the Agreement concerning the renunciation by Switzerland of the regime established by the capitulations in the French Zone of the Sherifian Empire, I have the honour to bring to your notice that, in taking this decision, the Swiss Federal Council desires it to be understood that :

(1) The period of fifteen days laid down in the final paragraph of Article 4 of the Extradition Treaty [1] of July 9, 1869, between Switzerland and France, for the maintenance of the system of provisional arrest until the documents supporting a request for extradition have been transmitted through diplomatic channels, is increased to two months for the French Zone of the Sherifian Empire ;

(2) The declarations of reciprocity which have been or shall be exchanged in the future for the purpose of extending or modifying the afore-mentioned Extradition Treaty shall *ipso facto* be applicable to the French Zone of the Sherifian Empire.

I have the honour to be, Sir, etc.

The President of the Confederation,
(Signed) HOFFMANN

Monsieur GILBERT,
French Chargé d'Affaires,
Berne.

THE FRENCH AMBASSADOR
IN SWITZERLAND.

BERNE, *June* 11, 1914.

YOUR EXCELLENCY,

Upon the occasion of the signature of the Agreement concerning the renunciation by Switzerland of the regime established by the capitulations in the French Zone of the Sherifian Empire, I have the honour to bring to your Excellency's knowledge that it is understood that :

(1) The period of fifteen days laid down in the final paragraph of Article 4 of the Extradition Treaty of July 9, 1869, between Switzerland and France for the maintenance of the system of provisional arrest until the documents supporting a request for extradition have been transmitted through diplomatic channels is increased to two months for the French Zone of the Sherifian Empire :

(2) The declarations of reciprocity which have been or shall be exchanged in the future for the purpose of extending or modifying the afore-mentioned Extradition Treaty shall *ipso facto* be applicable to the French Zone of the Sherifian Empire.

I have the honour to be, Sir, etc.

(Signed) A. GILBERT.

His Excellency
Monsieur HOFFMANN,
President of the Swiss Confederation,
Berne.

[1] British and Foreign State Papers, Vol. 61, page 513.

N° 330.

ITALIE ET SUISSE

Accord relatif au chemin de fer du Saint-Gothard, signé à Berne le 24 septembre 1921.

ITALY AND SWITZERLAND

Agreement concerning the St. Gotthard Railway, signed at Berne, September 24, 1921.

No. 330. — ACCORD ENTRE LA SUISSE ET L'ITALIE RELATIF AU CHEMIN DE FER DU SAINT-GOTHARD, SIGNÉ A BERNE LE 24 SEPTEMBRE 1921.

Texte officiel français, communiqué par le Conseil fédéral suisse. L'enregistrement de cet Accord a eu lieu le 19 septembre 1922.

Le CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE et SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE, désireux de prolonger la durée de l'Accord conclu à Berne le 21 juillet 1920, concernant la Convention internationale[1] principale relative au chemin de fer du St-Gothard du 13 octobre 1909, sont convenus de ce qui suit :

1. En dérogeant partiellement et temporairement aux dispositions de l'article 10 de la Convention principale du Gothard du 13 octobre 1909 concernant les taxes pour voyageurs et bagages, le Gouvernement royal d'Italie consent à ce que le terme fixé au 10 janvier 1922 par l'Accord du 21 juillet 1920 soit prorogé exceptionnellement jusqu'au 1er mai 1923 ;

2. En dérogeant partiellement et temporairement aux dispositions de l'article 12 de la Convention principale du Gothard du 13 octobre 1909 concernant la réduction du 50 % des surtaxes de montagne, le Gouvernement royal d'Italie consent pareillement à ce que le terme fixé au 1er mai 1921 par l'Accord du 21 juillet 1920 soit prorogé exceptionnellement jusqu'au 1er mai 1923.

Fait à Berne en double expédition le vingt-quatre septembre 1921.

Au nom du Conseil fédéral suisse :

Le Chef du Département fédéral des postes et des chemins de fer,
(Signé) HAAB.

Au nom de Sa Majesté le Roi d'Italie :

Le Chargé d'affaires d'Italie ad interim,
(Signé) PIGNATTI.

Pour copie conforme :

Berne, le 15 septembre 1922.

Le Chancelier de la Confédération :
(Signé) STEIGER.

[1] De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, troisième série, tome VIII, page 195.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 330. — AGREEMENT BETWEEN ITALY AND SWITZERLAND CONCERNING THE ST. GOTTHARD RAILWAY, SIGNED AT BERNE SEPTEMBER 24, 1921.

French official text communicated by the Swiss Federal Council. The registration of this Agreement took place September 19, 1922.

The SWISS FEDERAL COUNCIL and HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, being desirous of prolonging the duration of the agreement signed at Berne on July 21, 1920, concerning the principal international Convention[2] relative to the St. Gotthard railway which was signed on October 13, 1909, have agreed as follows :

(1) In partial and temporary derogation of the provisions of Article 10 of the principal Gotthard Convention signed on October 13, 1909, concerning the tax on passengers and luggage, the Royal Italian Government agrees that the term fixed at January 10, 1922, by the agreement of July 21, 1920, shall, as an exceptional measure, be prolonged until May 1, 1923.

(2). In partial and temporary derogation of the provisions of Article 12 of the principal Gotthard Convention of October 13, 1909, concerning the 50% reduction of the mountain rates, the Royal Italian Government also agrees that the term fixed at May 1, 1921, by the agreement dated July 21, 1920, shall as an exceptional measure be prolonged until May 1, 1923.

Done at Berne in duplicate on September twenty-fourth, 1921.

On behalf of the Swiss Federal Council :

The Head of the Federal Department for Posts and Railways :
(Signed) HAAB.

On behalf of His Majesty the King of Italy :

The Italian Chargé d'Affaires ad interim :
(Signed) PIGNATTI.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] British and Foreign State Papers, vol. 105, page 639.

N° 331.

FRANCE ET SUISSE

Arrangement concernant les taxes téléphoniques, signé à Paris le 18 janvier 1922, à Berne le 24 janvier 1922.

FRANCE AND SWITZERLAND

Agreement concerning telephone charges, signed at Paris, January 18, 1922, at Berne, January 24, 1922.

No. 331. — ARRANGEMENT[1] ENTRE LA FRANCE ET LA SUISSE CONCERNANT LES TAXES TÉLÉPHONIQUES, SIGNÉ A PARIS LE 18 JANVIER, A BERNE LE 24 JANVIER 1922.

Texte officiel français communiqué par le Conseil fédéral suisse. L'enregistrement de cet Arrangement a eu lieu le 19 septembre 1922.

Le DÉPARTEMENT DES POSTES ET DES CHEMINS DE FER DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE, d'une part, et le SOUS-SECRÉTAIRE D'ÉTAT DES POSTES ET DES TÉLÉGRAPHES DE FRANCE, d'autre part,

Vu la Convention[2] du 3 février 1899 relative à l'exécution du service téléphonique franco-suisse et portant (article 5, dernier alinéa) que « Les taxes élémentaires peuvent être modifiées après accord entre les Administrations intéressées » ;

Vu l'Arrangement téléphonique franco-suisse des 25 mars et 28 avril 1920 modifiant les taxes élémentaires fixées par la Convention du 3 février 1899 ;

Sont convenus des dispositions suivantes :

Article 1.

Les taxes téléphoniques prévues par l'Arrangement franco-suisse des 25 mars et 28 avril 1920 sont fixées en prenant le franc suisse comme unité monétaire.

Ces taxes sont par suite perçues, savoir :

En Suisse, en monnaie suisse ; en France, en monnaie française, après conversion, en francs français, des francs suisses spécifiés par l'Arrangement susvisé des 25 mars/28 avril 1920.

La conversion des francs suisses en francs français s'effectue sur la base de 1 franc suisse = 2 francs français.

Le facteur 2 par lequel les tarifs fixés par l'Arrangement des 25 mars/28 avril 1920 sont ainsi multipliés, pour les perceptions au départ de la France, sera ultérieurement modifié comme suit, suivant les fluctuations du change.

Le facteur 2 sera ramené à :

1 fr. 75 lorsque 1 franc suisse vaudra au moins 1 fr. 75 et moins de 2 fr. (francs français) ;
1 fr. 50 lorsque 1 franc suisse vaudra au moins 1 fr. 50 et moins de 1 fr. 75 (francs français) ;
1 fr. 25 lorsque 1 franc suisse vaudra au moins 1 fr. 25 et moins de 1 fr. 50 (francs français) ;
1 fr. lorsque 1 franc suisse vaudra moins de 1 fr. 25 (francs français).

[1] Entré en vigueur le 1er avril 1922.

[2] De Martens, Nouveau Recueil général de Traités, deuxième série, tome XXIX, page 277.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 331. — AGREEMENT [2] BETWEEN FRANCE AND SWITZERLAND CONCERNING TELEPHONE CHARGES, SIGNED AT PARIS, JANUARY 18, AND AT BERNE, JANUARY 24, 1922.

French official text communicated by the Swiss Federal Council. The registration of this Agreement took place September 19, 1922.

The DEPARTMENT OF POSTS AND RAILWAYS OF THE SWISS CONFEDERATION of the one part, and the UNDER-SECRETARY OF STATE FOR FRENCH POSTS AND TELEGRAPHS, of the other part,

In view of the Convention of February 3, 1899, concerning the operation of the Franco-Swiss telephone service, which lays down (Article 5, last paragraph) that « the minimum charges may be modified by agreement between the administrations concerned, »

In view of the Franco-Swiss agreement of March 25, and April 28, 1920, modyifng the minimum charges fixed by the Convention of February 3, 1899 ;

Have agreed as follows :

Article 1.

The telephone charges provided for by the Franco-Swiss agreement of March 25, and April 28, 1920, shall be fixed by taking the Swiss franc as monetary unit.

These taxes shall therefore be collected as follows :

in Switzerland in Swiss money, in France in French money after conversion into French francs of the Swiss francs specified in the afore-mentioned agreement of March 25/ April 28, 1920.

The conversion of Swiss francs into French francs shall be made on the basis of one Swiss franc to two French francs.

The factor 2, by which the charges fixed under the agreement of March 25/April 28, 1920, will thus be multiplied in the case of charges on calls made in France, will later be modified as follows, in accordance with the fluctuations of the exchange :

The factor 2 will be reduced to :

1.75 when 1 Swiss franc equals not less than 1.75, but less than 2 French francs ;
1.50 when 1 Swiss franc equals not less than 1.50, but less than 1.75 French francs ;
1.25 when 1 Swiss franc equals not less than 1.25, but less than 1.50 French francs ;
1, when 1 Swiss franc equals less than 1.25 French francs.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] Put into force April 1, 1922.

Ces modifications seront décidées d'un commun accord entre les deux administrations intéressées ; afin de faciliter l'établissement des comptes, tout nouveau facteur ne sera appliqué qu'à partir du commencement d'une période trimestrielle.

Par voie de conséquence :

La France bonifie les parts revenant à la Suisse en francs suisses, calculés suivant la base de conversion fixée pour la perception des taxes en France ;

La Suisse bonifie les parts revenant à la France en francs suisses, calculés suivant la base de conversion fixée pour la perception des taxes en France ;

Le versement du solde des comptes téléphoniques est, de même, effectué en francs suisses, calculés suivant la base de conversion fixée pour la perception des taxes en France, quel que soit l'office créditeur.

Article 2.

Des communications privées urgentes ayant priorité sur les autres communications privées sont admises entre la Suisse et la France.

Les taxes élémentaires des communications urgentes de jour et de nuit sont fixées, respectivement, au triple des taxes applicables aux communications ordinaires de jour et aux communications ordinaires de nuit.

Article 3.

Le présent arrangement sera mis à exécution à la date qui sera fixée par les administrations contractantes et aura la même durée que la Convention générale du 3 février 1899.

Fait double,

à Berne, le 24 janvier 1922.

Le département des Postes et des Chemins de fer de la Confédération Suisse,

(Signé) Dr HAAB.

à Paris, le 18 janvier 1922.

Le Sous-Secrétaire d'Etat des Postes et des Télégraphes de France,

(Signé) PAUL LAFFONT.

Pour copie conforme :

Berne, le 15 septembre 1922.

Le Chancelier de la Confédération,

(Signé) STEIGER.

These modifications will be determined by joint agreement between the two Administrations concerned ; in order to facilitate the drawing up of accounts, no new factor shall be applied until the beginning of a quarterly period.

Consequently :

France shall credit Switzerland with the sums due to the latter in Swiss francs calculated at the rate of conversion fixed for the collecton of charges in France ;

Switzerland shall credit France with the sums due to the latter in Swiss francs calculated at the rate of conversion fixed for the collection of charges in France ;

The payment of the balance of telephonic accounts shall be made in the same way in Swiss francs calculated at the rate of conversion fixed for the collection of charges in France, whichever the creditor office may be.

Article 2.

There shall be admitted as between Switzerland and France urgent private calls which shall enjoy priority over all other calls.

The minimum charges for urgent calls by day and by night shall be fixed at three times the charges applicable to ordinary day and night calls respectively.

Article 3.

The present Agreement shall come into force on the date fixed by the contracting administrations, and shall be valid for the same period as the General Convention of February 3, 1899.

Done in duplicate,

At Berne, January 24, 1922.

The Department of Posts and Railways of the Swiss Confederation.

(Signed) Dr. HAAB.

At Paris, January 18, 1922.

Under-Secretary of State for French Posts and Telegraphs.

(Signed) PAUL LAFFONT.

N° 332.

FRANCE ET SUISSE

Convention touchant le contrôle du mouvement des boissons entre les deux pays, signée à Berne le 20 mars 1922.

FRANCE AND SWITZERLAND

Convention concerning the control of the movement of intoxicating Liquor between the two countries, signed at Berne, March 20, 1922.

No. 332. — CONVENTION TOUCHANT LE CONTROLE DU MOUVEMENT DES BOISSONS ENTRE LA FRANCE ET LA SUISSE, SIGNÉE A BERNE LE 20 MARS 1922.

Texte officiel français communiqué par le Conseil fédéral suisse. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 19 septembre 1922.

Le GOUVERNEMENT DE LA CONFÉDÉRATION SUISSE et le GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, ayant jugé à propos d'apporter certaines modifications aux tableaux à la Convention touchant le contrôle du mouvement des boissons entre la France et la Suisse, conclue le 10 août 1877 [1], et aux déclarations subséquentes [2], les soussignés, dûment autorisés à cet effet, sont convenus des dispositions suivantes :

Les bureaux français dont les noms suivent sont habilités à viser les acquits à caution délivrés en Suisse pour les boissons qui seront exportées de Suisse en France, ainsi que les déclarations d'exportation des boissons fabriquées en Suisse avec de l'alcool monopolisé.

Réciproquement, les bureaux des douanes fédérales dont les noms suivent sont habilités à viser les acquits à caution délivrés en France pour les boissons qui seront exportées de France en Suisse par les bureaux français ci-dessous désignés.

Le tableau ci-dessous indique la correspondance des bureaux en question.

Bureaux fédéraux :	*Bureaux français :*
Lysbüchel	St-Louis-Route
Bâle	St-Louis-Gare
Allschwil I	Hegenheim Sud
Benken et Rodersdorf	Leymen Route
Rodersdorf et Bourg	Biderthal
Moulin Neuf et Moulin de la Scie	Kiflis
Lucelle	Lucelle
Miécourt	Courtavon
Bonfol	Pfetterhouse-Gare
Beurnevésin II	Pfetterhouse-Route
Veyrier I, Veyrier II et Pierre-Grand	Etrembières
Veyrier I, Veyrier II et Pierre-Grand	Rozon-Laidefeur

En foi de quoi, les soussignés ont dressé la présente déclaration.

Fait à Berne, en double exemplaire, le 20 mars 1922.

(Signé) MOTTA.
(Signé) H. ALLIZÉ.

Pour copie conforme :
Berne, le 15 septembre 1922.
Le Chancelier de la Confédération,
(Signé) STEIGER.

[1] De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, deuxième série, tome IV, page 684.
[2] De Martens, Nouveau Recueil Général de Traités, deuxième série, tome XXIX, page 288.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 332. — CONVENTION REGARDING THE CONTROL OF THE MOVEMENT OF INTOXICATING LIQUOR BETWEEN FRANCE AND SWITZERLAND, SIGNED AT BERNE, MARCH 20, 1922.

French Official text communicated by the Swiss Federal Council. The registration of this Convention took place September 19, 1922.

The GOVERNMENT OF THE SWISS CONFEDERATION and the GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC, considering it desirable that certain modifications should be made in the tables contained in the Convention regarding the control of the movement of in toxicating liquor between France and Switzerland, concluded on August 10, 1877, and subsequent declarations, the undersigned, being duly authorised, have agreed upon the following provisions :—

The French offices named below are authorised to endorse receipts for deposits issued in Switzerland in respect of liquors exported from Switzerland to France, and export declarations in respect of liquors manufactured in Switzerland with alcohol under the monopoly.

Reciprocally, the Federal Customs Offices named below are authorised to endorse receipts for deposits issued in France in respect of liquors exported from France to Switzerland through the under-mentioned French offices.

The following table shows the corresponding offices in each country :

Federal Offices :	*French Offices :*
Lysbüchel	St. Louis-Route
Bâle	St. Louis-Gare
Allschwil I	Hegenheim Sud
Benken and Rodersdorf	Leymen Route
Rodersdorf and Bourg	Biderthal
Moulin Neuf and Moulin de la Scie	Kiflis
Lucelle	Lucelle
Miécourt	Courtavon
Bonfol	Pfetterhouse-Gare
Beurnevésin II	Pfetterhouse-Route
Veyrier I, Veyrier II and Pierre-Grand	Etrembières
Veyrier I, Veyrier II and Pierre-Grand	Rozon-Laidefeur.

In faith whereof the undersigned have drawn up the present Declaration.

Done in duplicate at Berne on March 20, 1922.

(Signed) MOTTA.
(Signed) H. ALLIZÉ.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

N° 333.

EMPIRE BRITANNIQUE, FRANCE, ITALIE ET JAPON

Déclaration au sujet de l'Albanie, signée à Paris le 9 novembre 1921.

BRITISH EMPIRE, FRANCE, ITALIE AND JAPAN

Declaration in regard to Albania, signed at Paris, November 9, 1921.

No. 333. — DÉCLARATION DES GOUVERNEMENTS DE L'EMPIRE BRITANNIQUE, DE LA FRANCE, DE L'ITALIE ET DU JAPON, AU SUJET DE L'ALBANIE, SIGNÉE A PARIS LE 9 NOVEMBRE 1921.

Texte officiel français, communiqué par la Conférence des Ambassadeurs. L'enregistrement de cette Déclaration a eu lieu le 2 octobre 1922.

L'EMPIRE BRITANNIQUE, la FRANCE, l'ITALIE et le JAPON, reconnaissant que l'indépendance de l'Albanie, ainsi que l'intégrité et l'inaliénabilité de ses frontières, telles qu'elles ont été fixées par leur décision en date du 9 novembre 1921, est une question d'importance internationale;

Reconnaissant que la violation des dites frontières, ou de l'indépendance de l'Albanie, pourrait constituer une menace pour la sécurité stratégique de l'Italie,

Sont convenus de ce qui suit :

1. Au cas où l'Albanie se trouverait dans l'impossibilité de maintenir son intégrité territoriale, elle aura la liberté d'adresser au Conseil de la Société des Nations une demande d'assistance étrangère.
2. Les Gouvernements de l'Empire britannique, de la France, de l'Italie et du Japon, décident, dans le cas susdit, de donner pour instruction à leurs représentants dans le Conseil de la Société des Nations de recommander que la restauration des frontières territoriales de l'Albanie soit confiée à l'Italie.
3. En cas de menace contre l'intégrité ou l'indépendance aussi bien territoriale qu'économique de l'Albanie, du fait d'une agression étrangère ou de tout autre événement, et au cas où l'Albanie n'aurait pas recours dans un délai raisonnable à la faculté prévue à l'article 1, les Gouvernements susdits feront connaître la situation qui en résultera au Conseil de la Société des Nations.

   Au cas où une intervention serait jugée nécessaire par le Conseil, les Gouvernements susdits donneront à leurs représentants les instructions prévues à l'article 2.
4. Au cas où le Conseil de la Société des Nations déciderait, à la majorité, qu'une intervention de sa part n'est pas utile, les Gouvernements susdits examineront la question à nouveau, s'inspirant du principe contenu dans le préambule de cette Déclaration, à savoir que toutes modifications des frontières de l'Albanie constituent un danger pour la sécurité stratégique de l'Italie.

Fait à Paris, le neuf novembre mil neuf cent vingt et un.

HARDINGE OF PENSHURST.
JULES CAMBON.
BONIN.
K. ISHII.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 333. — DECLARATION BY THE GOVERNMENTS OF THE BRITISH EMPIRE, FRANCE, ITALY AND JAPAN, IN REGARD TO ALBANIA. SIGNED AT PARIS NOVEMBER 9, 1921.

French official text communicated by hte Conference of Ambassadors. The registration of this Declaration took place October 2, 1922.

The BRITISH EMPIRE, FRANCE, ITALY and JAPAN, recognising that the independence of Albania, and the integrity and inalienability of her frontiers, as fixed by their decision of November 9, 1921, is a question of international importance,

Recognising that the violation of these frontiers, or of the independence of Albania, might constitute a danger for the strategic safety of Italy,

Have agreed as follows :

(1) If Albania should at any time find it impossible to maintain intact her territorial integrity, she shall be free to address a request to the Council of the League of Nations for foreign assistance.

(2) The Governments of the British Empire, France, Italy and Japan decide that, in the above-mentioned event, they will instruct their Representatives on the Council of the League of Nations to recommend that the restoration of the territorial frontiers of Albania should be entrusted to Italy.

(3) In case of a threat to Albania's integrity or independence, whether territorial or economic, owing to foreign aggression or to any other event, and in case Albania has not availed herself within a reasonable time of the right provided for in Article 1 the above-mentioned Governments will bring the situation before the Council of the League of Nations.

If the Council considers intervention necessary, the above-mentioned Governments will give their representatives the instructions stipulated in Article 2.

(4) If the Council of the League of Nations decides, by a majority, that intervention is not expedient, the above-mentioned Governments shall reconsider the question in conformity with the principle enunciated in the preamble to this Declaration, namely that any modification in the frontiers of Albania constitutes a danger for the strategic safety of Italy.

Done in Paris, on November the ninth, nineteen hundred and twenty-one.

HARDINGE OF PENSHURST.
JULES CAMBON.
BONIN.
K. ISHII.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

N° 334.

AUTRICHE, GRANDE-BRETAGNE, FRANCE, ITALIE, TCHÉCOSLOVAQUIE, etc.

Reconstruction de l'Autriche. Protocole No. 1 (Déclaration), signé à Genève le 4 octobre 1922.

AUSTRIA, GREAT BRITAIN, FRANCE, ITALY, CZECHOSLOVAKIA, etc.

The Restoration of Austria. Protocol No. 1 (Declaration), signed at Geneva, October 4, 1922.

No. 334. — RECONSTRUCTION DE L'AUTRICHE. PROTOCOLE No. I (DÉCLARATION), SIGNÉ A GENÈVE LE 4 OCTOBRE 1922.

Texte officiel français enregistré le 4 octobre 1922, conformément aux termes de ce Protocole.

DÉCLARATION.

Le GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE, le GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, le GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE et le GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE,

D'une part,

Au moment où ils entreprennent d'aider l'Autriche dans son œuvre de restauration économique et financière,

Agissant uniquement dans l'intérêt de l'Autriche et de la paix générale et d'accord avec les engagements qu'ils ont déjà pris quand ils ont accepté de devenir Membres de la Société des Nations,

Déclarent solennellement :

Qu'ils respecteront l'indépendance politique, l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Autriche ;

Qu'ils ne chercheront aucun avantage spécial ou exclusif d'ordre économique ou financier de nature à compromettre directement ou indirectement cette indépendance ;

Qu'ils s'abstiendront de toute action qui pourrait être contraire à l'esprit des conventions qui seront stipulées en commun pour la reconstruction économique et financière de l'Autriche ou qui pourrait porter préjudice aux garanties que les Puissances auront stipulées pour sauvegarder les intérêts des créanciers et des États garants ;

Et que, le cas échéant, en vue d'assurer le respect de ces principes par toutes les nations, ils s'adresseront, en conformité avec les règles du Pacte de la Société des Nations, soit individuellement, soit collectivement, au Conseil de la Société pour qu'il avise aux mesures à prendre, et qu'ils se conformeront aux décisions dudit Conseil.

Le GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'AUTRICHE,

D'autre part,

S'engage, dans les termes de l'article 88 du Traité de Saint-Germain, à ne pas aliéner son indépendance ; il s'abstiendra de toute négociation et de tout engagement économique ou financier qui serait de nature à compromettre directement ou indirectement cette indépendance.

[1] TRADUCTION — TRANSLATION.

No. 334. — RESTORATION OF AUSTRIA. PROTOCOL No. I (DECLARATION), SIGNED AT GENEVA, OCTOBER 4, 1922.

French official text registered October 4, 1922, according to the terms of this Protocol.

DECLARATION.

The GOVERNMENT OF HIS BRITANNIC MAJESTY, THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC, THE GOVERNMENT OF HIS MAJESTY THE KING OF ITALY, AND THE GOVERNEMENT OF THE CZECHOSLOVAK REPUBLIC,

Of the one part,

At the moment of undertaking to assist Austria in her work of economic and financial reconstruction,

Acting solely in the interests of Austria and of the general peace, and in accordance with the obligations which they assumed when they agreed to become Members of the League of Nations,

Solemnly declare :

That they will respect the political independence, the territorial integrity and the sovereignty of Austria ;

That they will not seek to obtain any special or exclusive economic or financial advantage calculated directly or indirectly to compromise that independance ;

That they will abstain from any act which might be contrary to the spirit of the conventions which will be drawn up in common with a view to effecting the economic and financial reconstruction of Austria, or which might prejudicially affect the guarantees demanded by the Powers for the protection of the interests of the creditors and of the guarantor States ;

And that, with a view to ensuring the respect of these principles by all nations, they will, should occasion arise, appeal, in accordance with the regulations contained in the Covenant of the League of Nations, either individually or collectively, to the Council of the League, in order that the latter may consider what measures should be taken, and that they will conform to the decisions of the said Council ;

The GOVERNMENT OF THE FEDERAL REPUBLIC OF AUSTRIA,

Of the other part,

Undertakes, in accordance with the terms of Article 88 of the Treaty of St. Germain, not to alienate its independence ; it will abstain from any negotiations or from any economic or financial engagement calculated directly or indirectly to compromise this independence.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Cet engagement ne s'oppose pas à ce que l'Autriche conserve, sous réserve des dispositions du Traité de Saint-Germain, sa liberté en matière de tarifs douaniers et d'accords commerciaux ou financiers et, en général, pour tout ce qui touche à son régime économique ou à ses relations commerciales, étant entendu, toutefois, qu'elle ne pourra porter atteinte à son indépendance économique par l'octroi à un Etat quelconque d'un régime spécial ou d'avantages exclusifs de nature à menacer cette indépendance.

Le présent Protocole restera ouvert à la signature de tous les Etats qui voudront y adhérer.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Déclaration (Protocole I).

Fait à Genève, en un seul exemplaire, qui restera déposé au Secrétariat de la Société des Nations et sera par lui immédiatement enregistré, le quatre octobre mil neuf cent vingt-deux.

(Signé) BALFOUR.
G. HANOTAUX.
IMPERIALI.
KRČMÁŘ.
POŠPISIL.

(Signé) SEIPEL.

Le Gouvernement espagnol déclare adhérer à la déclaration contenue dans le Protocole N° 1.

En foi de quoi le soussigné, dûment autorisé, a signé la présente Déclaration le trois novembre mil neuf cent vingt-deux.

(Signé) QUIÑONES DE LEÓN.

This undertaking shall not prevent Austria from maintaining, subject to the provisions of the Treaty of St. Germain, her freedom in the matter of customs tariffs and commercial or financial agreements, and, in general, in all matters relating to her economic regime or her commercial relations, provided always that she shall not violate her economic independence by granting to any State a special regime or exclusive advantages calculated to threaten this independence.

The present Protocol shall remain open for signature by all the States which desire to adhere to it.

In witness whereof the undersigned, duly authorised for this purpose, have signed the present Declaration (Protocol I).

Done at Geneva in a single copy, which shall be deposited with the Secretariat of the League of Nations and shall be registered by it without delay, on the fourth day of October, one thousand nine hundred and twenty-two.

(Signed) BALFOUR.
G. HANOTAUX.
IMPERIALI.
KRČMÁŘ.
POSPISIL.

(Signed) SEIPEL.

The Spanish Government declares that it adheres to the declaration contained in Protocol No. I.

In faith whereof the undersigned, duly authorised for that purpose, has signed the present Declaration this third of November, nineteen hundred and twenty-two.

(Signed) QUIÑONES DE LEÓN.

N° 335.

AUTRICHE, GRANDE-BRETAGNE, FRANCE, ITALIE, TCHÉCOSLOVAQUIE, etc.

Reconstruction de l'Autriche. Protocole No. 11 avec Annexes et Note Interprétative, signés à Genève, le 4 octobre 1922.

AUSTRIA, GREAT BRITAIN, FRANCE, ITALY, CZECHOSLOVAKIA, etc.

The Restoration of Austria. Protocol No. 11 with Annexes and Explanatory Note, signed at Geneva, October 4, 1922.

No. 335. — RECONSTRUCTION DE L'AUTRICHE. PROTOCOLE No. II AVEC ANNEXES ET NOTE INTERPRÉTATIVE, SIGNÉS A GENEVE, LE 4 OCTOBRE 1922.

Texte officiel français enregistré le 4 octobre 1922, conformément aux dispositions finales de ce Protocole.

En vue d'aider l'Autriche dans son œuvre de restauration économique et financière, les GOUVERNEMENTS BRITANNIQUE, FRANÇAIS, ITALIEN, TCHÉCOSLOVAQUE et AUTRICHIEN ont arrêté d'un commun accord les dispositions suivantes :

Article 1.

Le Gouvernement autrichien pourra créer, sous la garantie résultant de la présente Convention, la quantité de titres nécessaires pour produire une somme effective équivalente au maximum à 650 millions de couronnes-or. Le capital et les intérêts de titres ainsi émis seront exempts de tous impôts, droits ou charges au profit de l'Etat autrichien.

Article 2.

Les frais d'émission, de négociations, de remise seront ajoutés au capital de l'emprunt fixé dans l'article précédent.

Article 3.

Le service des intérêts et de l'amortissement de l'emprunt sera assuré au moyen d'une annuité fournie par les revenus affectés en garantie de cet emprunt d'après les dispositions contenues dans le Protocole N° III.

Article 4.

Le produit de cet emprunt ne pourra être employé que sous l'autorité du Commissaire généra désigné par le Conseil de la Société des Nations et conformément aux obligations contractées par le Gouvernement autrichien et contenues dans le Protocole N° III.

Article 5.

Les Gouvernements britannique, français, italien, tchécoslovaque, sans préjudice des autres Gouvernements qui accéderaient à la présente Convention, s'engagent à demander sans délai à leur Parlement l'autorisation de garantir — sous réserve de l'approbation par le Parlement autrichien du Protocole N° III et du vote par ce Parlement de la loi prévue à l'article 3 de ce Protocole — le service de l'annuité de cet emprunt jusqu'à concurrence d'un maximum de 84 pour cent à répartir suivant arrangements spéciaux entre les intéressés.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 335. — RESTORATION OF AUSTRIA. PROTOCOL No. II AND ANNEXES AND EXPLANATORY NOTE SIGNED AT GENEVA, OCTOBER 4, 1922.

French official text registered October 4, 1922, in accordance with the final provisions of this Protocol.

With the object of assisting Austria in the work of her economic and financial restoration, the BRITISH, FRENCH, ITALIAN, CZECHOSLOVAK and AUSTRIAN GOVERNMENTS have by common consent drawn up the following provisions :

Article 1.

The Austrian Government may create , under the guarantee resulting from the present Convention, the amount of securities necessary to yield an effective sum equivalent to not more than 650 millions of gold crowns. The capital and interest of the securities so issued shall be free from all taxes, dues or charges for the benefit of the Austrian State.

Article 2.

The expenses of issue, of negotiation and of delivery, shall be added to the capital of the loan as fixed under the preceding article.

Article 3.

The service of the interest and amortisation of the loan shall be assured by means of an annuity provided by the revenues assigned as security for this loan in accordance with the provisions contained in Protocol No. III.

Article 4.

The yield of the loan may not be employed except under the authority of the Commissioner-General appointed by the Council of the League of Nations and in accordance with the obligations contracted by the Austrian Government and set out in Protocol No. III.

Article 5.

The British, French, Italian and Czechoslovak Governments, without prejudice to action by other Governments which may accede to the present Convention, undertake to ask without delay from their Parliaments authority to guarantee (subject always to the approval by the Austrian Parliament of Protocol No. III, and to the voting by that Parliament of the law contemplated in Article 3 of the said Protocol) the service of the annuity of this loan, up to a maximum of 84 per cent., to be shared under special arrangements between the Parties concerned.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 6.

Chacun des quatre Gouvernements aura la faculté de désigner un représentant au Comité de contrôle dont les attributions sont fixées par les dispositions suivantes. Chacun de ces représentants disposera de 20 voix. Les Gouvernements qui accepteraient de garantir le reliquat de l'annuité non couverte par la garantie des Gouvernements britannique, français, italien et tchécoslovaque auront également la faculté de désigner soit chacun un représentant, soit de s'entendre pour désigner des représentants communs. Chaque représentant aura une voix par fraction de 1% garantie par son Gouvernement.

Article 7.

Les modes d'application de la garantie, les conditions de l'emprunt, prix d'émission, taux d'intérêt, amortissement, frais d'émission, de négociations et de remise devront être soumis à l'approbation du Comité de contrôle des Etats garants. Le chiffre de l'annuité nécessaire au service des intérêts et de l'amortissement de l'emprunt sera également approuvé par le Comité de contrôle. Tout emprunt projeté par le Gouvernement autrichien, en dehors des conditions du programme visé au Protocole N° III, devra être soumis à l'approbation préalable du Comité de contrôle.

Article 8.

Le Comité de contrôle déterminera les conditions dans lesquelles devraient être effectuées les avances des Gouvernements si la garantie était mise en action, ainsi que le mode de remboursement qui leur serait applicable.

Article 9.

Dans les limites des contrats d'émission, le Gouvernement autrichien aura le droit d'opérer la conversion des emprunts avec l'assentiment du Comité de contrôle ; il sera tenu d'exercer cette faculté sur la demande faite par le Comité de contrôle.

Article 10.

Le Comité de contrôle aura le droit d'exiger la production de situations et comptes périodiques ou tous autres renseignements de caractère urgent sur la gestion des revenus affectés en garantie ; il pourra signaler au Commissaire général les modifications administratives et améliorations de nature à accroître leur productivité. Les modifications de tarifs de ces recettes, qui seraient de nature à réduire leur rendement global minimum, évalué en or, tel qu'il sera arrêté avant l'émission des emprunts pour couvrir les annuités nécessaires, devront être soumises à l'approbation préalable du Comité de contrôle. Il en sera de même pour les projets de contrats de concession ou d'affermage de ces revenus.

Article 11.

Au cas où le rendement des revenus affectés serait insuffisant et risquerait de mettre en action la garantie des Gouvernements, le Comité de contrôle pourra requérir l'affectation d'autres revenus suffisants pour faire face au service de l'annuité.

Tout projet d'acte ou de contrat de nature à modifier notablement la consistance du domaine de l'Etat autrichien sera communiqué au Comité trois semaines avant que l'acte ne devienne définitif.

Article 6.

Each of the four Governments shall have power to appoint a representative on the Committee of Control, the functions of which are determined by the provisions set out below. Each such representative shall have twenty votes. Those Governments which may agree to guarantee the remainder of the annuity which is not covered by the guarantee of the British, French, Italian and Czechoslovak Governments, shall in like manner have power either to appoint one representative each, or to agree among themselves to appoint common representatives. Each representative shall have one vote for every 1 % guaranteed by his Government.

Article 7.

The method of application of the guarantee, the conditions of the loan, the issue price, the rate of interest, the amortisation, the expenses of issue, of negotiation and of delivery, shall be submitted for the approval of the Committee of Control constituted by the guarantor States. The amount of the annuity necessary for the service of interest and amortisation of the loan shall likewise be approved by the Committee of Control. Every loan proposed by the Austrian Government, and not falling within the conditions of the programme contemplated in Protocol No. III, shall first be submitted for the approval of the Committee of Control.

Article 8.

The Committee of Control shall determine the conditions under which the advances by the Governments should be effected in the event of the guarantee coming into operation, and the method of repaying such advances.

Article 9.

Within the limits fixed by the contracts under which they are issued, the Austrian Government shall have the right to effect conversion of the loans with the consent of the Committee of Control ; it shall be obliged to exercise this power on the request of the Committee of Control.

Article 10.

The Committee of Control shall have the right to require the production of periodical statements and accounts and any other information urgently needed in regard to the administration of the revenues assigned as security ; it may bring to the attention of the Commissioner-General any administrative changes and improvements calculated to increase their productivity. Any changes in the rates producing such revenues which might be such as to reduce their minimum total yield, expressed in gold, as this may be determined before the issue of the loans in order to provide the necessary annuities, shall first be submitted for the approval of the Committee of Control. The same rule shall apply to proposed contracts for the concession or farming out of those revenues.

Article 11.

In case the yield of the assigned revenues should be insufficient and should involve a possibility of bringing into operation the guarantee of the Governments, the Committee of Control may require that other revenues sufficient to meet the service of the annuity shall be assigned as security.

Any draft instrument or contract which is likely materially to change the nature, condition or administration of the public domain of Austria shall be communicated to the Committee three weeks before the instrument becomes final.

Article 12.

Le Comité de contrôle se réunira périodiquement à telles dates qu'il fixera lui-même, de préférence au siège de la Société des Nations. Il ne pourra communiquer qu'avec le Commissaire général ; celui-ci devra assister ou se faire représenter aux réunions du Comité de contrôle. Les décisions de ce Comité sont prises à la majorité absolue des voix présentes ; toutefois, une majorité de deux tiers des voix présentes sera requise pour les décisions relatives aux articles 7 et 8.

Le Comité de contrôle sera convoqué en session extraordinaire sur une demande réunissant au moins dix voix.

Article 13.

Le Comité de contrôle ou chacun de ses membres pourra demander tous renseignements et éclaircissements sur l'élaboration du programme de réformes financières et sur son exécution. Le Comité pourra adresser au Commissaire général toutes observations et lui faire toutes représentations qui seraient reconnues nécessaires pour sauvegarder les intérêts des Gouvernements garants.

Article 14.

En cas d'abus, le Comité de contrôle ou tout Etat garant pourra adresser un recours au Conseil de la Société des Nations qui se prononcera sans délai.

Article 15.

En cas de différend concernant l'interprétation de ce Protocole, les parties accepteront l'avis du Conseil de la Société des Nations.

En foi de quoi les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé le présent Protocole.

Fait à Genève en un seul exemplaire, qui restera déposé au Secrétariat de la Société des Nations et sera par lui immédiatement enregistré, le quatre octobre mil neuf cent vingt-deux.

(Signé) BALFOUR.
G. HANOTAUX.
IMPERIALI.
KRČMÁŘ.
POSPIŠIL.

(Signé) SEIPEL.

L'article 5 de la présente Convention (Protocole N° II) ayant réservé l'accession d'autres gouvernements, le Gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Espagne s'engage à demander sans délai au Parlement l'autorisation de garantir le service de l'annuité de l'emprunt prévu par la Convention jusqu'à concurrence de cinq pour cent, sous les réserves mentionnées dans l'article 5 et conformément aux dispositions de la Convention, ainsi que de ses annexes, notamment du § 2 du Préambule, de ses annexes et de la Note interprétative.

En foi de quoi le soussigné, dûment autorisé, a signé la présente déclaration.

Le trois novembre mil neuf cent vingt-deux.

(Signé) J. QUIÑONES DE LEÓN.

Article 12.

The Committee of Control shall meet from time to time at such dates as it may itself determine, preferably at the seat of the League of Nations. It shall communicate only with the Commissioner-General, who shall be present or shall be represented at the meetings of the Committee of Control. The decisions of the Committee shall be taken by an absolute majority of the votes present ; provided always that a majority of two-thirds of the votes present shall be required for any decisions under Articles 7 and 8.

An extraordinary meeting of the Committee of Control shall be convened on a request supported by not less than ten votes.

Article 13.

The Committee of Control, or any one of its members, may demand any information or explanations as to the elaboration and the execution of the programme of financial reform. The Committee may address any observations or make any representations to the Commissioner-General which it recognises to be necessary to safeguard the interests of the guarantor Governments.

Article 14.

In the event of abuse, the Committee of Control or any guarantor State may appeal to the Council of the League of Nations, which shall give its decision without delay.

Article 15.

In the event of any difference as to the interpretation of this Protocol, the Parties will accept the opinion of the Council of the League of Nations.

In faith whereof the undersigned, duly authorised for this purpose, have signed the present Protocol.

Done at Geneva in a single copy, which shall be deposited with the Secretariat of the League of Nations and shall be registered by it without delay, on the fourth day of October, one thousand nine hundred and twenty-two.

(Signed) BALFOUR.
G. HANOTAUX.
IMPERIALI.
KRČMÁŘ.
POSPIŠIL.

(Signed) SEIPEL.

As Article 5 of the present Convention (Protocol No. II) provides for the accession of other Governments, the Government of His Majesty the King of Spain undertakes to apply to Parliament without delay for authorisation to guarantee the service of annual interest up to five per cent. on the loan provided for in the Convention, subject to the reservations referred to in Article 5 and in accordance with the provisions of the Convention and its annexes, and particularly paragraph 2 of the preamble of the Annexes and the explanatory Note.

In faith whereof the undersigned, duly authorised for that purpose, has signed the present Declaration.

This third of November, nineteen hundred and twenty-two.

(Signed) QUIÑONES DE LEÓN.

ANNEXES AU PROTOCOLE N° II.

PRÉAMBULE.

1. La garantie accordée par les Etats signataires du Protocole N° II s'appliquera à un emprunt autrichien de 650 millions de couronnes-or, les titres de cet emprunt devant avoir tous le même caractère et offrir la même sécurité, le Comité financier ayant calculé que le déficit autrichien doit être augmenté de 520 à 650 millions de couronnes-or, pour tenir compte des avances qui ont été faites par certains Gouvernements au cours de cette année et qui ont droit au remboursement, soit sur le produit de l'emprunt organisé par la Société des Nations, soit en titres jouissant des mêmes gages et des mêmes avantages.

2. Toutefois, afin d'éviter que les avances pouvant résulter de la garantie de la part de l'emprunt autrichien qui devra être consacrée au remboursement des avances déjà faites ne puissent retomber sur des Etats non intéressés à ce remboursement, et afin que les sacrifices qui pourront avoir à être demandés éventuellement à ces Etats ne dépassent pas ceux que comporterait la garantie par eux d'un emprunt de 520 millions de couronnes-or, les Gouvernements qui ont à obtenir des remboursements du Gouvernement autrichien (Gouvernements britannique, français, italien et tchécoslovaque) ont pris des dispositions qui font l'objet de l'annexe B.

ANNEXE A.

Les Gouvernements français, italien, tchécoslovaque s'engagent à affecter à la garantie des émissions de bons du Trésor ou opérations de trésorerie analogues, garanties par les recettes brutes des douanes et des tabacs et prévues par le rapport du Comité finacier pour la période antérieure au vote des autorisations de garantie par les divers Parlements, le reliquat des avances promises en 1922 au Gouvernement autrichien et dont le montant était fixé :

France	55 millions de francs
Italie	70 millions lire
Tchécoslovaquie	500 millions couronnes tchécoslovaques.

Par reliquat, on doit entendre non seulement les sommes non encore versées sur les totaux ci-dessus, mais celles qui, ayant été versées, seraient susceptibles, en raison de leur présente affectation, d'être libérées pour un autre emploi avec le consentement du Gouvernement autrichien. Aussitôt que celui-ci aura été obtenu, les reliquats, tels qu'ils sont ici définis, devront être sans délai mis à la disposition du Gouvernement autrichien pour être utilisés, sous l'autorité du Commissaire général ou de la délégation provisoire du Conseil, aux opérations de trésorerie visées ci-dessus.

Aussitôt que les autorisations de garanties votées par les divers Parlements auront atteint un total d'au moins 80 %, les reliquats d'avances ainsi utilisés en garantie seront libérés et remboursés aux Gouvernements intéressés.

Fait à Genève le quatre octobre mil neuf cent ving-deux.

(Signé) BALFOUR.
G. HANOTAUX.

(Signé) IMPERIALI.
KRČMÁŘ.
POSPIŠIL.

3 novembre 1922.

J. QUIÑONES DE LEÓN.

ANNEXES TO PROTOCOL No.II.

PREAMBLE.

(1) The guarantee granted by the States signatories of Protocol No. II shall be employed for an Austrian loan of 650 million gold crowns, bonds for which shall all be of the same character and shall offer the same security, the Financial Committee having calculated that the Austrian deficit needs to be increased from 520 to 650 million gold crowns so as to take into account the advances made by certain Governments in the course of this year, which carry the right to repayment either from the proceeds of the loan organised by the League of Nations, or in securities enjoying the same guarantees and the same advantages.

(2) In order, however, that the advances which may result from the guarantee of that part of the Austrian loan which should be devoted to the repayment of advances already made may not devolve on States not interested in this repayment, and in order that the sacrifices which may ultimately have to be asked of those States should not be greater than those which would be entailed in the guarantee by them of a loan of 520 million gold crowns, the Governments entitled to repayments from the Austrian Government (the British, French, Italian an Czechoslovak Governments) have laid down the provisions which form the subject of Annex B.

ANNEX A.

The French, Italian and Czechoslovak Governments undertake to assign for the guarantee of the issues of Treasury bonds or similar Treasury operations, guaranteed by the gross receipts of the Customs and tobacco monopolies and envisaged in the report of the Financial Committee for the period previous to the Vote by the various Parliaments of authority for the guarantees, the balance of the advances promised in 1922 to the Austrian Government, the total amount of which was fixed at

France	55 million francs.
Italy	70 million lire.
Czechoslovakia	500 million Czechoslovak crowns.

By the word, balance" should be understoot not only the sums not yet paid in respect of the above totals, but those which, having been paid, might be capable, by reason of their present employment, of being liberated for a different use with the consent of the Austrian Government. As soon as this has been obtained, the balances, as here defined, should be placed without delay at the disposal of the Austrian Government to be utilised — under the authority of the Commissioner- General or of the Provisional Delegation of the Council — in the Treasury operations referred to above.

As soon as the legislation voted by the various Parliaments authorising guarantees shall have obtained a total of at least 80 % , the balances of the advances thus utilised as guarantees shall be liberated and reimbursed to the Governments interested.

Done at Geneva on October the fourth, one thousand nine hundred and twenty-two.

(Signed) BALFOUR.
G. HANOTAUX.

(Signed) IMPERIALI.
KRČMÁŘ.
POSPISIL.

November 3, 1922.

QUIÑONES DE LEÓN.

ANNEXE B.

La répartition de la garantie entre les quatre Gouvernements britannique, français, italien et tchécoslovaque, prévue par l'article 5 du Protocole II et le § 2 du Préambule, aura lieu conformément aux dispositions suivantes :

1. La garantie des annuités correspondant à la somme de 130 millions, nécessaire pour le remboursement des avances visé au § 1 du Préambule, sera répartie par tiers entre les trois Gouvernements britannique, français et tchécoslovaque.

2. La somme nécessaire au remboursement du crédit tchécoslovaque s'élevant à environ 80 millions de couronnes-or, le Gouvernement tchécoslovaque s'engage à limiter à 60 millions de couronnes-or le montant du remboursement auquel il aura droit sur le produit de l'emprunt. Il acceptera en paiement de cette part de 60 millions des titres de l'emprunt émis en sus du montant des souscriptions effectives. Quant au solde de cette créance, il se contentera, pour le couvrir, de bons libellés en couronnes tchécoslovaques et jouissant des mêmes droits et gages que les titres de l'emprunt ; mais il est entendu que ces bons ne bénéficieront pas de la garantie des autres Gouvernements et pourront être émis en excédent du chiffre de 650 millions.

Le Gouvernement britannique et le Gouvernement français, qui ont droit, aux termes de leurs contrats, au remboursement total du montant de leurs avances sur le produit du premier emprunt, acceptent un barème de remboursement progressif faisant porter sur les dernières tranches d'emprunt la plus grande partie de la charge du remboursement.

L'Italie aura droit au remboursement sur le produit de l'emprunt, conformément à un barème de paiement identique à celui adopté pour la créance anglaise, de la part de son avance qui n'aura pas été recouvrée après avoir été employée aux termes de l'annexe A. En cas de mise en action de la garantie, l'Italie, en ce qui concerne la garantie de 130 millions, supportera seulement la charge afférente à la part de l'annuité de l'emprunt correspondant au montant des remboursements auxquels elle a droit.

Dans la mesure où l'Italie sera amenée à assumer ainsi une partie de la garantie des 130 millions, la part de garantie de la France, de la Tchécoslovaquie et de la Grande-Bretagne sera diminuée d'autant.

Fait à Genève le quatre octobre mil neuf cent vingt-deux.

(Signé) BALFOUR.
G. HANOTAUX.
IMPERIALI.
KRČMÁŘ.
POSPIŠIL.

3 novembre 1922.

J. QUIÑONES DE LEÓN.

ANNEX B.

The apportionment of the guarantee between the four Governments, British, French, Italian and Czechoslovak, provided for in Article 5 of Protocol II and paragraph 2 of the preamble, shall take place in accordance with the following provisions :

(1) The guarantee of the annuities corresponding to the sum of 130 millions required for the reimbursement of the advances referred to in the first paragraph of the preamble, shall be apportioned as to one-third to each of the British, French and Czechoslovak Governments.

(2) With regard to the sum required for the reimbursement of the Czechoslovak credit, amounting to about 80 million gold crowns, the Czechoslovak Government undertakes to limit to 60 million gold crowns the total of the reimbursement which it will have the right to claim from the proceeds of the loan. It will accept in payment of this share of 60 millions, bonds of this loan issued over and above the total of the effective subscriptions. With regard to the balance of this claim, it will be satisfied that it should be covered by securities in Czechoslovak crowns and enjoying the same rights and guarantees as the bonds of the loan, but it is understood that these securities shall not benefit by the guarantee of the other Governments, and may be issued in excess of the sum of 650 millions.

The British and French Governments, which are entitled, by the terms of their contracts, to complete reimbursement of the amount of their advances out of the proceeds of the first loan, accept a scale of progressive repayment, charging the larger part of the repayment on the later instalments of the loan.

Italy shall have the right of reimbursement out of the proceeds of the loan, in accordance with a scale of payment identical with that adopted for the English claim, on that part of its advance which shall not have been repaid after having been utilised in accordance with the terms in Annex A. In the case of the guarantee coming into force, Italy shall, in respect of the guarantee of the 130 millions, be responsible only for the liability appertaining to that part of the annuity of the loan which corresponds to the total.

To the extent to which Italy shall thus be led to assume a portion of the guarantee of the 130 millions, the share of the guarantee borne by France, Czechoslovakia and Great Britain shall be correspondingly diminished.

Done at Geneva, the fourth day of October, one thousand nine hundred and twenty-two.

(Signed) BALFOUR.
G. HANOTAUX.
IMPERIALI.
KRČMÁŘ.
POSPIŠIL.

November 3, 1922.

QUIÑONES DE LEÓN.

NOTE INTERPRÉTATIVE.

De la comparaison de l'article 5 du Protocole N° II (fixant au maximum de 84 % la garantie des quatre Gouvernements à répartir suivant arrangement) du Préambule et de l'annexe B, il ressort :

Que chacun des quatre Gouvernements s'engage à garantir chacun 20 % de l'annuité correspondante au capital emprunté pour faire face au déficit de 520 millions ;

Que la répartition de la garantie sur l'excédent de l'annuité correspondant à la différence de 130 millions entre le total de 650 et cette somme de 520 millions sera réglée conformément à l'annexe B.

GENÈVE, *le* 4 *octobre* 1922.

(Signé) BALFOUR.
G. HANOTAUX.
IMPERIALI.
KRČMÁŘ.
POSPIŠIL.

3 novembre 1922.

J. QUIÑONES DE LEÓN.

EXPLANATORY NOTE.

From a comparaison of Article 5 of Protocol No. II (which fixes at a maximum of 84 % the guarantee to be given by the four Governments and to be apportioned as may be arranged) with the Preamble and with Annex B, it follows :

That each of the four Governments undertakes to guarantee 20 % of the annuity corresponding to the capital of the loan floated to meet the deficit of 520 millions ;

That the apportionment of the guarantee for the remainder of the annuity, which corresponds to the difference (130 millions) between the total of 650 and this sum of 520 millions, will be made in accordance with Annex B.

GENEVA, *October* 4, 1922.

(Signed) BALFOUR.
G. HANOTAUX.
IMPERIALI.
KRČMÁŘ.
POSPIŠIL.

November 3, 1922.

QUIÑONES DE LEÓN.

N° 336.

AUTRICHE

Reconstruction de l'Autriche. Protocole No. III (Déclaration) signé à Genève le 4 octobre 1922.

AUSTRIA

The Restoration of Austria. Protocol No. III (Declaration) signed at Geneva, October 4, 1922.

No. 336. — RECONSTRUCTION DE L'AUTRICHE. PROTOCOLE No. III (DÉCLARATION), SIGNÉ A GENÈVE LE 4 OCTOBRE 1922.

Texte officiel français enregistré le 4 octobre 1922, conformément aux dispositions finales de ce Protocole.

Le soussigné, agissant au nom du GOUVERNEMENT AUTRICHIEN et dûment autorisé à cet effet, déclare accepter les obligations qui suivent :

1. Le Gouvernement autrichien demandera au Parlement la ratification de la déclaration politique signée par lui, qui fait l'objet du Protocole N° I.

2. Le Gouvernement autrichien établira, dans le délai d'un mois, en collaboration soit avec le Commissaire général, dont les attributions font l'objet du § 4 ci-dessous, soit avec une délégation provisoire du Conseil de la Société des Nations, qui pourra être nommée à cette fin, un programme de réformes et d'assainissement à réaliser par étapes et destiné à permettre à l'Autriche de rétablir un équilibre permanent de son budget dans un délai de deux ans et dont les lignes d'ensemble ont été tracées dans le rapport du Comité financier (Annexe). Ce programme devra mettre l'Autriche en mesure de satisfaire à ses obligations par l'accroissement des recettes et la réduction des dépenses ; il exclura tout recours à l'emprunt, sauf dans les conditions qui y seront déterminées ; il interdira, aux termes des statuts à donner à la Banque d'émission qui sera instituée, toute nouvelle inflation monétaire.

Il devra, en outre, permettre à l'Autriche d'assurer sur des bases permanentes sa stabilité financière par un ensemble de mesures tendant à une réforme économique générale. Le rapport du Comité économique, qui traite de cet aspect du problème, sera dûment communiqué au Commissaire général.

Il est entendu qu'au cas où le premier programme apparaîtrait à l'usage comme insuffisant pour rétablir un équilibre permanent du budget dans un délai de deux ans, le Gouvernement autrichien devrait, en consultation avec le Commissaire général, y apporter les modifications appropriées au résultat essentiel à atteindre. Le Gouvernement autrichien demandera au Parlement d'approuver le plan ci-dessus.

3. Le Gouvernement autrichien présentera immédiatement au Parlement autrichien un projet de loi qui, pendant deux ans, donnera, à tout gouvernement qui serait alors aux affaires, pleins pouvoirs pour prendre, dans les limites de ce programme, toutes mesures qui, à son avis, seront nécessaires en vue d'assurer, à la fin de cette période, le rétablissement de l'équilibre budgétaire, sans qu'il soit nécessaire de recourir ultérieurement à une sanction nouvelle du Parlement.

4. L'Autriche accepte la nomination par le Conseil de la Société des Nations d'un Commissaire général, qui sera responsable devant le Conseil et révocable par lui. Ses fonctions sont définies dans leurs grandes lignes dans le rapport du Comité financier.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 336. — RESTORATION OF AUSTRIA. PROTOCOL No. III. (DECLARATION) SIGNED AT GENEVA, OCTOBER 4, 1922.

French official text registered October 4, 1922, in accordance with the final provisions of this protocol.

The undersigned, acting in the name of the AUSTRIAN GOVERNMENT, and duly authorised for this purpose, declares that he accepts the following obligations :

(1) The Austrian Government will ask its Parliament to ratify the political declaration signed by it which is the subject of Protocol No. I.

(2) The Austrian Government will, within one month, in collaboration either with the Commissioner-General, whose functions form the subject of paragraph 4 below, or with such provisional delegation of the Council of the League of Nations as may be appointed for the purpose, draw up a programme of reforms and improvement, to be realised by stages and designed to enable Austria to re-establish a permanent equilibrium of her budget within two years, the general outline of which is defined in the report of the Financial Committee (Annex). This programme must place Austria in a position to satisfy her obligations by the augmentation of her receipts and the reduction of her expenditure ; it will exclude any recourse to loans except under the conditions determined by it ; it will prohibit, by the terms of the statutes to be drawn up for the Bank of Issue which is to be created, any further monetary inflation.

It should further enable Austria to assure her financial stability on a permanent basis by a series of measures leading to a general economic reform. The report of the Economic Committee dealing with this aspect of the problem shall be duly communicated the Commissioner General.

It is understood that, if the first programme should appear in practice to be insufficient to re-establish permanent equilibrium of the budget within two years, the Austrian Government will be bound, in agreement with the Commissioner-General, to introduce therein the modifications appropriate to the result which it is essential to attain. The Austrian Government will ask its Parliament to approve the above-mentioned plan.

(3) The Austrian Government will forthwith lay before the Austrian Parliament a draft law giving, during two years, to any Government which may then be in power, full authority to take all measures, within the limits of this programme, which in its opinion may be necessary to assure at the end of the period mentioned the re-establishment of budgetary equilibrium without there being any necessity to seek for further approval by Parliament.

(4) Austria accepts the nomination by the Council of the League of Nations of a Commissioner-General who shall be responsible to the Council and removable by it. His functions are defined in broad outline in the report of the Financial Committee.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Il aura pour mission de requérir l'exécution du programme de réformes et de veiller à son exécution. Le Commissaire général résidera à Vienne. Il pourra s'adjoindre le personnel technique nécessaire. Les dépenses du Commissaire général et de son service seront approuvées par le Conseil et seront à la charge du Gouvernement autrichien. Le Commissaire général adressera tous les mois au Conseil un rapport sur le progrès des réformes et les résultats acquis. Ce rapport sera communiqué sans délai aux membres du Comité de contrôle.

Le Gouvernement autrichien accepte de ne pouvoir disposer des fonds provenant des emprunts, ni procéder aux opérations destinées à escompter le résultat des emprunts, qu'avec l'autorisation du Commissaire général, les conditions qui seront fixées par le Commissaire général pour accorder cette autorisation ne devant avoir d'autre objet que d'assurer la réalisation progressive du programme de réformes et d'éviter un avilissement des gages affectés au service de l'emprunt.

Si le Gouvernement autrichien estime que le Commissaire général a abusé de son autorité, il pourra adresser un recours au Conseil de la Société des Nations.

Les fonctions du Commissaire général prendront fin par décision du Conseil de la Société des Nations, quand celui-ci aura constaté que la stabilité financière de l'Autriche aura été assurée, sans préjudice du contrôle spécial des gages affectés au service de l'emprunt.

5. Le Gouvernement autrichien affectera comme gages à l'emprunt garanti les recettes brutes des douanes et du monopole des tabacs et, au cas où le Commissaire général l'estimerait nécessaire, d'autres gages spécifiques, d'accord avec lui. Il ne prendra aucune mesure qui, de l'avis du Commissaire général, serait de nature à diminuer la valeur de ces gages de façon à menacer la sûreté des créanciers et des Etats garants. Le Gouvernement autrichien ne pourra notamment faire subir, sans l'approbation du Commissaire général, aux tarifs des recettes affectées en garantie, des modifications qui seraient de nature à réduire leur rendement global minimum évalué en or, tel qu'il sera arrêté avant l'émission des emprunts pour couvrir les annuités nécessaires.

Le produit des revenus bruts affectés en gage sera versé à un compte spécial au fur et à mesure de leur perception, en vue d'assurer le service de l'annuité des emprunts. Le Commissaire général seul aura la disposition de ce compte. Le Commissaire général pourra requérir les modifications et améliorations de nature à accroître la productivité des recettes affectées en garantie. Au cas où, malgré ces représentations, la gestion du Gouvernement autrichien lui paraîtrait compromettre gravement la valeur de ces gages, il pourra requérir que cette gestion soit transférée à une administration spéciale, soit par voie de mise en régie, soit par voie de concession ou d'affermage.

6. *a)* Le Gouvernement autrichien s'engage à ne pas accorder de concessions qui, selon l'avis du Commissaire général, seraient de nature à compromettre l'exécution du programme de réformes.

b) Le Gouvernement autrichien abandonnera tout droit d'émission de papier-monnaie et ne négociera ni ne conclura d'emprunt, sinon conformément au programme défini ci-dessus et avec l'autorisation du Commissaire général. Si le Gouvernement autrichien se croyait dans la nécessité d'envisager des emprunts en dehors des conditions du programme visé dans ce Protocole, il devra soumettre ces projets à l'approbation préalable du Commissaire général et du Comité de contrôle.

c) Le Gouvernement autrichien demandera au Parlement les modifications jugées nécessaires, en conformité avec le rapport du Comité financier (Annexe), aux statuts de la Banque d'émission et, le cas échéant, à la loi du 24 juillet 1922 (*Bulletin des Lois* N° 490). Les statuts de la Banque d'émission devront lui assurer, vis-à-vis du Gouvernement, une pleine autonomie. Elle devra exercer les fonctions de caissier de l'Etat, centraliser les opérations de recettes et de dépenses et fournir des situations périodiques aux dates et dans la forme qui seront fixées d'accord avec le Commissaire général.

His duty will be to ensure that the programme of reforms is carried out and to supervise its execution. The Commissioner-General shall reside at Vienna. He may provide himself with the necessary technical personnel. The expenses of the Commissioner-General and of his office shall be approved by the Council and supported by the Austrian Government. The Commissioner-General shall present monthly to the Council a report upon the progress of the reforms and the results achieved. This report shall be communicated without delay to the members of the Committee of Control.

The Austrian Government agrees that it may not dispose of any funds derived from loans, or undertake any operation with a view to discounting the proceeds of loans, except by authorisation of the Commissioner-General ; provided that the conditions which the Commissioner-General may attach to such authorisation shall have no other object than that of assuring the progressive realisation of the programme of reforms and of avoiding any deterioration of the assets assigned for the service of the loan.

If the Austrian Government considers that the Commissioner-General has abused his authority, it may appeal to the Council of the League of Nations.

The functions of the Commissioner-General shall be brought to an end by a decision of the Council of the League of Nations, when the Council shall have ascertained that the financial stability of Austria is assured, without prejudice to any special control of the assets assigned for the service of the loan.

(5) The Austrian Government will furnish as securities for the guaranteed loan the gross receipts of the Customs and of the tobacco monopoly, and, if the Commissioner-General should deem it necessary, other specific assets determined in agreement with him. It will not take any measure which in the opinion of the Commissioner-General would be such as to diminish the value of such assets so as to threaten the security of the creditors and of the guarantor States. In particular, the Austrian Government may not, without the approval of the Commissioner-General, introduce into the rates producing the revenues assigned as security any changes which might be such as to reduce their minimum total yield expressed in gold as this may be determined, before the issue of the loans, in order to provide for the necessary annuities.

The yield of the gross revenues assigned as security will be paid into a special account, as and when collected, for the purpose of assuring the service of the annuity of the loans. The Commissioner-General may alone control this account. The Commissioner-General may require such modifications and improvements as may increase the productivity of the revenues assigned as security. If, notwithstanding such representations, it should appear to him that the value of these assets is seriously prejudiced by their management by the Austrian Government, he may require that this management shall be transferred to a special administration, either by the constitution of a Government monopoly or by the grant of concessions or of leases.

(6) *(a)* The Austrian Government undertakes to grant no concessions which, in the opinion of the Commissioner-General, might be such as to compromise the execution of the programme of reforms.

(b) The Austrian Government will surrender all right to issue paper money and will not negociate or conclude loans except in conformity with the programme above set out and with the authorisation of the Commissioner-General. If the Austrian Government should consider itself obliged to envisage the issue of loans not covered by the conditions of the programme contemplated in this Protocol, it would first submit such plans for the approval of the Commissioner-General and of the Committee of Control.

(c) The Austrian Government will ask its Parliament to make such modifications as are considered necessary, in accordance with the report of the Financial Committee (Annex), both in the statutes of the Bank of Issue and, should the occasion arise, in the Law of July 24, 1922 *(Bulletin des Lois,* No. 490). The statutes of the Bank of Issue shall assure it complete autonomy in its relations with the Government. The Bank should be responsible for the cash transactions of the State, it should centralise the Government's receipts and payments and should furnish periodical financial statements

d) Le Gouvernement autrichien prendra et exécutera toutes les décisions nécessaires en vue de réaliser pleinement le programme d'assainissement, y compris les réformes administratives et les transformations indispensables dans la législation.

7. Le Gouvernement autrichien prendra toutes mesures en vue d'assurer le maintien de l'ordre public.

8. Tous les engagements définis ci-dessus, relatifs aux attributions du Commissaire général ou à des réformes d'ordre financier ou administratif, dans la mesure où ils se rapportent à une période postérieure au 1er janvier 1923, sont conditionnels et ne deviendront définitifs que lorsque les Gouvernements britannique, français, italien et tchécoslovaque auront sanctionné leur promesse de garantie par l'approbation de leurs parlements respectifs.

Toutefois, le Gouvernement autrichien s'engage définitivement :

a) A prendre dès maintenant toutes les mesures en son pouvoir pour réduire le déficit, ces mesures comportant en particulier un relèvement des tarifs de chemins de fer, des postes, des télégraphes et des prix de vente du produit des monopoles ;

b) A présenter immédiatement au Parlement autrichien le projet de loi visé au § 3 qui, pendant deux ans, donnera au Gouvernement en exercice ou à tout Gouvernement qui lui succédera pleins pouvoirs pour prendre toutes mesures qui, à son sens, seront nécessaires en vue d'assurer, à la fin de cette période, le rétablissement de l'équilibre budgétaire ;

c) A préparer immédiatement un programme de réforme, à provoquer les mesures législatives nécessaires, à appliquer les premières mesures d'exécution prévues dans ce programme d'ici au 1er janvier 1923.

9. En cas de différend concernant l'interprétation de ce Protocole, les parties accepteront l'avis du Conseil de la Société des Nations.

Le présent Protocole sera communiqué aux Etats signataires du Protocole N° II, signé à Genève le 4 octobre 1922.

En foi de quoi le soussigné, dûment autorisé à cet effet, a signé le présent Protocole.

Fait à Genève en un seul exemplaire, qui restera déposé au Secrétariat de la Société des Nations et sera par lui immédiatement enregistré, le quatre octobre mil neuf cent vingt-deux.

(Signé) SEIPEL.

---

at the dates and in the form which may be determined in agreement with the Commissioner-General.

(d) The Austrian Government will take and carry out all decisions necessary for the full realisation of the programme of reforms, including all necessary administrative reforms and the indispensable alterations in the legislation.

(7) The Austrian Government will take all measures necessary to ensure the maintenance of public order.

(8) All obligations defined above relating to the functions of the Commissioner-General or to financial or admisnistrative reforms, so far as they relate to a period subsequent to January 1, 1923, are conditional and shall not become finally binding until the British, French, Italian and Czechoslovak Governments have confirmed their promised guarantees by the approval of their respective Parliaments.

Nevertheless, the Austrian Government definitely undertakes :

(a) To take as from the present date all measures in its power to reduce the deficit ; these measures are to include, in particular, increases in the railway, postal and telegraphic rates, and in the sale prices of the products of the monopolies ;

(b) To submit immediately to the Austrian Parliament the draft law contemplated in paragraph (3), which will give for two years to the Government now in office, or to any succeeding Government, full authority to take all measures which in its opinion may be necessary to assure the re-establishment of budgetary equilibrium at the end of that period ;

(c) To prepare immediately a programme of reform, to set in motion the necessary legislative action and to apply the first measures of execution contemplated by the programme, between the present date and January 1, 1923.

(9) In the event of any difference as to the interpretation of this Protocol, the Parties will accept the opinion of the Council of the League of Nations.

The present Protocol shall be communicated to those States which have signed Protocol No. II signed at Geneva on October 4, 1922.

In faith whereof the undersigned, duly authorised for this purpose, has signed the present Protocol.

Done at Geneva in a single copy, which shall be deposited with the Secretariat of the League of Nations and shall be registered by it without delay, on the fourth day of October, nineteen hundred and twenty-two.

(Signed) SEIPEL.

N° 337.

AUTRICHE ET ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET ET D'IRLANDE

Accord au sujet du règlement des dettes ennemies mentionnées à la Section 3 et à son annexe de la Partie X du Traité de Paix de Saint-Germain. Vienne, les 27 août et 2 octobre 1920.

AUSTRIA AND UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND

Agreement concerning the settlement of enemy debts referred to in Section 3 and the Annex thereto of Part X of the Peace Treaty of St. Germain. Vienna, August 27, and October 2, 1920.

No. 337. — AGREEMENT CONCERNING THE SETTLEMENT OF ENEMY DEBTS REFERRED TO IN SECTION 3 AND THE ANNEX THERETO OF PART X OF THE PEACE TREATY OF SAINT-GERMAIN. VIENNA, AUGUST 27 AND OCTOBER 2, 1920.

Textes officiels allemand et anglais communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté britannique. L'enregistrement de cet Accord a eu lieu le 5 octobre 1922.

English and German official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Agreement took place on October 5, 1922.

MEMORANDUM COMMUNICATED TO THE FEDERAL GOVERNMENT OF AUSTRIA BY HIS BRITANNIC MAJESTY'S REPRESENTATIVE AT VIENNA ON AUGUST 27, 1920.

HIS BRITANNIC MAJESTY'S GOVERNMENT having given notice that they adopt Section 3 and the annex thereto of Part X of the Treaty of St. Germain as between Austria on the one hand and the United Kingdom and the British Colonies and Protectorates, with the exception of Egypt, on the other hand, and being desirous of affording all opportunity to the Austrian Government for the full execution of their obligations thereunder, are prepared to agree that the said section and annex shall [illegible] subject in their application to the provisions set out below.

H.M. Government expect that the Austrian Government will agree to accept notice of the adoption of the said section and annex as between Austria and any of the British Dominions or India if given at any time within a period of one month from the present date.

(1) Notwithstanding the provisions of Article 248 (a) of the Treaty of St. Germain, direct communication may be permitted with the consent of the two Clearing Offices between the interested parties with regard to the settlement of debts due by Austrian nationals to British nationals. Such settlements may be permitted with the sanction of the Clearing Offices in each case.

The British Clearing Office will be prepared to consider applications made before March 31, 1921, for the release of property, rights and interests chargeable under paragraph 4 of the annex to Article 249 of the Treaty with a view to the settlement of debts by amicable arrangement, provided that the proportion of the assets so to be released to the amount of the debts removed by the arrangement from the operation of the Clearing Offices is not such as, in the opinion of the British Clearing Office, will have the effect of reducing the dividend payable from Austrian property subject to the charge to British creditors generally.

(2) The proceeds of liquidation of Austrian property, rights and interests, and cash assets of Austrians, within the territories of the British Empire in respect of which notice has been given of the adoption of the Clearing Office system, will be credited to the Austrian Government in the account referred to in paragraph 11 of the annex to Article 248.

Similarly, the proceeds of liquidation of British property, rights and interests, and cash assets of British nationals, for which the Austrian Government is liable to account in accordance with the provisions of Section IV of Part X of the Treaty of St. Germain, shall be credited to the British Government in this account. Compensation awarded by the Mixed Arbitral Tribunal under paragraph (e) of Article 249 shall also be credited in the same account.

(3) H.M. Government expect that the Austrian Government will use its best endeavours to collect the debts due through the Clearing Offices from its nationals to British nationals as promptly as possible. This requirement applies, in the case of debts originally payable in kronen,

only to the original amount in kronen of such debts, with interest thereon at the rate provided by Section 3 of Part X of the Treaty.

His Britannic Majesty's Government will not require payment of the balances referred to in paragraph 1 of the annex to Article 248 within the periods therein prescribed. In return the Austrian Clearing Office shall pay to the British Clearing Office not later than March 31 and September 30 in each year beginning with the year 1921 the sterling value of the amounts collected from Austrian nationals during the previous six months, the sum to be paid in each half-year being not less than 250,000 pounds sterling or the sterling equivalent of 140,000,000 kronen, whichever of the two is the greater. Each of the first eight minimum payments to be made may, however, be reduced to the extent of 100,000 pounds or the sterling equivalent of 56 million kronen by the amounts previously paid in cash, direct by Austrian debtors to British creditors in accordance with arrangements sanctioned by the Clearing Offices, and provided out of funds which are not chargeable under the Treaty.

Such payments shall continue until the balance against Austria in the account above referred to, with simple interest at 5 per cent., shall have been fully met.

The payment to be made by March 31, 1921, shall include the sterling value at the current rate of exchange of the proceeds of liquidation and cash assets of British nationals referred to in Article 249 (h) (1) of the Treaty of Peace.

(4) H.M. Government propose that the detailed arrangements for the restitution of British property in Austria should form the subject of a further agreement to be arrived at at the earliest possible date.

(5) Subject to the right of the British authorities to refuse permission in any particular case and to the Laws for the time being in force, Austrian nationals will be permitted, upon request notified to the appropriate British authority, to bid at any sale by auction of their property in the United Kingdom.

(6) It is to be understood that none of the above provisions affect the liability of the Austrian Government under the Treaty of Peace in respect of the currency and rate of exchange at which monies shall be credited through the Clearing Offices.

TEXTE ALLEMAND. — GERMAN TEXT.

OESTERREICHISCHES STAATSAMT
FÜR AEUSSERES.

HERR GESCHÄFTSTRÄGER :

Die KÖNIGLICH GROSSBRITANNISCHE REGIERUNG hat mit Note vom 27. August 1920 die Bedingungen bekanntgegeben, unter denen der dritte Abschnitt des X. Teiles des Staatsvertrages von St. Germain samt Anhang im Verhältnis zwischen dem Vereinigten Königreiche, den britischen Kolonien und Protektoraten mit Ausschluss von Aegypten einerseits und der Republik Oesterreich andererseits angewendet werden solle. Die Regierung der Republik Oesterreich nimmt diese Bedingungen mit dem Ausdrucke des Dankes an und erklärt alle

[1] Traduction communiquée par le Ministère des Affaires étrangères de sa Majesté Britannique.

[1] TRANSLATION.

AUSTRIAN MINISTRY FOR FOREIGN
AFFAIRS.

HERR GESCHÄFTSTRÄGER,

By a note dated August 27, 1920, HIS BRITANNIC MAJESTY'S GOVERNMENT made known the conditions subject to which Section 3 and the annex thereto of Part X of the Treaty of St. Germain between the United Kingdom and the British Colonies and Protectorates, with the exception of Egypt, on the one hand, and the Austrian Republic on the other, would be applied.

The Government of the Austrian Republic would accept those conditions with an expression of thanks, and declares it will take the

[1] Translation forwarded by His Britannic Majesty's Foreign Office.

Veranlassungen zu treffen, damit diese Bedingungen seitens der Republik Oesterreich und seitens ihrer Bürger hinsichtlich des Vereinigten Königreiches sowie Indien und Neuseeland, welche in der festgesetzten Frist ihren Beitritt erklärt haben, gehalten und vollzogen werden. Die österreichische Regierung gibt aber bei dieser Gelegenheit der Hoffnung Ausdruck, dass ihr und ihren Bürgern im Zuge der Abwicklung der privaten Vorkriegs-Schuldverhältnisse noch weitere Erleichterungen zugebilligt werden.

Genehmigen Sie, Herr Geschäftsträger, den Ausdruck meiner ausgezeichneten Hochachtung.

WIEN, *am* 2. *Oktober* 1920.

Der Staatssekretär,
(Signed) RENNER.

An den
Königlich Grossbritannischen
Geschäftsträger
Herrn Reginald BRIDGEMAN
in Wien.

necessary steps to ensure their observance and execution by the Austrian Republic and its citizens in so far as the United Kingdom and India and New Zealand, which have notified their adhesion within the time appointed, are concerned. The Austrian Government, however, takes this opportunity of expressing the hope that still further facilities will be granted to it and to its citizens as regards the settlement of private pre-war debts.

I have, etc.

VIENNA, *October* 2, 1920.

The Secretary of State,
(Signed) RENNER.

To His Britannic Majesty's
Representative,
Mr. Reginald BRIDGEMAN,
Vienna.

---

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 337. — ACCORD AU SUJET DU RÈGLEMENT DES DETTES ENNEMIES MENTIONNÉES A LA SECTION 3 ET A SON ANNEXE DE LA PARTIE X DU TRAITÉ DE PAIX DE SAINT-GERMAIN. VIENNE LES 27 AOUT/2 OCTOBRE 1920.

MÉMORANDUM ADRESSÉ AU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL D'AUTRICHE PAR LE REPRÉSENTANT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE à VIENNE.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique a donné avis qu'il adoptait la Section 3 et son annexe, de la partie X du Traité de St-Germain, pour ce qui concerne l'Autriche, d'une part, et le Royaume-Uni et les colonies et protectorats britanniques, à l'exception de l'Egypte d'autre part. Désireux d'assurer au Gouvernement autrichien toutes facilités en vue de la pleine exécution des obligations résultant des stipulations ci-dessus mentionnées, le Gouvernement de Sa Majesté est, en outre, disposé à consentir à ce que les conditions d'application de ladite Section et de son annexe soient soumises aux dispositions ci-après.

Le Gouvernement de Sa Majesté compte que le Gouvernement autrichien consentira à accepter notification de la mise en application de ladite section et de son annexe entre l'Autriche et tout Dominion britannique ou l'Inde, si cette notification est faite avant l'expiration d'une période d'un mois à partir de la présente date.

1. Nonobstant les dispositions de l'article 248 *a)* du Traité de St-Germain, les parties intéressées peuvent être autorisées à se mettre directement en rapport les unes avec les autres, avec le consentement des deux offices de compensantion, au sujet du règlement des dettes contractées par des ressortissants autrichiens envers des ressortissants britanniques. Les règlements de ce genre seront autorisés sous réserve de la sanction, dans chaque cas, des offices de compensation.

L'Office britannique de compensation sera disposé à prendre en considération les demandes faites avant le 31 mars 1921 en vue de libérer les biens, droits et intérêts visés au § 4 de l'annexe à l'article 249 du Traité, et affectés au règlement des dettes par arrangement amiable, étant entendu que la proportion des avoirs à libérer de la sorte, par rapport au montant des dettes soustraites par cet arrangement à l'action des offices de compensation, ne sera pas, selon l'avis de l'office britannique de compensation, telle qu'elle ait pour effet de diminuer les revenues payables sur les biens autrichiens affectées au remboursement des créances britanniques en général.

2. Le produit de la liquidation des biens, droits et intérêts autrichiens, ainsi que des avoirs en numéraire appartenant à des Autrichiens, à l'intérieur des territoires de l'Empire Britannique au nom desquels avis a été donné de l'adoption du système de l'Office de compensation, sera porté au crédit du Gouvernement autrichien, au compte visé par le § 11 de l'annexe à l'article 248.

De la même manière, le produit de la liquidation des biens, droits et intérêts britanniques ainsi que des avoirs en numéraire appartenant à des ressortissants britanniques, dont le Gouvernement autrichien doit rendre compte, conformément aux dispositions de la Section 4 de la Partie X du Traité de St-Germain, sera porté au crédit du Gouvernement britannique, au compte en question. Les indemnités adjugées par le Tribunal arbitral mixte, en vertu du § *e)* de l'article 249, seront également créditées au même compte.

3. Le Gouvernement de Sa Majesté compte que le Gouvernement autrichien fera tous ses efforts pour récupérer, aussi rapidement que possible, sur ses ressortissants, par l'intermédiaire des Offices de compensation, les dettes contractées envers des ressortissants britanniques. Dans

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

le cas de dettes originairement payables en couronnes, cette demande ne s'applique qu'au montant primitif en couronnes de ces dettes, avec les intérêts encourus au taux prévu à la Section 3 de la Partie X du Traité.

Le Gouvernement de Sa Majesté Britannique n'exigera pas le paiement des soldes visés au § 1 de l'annexe de l'article 248, dans les délais prévus à ce paragraphe. En échange, l'Office autrichien de compensation paiera à l'Office britannique, au plus tard le 31 mars et le 30 septembre de chaque année, à partir de 1921, la valeur en livres sterling des sommes récupérées sur les ressortissants autrichiens durant les six mois précédents ; la somme à payer chaque semestre ne devra pas être inférieure à 250.000 livres sterling ou à l'équivalent en livres sterling de 140.000.000 de couronnes en prenant la plus élevée de ces deux sommes. Chacun des huit premiers versements minimum à faire pourra toutefois être réduit, jusqu'à concurrence de 100.000 livres sterling ou à l'équivalent en livres sterling de 56.000.000 de couronnes, du fait des versements précédemment effectués en espèces, sur des fonds non réservés aux termes du traité, directement par des débiteurs autrichiens à des créanciers britanniques, conformément à des arrangements sanctionnés par les offices de compensation.

Ces versements seront poursuivis jusqu'à extinction complète du solde débiteur de l'Autriche au compte ci-dessus mentionné, avec intérêt simple à 5%.

Le versement à faire au 31 mars 1921 comprendra la valeur en livres sterling, au taux du change en vigueur, du produit de la liquidation et des avoirs en numéraire de ressortissants britanniques, sommes visées à l'article 249 *h)* 1) du Traité de Paix.

4. Le Gouvernement de Sa Majesté propose que les arrangements détaillés en vue de la restitution des biens britanniques en Autriche fassent l'objet d'un accord complémentaire à conclure à une date aussi rapprochée que possible.

5. Sous réserve des lois en vigueur et du droit qu'ont les autorités britanniques de refuser l'autorisation dans des cas particuliers, les ressortissants autrichiens seront autorisés, sur demande adressée aux autorités britanniques intéressées, à prendre part à la vente aux enchères des biens qu'ils possèdent dans le Royaume-Uni.

6. Il est entendu qu'aucune des dispositions ci-dessus ne porte atteinte aux obligations qui résultent, pour le Gouvernement autrichien, du traité de paix, en ce qui concerne la monnaie et le taux de change auxquels les devises seront créditées, par l'intermédiaire des offices de compensation.

DÉPARTEMENT D'ETAT D'AUTRICHE
POUR LES AFFAIRES BTRANGÈRES.

MONSIEUR LE CHARGÉ D'AFFAIRES,

« Par une note en date du 27 août 1920, le GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE faisait connaître les conditions d'application de la Section 3 et de son annexe, Partie X du Traité de St-Germain, pour ce qui concerne le Royaume-Uni et les Colonies et Protectorats britanniques, à l'exception de l'Egypte, d'une part, et la République d'Autriche, d'autre part.

» Le Gouvernement de la République d'Autriche accepterait volontiers ces conditions avec gratitude, et il déclare qu'il va prendre les mesures nécessaires pour qu'elles soient observées et exécutées par la République d'Autriche et ses ressortissants, en ce qui concerne le Royaume-Uni, l'Inde et la Nouvelle-Zélande, ces pays ayant notifié leur adhésion dans les délais spécifiés. Le Gouvernement autrichien saisit toutefois cette occasion d'exprimer l'espoir que des facilités plus grandes encore seront accordées à lui-même et à ses ressortissants en ce qui concerne le règlement des dettes privées d'avant-guerre. »

VIENNE, *le* 20 *octobre* 1920.

Le Secrétaire d'Etat,
(Signé) RENNER.

M. Reginald BRIDGEMAN
Chargé d'affaires de Sa Majesté Britannique
à Vienne.

N° 337

N° 338.

BELGIQUE, FRANCE, GRANDE-BRETAGNE, ITALIE ET JAPON

Protocole modifiant l'Annexe II de la Partie VIII du Traité de Versailles du 28 juin 1919, signé à Londres le 5 mai 1921.

BELGIUM, FRANCE, GREAT BRITAIN, ITALY AND JAPAN

Protocol modifying Annex II to Part VIII of the Treaty of Versailles of June 28, 1919, signed at London, May 5, 1921.

No. 338. — PROTOCOLE MODIFIANT L'ANNEXE II DE LA PARTIE VIII DU TRAITÉ DE VERSAILLES DU 28 JUIN 1919, SIGNÉ A LONDRES LE 5 MAI 1921.

Textes officiels anglais et français communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique. L'enregistrement de ce Protocole a eu lieu le 5 octobre 1922.

Les soussignés, ayant pouvoir pour signer, ont arrêté ce qui suit :

Les Gouvernements de la BELGIQUE, de la FRANCE, de la GRANDE-BRETAGNE, de l'ITALIE et du JAPON, représentés à la Commission des Réparations, décident à l'unanimité, par application du § 22 de l'Annexe II de la Partie VIII du Traité de Versailles, d'amender comme il suit les paragraphes ci-après de ladite annexe :

§ 12 *bis.*

a) Nonobstant les stipulations de l'alinéa *c)* du § 12 de l'Annexe II à la Partie VIII, la Commission des Réparations aura pouvoir d'accroître de 2,5 % jusqu'à 5 % le taux de l'intérêt sur les bons émis ou à émettre en vertu des 1° et 2° de l'alinéa *c)* du § 12 entre le 1er mai 1921 et le 1er mai 1926, et de pourvoir à l'amortissement de ces bons à dater du 1er mai 1921 pourvu que toutes sommes supplémentaires nécessaires à cette augmentation d'intérêt et au paiement de l'amortissement soient compensées par la réduction, à dater du 1er mai 1921, au-dessous de 5 % du taux d'intérêt à inscrire au débit de l'Allemagne pour la partie de la dette qui n'est pas couverte par des bons.

Pouvoir est donné à la Commission des Réparations de requérir l'Allemagne d'émettre de nouveaux bons portant intérêt à 5 % plus 1 % pour amortissement, à dater du 1er mai 1921, en échange de la remise par la Commission des Réparations des bons déjà émis en vertu des 1° et 2° du § *c)*.

Pouvoir est donné à la Commission des Réparations de différer du 1er mai au 1er novembre 1921 le point de départ de l'intérêt et de l'amortissement de tout ou partie des nouveaux bons à émettre en échange des bons émis en vertu des 1° et 2° de l'alinéa *c)*.

Pouvoir est donné à la Commission des Réparations de remplacer par une émission de bons ordinaires l'émission spéciale de bons stipulée par l'article 232 du Traité, en ce qui concerne la dette de la Belgique.

Pouvoir est donné à la Commission des Réparations de diviser le montant total des bons en séries jouissant de priorités différentes eu égard aux revenus qui les gagent.

b) Pouvoir est donné à la Commission des Réparations de requérir l'Allemagne d'affecter au service des bons, soit dans leur totalité, soit pour des séries distinctes, certains revenus et avoirs à déterminer.

c) Pouvoir est donné à la Commission des Réparations de requérir l'insertion dans le libellé des bons à émettre en vertu de l'alinéa *c)* du § 12 d'une mention indiquant cette affectation de revenus et avoirs déterminés.

Les bons sur lesquels cette mention aura été inscrite sont, nonobstant ce qui est dit à l'alinéa *b)* du § 12, considérés comme constituant encore une partie de la dette de l'Allemagne, même s'ils

No. 338. — PROTOCOL MODIFYING ANNEX II TO PART VIII OF THE TREATY OF VERSAILLES OF JUNE 28, 1919, SIGNED AT LONDON, MAY 5, 1921.

English and French official texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Protocol took place on October 5, 1922.

The Undersigned, duly authorised to that effect, have agreed as follows :

The Governments of BELGIUM, FRANCE, GREAT BRITAIN, ITALY and JAPAN, being the Governments represented on the Reparation Commission, unanimously decide, in application of paragraph 22 of Annex II to Part VIII of the Treaty of Versailles, to amend as follows the paragraphs of the said Annex hereafter mentioned.

This decision shall be notified to the Powers signatory of the said Treaty and to the Reparation Commission.

MODIFICATIONS MADE IN ANNEX II TO PART VIII OF THE PEACE TREATY.

Paragraph 12 (a).

(a) Notwithstanding the stipulations of sub-paragraph *(c)* of paragraph 12 of Annex I to Part VIII, the Reparation Commission shall have power to increase the rate of interest from 2 ½ per cent. to 5 per cent. for the period from May 1, 1921, to May 1, 1926, on bonds issued or to be issued under sub-paragraphs (1) and (2) of paragraph 12 *(c)*, and to provide for the commencement of the sinking fund payments on such bonds as from May 1, 1921, provided that any additional sums required for such increase of interest and payment of sinking fund shall be compensated by the reduction below 5 per cent. of the rate of interest to be debited under paragraph 16 of Annex II to Germany as from May 1, 1921, in respect of debt not covered by bonds.

Power is given to the Reparation Commission to call upon Germany for the issue of new bonds bearing 5 per cent. interest and 1 per cent. sinking fund from May 1, 1921, in exchange for the surrender by the Reparation Commission of bonds already issued under paragraph *(c)* (1) and (2).

Power is given to the Reparation Commission to defer from May 1 to November 1, 1921, the date of commencement of interest and of sinking fund on the whole or any part of the new bonds to be issued in exchange for bonds issued under paragraph *(c)* (1) and (2).

Power is given to the Reparation Commission to consolidate with the general bond issue the special issue of bonds in respect of Belgian debt provided for in Article 232 of the Treaty.

Power is given to the Reparation Commission to divide the total amount of the bond nto series having different priorities of charge.

(b) Power is given to the Reparation Commission to require Germany to assign certain revenues and assets to be specified to the service of the bonds either as a whole or as to separate series.

(c) Power is given to the Reparation Commission to require such assignment of specific revenues and assets to be specified in the terms of the bonds to be issued under paragraph 12 *(c)* ; bonds in which such assignment is specified shall, notwithstanding anything contained in paragraph 12 *(b)*, be deemed to remain part of the reparation indebtedness of Germany, even though disposed of outright to

ont été attribués à titre définitif à des personnes autres que les divers Gouvernements au profit desquels a été fixé à l'origine le montant de la dette de réparations de l'Allemagne.

d) Pouvoir est donné à une Sous-Commission des Garanties, à désigner par la Commission des Réparations en vertu du § 7 de l'annexe II, de surveiller l'application des revenus assignés et de stipuler les dates de versement des sommes dues pour le service des bons ou de tous autres paiements relatifs à la dette allemande, ainsi que les modalités de paiement.

Les revenus à affecter par le Gouvernement allemand seront :

1. Le produit de toutes les douanes et taxes maritimes et terrestres de l'Allemagne et, en particulier, le produit de toutes les taxes à l'importation et à l'exportation ;

2. Le produit du prélèvement de 25 % sur la valeur de toutes exportations d'Allemagne, à l'exception des exportations sur lesquelles un prélèvement d'au moins 25 % est effectué, en vertu de la législation de l'une quelconque des Puissances alliées.

3. Le produit des taxes directes et indirectes ou toutes autres ressources qui seraient proposées par le Gouvernement allemand et acceptées par le Comité des Garanties, pour être ajoutées ou substituées aux ressources qui ont été spécifiées aux § 1 et 2 ci-dessus.

Le Comité des Garanties ne sera pas autorisé à intervenir dans l'administration allemande.

e) Pouvoir est donné à la Commission des Réparations de requérir l'émission de bons sans coupons en ce qui concerne toute partie de la dette qui, à l'époque considérée, ne serait pas couverte par des bons émis conformément à l'alinéa *c)* du § 12 modifié. Le Gouvernement allemand sera requis d'émettre des coupons en ce qui concerne ces bons à toute date ultérieure que fixerait la Commission des Réparations, lorsque la Commission des Réparations aura constaté que l'Allemagne peut faire face à l'intérêt et à l'amortissement, l'amortissement devant commencer à la même date.

Les bons auxquels des coupons n'auront pas été attachés seront considérés comme une part de la dette non couverte par des bons au point de vue de l'intérêt à débiter en vertu du § 16 de l'annexe II modifiée.

§ 19 *in fine.*

L'Allemagne devra, sur demande et immédiatement, fournir les matériaux et la main-d'œuvre que chacune des Puissances alliées réclamerait, avec l'approbation préalable de la Commission des Réparations, en vue de la restauration des régions dévastées ou en vue de permettre à ladite Puissance de procéder à la restauration ou au développement de sa vie industrielle ou économique. La valeur de ces matériaux et de cette main-d'œuvre sera fixée par un expert désigné par l'Allemagne et par un expert désigné par la Puissance intéressée, et, à défaut d'accord, par un arbitre nommé par la Commission des Réparations.

La présente décision sera notifiée aux Puissances signataires dudit Traité, ainsi qu'à la Commission des Réparations.

LONDRES, *le* 5 *mai* 1921.

HENRI JASPAR.
AR. BRIAND.
HAYASHI.
C. SFORZA.
D. LLOYD GEORGE.

Copie certifiée conforme.
Le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères.
Pour le Ministre et par autorisation :
Le Ministre plénipotentiaire
et Chef du Service du Protocole.
(Signé) P. FOUQUIÈRES.

persons other than the several Governments in whose favour Germany's original reparation indebtedness was created.

(d) Power is given to a Committee of Guarantees, to be appointed by the Reparation Commission under paragraph 7 of Annex II, to supervise the application of the assigned revenues and to prescribe the dates and manner of payment of sums due for the service of the bonds or other payments in respect of the German debt.

The revenues to be assigned by the German Government shall be :

(1) The proceeds of all German maritime and land customs and duties and in particular the proceeds of all import and export duties ;

(2) The proceeds of the levy of 25 per cent. on the value of all exports from Germany, except those exports upon which a levy of not less than 25 per cent. is applied under the legislation of any Allied Power ;

(3) The proceeds of such direct or indirect taxes or any other funds as may be proposed by the German Government and accepted by the Committee of Guarantees in addition to or in substitution for the funds specified in (1) or (2) above.

The Committee of Guarantees shall not be authorised to interfere in German administration.

(e) Power is given to the Reparation Commission to require the issue of bonds without coupons in respect of any part of the debt not for the time being covered by bonds issued in accord with paragraph 12 *(c)* as amended. The German Government shall be required to issue coupons in respect of such bonds as from such subsequent date as may be determined by the Reparation Commission as and when the Commission is satisfied that Germany can meet interest and sinking fund obligations ; the sinking fund payments shall begin at the same date.

Bonds for which coupons have not been issued shall be deemed to be debt not covered by bonds for the purpose of debiting interest under paragraph 16 of Annex II as amended.

Paragraph 19 (2).

Germany shall on demand provide such material and labour as any of the Allied Powers may, with the prior approval of the Reparation Commission, require towards the restoration of the devastated areas of that Power, or to enable any Allied Power to proceed with the restoration or development of its industrial or economic life. The value of such material and labour shall be determined by a valuer appointed by Germany and a valuer appointed by the Power concerned, and in default of agreement by a referee nominated by the Reparation Commission.

LONDON, *May* 5, 1921.

HENRI JASPAR.
AR. BRIAND.
D. LLOYD GEORGE.
C. SFORZA.
HAYASHI.

N° 339.

ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE

Convention prévoyant l'adhésion du Canada à la Convention concernant le traitement réciproque des successions des ressortissants des deux pays du 2 mars 1899, signée à Washington le 21 octobre 1921.

UNITED STATES OF AMERICA AND UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND

Convention providing for the Accession of Canada to the Real and Personal Property Convention of March 2, 1899, signed at Washington, October 21, 1921.

No. 339. — CONVENTION[1] BETWEEN THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND THE UNITED STATES OF AMERICA PROVIDING FOR THE ACCESSION OF CANADA TO THE REAL AND PERSONAL PROPERTY CONVENTION[2] OF MARCH 2, 1899, SIGNED AT WASHINGTON, OCTOBER 21, 1921.

Texte officiel anglais communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique. L'enregistrement de cette Convention a eu lieu le 5 octobre 1922.

HIS MAJESTY THE KING OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND OF THE BRITISH DOMINIONS BEYOND THE SEAS, EMPEROR OF INDIA, and the UNITED STATES OF AMERICA, being desirous of permitting the Dominion of Canada to accede to the Convention concerning the tenure and disposition of real and personal property, signed at Washington on the 2nd March, 1899, have agreed to conclude a Supplementary Convention for that purpose, and have named as their Plenipotentiaries :

HIS BRITANNIC MAJESTY :

The Right Honourable Sir Auckland GEDDES, K.C.B., his Ambassador Extraordinary and Plenipotentiary at Washington ; and

The PRESIDENT OF THE UNITED STATES OF AMERICA :

The Honourable Charles E. HUGHES, Secretary of State of the United States ;

Who, having communicated to each other their full powers, which were found to be in due and proper form, have agreed upon the following articles :

Article 1.

The provisions of the Convention of the 2nd March, 1899, shall become applicable to the Dominion of Canada upon ratification of the present Convention in the manner provided by Article 2 hereof.

Article 2.

The present Convention shall be ratified by His Britannic Majesty and by the President of the United States of America, by and with the advice and consent of the Senate thereof. The

[1] L'échange des ratifications a eu lieu à Washington le 17 juin 1922.

[2] De Martens : Nouveau Recueil Général de Traités, deuxième série, tome XXX, page 235.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 339. — CONVENTION [2] CONCLUE ENTRE LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE PRÉVOYANT L'ADHÉSION DU CANADA A LA CONVENTION [3] CONCERNANT LE TRAITEMENT RÉCIPROQUE DES SUCCESSIONS DES RESSORTISSANTS DES DEUX PAYS, DU 2 MARS 1899, SIGNÉE A WASHINGTON LE 21 OCTOBRE 1921.

English official text communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Convention took place on October 5, 1922.

SA MAJESTÉ LE ROI DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET DES DOMINIONS BRITANNIQUES D'OUTRE-MER, EMPEREUR DES INDES, d'une part et les ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE, d'autre part, désireux de permettre au Dominion du Canada d'adhérer à la Convention relative à la tenure et à la disposition des biens mobiliers et immobiliers, signée à Washington le 2 mars 1899, ont convenu de conclure, à cet effet, une Convention additionnelle et ont désigné comme plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ BRITANNIQUE :

Le Très Honorable Sir Auckland GEDDES, K.C.B., Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire à Washington ; et

LE PRÉSIDENT DES ETATS-UNIS D'AMÉRIQUE :

Le Très Honorable Charles E. HUGHES, Secrétaire d'Etat des Etats-Unis d'Amérique ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, ont convenu des articles suivants :

Article 1.

Les dispositions de la Convention du 2 mars 1899 s'appliqueront au Dominion du Canada dès ratification de la présente Convention, de la manière prévue à l'article 2 ci-dessous.

Article 2.

La présente Convention sera ratifiée par Sa Majesté Britannique et par le Président des Etats-Unis d'Amerique, après avis et autorisation du Sénat.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

[2] The exchange of ratifications took place at Washington June 17, 1922.

[3] British and Foreign State Papers, Vol. 91, page 119.

ratifications shall be exchanged in Washington as soon as practicable and the Convention shall take effect on the date of the exchange of ratifications.

The Convention of the 2nd March, 1899, may be terminated with respect to the Dominion of Canada on twelve months' notice to that effect given at any time by either His Britannic Majesty or the United States.

In witness whereof the respective Plenipotentiaries have signed this Convention and have hereunto affixed their seals.

Done in duplicate at Washington, this twenty-first day of October 1921.

(L.S.) A. GEDDES.
(L.S.) CHARLES E. HUGHES.

Les ratifications seront échangées à Washington aussitôt que possible et la Convention prendra effet dès la date de l'échange des ratifications.

La Convention du 2 mars 1899 pourra être dénoncée, en ce qui concerne le Dominion du Canada, après préavis de 12 mois à cet effet, de la part soit de Sa Majesté Britannique soit des Etats-Unis.

En foi de quoi les plénipotentiaires respectifs ont signé la présente Convention et y ont apposé leur sceau.

Fait en double expédition à Washington le vingt et unième jour d'octobre 1921.

(L. S.) A. GEDDES,
(L. S.) CHARLES E. HUGHES.

N° 340.

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET IRAK

Accord au sujet de l'échange des mandats postaux, signé à Bagdad le 28 novembre 1921 et à Londres le 16 janvier 1922.

UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND 'IRAQ

Agreement for the exchange of Money Orders, signed at Baghdad, November 28, 1921, and at London, January 16, 1922.

No. 340. — AGREEMENT BETWEEN THE POST OFFICE OF THE UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND THE POST OFFICE OF 'IRAQ FOR THE EXCHANGE OF MONEY ORDERS, SIGNED AT BAGHDAD NOVEMBER 28, 1921, AND AT LONDON JANUARY 16, 1922.

Texte officiel anglais communiqué par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique. L'enregistrement de cet Accord a eu lieu le 5 octobre 1922.

Article 1.

There shall be a regular exchange of Money Orders between the United Kingdom of Great Br tain and Ireland and 'Iraq.

Article 2.

The Money Order Service between the contracting countries shall be performed exclusively by the agency of Offices of Exchange. On the part of the United Kingdom the Office of Exchange shall be that of London, and on the part of 'Iraq that of Basrah.

Article 3.

Money Orders issued in 'Iraq for payment in the United Kingdom will be expressed in British currency and Orders issued in the United Kingdom for payment in 'Iraq in Indian currency.

The balance due from one Office to the other on Money Order account in respect of any given month would be determined by converting the smaller of the two credits into the currency of the larger at the average of the sterling-rupee rates current during the month in question.

Article 4.

The Post Offices of the two contracting countries shall have power to fix, by mutual agreement, the maximum amount for single Money Orders issued in their respective countries. The maximum amount, however, shall not exceed £40 sterling or the nearest equivalent of that sum in the money of the country of issue.

[1] TRADUCTION. — TRANSLATION.

No. 340. — ACCORD CONCLU ENTRE L'ADMINISTRATION DES POSTES DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET L'ADMINISTRATION DES POSTES DE L'IRAK AU SUJET DE L'ÉCHANGE DES MANDATS POSTAUX, SIGNÉ A BAGDAD LE 28 NOVEMBRE 1921 ET A LONDRES LE 16 JANVIER 1922.

English official text communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this Agreement took place on October 5, 1922.

Article 1.

Il est institué un service régulier d'échange de mandats-poste entre le ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE et l'IRAK.

Article 2.

Le service des mandats-poste entre les Parties contractantes s'effectuera exclusivement par l'intermédiaire des bureaux d'échange : pour le Royaume-Uni, celui de Londres, et pour l'Irak, celui de Bassorà.

Article 3.

Les mandats-poste émis par l'Irak, pour être payés dans le Royaume-Uni, seront établis en monnaie britannique et les mandats émis dans le Royaume-Uni, pour être payés dans l'Irak, seront établis en monnaie indienne.

Le solde dont une des administrations sera redevable à l'autre sur le compte des mandats-poste pour un mois donné sera déterminé en convertissant le plus faible des deux crédits dans la monnaie du plus élevé au taux moyen des cours atteints par la roupie et la livre sterling durant le mois en question.

Article 4.

Les Administrations des postes des deux Parties contractantes auront le pouvoir de fixer d'un commun accord le montant maximum des mandats-poste simples émis dans leurs pays respectifs. Toutefois, le montant maximum ne devra pas dépasser 40 livres sterling ou le plus proche équivalent de cette somme dans la monnaie du pays d'émission.

[1] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[1] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

Article 5.

The British Post Office and the Post Office of 'Iraq shall each have the power to fix, from time to time, the rates of commission to be charged on the Money Orders they may respectively issue ; but each Office shall communicate to the other the rates of commission so fixed and also any modifications of them. The commission shall belong to the Issuing Office ; but the British Post Office shall pay to the Post Office of 'Iraq one half of one per cent. (½ per cent.) on the amount of Money Orders issued in the United Kingdom and payable in 'Iraq, and the Post Office of 'Iraq shall make a like payment to the British Post Office for Money Orders issued in 'Iraq and payable in the United Kingdom.

Money Orders intended for or sent by Prisoners of War shall be exempt from all charges.

Article 6.

The applicant for a Money Order shall be required to furnish, if possible, the full surname and Christian (or personal) name, or at least the initial of one Christian (or personal) name, both of the remitter and of the payee, or the name of the firm or company who are the remitters or the payees, and the address of the remitter and payee. If, however, a Christian (or personal) name or an initial cannot be given, an Order may nevertheless be issued at the remitter's risk.

Article 7.

Duplicate Orders shall be issued only by the Postal Administration of the country of payment and in conformity with the regulations established or to be established in that country.

Article 8.

When it is desired that an error in the name of the payee shall be corrected, or that the amount of a Money Order shall be repaid to the remitter, application must be made by the remitter to the Chief Office of the Country in which the Order was issued.

Article 9.

Repayment of an Order shall not, in any case, be made until it has been ascertained, through the Chief Office of the country where such Order is payable, that the Order has not been paid and that the said Office authorizes the repayment.

Article 10.

Orders shall remain payable in each country for twelve months after the expiration of the month of issue ; and the amounts of all Money Orders not paid within that period shall revert to and remain the property of the Administration of the country of issue.

Article 11.

The remitter of a Money Order may obtain an advice of payment of the Order by paying in advance, to the exclusive profit of the Administration of the country of issue, a fixed charge

Article 5.

L'Administration des Postes du Royaume-Uni et l'Administration des Postes de l'Irak auront chacune le pouvoir de fixer, de temps à autre, les taux de commissions à percevoir sur les mandats-poste qu'elles pourront respectivement émettre, mais chaque administration communiquera à l'autre le tarif ainsi fixé, ainsi que les modifications qui y seraient apportées. La commission sera acquise au bureau d'émission, mais l'Administration des Postes britanniques versera à l'Administration des Postes de l'Irak ½ % du montant des mandats-poste émis dans le Royaume-Uni et payables en Irak et l'Adminsitration des Postes de l'Irak effectuera un versement analogue à l'Administration des Postes du Royaume-Uni, pour les mandats-poste émis en Irak et payables dans le Royaume-Uni.

Les mandats-poste adressés à des prisonniers de guerre ou expédiés par ceux-ci sont exempts de tous frais.

Article 6.

Toute personne demandant l'établissement d'un mandat-poste sera invitée à fournir, si possible, les noms et prénoms ou au moins l'initiale d'un prénom tant de l'expéditeur que du destinataire ou le nom de la maison ou de la société expéditrice ou destinataire, ainsi que l'adresse de l'expéditeur et du destinataire. Toutefois, s'il ne peut être donné ni prénom, ni initiale, le mandat pourra néanmoins être émis mais aux risques et périls de l'expéditeur.

Article 7.

Les duplicata des mandats-poste ne seront émis que par l'administration postale du pays où le mandat doit être payé et en conformité du règlement établi ou à établir dans ce pays.

Article 8.

Toute demande de rectification d'une erreur dans le nom du destinataire ou de remboursement à l'expéditeur du montant d'un mandat, devra être adressée par l'expéditeur, au bureau principal du pays d'émission.

Article 9.

Aucun remboursement de mandat ne pourra avoir lieu tant qu'il n'aura pas été établi, par les soins du bureau principal du pays où le mandat en question est payable, que ce mandat n'a pas été payé et que ledit bureau en autorise le remboursement.

Article 10.

Les mandats seront payables dans chaque pays pendant une période de 12 mois, à dater de la fin du mois d'émission et le montant de tous les mandats impayés à l'expiration de cette période fera retour à l'administration du pays d'émission et restera sa propriété.

[*Article* 11.

L'expéditeur d'un mandat-poste peut se faire délivrer un avis de paiement du mandat en acquittant, à l'avance, au bénéfice exclusif de l'administration du pays d'émission, une taxe fixe,

equal to that which is made in that country for acknowledgments of receipt of registered correspondence.

The advice of payment shall be on a form in accordance with or analogous to the annexed specimen (Appendix A).

The advice of payment shall be prepared by the Paying Office, and shall be transmitted direct to the Office of Issue either by the Office of Payment or by the Exchange Office of the country of payment.

Advices of payment of " Through " Orders shall be sent through the Exchange Offices of the two countries, and all applications for advices of payment made subsequent to the issue of the Orders must be sent in the same manner.

Article 12.

Each Office of Exchange shall communicate to the other by every mail the sums received in its country for payment in the other, and the annexed forms " B " and " C " shall be used for this purpose.

In order to prevent inconvenience in the event of an original list being lost, each Office shall also forward by every mail a duplicate of the list sent by the preceding mail.

Article 13.

Every Money Order entered upon the lists shall bear a number (to be known as the " International Number ") commencing each month with number 1.

Similarly, each list shall bear a serial number commencing every year with number 1.

Article 14.

Money Orders sent from one country to the other shall be subject, as regards issue and payment, to the rules in force in the country of origin or in the country of destination, as the case may be, with regard to the issue and payment of internal Money Orders.

Article 15.

Any missing lists shall be immediately applied for by the Office of Exchange to which they should have been sent. The despatching Office of Exchange shall, in such cases, transmit without delay to the receiving Office of Exchange a copy of the list, duly certified as such.

Article 16.

The lists shall be carefully verified by the Office of Exchange to which they are sent and corrected when they contain manifest errors. The corrections shall be communicated to the despatching Office of Exchange.

When the lists are found to contain errors or irregularities which cannot be rectified without communication with the despatching Office, the receiving Office shall at once send such communication, and, pending the receipt of a reply, the issue of internal Money Orders relating to the irregular entries shall be suspended.

Article 17.

As soon as the lists shall have reached the receiving Office of Exchange, that Office shall prepare internal Money Orders in favour of the payees for the amounts specified in the list or for

égale à celle qui est imposée dans ce pays aux accusés de réception de la correspondance recommandée.

L'avis de paiement sera établi sur un formulaire conforme ou analogue au spécimen annexé (Annexe A).

L'avis de paiement sera établi par le bureau payeur et sera transmis directement au bureau d'émission soit par le bureau payeur, soit par le bureau d'échange du pays où s'effectue le paiement.

Les avis de paiement des mandats « en transmission » seront adressés par l'intermédiaire des bureaux d'échange des deux pays et toute demande d'avis de paiement faite postérieurement à l'émission des mandats devra être envoyée de la même manière.

Article 12.

Chaque bureau d'échange communiquera à l'autre, à chaque courrier, le montant des sommes reçues dans un pays pour être payé dans l'autre ; les formulaires B et C ci-annexés seront utilisés à cet effet.

Pour remédier aux inconvénients que pourrait causer la perte éventuelle d'une liste originale, chaque bureau adressera également, par chaque courrier, un duplicata de la liste envoyée par le courrier précédent.

Article 13.

Tout mandat-poste figurant sur les listes portera un numéro d'ordre (dénommé numéro international) qui commencera chaque mois par le chiffre 1.

De même chaque liste portera un numéro de série commençant chaque année par le chiffre 1.

Article 14.

Les mandats-poste envoyés d'un pays à l'autre seront soumis, en ce qui concerne leur émission et leur paiement, aux règles en vigueur dans le pays d'origine ou dans le pays de destination, selon le cas, à l'égard de l'émission et du paiement des mandats-poste intérieurs.

Article 15.

Toute liste manquante sera immédiatement réclamée par le bureau d'échange qui aurait dû la recevoir. Le bureau d'échange expéditeur transmettra alors, sans retard, au Bureau d'échange destinataire une copie de la liste dûment certifiée conforme.

Article 16.

Les listes seront soigneusement vérifiés par le bureau d'échange auquel elles sont adressées et rectifiées lorsqu'elles contiendront des erreurs manifestes. Les rectifications seront communiquées au bureau d'échange expéditeur.

Lorsqu'il sera constaté que les listes contiennent des erreurs ou des irrégularités qui ne peuvent pas être rectifiées sans en communiquer avec le bureau expéditeur, le bureau destinataire se mettra immédiatement en communication avec ce dernier et, en attendant sa réponse, suspendra l'émission des mandats-poste intérieurs relatifs aux inscriptions irrégulières.

Article 17.

Aussitôt que les listes seront parvenues au bureau d'échange destinataire, celui-ci établira, au bénéfice des desinataires, des mandats-poste intérieurs portant les montants spécifiés sur la liste

the equivalents thereof in the money of the country of payment, and shall then forward such internal Money Orders to the payees or to the paying Offices, according to the arrangements existing in the country of payment.

Article 18.

At the end of every month each Office of Exchange shall prepare and forward to the other :

1. A list showing the particulars of all Orders which it has authorized the other Office to repay to the original remitters (*see* Appendix D).

2. A list showing the particulars of all Orders issued by the other Office which have not been paid within twelve months after the end of the month of issue, and have therefore become forfeited to the country of issue (*see* Appendix E).

The receiving Office of Exchange shall verify the statements of Repaid Orders (Appendix D) and Void Orders (Appendix E), and, if necessary, shall communicate to the despatching Office any alterations or corrections which it may be found necessary to make.

Article 19.

At the end of each month the Administration of 'Iraq shall include the following particulars in the monthly General Account furnished to London :

To the credit of the United Kingdom.

The totals of the lists despatched to the United Kingdom during the month.
The amount of the reciprocal allowance (*see* Article 5.)
The total amount of British Orders *(a)* authorized to be repaid, and *(b)* which have become void, during the month.

To the credit of 'Iraq.

The totals of the lists received in 'Iraq during the month.
The amount of the reciprocal allowance.
The total amount of the 'Iraqian Orders *(a)* authorized to be repaid, and *(b)* which have become void, during the month.

Article 20.

If at any time either Administration owes to the other on Money Order account a balance exceeding one thousand pounds sterling, the indebted Administration shall promptly remit to the other the approximate amount of such balance. Any amount remaining due from one Administration to the other at the expiration of six months following the period covered by the relative General Account shall thenceforth be subject to interest at the rate of 7 per cent. per annum.

Article 21.

If the Post Office of 'Iraq should desire to send Money Order remittances, through the medium of the British Post Office, to any of the British Colonies, Foreign Countries, etc., with which the British Post Office transacts Money Order business, it shall be at liberty to do so provided that the following conditions are fulfilled :

(a) The Post Office of 'Iraq shall advise the amounts of such " Through " Orders to the Money Order Department, General Post Office, London, which will re-advise them to the Exchange Offices of the countries of payment.

ou leur équivalant dans la monnaie du pays où s'effectuera le paiement. Il transmettra ensuite ces mandats-poste intérieurs aux destinataires ou aux bureaux payeurs, conformément aux règlements en vigueur dans le pays où s'effectuera le paiement.

Article 18.

A la fin de chaque mois, chaque bureau d'échange établira et transmettra à l'autre les pièces suivantes :

1. Une liste donnant le détail de tous les mandats qu'il a autorisé l'autre bureau à rembourser aux expéditeurs originaires (voir Annexe D).

2. Une liste donnant le détail de tous les mandats émis par l'autre bureau qui sont restés impayés pendant une période de 12 mois à dater de l'expiration du mois d'émission et qui restent, par conséquent, acquis au pays d'émission (voir Annexe E).

Le bureau d'échange destinataire vérifiera les relevés des mandats remboursés (Annexe D) et des mandats périmés (Annexe E) et communiquera s'il y a lieu au bureau expéditeur les modifications ou rectifications qui seraient reconnues nécessaires.

Article 19.

A la fin de chaque mois, l'Administration de l'Irak joindra au compte général mensuel adressé à Londres, les renseignements suivants :

Au crédit du Royaume-Uni :

le total des listes adressées au Royaume-Uni au cours du mois ;
le montant de la ristourne réciproque (voir article 5) ;
le montant total des mandats britanniques *a)* dont le remboursement a été autorisé et *b)* celui des mandats périmés durant le mois.

Au crédit de l'Irak :

le total des listes reçues par l'Irak au cours du mois ;
le montant de la ristourne réciproque ;
le montant total des mandats de l'Irak *a)* dont le remboursement a été autorisé et *b)* celui des mandats périmés durant le mois.

Article 20.

Si, à un moment donné, l'une des deux administrations est débitrice vis-à-vis de l'autre par le compte des mandats postaux, d'un solde dépassant 1000 livres sterling, l'administration débitrice fera parvenir dans le plus bref délai à l'autre partie le montant approximatif de ce solde. Il sera prélevé à partir de ce moment un intérêt annuel de 7 % sur toute somme restant due par l'une des administrations à l'autre, à l'expiration des six mois qui suivront la période arrêtée par le compte général qui s'y rapporte.

Article 21.

Si l'Administration des Postes de l'Irak désire envoyer, par l'intermédiaire de l'Administration des Postes britanniques, des fonds par mandat-poste à une colonie anglaise, ou à un pays étranger, etc, avec lequel l'Administration postale britannique effectue des opérations par mandat-poste, elle aura la faculté de le faire en remplissant les conditions suivantes :

a) L'Administration des Postes de l'Irak notifiera les montants de ces mandats « en transmission » au service des mandats-poste, Direction générale des Postes de Londres qui en transmettra à son tour la notification au bureau d'échange des pays où doit s'effectuer le paiement.

(b) No such Order shall exceed the maximum amount fixed for Money Orders issued in the United Kingdom on the country of destination.

(c) The particulars of " Through " Orders shall be entered either in red ink at the end of the ordinary Advice Lists despatched to London or on separate sheets, the total amount of the " Through " Orders being included in the totals of such Lists.

(d) The names and addresses of the payees, including the names of the towns and countries of payment, must be given as fully as possible.

(e) The Post Office of 'Iraq shall allow to the London Office the same percentage (*see* Article 5) on " Through " Orders as on Orders payable in the United Kingdom, the London Office crediting the Office of the Country of payment with the same percentage for the " Through " Orders as for Orders issued in the United Kingdom, and, for its intermediary services, deducting from the amount of each re-advised Order a special commission to be fixed by the British Post Office.

(f) When the amount of a " Through " Order is repaid to the remitter, the commission charged for the intermediary service is *not* refunded.

The British Post Office shall communicate to the Administration of 'Iraq the names of the countries with which it transacts Money Order business, the limit of amount adopted for each, and the rates of commission deducted for its intermediary services.

Article 22.

The British Post Office and the Post Office of 'Iraq shall each be authorised to adopt any additional rules (if not contrary to the regulations of this Agreement) for the greater security against fraud or for the better working of the system generally. All such additional rules, however, must be reciprocally communicated.

Article 23.

Each Administration is authorized, in extraordinary circumstances that would justify such a measure, temporarily to suspend the Money Order service wholly or in part, upon condition that notice of such be given immediately to the other Administration ; and, if deemed necessary, the notice of suspension shall be communicated by telegraph.

Article 24.

This Agreement shall be deemed to have come into force on the first day of April, 1921, and shall be terminable on a notice, by either party, of six calendar months.

Done in duplicate at London the sixteenth day of January 1922, and at Baghdad the twenty-eighth day of November 1921.

F. KELLAWAY,
His Majesty's Postmaster-General.

IJJAT,
Minister of Communications and Works 'Iraq.

---

b) Les mandats de cette sorte, ne devront pas dépasser le montant maximum fixé pour les mandats-poste émis dans le Royaume-Uni sur le pays destinataire.

c) Les indications relatives aux mandats-poste « en transmission » seront portées soit à l'encre rouge à la fin des feuilles ordinaires d'avis envoyées à Londres, soit sur des feuilles séparées ; le montant total des mandats « en transmission » étant compris dans le total de ces listes.

d) Les noms et adresses des destinataires, ainsi que les noms des villes et pays où doit s'effectuer le paiement devront être indiqués d'une manière aussi complète que possible.

e) L'Administration des Postes de l'Irak accordera au bureau de Londres le même pourcentage (voir article 5) sur les mandats « en transmission » que sur les mandats payables dans le Royaume-Uni. Le bureau de Londres créditera l'administration du pays du paiement d'un même pourcentage pour les mandats « en transmission » que pour les mandats émis dans le Royaume-Uni et déduira en compensation de ses services d'intermédiaire, du montant de chaque mandat notifié à nouveau, une commission spéciale dont le montant sera fixé par l'Administration des Postes du Royaume-Uni.

f) Lorsque le montant du mandat « en transmission » est remboursé à l'expéditeur, la commission perçue pour le service intermédiaire ne donne pas lieu à remboursement.

L'Administration des Postes britanniques communiquera à l'Administration des Postes de l'Irak l'indication des pays avec lesquels elle effectue des opérations de mandats-poste, le montant maximum fixé pour chacun d'eux et le taux des commissions à déduire en compensation de ses services d'intermédiaire.

Article 22.

L'Administration des Postes britanniques et l'Administration des Postes de l'Irak sont chacune autorisées à adopter des règlements additionnels (pourvu qu'ils ne soient pas contraires aux dispositions du présent Accord) en vue de déjouer plus sûrement la fraude ou en vue d'améliorer le fonctionnement général du régime ; toutefois, ces règlements additionnels devront faire l'objet de communications réciproques.

Article 23.

Chacune des administrations est autorisée, en cas de circonstance extraordinaire justifiant cette mesure, à suspendre temporairement le service des mandats-poste, en totalité ou en partie, sous condition d'en donner avis immédiatement à l'autre administration ; l'avis de suspension sera, s'il est nécessaire, communiqué télégraphiquement.

Article 24.

Le présent Accord sera considéré comme entré en vigueur à la date du 1er avril 1921 et prendra fin, moyennant préavis de six mois de calendrier, donné par l'une des deux Parties.

Fait en double expédition à Londres, le 16 janvier 1922, et à Bagdad, le 28 novembre 1921.

(Signé) F. KELLAWAY,
Directeur général des Postes de Sa Majesté.

(Signé) IJIAT,
Ministre des Communications et des Travaux publics de l'Irak.

No. 340

APPENDICE A.
APPENDIX A.

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE.
UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND.

Avis de Paiement d'un Mandat-Poste.
Advice of Payment of a Money Order.

Le soussigné déclare que la somme de / *The undersigned certifies that the sum of* .....

montant du mandat N° / *the amount of Money Order No.* ..... émis par le / *issued by the*

bureau de / *Office of* ..... le / *on the*

..... 192, au profit de / *in favour of*

M .....

a été dûment payée le / *has been duly paid on the* ..... 192 .

Timbre du Bureau payeur / *Stamp of Paying Office*

Signature ..... Le Receveur. / *Postmaster.*

Cet avis doit être signé par le bureau payeur, puis mis sous enveloppe / *This advice must be signed by the paying officer, enclosed in an envelope*

et envoyé par le premier courrier au bureau d'origine du mandat. / *and despatched by the first post to the office of origin of the order.*

No. 340

APPENDIX B.

To The Controller, Money Order Department. London. Post Office, Basrah,

List No. ..... the ..... of ....., 192.....

Sheet No. ..... List of Money Orders issued in Mesopotamia and payable in the United Kingdom of Great Britain and Ireland and places beyond.

THESE COLUMNS TO BE FILLED IN AT THE MESOPOTAMIAN EXCHANGE OFFICE													THESE COLUMNS TO BE FILLED IN AT LONDON		
International Number of the Money Order	Number of Original Money Order	Date of Original Money Order	Office issuing Money Order	Full Name of Remitter	Full Name of Payee	Full Address of Payee	Amount in the currency of Mesopotamia		Rate of Conversion	Amount payable in British Money			Number of the Internal Money Order	Office of Payment	Observations
							Rupees	A.		£	s.	d.			

APPENDIX C.

To Money Order Department, London,

The Postmaster, Basrah. the ..... of ..... 192.....

List No. ..... List of Money Orders issued in the United Kingdom of Great Britain and Ireland and places beyond, and payable in Mesopotamia.

Sheet No. .....

THESE COLUMNS TO BE FILLED IN AT THE MONEY ORDER DEPARTMENT, LONDON.									THESE COLUMNS TO BE FILLED IN AT THE MESOPOTAMIAN EXCHANGE OFFICE					
International Number of the Money Order	Number of Original Money Order	Date of Original Money Order	Office issuing Money Order	Full Name of Remitter	Full Name of Payee	Amount in British Money			Rate of Conversion	Amount payable in currency of Mesopotamia		Number of the Internal Money Order	Office of Payment	Observations
						£	s.	d.		Rupees	A.			

APPENDICE B.

Au Contrôleur du Département des mandats-poste.

Bureau de poste de Basrah,

Liste N° .....

Le ..... 192.....

Feuille N° .....

Liste des mandats-poste émis en Mésopotamie et payables dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et au delà.

A REMPLIR PAR LE BUREAU DE CHANGE DE MÉSOPOTAMIE														A REMPLIR A LONDRES		
N° international du mandat-poste	N° d'origine du mandat-posie	Date d'origine du mandat-poste	Bureau d'émission du mandat-poste	Nom et prénoms de l'expéditeur	Nom et prénoms du destinataire	Adresse exacte du destinataire	Montant en monnaie de la Mésopotamie		Taux de conversion	Montant payable en argent britannique			N° du mandat-postal intérieur	Bureau de paiement	Observations
							Roupies	A.		£	s.	d.			

APPENDICE C.

Au Receveur, Basrah.

Service des Mandats-Poste, Londres.

Le ..... 192.....

Liste N° .....

Feuille N° .....

Liste des mandats-poste émis dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande et au delà, et payables en Mésopotamie.

A REMPLIR PAR LE SERVICE DES MANDATS-POSTE DE LONDRES									A REMPLIR PAR LE BUREAU DE CHANGE DE MÉSOPOTAMIE					
N° international du mandat-poste	N° d'origine du mandat-poste	Date d'origine du mandat-poste	Bureau d'émission du mandat-poste	Nom et prénoms de l'expéditeur	Nom et prénoms du destinataire	Montant en monnaie britannique			Taux de conversion	Montant payable en monnaie de Mésopotamie		N° du mandat-poste intérieur	Bureau de paiement	Observations
						£	s.	d.		Roupies	A.			

APPENDIX D.

List of Money Orders issued in Mesopotamia repayment of which has been authorized by the London Office during the month of..... 192 .

International No. of Order	Original No. of Order	Date of Issue	Office of Issue	Amount			Remarks
				£	s.	d.	

List of Money Orders issued in the United Kingdom repayment of which has been authorized by the Office of Mesopotamia during the month of..... 192 .

International No. of Order	Original No. of Order	Date of Issue	Office of Issue	Amount			Remarks
				£	s.	d.	

APPENDIX E.

List of Orders issued in Mesopotamia which have become void during the month of..... 192 .

International No. of Order	Original No. of Order	Date of Issue	Office of Issue	Amount			Remarks
				£	s.	d.	

List of Orders issued in the United Kingdom which have become void during the month of..... 192 .

International No. of Order	Original No. of Order	Date of Issue	Office of Issue	Amount			Remarks
				£	s.	d.	

APPENDICE D.

Liste des mandats-poste émis en Mésopotamie dont le remboursement a été autorisé par le Bureau de Londres pour le mois de ..... 192 .

N° international du mandat	N° d'origine du mandat	Date d'émission	Bureau d'émission	Montants			Remarques
				£	s.	d.	

Liste des mandats-poste émis dans le Royaume-Uni dont le remboursement a été autorisé par le Bureau de Mésopotamie pour le mois de ..... 192 .

N° international du mandat	N° d'origine du mandat	Date d'émission	Bureau d'émission	Montants			Remarques
				£	s.	d.	

APPENDICE E.

Liste des mandats-poste émis en Mésopotamie qui ont été annulés pendant le mois de ..... 192 .

N° international du mandat	N° d'origine du mandat	Date d'émission	Bureau d'émission	Montants			Remarques
				£	s.	d.	

Liste des mandats-poste émis dans le Royaume-Uni qui ont été annulés pendant le mois de ..... 192 .

N° international du mandat	N° d'origine du mandat	Date d'émission	Bureau d'émission	Montants			Remarques
				£	s.	d.	

N° 341.

ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE ET FRANCE

Echange de notes relatif à l'amendement de l'article 12 de l'accord provisoire concernant la navigation aérienne du 20 octobre 1920. Londres, 7 décembre 1921 et 30 janvier 1922.

UNITED KINGDOM OF GREAT BRITAIN AND IRELAND AND FRANCE

Exchange of Notes respecting amendment of Article 12 of the provisional Agreement in respect to Air Navigation of October 20, 1920. London, December 7, 1921 and January 30, 1922.

No. 341. — ÉCHANGE DE NOTES ENTRE LES GOUVERNEMENTS BRITANNIQUE ET FRANÇAIS RELATIF A L'AMENDEMENT DE L'ARTICLE 12 DE L'ACCORD PROVISOIRE CONCERNANT LA NAVIGATION AÉRIENNE[1] DU 20 OCTOBRE 1920. LONDRES, 7 DÉCEMBRE 1921 ET 30 JANVIER 1922.

Textes officiels anglais et français communiqués par le Ministère des Affaires étrangères de Sa Majesté Britannique. L'enregistrement de cet échange de notes a eu lieu le 5 octobre 1922.

No. W. 12231/2416/17.

FOREIGN OFFICE, S.W.1.
December 7, 1921.

YOUR EXCELLENCY,

With reference to your note of August 22 last, I have the honour to inform Your Excellency that His Majesty's Government concur in the amendment proposed by the French Government in the Anglo-French Agreement in respect to International Aerial Communication.

2. Article 12 of that agreement is accordingly regarded by His Majesty's Government as replaced by the following text and the present exchange of notes as placing it on record :

> *Article* 12 : " La frontière française ne devra être traversée qu'entre Etaples et la frontière belge. Les frontières britanniques pourront être franchies en n'importe quel point ne faisant pas partie d'une zone interdite ".

3. I observe that the date of the Agreement is given in Your Excellency's note as November 25, 1920. His Majesty's Government have always considered October 20 as the date and it is thus entered in the records of the League of Nations.

I have the honour to be, with the highest consideration,
Your Excellency's obedient servant,

(Signed) CURZON OF KEDLESTON.

His Excellency Count de SAINT-AULAIRE,
etc., etc., etc.

[1] Vol. II, page 323 de ce Recueil.

No. 341. — EXCHANGE OF NOTES BETWEEN THE BRITISH AND THE FRENCH GOVERNMENTS RESPECTING AMENDMENT OF ARTICLE 12 OF THE PROVISIONAL AGREEMENT IN RESPECT TO AIR NAVIGATION[1] OF OCTOBER 20, 1920. LONDON, DECEMBER 7, 1921, AND JANUARY 30, 1922.

Official English and French texts communicated by His Britannic Majesty's Foreign Office. The registration of this exchange of Notes took place on October 5, 1922.

[2] TRADUCTION. — TRANSLATION.

N° W. 12331/2416/17.

FOREIGN OFFICE, S. W. 1.
7 décembre 1921.

MONSIEUR L'AMBASSADEUR,

Me référant à votre note du 22 août dernier, j'ai l'honneur d'informer Votre Excellence que le Gouvernement de Sa Majesté donne son assentiment à l'amendement que le Gouvernement français propose d'apporter à l'Accord anglo-français, relatif aux communications internationales par la voie des airs.

2. Le Gouvernement de Sa Majesté considère donc que la rédaction suivante se substitue à l'article 12 de cet Accord et que le présent échange de notes a pour objet de prendre acte de cette substitution :

> *Article* 12. — « La frontière française ne devra être traversée qu'entre Etaples et la frontière belge. Les frontières britanniques pourront être franchies en n'importe quel point ne faisant pas partie d'une zone interdite. »

3. Je remarque que le 25 novembre 1920 est indiqué dans la note de Votre Excellence comme étant la date de l'accord. Le Gouvernement de Sa Majesté a toujours considéré que la date réelle de cet accord était le 20 octobre ; c'est cette date qui a été enregistrée auprès de la Société des Nations.

Je saisis cette occasion pour renouveler à Votre Excellence les assurances de ma très haute considération.

(Signé) CURZON DE KEDLESTON.

A Son Excellence Monsieur le Comte de SAINT-AULAIRE,
etc., etc. etc.

[1] Vol. II, page 323 of this Series.

[2] Traduit par le Secrétariat de la Société des Nations.

[2] Translated by the Secretariat of the League of Nations.

AMBASSADE DE FRANCE
A LONDRES.

Se référant à la lettre N° W. 12231/2416/17, du Foreign Office, en date du 7 décembre dernier, l'Ambassadeur de France à l'honneur de faire savoir à Son Excellence le principal Secrétaire d'Etat de Sa Majesté aux Affaires étrangères que le Gouvernement britannique ayant accepté les suggestions du Gouvernement français, relatives aux modifications à apporter à l'accord provisoire aérien franco-anglais, l'article 12 de cet accord sera désormais rédigé comme suit :

> « La frontière française ne devra être traversée qu'entre Etaples et la frontière belge. Les frontières britanniques pourront être franchies en n'importe quel point ne faisant pas partie d'une zone interdite. »

Le comte de Saint-Aulaire a été également chargé d'informer Sa Seigneurie le marquis Curzon of Kedleston que le Sous-Secrétariat français de l'aéronautique avait attribué à l'accord la date du décret de promulgation en France, mais que l'accord a été effectivement mis en vigueur de part et d'autre le 20 octobre 1920.

Le comte de Saint-Aulaire saisit cette occasion pour renouveler à Sa Seigneurie le marquis Curzon of Kedleston les assurances de sa haute considération.

ALBERT GATE HOUSE, 30 *janvier* 1922.

FRENCH EMBASSY,
LONDON.

With reference to the letter from the Foreign Office No. W. 12231/2416/17, dated December 7 last, the French Ambassador has the honour to inform His Majesty's Principal Secretary of State for Foreign Affairs that as the British Government has agreed to the suggestions of the French Government with regard to the modifications to be made in the provisional Franco-British Aerial Agreement, Article 12 of that Agreement will now read as follows :

> " The French frontier may only be crossed between Etaples and the Belgian frontier. The British frontiers may be crossed at any point which is not within a prohibited zone ".

Count de Saint-Aulaire has also been instructed to inform Marquess Curzon of Kedleston that the French Under-Secretariat for Aeronautics considered the date of the Agreement to be that of the date of the decree of promulgation in France, but that the Agreement was in fact put into force on both sides on October 20, 1920.

Count de Saint-Aulaire avails himself of this opportunity to renew to Marquess Curzon of Kedleston the assurance of his high consideration.

ALBERT GATE HOUSE, *January* 30, 1922.

Imprimé
pour la " SOCIÉTÉ DES NATIONS "
par les
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Suisse).

Printed
for the " LEAGUE OF NATIONS "
by
IMPRIMERIES RÉUNIES S. A.
Lausanne (Switzerland)